

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

- Histoire de la Congrégation de Notre-Dame de Reims**, 2 vol. in-8°, Reims, Michaud, 1886 8 fr.
- Histoire de l'Abbaye d'Igny**, de l'Ordre de Cîteaux, au diocèse de Reims, grand in-8°, Imprimerie coopérative, Reims, 1883, 8 fr.
- Jean Juvénal des Ursins**, archevêque de Reims, 1 vol., in-8°, Paris, E. Thorin, 7, rue Médecis, 1876, Couronné par l'Académie nationale de Reims 6 fr.
- Histoire de Gespunsart**, 1 vol. in-8°, Charleville, Pouillard, 1877, Couronné par l'Académie nationale de Reims, 4 fr.
- Histoire de la Neuville-aux-Tourneurs**, 1 vol. in-8°, 2^e édition, Imprimerie coopérative, Reims, 1887 2 fr.
- De Schola Remensi**, x^o sæculo, 1 vol. in-8°, Paris, E. Thorin, 1876, 2 fr.
- Triduum du B. Urbain II**, célébré à Reims, en 1882, 1 vol. in-8°, Imprimerie coopérative, Reims, 1882 2 fr.
- Panegyrique du B. J.-B. de la Salle**, in-8°, Reims, Michaud, 1888 0 fr. 60
- De Reims à Jérusalem en 1893**, 1 vol. in-8°, Dubois-Poplumont, Reims, 1893 4 fr.
- Le Jubilé National**, discours d'ouverture du Centenaire de 1896, Reims, Imprimerie coopérative 0 fr. 60
- Etude historique sur les Conférences Ecclésiastiques**, Letouzey, Paris, 1896 2 fr. 50
- L'Immaculée Conception dans l'ancienne Université de Paris**, 1 vol. in-8°, Secrétariat de l'Institut catholique 2 fr.
- L'Institut Catholique de Paris, 1875-1907**, 1 vol. in-8°, 2^e édition, Paris, Poussielgue, 1907 5 fr.
- Vers l'Action**, 1 vol. in-12, Bloud et C^o, Paris, 1907 4 fr.

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés pour tous pays

Copyright by GABRIEL BEAUCHESNE, 1918.

Mgr P.-L. PÉCHENARD

Évêque de Soissons

LA GRANDE GUERRE

Le Martyre de Soissons

(Août 1914 - Juillet 1918)



PARIS

GABRIEL BEAUCHESNE

117, Rue de Rennes, 117

1918

AUX HABITANTS DE SOISSONS

CHERS SOISSONNAIS,

C'est à vous que je dédie ce volume. C'est de vous qu'il parle d'un bout à l'autre, et c'est pour vous que je l'ai composé. Témoin de vos souffrances, auxquelles j'ai moi-même participé, ému de vos deuils et de vos ruines, j'ai pensé que, la guerre une fois terminée, il ne serait pas sans douceur pour vous de parcourir de nouveau, par le souvenir, les douloureuses stations de votre chemin de croix, et d'en léguer le récit à vos enfants dans un livre de famille. C'est dans ce dessein que j'ai patiemment recueilli les éléments de ce long drame et que je vous prie aujourd'hui d'accepter ce travail comme un témoignage de ma paternelle affection.

† P. L. PÉCHÉNARD,
Évêque de Soissons, Laon et S-Quentin.

Soissons, 1^{er} décembre 1917.

AVANT-PROPOS

Les pages qui vont suivre sont de simples notes, écrites au jour le jour, au courant de la plume, au milieu des agitations et des souffrances de la guerre. Elles ont un caractère purement personnel, et traduisent les impressions que j'ai ressenties, pendant la période où notre ville fut l'un des théâtres les plus éprouvés de cette lutte sans précédent.

Que le lecteur n'y cherche donc ni vues d'ensemble sur la guerre, ni jugements sur la direction des événements militaires. Je n'en ai même pas eu la pensée ; et, d'ailleurs, cette pensée me fût-elle venue, que je n'ai pas eu sous les yeux les éléments d'information indispensables, et que je décline toute compétence sur cette matière.

Il n'entre pas davantage dans mes intentions de raconter ce qui s'est passé dans l'ensemble de mon diocèse. Je me suis borné strictement à retracer ce dont j'ai été témoin à Soissons et dans les environs.

Evêque, je suis resté simplement au milieu des fidèles dont j'ai la garde, comme c'était mon devoir, et j'ai cherché à soutenir leur courage dans ces circonstances difficiles. J'ai engagé les membres de mon clergé, ceux surtout qui ont charge d'âmes, à demeurer à leur poste. Ils ont écouté ma voix. Si quelques-uns, pour des motifs de prudence approuvés par moi, se sont éloignés, tous les autres sont restés dans la ville, aussi longtemps qu'il leur a été possible, et que la raison l'a conseillé, donnant aux habitants l'exemple de la fermeté et du dévouement, et resserrant ainsi les liens d'estime et d'affection qui les unissaient déjà à leurs concitoyens.

J'avais été témoin de la guerre franco-allemande de 1870,

dans laquelle notre ville avait eu déjà tant à souffrir, et j'en avais conservé un vif et douloureux souvenir. Mais qu'était cette guerre, comparée à celle dont nous venons d'être les victimes ? Une idylle à côté d'un drame tragique. En 1870, c'était déjà sans doute le règne de la force brutale ; cette fois ce fut le règne de la férocité, de la violation de tous les droits, du mépris de toutes les lois, de l'outrage à tous les sentiments. Ceux que l'on croyait des hommes, qui se qualifiaient même de « surhommes », nous ont apparus comme des fauves qui ont rompu leurs chaînes, et qui se ruent avec rage sur l'objet de leur convoitise.

Nous les avons connus, alors qu'ils préparaient pacifiquement, par leurs entreprises capitalistes, la conquête de notre pays, doux, obséquieux, vêtus de peaux de brebis ; nous les avons vus, cette fois, tels qu'ils sont réellement, dignes fils des antiques Teutons, adorateurs d'Odin, loups rapaces, conquérants féroces, agitant les fers dont ils menaçaient nos bras, et dansant de joie devant les incendies qu'ils avaient allumés.

Ivres d'orgueil jusqu'au délire, adorateurs du Moi, du Moi individuel et du Moi national, ils en étaient venus à se considérer comme une race supérieure, en qui le divin se serait le mieux réalisé, comme « la race élue », la seule qui eût droit de vivre et de dominer.

Ils étaient infectés par cette monstrueuse doctrine qui fait d'eux non seulement « la race élue », mais une incarnation même de la divinité. Ce délire d'orgueil avait porté ses ravages dans l'universalité des esprits ; le germanisme était devenu une hantise générale, il n'y avait de bien, de beau, de vrai, de grand que ce qui était spécifiquement allemand. Cette prétention se traduisait par l'idée d'unité allemande, de pangermanisme, d'empire évangélique, de domination universelle. Devant cette ivresse de précellence, l'idée du catholicisme s'était amoindrie et inclinée ; allemand d'abord, catholique ensuite, tout pour l'Allemagne, tout par l'Allemagne, l'Allemagne au-dessus de tout. Deutschland über alles.

Ils prétendaient que leur science, leur activité, leurs œuvres exigeaient une plus grande place sous le soleil ; ils aspiraient à l'hégémonie de l'Europe et du monde entier, afin d'imposer aux nations qu'ils estimaient inférieures la Kultur germanique, c'est-à-dire cet ordre supérieur et cette organisation parfaite qu'ils estimaient la propriété de leur race, et dont les autres races manqueraient.

Ils appuyaient enfin cette prétention à la domination universelle sur la force matérielle des armes, qu'ils exaltaient comme la créatrice et le soutien nécessaire de leur développement industriel et commercial, et qu'ils confondaient avec la violence.

Leurs Intellectuels, faisant cause commune avec ce militarisme impérialiste, avaient créé d'audacieuses théories pour justifier d'avance cette ambition perverse, et, au moyen de l'école, ils en avaient intoxiqué les cerveaux populaires. « Ils chantaient, avec leur poète Arndt : « Qu'est-ce que la Patrie d'un Allemand ? Est-ce la Prusse ? Est-ce la Souabe ? Est-ce la Bavière ?... Non, non, non ! La Patrie d'un Allemand doit être plus grande que tout cela... Aussi loin que résonne la langue allemande, aussi loin que dans le ciel Dieu fait retentir ses chants, ce doit être elle, ce doit être elle. Tout cela, vaillant Teuton, nomme le tien. C'est cela qu'est la Patrie d'un Allemand. »

Ils n'avaient donc qu'une aspiration, qu'un cri : L'Allemagne au-dessus de tout ! Deutschland über alles !

« La prochaine guerre, leur avait dit Bismarck, ce génie du mal, celle complète expression du teutonisme, sera une guerre d'extermination. »

Fidèles exécuteurs de cette sauvage maxime, ils estimaient juste et bon que la guerre poursuivît l'assujettissement des nations faibles, dont ils n'admettaient pas le droit à l'existence, et l'anéantissement de l'ennemi par tous moyens. D'avance ils légitimaient tout ce que feraient leurs soldats en vue du triomphe. Le droit, pour eux, disparaissait devant la force, le fait devenait le droit.

Si l'on ne peut contester à l'Allemagne une réelle aptitude à l'organisation matérielle, il faut se hâter d'ajouter que, depuis longtemps, elle ne rêvait de s'en servir qu'en vue d'écraser les autres nations et de leur imposer sa domination. Elle en était arrivée à cette monstrueuse prétention de ne plus supporter d'influence rivale, et de se croire appelée par la Providence à régenter l'univers ; et elle était résolue à recourir à tous les moyens, même les plus cruels, pour le soumettre à son empire.

« La Providence, disait le professeur von der Pfordler, a choisi le peuple allemand pour soumettre l'Europe entière à une cure radicale, qui sera pour elle une bénédiction du ciel. » Et cette cure, comment l'appliquerait-elle ? Par l'amour qui châtie sans pitié ceux qu'il veut corriger. « Nous ne haïssons pas nos ennemis, déclarait dans la cathédrale de Berlin le professeur Rheinold Seeberg ; nous suivons le commandement de Dieu qui nous ordonne de les aimer, mais nous considérons que nous faisons une œuvre d'amour en les tuant, en les faisant souffrir, en brûlant leurs maisons, en envahissant leurs territoires... L'Allemagne aime les autres nations, mais elle les châtie pour leur bien. »

« C'est cette conscience de notre mission, disait dans le temple luthérien de Leipzig le pasteur Lœbel, qui nous permet de nous réjouir et d'être heureux d'un cœur plein de reconnaissance, quand nos engins de guerre abattent les fils de Satan, et quand nos merveilleux sous-marins, instruments de la vengeance divine, envoient au fond des mers des milliers de non-élus. Nous devons combattre les méchants par tous les moyens possibles : leurs souffrances doivent nous être agréables, leurs cris de douleur ne doivent pas émouvoir les sourdes oreilles allemandes. »

Rien n'était plus capable de modérer leurs cruels instincts. « La mission divine de l'Allemagne, s'écriait dans un accès de frénésie le pasteur Fritz Philippi de Berlin, c'est, mes Frères, de crucifier l'humanité. Par suite, le devoir des soldats allemands est de frapper impitoyablement ; ils doivent tuer, ils doivent brûler, ils doivent détruire. Des demi-mesures

seraient impies, ce doit être une guerre sans pitié. — Quand l'ouvrage sera fini, le feu et l'épée n'auront pas travaillé en vain ; ce sera la rédemption de l'humanité. »

Bien des siècles auparavant, Attila s'appelait déjà « le fléau de Dieu », mais lui, au moins, ne se vantait pas d'apporter au monde la vertu et le bonheur.

Aussi bien, sous l'empire de pareils enseignements et d'aussi abominables principes, que n'ont pas fait les soldats allemands parmi nous et contre nous, contre l'humanité et la civilisation ? Juste ciel ! Hypocrite préméditation et longue préparation de la guerre, mépris des traités jurés, violation des territoires neutres, bombardement des villes ouvertes, terrorisation des populations, rapt de jeunes filles et de femmes, outrages à la pudeur commandés et publics, assassinaux de milliers de femmes et d'enfants, mutilation et massacre des prisonniers, achèvement des blessés, atroces procédés de guerre, gaz asphyxiants et lacrymogènes, jets de flammes, torpillage de vaisseaux-hôpitaux, guerre sous-marine à outrance, empoisonnement des puits et des sources, de pansements et de bonbons, emprisonnement et meurtre des prêtres, expulsion des habitants, déportation en masse des populations, condamnation à des travaux forcés contre leur propre patrie, usurpation des propriétés, ruine systématique de notre industrie et de notre commerce, sacrilèges profanations des choses saintes, destruction de nos églises, de nos cathédrales, de nos monuments et de nos œuvres d'art, incendies des villes et des villages, vols organisés, pillages éhontés, dévastation raisonnée des pays par eux abandonnés dans leur fuite, il n'est pas de forfaits qu'ils n'aient commis. Ils semblent n'avoir eu qu'un but : faire à l'ennemi le plus de mal possible par l'emploi de n'importe quel moyen, le détruire, s'installer à sa place et s'enrichir de ses dépouilles. On a vu reparaître dans toute sa hideuse laideur leur barbarie ancestrale, dissimulée d'ordinaire sous le vernis d'une civilisation de surface.

On a souvent parlé de leurs sentiments religieux, qui sembleraient devoir rendre impossibles de pareils excès, et pour

ce motif, beaucoup de neutres furent longtemps sympathiques à leur cause. C'est une erreur. Il faut en rabattre beaucoup. Sans doute il se trouve parmi eux nombre de croyants sincères ; les incroyants eux-mêmes ont gardé dans leur langage des formules religieuses. Volontiers ils parlent de Dieu, du Christ, de l'Esprit Saint, de la révélation, de la grâce, du miracle. Mais qu'on ne s'y trompe pas ; pour un très grand nombre, ces expressions n'ont plus le sens traditionnel que nous y attachons. Il y a longtemps qu'en dehors de l'Eglise catholique le Protestantisme rationaliste les en a vidées et l'a remplacé par des conceptions naturalistes. Cette phraséologie en impose à la foule, mais pour les intellectuels et les chefs du peuple, elle recouvre d'autres réalités et laisse le champ libre aux instincts et aux appétits de la nature. Elle s'accommode de tous les excès, et les approuve dès qu'il s'agit de la patrie. La morale de guerre allemande n'a plus rien de commun avec la morale chrétienne¹.

1. On trouverait une ample et irréfutable confirmation de ces quelques réflexions dans une multitude presque infinie d'ouvrages écrits à l'occasion de la guerre. Je signale en particulier les suivants :

La Belgique et l'Allemagne, textes et documents. Enquête sur les atrocités des Allemands en Belgique, publiée par ordre du gouvernement belge, par Henri DAVIGNON, Londres, Harrison, 1915, in-4°.

Les violations des Lois de la Guerre par l'Allemagne, Rapport de la Commission française instituée officiellement le 23 septembre 1914, en vue de constater les actes commis par l'ennemi en violation du droit des gens.

Acte d'accusation contre la barbarie allemande, dressé par Son Ém. le Cardinal MERCIER, et S. G. Mgr HEYLEN, évêque de Namur.

Enquête du Cardinal Pfiffel, archevêque de Vienne, sur le sort des prêtres belges pendant l'invasion allemande.

La Conversion d'un Catholique germanophile, lettre ouverte de M. Prüm, luxembourgeois, à M. Erzberger, chef du Centre catholique allemand, 16, rue Alphonse Daudet. Paris, 2 fr.

La Guerre Allemande et le Catholicisme, ouvrage publié sous la direction de Mgr BAUDRILLART et le patronage du Comité catholique de Propagande française à l'étranger. Bloud et Gay, Paris, 1916.

L'Allemagne et les Alliés, du même Comité, Paris, Bloud et Gay.

Les Conférences et Révélations du citoyen suisse Pugliser.

Le Crime de Louvain, par Raoul DE NARY, in-12.

Les Allemands à Louvain, par Hervé DE GRUBEN, Plon-Nourrit, Paris, 2 fr.

Sous cette avalanche de violences et de forfaits, le diocèse de Soissons, placé à la frontière de la France et de la Belgique, a été l'un des territoires les plus cruellement éprouvés et il sortira de cette guerre, ravagé, pillé, ruiné, dépeuplé pour de longues années.

Quel douloureux retentissement ont eu dans mon cœur les souffrances de mes chers diocésains, nul ne le saurait dire. Cent fois j'aurais voulu aller à eux, mêler mes larmes aux leurs et les reconforter ; mais tout moyen de communication m'étant enlevé, et me trouvant, pendant longtemps du moins, prisonnier dans ma ville bombardée, j'ai dû me borner, durant ce temps, à compatir de loin à leurs maux et à prier Dieu de leur donner lui-même le courage, la patience et la résignation dont ils avaient besoin.

Les faits que j'entreprends de rapporter ici seront exposés avec une absolue sincérité, tels qu'ils sont parvenus à ma connaissance. Je suis pourtant loin de penser qu'il ne me soit point échappé d'inexactitude. Aussi serais-je le premier, s'il en était ainsi, à en solliciter le redressement et à l'accepter avec reconnaissance. Les impressions que je traduirai me sont toutes personnelles et j'en revendique l'entière responsabilité. Quant aux appréciations que j'énoncerai, elles seront rares et sobres et aussi réservées qu'il convient en pareille matière ; je les abandonne volontiers à la critique des hommes compétents.

Les Barbares et la Trouée des Vosges, par Louis COLIN, Paris, Bloud et Gay.

Notre-Dame de Brebières, par René LE CHOLLEUX, Paris, Bloud et Gay.

La Guerre en Artois, publié sous la direction de Mgr LOBBEDEVY, Paris, Téqui.

La Guerre dans la Marne, publié sous la direction de Mgr TISSIER, Paris, Téqui.

Le Livre gris belge, réponse au *Livre blanc allemand*, 1916.

Leurs Crimes, brochure publiée sous le patronage des maires des villes du Nord-Est, in-18. Nancy, Berger-Levrault, 1916.

CHAPITRE PREMIER

Les Débuts de la Guerre à Soissons

(Août 1914)

1914. *Juillet*. — Du 22 au 26 juillet 1914, se déroule, à Lourdes, le Congrès eucharistique international : j'y assiste avec une vingtaine de mes prêtres. Il reste entièrement fermé aux agitations extérieures : mais tout autour de lui grandissent des rumeurs de guerre, et l'on respire au dehors comme une odeur de poudre.

Samedi 25. — *Ultimatum* de l'Autriche à la Serbie.

Dimanche 26. — Clôture du Congrès. Je repars de Lourdes le soir même, et je rentre à Soissons le lundi 27, à trois heures de l'après-midi.

Mardi 28. — *Déclaration de guerre* de l'Autriche à la Serbie.

Vendredi 31. — Le 67^e Régiment d'Infanterie, en garnison à Soissons, est mobilisé et dirigé vers la frontière de l'Est.

Samedi 1^{er} août. — Ordre de *mobilisation générale* des Armées françaises.

Dimanche 2. — Les Allemands violent la neutralité du Grand Duché du Luxembourg. Ils s'emparent de la ville et en prennent le gouvernement. Ils pénètrent en Belgique, au mépris des traités qui en garantissent la neutralité.

Les réservistes arrivent en foule à Soissons pour remplacer le 67^e.

Lundi 3. — L'autorité militaire me donne à loger un officier français, M. le Baron Fain, commandant de recrutement, venu de Compiègne. Mon domestique, Henri Besain, mobilisé, me quitte pour se rendre à Amiens.

A 4 heures 50 du soir, *Déclaration de guerre de l'Allemagne à la France.*

Le temps chaud et magnifique, qui dure depuis quelques jours favorise les opérations de notre mobilisation. Toute industrie s'arrête immédiatement dans la ville : plus de travail pour les ouvriers.

Mardi 4. — Les prêtres du diocèse de Soissons sont mobilisés en grand nombre. Nous comptons 184 prêtres séculiers mobilisés ou immédiatement mobilisables, 12 religieux du diocèse, et 22 séminaristes, soit un total de 219. Quelques-uns d'entre eux sont réformés dans les jours suivants.

J'essaie, par une lettre circulaire, de pourvoir de mon mieux au service des paroisses, et je fais appel aux doyens pour l'organisation de leurs doyennés respectifs.

Je supprime les réunions de notre Comité de Presse, et celles :

de notre Comité diocésain des Œuvres :

les deux Retraites ecclésiastiques fixées à la fin d'août :

le Congrès diocésain de Laon, convoqué pour le mois d'octobre :

les Conférences ecclésiastiques du reste de l'année. :

Je prescris des prières publiques pour toute la durée de la guerre.

Mercredi 5. — La mobilisation s'accroît. Soissons est rempli de soldats : on en compte de 7 à 8.000. Les opérations se font paisiblement et sans difficulté. L'esprit des troupes est bon. Beaucoup de calme, d'ordre, d'entrain, pas de fol enthousiasme, mais le sentiment d'un devoir à

remplir et la ferme confiance en la victoire. Excellentes dispositions aussi dans la population soissonnaise. La gêne commence à apparaître. Je fais visite à plusieurs des cantonnements militaires. J'adresse la parole à nos soldats, et ma parole est partout accueillie avec empressement et respect.

Il nous est arrivé de Verdun 1.800 réfugiés, dont 550 à Soissons, les autres aux environs, envoyés par l'autorité militaire pour soulager Verdun. C'est une bien lourde charge pour nous ; on l'accepte courageusement.

Jeudi 6. — Je fais visite à l'ambulance préparée par la *Société de Secours aux Blessés* dans le pensionnat de « la Croix », où j'admire la très belle disposition des locaux et des lits ; puis une seconde visite à l'Hôpital, où se trouve l'ambulance des *Dames françaises*, non moins parfaitement aménagée.

Vendredi 7. — On nous annonce l'occupation de la ville de Liège par les Allemands. Les Belges résistent vaillamment, et les forts de la ville tiennent bon. C'est un arrêt de haute portée de la marche foudroyante des Allemands.

Dimanche 9. — Toujours 8.000 soldats en ville, qui se succèdent au fur et à mesure des formations et des départs.

A la grand'messe de la cathédrale je prêche sur l'amour de la Patrie et sur le devoir qui incombe à chacun de nous d'aider et de soulager ses défenseurs.

Lundi 10. — La chaleur est excessive. Pas d'événement militaire important. Les troupes continuent à se succéder à Soissons ; le 267^e est parti cette nuit, dirigé, dit-on, vers Reims et Troyes.

Mardi et mercredi 11, 12. — Toujours aucun événement militaire grave. Notre grand séminaire et notre ancien petit séminaire de Saint-Léger sont toujours pleins de soldats.

Jeudi 13. — On s'attend à une grande bataille à Liège. — Pas d'autres nouvelles de la guerre ne parviennent ici. Les journaux locaux sont réduits à une *seule feuille*, et soumis

à une censure rigoureuse. Ils n'enregistrent plus guère que les dépêches officielles, et remplissent le reste de leurs colonnes comme ils peuvent, en y ramenant quatre ou cinq fois les mêmes choses. Les trois journaux de Laon se sont fondus en un seul, le *Journal de Laon* ; ceux de Château-Thierry ont fait de même. A Soissons l'*Argus* et le *Démocrate* gardent leur autonomie. Ils ont tous les jours une chronique sur les cruautés et atrocités des Allemands, en Belgique, chronique empruntée au *Journal officiel*, qui épouvante les gens et les prédispose à la fuite. Toute espèce de travail est suspendue et la gêne va grandissant.

Vendredi 14. — Chaleur torride. Depuis dix jours passent sans arrêt, à la gare de Soissons, des trains chargés de soldats français et de munitions, qui se dirigent sur le Nord et l'Est, par Laon et Reims. On parle de quarante trains par jour.

L'esprit public, quoique très surexcité, reste calme et plein de confiance dans le savoir de nos chefs, dans la valeur de nos soldats, et dans l'issue finale de la guerre.

Samedi 15. — Nous célébrons comme de coutume, la fête de l'Assomption. L'après-midi est troublé par un violent orage. — Pas d'événement saillant.

Dimanche 16. — La chaleur s'adoucit. Un nouvel orage éclate. De nombreux territoriaux arrivent en ville. Un certain nombre ne se tiennent pas bien ; ils acceptent sans modération tout ce qu'on leur offre imprudemment et les officiers s'en montrent fort contrariés.

Lundi 17. — Temps calme et nuageux. — On nous annonce une victoire française au Donon (Alsace), et une à Dinant (Belgique) ; mais les nouvelles se font de plus en plus rares et de plus en plus incertaines.

Mardi 18. — Pas d'événement important. — On renvoie dans leurs foyers, provisoirement, beaucoup de territoriaux devenus encombrants par suite de l'insuffisance des locaux. Il en est ainsi le lendemain. La ville se trouve un peu soulagée.

Mercredi 19. — Le président et la présidente de la Société de Secours aux blessés, M. André d'Arcosse et Madame de la Rochefoucauld, viennent m'annoncer l'organisation de leur Ambulance à la gare de Soissons, et m'invitent à la visiter et à la bénir.

Jeudi 20. — Très beau temps. — Pas d'événement militaire important, on se repait de conjectures. L'opinion commune est que notre État-Major s'applique surtout à contenir le mouvement offensif de l'ennemi, à gagner du temps sans trop sacrifier d'hommes et à permettre aux Russes, qui ont franchi la frontière de la Prusse Orientale, de s'avancer vers Berlin et de forcer les Allemands à se replier en arrière pour défendre leur pays et leur capitale. — Je fais la visite et la bénédiction publique de l'Ambulance de la gare, dirigée par la Société de Secours aux blessés.

Vendredi 21. — Mort du Pape Pie X, à une heure et demie du matin, première grande victime de la guerre. Aucun événement important. Le secret des opérations est impénétrable. On continue à faire confiance aux chefs. J'écris une Lettre circulaire à mes diocésains sur la *Mort du Pape*. Mais les postes sont devenues si irrégulières et si incertaines, qu'elle ne peut parvenir à ses destinataires, sinon à quelques-uns, et encore, par voies détournées. Ainsi en est-il de ma première Lettre sur la *Guerre* et sur l'*Organisation des paroisses*. Le service religieux devient très difficile, et beaucoup de paroisses sont abandonnées et privées d'offices.

Samedi 22. — Temps splendide. — On annonce de brillants succès des nôtres en Alsace ; mais, par contre, un recul de nos troupes en Lorraine. — En Belgique, Bruxelles est occupé par l'ennemi, qui a réussi à franchir la Meuse non loin de Huy.

A Soissons, il se forme, d'accord entre l'Évêché, la Sous-Préfecture et la Mairie, un *Comité local de secours* pour soutenir les familles pauvres et sans travail, qui sont nombreuses et déjà dénuées de ressources. Il est placé sous la

présidence d'honneur du Député, du Sous-Préfet, de l'Évêque et du Maire.

Dimanche 23. — L'émigration des habitants de Soissons est commencée et s'accroît chaque jour. Ce sont malheureusement surtout les familles les plus aisées, capables de soutenir les pauvres, qui se mettent en sûreté, ce qui va beaucoup aggraver notre situation. En partant, les émigrants ferment leurs maisons. Grave erreur ! Si l'ennemi pénètre à Soissons, c'est le sac assuré et le pillage. Tout ce qui est abandonné est à lui. Si ce sont les armées amies qui occupent la ville, la condition n'en sera pas meilleure.

Lundi 24. — On annonce que la grande bataille attendue entre Français et Allemands est commencée en Belgique depuis le samedi 22. Qu'en adviendra-t-il ? Que Dieu ait pitié de nous !

A quatre heures de l'après-midi, voici qu'arrivent à Soissons les premiers fugitifs belges. Ils viennent d'un village situé au delà de Namur. Ils marchent depuis cinq ou six jours, ils sont exténués, sans vivres et sans ressources. Leur curé les accompagne. Je le reçois à l'évêché, et ses paroissiens sont introduits dans l'église désaffectée de Saint-Léger. Rien n'est préparé. Il faut tout improviser. La ville leur fait apporter des paillasses et leur fournit quelques vivres. Après une nuit passée sur la paille, ils partent pour Saint-Maximin, dans l'Oise, où ils espèrent trouver du travail.

Mais, chose plus grave et plus inquiétante ! Plusieurs trains de blessés français passent à la gare, venant de Belgique, et sont dirigés vers le centre de la France. On parle déjà de trois mille ! Un de nos prêtres, M. Boileau, aumônier à la gare, a reçu la mission de dresser le relevé des trains et des hommes. L'opinion publique commence à s'émouvoir vivement.

Mardi 25. — Alerte nocturne. — Départ d'un régiment de Soissons. Le P. de Becquevort vient se mettre à ma disposition pour le service des paroisses abandonnées. Je le

dirige sur le doyenné de Condé-en-Brie, l'un des plus dépourvus de prêtres.

Mercredi 26. — Nous chantons à la cathédrale un service funèbre pour le Pape défunt. J'officie moi-même. L'assistance est nombreuse. Mais voici que le mouvement des fuyards s'accroît. Avant midi arrivent chez moi, du fond des Ardennes, de Gespunsart, mon pays natal, M. Titeux-Tisseron, fils de ma domestique, sa femme et son jeune fils, fuyant devant l'ennemi. Ils nous racontent des choses effrayantes ; les Allemands ont envahi nos Ardennes, sur toute la rive droite de la Meuse, et les populations s'enfuient en masse sous la terreur qu'ils inspirent. Ces pauvres fugitifs se logent dans le voisinage de l'évêché, chez M. Ballet.

Ce même soir, je fais visite aux blessés de l'ambulance installée à la gare, et, le lendemain, à ceux de l'hôpital, qui ne font que passer et se renouvellent à tout instant.

Jeudi 27. — La gare est traversée, presque sans interruption, par des trains de soldats français, surtout de soldats blessés, qui reviennent sur nous. On n'en saurait dire le nombre. C'est un symptôme effrayant. Chacun de se demander : Pourquoi ce mouvement en arrière ? D'où viennent toutes ces troupes et où vont-elles ? On passe par des tranches, de la joie à la tristesse, de l'espérance à la crainte. Les nouvelles sont meilleures dans la matinée, plus mauvaises dans la soirée. Le bruit court d'une déroute de nos troupes à Charleroi. — On assure que les Anglais nos alliés, repoussés par les Allemands, se seraient déjà rabattus sur Saint-Quentin, dans notre département. La crainte s'empare de tout le monde.

Devant ces bruits alarmants, le mouvement d'émigration des Soissonnais pour l'intérieur se précipite, rien ne peut le comprimer, l'affolement est à son comble. Il souffle sur nous de la Belgique un vent violent, un vent de terreur qui balaie tout devant lui. Les récits les plus effrayants sur les atrocités commises par les Allemands se succèdent

d'heure en heure, le bruit court de bouche en bouche que l'ennemi approche et l'on ne reçoit aucun renseignement officiel. La foule est abandonnée à elle-même ; de là une indicible angoisse. Pour me rendre compte de l'état des esprits, j'essaie de parcourir la ville. Quel spectacle lamentable ! Quelle perturbation dans le quartier central ! Des routes de Chauny et de Laon, depuis vingt-quatre heures, se précipite sans arrêt, une interminable file d'automobiles de toutes formes et de toutes tailles, qui traversent la ville à grande allure et se dirigent sur Compiègne. La rue du collège en est toute noire et devient impraticable. Déjà on en a compté plus de trois cents. Ce sont des voitures de matras mobilisées pour la plupart, qui s'échappent en toute hâte de la Belgique et que l'on cherche à mettre à l'abri des réquisitions de l'ennemi. Cette course folle, muette et sans fin, glace d'effroi tous ceux qui en sont les témoins et contribue fortement à accroître la terreur générale.

Vendredi 28. — Le temps est chaud et nuageux. Je continue à tenir régulièrement mon conseil les mardis et vendredis, et je m'applique à affermir la volonté de mes prêtres, de ceux-là surtout qui ont charge d'âmes, en les dissuadant de s'éloigner. Je leur déclare en toute rencontre que, pour moi, je considère comme un strict devoir de rester, même au péril de la vie, au milieu de mes diocésains, que, par conséquent, quoiqu'il arrive, je n'abandonnerai, sans une impérieuse nécessité, ni mon poste ni les âmes dont j'ai la garde. Je constate avec bonheur qu'ils sont dans les mêmes dispositions, bien décidés, eux aussi, à rester à Soissons.

Ma sœur, qui est octogénaire, se montre calme et courageuse, et n'envisage même pas l'idée d'un départ.

Cependant, en ville, l'agitation va croissant d'heure en heure. Ce matin, à l'aube du jour, M. le Commandant Fain a quitté brusquement l'évêché. Dans le cours de la journée, son ordonnance y rapporte ses cantines ; le soir,

nouveau changement ; le départ du régiment est fixé pour dix heures du soir.

Dès le matin, à neuf heures, étaient arrivés chez moi à l'improviste, tout un flot de fugitifs ; mon neveu, Pierre Magonet, ses deux frères Bernard et Antoine Bocquet et leur sœur Marie-Louise. Ils viennent de Buzancy (Ardenne), envoyés par leurs parents devant l'annonce de l'arrivée des Allemands à Stenay. Bernard et sa sœur partent à sept heures et demie du soir pour Paris ; Pierre et Antoine restent à l'évêché.

Autre désolante surprise : au cours de l'après-midi arrivent inopinément mon neveu, Prudent Louvet, sa femme, ses deux filles, sa belle-mère, M^{me} Toussaint, venant d'Hanzinnes (Belgique), près de Charleroi, où l'on s'est battu avec acharnement. Ils sont harassés de fatigue, exténués de besoin, et si méconnaissables que ma sœur ne reconnaissant pas son neveu, s'oppose d'abord à son entrée dans la maison. C'est à peine s'ils peuvent se traîner. Ils sont en marche depuis quatre ou cinq jours, ils ont souffert de la faim et de la soif et leurs pieds sont tout en sang. On s'embrasse en pleurant ; le soir venu, on se partage les chambres, on accommode des lits, et chacun se couche comme il peut, tout heureux encore de se retrouver en vie.

A la même heure, entrent à Soissons, par le pont de Saint-Vaast, tout près de ma maison, des bandes de fuyards, venus de Belgique et des Ardennes, de Charleroi et de Revin, les uns à pied, les autres sur des chariots, tous en costume de travail, porteurs d'un misérable petit bagage enlevé avec précipitation. On les loge dans l'église de Saint-Léger, où sont étendues de grossières paillasses, et l'on tâche de leur procurer quelques vivres. Outre l'épuisement sous lequel ils succombent, ils sont dans un état d'affolement extraordinaire. Ils racontent des actes de cruauté des Allemands qui font dresser les cheveux sur la tête et, par leurs récits mêlés de larmes, ils jettent l'effroi et l'épouvante dans tous les cœurs. Hélas ! avec ces pauvres fugitifs, pour lesquels on n'a pu établir aucune des commo-

dités les plus indispensables, c'est la malpropreté et l'infection qui s'installent dans l'église et dans les rues avoisinantes.

Samedi 29. — Pendant la nuit du vendredi au samedi, tous les soldats de Soissons, 8.000 environ, sont partis pour le théâtre de la guerre.

L'émotion générale et l'effroi ne connaissent plus de bornes. Nos Sœurs Augustines elles-mêmes, chargées autrefois de l'Hôtel-Dieu et maintenant à l'Hôpital, épouvantées par tout ce que l'on raconte de la cruauté des Allemands, songent un moment à partir et à se retirer à Coutances, dans un hôpital dirigé par des Sœurs de leur Ordre. Je combats leur dessein dans une lettre paternelle, je dissipe leurs craintes et je les détermine facilement à rester à leur poste et à faire leur devoir sur place.

En face d'une telle situation, je considère comme suspendues pour tous mes diocésains, durant le temps des hostilités, les lois de l'abstinence et du jeûne et je leur fais annoncer cette interprétation de la loi ecclésiastique, comme je puis, par tous les moyens à ma disposition.

Pendant des chariots chargés d'émigrés belges et français continuent à entrer d'heure en heure dans la ville. Les uns s'y arrêtent, les autres la traversent rapidement et essaient de gagner à l'intérieur un abri plus sûr. La plupart surpris en plein travail, sont dans un accoutrement misérable ; plusieurs poussent devant eux ou traînent péniblement à leur suite quelques animaux domestiques, chevaux, vaches et chèvres.

A l'approche du soir, voici qu'arrivent aussi à l'évêché plusieurs familles de nos amis : Poncelet, de Gerspunsart ; Diran, de Neufmanil ; Derrier, de Boué. Je leur offre, à défaut d'autre local, les salles de mon secrétariat ; mais ils parviennent à trouver un gîte dans le voisinage.

Dimanche 30. — Le dimanche, les offices continuent à se célébrer dans nos églises comme à l'ordinaire. A la sortie des vêpres, je visite les blessés soignés à l'ambulance

de la gare ; ils sont peu nombreux. Je parcours ensuite les voitures d'un train de blessés qui arrive. « C'est le trente-deuxième qui passe à Soissons, me déclare M. l'abbé Boileau, l'aumônier chargé de faire les relevés, et l'on en annonce d'autres. » Chaque train compte cinq cents blessés, qui sont dirigés sur le centre et le midi de la France.

L'exode des habitants de Soissons continue lamentablement. Sentant s'approcher l'orage, tous mes parents de Belgique et des Ardennes croient aussi nécessaire de s'éloigner et se décident à pousser plus loin. Ils me quittent à trois heures, et, sur mes conseils, se dirigent vers Paris et Orléans. Pour combien de temps, nul de nous ne peut le dire. Que l'ange du Seigneur les conduise et les ramène sains et saufs !

Lundi 31. — Dès les premières heures du lundi, les familles Poncelet, Diran, Derrier, Titeux, viennent prendre congé de moi toutes ensemble ; elles sollicitent des lettres de recommandation et, la tristesse au cœur, elles partent plus au sud, sans savoir où elles aboutiront. Une bonne diocésaine de Vénizel, Madame Nouviant, prend également une lettre et part avec son frère sur sa voiturette. Elle doit tirer sur le côté Est de Paris pour gagner Fontainebleau. Puisse-t-elle y réussir. Il est déjà bien tard.

Voici enfin, à toute heure de la journée, le départ en masse des habitants de Soissons, affolés par la peur. Les employés de la poste reçoivent ordre de gagner immédiatement Château-Thierry par leurs propres moyens. Le Maire de la ville, M. Becker, son second adjoint, M. Desbroyères, la plus grande partie des conseillers municipaux et des membres de la Commission des hospices, les membres du Tribunal civil, le Commissaire central, le Secrétaire général de la mairie s'éloignent précipitamment et la ville reste seule en face de l'ennemi qui approche. Le Maire a donné préalablement sa démission. Le Sous-Préfet s'est aussi éloigné par ordre du Gouvernement. Restent dans Soissons cinq conseillers municipaux ! MM. Muzard, Lecat-Cercellier, docteur Ferrand, Lablanche et Debout.

Un des groupes de personnes dont la présence à Soissons pouvait devenir une source de grands embarras était l'Institution des Sourds-Muets et Aveugles, placée à l'extrémité du faubourg de Saint-Vaast. Il fallait prendre un parti ; la solution ne se fait pas attendre. Le Directeur général, M. le Chanoine Brancourt, vicaire général et doyen du Chapitre, et le Directeur effectif, le Chanoine Canonne, enlèvent résolûment toute la communauté ce même jour et la transportent à Plougoulm, dans les Côtes-du-Nord, où elle est bien accueillie, et où les jeunes pensionnaires pourront continuer à recevoir l'éducation sous la conduite dévouée des Sœurs de Saint-Erme.

Autour de moi mes deux Vicaires généraux, mon Secrétaire M. Perrin, les curés des trois paroisses, la plupart des chanoines et des directeurs du séminaire, l'aumônier de l'hôpital et plusieurs autres prêtres restent tout simplement à leur poste, prêts à se dévouer de toutes façons au bien public. Leur fermeté est remarquée et ne peut que faire honneur au clergé aux yeux de la population.

Dans la matinée, l'autorité militaire fait sauter le pont de Pasly, et, dans la soirée, vers six heures, le pont de Saint-Vaast. L'explosion de ce dernier, construit en béton, est formidable et cause beaucoup de dégâts à Saint-Léger et dans tout le voisinage. De nombreux débris s'abattent jusque sur ma maison, dans ma cour et mon jardin. Le pont reste tordu comme une feuille de tôle.

CHAPITRE II

Les Allemands à Soissons

(1^{er}-12 Septembre 1914)

Mardi 1^{er} Septembre. — Le temps est très beau. Je tiens mon conseil comme de coutume. Dès six heures du matin, quelqu'un (qui est-ce ?) a fait arborer le drapeau blanc sur la tour de la cathédrale. On se rend donc sans combattre. Le public paraît satisfait de cette solution pacifique.

Les troupes anglaises et françaises, venant du nord et du nord-est, passent et repassent précipitamment dans la ville. Soudain le drapeau blanc a disparu. On veut donc maintenant résister ? Problème angoissant après l'acte pacifique du matin. L'ennemi est déjà sur la hauteur, route de Coucy et Chauny, au-dessus de Vauxrot. Il a donc vu le drapeau blanc. Des soldats français, au nombre de quelques centaines, hussards, dragons, formant l'arrière-garde de l'armée, se massent sur la place de l'hôtel de ville, puis se rendent sur celle de Laon, dressent une barricade pour s'abriter, et, vers 11 heures, on entend une première, puis une deuxième fusillade très nourrie ; ce sont nos soldats qui tirent sur les Allemands. Juste Ciel ! que prétendent-ils, sinon irriter l'ennemi et attirer sur la ville de sanglantes représailles ? L'ennemi répond par quelques coups de canon, qui mettent le feu à une maison près du port. Nos soldats se replient. L'un d'entre eux, blessé près de Vauxrot, est resté sur le sol. Le colonel refusant de sacrifier des

hommes pour l'enlever, l'abbé Roy, vicaire de la cathédrale, portant le brassard de la Croix-Rouge, demande une voiture ; M. Levreau offre généreusement la sienne, et tous deux parviennent jusqu'au blessé, le relèvent et l'emportent sans résistance ; mais tandis qu'ils s'éloignent, les Allemands qui descendaient par la route tirent sur la voiture. M. Roy est atteint de deux balles, et on le transporte à l'hôpital.

Vers cinq heures, la canonnade devient plus intense, et vers six heures, l'armée allemande entre dans Soissons au son de la musique. La plupart des troupes ne font que traverser la ville et continuent leur marche sur Château-Thierry ou Compiègne, c'est-à-dire vers Paris. En passant, irrités de ce que quelques coups de fusil auraient été tirés sur eux, disent-ils, par des civils, ils arrêtent le curé de Saint-Vaast, l'abbé Hivet, et le tiennent, pendant une heure, près du vieux pont, entre deux soldats, menaçant à tout instant, de le fusiller ; ils incendient la distillerie Beauchamp et un certain nombre de maisons situées sur la route de Vauxrot ; et, dans la nuit, cinq autres maisons de Saint-Vaast.

L'incendie de la distillerie d'alcool illumine horriblement tout le pays, et jette sur toute la contrée, à la chute du jour, une effroyable terreur. Nuit lugubre ! chacun se demandant où s'arrêteraient ces incendies. La lune, presque en son plein, projetait sa pâle clarté sur cette scène atroce.

Deux fois, avec ma sœur, M. l'abbé Perrin et sa sœur, qui sont venus habiter l'évêché, nous nous étions réfugiés à la cave pendant le bombardement, et, le soir, du haut de la terrasse de mon jardin, nous pouvons contempler, non sans une poignante émotion, cette scène grandiose et terrible. C'est aujourd'hui le 44^e anniversaire de la bataille de Sedan. Les Allemands ont dû y penser en allumant ces feux.

Pendant seize heures, sans arrêt, leurs troupes défilent à travers nos rues d'un pas rapide, et, durant les trois jours qui suivent, leurs fourgons et voitures passent sans

discontinuer. La population est terrifiée et muette de saisissement à la vue d'une telle force et d'une telle organisation.

Mercredi 2. — Le temps est splendide, le ciel est d'azur, l'air est pur ; il ferait bon vivre ; mais au réveil, pour ceux qui ont pu dormir, un poids lourd pèse sur la poitrine. Que va-t-on devenir ?

A huit heures du matin, par des rues désertes, la plupart des habitants s'étant enfuis, je me rends à la cathédrale, afin d'y célébrer la messe de *Requiem* que j'avais fait annoncer le dimanche précédent pour les victimes de la guerre. Église vide, vingt personnes environ assistent au saint sacrifice.

Le désarroi est général ; il n'existe aucune administration régulière. La sécurité publique, les négociations avec le vainqueur, le soin des victimes de la guerre, l'alimentation de la population, tout est à l'abandon. Dans cette extrémité, la ville courant les plus grands dangers, il se forme soudain un Comité d'hommes de bonne volonté dont je fais partie. Madame Macherez, avec un admirable entrain et une mâle énergie, s'installe à l'hôtel de ville, portant le costume des *Dames françaises*, et elle entre résolument en pourparlers avec les Allemands. MM. les conseillers municipaux Muzart et Lecat apportent tout leur dévouement et sont assistés par quelques vaillants citoyens, MM. André d'Arcosse, directeur de l'*Argus*, Blamontier, notaire et membre de la Commission hospitalière, et Ancy, inspecteur de l'enseignement primaire.

Dans l'après-midi, M. d'Arcosse accourt à l'évêché, et m'avertit que l'État-Major demande deux notables comme otages pour la nuit suivante. Je m'offre, sans hésiter ; ma proposition est écartée ; mais M. Lecat-Cercellier, conseiller municipal et M. Parmentier, mon vicaire général, acceptent avec simplicité et un beau courage. Le soir venu, ils sont logés à la *Croix d'or*, une sentinelle à leur porte, et traités d'ailleurs avec égards. Dès le lendemain

de grand matin, ils sont relaxés après le départ de l'État-Major.

Vers six heures du soir, de grandes difficultés s'étant élevées à l'hôtel de ville entre nous et les Allemands au sujet du manque de logements pour leurs troupes d'occupation, et des menaces terribles étant proférées contre la ville, j'accepte, sur la demande du Comité, de faire une démarche près du général X, chef de l'État-Major, et du colonel Wolf, logés chez M^{me} veuve Ferté, rue Racine. Je m'y rends, accompagné de M^{me} Macherez.

Reçus poliment par un officier, mais debout, dans le vestibule de la maison, nous leur offrons les bâtiments de Saint-Léger pour loger 300 hommes et 300 chevaux, et nous leur protestons des sentiments conciliants de notre Comité pour les aider à tout arranger. Nos ouvertures sont bien accueillies et tout s'arrange pour cette nuit.

Mais qu'ils paraissent vexés de ne point trouver en face d'eux d'autorité avec qui ils puissent traiter ! « Ce qu'ils ont fait là est bête ! » me dit avec raideur l'officier avec qui je parlentais. Plus d'une fois, dans les jours suivants, ils nous témoignent hautement leur mécontentement, estimant que ce procédé est un outrage pour eux. Ils prennent même thème de cette défaillance de l'autorité pour se moquer de nous. « D'où êtes-vous, disent-ils à un homme qu'ils rencontrent sur la route ? » — De Soissons, répond-il. « Ah ! de Soissons, lui disent-ils d'un ton railleur ; Soissons, la peur ! la peur ! ô glorieuse France ! »

Cependant les soldats répandus en ville commettent un grand nombre de vols et d'actes de brutalité. Ils brisent les contrevents, les volets, les glaces des magasins fermés et abandonnés ; ils pénètrent la nuit, en armes, dans les maisons privées et y commettent des excès de toutes sortes. Plusieurs personnes sont maltraitées, quelques-unes même fusillées.

Le désarroi de la population est complet et général. Par suite de la destruction du pont de Saint-Vaast, les conduites étant rompues, plus d'électricité, plus de gaz, plus

d'éclairage possible, même au pétrole. Très contrariés de se trouver dans les ténèbres, les Allemands exigent que la municipalité fasse éclairer les rues. Ils voudraient même que chaque habitant éclairât les fenêtres de sa maison. Mais le moyen ? Quelques hommes stipendiés parcourent la ville avec des torches et des falots, et l'on suspend aux becs de gaz quelques lanternes vénitiennes. Témoins de la bonne volonté que nous y apportons, les Allemands se déclarent satisfaits et n'insistent pas.

Dans cette pénible extrémité, notre Comité, redoutant avec raison des collisions entre les habitants et les soldats, me demande d'user de l'autorité morale que me donne mon caractère épiscopal, et de réunir la population à l'église pour l'éclairer sur la situation, lui donner les avis et les conseils réclamés par les circonstances, et maintenir parmi elle le calme et le bon esprit. De grand cœur j'accepte cette honorable mission. En conséquence, tous les jours à quatre heures, je fais convoquer les fidèles à la cathédrale, au son de la cloche, et je leur communique, tant en mon nom qu'au nom du Comité, les instructions, avis et renseignements que je juge utiles, sur l'état des choses, les moyens d'alimentation, l'éclairage, les allées et venues, la police, la propreté des rues, et surtout les précautions à prendre dans leurs rapports avec l'ennemi.

Grâce à ces recommandations, qui sont accueillies avec empressement et déférence, le calme et le bon esprit se maintiennent, la population évite toute occasion de conflit, et l'on a peu de désordres à regretter. On signale cependant quelques pillards, hommes et femmes, qui s'introduisent furtivement dans les maisons désertes et font main basse sur ce qui leur convient.

Pour y mettre ordre, notre Comité organise une police de bonne volonté. M. l'Inspecteur Ancy accepte d'en être le chef. Il divise la ville en trois secteurs, établit des règlements sévères contre les délinquants, prend d'utiles mesures en ce qui concerne l'hygiène, et prescrit l'abattage des chiens, chats et autres animaux abandonnés.

Des démarches sont aussitôt commencées en vue de faire rétablir le gaz ; elles aboutissent dans les jours suivants, mais très partiellement et pour peu de temps.

Les Allemands font chaque jour des réquisitions exorbitantes. Un jeune lieutenant, aussi fat qu'arrogant, exige dans les deux heures, sous peine d'incendier la ville, 70.000 kilogs de pain, 70.000 kilogs d'avoine, 2.000 kilogs de café, 1.000 kilogs de tabac. Le Comité, mis en face de l'impossible, négocie, résiste, tergiverse, et finit par arriver, le lendemain, à une transaction supportable.

Vendredi 4. — La crainte règne partout. Les vivres manquent et déjà l'on redoute la famine. La population ouvrière se porte en foule à la mairie et demande du pain avec instance. Comme il n'existe encore aucune organisation sérieuse, c'est grande pitié de la voir et de l'entendre. Pour comble de malheur, voici de nouveaux passages de troupes d'infanterie ; heureusement elles ne touchent à rien et un peu de calme rentre dans les esprits.

On nous rapporte qu'une vieille femme, octogénaire, pieuse, M^{me} Bacoulet, est trouvée morte dans son lit. Assassinée ? Par qui ? Mystère. C'est un nouveau motif de crainte.

J'emploie une grande partie de ma matinée à visiter le faubourg Saint-Vaast et à en encourager les habitants. Quel spectacle ! Que de maisons éventrées ! que de boutiques et de débits pillés. Tout y est pêle-mêle, souillé et invendable. Cinq maisons sont brûlées. Le curé, l'abbé Hivet est à tout le monde et soutient tous les courages.

Je rencontre au presbytère, où elle a cherché un abri, Mademoiselle Augier, le soutien de toutes les bonnes œuvres du quartier, écrasée et anéantie à la vue de sa maison et de tout son bien réduits en cendres.

La malpropreté est très grande dans tout le faubourg, et, par ces chaleurs extraordinaires qu'il fait, on peut craindre une épidémie.

Aussi, à mon retour, je fais une démarche à l'hôtel de ville, pour obtenir que l'on fasse couler l'eau dans les ca-

niveaux des rues, afin d'en faciliter le nettoyage. On l'accorde volontiers après vérification de la machine hydraulique, l'eau restant assurée et abondante. A partir de ce moment, les rues se nettoient et la ville se transforme.

Plusieurs boulangers demandent à cuire, outre les quatre qui avaient continué à travaillé ; ce sont Messieurs Plichon, Jourdain, Jarry. Je réclame en leur nom, à la réunion de la cathédrale, des garçons boulangers, et aussitôt il s'en présente quelques-uns. On aura donc du pain, et l'on se rassure.

Samedi 5. — Notre Comité se tient en permanence à l'hôtel de ville. M. l'abbé Adolphe Litterre, l'un des professeurs de notre grand séminaire, lui rend, comme interprète, les plus précieux services. M^{me} Macherez continue à se prodiguer. Les observations du Comité me sont exactement remises chaque soir pour être communiquées à la population.

Après-midi, je fais visite aux blessés de l'hôpital : 90 Allemands et 40 Français, parmi lesquels l'abbé Roy, vicaire à la cathédrale, atteint de deux balles. Chose désolante, il ne s'y trouve pas un seul chirurgien ! Deux médecins seulement, M. Ferrand et M. Couture, qui ne peuvent, malgré leur zèle, suffire à la tâche.

Le Comité invite les meuniers à se concerter pour mettre un moulin en marche, afin d'obvier au manque imminent de farine. La chose s'exécute rapidement ; deux jours après, le moulin de Chevreux est en activité.

Nous sommes, depuis sept jours, complètement séparés du monde, sans nouvelle d'aucune sorte et sans aucuns journaux. Un nouveau Pape est-il élu ? Où en est la guerre ? Que se passe-t-il sous Paris ? Gagnons-nous ? Perdons-nous ? Lourde incertitude, qu'il nous est impossible de dissiper.

Chaque jour, je parcours la ville en tout sens. A chaque pas, je croise des soldats et des officiers allemands. Tous se montrent respectueux envers moi et envers les membres du clergé et des communautés religieuses. Ils me saluent,

avec empressement, et pas un ne se présente pour franchir le seuil de ma maison.

Depuis qu'ils sont à Soissons, nous les apercevons de la ville, et particulièrement de notre grand séminaire, où se trouve un petit observatoire, parcourant activement les collines voisines, placées sur la rive droite de l'Aisne, vers Pommiers, Pasly, Cuffies. Ces allées et venues nous intriguent. Que font-ils là ? Que veulent-ils ? Un prochain avenir ne tardera pas à nous le révéler.

On nous rapporte qu'en se dirigeant de Soissons sur Paris ils ont trompé audacieusement nos populations ignorantes. A la laveur de leur costume gris et terreux, grâce surtout à leur bonnet à poils, ils se sont donnés hardiment pour des Anglais, et l'on a vu les habitants de plusieurs de nos villages, sur les bords de la Marne, notamment à Charly, leur faire fête et leur prodiguer provisions et douceurs, croyant aider nos alliés !

CHAPITRE III

La Retraite des Allemands, de Paris sur l'Aisne

(Septembre 1914)

Dimanche 6. — Le temps est un peu couvert et très chaud. Depuis quatre heures du matin, on entend résonner le canon du côté de Château-Thierry, au sud de Soissons. On se demande ce que peut signifier cette canonnade.

Le matin, je récite les dernières prières, à l'ambulance de l'Enfant-Jésus, sur un blessé français, un enfant de Paris, administré la veille et qu'il sera facile d'identifier ; puis quatre hommes le portent au cimetière, étendu sur une simple civière et enveloppé d'un drap.

Nos offices se célèbrent à la cathédrale comme de coutume, et l'assistance y est fort convenable, vu les circonstances.

Dans la journée, cent habitants de Verdun repassent à Soissons, venant de Villers-Cotterets. L'autorité municipale les a congédiés, faute de vivres. Ils passent la nuit sur les paillasses de Saint-Léger, et reprennent le lundi matin le chemin de leur pays.

Les six cents Verdunois résidant à Soissons commencent à y être aussi très malheureux. La rareté des vivres fait qu'on les héberge moins facilement, et, d'autre part, ils n'osent se remettre en route pour Verdun, à travers un pays infesté d'ennemis.

Heureusement le gaz est rétabli, bien qu'encore très imparfaitement, et l'on commence à pouvoir s'éclairer, faire la cuisine, et éclairer la ville.

Cependant le canon ne cesse de gronder, dans la direction du Sud. Or, voici que le soir, nous voyons arriver de nombreuses automobiles des Allemands, venues, dit-on, pour emporter leurs blessés sur Saint-Quentin. Cette apparition inattendue nous donne beaucoup à penser. De fait, ils les enlèvent le lundi, dès la pointe du jour. Le bruit commence à circuler que les Allemands seraient vaincus sous Paris et reflueraient vers le nord. A peine ose-t-on y croire. Cependant la rumeur prend de la consistance et se fortifie d'heure en heure. Mais à qui demander des éclaircissements ?

Lundi 7. — Le temps reste splendide et très chaud. — Toute la journée, depuis minuit, c'est un perpétuel raclement de camions automobiles, chargés de matériel, qui viennent du Sud et remontent sur Chauny, Laon et Reims. Nous les regardons passer à la dérobée et avec une joie secrète et contenue. A neuf heures du soir, ce mouvement n'est pas encore terminé et tend plutôt à s'augmenter. D'autre part, les officiers allemands ont l'air énervé ; quelques mots échappés de leurs lèvres, habituellement si réservées, semblent indiquer qu'ils ont essuyé un grave échec dans la direction de Paris. Qu'augurer de tout cela ? Nous le constatons, sans rien dire, et sans oser interroger qui que ce soit. Ils se sont rués, à marche forcée, vers la capitale, sans avoir, suivant les conseils de leur vieux Moltke, détruit notre armée principale. C'est une folie qui peut leur coûter cher.

Ils creusent de profondes tranchées sur la place de l'octroi, du côté de Belleu, à Saint-Vaast, à Cuffies, à Vauxrot, comme s'ils redoutaient d'être poursuivis. Ils gardent soigneusement le vieux pont de Saint-Vaast, et engagent les habitants du quartier à s'éloigner. On dit qu'ils s'appêtent à le faire sauter. Je ne puis le croire. Ils craignent plutôt que les Français ne le détruisent, et ne

leur coupent ainsi la retraite. Ils ne le feraient sans doute sauter eux-mêmes que s'ils étaient forcés de quitter définitivement la place.

Je continue à tenir notre quotidienne réunion à la cathédrale, pour y donner aux habitants tous les avis utiles. Grâce en partie à ces réunions, les esprits de nos concitoyens sont éclairés, les cœurs soutenus, et le bon esprit continue à régner avec le calme dans la population.

Le prince de Salm, venu hier pour visiter les hôpitaux et ambulances, s'est déclaré très satisfait de l'installation des locaux et des soins donnés aux blessés allemands.

Il a dîné chez le docteur Couture avec M. Blamontier, et il a rédigé, à la demande de ces Messieurs, une pièce importante, exprimant sa satisfaction, et priant le Commandant éventuel de ménager Soissons et de lui laisser toutes facilités pour le ravitaillement des habitants.

Cette pièce a été traduite en français par M. l'abbé Adolphe Littierre, qui se tient chaque jour plusieurs heures à l'hôtel de ville en qualité d'interprète, et qui facilite beaucoup nos rapports avec l'autorité militaire.

Ce soir, un jeune officier allemand nous apprend, d'après un journal anglais, l'élection du cardinal Della Chiesa comme Pape, sous le nom de Benoît XV. Fallait-il apprendre une pareille nouvelle d'une bouche allemande !

Mardi 8. — Très beau temps. — La ville est saisie d'une sorte de stupeur, causée par ce retour subit des Allemands. On est dans une morne attente de ce qui va suivre. Tous les magasins sont fermés ; impossible de se rien procurer. Des camions vides arrivent à la porte de l'hôtel de ville, sans doute pour de nouvelles réquisitions. En réalité, les exigences de l'ennemi sont beaucoup moins graves qu'on ne pouvait le croire et l'on peut lui donner satisfaction.

A neuf heures du matin, une auto est à ma porte ; c'est M. Hawke, maire de Vauxbuin, et M^{lle} Carton-Garat, chef infirmière de la Croix-Rouge, déléguée de Paris, qui viennent me prier d'aller visiter leurs blessés à Vauxbuin. Le temps de nous comprendre, et je suis en voiture. En

traversant la ville, je trouve une enfilade de quarante auto-camions allemands, de toutes formes et de toutes tailles, stoppant avec leurs chauffeurs dans la rue Saint-Martin, venant toutes du sud et tournées vers le nord. Personne n'oserait interroger leurs conducteurs. On se contente de se regarder du coin de l'œil et l'on se tait prudemment ; mais le cœur se gonfle d'espoir.

A mon retour de Vauxbuin, où j'ai béni et encouragé les blessés, français, anglais et allemands, en petit nombre encore, et visité les salles préparées pour d'autres, s'il en vient, on m'apprend qu'un très grand nombre de fantassins ennemis sont massés près de la place Saint-Christophe, route de Paris. D'où viennent-ils ? Où vont-ils ? Mystère.

Toute la journée le canon continue de tonner au sud.

A la cathédrale, devant une réunion nombreuse, après les avis donnés, j'annonce la nomination du Pape Benoît XV.

Partout dans les rues est affichée l'invitation, adressée par notre Comité aux étrangers, de regagner leur domicile, en raison de la baisse des vivres ; et défense est faite d'accepter désormais aucun étranger dans la ville.

Notre police se montre très ferme ; elle a arrêté hier plusieurs Verdunoises, qui se conduisaient mal. Elle a visité leurs logements, et a fait saisir quantité d'objets volés par elles, qu'elle a fait transporter à l'hôtel de ville.

Mercredi 9. — Il est tombé un peu d'eau la nuit. Le temps reste très chaud, le ciel est un peu couvert et nuageux.

Le matin à huit heures j'ai dit la sainte messe à la cathédrale pour les défunts de la guerre ; nombreuse assistance, bien recueillie.

L'incertitude la plus grande règne parmi les habitants sur la situation actuelle. Les rues continuent à être encombrées de camions-automobiles allemands, chargés ou vides, montés par un homme ou deux, qui déploient une grande activité, et s'élancent tantôt au nord, tantôt au sud. On a vu hier soir de nombreux soldats blessés. Des patrouilles en bicyclettes parcourent la ville dans tous les sens ; on

entend toujours gronder le canon assez loin au sud. Tout le monde interroge, on croit deviner, mais personne n'a de réponse certaine à donner.

L'abbé Hivet, curé de Saint-Vaast, a essayé de s'interposer pour empêcher le pillage de la maison de M^{me} Gaillard. « Vous saurez, Monsieur, lui dit arrogamment l'officier auquel il s'adresse, que nos soldats ne pillent pas ! Mais nous entendons boire, manger et dormir. » Et pendant ce temps, les soldats vident la maison du voisin Scolière. Devenu suspect, l'abbé ne peut plus faire un pas hors de chez lui sans être accompagné d'une sentinelle. Il veut essayer d'aller voir sa sœur, mourante à la Croix ; les soldats l'arrêtent, l'enferment chez lui, lui prennent ses clefs et se moquent de lui en riant aux éclats.

Les Verdunois, le plus grand nombre du moins, quittent la ville ce matin, par petits groupes, et entreprennent de regagner leur pays. Quelle misère en perspective pour la plupart d'entre eux ! Cependant la pensée qu'ils retournent dans leurs foyers leur donne le courage de partir.

Dans l'après-midi, je fais visite à l'orphelinat des Sœurs de St Vincent de Paul, faubourg de Reims, pour encourager les religieuses et les orphelines et les inviter à redoubler de prière. Elles sont restées bien courageusement dans leur maison, et n'ont rien eu à souffrir jusqu'à ce jour. J'aperçois, de distance en distance, des groupes de femmes qui travaillent sur le seuil de leur porte ; c'est un signe que la confiance revient. Je leur adresse, en passant, un mot d'encouragement qu'elles accueillent avec empressement et reconnaissance.

Le pont de Saint-Vaast est sévèrement gardé par un double piquet de soldats, et l'on n'y passe qu'avec difficulté.

Vers six heures, un aéroplane français survole tranquillement Soissons. Les Allemands dirigent contre lui une vive fusillade ; ils ne paraissent pas l'avoir atteint. On voit dans cette apparition un bon indice, et le bruit court de bouche en bouche que, peut-être ce soir, ou demain, nous verrons des uniformes français : mais on parle bien bas, de peur d'être entendu.

A la même heure, et bien avant dans la nuit, ou plutôt même toute la nuit, repassent, venant des routes de Château-Thierry et de Compiègne, des files interminables de camions-automobiles, chargés de blessés, dissimulés aux yeux du public par des couvertures de toile ; on dit même avoir vu du matériel de guerre et quelques canons. Tout se dirige rapidement par Vauxrot sur Chauny.

On assure que Chauny, peut-être Tergnier, serait pour les ennemis un centre de ravitaillement et qu'ils seraient maîtres de la voie ferrée jusque Cologne et Maestricht. C'est sans doute par cette voie qu'ils écoulent leurs blessés en Allemagne.

Quelques officiers et soldats auraient laissé tomber ces mots : « *Nous ballons en retraite ; jamais nous n'irons à Paris !* » Si cela pouvait être ! Mais le vulgaire dit tant de choses ! Espérons toutefois, les apparences sont pour nous.

Jeudi 10. — Le temps est gris, un peu refroidi, et il tombe quelques petites ondées dans la journée.

Nous sommes toujours sans nouvelles. Nous conjecturons seulement, avec plus de fondement que jamais, que, depuis samedi ou dimanche, les Allemands ont dû éprouver de très sérieux échecs dans la direction du sud. On cite Chantilly, Dammartin, Berny-Rivière etc., mais tout reste imprécis.

Un Commandant de place a été établi hier. Il est fixé à Saint-Vaast ; mais c'est encore du provisoire. Il se montre d'une exigence extrême pour les réquisitions et notre Comité de l'hôtel de ville rencontre de grosses difficultés pour lui donner quelque satisfaction. Les soldats répandus dans la ville pénètrent dans les magasins, toujours le revolver au poing, et somment brutalement les habitants de leur fournir des vivres, du pain, de la charcuterie, et surtout du tabac, qu'il n'est plus possible de trouver.

Les premières heures de la matinée paraissent assez calmes. Mais la retraite de l'ennemi, devenue maintenant évidente, continue de plus belle. Les rues Saint-Christophe et du Collège, depuis la place Saint-Christophe jusqu'au

pont, sont pleines de voitures qui repassent confusément, tournées vers Chauny ou Laon.

M. l'abbé Bossus, arrivé ce matin de Laon, dit n'avoir rencontré sur sa route ni voyageurs, ni soldats ; mais avoir croisé en bas de la montagne de Crouy, une multitude innombrable de caissons rangés sur deux files, et se précipitant en arrière.

Les signes d'une retraite générale se manifestent donc de plus en plus. Toutefois il y a de l'ordre et pas de débâcle. Vers onze heures recommence, dans la direction de Septmonts, une canonnade très nourrie, qui se rapproche de quart d'heure en quart d'heure. On dit vers quatre heures que la cavalerie allemande refoulée repasse en nombre et court vers Chauny. Soldats, chevaux, voitures, sont cette fois en désordre, et l'on surprend sur les lèvres des Allemands des aveux douloureux.

On annonce, d'autre part, que le général Pau sera ce soir ou demain à Soissons. Est-ce vrai ? La retraite des Allemands s'accroît et dure toute la nuit. Sous le poids des lourds camions automobiles, qui sillonnent en courant les pavés de la ville et toutes les routes qui y accèdent, en amont et en aval, la terre tremble ; un bruit assourdissant et sinistre remplit l'air, semblable au mugissement de la mer, ou au bruit d'une puissante cataracte. De temps en temps retentit le pas des chevaux, les places et les rues sont pleines de soldats et de voitures.

On nous annonce pour demain une bataille à Soissons et l'on se couche dans une attente mêlée d'anxiété et d'espérance.

Hier soir ou cette nuit, les deux curés de la cathédrale et de Saint-Vaast, MM. Landais et Hivet, ont été pris comme otages et ont passé la nuit à Saint-Vaast, chez M. Bruneteau. A midi, M. Landais a cependant dit la messe à la cathédrale, sous la garde d'une sentinelle ; il a déjeuné chez lui, et est allé reprendre sa place d'otage. M. Hivet a pu faire de même à Saint-Vaast, mais sous bonne garde.

Vendredi 11. — La température s'est sensiblement abaissée ; le ciel est couvert et le vent souffle. Dans les

premières heures de la journée, on n'entend rien, que le bruit strident, qui continue toujours, du mouvement de recul des voitures allemandes.

Les Allemands ont fait un dépôt de blé à la gare ; hier ils ont chargé deux ou trois hommes de le garder, et leur ont dit que, si dans quelques jours, ils étaient obligés de battre en retraite, ce blé resterait pour la ville. La préoccupation de la retraite les obsède visiblement.

Des sentinelles sont partout disposées, gardant les rues, les avenues, et tous les passages. Le bruit court que les ennemis se massent sur les hauteurs de Pommiers, et que la bataille annoncée hier est imminente pour l'après-midi. En attendant, les soldats dévalisent les magasins où il est resté quelque approvisionnement ; beaucoup d'entre eux pourvoient eux-mêmes à leurs besoins et y vont largement, sans que l'on puisse faire aucune opposition.

Notre police improvisée ne cesse d'agir avec beaucoup d'énergie ; elle a arrêté un certain nombre de personnes, surtout des femmes, qui s'introduisaient dans les maisons pour voler, elle a fait faire des perquisitions à domicile, et ramener à l'hôtel de ville les objets saisis. Les soldats allemands, qui ont pillé des bijouteries à leur arrivée dans la ville, l'ont fait, sans doute autant pour le plaisir de détruire et de s'amuser que pour celui de voler ; car on les voit offrir des bijoux et autres objets de luxe, soit en ville, soit sur les routes, aux femmes qui s'approchent d'eux.

Une pluie violente, qui s'abat de deux à quatre heures, rend impossible toute opération militaire et la bataille annoncée n'a pas lieu. La réunion de la cathédrale se tient à l'heure ordinaire, mais elle se trouve brusquement interrompue par de violentes décharges de canon. On croit que deux retranchements sont établis par les Allemands au-dessus de Pommiers et au-dessus de Belleu pour protéger leur retraite. Sortant précipitamment de l'église pour rentrer chacun chez soi, nous nous trouvons, dans la rue Saint-Christophe, face à face avec un long convoi de

canons allemands et de caissons chargés de munitions et de provisions, qui se dirige, cette fois, du nord au sud. Ce changement de direction nous étonne et nous inquiète. Ils viennent de Laon ou de Chauny. Où vont-ils ? Nous le saurons bientôt.

Un duel d'artillerie, majestueux et effrayant, se continue jusque vers sept heures du soir, tout proche de nous d'abord et s'éloignant peu à peu. Nous en attendons avec anxiété le résultat à l'approche de la nuit, et quand nous essayons de prendre notre repos, nous n'avons pu rien savoir encore.

Mais pendant que le canon fait rage, nous apprenons par M. l'Inspecteur Ancey, qu'il est arrivé en ville six cents prisonniers français, capturés, hier sans doute ou avant-hier, dans un bois aux environs de Villers-Cotterets. On les a parqués à Saint-Vaast, au Gaz, et dans l'école des garçons. Ils sont exténués et mourant de faim. M. Ancey leur témoigne un admirable dévouement ; il leur cherche du pain chez un boulanger, et leur fait préparer une soupe au fourneau économique.

Déjà deux cents autres prisonniers, amenés hier, avaient passé la nuit dans le même local, et étaient partis ce matin, dirigés probablement sur Chauny et, de là, sur l'Allemagne.

Samedi 12. — Le temps est froid et pluvieux ; le matin la pluie tombe par intervalles, entremêlée de pâles rayons de soleil. A peine éveillés, nous apprenons que nos soldats prisonniers sont déjà enlevés et dirigés sur le nord.

A sept heures retentit un formidable coup de canon et l'effrayante musique recommence. On raconte que l'ennemi s'apprête à faire sauter l'ancien pont de Saint-Vaast. N'ayant pas découvert de chambre à mine, il serait en train d'en creuser une. Lui en laissera-t-on le temps ? Un moment, le canon se tait, et l'on entend une très vive fusillade, que l'on croit être sur le Mail et dans les alentours du pont. La canonnade reprend avec plus d'énergie encore. Il semble que tout se passe dans la direction de Pasly, de Cuffies, de Vauxrot, d'une part, et des collines d'Acy ou

Sainte-Geneviève d'autre part. On sent depuis hier que d'heure en heure, le théâtre de la lutte se déplace et passe peu à peu du sud-ouest au nord-est de la ville ; ce qui paraît de très bon augure.

A neuf heures, M. l'archiprêtre me fait savoir, par un billet de sa main, qu'il vient d'être remis en liberté, et que le Commandant, un catholique, l'a bien traité, lui et son confrère, et leur a dit qu'il espérait bien qu'il ne serait plus nécessaire de prendre d'otages responsables. Il y aurait donc un commandant ? C'est ce qui nous a manqué depuis dix jours, n'ayant eu que des hommes de passage, avec qui il était impossible de traiter d'une manière suivie.

La canonnade continue de part et d'autre avec intensité et une sorte de rage, sans aucune interruption. A tout instant, les vitres et les portes tremblent, les maisons semblent vouloir s'écrouler. Toute la nature est comme bouleversée ; les corneilles et les pigeons errent dans le ciel en troupes effarées ; mon pauvre chien, Black, pousse des aboiements douloureux et se précipite, chaque fois qu'il perçoit une détonation plus forte, dans les jambes des gens de la maison, pour y chercher un peu de réconfort et de sécurité.

Groupés dans une des chambres du rez-de-chaussée, avec ma sœur, M. et M^{me} Perrin et notre domestique, nous passons des heures pénibles, sans trop de trouble pourtant, l'espoir se mêlant à la crainte ; nous les entrecoupons fréquemment par la prière à haute voix.

Le duel d'artillerie s'arrête à cinq heures, ou du moins, il s'atténue et nous ne percevons plus que des coups plus rares et plus éloignés vers le nord-est. Il a duré dix heures consécutives sans interruption.

Soudain des cris joyeux nous arrivent de la rue. Nous nous précipitons à la porte. Ce sont les Français ! C'est le 246^e régiment d'infanterie de réserve de Fontainebleau qui vient se loger en face de nous, à Saint-Léger. Les cris de : Victoire ! Victoire ! Vive la France ! retentissent. On se serre fiévreusement les mains, et nous rentrons, soulagés

et heureux d'une telle issue. Les Allemands sont dehors ! Soissons est aux Français ! « Nous les refoulons ainsi depuis Chantilly me dit un soldat en passant. Ayez confiance, ce ne sera plus long ! » Cette fois, plus de doute, les Allemands reculent, vaincus dans la vallée de la Marne. Ils ont été victorieux pendant six semaines. Maintenant leur plan de guerre est brisé, leur présomption les a grisés, ils se sont heurtés à plus fort qu'eux et la partie est perdue pour l'Allemagne.

Cependant à peine s'était-il écoulé un quart d'heure depuis l'arrivée de nos vaillantes troupes, que retentissent plusieurs violents coups de canon. Ce sont les Allemands, que nous avons vus hier se diriger vers le sud et qui se sont postés d'avance sur les hauteurs de Pasly et des environs, qui tirent, cette fois, sur nos soldats et sur notre ville.

C'est un nouvel acte du drame, le plus terrible celui-là, qui va commencer ; c'est le bombardement. Bombardement bien arrêté d'avance dans la pensée des Allemands. Car au moment de quitter la ville, un de leurs officiers, logé à l'Orphelinat des Sœurs de Saint-Vincent de Paul, dit à la Sœur Supérieure ces paroles trop significatives : « Nous vous remercions, ma Sœur, de l'excellente réception que vous nous avez faite ; mais cela ne nous empêchera pas de bombarder votre ville. »

CHAPITRE IV

Le Bombardement

(12-29 Septembre 1914)

Samedi 12. — Nous avions, hélas ! compté sans notre hôte, et nous ne nous doutions guère, quand nous acclamions nos soldats, du prix que l'ennemi allait nous faire payer cette rentrée des Français dans notre ville.

Une sorte de rage s'est emparée de ces hommes qui se croyaient invincibles ; le général von Kluck, qui les commande, veut faire retomber sur nous le dépit et la fureur que lui fait éprouver son impuissance à triompher de l'armée française, et, pour se venger, il a ordonné de bombarder Soissons.

Aussi, malgré la nuit qui s'abat de bonne heure, la canonnade ne s'interrompt plus ; les bombes pleuvent sur la ville jusque huit heures et demie et y causent déjà des ravages.

Ne soupçonnant pas encore la gravité de notre situation, nous croyons pouvoir, à la faveur du calme qui s'est rétabli, prendre notre repos habituel. Mais déjà, avant de nous retirer, nous relevons dans notre cuisine, une balle qui en a percé la porte, et, le lendemain matin, nous en retrouvons d'autres, venues de la même direction, qui ont transpercé celle de l'escalier qui conduit à ma chapelle. L'une d'elles a effleuré le manteau de la statue du Sacré-Cœur placée dans le vestibule de cet escalier, et s'est amortie sans faire de dégâts.

Dimanche 13. — Dimanche, jour d'effroi ! Qu'il soit à jamais rayé du nombre de nos jours ! C'est dans une cave, sur un tonneau, que je trace ces lignes, l'âme déchirée par les angoisses de la journée, et par la profonde compassion que m'inspirent ceux qui partagent mon sort.

Dès cinq heures du matin, nous sommes debout, et nous nous rendons à mon oratoire pour y célébrer ou y entendre la sainte messe. Je célèbre le premier, pendant qu'au loin le canon gronde ; c'est encore sans grand éclat et nous ne nous troublons pas. Aussitôt ma messe terminée, mon secrétaire M. Perrin, me succède. Il en était à la fin de l'épître, lorsque soudain éclate, à quinze pas de nous, avec un bruit épouvantable, une bombe lancée par les Allemands, placés, nous l'avons su, dans les grottes de Pasly, dans celles de Clamecy et à la ferme de la Perrière au-dessus de Crouy. Ma sœur, ayant aperçu l'éclair, pousse un cri d'effroi : « Le feu ! J'ai vu le feu ! » et, pendant ce temps, le toit de l'intendance, qui est contiguë à ma maison, s'écroule dans ma cour d'arrière, toutes les vitres de ce côté du bâtiment volent en éclats et le plafond du coin de ma bibliothèque, qui touche à l'intendance, s'affaisse et remplit le passage de ses débris.

Un instant nous hésitons. M. Perrin essaie courageusement de continuer la messe ; il lit l'évangile et récite le *Credo*. Mais sous les coups répétés des bombes, qui passent en sifflant et s'abattent autour de nous, il s'interrompt, sur mon conseil, quitte précipitamment ses habits sacrés, et nous descendons en hâte dans les sous-sols, où nous retrouvons nos parentes éperdues.

Devant la persistance de la canonnade, nous nous installons dans le sous-sol, sous des voûtes solides, au milieu des caisses et des tonneaux, pensant bien n'y passer que le reste de la journée. Que nous étions loin de compte !

Soudain, à neuf heures, au milieu d'une pluie de bombes qui sifflent et nous étourdissent de leur vacarme, l'une d'elles s'abat sur le perron de l'évêché, en face de la salle à manger ; elle éclate avec un fracas indescriptible, et crible

de mitraille la façade de la maison, faisant voler les fenêtres en éclats, renversant et brisant le mobilier intérieur, traversant les armoires et perçant tous les murs. A peine a-t-elle éclaté, qu'une seconde, puis une troisième lui succèdent et achèvent l'œuvre de destruction. Ces explosions répétées nous donnent une si effroyable commotion que nous restons sans voix et comme demi-morts.

Peu à peu cependant, grâce à la prière et à notre parfaite confiance en Dieu, nous nous ressaisissons et nous laissons passer les longues heures du jour, plongés dans une obscurité que dissipe à peine la faible lueur d'une bougie, assis, comme nous pouvons, sur des tréteaux et des planches, nous encourageant les uns les autres, multipliant la prière en commun, et cherchant à nous expliquer le sens et la portée de l'effroyable mugissement d'artillerie qui remplissait l'atmosphère. Nous nous réjouissions quand nous croyions entendre les décharges précipitées et bien caractéristiques de l'artillerie française ; nous nous affligions tout instinctivement quand c'était la lourde et formidable artillerie allemande qui lui donnait la réplique.

La nuit descendit sur nous bien avant six heures ; le canon tonnait toujours, et il ne cessa qu'à huit heures et demie, après avoir parlé à peu près sans interruption pendant quatorze heures. Nous étions dans la plus profonde ignorance de ce qui se passait au dehors, la prudence ne nous permettant ni de sortir, ni d'ouvrir la porte pour nous informer, ni même pour prendre notre bréviaire. Ainsi s'acheva notre dimanche.

Comment prendre un peu de repos ? Les chambres hautes n'offraient plus aucune sécurité, la cave présentait plusieurs inconvénients. Nous prîmes un parti moyen et chacun de nous, s'enveloppant dans une couverture, se blottit sur un fauteuil ou dans un angle de la salle du Conseil et de l'antichambre voisine et attendit le sommeil qui ne vint guère.

Lundi 14. — Le réveil fut matinal. Sans tarder, M. Perrin et moi, nous célébrons la sainte messe dans mon oratoire,

et à peine avions-nous fini, vers six heures, que l'inferral concert recommença et que nous dûmes regagner en hâte notre souterraine demeure. Nous pensions que la journée de dimanche était la plus terrible qu'on pût voir ; nous nous trompions. Celle de lundi semble la surpasser en horreurs.

D'événements particuliers dignes d'être notés, il n'y en eut pas ce jour-là ; ce ne fut qu'une succession d'émotions douloureuses, de terreurs, d'espérance et de crainte. Il nous était impossible, sans nous exposer à la mort, de mettre le pied hors de notre souterrain.

La canonnade commencée vers six heures du matin, et bien nourrie de part et d'autre, dura encore quatorze heures pleines, sans interruption sensible. Si elle parut s'atténuer à la chute du jour, ce fut pour reprendre tout de suite, et se poursuivre sans relâche durant toute la nuit et toute la matinée suivante, tantôt lointaine et sourde, tantôt plus rapprochée et plus nette. À en croire nos impressions, qui n'étaient produites que par la voie des soupiraux de notre cave, une bataille semblait se livrer au delà de l'Aisne, en tirant dans la plaine vers Vauxrot et Crouy. Nous sommes d'autant plus inclinés à le croire que nous avons su par un habitant que nos soldats auraient réussi à passer la rivière, grâce à un pont volant construit par eux. Mais ce ne sont là que des impressions subjectives, peut-être sans fondement.

La journée se passe donc dans l'inaction, la prière souvent répétée en commun, et quelques échanges de conversations, où nous essayons de nous encourager mutuellement.

Nous remarquons que, de trois heures en trois heures ou environ, les Allemands envoient dans notre direction, probablement pour atteindre Saint-Vaast, une bordée terrible d'une vingtaine de bombes, dont le sifflement et l'explosion nous glacent parfois d'effroi. Aux bombes se mêlent beaucoup de projectiles moins forts, qui passent avec un sifflement strident et que nous prenons pour des balles. Parfois aussi nous percevons un crépitement préci-

pité, qui dure peu et que nous croyons être des décharges de mitrailleuses, à moins que ce ne soient des fusillades. Plusieurs fois dans la journée, et déjà hier, nous entendons passer des avions qui survolent Soissons avec un assez grand bruit.

Saint-Vaast, nous l'avons su un peu plus tard, était particulièrement criblé par l'artillerie ennemie pendant ces premiers jours du bombardement. Le commandant, Jupille de Royan, avait imprudemment exposé une batterie en face du feu ennemi. Avant même d'avoir tiré, nos artilleurs étaient fauchés. « J'irai peut-être en conseil de guerre, avait dit un capitaine, mais je ne puis exposer là mes hommes ; il faudrait aller en reconnaissance. » — « Ce n'est pas vous, lui dit le colonel, qui irez en conseil de guerre, c'est le commandant. » Le commandant troublé n'attendit pas cette procédure et se fit justice à lui-même.

En attendant, toute circulation étant impossible, nous manquons de tout, et l'on se nourrit comme on peut.

Quelques bribes de toutes sortes forment notre menu. À la guerre comme à la guerre. L'appétit tiendrait lieu de tout le reste, si les estomacs ne se trouvaient resserrés et endoloris par des émotions sans cesse renouvelées.

À midi, quelqu'un vient sonner à l'évêché. Un ami, peut-être, qui vient s'informer de notre situation ? Ce serait une fête de le recevoir et d'apprendre de lui ce qui se passe autour de nous. Mais comment ouvrir ? Comment traverser la cour si vaste de l'entrée, exposé à la pluie des balles ? Nous restons donc calfeutrés, sans aucune communication avec le dehors.

Quatre heures sonnent. Voilà déjà deux jours pleins, c'est-à-dire quarante-huit heures, que dure le bombardement, commencé le samedi à la même heure.

Chacun de nous souffre de cette réclusion forcée, et se trouve beaucoup plus fatigué par l'inaction et la pénible incertitude où nous sommes plongés que par les travaux de la vie ordinaire. Cependant la bonne humeur ne nous abandonne pas ; quelqu'un trouve quelquefois le mot pour

rire. On vit de foi, de patience et de prière et l'on attend l'avenir avec confiance.

Toutefois, à huit heures et demie du soir, encore aucune issue à cette situation. La canonnade continue au loin, et nous nous séparons pour chercher un peu de repos à nos corps et à nos esprits. Cette fois, nous nous décidons à gagner chacun notre lit ; mais il faut nous attendre à un air frais, toutes les vitres des fenêtres ayant fait explosion.

En entendant le canon gronder sans interruption dans la plaine, M. Perrin, sa sœur et M^{me} Titeux, n'y tenant plus, abandonnent leurs chambres hautes vers dix heures et demie, et se réinstallent à l'abri des salles du rez-de-chaussée.

Mardi 15. — On espère chaque jour que la situation va changer, et chaque matin la ramène à peu près au même état. Cependant n'est-ce pas déjà une grande chose, pour le succès final de la guerre générale, que nous tenions les Allemands en échec et que nous ne leur permettions pas de réaliser, par la prise de Paris, cette action offensive, rapide et décisive sur laquelle ils comptaient, dans la ferme conviction où ils étaient de pouvoir, après avoir écrasé les Français, se retourner contre les Russes et les vaincre à leur tour ? Cette lenteur, qui nous fait tant souffrir localement, pourrait paraître sans doute un échec de notre retour offensif contre l'ennemi ; mais en soi, et dans l'exécution du plan stratégique, c'est un vrai succès et un commencement de victoire. Ces considérations que nous faisons entre nous nous fortifient et nous donnent le courage de supporter notre pénible situation. Si nous savons attendre, le temps combattra pour nous.

M^{me} Perrin est sortie un instant aussitôt son lever ; elle a vu de nombreuses troupes françaises massées en ordre sur la grand'place ; elle a demandé à un soldat où nous en sommes de la situation ; il a répondu qu'il ne savait rien.

Les Allemands sont retranchés dans les grottes ou carrières de Pommiers, de Pasly, de Clamecy, et de la Perrière au-dessus de Crouy, carrières qu'ils connaissaient

pour les avoir peut-être reconnues en 1870. Ils s'y sont fortifiés, et, quoi que fassent les nôtres, ils n'arrivent pas à les en déloger. De là, ils tirent à leur aise sur la ville et sur toute la plaine. Cette position explique les désastres de notre quartier, situé en face de ces carrières. Car on nous rapporte que les maisons de nos voisins, qui environnent la grand'place, ont, elles aussi, beaucoup souffert.

A peine avons-nous terminé nos messes, à six heures, que recommence la marche du drame, et la canonnade reprend avec intensité. M^{me} Perrin se risque encore, par notre impasse de derrière, jusque chez le boulanger Jouy, et en rapporte un pain qui assure notre vie pour la journée. Les habitants de l'impasse m'apercevant sur le seuil, accourent près de moi ; ce sont des Verdunois et des Soissonnais, des femmes et des enfants, qui sont bien malheureux. Je les bénis, et dans la journée, nous leur faisons passer quelque peu de vin pour les soutenir.

Vers huit heures et demie, en réponse à la canonnade française, les Allemands nous lancent une pluie, un torrent de mitraille, qui s'abat sur les maisons du quartier avec une violence inouïe. Le vacarme que font les bombes pendant près d'une heure est épouvantable ; la résonance de notre cave, voûtée et munie de quatre soupiraux, augmente sans doute l'intensité du son. Les explosions, répétées coup sur coup, plus de trente fois sans discontinuer, achèvent de tout ébranler : nous entendons tomber les tuiles des toits et les restes des verres des fenêtres. C'est la plus formidable attaque que nous ayons essuyée jusqu'ici. Nous sommes glacés d'émotion, et, pendant que nous poursuivons le chapelet à haute voix, le souffle nous manque, et il nous semble que nous touchons à notre heure dernière. Cependant les voûtes de nos caves sont si solides et en si bon état que, durant ces terribles explosions, il ne s'en détache pas une parcelle de pierre ou de mortier, ce qui contribue à nous rassurer.

La journée se poursuit donc, sombre, monotone et sans incident ; la violence du feu s'amortit peu à peu, et, cette

fois encore nous percevons les bruits sourds du canon, comme si une bataille était engagée au nord-est de Soissons.

Quelqu'un est venu sonner. On n'a pas ouvert, la prudence ne le permettant pas encore.

Voici de nouveau le retour de quatre heures. Voilà donc déjà trois jours pleins que dure le bombardement et nous n'en entrevoyons pas encore la fin.

Deux cartes de visite, déposées dans ma boîte aux lettres, m'apprennent que les visiteurs, qui se sont présentés à l'évêché, étaient M. Robert Leullier, préfet de l'Aisne et M. Émile Forzy, maire de Villemontoire, conseiller général. Combien je regrette de ne l'avoir pas su ! Leur visite devait avoir un but intéressant.

La journée se finit sans rien amener qui mérite d'être consigné. La bataille dans la direction de Crouy nous paraît toujours acharnée ; les canons grondent sans intermittence. Toutefois l'ennemi, occupé dans cette direction, nous ménage un peu du côté de la ville, et son salut du soir est plus court et plus modéré.

Chacun de nous s'étant accommodé à son gré pour essayer de goûter quelque repos, nous entendons pendant toute la nuit, de quart d'heure en quart d'heure, quelques coups de canon, isolés et sans suite : c'est du moins la preuve que les combattants veillent et sont en observation.

Mercredi 16. — La pluie tombe une grande partie de la nuit, et continue encore dans les premières heures de la matinée.

Mais à trois heures trois quarts du matin, la canonnade semble vouloir reprendre avec une grande intensité. Vite chacun de nous est debout, et avant quatre heures, nous nous retrouvons à notre rendez-vous sous terre, où nous nous abordons assez tristement. En présence du danger, que peut-être nous nous exagérons, nous nous décidons, non sans grande hésitation, à ne pas dire la messe, et chacun de nous se met à prier en silence.

Puis, le jour venu, et la canonnade s'étant tue contre notre attente, nous commençons à déblayer un peu la

maison pleine de ruines, de plâtres, de verres, de vaisselles, de vases et de tableaux brisés et gisant sur le sol.

Chacun de nous y va de ses moyens, revêt un tablier, manie la pioche et le balai, pousse des portes qui refusent de s'ouvrir, transporte des paniers remplis de décombres, et, vers dix heures, on commence à se frayer des passages et à triompher un peu du désordre. Mais que la façade de l'évêché est horrible à voir ! Le mur est crevé et a totalement disparu sous une des fenêtres, les autres parties sont criblées de plaies faites par les éclats de bombes, dont nous retrouvons de lourds fragments dans les balayures. Plus de vitres ni de contrevents, des persiennes brisées, branlantes et à peine suspendues, des rideaux déchiquetés, tombés à terre ou volant au vent sur les barreaux des fenêtres. Les décombres sont partout, jonchant le sol, éloquent et lugubre témoin de la fureur des Barbares.

Cependant M^{lle} Perrin est sortie rapidement par l'im passe, et elle est allée chercher notre pain chez le boulanger voisin. Elle a vu, comme hier, nos soldats réunis sur la grand'place. Vainement elle a voulu en interroger quelques-uns. Point de réponse, ou des réponses insignifiantes.

Un habitant du quartier prétend tenir d'un officier que nos troupes auraient mis la main, à Laon, sur l'État-Major allemand, et fait de très nombreux prisonniers. Que valent ces propos ? Ils nous semblent trop beaux pour pouvoir être accueillis. Aussi nous laissent-ils très sceptiques.

Il faut donc nous résigner à rester sans nouvelles. La seule consolation que nous ayons c'est que cet officier aurait assuré que Soissons n'en avait plus que pour quelques jours. Vivons donc de cette mince espérance.

On nous rapporte que, dans notre quartier, beaucoup de maisons sont fort endommagées, surtout celles qui avoisinent la grand'place. La maison du débitant Payelle, rue de la Paix, est brûlée ; plusieurs maisons de la rue des Framboisiers et des rues adjacentes sont en cendres. M. Varoquaux fils, employé comptable, a été tué sur le

seuil de sa porte, et enterré provisoirement dans le jardin de son père. Six zouaves qui sortaient du séminaire avec leur compagnie pour aller au feu, et qui stationnaient sur la Grand'place, ont été tués le dimanche matin par les premiers obus, et treize chevaux sont tombés foudroyés sur la place de l'hôtel de ville.

A ces premiers récits qui nous serrent le cœur, s'en joint bientôt un autre qui nous remplit d'une particulière tristesse. C'est celui de l'incendie et de la ruine du couvent des Sœurs de l'Enfant-Jésus, situé tout près de nous, dans la rue du Coq-Lombart. J'emprunte ici les paroles mêmes de la vénérable Mère assistante :

« Le dimanche 13, m'écrit-elle, quelques minutes avant six heures, la Communauté était réunie à la chapelle avec quelques personnes du voisinage pour entendre la messe. Le canon tonnait déjà fortement. L'aumônier, M. Perrin, n'arrivant pas, quelques-unes de nous sortent pour l'aller chercher ; mais le danger devient tout à coup si grand qu'il leur faut rentrer précipitamment. Devant la grêle d'obus qui s'abat sur notre maison, tout le monde, religieuses, voisines, militaires se précipite hors de la chapelle, descend et s'entasse dans le vestibule du rez-de-chaussée. Nous étions plus de cinquante personnes réunies dans ce petit espace.

« Les 28 blessés qui remplissaient notre ambulance, quatorze Français et quatorze Allemands, cherchent à s'en échapper ; quelques Allemands tout effarés, et irrités qu'on ne les eût pas enlevés, gagnent les premiers la cave, et l'on y descend à leur suite les autres blessés.

« Cependant les vitraux de la chapelle volent en éclats, un incendie s'allume chez notre voisin Hardy, une de nos Sœurs, Saint-Léon, est frappée à l'épaule d'un éclat d'obus qui ne tarde pas à entraîner sa mort ; autour de nous les toits et les murs s'effondrent. Profitant d'un instant d'accalmie, vers midi, nos voisines regagnent leurs maisons ; mais nous, le danger persistant, nous restons à quarante-cinq personnes dans notre vestibule. Bientôt le feu

prend au-dessus de nos têtes. Nous cherchons un refuge dans la cave de notre asile, laissant aux blessés la cave du pensionnat. Mais pour y parvenir nous sommes obligées de passer sur des monceaux de débris et sur le cadavre d'un cheval qui était venu expirer près de la porte d'entrée. Nous voulions nous arrêter dans une pièce voisine, lorsqu'un obus arrive dans l'appartement, éclate avec un bruit formidable, et nous enveloppe d'un nuage de poussière. Personne n'était atteint, c'était la dixième fois que nous échappions à la mort depuis le matin ; il nous fallut plusieurs heures pour nous remettre. Arrivées dans la cave, nous y restons enfermées et tremblantes jusqu'à six heures du soir, n'ayant rien mangé depuis la veille.

« Le danger ne cessant de croître, on évacue les blessés, et un zouave nous presse de sortir, si nous ne voulons être ensevelies toutes vives. Nous faisons remonter péniblement nos sœurs infirmes et âgées, et nous essayons de gagner l'hôtel de ville. En nous éloignant, nous n'osons nous retourner ni regarder derrière nous, tant l'incendie de notre pauvre maison est intense et effrayant. Un officier nous fait remarquer avec bonté que l'hôtel de ville n'offre aucune sécurité, et nous engage à gagner l'hôpital, situé à l'autre extrémité de la ville. C'était le mot de la Providence. Nous nous y acheminons aussitôt, et, après mille peines, nous y arrivons enfin. Il était neuf heures du soir. Personne ne manquait à l'appel. Quelle journée ! Quelles émotions !

« Accueillies avec une tendre charité par les religieuses de Saint-Thomas de Villeneuve, nous trouvons-là, grâce à la parfaite bienveillance de l'Administration hospitalière, un abri plus sûr et nous attendons la suite des événements. Au milieu de nos épreuves, nous avons été consolées par un fait qui tient du prodige. Tandis que notre chapelle était consumée par les flammes, l'autel, qui est de bois, est resté intact, et, trois jours après, M. le chanoine Marchal, pénétrant dans les ruines à l'aide d'une échelle, put retirer le Saint Sacrement du tabernacle et le transporter à la Cathédrale. » — Tel est le récit vraiment émouvant de la mère Saint-Liguori.

Pendant que nous nous abandonnons aux tristes réflexions que nous inspirent ces douloureuses nouvelles, voici soudain un coup de théâtre. A onze heures, quelqu'un sonne à la porte. On court ouvrir. C'est M. le Préfet de l'Aisne. Il est en petite tenue, accompagné de M. le conseiller général, Emile Forry, maire de Villemontoire, de M. Marlier, son chef de cabinet, et d'un membre de la Croix-Rouge.

On m'avertit, j'accours. M. le Préfet contemplait avec émotion la triste façade de ma maison. Nous nous saluons mutuellement avec la plus grande sympathie et nous nous serrons la main : « Monseigneur, me dit M. le Préfet, je sais ce que vous avez fait pour cette population, et j'ai voulu que ma première visite à Soissons fût pour vous. »

Je lui exprime mes sentiments de vive et sincère gratitude pour sa démarche qui m'honore et me touche profondément, et je l'invite à entrer, ainsi que ses trois compagnons, dans mon salon dénudé et poudreux, mais encore intact.

La conversation s'engage rapide et intéressante. Mais dans le même moment, les Allemands lancent dans notre direction plusieurs bombes dont le sifflement et l'explosion nous prouvent que nous sommes loin d'être en sûreté. Craignant d'exposer la vie de mes honorables visiteurs, je leur propose de s'abriter un instant dans mon souterrain, je prends les devants et ils me suivent tout simplement, sans que la conversation fort animée soit interrompue.

Quand nous croyons l'orage calmé, M. le Préfet se lève, prend congé avec une parfaite affabilité, et je le reconduis avec ses compagnons jusqu'à la porte de la rue d'où il s'éloigne pour continuer très bravement ses courses à travers la ville bombardée.

Puisse cette rencontre, pleine d'humanité, être l'augure du rétablissement entre l'autorité religieuse et l'autorité civile de cette courtoisie de relations, si avantageuse au bien public, et qu'on n'eût jamais dû briser ! Nous conserverons tous un fort agréable souvenir de cet incident, qui

n'est vraiment pas une chose banale dans les temps troublés où nous vivons.

Dans le cours de la conversation, quelqu'un nous avait annoncé qu'on venait d'envoyer à Soissons, cette nuit même, deux nouvelles batteries d'artillerie, à l'effet de déloger enfin les Allemands de ces redoutables carrières de Pommiers, de Pasly, de Clamecy et de Crouy. Je le crois facilement, car depuis ce matin, c'est dans les airs un infernal mugissement.

Un billet que je reçois de mon vicaire général, M. Parmentier, me trace le lugubre tableau des ruines accumulées jusqu'à cette heure en ville et que je n'ai encore pu voir de mes yeux : maisons incendiées, toits enlevés, murs écroulés, chapelles et écoles dévastées, cathédrale endommagée, etc., etc. « M. de Renty, qui passait hier à Soissons, me dit-il, pour se rendre à Craonne, dans sa famille, a fait sauter près de la gare de Crépy-en-Valois, 3.500 bombes laissées par les Allemands dans leur retraite ; mais la ville de Senlis est réduite à peu près comme Soissons. » Telles sont les premières nouvelles qui nous arrivent du dehors.

Cette journée devait être vraiment pour nous, dans notre humble réduit, pleine de réconfort et de consolation. Dans le cours de l'après-midi, en effet, je reçois successivement la visite de trois de nos officiers de l'armée française ; visite tout imprégnée de cordialité et de foi, qui nous remet du baume au cœur.

Le premier de ces visiteurs est M. Claude Cochin, fils de M. Henry Cochin, qu'il a remplacé en mai dernier comme député du Nord à l'Assemblée législative. Il a le simple grade de sous-lieutenant, et est attaché à l'État-Major du général Legay, en ce moment à l'hôtel de ville de Soissons. C'est un beau jeune homme, de haute taille, avenant, d'une allure bien militaire, et d'une exquise affabilité. Je l'entraîne dans un coin de notre salle du Conseil, afin de nous tenir le plus possible à l'abri de la mitraille qui fait rage à ce moment. Nous évoquons le souvenir de son excellent père, que j'ai connu à Paris, où je l'ai, plusieurs

années de suite, invité à faire des conférences à l'Institut catholique. Il me parle aussi de M. de Lamotte de Saint-Pierre, de Rozoy-sur-Serre, qui a épousé sa cousine germaine, et que je considère comme l'un de mes meilleurs diocésains¹. Puis nous nous entretenons de la guerre. M. Cochin envisage les choses avec beaucoup de calme ; il croit au succès final, mais qui devra être chèrement acheté. Il a une haute idée de l'armée allemande, de sa longue préparation à la guerre, du talent de ses officiers et de la valeur de ses soldats. En ce qui concerne la situation si critique de Soissons, il veut bien m'expliquer brièvement comment notre État-Major pense la résoudre ; peut-être très vite, (peut-être ? dit-il), en enveloppant les Allemands entre deux corps d'armée qui les prendraient à droite et à gauche.

Il déplore les ravages que fait cette guerre féroce parmi nos soldats, surtout parmi nos officiers. La douce gravité, la modération et la sagesse de sa parole, et aussi les espérances, quoique douloureuses, qu'il me fait entrevoir à brève échéance me donnent un vrai réconfort. Il pense toutefois que l'armée allemande, délogée de Soissons, va se retrancher à Laon et à la Fère, que sa résistance peut y être assez longue, et que nos pays auront encore beaucoup à souffrir. Mais une fois repoussés de cette dernière ligne, dit-il, ce serait pour eux une débâcle complète.

M. Cochin m'avait à peine quitté, qu'on m'annonce M. le lieutenant de Maistre. C'est aussi un fier soldat, celui-là, plein d'entrain, de résolution et de foi religieuse. Il est de la famille directe de Joseph de Maistre, et il sert dans les dragons. Son langage, son absolu abandon à la volonté divine trahissent en lui des sentiments profondément chrétiens. Au milieu de la bataille, il répète souvent ces belles paroles de l'Écriture, que sa sœur lui a envoyées dans sa dernière lettre : « *Custodi nos, Domine, ut pupillam*

1. Tombé peu de temps après au champ d'honneur.

*oculi ; sub umbra alarum tuarum protege nos*¹. » Il a confiance dans le succès, et il marche gaiement au combat.

Quelques instants après son départ, entre M. le Capitaine de Marolles, un parent du célèbre publiciste chrétien. Il est de l'artillerie. Il se rend un compte exact des difficultés que présente la guerre actuelle dans les conditions où elle nous a été imposée ; toutefois il est plein de confiance, et résolu à faire généreusement son devoir de soldat. Il me fait remarquer, en le déplorant, que, dans l'opinion commune, le pays du Soissonnais pullule d'espions, qui observent tout, savent tout, disent tout, en sorte que l'ennemi est parfaitement renseigné sur les moindres mouvements de nos troupes.

M. Cochin m'avait déjà insinué la même chose, et m'avait confié, en me quittant, qu'il était chargé de faire l'inspection des flèches et des tours de Saint-Jean des Vignes, où l'on soupçonnait que se cachait un espion, chargé de faire des signaux aux troupes allemandes de Pasly. Il m'avait ajouté, dans la conversation, que le pont rapidement improvisé sur l'Aisne dans la nuit de samedi à dimanche, et sur lequel on avait réussi à faire passer notre artillerie, avait été immédiatement repéré et détruit au point du jour par l'artillerie ennemie. Terrible fléau que cet espionnage, pratiqué par des gens qui couchent sous notre toit, mangent notre pain, et travaillent à prix d'argent pour le compte de l'étranger ! Et dire que sous certain ministère français on avait enlevé à notre armée le service des renseignements !

M. le capitaine de Marolles, avant de me quitter, s'agenouille pieusement, comme l'avait déjà fait chacun des deux officiers qui l'avaient précédé, et il me demande ma bénédiction, que je lui accorde avec toute l'effusion d'un cœur profondément ému.

Le soleil ne se couche pas sans que les Allemands ne nous

1. Gardez-nous, Seigneur, comme la prunelle de vos yeux, protégez-nous à l'ombre de vos ailes. Ps. xvi, 8.

envoient fidèlement leurs quinze ou vingt bombes. Nous commençons à nous y habituer.

Ce soir, nous crûmes presque, tant était grand notre désir, que c'était leur visite d'adieu. Car à sept heures la canonnade s'arrêta de part et d'autre, et le silence régna jusqu'à dix heures. Ce silence nous parut de bon augure ; nous nous flattions déjà que l'on parlementait et que, peut-être, les Allemands repoussés avaient battu en retraite. Vain espoir ! Profonde ignorance de la réalité, qui nous prépare d'amères déceptions pour les jours suivants !

A dix heures, à minuit, à deux heures du matin, des séries de bombes lancées par eux, coup sur coup, avec un effroyable retentissement dans le calme de la nuit, nous avertissent qu'ils sont toujours là et nous guettent attentivement.

Jeudi 17. — Et en effet, le vacarme recommence à six heures, et nous nous voyons encore dans l'impossibilité de dire la messe. Les premières paroles qui parviennent à nos oreilles, du fond de notre impasse, sont celles-ci : « Ils sont toujours là ! on ne peut les déloger, il faudra les dynamiter ! »

Nous avons entendu, au cours de la nuit, passer de la cavalerie et probablement de l'artillerie ; sans doute, pensons-nous, ce sont des renforts pour notre armée.

Le ciel est sombre, l'atmosphère humide, et la journée s'annonce triste et monotone. Nous nous accommodons de notre mieux dans notre sous-sol ténébreux et, puisqu'il faut y rester encore, nous tâchons de le rendre moins inhabitable en en faisant la toilette.

Les heures qui s'écoulent lentement sont bien les plus lugubres que nous ayons encore passées. Le vent souffle en tempête, la pluie tombe par rafales, l'eau, qui coule sur les toits ruinés et découverts se répand le long des murs et sur les parquets. Vainement essayons-nous d'en recueillir une partie dans des vases de toutes sortes, elle inonde les diverses pièces de la maison, et fait prévoir la chute prochaine des plafonds. Et dire qu'il est impossible de re-

médier au mal ! Personne sous la main, pas un ouvrier que l'on puisse appeler à son secours, pas un seul qui puisse ou qui veuille risquer sa vie dans ces affreuses conditions ! Et pourquoi le ferait-il ? Nous sommes à l'équinoxe, les pluies sont certaines ; combien de temps dureront-elles ? Et puis l'hiver approche.

Au fond du réduit sans lumière où je suis assis, et où je ne puis rien faire, les souvenirs et les textes bibliques les plus sombres se pressent alors dans mon esprit. Comme dans les plaies d'Égypte, me disais-je, ce que l'une aura épargné, l'autre le détruira. C'est là, bien sûr, ce vin de la fureur de Dieu, dont il menace d'abreuver les pécheurs. C'est ce vin que doit boire la France en punition de son athéisme. C'est Dieu lui-même qui a préparé le breuvage, et qui le verse aux coupables ; il faut que nous en buvions tous¹.

Et puis mon cœur se retourne vers l'infinie miséricorde. *Universæ viæ Domini misericordia et veritas*². *Ipse castigavit nos propter iniquitates nostras, et ipse salvabit nos propter misericordiam suam.* — Si Dieu nous a châtiés à cause de nos péchés, il nous sauvera certainement à cause de sa miséricorde³.

Enfin je me jette dans le sein de Dieu et sur le Cœur de Jésus, et je m'abandonne à sa conduite : *In manus tuas Domine, commendo spiritum meum ; redemisti nos, Deus veritatis*⁴.

O mon Dieu, qui consentiez à épargner Sodome et Gomorrhe, si l'on y trouvait dix justes, ayez pitié de la France, votre fille, bien coupable sans doute, mais qui compte cependant dans son sein tant de milliers d'âmes justes et saintes, qui vous aiment et qui vous servent fidèlement..

¹ *Quia calix in manu Domini, vini meri plenus misto ; et inclinavit ex hoc in hoc ; verumtamen fœx ejus non est exinanita, bibent omnes peccatores terræ. Armabit Deus creaturam, et pugnabit cum illo orbis terrarum contra insensatos. Psalm. 74, 9.*

² *Psalm. 7, 4, 8, 9.*

³ *Psalm., 24, 4.*

⁴ Office de Complies.

Tandis que je m'abandonne à ces réflexions, d'affreuses nouvelles nous viennent de Saint-Vaast. Les habitants qui subissent ce bombardement, mal protégés contre la mitraille, demandent grâce ou la mort pour mettre fin à leurs supplices.

Vers le milieu du jour une bombe, qui s'abat sur une des maisons de ce faubourg, a provoqué des cris de détresse. Une femme charitable et courageuse, M^{me} Prioux, se précipite et trouve un enfant de sept ans, Paul Boitel, qui vient d'être frappé à mort. La pauvre mère pousse des cris déchirants, tandis que l'on emporte son enfant ; puis folle de douleur, échevelée, les yeux hagards, elle tombe dans une épouvantable crise de nerfs. Le lendemain, M. l'abbé Hivet, sous une pluie de bombes, enterre cet innocent dans le champ voisin, et reçoit chez lui toute la famille Boitel, composée de onze personnes. Puis il procède à la même lugubre cérémonie pour deux autres paroissiens tués dans la rue des Graviers.

Cependant au milieu de nos angoisses, nous apparaît soudain comme une douce aube de joie. M. le chanoine Marchal vient à nous, vers quatre heures. Il a visité la ville, il n'a jamais cessé de circuler aux heures qui lui paraissent moins dangereuses ; il nous donne à entendre que la situation tend à s'améliorer et que la crise paraît toucher à sa fin. S'il pouvait dire vrai ! Mais son bon cœur ne le tromperait-il pas ?

Je ne rapporterai pas le tableau qu'il nous trace des ruines dont la ville est couverte. J'aurais sans doute l'occasion d'en faire plus loin le dénombrement. Il nous dit que, sur la place de l'hôtel de ville, dans le square du milieu, des ouvriers réquisitionnés sont occupés en ce moment à creuser une vaste fosse pour y enfouir les quarante-deux chevaux tués dimanche, dans les divers quartiers de la ville, par les bombes allemandes.

Puis voici qu'arrivent M. l'archiprêtre Landais et M. André d'Arcosse. Ils sont tout à la joie, surtout M. l'archiprêtre. Ils nous racontent que l'ennemi se retire, qu'on

le voit fuir sur les crêtes de la colline de Pasly, qu'à une heure de l'après-midi il ne restait plus qu'une pièce de canon en exercice, et que, selon toute apparence, c'est fini à l'heure où nous sommes, ou que ce sera fini ce soir. Nous les reconduisons tout joyeux dans notre cour d'entrée, nous leur faisons remarquer, dans le jardin, bien à ciel ouvert, comme des gens pleins de confiance, mais bien imprudents, les larges brèches faites à nos toits, l'écroulement du mur de notre terrasse, d'où l'on aperçoit, à 1.200 mètres en ligne droite, le repaire de Pasly, et enfin nous les accompagnons jusque dans la rue, bien convaincus que tout va finir.

Survient M. le vicaire général Parmentier. S'il n'a pas un rameau d'olivier dans la main, il a la parole de paix sur les lèvres. Il est le reflet sincère et l'écho fidèle d'un état d'esprit général. Il nous raconte donc, lui aussi, qu'il sort de l'hôtel de ville, qu'il a vu M. le Préfet, que « tout va divinement » et que, certainement, les Allemands sont délogés, qu'ils déguerpiissent et que nous sommes délivrés. Tous les cœurs s'ouvrent à la joie, on parle déjà, dit-on, en ville, de propositions de paix qui seraient faites par les ennemis. Nous n'en croyons rien, bien entendu, mais c'est toujours chose agréable de l'entendre dire.

Alléchés et séduits par tous ces beaux propos, M. l'abbé Perrin et sa sœur prennent la hardiesse de sortir, et d'aller se rendre compte sur place de l'état de leur maison ; au retour, ils paraissent satisfaits, ils n'y ont constaté aucun dégât sérieux, hormis le bris des vitres.

Nous prenons donc notre modeste repas et nous allons nous reposer, l'esprit tranquille. Cependant nous tenons compte de la recommandation fort avisée faite à M. Perrin par M. l'Inspecteur, son voisin : « Les choses vont bien, mais il est indispensable de veiller sur sa sécurité pendant cette nuit encore. » Combien sage était le conseil !

Vendredi 18. — La nuit se passe paisiblement. Mais dès cinq heures du matin, le canon français, un canon de plus fort calibre, ouvre solennellement la journée et mugit avec

véhémence, tout près de nous, pendant près d'une heure. « Ce sont les Français qui pourchassent l'ennemi ! » disions-nous, et nous étions contents. Nous vivions des bonnes nouvelles de la veille.

Nous montons à mon oratoire pour y dire la messe. A peine avais-je récité les premières prières, que l'ennemi riposte avec la même vigueur. Son canon, le seul qui restât la veille à midi, s'était transformé en formidables batteries, et le salut matinal commençait. Je parvins, non sans quelque inquiétude, à terminer ma messe ; M. Perrin ne put même entreprendre de dire la sienne. Nous redescendîmes avec notre famille dans notre souterrain, dont je m'étais beaucoup trop pressé de rapporter mes papiers et mes quelques livres de prières. Alors le canon allemand fait rage, et pendant près d'une heure, avec une fureur démoniaque, les Teutons nous envoyèrent au moins cinquante bombes, dont un assez grand nombre vinrent s'abattre autour de nous, avec un effroyable fracas. Cependant l'orage passé, nous ne constatons à l'évêché aucun nouveau dégât important.

Nous pouvons maintenant apprécier à sa juste valeur l'optimisme de nos bons amis, et nous jurons, quoique un peu tard, que l'on ne nous y prendra plus ! Nous ne croirons que sur bonnes preuves au départ des Allemands de nos carrières.

A huit heures, le calme est rétabli ; il se fait autour de nous un grand silence. Notre artillerie a dû s'éloigner, on n'entend que des coups plus rares et un peu plus isolés.

Mais ce silence ne dure que très peu de temps, et l'épouvantable vacarme reprend ; il nous semble que le combat se passe au nord-est de Soissons, sur Crouy ou sur le plateau placé au-dessus de Vauxrot, que nos troupes doivent sans doute chercher à nettoyer en rejetant l'ennemi vers la Fère.

Plusieurs fois on nous a parlé du fléau de l'espionnage, si habilement organisé par l'ennemi, Nos visiteurs d'hier nous en ont encore donné un nouveau trait. Ils nous ont raconté qu'un fermier de Saint-Vaast tenait les Allemands

au courant, au moyen d'un appareil de télégraphie sans fil, de tout ce qui se passait autour de lui dans l'armée française. Un colonel, chargé d'une batterie, avait beau la placer du mieux qu'il pouvait ; tout de suite, elle était repérée par l'ennemi et immédiatement démontée. Égaré par le désespoir et se croyant donc incapable de commander, il se serait donné la mort. Par bonheur, un de nos officiers aurait surpris le traître et saisi son appareil, et l'aurait fait immédiatement fusiller. Tel fut le récit de nos visiteurs.

Tout autre est la réalité. Ce bruit ainsi dramatisé n'est pas autre chose que le récit dénaturé de l'erreur déplorable du commandant Jupille de Royan, dont j'ai parlé précédemment. L'espionnage n'y entrerait pour rien. Si le crime d'espionnage paraît incontestable, il est certain aussi que l'imagination populaire est féconde et soupçonneuse, qu'elle s'engage facilement sur ce terrain, qu'elle invente, colporte, grossit et tombe dans de déplorables exagérations. Le fait suivant en est un saisissant exemple. Le bruit, partout colporté, à l'heure présente, est qu'un cultivateur, M. Neveux, et un entrepreneur de maçonnerie, M. Leloutre, viennent d'être arrêtés pour connivence avec l'ennemi, conduits à Villers-Cotterets où siège notre État-Major, jugés et exécutés. On cite même le nom du soldat chargé de les garder pendant leur dernière nuit.

Je ne connais pas M. Neveux, mais je connais M. Leloutre, qui est l'entrepreneur de la maçonnerie de notre grand séminaire. De lui je répondrais comme de moi-même, et je le juge incapable de ce qu'on lui impute. Attendons des éclaircissements qui ne peuvent manquer de venir.

Les éclaircissements sont venus depuis ; je les rapporte ici par anticipation, afin de montrer combien fausse et controuvée se trouve être l'accusation populaire en cette circonstance.

M. Leloutre, chargé par la ville de conduire l'usine à gaz en l'absence du directeur, M. Jacqueson, avait accepté avec courage cette périlleuse mission. S'étant vu forcé de se

retirer devant la pluie de bombes qui tombait sur l'usine, il était entré chez le fermier Neveux, y avait pris son repas, et y avait couché. Au premier jour, quelques soldats français s'étant abattus sur la ferme y avaient fait main basse, sans aucun ordre de réquisition, sur les lapins et les volailles, et voulaient même emmener l'un des plus beaux chevaux de son écurie. Neveux leur fit des observations, et en vint à leur dire qu'ils se conduisaient plus mal que les Allemands. Un des soldats se fâcha, le menaça et porta plainte contre lui. Quelques instants après, le général pénétrait lui-même dans la maison, en faisait l'inspection et se plaignait de voir un téléphone et le matelas sur lequel avait couché Leloutre. Bientôt des gendarmes les arrêtaient tous deux et les conduisaient, menottes aux mains, à Villers-Cotterets, où ils restèrent en prison, six jours durant, dans une pénible promiscuité avec des criminels de droit commun, des voleurs et des détrousseurs de cadavres. Enfin M. Muzart, premier conseiller municipal, put aller, quoique tardivement, présenter leur défense, et, le sixième jour, ils furent relaxés. Dans quel état de prostration physique et morale ? On peut le deviner.

Telle est la réalité des faits. Ces honnêtes citoyens sont actuellement libres ; mais ils n'en restent pas moins, pour le moment, suspects aux yeux de certaines gens, qui jugent, parlent et agissent sans réflexion et qui veulent voir des espions partout. Cette histoire a été portée jusqu'en Angleterre ; je l'ai retrouvée dans un rapport du maréchal French.

La suite montra de quelle injustice M. Leloutre avait failli être victime. Au lieu de perdre courage, il se dévoua, avec un admirable désintéressement à la défense de la ville et de ses concitoyens, et enfin la croix de guerre proclama hautement son mérite et son patriotisme.

Sous l'empire de ces tristes communications qui nous affligent et qu'il nous est impossible de contrôler, le ciel étant d'autre part couvert d'épais nuages, les heures passent lentement dans cette mortelle incertitude de l'état

des choses et surtout de l'avenir. Quelques soldats, interrogés dans le voisinage, ne savent rien ; ils espèrent qu'on délogera les Allemands, c'est tout. Pas une seule visite du dehors ne nous apporte un peu de lumière.

Avant de nous retirer, je fais questionner rapidement dans notre impasse, et chez M. le chanoine Marchal. Les deux réponses sont assez concordantes : il serait arrivé aujourd'hui des marins et de l'artillerie anglaise beaucoup plus forte que la nôtre, moyennant quoi l'on espère toujours nettoyer les carrières de la rive droite de l'Aisne. Le silence se fait. Les Allemands ne nous ont lancé, ce soir, que quatre ou cinq bombes. La nouvelle grosse artillerie se fait entendre assez avant dans la nuit, puis, tout repose jusqu'au jour.

Samedi 19. — La première parole qui arrive à mes oreilles au réveil est toujours la même ; elle vient de soldats logés dans le voisinage : « Ils sont encore là, et l'on ne peut arriver à les déloger ! » Ces paroles sonnent comme un glas.

Cependant ils nous laissent dire tranquillement nos messes ; mais à huit heures, ils nous avertissent de leur présence par quelques bombes. Ils deviennent pourtant plus sobres de ferrailles ; peut-être veulent-ils ménager leurs provisions. Il ne serait pas trop tôt ; car leur bombardement d'hier a causé bien de nouveaux dégâts en ville.

Que faire et que devenir ? Rester dans les sous-sols est une mort anticipée, à force d'immobilité et d'ennui. S'occuper du nettoyage et du rangement de la maison n'est pas sans péril, puisqu'à toute minute les ennemis lancent de nouveaux projectiles. Aujourd'hui sur tout leur système de bombardement est déconcertant. Au lieu d'une bordée de trente ou quarante bombes qu'ils avaient coutume de nous envoyer, ils lancent en ce moment un ou deux obus de quart en quart d'heure, comme s'ils se plaisaient à tenir les habitants dans la terreur, ou comme s'ils voulaient atteindre les soldats qu'ils aperçoivent circulant dans l'intérieur de la ville. En tout cas, il est impossible de se risquer dehors, et très dangereux de se tenir dans les

appartements. Aussi nous descendons et remontons, pour redescendre et remonter encore à chaque alerte, et nous nous occupons à réciter fréquemment notre chapelet pour la France, et à prier pour nos pauvres soldats, victimes de la guerre.

M. le chanoine Marchal, qui vient nous visiter au commencement de l'après-midi, nous dit que les Allemands tirent très souvent dans la direction de la gare, sur les voitures qu'ils aperçoivent. D'après des renseignements reçus d'un officier français, qui prend ses repas à l'orphelinat de Saint-Vincent de Paul, il serait arrivé quatre batteries anglaises d'artillerie de siège, que l'on met en ce moment en place, et qui auront raison, espère-t-on, de l'artillerie allemande. On croit aussi qu'un corps considérable d'Anglais s'apprêterait à s'emparer de Laon, afin d'empêcher les Allemands de s'y retrancher. Ce ne sont que des « on dit » risqués. Le combat de cette après-midi aurait lieu sur les hauteurs au delà de Vauxrot, vers Terny-Sorny, les Allemands ayant, dit-on, perdu pied sur l'Aisne, et ne pouvant plus, selon toute apparence y revenir. Cependant il est certain qu'ils tiennent toujours bon dans les grottes de Pasly, de Clamecy et de la Perrière. Bientôt nous apprenons que les soldats français se reposent aujourd'hui et qu'il n'y aura pas d'engagement considérable.

Si nous ne percevons pas le bruit du combat lointain, nous sommes assourdis par le vacarme des bombes que les Allemands lancent sur la ville, et, probablement, au delà de Soissons. Je ne crois pas qu'ils en aient jamais lancé autant que cette après-midi ; voilà plus de quatre heures qu'ils tirent presque sans interruption.

Ils ont démoli, à plusieurs reprises, nous dit M. Marchal, le pont établi près du château du comte de la Rochefoucault, à Saint-Germain ; et les nôtres, sans se lasser jamais, l'ont chaque fois rétabli.

Dimanche 20. — Minuit sonne, et depuis longtemps déjà l'air est rempli du bruit des canons. Un instant nous

croyons prudent de gagner la cave ; puis nous nous ravisons et nous ne bougeons pas. Il arrivera ce qu'il plaira à Dieu.

Dès la pointe du jour, profitant du départ pour Paris d'un ami, M. Wannègue, qui s'y rend en automobile, nous lui remettons quelques lettres pour divers membres de nos familles, qui doivent être bien inquiets sur notre sort.

Le temps est toujours très sombre ; à sept heures et demie, il tombe une pluie abondante. Vite aux cruches, aux seaux, aux récipients quelconques pour tâcher d'atténuer les inconvénients de l'inondation.

C'est aujourd'hui dimanche, fête des Sept-Douleurs de Marie. Nous nous unissons à elle de tout notre cœur, et nous la supplions d'offrir à son divin Fils, pour apaiser la colère de Dieu justement irrité contre nos iniquités, tout ce que nous avons à souffrir en ces jours de cruelle affliction.

Dirons-nous la sainte messe ? Nous le désirons vivement. C'est la seule consolation que nous ayons dans notre détresse. Hélas ! en ce jour du dimanche, ma pensée se porte avec anxiété sur tous les points de mon diocèse ; partout le ravage et la désolation ; pas un coin d'épargné, des ruines matérielles sans nombre. Et que dire des ruines spirituelles ? Près de deux cents de mes prêtres sont à l'armée, exposés aux plus douloureuses épreuves, acceptant, je l'espère, leurs souffrances et offrant généreusement leur vie pour le salut de la patrie. Mais les paroisses qu'ils ont dû abandonner restent sans service religieux, ou ne reçoivent les secours spirituels que très insuffisamment. Et les autres paroisses, sont-elles beaucoup plus heureuses ? On nous dit que plusieurs de nos prêtres ont dû fuir devant la terreur de l'ennemi ; que d'autres, vieux ou infirmes, sont empêchés de sortir de leurs maisons. Et les malades meurent sans sacrements ! et les morts sont conduits à leur dernière demeure sans une prière publique ! Peut-être aussi beaucoup de nos églises auront-elles été endommagées ? Quant aux enfants, ils sont abandonnés, pour la plupart, sans instruction religieuse, errant comme des brebis sans pasteur. Hélas ! mon Dieu, que de douleurs !

Et puis, quel lendemain nous est réservé ? Quel hiver en perspective ? Comment faire vivre mes prêtres ? La ruine est partout ; rien ou peu de chose à attendre de l'Œuvre du Denier du culte. Et nos écoles ? Et toutes nos œuvres ? Et notre nouveau séminaire en construction ?

Oh ! mon Dieu, que c'est bien le temps, ou jamais, de mettre en vous seul toute notre espérance. Oui, Seigneur, j'espère en vous, et mon espérance ne sera pas confondue. Quand vous m'écraseriez sous le poids de l'épreuve, j'espérerais encore ; car l'espérance n'est jamais vaine. Vous m'avez affermi, dès mon enfance, dans cette absolue confiance en votre miséricorde, *quoniam tu, Domine, singulariter in spe constituisti me*¹. Je vous ai révélé ma pensée, comme vous le demandez vous-même ; je vous ai exposé ma cause, j'ai jeté dans votre cœur tous mes soucis : j'espérerai donc avec une invincible confiance, et, à l'heure du besoin, vous me montrerez votre face pleine de miséricorde et nous serons sauvés. *Excita, Domine, potentiam tuam ut salvos facias nos*².

Malgré notre grand désir de célébrer la sainte messe, nous sommes encore réduits à nous en abstenir, en raison de l'extrême agitation qui règne tout autour de nous. Le bruit ne s'interrompt pas ; et il doit y avoir du danger près de nous ; car on nous a dit hier que les habitants de la rue Charles-Perrin avaient été invités à s'éloigner de leurs maisons.

Plusieurs visites agréables viennent jeter un peu de lumière sur nos incertitudes. M. Alexandre Littierre, supérieur du grand séminaire, me fait connaître le triste état de sa maison, fortement éprouvée par les bombes, et la charité avec laquelle il a recueilli plusieurs personnes malades, auxquelles il donne asile dans sa cave. M. Turquin, mon vicaire général, vient aussi s'informer de notre situation, qu'il trouve lamentable. M. Wannègue, de son côté, nous apporte un journal, *l'Echo de Paris*, n° de ce

1. *Psalm.* iv, 10.

2. *Psalm.* lxxix, 3.

jour. Quelle fortune ! Nous n'en avons pas vu depuis le 30 août. J'y lis à la hâte, car je ne l'ai que pour un moment, divers articles sur la situation générale de la guerre, qui concordent bien avec ce que nous avons sous les yeux. Le général Cherfils, M. de Mun, Junius, les communiqués officiels sont d'accord pour reconnaître que la *situation générale s'annonce favorable*, quoique restant aussi très difficile et menaçant de durer longtemps. Il paraît constant que les Autrichiens sont écrasés par les Russes entre la San et la Vistule, que l'Allemagne a déjà retiré certains corps d'armée de l'Ouest pour les jeter à l'Est contre la Russie ; que les Allemands ont commencé leur retraite vers la Belgique ; qu'ils se fortifient terriblement en certains points de leur front depuis l'embouchure de l'Aisne jusqu'en Lorraine ; qu'ils paraissent vouloir, derrière cette muraille de Chine, se défendre à mort et gagner assez de temps, par des contre-attaques contre nous, pour permettre à leurs armées de se replier sur la frontière allemande et défendre leurs forteresses de Metz à Cologne. En somme, c'est le reflux de la mer, qui rentrerait dans son lit. Peut-être n'y aurait-il qu'à lui laisser opérer ce mouvement sans trop vouloir le précipiter au prix du sang de nos soldats.

Puissent ces pronostics se réaliser ! Ces renseignements, du moins confirment bien ce que nous voyons ici. Les Allemands se sont fait à quelques kilomètres de nous des redoutes inexpugnables : ils ne se laissent pas refouler ; et ils ne se retireront d'eux-mêmes que lorsque toutes leurs troupes seront repassées. Patientons donc quelque temps encore.

L'après-midi est assez tranquille. Nos voisins de Pasly ralentissent leur tir. Nous nous enhardissons peu à peu dans mon jardin ; mais pour y faire quelles constatations ! Partout des ravages que nous ne soupçonnions pas ; partout des ruines causées par l'explosion des bombes ; le mur de la basse-cour en partie écroulé ; le mur du fond du jardin sur la rue ruiné jusqu'au pied ; au mur de ma terrasse, qui est un antique rempart, et qui est juste en face des

grottes de Pasly, une brèche énorme, comme pour préparer un assaut ; le sol jonché de grosses branches d'arbres cassées par la violence des projectiles. M. Perrin pénètre dans le secrétariat ; horreur ! une bombe git sur le sol, après avoir frappé le mur intérieur ; elle est entr'ouverte et n'a explosé que très imparfaitement. En somme, nous constatons qu'il a déjà éclaté à ce moment, au moins, dix ou douze bombes à l'évêché, au secrétariat-adjacent, et dans le jardin, et qu'il en résulte pour nous des dégâts considérables et de lourdes dépenses en perspective.

Il s'est passé aujourd'hui, à l'hôtel de ville, un fait important, qui me paraît devoir être d'un excellent effet sur le public : l'autorité municipale, qui s'était si regrettablement abandonnée la veille de l'entrée des ennemis, commence à se reconstituer. M. Muzart, conseiller municipal, resté bravement à son poste, et dont tout le monde a pu apprécier le dévouement et la constante activité durant cette crise douloureuse, prend, par délégation préfectorale, les fonctions de maire. C'est un raffermissement certain et salutaire dans la direction des affaires, qui se fait sentir de suite. M. Muzart publie, en effet, successivement plusieurs arrêtés fort utiles sur le danger des attroupements, les eaux, l'hygiène, les projectiles retrouvés et sur le recrutement de la classe de 1915.

Lundi 21. — Le feu de Pasly sur la ville a cessé à cinq heures du soir hier dimanche, et aucune bombe nouvelle n'a été lancée jusqu'aujourd'hui à neuf heures et demie du matin. C'est bon signe.

Dès quatre heures, nous sommes debout, et nous pouvons célébrer la sainte messe avec une entière tranquillité.

Les premières nouvelles qui nous viennent du dehors semblent favorables. Les soldats, campés dans notre voisinage, sur la Grand'place et chez les habitants, se montrent satisfaits. L'ennemi, disent-ils, a été repoussé assez loin de Soissons pour qu'il ne puisse plus songer à un retour offensif sur la ville. C'est fort heureux ; car hier on

affirmait qu'il avait tenté, pendant la nuit, de repasser l'Aisne par le pont de Pasly et de revenir sur nous.

Et cependant, ses soldats et ses canons sont encore dans les carrières et, à neuf heures et demie, tandis que chacun de nous travaille à remettre un peu d'ordre dans l'affreux gâchis où nous sommes plongés, il nous envoie quelques nouvelles décharges qui nous obligent à rentrer un moment dans le sous-sol.

Nous profitons de ce moment où nous sommes réunis pour fêter les 80 ans, révolus aujourd'hui, de ma sœur Marie-Catherine. Au frugal déjeuner de midi, nous allons à la recherche d'une bouteille de choix ; puis, dans la cave, sous le canon de l'ennemi de la France, nous célébrons bravement cet anniversaire familial et nous souhaitons à ma sœur de vivre encore de longues années parmi nous. Depuis le commencement de ce bombardement, qui est pour elle un vrai martyre, elle n'a cessé, malgré son grand âge, de nous donner l'exemple du calme, de la confiance en Dieu et de l'espérance d'un meilleur avenir.

Si les Allemands nous ont un peu ménagés au matin, ils nous le rendent avec usure après-midi, car leurs bombes ne cessent de sillonner les airs avec un éclat formidable.

Survient le jeune Gonthier, qui arrive d'Oulchy en bicyclette, et qui apporte à M. et à M^{lle} Perrin de bonnes nouvelles de leur mère. Il nous dit que toute cette canonnade, qui nous fatigue tant, a pour but d'empêcher la construction du pont que nos officiers veulent rétablir sur l'Aisne. Il ne sait rien de la situation et croit que tout est stationnaire.

A six heures, le vacarme s'apaise. On entend encore le canon et la fusillade du côté de Crouy ou Bucy, puis tout rentre dans le silence jusqu'au lendemain au lever du soleil.

Mardi 22. — A six heures frappant, retentissent les premiers coups du canon français. Nous sommes en mesure, nos messes sont terminées.

Les premières nouvelles sont très alarmantes. On prête toujours aux Allemands l'intention de rentrer à Soissons ;

ils auraient essayé, ces jours-ci, du côté de Pommiers, mais leur manœuvre ayant été éventée, ils ont été refoulés. Avant-hier, comme ils s'avançaient venant de Cuffies, des turcos, cachés dans un bois de sapins, les ont repoussés avec grande perte. Cette nuit, nos soldats ont élevé, de distance en distance, des épaulements pour s'abriter en cas d'offensive et pouvoir tirer sur l'ennemi. Ils en ont construit plusieurs à l'entrée de notre rue, du côté des remparts, et quelques autres plus bas. Il y a donc lieu de craindre une lutte violente à notre porte, et la journée s'annonce sous un triste jour. Ma sœur et tous mes autres compagnons sont très alarmés. Heureusement que M. le chanoine Marchal, venant à nous vers huit heures, nous fait voir les choses sous un jour un peu moins sombre.

A neuf heures et demie, commence une furieuse réponse d'artillerie allemande à la canonnade de nos troupes. Puis la journée s'écoule, monotone comme toutes les autres. Les armes à feu retentissent partout et à tout instant, canons, mitrailleuses, fusils, sans que l'on puisse en comprendre ni le sens, ni la portée, ni l'effet, ni même souvent la direction. Quand le vacarme s'apaise un peu, on se risque autour de la maison ; puis, un instant après, il faut se remettre à couvert.

Il était trois heures de l'après-midi, et nous respirions un peu sur le seuil de la maison. Tout l'horizon était bordé de noirs nuages, tandis que le milieu du ciel était d'un bleu d'azur, semé de quelques blancs flocons et éclairé par un magnifique soleil. Soudain un aéroplane s'annonce par le bruit qu'il fait dans les airs. Mon petit chien, qui ne s'est jamais habitué au ronflement de cet appareil aérien, jappe avec ardeur, saute en l'air et voudrait le poursuivre. A ce moment, retentissent successivement trois coups de canon, et aussitôt après chaque coup, nous voyons briller dans l'air, à proximité de l'aéroplane, une vive flamme, d'un rouge jaunâtre, et instantanément il se forme un petit nuage de fumée blanche, gracieux panache, qui grossit rapidement, s'étend, puis met quelque temps à se résorber.

C'était évidemment des bombes lancées par les Allemands contre ce superbe biplan français ou anglais. Nous crûmes bien qu'il avait échappé à la poursuite ; toutefois les projectiles s'étaient fort approchés de lui. Le spectacle était nouveau pour nous et vraiment saisissant.

A la chute du jour, M^{me} Pélissier, femme du concierge de Saint-Léger, vient, tout effarée et toute tremblante, nous prier de leur donner asile, dans notre cave, à elle et à son mari, au moins pendant le jour. Le manque d'abri sûr, l'affreux délabrement de cet établissement, qui a servi de cible à l'ennemi, le bruit assourdissant des bombes augmenté par la résonnance de ces lieux déserts, les ont jetés dans un état d'effroi, qui ne leur permet plus de rester seuls. Bien volontiers nous accédons à sa demande, et nous lui préparons dans notre cave un lieu de retraite.

Le jour étant tombé, vers six heures, la canonnade cesse, et nous sommes encore tranquilles pour passer la nuit.

Mercredi 23. — Mais avant que le jour n'ait reparu, à cinq heures, le canon recommence à gronder avec ardeur, et nous apprenons par les soldats du voisinage, que la situation reste la même. C'est vraiment à désespérer. Quand et comment délogera-t-on ces hôtes malfaisants ?

Le temps se refroidit sensiblement. Ce matin, un brouillard assez épais couvre la terre. La maison est inhabitable ; plus de fenêtres, et de larges brèches à la toiture. Si la pluie prend, la position sera intenable. Et impossible d'apporter à cette situation un remède sérieux. Tout nous manque, ouvriers et matériaux. Que Dieu daigne enfin avoir pitié de nous et qu'il se hâte de nous venir en aide ! Nous en sommes déjà, en effet, au douzième jour de canonnade continue et au onzième jour de bombardement.

M. André Jossé, d'Arcosse, qui veut bien m'apporter un journal d'hier, *la Liberté*, me donne quelques nouvelles un peu plus rassurantes sur notre situation locale. Un officier logé chez lui a affirmé en sa présence qu'un de nos aviateurs avait vu les Allemands de Pasly enlever une de leurs lourdes pièces de canon, traînée hors de sa carrière

par une longue file de chevaux. D'autre part, nos artilleurs s'avancent en amont sur la droite de l'Aisne, et sont déjà à Bourg et Comin ; les Anglais auraient, dit-on, repris, depuis deux ou trois jours, le fort de Condé-sur-Aisne ; enfin des artilleurs nouveaux sont arrivés et ont franchi l'Aisne. La reprise de Lassigny, près de Noyon, côté ouest, serait encore un bon signe.

Ces petites lueurs d'espérance sont assombries par des nouvelles vraiment terrifiantes. Samedi et dimanche, Reims a été bombardée, beaucoup d'habitants ont été tués, la cathédrale, le pur chef-d'œuvre de l'art ogival, l'ornement et l'orgueil de Reims, a été incendiée et serait presque détruite ; douze cents citoyens ont été emmenés de force d'Amiens et envoyés sur les frontières orientales de la Prusse pour faire des tranchées contre les Russes ; Senlis est en ruines. L'âme reste glacée d'épouvante en face de tels forfaits d'une race vraiment féroce, qui se voue elle-même à l'exécration des siècles. Ils veulent, ces Teutons, soumettre le monde à leur domination ou exterminer ceux qui leur résistent. Qu'ils redoutent d'être eux-mêmes exterminés !

A midi, je reçois la visite de deux rédacteurs du *Matin* qui sont à Soissons en quête de nouvelles, M. Georges Bienaimé, président de l'Union démocratique de la Somme, 60, rue Blanche et M. André Ménabréa, 49, Boulevard Lefebvre. Je mets à les recevoir toute la prévenance convenable, et je leur donne quantité de détails locaux sur le passage des Allemands, de quoi ils se montrent fort satisfaits. Combien il serait désirable que tant d'horreurs dont nous sommes témoins et victimes soient placées sous les yeux des Parisiens, qui ignorent tout de la dure extrémité à laquelle nous sommes réduits !

« Non ! les Parisiens ne s'en doutent pas », me dit quelques instants après M^{lle} Leullier, la cousine de M. le Préfet de l'Aisne, qui est venue de Paris pour voir son parent, actuellement à Soissons et qui est stupéfaite autant qu'affligée du spectacle navrant qu'elle a sous les

yeux. La visite de cette excellente personne, bien connue à Laon, où elle va souvent, et dont la vie est toute de charité, me paraît une nouvelle preuve des dispositions bienveillantes de M. le Préfet. Aussi me ferai-je un devoir, dès que je le pourrai, d'aller lui offrir mes hommages et lui dire ma gratitude.

En conduisant mes deux reporters du *Matin*, avec beaucoup de précautions, jusque sur la terrasse de mon jardin pour les mettre en face des grottes de Pasly, qui sont un des principaux repaires des Allemands, je pus voir (avec quel serrement de cœur !) fumer entre ces grottes et nous, dans la plaine, à une distance d'un demi-kilomètre environ, les ruines du château de Saint-Crépin, qu'ils ont incendié la veille.

Encore et toujours l'espionnage ! On raconte, cette fois, dans toute la ville, que les Français ont fusillé trois ou quatre femmes, dont l'une, M^{me} X..., était très connue sur le marché comme vendeuse de poissons. Ces femmes auraient, dit-on, fréquenté les Allemands et les auraient mis au courant de plusieurs choses qui les intéressaient. S'il est à croire que l'exagération ait encore trouvé place en cette affaire, il est toutefois certain que cette femme a été arrêtée et conduite à Villers-Cotterets ; mais il est certain aussi qu'elle a été relâchée. Peu de jours après, sa fille ayant été aperçue sur un toit est elle-même arrêtée.

En envoyant chez nous dix-huit cents émigrés de Verdun, l'autorité militaire a certainement couvert le pays d'une mauvaise graine. Un certain nombre d'entre eux sont de la lie du peuple, beaucoup de filles mènent une conduite déplorable, des femmes volent dans les magasins et les maisons ; il n'y aurait rien d'étonnant que ce ne soit de là que vienne l'espionnage. L'autorité ferait acte de prudence en nous en débarrassant. Leur place serait loin du théâtre de la guerre, dans le midi de la France.

Les opérations de nos troupes sont si souvent entravées par cette crainte de l'espionnage, que nos officiers en sont énervés. Ils avaient entrepris de nous réfectionner le vieux

pont sur l'Aisne ; leurs madriers attendent, entassés dans les rues voisines du port, et, comme s'ils craignaient quelque mauvais coup, le travail n'avance pas.

Jeudi 24. — La nuit s'est passée assez paisiblement, si ce n'est que vers deux heures du matin, les Allemands ont troublé tous les alentours par deux marmites formidables. Plaisir de tyrans qui s'amusent !

Mais, dès la pointe du jour, le combat d'artillerie commence et se poursuit toute la matinée avec une violente intensité.

Les avions apparaissent plus fréquents dans les plaines de l'air. Nous reconnaissons qu'il passe un avion allemand à ce signe, que personne ne tire dessus, les Français et les Anglais ayant, actuellement, nous dit-on, pour consigne de ne pas tirer, afin de ne pas révéler les positions qu'ils occupent. Quand l'avion est français ou anglais, les Allemands ne manquent pas de lancer plusieurs bombes contre lui. Nous ne pouvons qu'admirer la hardiesse de quelques-uns de nos aviateurs, qui semblent se rire des coups de feu de l'ennemi, et se promènent tranquillement et avec persistance au-dessus de la ville et des environs.

La matinée, qui serait admirable, tant le ciel est pur et le soleil radieux, est attristée par le vacarme des pièces qui tirent presque sans discontinuité.

Nous recevons quelques visites, de M. Marchal et de M. Parmentier. Ils ne peuvent rien nous rapporter d'autre que le « on dit » de la rue : nos soldats se seraient avancés sur les hauteurs de Terny-Sorny, et les Allemands auraient reculé hier de six ou sept kilomètres, rétrogradant vers Coucy. Si le fait se confirme, ce sera un grand point d'obtenu. Mais qui sait s'il se confirmera ? On n'est plus sûr de rien.

M. Parmentier nous fait un nouveau tableau, toujours plus noir, des ravages causés en ville, et qui vont s'augmentant chaque jour.

Quant à nous, nous parvenons enfin, non sans peine, à rassembler toutes nos ruines, et nous les amoncelons

dans nos cours, en plusieurs tas, que je voudrais, mais en vain, faire enlever par des ouvriers de la ville ; puis, nous essayons de nous abriter contre le froid et la pluie. Nous cherchons donc de tous côtés des planches et de gros papiers d'emballage et nous passons plusieurs jours à les clouer sur nos fenêtres et à aveugler les ouvertures les plus incommodes. Peut-être le travail n'est-il pas très réussi ; mais pourvu qu'il nous protège pour l'instant, cela suffit ; à chacun son métier. Pendant ce travail de manœuvre, mon anneau pastoral s'est échappé de mon doigt, et il reste enfoui sous les décombres.

Je ne saurais dire combien me coûte cette longue réflexion à laquelle nous condamnons un bombardement inhumain, ni combien il me tarde de rompre mes barrières. Aussi, bien que la position de ma maison, placée la première sur les anciens remparts, directement en face des carrières de Pasly, rende toute circulation extrêmement périlleuse, et bien qu'en ville la vie des habitants, obligés de se tenir le plus souvent dans les caves, soit réduite à son minimum d'activité, j'estime, d'accord avec les hommes de bon conseil qui m'entourent, que le moment est venu de sortir de ma prison, et d'aller porter des paroles de consolation et d'encouragement à ceux que je pourrai atteindre.

Ma résolution une fois prise, je commence par mon grand séminaire. J'y trouve tous les professeurs réunis et sains et saufs, avec bon nombre de personnes du voisinage qu'ils ont charitablement abritées dans leurs caves, et quelques malades réfugiées dans les chambres. Avec quel empressement et quelle joie ils accueillent ma visite ! Qu'il leur est doux et agréable de me raconter les périls qu'ils ont courus, de me dire les terreurs par lesquelles ils sont passés, et d'écouter les paroles d'encouragement que je leur adresse !

Accompagné de M. l'abbé Perrin, toujours fidèle, toujours dévoué, je parcours les diverses rues de ce quartier fort éprouvé par le bombardement et l'incendie, et je m'ar-

rête à causer familièrement avec les soldats et avec les habitants groupés sur le seuil des portes. Partout je constate avec plaisir que, malgré l'écrasement momentané et les dures privations, les esprits restent maîtres d'eux-mêmes, pleins d'entrain et confiants en une prochaine délivrance.

Les rues du Bauton, du Coq-Lombard, des Framboisiers, du Pot d'Étain, du Commerce, du Mont-Revers et de la Paix sont particulièrement ravagées par l'incendie. De la maison des Sœurs de l'Enfant-Jésus, il ne reste plus que des pans de murs, avec la chapelle, qui semble comme suspendue dans les ruines. M. le chanoine Marchal, avec un grand courage, y a pénétré au moyen d'une échelle, et en a retiré le Saint-Sacrement.

À l'hôtel de ville, je rencontre M. le Sous-Préfet Andrieux, avec qui j'ai un excellent et réconfortant entretien. D'après les indications qu'il a recueillies près de l'État-Major, une action importante, décisive peut-être pour nous, est imminente entre Vic-sur-Aisne et Noyon. Si nous y avons le succès, ce sera la retraite forcée des Allemands, et leur artillerie, qui nous ravage depuis treize jours des hauteurs de Pasly et de Crouy, devra sortir de son infernal soupirail.

M^{me} Macherez est toujours là, pleine d'entrain et infatigable ; elle croit aussi à une issue prochaine, mais elle s'attend à une effroyable mitraille avant le départ des Allemands. Puisse-t-elle se tromper sur ce point !

Comme ils ont commencé à tirer sur les flèches de Saint-Jean-des-Vignes, dont une a sa pointe abattue et qu'ils semblent prendre la cathédrale pour point de mire, M. le Sous-Préfet me fait remarquer l'intérêt qu'il y aurait à mettre en sûreté le tableau de Rubens qui y est conservé, et me lit une dépêche par laquelle les inspecteurs des Beaux-Arts annoncent leur prochaine visite. Je ne puis que l'encourager à entreprendre sans tarder ce travail de sauvetage ; et, sur l'heure, d'accord avec M. Muzart, conseiller municipal faisant fonctions de maire, nous cherchons des ouvriers pour faire l'opération.

Nous avons eu une vraie accalmie de midi à deux heures

et demie. On respirait à l'aise, et l'on envisageait avec complaisance une fin prochaine. Il fallut vite revenir de ce rêve enchanté

À deux heures et demie, en effet, recommence le bombardement, et les obus sifflent d'une façon stridente à travers le ciel pur. Jusqu'à six heures, l'ennemi conserve quelque modération, mais à ce moment, il est pris comme d'une fureur démoniaque, et, malgré la chute du jour, il continue à verser le fer et le feu sur la ville. Jamais on ne vit pareille rage de destruction.

Vers les huit et neuf heures, en pleines ténèbres, il se livre sur la rive droite de l'Aisne, dans la direction de Crouy, un combat acharné, dans lequel les mitrailleuses travaillent avec une intensité extraordinaire ; peu à peu, le bruit se fait plus lointain. Nous pensons que c'est un parti ennemi qui aura tenté de rentrer en ville, et que nos troupes auront repoussé. Peut-être le saurons-nous exactement demain.

Mais si ce combat cesse, l'artillerie allemande persiste à tirer sur la ville, soit de Pasly, soit de Clamecy, soit de la Perrière et elle ne s'arrête pas un seul instant de toute la nuit.

À dix heures et demie du soir, fatigué du régime de la cave, n'y pouvant plus tenir, je m'avisai de remonter au rez-de-chaussée. Un matelas était placé dans le coin d'un petit salon ; je m'y étendis pour essayer de prendre un peu de repos. Je n'y étais pas depuis cinq minutes que, soudain, une bombe s'abat avec fracas sur mon perron, au pied du mur, entre les deux fenêtres, ébranle toute la maison, brise la dalle, s'enfonce dans le soupirail de la cave, traverse le mur et vient mourir, je le crois du moins, sous le parquet, à quelque pas de moi. Je bondis sous la secousse, et mes parents restés dans la cave crurent bien que j'étais broyé. La bombe doit être encore sous le parquet, en attendant qu'on puisse l'enlever ; sa présence rend impossible tout usage du calorifère. Le Commandant de place, Gombard, qui vient se rendre compte sur place, n'arrive pas, après ins-

pection, à comprendre comment elle n'a point explosée et n'a point fait sauter tout le bâtiment.

Quelle nuit ! Rien ne se peut imaginer de plus épouvantable. Toutes les personnes qui m'entourent sont frappées de terreur. Il nous semble, à chaque coup, que les bombes sont intelligentes, qu'elles nous cherchent avec fureur, et que tous les démons de la Germanie s'acharnent à notre perte et à la ruine totale de notre ville. Cette recrudescence du bombardement dépasse encore de beaucoup le premier assaut du dimanche treize de ce mois.

Quand le jour reparait, c'est pour éclairer partout de nouveaux ravages, de nouveaux incendies, et de nouveaux écroulements. On voudrait s'encourager mutuellement ; mais le moyen ? Jusqu'à neuf heures, le canon de l'ennemi ne cesse de semer la destruction. Pour nous, notre refuge est dans la miséricordieuse bonté de Dieu ; c'est de lui que vient tout notre espoir, et nous persévérons fidèlement dans la prière. Nous prions pour nous, pour notre ville, pour tous nos parents et amis dispersés au loin, pour nos pauvres soldats morts sur les champs de bataille et pour la cause sacrée de la patrie française.

L'imminence du péril, sous le feu continu des bombes, nous a encore privés aujourd'hui, M. Perrin et moi, de dire la sainte messe.

Vers neuf heures du matin, le bombardement cesse soudain, l'effroi s'apaise un peu, chacun sort de sa retraite, questionne anxieusement ses voisins, et l'on se demande si l'on peut respirer avec quelque sécurité.

J'étais toujours inquiet de savoir en quel état se trouvait notre cathédrale, qui est fort éloignée de ma maison, et que l'on m'avait dit très menacée. Au début de l'après-midi, je m'y transporte avec M. Perrin, et, prenant pour guide M. Parmentier, mon vicaire général, qui habite tout près, je me rends compte sommairement des principaux dommages qu'elle a subis. Tout est grave, mais rien n'est encore irrémédiable, ni compromettant pour la solidité de l'édifice. La chapelle, dite des Œuvres, ou du Collège, est très

endommagée ; une bombe venue peut-être de Pommiers, a pénétré par le grand portail, et s'est logée dans les orgues ; l'angle d'un contrefort du transept-nord est fort ébréché, les toits ont des plaies graves ; les beaux vitraux historiques de l'abside sont percés de trous et la plupart de ceux des nefs sont en miettes ; et beaucoup d'autres détails navrants, qui, toutefois, n'intéressent ni la solidité ni l'aspect général du monument.

Mais que dire des quartiers que je parcours ? Incendies, éboulements, murailles percées, pans de murs massacrés, façades en ruines, toits enlevés, rues pleines de décombres fumantes ; mon Dieu, quel spectacle ! Les rues de la Paix, du Coq-Lombard, du Commerce, du Bauton, du Pot d'étain, de Saint-Quentin, et tant d'autres sur le port, que je ne puis nommer, sont particulièrement ravagées ; l'ancien grand séminaire est affreusement mutilé. Et, en face de ces ruines, une population consternée, morne, presque silencieuse, et qui pourtant ne s'abandonne pas en récriminations, mais cherche à sauver tout ce qu'elle peut d'une destruction plus complète. Mon cœur se fend de douleur, mes yeux se mouillent souvent de larmes à la vue de ces pauvres familles sans asile, sans ressources et sans lendemain. Que leur dire, que faire, sinon de compatir à leur douleur, de souffrir avec elles, et de soutenir leur courage et leur confiance en Dieu ?

A l'hôtel de ville, où je me rends ensuite, je retrouve M. le Sous-Préfet, M^{me} Macherez, et les quelques concitoyens dévoués qui ont fait depuis trois semaines si admirablement leur devoir. J'interroge sur la situation générale ; personne n'a rien de précis à répondre. Les communiqués officiels, qu'on me montre sur le *Matin*, sont très laconiques et très vagues. On nous assure que nos succès continuent ; on ne pourrait guère parler autrement ; mais ces succès ne s'accusent par aucun fait précis. Tous les esprits me paraissent obsédés par l'impression des horreurs de la dernière nuit, et par la crainte que la nuit prochaine n'augmente encore le désastre.

Quelques militaires, pleins d'entrain, auxquels je demande quelle est la signification de ces longues décharges de mitrailleuses entendues la veille au soir, me disent qu'il s'est livré un combat très vif, dans les parages de Vauxrot, pour repousser un parti d'ennemis, qui a été rejeté en arrière. Les Allemands essaient, croient-ils, de revenir sur nos Magasins Généraux, où ils ont laissé, en partant, grande quantité de munitions. Ce serait bien en vain ; il y a longtemps que ces munitions n'y sont plus. Ne convoieraient-ils pas plutôt le dépôt de sucres qui y est renfermé ?

Le reste de la journée de vendredi se passe dans une assez grande tranquillité, et la population, reprenant vite confiance, vaque avec activité à ses occupations. Vers trois heures, cependant, trois bombes éclatent avec une violence qui ramène la crainte. Mais ce fut tout.

Un aéroplane, français ou anglais, survolant majestueusement Soissons et les alentours, s'attire les coups de canon de l'artillerie allemande. Il ne paraît pas en avoir cure, et, de la hauteur considérable où il s'est élevé, il défie tout projectile, et fait à loisir ses observations.

On se terra le soir dans les caves avec plus de précautions que jamais. Si les précautions étaient sages, elles furent rendues inutiles par l'attitude de l'ennemi, qui ne tira plus une seule bombe sur la ville dans le cours de cette nuit.

Samedi 26. — Le samedi, le soleil se lève brillant dès le matin ; l'air est vif, et l'on commence à souffrir du froid dans les maisons sans vitres. Sentant plus que jamais la nécessité de m'abriter, moi et les miens, je fais un recensement exact des carreaux brisés dans ma maison, sur mes toits, au secrétariat et dans les communs, et mon relevé arrive au chiffre effrayant de 355 ! En supputant que chacun de ces carreaux me coûtera au moins trois francs, c'est donc en perspective, de ce seul chef, une dépense inévitable de plus de mille francs.

On voudrait se flatter, après la tranquillité de la nuit, que le dénouement est venu ou qu'il est proche. Les premières bombes qui nous arrivent, dès sept heures du

matin, et qui continuent de quart d'heure en quart d'heure nous enlèvent encore cette espérance, et nous prouvent que l'ennemi est toujours dans ses carrières, d'où il n'entend pas lâcher sa proie.

Cette journée pourrait bien s'appeler pour nous la journée des avions. Déjà, les jours précédents, ils avaient survolé Soissons et toute la région ; mais aujourd'hui, durant toute la journée, c'est une canonnade furieuse, insensée, pour abattre ceux qui planent au-dessus de nos têtes et qui sont, à n'en pas douter, des appareils français ou anglais. C'est par centaines de coups que les canons allemands tirent contre eux, sans succès, je crois. Tout le ciel est comme piqué de nombreux panaches de fumée qui se dégagent des détonations d'obus, et forment peu à peu, en s'étendant et en se réunissant, un voile opaque sur le bleu du ciel.

J'ai fait, l'après-midi, une nouvelle visite à la cathédrale, et j'ai remis à M. l'archiprêtre, une déclaration formelle que le tableau de Rubens, que l'on vient de descendre et de mettre en sûreté, est bien à la cathédrale de Soissons ; et je lui ai demandé de la faire signer par ceux qui ont coopéré au travail. Cette précaution n'est peut-être pas inutile pour l'avenir.

A l'hôtel de ville, rien de bien nouveau. La dépêche officielle que me communique M. le Sous-Préfet, ne contient que peu de chose sur la marche des opérations militaires ; elle signale seulement ce point important, que les Allemands ont fait revenir de Lorraine des troupes considérables, qu'ils les placent entre Tergnier et Saint-Quentin, et qu'une action intense est engagée ou imminente dans cette région de l'Aisne et de l'Oise. De l'issue de cette bataille va peut-être dépendre le sort de la campagne.

M. le Préfet, en permanence à Soissons, et qui se montre de plus en plus prévenant à mon égard, n'en sait pas davantage ; il attend les événements, allant de Soissons à Château-Thierry et de Château-Thierry à Soissons, manquant lui-même de moyens de communication avec les

maires du département. L'élément militaire paraît plein d'entrain, mais la population civile finit par être écrasée sous le poids des malheurs qui tombent sur elle, et elle interroge anxieusement l'avenir. Que peut-on espérer pour les jours qui vont suivre ? Le bombardement ne s'est pas poursuivi aujourd'hui, mais s'il est vrai, comme on nous l'assure que les carrières de Pasly, de Clamecy et de Crouy auraient reçu du renfort, que pouvons-nous attendre des nouveaux venus ? La nuit prochaine nous le dira peut-être.

Voilà exactement quinze jours, depuis le vendredi 11 septembre à quatre heures du soir, que le canon gronde à nos oreilles et nous assourdit. Que d'anxiétés, de souffrances et de ruines depuis ce jour !

Il est à croire que nos artilleurs auront reçu le mot d'ordre de tirer sur les avions allemands ; car un peu avant le coucher du soleil, des monts de Sainte-Geneviève et d'Acy, où nous croyons qu'ils sont établis, ils crachent une vraie pluie de bombes contre un taube qui se promène au-dessus de nous. Le ciel ressemble à un manteau d'azur parsemé de blanches hermines. Je ne sais d'où vient cette artillerie ; mais elle est nouvellement arrivée ici, et beaucoup plus forte et plus bruyante que celle des jours précédents. On nous dit qu'elle appartient aux Anglais.

Le soir venu, tout rentre dans le calme ; on entend bien de sourds grondements au loin, mais la ville est tranquille, ainsi que les environs. Rien ne trouble le grand silence de la nuit.

Dimanche 27. — C'est aujourd'hui dimanche. Dès que point la première aube, nous songeons, comme il est naturel à des chrétiens, aux obligations religieuses de ce jour et aux solennités de notre cathédrale. Hélas ! il faut accepter résolument d'en être encore privé, et se résigner à voir le jour du Seigneur, jour de repos et de paix, que la bonté divine ménage à tous les hommes de bonne volonté, changé en un jour de troubles et de luttes sanglantes.

A huit heures, les hostilités s'ouvrent, et de huit à neuf, il se livre, dans la plaine, au nord-est de la ville, un combat

qui nous semble furieux, à en juger par le bruit du canon et des mitrailleuses.

Chose étonnante ! On s'habitue à tout. Bien que ce vacarme nous assourdisse, les personnes qui m'entourent, bien convaincues qu'elles ne sont plus visées, continuent à vaquer paisiblement, tout en soupirant, aux occupations ordinaires de la maison.

Peut-être aussi sommes-nous portés à nous exagérer l'importance de ces fréquentes rencontres qui ont lieu à proximité de nous ; car nos troupes, au dire des soldats, et celles de l'ennemi, ne sont fort nombreuses ni dans la ville, ni dans les environs, et ces luttes de l'infanterie, soutenues par l'artillerie, qui se livrent chaque jour près de nous, ne semblent avoir d'autre but, et n'obtiennent d'autre effet que de maintenir la position de l'ennemi et de repousser ses tentatives d'offensive.

De neuf heures à midi, tout est si tranquille que chacun, trop confiant, se met à l'aise pour déjeuner. Mais, ô surprise, à peine est-on à table, que l'antre de Pasly nous envoie une volée de bombes, qui éclatent avec un bruit épouvantable et font rentrer tout le monde dans les caves. Puis en moins d'un quart d'heure, il en vomit une multitude d'autres, qui viennent singulièrement assombrir le milieu d'une journée éclairée d'autre part par un si beau soleil. Ces surprises inattendues, qui nous enlèvent toute sécurité, entretiennent l'inquiétude dans tous les esprits, et l'on ne sait plus comment envisager la fin d'un pareil drame.

Cependant les nouvelles générales de la guerre seraient plutôt bonnes et encourageantes. M. le Préfet, que je vois à l'hôtel de ville, me fait part du communiqué officiel reçu ce matin ; il annonce qu'hier les ennemis ont attaqué sur tout le front, qu'ils ont été repoussés partout, et qu'à l'aile gauche en particulier, nous progressons. Les gens qui se croient informés disent que nous avons repris Noyon ; ce serait un grand pas de fait. Mais nous n'osons y croire. Ici, nous avons progressé de 150 mètres à Vauxrot, de 300 mètres à Crouy.

De toutes parts arrivent aujourd'hui de nouvelles troupes ; nous remarquons en particulier celles du 146^e d'infanterie, dont le costume, en parfait état, indique qu'elles n'ont encore guère combattu.

Les Anglais circulent en nombre dans Soissons, et l'on murmure à voix basse que, ce soir et pendant la nuit, il sera fait un effort général pour déloger de leurs retranchements nos odieux voisins.

Odieux, ce n'est pas assez dire, il faut dire abominables. Ce sont des fauves déchainés, qui se ruent sur leur proie, et qui se mettent au-dessus de tous les sentiments de l'humanité et de toutes les lois de la guerre et du droit des gens. Ils ne connaissent en pratique que la maxime de Bismarck : *La force prime le droit*. A l'instant même on met sous mes yeux un petit bidon en cuivre, lancé par un obus, et ramassé chez notre voisin Ballet ; il était plein d'essence, afin d'incendier ce qu'il atteindrait. Et en effet, en jaillissant, l'essence mit le feu à la maison, qui ne fut sauvée que grâce à l'activité et au sang-froid des personnes présentes. Et cependant l'emploi de ces engins incendiaires n'est-il pas proscrit par le code international de la guerre ?

Cependant le soir se fait, et les ténèbres descendent lentement sur la terre. Nous nous recueillons, et nous attendons les événements, toujours pleins d'incertitude. Heureusement la nuit est des plus calmes, et chacun de nous peut reposer tranquillement. Toutefois, au loin, derrière les collines qui nous séparent de Coucy et de Chauny, on entend un sourd grondement, qui indique, à n'en pouvoir douter, que l'on se bat dans les vastes plaines situées à l'Ouest de Noyon.

Lundi 28. — Ce matin, ce sourd grondement s'accroît, les coups de canon deviennent plus distincts. Nos troupes approcheraient-elles ? Il nous semble que c'est bon signe.

Un petit incident vient, dès le matin, jeter sur la journée une note presque gaie. Descendu de bonne heure dans mon jardin, je me trouve soudain en face d'un de nos soldats qui butine. Il a franchi la brèche de mon mur

écroulé, il a déposé son fusil au pied d'un arbre, et, armé d'un long sac, il le remplit de légumes. « Mon ami, lui dis-je en l'abordant, je vous y prends ! » Oh ! Monsieur, dit-il, ce n'est rien, c'est seulement pour la Compagnie ; il faut bien faire un peu de soupe. Voyez, ajoute-t-il, je les arrache bien proprement, et je n'abîme pas la planche. » Et il continue un instant à garnir son sac. Il sentait bien qu'il avait affaire à un ami ; mais il se trouvait tout de même un peu gêné d'être pincé. Après un bout de conversation, dans laquelle il m'explique que le rôle des réservistes consiste simplement à garder Soissons contre toute surprise, et que c'est à nos deux divisions, qui s'avancent de droite et de gauche, à presser les Allemands dans un étau, « il faudra qu'ils partent, me dit-il, ou de l'autre côté, pour rejoindre le gros de leur armée, ou de notre côté ; et alors notre artillerie est toute prête à leur faire un chaud accueil ». Et nous nous quittâmes en bons amis. Il connaissait le chemin, et il y revint encore. Braves soldats ! ce qu'ils souffrent pour nous !

Nous sommes tranquilles jusqu'à neuf heures et demie. A ce moment, le tir des bombes recommence, et oblige de nouveau les citoyens à pourvoir à leur sécurité. Et ce manège se prolonge trois heures durant !

Voilà donc dix-sept jours que dure ce supplice ; chaque jour qui passe amène quelques lueurs d'espérance, puis l'illusion tombe et l'on se retrouve dans la plus pénible incertitude. Pendant ce temps, la fatigue grandit peu à peu ; la réclusion dans une cave, une nourriture monotone et insuffisante, les émotions violentes que cause plusieurs fois par jour la reprise du bombardement, l'incertitude qui pèse sur l'avenir, tout contribue à déprimer les tempéraments. Je tiens bon, néanmoins ; ma sœur est vaillante et ferme, malgré ses 80 ans ; M. Perrin et sa sœur se soutiennent grâce à leur force morale, et luttent contre l'impressionnabilité qui se développe avec les émotions violentes ; M^{me} Titeux, notre domestique, continue, malgré la fatigue, à vaquer courageusement à ses occupations,

tout en soupirant après un repos dont elle a grand besoin.

J'ai enfin trouvé un charpentier pour fermer les brèches faites à mon mur, et un vitrier, pour remettre à mes fenêtres les carreaux les plus indispensables. Ils s'y mettront plus tard, il leur faudra du temps, mais leur acceptation est déjà un réconfort.

Nouvelle surprise fort agréable ! Avant le soir, M. le Préfet revient me voir, me remet quelques lettres de Paris apportées par l'automobile de la Croix-Rouge et se montre d'une prévenance qui me touche beaucoup. Son chef de cabinet, M. Marlier, qui l'accompagne, nous témoigne aussi une parfaite bienveillance. Malheureusement ils ne peuvent nous donner que des nouvelles assez vagues et sans grande importance sur le mouvement général de la guerre. Attendre et espérer, voilà la seule attitude que nous devons adopter.

Toute la soirée et jusque dans la nuit, le canon mugit au loin dans la direction du Nord, c'est-à-dire probablement dans les plaines de l'Oise et de l'Aisne où se livre sans doute la grande bataille dont on ne cesse de nous parler, et qui doit amener une solution. Que Dieu daigne abaisser sur la France le regard de sa miséricorde ! Qu'il éclaire l'esprit de nos chefs militaires ; qu'il remplisse de valeur nos soldats, et qu'il nous assure enfin la victoire sur nos terribles ennemis !

C'est demain, vingt-neuf septembre, la fête du glorieux protecteur de la France, de l'archange saint-Michel, l'inspirateur de Jeanne d'Arc. Nul doute que, dès ce soir, on ne l'invoque avec ferveur et confiance dans toute l'étendue du pays. Nous unissons nos humbles hommages et prières à cette immense supplication, et nous espérons que demain, l'archange manifestera son pouvoir et sa protection.

CHAPITRE V

Les Allemands dans les Carrières du Soissonnais

(Octobre 1914.)

A partir de ce jour, vingt-neuf septembre, fête de l'Archange Saint Michel, on peut considérer le premier bombardement de Soissons comme terminé. Il a duré exactement dix-sept jours, depuis le samedi, douze de ce mois¹.

Sans doute, l'ennemi est toujours en face de nous, sur l'autre rive de l'Aisne, et, des carrières qu'il occupe il nous lancera encore bien des volées d'obus, mais plus rares, plus isolées, et surtout moins souvent pendant les heures de nuit.

De jour en jour, son feu contre nous se ralentit et s'amortit sensiblement. On l'attaque, et il ne répond guère, parfois même il ne répond plus. Ses batteries sont changées et ses canons moins forts et moins retentissants. On travaille en ville, à ciel ouvert, à refaire des ponts, à élever des ouvrages défensifs, et il paraît peu préoccupé de les démolir.

1. Cette constatation coïncide parfaitement avec le Rapport du maréchal French, qui commandait les troupes anglaises dans la vallée de l'Aisne au nord-est de Soissons. Il écrit en effet : « Dans la nuit du 27 au 28, l'ennemi fit des tentatives désespérées pour enlever les tranchées de la 1^{re} division, mais il échoua complètement. Des attaques semblables eurent lieu pendant ces trois jours sur tout le front des Alliés et l'ennemi fit un dernier effort pour gagner la partie. Partout il échoua avec de grosses pertes. Nous subîmes encore des attaques jusqu'au 28 au soir, où elles cessèrent définitivement.

On se demande ce qui se cache sous ce demi silence. Aurait-il enlevé ses batteries, en tout ou en partie ? Manquerait-il de munitions ? Ou peut-être, ce qui est fort à craindre, n'aurait-il pas détaché une partie de ses troupes pour renforcer l'armée allemande dans le gigantesque effort qu'elle tente en vue de forcer nos lignes entre l'Oise et la Somme, à Roye et à Lassigny ? N'aurait-il pas laissé ici un simple rideau d'hommes pour voiler son mouvement et pour conserver ses positions à la pointe du triangle ? On est en droit de tout supposer. Nous nous perdons en conjectures où se mêlent l'espérance et la crainte.

Quoi qu'il en soit, à partir de ce jour, la guerre dans nos quartiers entre dans une nouvelle phase. Les Allemands restent dans les carrières de la rive droite de l'Aisne, fortement retranchés et dans une attitude défensive, sans que l'on puisse prévoir le jour où il les abandonneront. Désormais nous vivons sous la bouche de leurs canons, et, bien qu'ils tirent moins régulièrement, ils nous menacent toujours, et nous tiennent dans la plus complète insécurité.

Notre État-Major songe-t-il à les déloger par une attaque de front ? Je ne le crois pas. Nous n'avons plus guère ici que des troupes de réserve, composées de pères de famille, dont on ménage avec raison la vie, et dont l'entraîn n'est pas comparable à celui des Turcos, qui ont péri en grand nombre dans les premiers assauts. Aussi leur rôle, comme ils se plaisent à nous le répéter, se borne à maintenir les Allemands.

Le plan de notre État-Major paraît être plutôt d'encercler l'ennemi, de le presser dans les deux branches d'un étai, et de le forcer à s'échapper vers l'Est ou vers le Nord. Ce n'est que sous cette pression de droite et de gauche que nos odieux voisins sortiront de leurs repaires pour suivre le gros de leur armée et purgeront de leur présence le Soissonnais, le Laonnais et l'Aisne.

Mais que de ruines ils laisseront ici et dans les environs ! La cathédrale fortement endommagée, une flèche de Saint-

Jean décapitée, les deux ponts de Soissons détruits, les monuments publics ébréchés et déshonorés, une cinquantaine de maisons incendiées, une multitude d'autres écroulées, la plupart des murs et des toits déchirés et éventrés, toutes les vitres brisées et les rues jonchées de décombres ! Voilà jusqu'aujourd'hui, sans compter l'avenir. Continuons donc à suivre patiemment et pas à pas, cette nouvelle phase de la guerre à Soissons.

Mardi 29. — La nuit de lundi à mardi a été calme, et tout a reposé. Mais, dès six heures, résonnent les premières notes de l'habituel concert.

Comme ce concert me paraît beaucoup moins nourri, je sors de bonne heure avec mon secrétaire, et nous employons une partie de la matinée à parcourir la ville. Nos yeux se détournent d'horreur à la vue du désastre et des ruines partout accumulées.

A l'hôpital, je visite nos pauvres Sœurs de l'Enfant-Jésus, qui y ont trouvé un refuge après l'incendie de leur maison, et que j'avais si grande hâte de revoir et de consoler. Quelle épreuve pour elles ! Elles sont affligées mais calmes et résignées, comme il convient à des âmes de grande foi.

Je rencontre aussi plusieurs Sœurs de Bon-Secours, dont la résidence, rue du Coq-Lombard, est devenue inhabitable, et qui se sont réfugiées dans une petite maison située derrière l'hôpital. On leur a confié l'ambulance du Collège, et là, elles déploient tout leur talent d'infirmières et font merveille.

Nos Sœurs de Saint-Thomas de Villeneuve et nos Sœurs Augustines de l'ancien Hôtel-Dieu ne sont pas moins admirables de dévouement et se prodiguent sans compter.

Il m'est bien agréable de rencontrer dans la rue, sous l'habit militaire, notre cher abbé Pressoir, un savant, professeur distingué de l'Institut Catholique de Paris, qui a laissé là tous ses livres, et qui fait joyeusement office de brancardier.

Sortant de chez M. l'Archiprêtre, je me croise dans la rue avec M. le Sous-Préfet, qui me communique la dépêche officielle qu'il vient de recevoir du gouvernement de Bordeaux, et qui annonce que les nouvelles reçues de notre aile gauche sont favorables. Quoique laconique, le texte est encourageant.

C'est d'ailleurs l'idée qui se dégage des conversations rapides que nous avons en chemin avec des personnes de toutes catégories. On s'accorde à dire que l'ennemi, difficilement repoussé, rebrousse pourtant chemin, peu à peu, vers le Nord-Est. On est unanime à répéter que nos troupes progressent de jour en jour dans la région de Noyon, se dirigeant vers Chauny, Saint-Quentin, La Fère ; et de nouveau, l'espoir d'une prochaine délivrance brille à nos yeux et relève nos courages. Peut-être cet espoir est-il encore prématuré.

Mais, que la ville est triste ! Quel morne et lugubre aspect ! Quel silence de cimetière règne dans la plupart des rues qui s'éloignent du centre !

Par contre, la vie est intense à l'hôtel de ville, habituellement si solitaire. Tout le mouvement semble s'y être concentré. La grande cour d'entrée et la place qui la précède présentent une animation extraordinaire. Préfet, évêque, officiers, prêtres, civils, militaires de toutes armes, ouvriers, solliciteurs, femmes et enfants, tout le monde se coudoie, s'interpelle, va et vient dans un vivant pêle-mêle, et cet ensemble bigarré s'agite dans une atmosphère d'entrain et de confiance.

Qu'il est difficile cependant de dégager de ce milieu confus une idée précise ! Bien qu'un mois d'expérience et de fréquentes déceptions aient rendu les gens beaucoup plus prudents dans leur langage, et leur aient appris à se défier des « on dit » et à ne rien accepter sans un sérieux contrôle, néanmoins chacun interprète les choses à sa manière, fait des hypothèses, risque des conjectures et se hasarde à tirer de prémisses très douteuses des conclusions hâtives, qu'il est obligé d'abandonner un instant après.

Ce qui m'apparaît de plus plausible, au milieu de ces dires contradictoires, c'est qu'il se prépare, non loin d'ici, quelque action militaire importante et à très brève échéance. La difficulté croissante des correspondances avec Paris, en raison de l'encombrement des routes par nos troupes, les ordres sévères donnés par le généralissime Joffre contre les allées et venues d'automobiles, le retard considérable du courrier de la Croix-Rouge, qui n'est pas encore arrivé ici à quatre heures, l'accroissement quotidien du nombre des soldats qui viennent du sud et de l'ouest et remplissent la ville et les environs, l'interdiction faite aux piétons de suivre l'avenue de la gare, signalée comme zone dangereuse, l'ordre formel intimé aux habitants de se renfermer chez eux à partir de six heures du soir, l'établissement par les Anglais de profondes tranchées et de barrières en fil de fer dans la direction de Belleu, enfin l'arrivée d'une nombreuse et plus puissante artillerie, tout cet ensemble de mesures et de précautions, me semble être l'indice d'une grave et prochaine action défensive. Redouterait-on que l'ennemi, pressé sur les deux flancs par nos armées, ne tente un retour en arrière sur Soissons et vers Paris ? Nous ne tarderons sans doute pas à le savoir.

Je ne sais rien de l'art de la guerre. Mais que la guerre actuelle me semble différente de tout ce que j'ai lu dans les histoires ! Peut-être que nos soldats, aujourd'hui comme jadis, mettent toujours leur confiance en première ligne dans leur courage, leur vaillance et leur intrépidité ; peut-être aspirent-ils encore à se battre à découvert et à l'arme blanche et à acheter la victoire par leur valeur personnelle et au risque de leur vie. C'est très chevaleresque et très beau, mais l'ennemi qui est en face de nous fait d'autres calculs, et paraît mener une guerre surtout savante, fortement étudiée, longtemps prévue et préparée dans tous les détails. Il a des vues très arrêtées, il est fortement approvisionné de vivres et de munitions, il tire parti de toutes les ressources du sol, il fait preuve d'une opiniâtreté et d'une ténacité sans nom, il se cramponne aux aspérités

des monts, il se terre dans les cavernes, et paraît décidé à ne céder qu'avec la vie. *Paris oder sterben !* a dit le Kaiser dans son ordre du jour lancé de Luxembourg, *Paris ou la mort !* Ils n'auront pas Paris, mais ils périront jusqu'au dernier plutôt que de s'avouer vaincus. La science de nos chefs et la vaillance de nos soldats triompheront, je n'en doute pas, de cette résistance, fruit d'une puissante organisation et d'une discipline de fer. Mais est-il excessif de penser que chez nous, chefs et soldats ont à apprendre un nouvel art de la guerre ?

Mercredi 30. — Cette nouvelle journée se déroule encore, comme tant d'autres, sombre et pleine d'incertitudes. Cependant M. le Préfet, qui me fait l'honneur d'une nouvelle visite dans la matinée, me paraît plein de confiance. Il me raconte comment dans la première entrevue qu'il eut à Château-Thierry avec le général Franchet d'Esperey, commandant de la cinquième armée, celui-ci, tout enflammé de ses succès de la Marne, lui dit avec un superbe entrain : « Ce ne sera pas long ! Aujourd'hui je nettoie la Marne, demain, je purge l'Aisne ! » Avec moins d'enthousiasme, le commandant de la sixième armée, le général Maunoury, le vainqueur de la bataille de l'Ourcq, lui témoigna de son côté, la même confiance dans l'avenir, et lui fit même envisager comme certaine sa prochaine rentrée au siège de sa préfecture, à Laon. Devant de telles affirmations, M. le Préfet compte donc lui-même sur une marche en avant, rapide et libératrice.

Vers deux heures et demie, je le retrouve à l'hôtel de ville, et, toujours plein du même espoir, il me confie qu'à ce moment même, à trois heures, va commencer un effort général sur tout notre front, que l'on se bat déjà partout, et que, probablement, nous allons tenter un nouvel assaut contre les repaires de Pasly, de Cuffies et de la Perrière. Je tremble que cet assaut de front, qui va nous coûter tant de vies humaines, ne reste encore sans résultats. Les assauts, en effet, tentés déjà contre les carrières de la Perrière, à gauche de la route de Soissons à Laon, au-dessus

de Crouy, nous ont coûté très cher, et n'ont pas abouti. A-t-on bien calculé la force de résistance de ces positions ? Les communiqués officiels des derniers jours sont si vagues et si imprécis, que les officiers supérieurs eux-mêmes ne savent quelles conclusions ils en peuvent tirer, ni à quoi ils doivent s'en tenir. Aussi paraissent-ils flottants et irrésolus.

En résumé, on ne voit pas clair ici dans notre situation, et le moyen de salut n'apparaît point à l'horizon.

L'attaque contre les forts de Pasly et de la Perrière, commence en effet à trois heures, et se poursuit avec une extrême violence. Les batteries anglaises, établies à Sainte-Geneviève, à Villeneuve, à Billy, font rage et ébranlent les maisons ; la terre tremble sous nos pieds. Les canons allemands ne répondent pas. A six heures, la canonnade cesse. Nous entendons, de loin, comme le bruit d'une vive fusillade. Puis tout rentre dans le silence après la chute du jour. Quel est le résultat de ce formidable assaut ? Nous nous le demandons avec inquiétude, sans pouvoir nous répondre. Que Dieu reçoive dans sa miséricorde tant de braves défenseurs tombés pour la Patrie et pour nous !

1^{er} Octobre jeudi. — La tranquillité la plus complète règne toute la nuit. A six heures du matin, quelques coups de canon anglais nous réveillent. Le temps est froid. Un épais brouillard couvre le fond de la vallée, mais le ciel est pur, et tout annonce une belle journée d'automne.

Ce premier jour d'octobre m'est cher, car il est plein de pieux et doux souvenirs. C'est à Reims, l'ouverture de la grande neuvaine de Saint Remi. Hélas ! que sera-t-elle aujourd'hui ? Saint-Remi ne nous appartient pas moins qu'à Reims, puisque le village de Cerny où il est né fait aujourd'hui partie du diocèse de Soissons. Nous le prions donc avec ferveur, afin qu'il étende sa protection sur la France qu'il baptisa à Reims.

J'ose à peine interroger les personnes qui viennent à l'évêché sur l'issue de l'assaut de la veille. Hélas ! ce que nous redoutions est arrivé ; l'assaut n'a pas donné de

résultat décisif. Le cœur se serre de douleur et l'on a besoin de faire appel à toute son énergie pour triompher de cette nouvelle déception.

Cependant M. le Préfet, que je vois de bonne heure, m'explique bien les choses, et ranime notre confiance. « L'effort tenté hier, dit-il, était une simple diversion, pour retenir sur notre pointe, l'ennemi que d'autres besoins très pressants devaient appeler ailleurs. Le général de Castelnau, à la tête d'une nouvelle armée, forte de six corps, s'avance sur notre gauche, et forme une ligne, partant de Vic-sur-Aisne, presque perpendiculaire à notre front. Comme il devait attaquer à trois heures, pour refouler l'ennemi vers le nord, il était important que les troupes allemandes, accumulées dans notre quartier, ne pussent pas se déplacer pour aller soutenir le gros de leur armée, sur l'Oise et la Somme. On les a donc retenues sur place par la bruyante attaque entendue hier, et qui, au fond, n'était qu'une diversion. »

Si elle n'a pas complètement réussi, cette attaque n'a pas été sans quelque résultat, car nos soldats ont pris deux tranchées et se sont avancées de deux cents mètres. C'est peu en soi, mais c'est déjà beaucoup dans la guerre défensive adoptée par les Allemands.

Autre point rassurant : l'ennemi n'a pas donné signe de vie de toute cette journée, ni de Pasly, ni de Clamecy, ni de la Perrière, si l'on excepte trois ou quatre coups de canon tirés sur un aéroplane. On voudrait croire que ses munitions s'épuisent ; mais qui le sait, et qui oserait le dire ?

Le bruit s'accrédite de plus en plus autour de nous que les soldats allemands, terrés dans les carrières, ont faim et sont démoralisés. Une paysanne, venue de Pommiers, raconte qu'elle a passé quelques jours avec eux dans les carrières, qu'ils vivent de légumes grossiers, et que l'une de ces dernières nuits, un bon nombre d'entre eux se sont retirés en arrière. Quatre fantassins, surpris dans les tranchées, ont jeté leurs fusils et se sont rendus à discrétion ; on les a ramenés en ville, et l'on a trouvé leurs poches pleines de carottes et de betteraves.

Vendredi 2. — Le silence significatif de l'artillerie ennemie s'accroît de plus en plus. Pas un coup de canon la nuit, pas un coup ce matin. On l'entend bien gronder sourdement dans le lointain, vers le nord ; mais il est certain, que le terrain de la lutte se déplace, et s'éloigne de nous de jour en jour.

La situation à cette heure est celle-ci : nous tenons bon sur la pointe la plus méridionale du front, à Soissons ; à notre droite, les Anglais, sous les ordres du maréchal French, poursuivent avec persistance leur marche sur l'Aisne, et occupent lentement le pays entre Reims et Laon ; à notre gauche, les Français, conduits par de Castelnau, pressent l'adversaire, et cherchent à le rejeter sur Saint-Quentin. Il est donc menacé d'être enveloppé, et il doit envisager une retraite vers la frontière, soit par la Belgique, soit par la Lorraine. L'espace se resserre devant lui, et il ne paraît pas qu'il puisse encore compter sur une reprise de l'offensive et une nouvelle marche en avant sur Paris. Telle est, du moins, l'appréciation d'hommes compétents et expérimentés.

Les Anglais, qui sont fort nombreux en ville, ont reconstruit deux ponts sur l'Aisne : un pont de bateaux près du pont Saint-Vaast, et une passerelle sur tonneaux à deux ou trois cents mètres en amont. Ils terminent, aujourd'hui même, la reconstruction de l'arche détruite du vieux pont, dont ils ont fait sauter cette nuit l'armature en fer qui gênait leur travail. On dit que la nuit prochaine vont passer de nouvelles troupes et de l'artillerie pour aller opérer sur la rive droite. Symptôme intéressant et qui paraît très significatif : l'ennemi, qui, tant de fois auparavant, avait ruiné leurs travaux, n'a pas tiré un seul coup de canon et les a laissés travailler tranquillement.

Je suis allé moi-même visiter leur chantier, placé dans la rue du Port et sur le Port, et j'ai constaté avec grande satisfaction que les habitants de ce quartier commencent à revivre et à concevoir de meilleures espérances.

Ils sont déjà tout heureux d'avoir retrouvé de l'eau, qui leur manquait presque totalement depuis quinze jours ; car ils peuvent désormais rendre un peu de propreté à leurs maisons, et aux rues de la ville. Cette privation, pénible pour tous, l'était plus particulièrement pour nos hôpitaux. Aussi, devant cette nécessité extrême, le Conseil d'administration de l'hôpital général avait-il pris le parti de faire rouvrir à l'intérieur de la cour d'entrée, un ancien puits, qui lui avait fourni l'eau indispensable au service de ces établissements. Aujourd'hui l'eau revient par les conduits ordinaires, mais la pression est encore faible et il faut n'en user qu'avec modération.

Quand aux eaux de l'Aisne, comme elles sont contaminées par la présence des cadavres d'animaux qu'elle charrie, l'autorité municipale interdit formellement, par un arrêté spécial, d'en faire usage pour les besoins de l'alimentation des habitants et des animaux domestiques.

Je prends moi-même ma large part à ce réveil général en déblayant, sous les yeux de l'ennemi, qui, de Pasly, nous voit circuler, les ruines entassées dans ma maison et dans mon jardin.

Les vitriers commencent à me mettre à l'abri des intempéries de la saison, et les charretiers municipaux enlèvent de mes cours trois tombereaux de décombres, tristes débris de mes toits, de mes murs et de mon mobilier.

Mais cette joie de revivre est soudain troublée par l'état de santé de ma sœur. Les fatigues exceptionnelles de ce mois de septembre, les émotions cruelles par lesquelles nous sommes passés, le séjour prolongé dans notre cave ont fini par avoir raison de son vigoureux tempérament ; et, ce matin, après avoir entendu la messe, elle a dû s'aliter. J'aime à espérer que, malgré ses quatre-vingts ans, elle saura triompher encore de cette défaillance à laquelle nous devons nous attendre.

Nous nous décidons aujourd'hui à abandonner enfin notre retraite souterraine, et nous reprenons possession de nos chambres. Dieu veuille que ce soit définitif.

Samedi 3. — Il semble que nous ayons quelque raison de l'espérer, car ni dans la soirée, ni dans le cours de la nuit, l'ennemi ne donne plus signe de vie. Aussi, est-ce plaisir de lier conversation avec nos soldats répandus partout en ville, surtout avec nos zouaves. Quel entrain ! Quel brio ! Quel mépris du danger et de la mort ! et surtout quelle confiance dans le succès final ! Il suffit de vivre quelques instants au milieu d'eux pour se sentir ranimé et pour partager leur confiance.

Si la lutte générale semble se modifier, elle est cependant loin d'être finie. Les communiqués officiels nous affirment, en termes très laconiques, que la situation est bonne dans l'ensemble, et que nous progressons toujours sur la Somme, dans l'Aisne et dans la Voëvre ; toutefois la grande bataille, qui se poursuit sans arrêt en s'allongeant sur un front de cent soixante-dix kilomètres, ne donne jusqu'ici aucun résultat décisif.

En ce moment, la ville présente une animation extraordinaire. Elle regorge de soldats, français et anglais, et le va-et-vient continuel de chevaux et de voitures, est d'un effet très pittoresque et communique aux habitants une véritable fièvre.

De tous les côtés, les rues sont coupées par des tranchées et des barricades, comme si l'on s'attendait à un essai de retour des Allemands dans la ville. Les grosses pièces de l'artillerie anglaise sont disposées en diverses parties de la ceinture, tournées contre les collines de Pommiers, de Pasly, de Cuffies et de Crouy, et le bruit se répand qu'une action très importante serait imminente sur ces hauteurs, pour ce soir ou pour demain.

Dès ce soir, en effet, le canon gronde fortement et sans interruption. La puissance des détonations indique que c'est la grosse artillerie qui donne. On m'assure, à l'hôtel de ville, que les Allemands ont accumulé sur les hauteurs plus de trois cent cinquante pièces, et qu'ils veulent à tout prix s'y maintenir, peut-être même forcer nos lignes. C'est une perspective peu rassurante pour notre population.

Chacun se livre à ses conjectures sur les plans des États-Majors des armées en présence, et tire des conclusions fort prématurées, et la plupart trop avantageuses pour qu'on les puisse accepter.

Les quelques coups tirés à la soirée ne sont qu'un prélude, et l'attaque est renvoyée à demain.

Dimanche 4. — De sévères précautions sont prises pour la sécurité des habitants, la circulation est interdite dans le voisinage de la route de Vauxbuin-Paris, où sont établies les batteries anglaises, et les habitants du quartier de Chevreux sont invités à évacuer leurs maisons.

La matinée du dimanche étant assez tranquille, les messes ordinaires se disent à la cathédrale ; j'assiste à celle de neuf heures et demie qui compte à peine une centaine de personnes. A l'hôpital, la Croix-Rouge a organisé une messe militaire qui se célèbre avec quelque éclat. Mais un aéroplane allemand passe et lance une bombe sur les salles d'ambulance. C'est à une heure précise de l'après-midi que l'artillerie anglaise ouvre le feu, contre les forteresses des collines du nord où se sont retranchés les Allemands. En même temps, notre artillerie tonne de tous côtés, le long de la vallée jusqu'à Resson-le-Long. C'est un déluge de fer qui va battre l'ennemi dans tous ses repaires, depuis Vic-sur-Aisne, Pommiers, Pasly, Clamecy, La Perrière-Crouy, jusqu'au delà des monts à l'ouest et au nord. La scène est vraiment terrifiante ; la terre tremble, le sifflement des bombes anglaises et leur éclatement sont particulièrement formidables.

On constate que les Allemands ne répondent pas. Quelle est la raison de ce silence ? On s'épuise en conjectures.

Leurs tranchées de Pasly sont balayées ; on assure que l'on a vu leurs tirailleurs s'enfuir précipitamment. Nos troupes se sont encore avancées quelque peu. A Cuffies, elles sont arrivées au milieu du village, jusqu'à l'église, quelques-uns disent même jusqu'au sommet de la colline.

Ici, j'éprouve le besoin de saluer en passant, avec respect et admiration, le courageux et digne curé de Cuffies,

M. Jules Jumeaux, un vieillard vénérable de quatre-vingt-sept ans, qui est prisonnier dans sa paroisse, alors que le village est en grande partie évacué, et qui s'est conduit en vrai patriote, refusant de livrer les clefs de son église, où les Allemands voulaient établir des mitrailleuses. Retenu de force, manquant de tout, épuisé de privations, il va à la recherche de nos soldats morts ou blessés, il remplit héroïquement son devoir de pasteur et de français, et il laissera à la jeune génération d'admirables exemples.

A son nom je joindrai, dans le même sentiment de vive estime celui de l'abbé Legrand, curé de Crouy, qui imite son héroïsme patriotique et son zèle pastoral. Tout ce que j'entends raconter de son courage, de son dévouement et de ses souffrances au milieu d'un village plusieurs fois pris et repris, criblé de projectiles ennemis et totalement ruiné, est digne de tout éloge.

L'assaut d'artillerie dont je viens de parler dure exactement quatre heures. A cinq heures du soir, il est suivi d'une vive fusillade, puis le calme revient avec la nuit.

Lundi 5. — Les premières heures du jour sont très paisibles. Chacun va et vient, interrogeant ceux qu'il rencontre sur les résultats de l'assaut d'hier. Hélas ! encore rien de décisif.

La seule chose qu'affirment les rares journaux venus de la capitale, c'est que, du côté du nord, l'aile droite des Allemands a été très renforcée et qu'ils ont dégarni leur centre pour soutenir la lutte terrible qu'ils livrent à notre aile gauche, et qui s'étend de Reims à Arras. L'émoi des cœurs français est grand. Comment se terminera ce duel gigantesque ? Les Allemands parviendront-ils à tourner ou à percer nos lignes ? Espérons que non, et que Dieu écarte ce malheur !

Les facilités de la vie n'augmentent pas à Soissons. Bien que l'on tire certains approvisionnements du côté de Paris, la viande de boucherie s'y fait rare. Les bœufs sont réquisitionnés exclusivement pour les troupes, et aujourd'hui, on nous annonce que le civil est condamné à ne manger

que de la viande de cheval. Si encore c'était de la viande saine ; mais les chevaux que l'on abat sont pour la plupart blessés ou épuisés de fatigues.

Le feu de nos canons, repris dans la matinée, se poursuit dans toute l'après-midi avec une intensité inouïe. On sent, de notre côté, l'impatience d'en finir.

Tandis que l'artillerie tonne, notre Comité de secours aux familles nécessiteuses se réunit à la mairie. Il complète les vides faits dans ses rangs par le départ de quelques-uns de ses membres, et s'occupe des moyens pratiques de secourir les malheureux. L'évêque de Soissons, président d'honneur, est instamment prié par tous les membres présents de prendre la présidence effective, et il accepte ce poste de dévouement.

La misère se fait durement sentir dans un grand nombre de familles : l'allocation promise par le Gouvernement aux femmes dont les enfants ou les maris sont à l'armée n'a pas encore été servie, et beaucoup de ménages manquent des choses les plus indispensables. M. le Sous-Préfet nous annonce fort heureusement qu'une première distribution va avoir lieu incessamment, et qu'il s'en occupe avec activité.

En sortant de cette réunion charitable, je suis abordé, dans la cour de l'hôtel de ville, par un lieutenant attaché à l'État-Major du général Joffre, et chargé de faire une enquête sur ce qui s'est passé à Soissons depuis le commencement des hostilités, surtout depuis l'entrée des Allemands dans la ville. Sa parfaite courtoisie, autant que le caractère de sa mission, m'engage à lui parler en toute confiance, et je me fais un devoir de répondre, autant qu'il m'est possible, aux nombreuses questions qu'il me pose.

La nuit venue, et le calme rétabli, je fais une petite ronde dans mon jardin, et voici qu'au loin, derrière Cuffies, sur les hauteurs en ligne droite, j'aperçois les lueurs rougeâtres d'un vaste incendie. Sans doute encore quelque ferme ou quelque village qui brûle ? Je pensais que peut-

être c'étaient les barbares qui se retiraient, semant, suivant leur habitude, leur route d'attentats criminels et de ruines. J'apprends le lendemain matin que c'est la ferme du Mont-de-Cuffies qu'ils ont incendiée. Quant à déloger de leurs repaires, ils n'y songent guère. Il paraît, au contraire, qu'ils s'y installent confortablement, comme s'ils devaient y rester toujours. Ils ont fait main basse sur le meilleur mobilier des habitants des villages voisins, tables, fauteuils, canapés, poêles, vaisselle, argenterie, lampes, candélabres, literie, et ils l'ont transporté dans leurs tranchées et leurs carrières, qu'ils ont commodément et luxueusement aménagées.

Mardi 7. — Les jours se multiplient et la scène ne change pas. Nos soldats qui avaient hier occupé Cuffies et les crêtes voisines, n'ont pu s'y tenir, tant étaient vifs les feux convergents des ennemis établis sur divers sommets des alentours. Un sauve-qui-peut a retenti dans la compagnie, et ils se sont dispersés au hasard dans les ténèbres, abandonnant la position et laissant derrière eux des morts et des blessés. C'est peut-être le six ou septième assaut meurtrier et infructueux mené contre cette position.

La journée actuelle n'est que la répétition de la veille : quelques coups de canon dans la matinée, et une canonnade effroyable dans l'après-midi, quatre ou cinq heures durant. Notre artillerie, composée de fortes pièces de 155^{mm} est placée, en partie du moins, sur les confins de la route de Vauxbuin et de la route de Paris, en avant et en arrière des tours de Saint-Jean-des-Vignes ; et, de là, elle crache des bombes qui s'en vont, avec un sifflement énorme, nettoyer les petits bois qui avoisinent Cuffies.

L'ennemi, fortement retranché dans les carrières des collines, depuis Vic-sur-Aisne jusque Crouy, Condé, Bourg et Comin, Paissy, et sans doute au delà, se sait indélogeable par le canon, et il se rit de nos efforts. Un jeune soldat allemand, élève en médecine, qui a étudié à la Faculté de Paris, et qui se trouve à l'hôpital comme blessé, nous déclare très nettement qu'ils y sont et y

resteront jusqu'au dernier homme ; et que, plus tard, quand on traitera des conditions de la paix, il faudra bien savoir qu'ils occupent le territoire français et qu'ils ont en mains un gage important. C'est bien là l'infatuation allemande, qui n'accepte pas l'idée d'une défaite, mais c'est bien aussi la preuve d'une attitude raisonnée, avec laquelle nous aurons à compter plus tard.

Notre État-Major avait-il envisagé d'avance cette nouvelle manière de faire la guerre ? Nous ne nous permettrons pas d'en douter. Car c'était chez les Allemands un plan bien mûri en cas de retraite forcée, et notre État-Major ne pouvait l'ignorer.

Ils s'étaient assuré, depuis longtemps, en pleine paix, une ligne de retraite et de défense inexpugnable. Aussi, dans les jours qui ont suivi leur entrée à Soissons, les avons-nous aperçus parcourant attentivement la crête de nos collines ; et aussitôt après leur défaite sur la Marne, les avons-nous vus revenir chez nous, arrêter net leur retraite sur la rive droite de l'Aisne, s'installer méthodiquement et sans précipitation, dans ces collines remplies de grottes et de carrières naturelles ; et, aujourd'hui, depuis un mois, ils nous bravent insolemment ; ils nous bombardent à leur aise, et déclarent qu'ils ne s'en iront que si cela leur plaît.

Il parait hors de doute que plusieurs années avant la guerre, ces carrières avaient été disposées par les Allemands en vue de la défensive. Celui qui l'affirme est l'homme du monde le mieux renseigné sur tous les agissements qui ont précédé cette terrible lutte. « Cette incrustation de l'ennemi sur notre territoire, dit Léon Daudet, est le fait de l'espionnage antérieur à la guerre. Voir ce qui s'est passé à Douai, à Cambrai, les Carrières du Soissonnais aménagées dès 1912 par Hermann von Mumm et ses amis¹. » — « D'ores et déjà j'ai recueilli sur certaines régions des précisions de premier ordre. Dans les premiers

1. LÉON DAUDET, *Action française*, 27 décembre 1915.

mois qui suivront la conclusion de la paix, il sera démontré que les carrières du Soissonnais avaient été aménagées, en vue de la guerre de tranchées, par des prospecteurs allemands, grimés en employés de commerce, notamment Hermann von Mumm, l'un des grands marchands de champagne de la ville de Reims¹. » « Le général von Kluck, poursuit-il, organisa de la façon que l'on sait, deux ans avant la guerre, les carrières du Soissonnais, en compagnie du général Manteuffel et du parent de celui-ci, Hermann von Mumm². » — « Les deux frères Hermann et Walter Mumm, ajoute-t-il encore, dont le premier est actuellement dans un camp breton de concentration et dont le second sert dans l'armée allemande, avaient organisé, dès le temps de la paix, non seulement l'espionnage rémois, mais encore l'installation des carrières du Soissonnais. Tout en écoutant leur champagne, tout en faisant courir sur nos hippodromes, tout en recevant leurs embochés et les amis de leurs embochés, Hermann et Walter von Mumm repéraient autour de Reims et de Soissons les emplacements d'artillerie lourde et dessinaient à l'avance sur des cartes *ad hoc*, les futures lignes des tranchées. Une nuée d'officiers allemands, déguisés en employés de leur maison de champagne et de leur écurie de course, les escortaient et les accompagnaient³. »

Un pareil moyen de défense pouvait-il être prévu par nous ? Pouvait-il être ruiné d'avance ? Il n'y a pas lieu d'en douter. Si on ne l'a ni prévu, ni prévenu, si l'on n'a pas vu clair dans le jeu des ennemis, aujourd'hui il est tard ; nos efforts pour les chasser de ces repaires demeurent impuissants, et nos troupes s'épuisent à cette lutte ingrate. Or il semble bien que l'on ne s'y attendait pas. Car le maréchal French écrit dans son *Rapport sur la bataille de l'Aisne* : « Dans l'après-midi du 12 septembre, je me

1. LÉON DAUDET, *Action française*, 30 octobre 1915.

2. LÉON DAUDET, *Action française*, 9 avril 1916.

3. LÉON DAUDET, *Action française*, 14 mai 1916.

rendis compte que l'ennemi avait, pour le moment tout au moins, arrêté son mouvement de retraite et se préparait à nous disputer vigoureusement le passage de l'Aisne » ; et plus loin : « Le 15 septembre au matin, (c'est-à-dire le quatrième jour après l'arrivée des Allemands sur l'Aisne), après un examen de la position, il devint clair pour moi que l'ennemi s'établissait fortement. Cette vue me fut confirmée par les rapports que je reçus des armées françaises se battant à ma droite et à ma gauche. Il devenait clair qu'une ligne de défense, fortement protégée, s'étendait du nord de Compiègne, à l'est et au sud-est, le long de toute la vallée de l'Aisne et au delà de Reims. »

Ce que nous avons constaté pour les carrières du Soissonnais, on l'a constaté ailleurs, à Roye, à Lassigny, pour les champignonnières de l'Oise, à Maubeuge, Paris, Londres et Dunkerque pour les fondations de plates-formes en béton armé, destinées à servir d'assises à l'artillerie de siège. En pleine paix, sous nos yeux, sous couleur d'industrie et de commerce, les Allemands préparaient donc la guerre, pour laquelle le Reichstag votait les millions sans compter. En France, dans les mêmes années, nos politiciens endormaient la nation en chantant des hymnes à la paix, nos ministres enlevaient à l'armée le service des renseignements et nos Chambres ne cessaient de rogner les crédits demandés pour la défense nationale.

Un événement heureux, qui va apporter à notre vie un vrai soulagement, c'est le rétablissement du service de la poste, dont nous étions privés depuis près de quarante jours. A partir d'aujourd'hui, nos lettres sont emportées d'ici par automobile jusqu'à Château-Thierry, qui est en liaison suivie avec Paris, et celles qui arrivent régulièrement de partout à destination de Soissons, sont prises à Château, et nous sont apportées par la même voie privée.

On nous fait même espérer le prochain rétablissement du télégraphe pour l'usage des particuliers ; mais c'est une espérance qui ne se réalise pas.

Que vont nous apprendre, hélas ! les lettres qui nous arriveront ? Il est à craindre qu'elles ne nous apportent surtout de tristes nouvelles. Et, en effet, voici la première. Le chanoine Duchatel de Montrouge, vient me la lire en pleurant ; elle est d'un de ses amis, lui annonçant que, le 16 de septembre, M. Borgoltz, curé-doyen de Berry-aubac, a été tué dans sa maison par un obus allemand au moment du bombardement de cette localité. Pauvre doyen, resté plusieurs jours sans sépulture ! Pauvre paroisse, qui n'est plus qu'un monceau de ruines !

Voici maintenant une poignée de télégrammes qui me sont remis, après être restés longtemps en souffrance. Tous réclament instamment des renseignements sur la situation de parents ou de militaires dont on n'a pas de nouvelles. Je ferai, pour être agréable et utile à mes correspondants, ce qui me sera possible ; mais il est beaucoup de demandes auxquelles je ne pourrai, hélas ! donner aucune satisfaction.

Dans nos hôpitaux, nos soldats blessés meurent en grand nombre. Aujourd'hui, on en a enterré dix, et l'on estime qu'il y en aura autant demain. Ce sont pour la plupart des victimes des assauts successifs donnés à Pasly et à Cuffies, dans ces derniers jours.

A côté des blessés, il se trouve aussi de nombreux malades, comme j'ai pu le constater dans ma visite à l'ambulance du Collège. Le séjour des tranchées a causé beaucoup de refroidissements, et, par suite, beaucoup de bronchites et de maladies de poitrine. On redoute le typhus qui fait déjà quelques victimes. Tous ces pauvres soldats sont heureusement assistés et préparés à la mort par de nombreux et zélés prêtres, qui servent comme aumôniers, et surtout comme brancardiers et infirmiers. Mais ils sont conduits à leur dernière demeure sans cérémonie religieuse, les dangers de la circulation ne permettant pas au clergé de les accompagner. Ainsi en est-il des personnes qui meurent en ville et que l'on est réduit à enterrer dans les jardins intérieurs, ou à conduire au cimetière commun rapidement et sans honneurs funèbres.

Mercredi 8. — Plus nous allons, moins la situation se modifie. On doit se battre tout autour de nous, et à peu de distance ; car toute cette nuit, et toute cette matinée, de quelque côté que l'on prête l'oreille, on entend le sourd grondement de l'artillerie, et souvent même le bruit des mitrailleuses et de la fusillade.

Les regards se tournent anxieux vers la région d'Arras, où tout indique qu'il y a une grande action engagée. Les Allemands paraissent vouloir forcer notre front à tout prix et reprendre leur marche sur Paris, ou se frayer un chemin vers Calais ; et sans cesse ils s'étendent vers notre gauche ; nous nous étendons de notre côté pour leur barrer la route. Les indications, reçues de divers côtés, nous prouvent que, de part et d'autre, des troupes sont dirigées en grand nombre vers ce point extrême. Mon valet de chambre, Henri Besain, qui repassait hier à Berzy-le-Sec, et qui s'est échappé un instant pour venir me voir, m'a dit que tout le corps auquel il appartient remontait vers Arras ; et, ces jours-ci, on nous apprenait que la cavalerie allemande se dirigeait du même côté, précédant une nouvelle armée reformée en Belgique et prête à marcher sur Lille.

Nous ne tardons pas à constater combien nos conjectures étaient exactes. Les choses sont même plus avancées que nous ne le pensions et les premières nouvelles qui nous arrivent par le communiqué officiel du 7 annoncent que la cavalerie allemande a été repoussée au nord de Lille et maintenue dans sa position.

D'autres nouvelles favorables sont arrivées de la Prusse orientale. Les Allemands ont été battus par les Russes à Augustow et reculent en désordre. Peut-être cette grave défaite va-t-elle les obliger à retirer de l'ouest quelques corps d'armée pour essayer d'arrêter la marche des Russes vers Berlin. Ce serait notre salut.

Tous les Anglais qui remplissaient la ville et les environs ont disparu, dirigés, eux aussi, croyons-nous, vers le nord, où est engagée l'action destinée à repousser la formidable tentative allemande.

Le nombre de nos soldats tués ou blessés doit être déjà bien considérable ; car voici que le Gouvernement fait le douloureux aveu qu'il a besoin d'hommes, et qu'il rappelle devant les conseils de révision tous ceux qui, depuis 1910, avaient été complètement réformés. S'arrêtera-t-on là ? Si la guerre se prolonge, il est bien à craindre que non.

Pour être plus irrégulières et moins intenses, la canonnade et la fusillade ne cessent pas autour de nous. A tout instant, le matin, le soir, la nuit, on est surpris par des détonations tantôt éloignées, tantôt rapprochées, et, en fait, nous ne jouissons d'aucune assurance pour le lendemain, ni surtout d'aucune sécurité dans la circulation. Cette nuit l'ennemi a essayé, mais vainement, de démolir le pont de péniches qui conduit à Saint-Vaast ; ce matin, un groupe de nos soldats stationnait paisiblement à Vauxrot, lorsque des coups de fusils, partis de la montagne, en ont tué trois et blessé plusieurs autres ; un soldat qui traversait le pont a été frappé d'une balle dans son sac ; plusieurs habitants qui recueillaient des légumes dans la plaine, près de Saint-Crépin et ailleurs, ont été pareillement visés de Pasly. La vie est donc pleine de surprises et d'angoisses.

Les évacués verdunois qui sont restés à Soissons ou dans les villages voisins, presque tous des femmes et des enfants, sont plongés dans une détresse lamentable. Les maires voudraient les congédier, l'autorité militaire, qui se défie des espions, refuse de leur donner des sauf-conduits ; ainsi ces malheureux, sans asile, sans vêtements, sans vivres, ne savent que devenir et fendent le cœur par le seul spectacle de leur misère. On voudrait les aider à regagner leur pays, et l'on ne sait comment s'y prendre.

La poste qui fonctionne depuis hier déverse sur ma table un lourd paquet de lettres, restées en retard depuis un ou deux mois. Dans toutes ces lettres, c'est le même cri d'effroi, la même plainte douloureuse, *Vox in Rama audita est, ploratus et ululatus multus*. Ce sont les cris des mères, des sœurs, des filles, des épouses, redemandant leurs fils, leurs frères, leurs pères, leurs maris, et cherchant partout

des nouvelles de ceux qu'elles ont perdus. Que faire ? Je voudrais leur donner satisfaction dans toute la mesure du possible. Mais que de cas insolubles, faute de renseignements !

Il me tarde de rentrer moi-même en communications avec le sud de mon diocèse, qui est délivré de la présence des ennemis. Mais la circulation reste à peu près impossible, l'autorité militaire n'accordant que très difficilement des sauf-conduits, et les moyens de transport faisant à peu près complètement défaut. L'abbé Duru, curé d'Épieds, est parvenu, à travers mille difficultés et par des chemins détournés, jusqu'à Soissons, et il m'a apporté d'intéressants renseignements sur les environs de Château-Thierry, et sur la malheureuse situation du clergé. Dès que je le pourrai, je me propose de faire une pointe sur ces quartiers du sud.

Dimanche 11. — Il nous arrive une grave nouvelle, qui nous consterne et nous fait tout de suite concevoir de vives inquiétudes : Anvers a été bombardé et s'est rendu ! La chute de cette place forte, sur laquelle reposaient tant d'espoirs, ne va-t-elle pas aggraver la situation des armées alliées ?

Et puis, les vivres se font rares. L'approvisionnement ne se faisant pas suffisamment par Paris, et nos campagnes étant ravagées, la population s'affole de nouveau, et les magasins sont assiégés par des foules avides et inquiètes. Dans cet état d'esprit, l'idée d'un retour possible des Allemands à Soissons reprend pied, et l'inquiétude renaît partout.

Les Allemands qui remplissent le village de Cuffies contraignent certains habitants à venir à Soissons leur chercher des vivres, et ils trouvent malheureusement des gens sans conscience ni patriotisme pour les servir. On assure que l'État-Major, las de cet état de choses, se déciderait à faire bombarder Cuffies. On attend avec anxiété l'exécution de ces menaces.

Lundi 12. — Un ballon captif, placé à l'intérieur des lignes françaises, à Villeneuve-Saint-Germain et à Sainte-

Geneviève, d'où il peut observer à l'aise ce qui se passe au delà de la rive droite de l'Aisne, paraît vexer très fort les Allemands ; ils tirent sur lui, mais en vain, l'aérostat étant établi au delà de la portée de leur tir.

Le calme qui s'était un peu rétabli, est troublé toute cette soirée, cette nuit, et toute la matinée du mardi. Une action violente paraît engagée tout à la fois en amont de l'Aisne, du côté de Vailly, et en aval, derrière Pommiers et sur le plateau. Le communiqué officiel de ce matin annonce même, pour la deuxième fois, que notre armée aurait progressé en aval, au nord-ouest de Soissons ; et l'on nous rapporte que Vingré est réoccupé par nos troupes. L'ennemi guette nos convois qui circulent sur la route de Château-Thierry, et cherche à les détruire ; mais il n'y réussit pas. On comprend facilement, dans ces conditions, que l'autorité militaire prohibe aussi rigoureusement la circulation.

Mardi 13. — L'atmosphère est pleine d'une odeur de poudre. On tire de tous côtés et à toute heure, et l'on pressent une recrudescence des hostilités. L'on ne se trompe pas.

Dans la journée, les agents de ville passent dans toutes les rues, et avertissent les citoyens que nul, après sept heures du soir, ne doit avoir de lumière apparente dans sa maison. On dit, d'autre part, que les Allemands construisent une passerelle sur l'Aisne, en avant de Pasly. Nul doute qu'ils ne méditent un coup sur la ville. L'État-Major les laisse d'abord travailler, puis fait démolir leur passerelle par notre artillerie.

A sept heures précises du soir, au moment où chacun se met à table, éclate à l'improviste une très vive fusillade, soutenue par le canon et par de longues décharges de mitrailleuses. Pour nous, à l'évêché, il nous semble, tant le bruit est fort, que la lutte a lieu à nos portes, dans les vastes espaces du mail ou dans la plaine qui s'étend vers Pasly et Pommiers. La lutte est furieuse et sans discontinuité ; les ténèbres ajoutent leur horreur à celle du combat. A mesure qu'il se développe, il croît d'intensité. On

croirait presque que l'ennemi est à l'entrée des rues et pénètre déjà en ville. Le ciel s'illumine de tous côtés sous le feu des balles, des obus et de puissants réflecteurs promenés dans tous les sens. Le crépitement de la mitraille, les sifflements des gros projectiles, les détonations sans cesse répétées, nous indiquent combien l'agression et la défense sont acharnées. Et tout cet ouragan de fer et de feu se déchaîne à quelques pas de nous !

Nous sommes muets d'émotion ; nous nous demandons ce qui va suivre et nous songeons à l'éventualité d'un retour des Allemands à Soissons. Cette perspective, quoique peu probable, nous obsède et nous atterre.

Comme de coutume, nous nous réfugions dans la prière, et bientôt après, sentant que la lutte redouble d'intensité, nous nous mettons à l'abri dans les sous-sols de la maison. Durant une heure et demie, la mêlée continue ; puis, peu à peu, le bruit du canon s'éloigne et le tir se ralentit.

Vers dix heures, croyant que tout est fini, et que l'ennemi est refoulé, nous nous disposons à prendre notre repos. Mais c'est alors que le danger redouble. Irrités sans doute de leur déconvenue, les Allemands recommencent à lancer des bombes sur la ville, et plusieurs d'entre elles vont s'abattre sur le marché couvert et sur les maisons voisines et y causent de grands dégâts. Après un temps d'arrêt, ils reprennent encore leur feu à minuit pour faire de nouvelles ruines.

La nuit est donc angoissante pour la population. Aussi le lendemain à huit heures, quand je me rends à la cathédrale pour y célébrer la messe en faveur de nos soldats défunts, je ne vois que des gens au visage consterné, qui sortent des caves, et très peu de personnes assistent au saint sacrifice. Comme toujours l'imagination populaire exagère les choses, et à en croire plusieurs, l'ennemi serait entré en ville jusqu'à la rue du général Pill, d'où il aurait été repoussé avec pertes.

Certainement, il n'en est rien ; car vingt fois nos officiers et nos soldats nous ont affirmé que jamais les Allemands

ne rentreront à Soissons. Nous les croyons volontiers, et tout le monde fait des vœux pour qu'il en soit ainsi.

Cependant, pouvons-nous être en parfaite assurance ? Dans la situation actuelle de nos armées, Soissons occupe le sommet d'un angle dont les deux côtés s'étendent jusqu'à Lille à gauche et jusqu'à Verdun à droite ; ces deux grands bras cherchent à serrer l'ennemi comme un étau, et l'on peut espérer qu'ils y arriveront. S'ils y parviennent, de quel côté s'échappera l'armée allemande ? Elle refluera vers l'Allemagne, par le nord, si elle ne peut faire autrement ; mais elle ne se décidera à cette dure extrémité que la rage au cœur et sous la force d'une pression irrésistible. A l'heure présente, elle ne paraît pas y être disposée ; elle songe surtout à marcher en avant, au midi, et elle essaie chaque jour de rompre nos lignes. Si sa pointe pouvait faire une trouée à Soissons, qui n'est qu'à cent kilomètres de Paris ? Qui sait ? Voilà pour nous, me semble-t-il, un péril qui n'est pas chimérique.

Renseignements pris auprès d'un officier supérieur, l'alerte si émouvante de cette nuit, n'a pas été causée, comme nous l'avions pensé, par un retour offensif de l'ennemi contre Soissons ; mais par une violente et subite attaque des Allemands contre les troupes françaises placées à Crouy, au moment de la relève de ces troupes. Se voyant criblés par les mitrailleuses, nos soldats ont eux-mêmes ouvert le feu contre les tranchées de l'ennemi, et le combat, prenant soudain l'extraordinaire intensité dont nous avons été témoins, s'est étendu tout le long de l'Aisne, jusqu'à Pommiers. Nous n'avons eu, dans cette alerte, que quinze blessés ; on croit que les Allemands en ont bien davantage. Au rapport, nos officiers se sont montrés très satisfaits de l'issue de cette attaque si extraordinaire, et si vigoureusement repoussée.

Si les Allemands ne peuvent rentrer dans notre ville, on les croirait bien décidés à en faire périr les habitants, soit par le feu de leur artillerie, soit par les émotions cruelles par lesquelles ils les font passer. C'est un vrai bombardement, intermittent, celui-là, qui recommence.

Vendredi 16. — Ainsi cette nuit de jeudi à vendredi, après nous avoir laissés tranquilles depuis l'assaut de mardi soir, ils ont soudain, à minuit précis, réveillé tout le monde en sursaut par un feu terrible. Ils ont lancé des bombes d'un énorme calibre contre nos ponts, qu'ils n'ont heureusement pas atteints, contre ce malheureux quartier de Saint-Vaast déjà si éprouvé, et contre un convoi de militaires près de l'hôpital. La population, saisie de la plus vive émotion par ce vacarme inopiné, s'est encore vue réduite à chercher un abri dans les caves.

A peine commence-t-elle à se remettre, qu'elle voit arriver en ville, au premier jour, de nombreux habitants, de Vauxrot, de Cuffies et de Crouy. Notre État-Major les a invités à évacuer, décidé cette fois, paraît-il, à en finir avec ce repaire de Cuffies, d'où l'ennemi nous a fait tant de mal, depuis cinq semaines, et où l'on croit qu'il trouve de coupables connivences. C'est un spectacle navrant de voir ces pauvres gens, déjà épuisés par la souffrance et les privations, traîner péniblement leurs hardes jusque dans Soissons, ou traverser la ville en groupes, pour aller plus au midi, quelques-uns même jusque Paris, chercher un abri plus sûr, et surtout du travail. Beaucoup d'entre eux, émigrent, chassés moins encore par la crainte du canon que par la faim qui les torture, ou les menace, se trouvant dans l'impossibilité de se ravitailler suffisamment. Et ce n'est encore que le commencement de l'exode.

Samedi 17. — La situation n'est guère plus tolérable pour les habitants du faubourg Saint-Vaast. La plupart sont des ouvriers sans ressources, qui ne gagnent leur vie qu'en venant travailler dans Soissons. Ceux qui ont quelques ressources personnelles, ne peuvent trouver que dans l'intérieur de la ville, le pain, la viande et les autres objets nécessaires de consommation ; les plus nécessiteux, ceux qui sont sans argent ni travail, sont obligés de se rendre tous les jours à la mairie pour y recevoir des bons de pain du Comité de secours, ou des rations du fourneau économique. Or, pour pénétrer dans

Soissons, il leur faut traverser l'Aisne sur les ponts de fortune que l'on a réussi à construire, et l'autorité militaire, qui a l'esprit hanté et obsédé par l'idée d'espionnage, qui souffre et s'irrite de voir son action paralysée, et qui, probablement, a de sérieux motifs de suspecter ces allées et venues continuelles, refuse de plus en plus, de laisser traverser les ponts, dans l'intérêt supérieur de la défense du pays. Il en résulte que ce quartier important est bloqué, et que les habitants sont condamnés ou à émigrer ou à mourir de faim. Situation tristement tendue, qu'il importerait de dénouer au plus tôt.

J'apprends à l'instant que l'autorité militaire s'est laissée un peu attendrir. Elle a accordé, sur la demande des patrons, des laissez-passer permanents à un certain nombre d'hommes de métiers, pour lesquels les patrons ont répondu. D'autre part, l'autorité civile, prend quelques mesures pour assurer l'approvisionnement du faubourg, en y établissant une boulangerie et une boucherie. La situation semble donc devenir plus supportable.

Dimanche 18. — A bien examiner les faits qui se passent actuellement sous nos yeux, on peut constater que les conditions militaires de Soissons et des environs continuent à se modifier de plus en plus, et que le théâtre de la guerre intensive s'est déplacé notablement vers le Nord.

Depuis trois jours, en effet, le canon de l'ennemi ne tire plus ; les avions n'ont pas volé dans notre ciel ; les gendarmes ont reparu dans leur caserne, que l'on ravitaillait, nos hôpitaux et nos ambulances sont disposés pour y recevoir des blessés ; les places de la ville sont couvertes de caissons et de voitures régimentaires ; toutes choses qui indiqueraient que Soissons serait considéré comme devant être placé désormais plus à l'arrière-garde.

En même temps, les communiqués officiels, toujours d'un laconisme désespérant, nous font savoir que le principal effort des armées belligérantes se reporte vers le nord de la France et jusqu'en Belgique, où des troupes très

considérables se massent entre Arras, Lille, Dunkerque et Ostende. Ils ont déjà laissé entendre que l'armée allemande devient de jour en jour moins dense dans la Marne et dans l'Aisne ; et quelques journaux vont jusqu'à dire que « la bataille de l'Aisne est virtuellement terminée », et fait place à « la bataille du Nord ». Affirmations peut-être un peu absolues et précipitées.

S'il en était ainsi, ce serait pour notre ville et notre contrée un grand soulagement, et nous pourrions commencer à respirer.

Certes, ce ne serait pas trop tôt ; car les santés, aussi bien dans le civil que dans le militaire, sont fort ébranlées sous l'empire des privations, et surtout des émotions violentes et subites. Le froid qui commence à se faire sentir ne peut que les ébranler davantage.

Déjà nos hôpitaux et ambulances sont remplis de malades ; il y en a beaucoup plus que de blessés. Le long séjour des hommes dans les tranchées, joint au manque de vêtements chauds, en a refroidi un grand nombre qui souffrent de bronchites. Toutes les eaux de Soissons étant contaminées, excepté celles de la source de Sainte-Geneviève, le typhus sévit sur nos troupes et y fait des victimes. On croit que l'épidémie est bien plus forte encore dans les rangs de l'ennemi.

J'ai eu la joie, ce matin, de présider à l'hôtel-Dieu la messe militaire, chantée par l'aumônier de la 55^e division, M. l'abbé Delangle. C'était un bien touchant spectacle. La chapelle regorgeait ; les officiers et les médecins étaient au premier rang ; et l'attitude de tous ces hommes, qui s'exposent tous les jours à la mort pour nous défendre, était vraiment édifiante et consolante. M. l'aumônier militaire leur a parlé avec beaucoup de cœur et d'éloquence. Je leur ai aussi adressé une courte allocution avant l'absoute.

Lundi 19. — N'allions-nous pas déjà nous habituer à vivre tranquilles ? Depuis trois jours, le canon s'était tu près de nous ; il se bornait à gronder au loin. Mais aujour-

d'hui nos hôtes de Pasly nous ont enlevé cette douce illusion, et nous ont fait sentir qu'ils sont toujours là et qu'ils nous tiennent dans leurs serres.

Toute la matinée, des coups de fusil et des décharges de mitrailleuses s'étaient fait entendre dans les tranchées, lorsque, vers onze heures du matin, piqués je ne sais par quelle mouche, les Allemands ont lancé sur la ville une quinzaine de bombes, qui ont fait renaître l'effroi dans tous les cœurs, et ont assombri le reste de la journée. L'une de ces bombes s'abattant sur notre grand séminaire, en a percé trois murs et a fait explosion dans le petit salon, mettant tout le mobilier en pièces. Il est donc dit qu'ils ne nous laisseront aucun repos.

A ce nouveau sujet de tristesse viennent s'ajouter les mauvaises nouvelles qui arrivent de toutes parts dans les familles et les jettent dans le deuil. A tout instant on nous annonce que tel ou tel de nos parents, de nos amis, de nos concitoyens est blessé, prisonnier ou tué. C'est comme un sombre voile qui s'étend sur toutes les maisons.

Notre clergé, hélas ! paie son large tribut à ce deuil général, et les premières nouvelles reçues de divers côtés, me donnent bien lieu de craindre et de gémir. Déjà le curé de Courcelles, M. l'abbé Blanchart, a été emmené par l'ennemi et l'on ignore ce qu'il est devenu ; le doyen de Berry-au-Bac, M. Borgoltz, a été tué par un obus dans son presbytère ; un jésuite, le Père Véron, est mort d'épuisement et de besoin à la Ferté-Milon ; le jeune sous-diacre Gosset, fait prisonnier, est tombé sous la balle d'un soldat allemand, qui l'a tué à bout portant, conformément aux ordres donnés par ses chefs. Le diacre Joseph de Larminat a les deux mains perforées ; le séminariste Cabot, l'abbé Gosset, curé de Saint-Martin-Rivière sont prisonniers ; l'abbé Rayé, curé de Guny, et son élève, Simon Gardé, ont été arrêtés et emmenés, avec d'autres civils, à Zerbsts (Anhalt) où ils se meurent de froid et de besoin, n'ayant eu le temps d'emporter ni vêtements, ni linge, ni argent. Je leur fais envoyer un petit secours d'argent, et je vais

travailler sur leur demande, mais sans grand espoir, à obtenir leur libération. Et cette liste funèbre s'allonge tous les jours.

Mercredi 21. — Il n'est encore bruit, depuis plusieurs jours, que de l'attaque imminente des repaires de l'ennemi par des forces considérables ; chacun le sait, chacun le dit, on en fixe le jour et l'heure ; les plus prudents attendent. L'État-Major voudrait, dit-on, en finir une bonne fois. Une chose certaine, celle-là, c'est que les Verdunois, qui avaient continué, en assez grand nombre, à résider à Soissons, et les habitants de Vauxrot et de Cuffies, ont tous reçu ordre de partir. Et en effet, ce matin c'était un spectacle lamentable de les voir s'éloigner. Les Verdunois ont été cueillis dans toutes les maisons où ils s'étaient maintenus, et conduits, dès sept heures du matin, dans la direction de la gare, d'où ils devaient être emmenés par automobile vers le centre de la France. L'escorte de gendarmes qui les accompagnait donnait à cet exode le caractère lugubre d'une exécution.

Une heure plus tard, c'étaient les gens de Cuffies et de Vauxrot. Je les ai vus, arrivant en longue file, près de l'hôtel de ville, hommes, jeunes gens, femmes et enfants, tous chargés de paquets et de lourds paniers. Ils étaient encadrés par des militaires, fusil au bras, et ils se dirigeaient également vers la gare. Comment retenir ses larmes, comment n'avoir pas l'âme déchirée, quand on voit ses concitoyens, après cinquante jours passés sous les canons de l'ennemi, obligés de s'exiler aussi misérablement, et d'aller mendier au loin un pain qu'ils ne peuvent plus trouver chez eux.

Maintenant que toute cette population et ces étrangers sont partis, on ne voit pas venir l'attaque annoncée, on n'en parle même plus. Ne serait-ce pas d'ailleurs contraire au programme que l'État-Major paraît s'être imposé ici, de se borner à maintenir l'ennemi ? Volontiers donc je croirais qu'il ne voulait autre chose que d'écartier cette foule de gens, dont un bon nombre lui étaient suspects, et qu'ayant

atteint son but, il ne changera rien à son plan. On ne peut contester qu'il n'ait sujet de se méfier et de faire bonne chasse ; car l'ennemi multiplie ses ruses de guerre et les formes de son système d'espionnage. Quelques-uns de ces gens, gagnés sans doute à prix d'argent, ou sous l'empire de la menace, n'ayant d'ailleurs aucun patriotisme, se prêtent complaisamment à tous ses désirs. Hier même, dix individus ont été arrêtés à Soissons sous l'inculpation d'espionnage, dix autres aujourd'hui, et tous ont été expédiés sous bonne garde à Villers-Cotterets, où siège l'État-Major français.

Mais la rigueur des prescriptions et des défenses militaires, quoique bien nécessaire, a pour résultat fatal de contrarier beaucoup le ravitaillement de la population civile. Il existe, aux portes de la ville, dans les Magasins Généraux, un dépôt très considérable de sucre (on parle de 45.000 sacs), de la Société des sucres de l'Aisne. Ce dépôt court les plus grands risques en cas de confiscation, d'incendie ou d'inondation. Il y aurait un intérêt de premier ordre à le sauver en le transportant dans Soissons. Mais, le commandement militaire s'oppose, pendant le jour, à toute circulation de voitures ; ce n'est qu'à la faveur de la nuit qu'on peut en emporter de petites quantités ; ainsi, cette ressource inappréciable est exposée à nous échapper et à périr. On continue cependant à parlementer, et l'on finit par obtenir, non sans peine, quelques permis de circulation et un camion pour les transports. Si jamais l'ennemi mettait la main sur ce dépôt, quelle aubaine pour ses troupes ! Ne serait-ce pas l'espoir de s'en emparer qui l'a tant de fois ramené sur la route de Vauxrot ?

Au milieu de ces difficultés locales, la question du ravitaillement de toute la partie sud du département, la seule qui soit libre, est l'objet de la constante sollicitude de M. le Préfet, qui dépense, dans ce but, une activité remarquable et vraiment digne des plus grands éloges. A l'aide d'un camion allemand qu'il a réussi à se faire céder par l'autorité militaire, il circule dans les villes et les villages,

portant partout aux populations épuisées des approvisionnements qu'il tire de Paris. Le pays lui en devra une vraie reconnaissance.

Samedi 24. — Les jours en s'écoulant ne ramènent, ni ici, ni dans les environs, aucun événement de quelque importance. Constamment on entend le canon qui gronde au loin sur la rive droite de l'Aisne, en amont, en aval, et dans la direction de Noyon ; de temps en temps nos artilleurs envoient quelque volée sur les repaires de nos montagnes, d'où l'ennemi ne répond guère ; quelques avions allemands se promènent paisiblement au-dessus de Soissons, cherchant à découvrir nos batteries, fort habilement dissimulées, et nous lançant de temps en temps quelques bombes, mais rien ne se décide et les choses n'avancent pas. C'est une guerre *d'usure* qui menace de s'éterniser.

En ce moment, toute la préoccupation publique se concentre sur le nord, où se joue la partie capitale ; on attend avec anxiété les communiqués officiels qui se succèdent chaque jour sans éclairer beaucoup la situation. La victoire signalée que viennent de remporter les Russes à Varsovie avive nos espérances, et si les armées alliées viennent à remporter le même succès à l'ouest, le sort de la campagne se dessinera plus nettement.

Dimanche 25. — En attendant cette heureuse issue, nous cherchons à relever la vie religieuse, si profondément troublée : Aujourd'hui nous célébrons dans notre cathédrale, la fête de l'Adoration du Très Saint Sacrement. Nous limitons l'éclat des cérémonies, en raison des circonstances ; mais nous affirmons hautement notre foi, nous rappelons la population à la pratique de ses devoirs religieux, et nous ranimons son courage et sa confiance. Elle répond d'ailleurs à notre appel, elle prie avec ferveur, et le son du canon qui accompagne le chant du *Lauda Sion*, ne parvient pas à troubler le recueillement des fidèles.

Il est un autre intérêt moral qui ne nous préoccupe pas moins. Les enfants, les jeunes gens et les jeunes filles sont

dans l'inaction et même dans l'oisiveté la plus complète, et, par conséquent, à l'école du vice. Les écoles, les patronages sont fermés, les catéchismes supprimés et nous avons la douleur d'assister à la démoralisation de cette partie si intéressante de la société. Il me paraît donc indispensable de nous en préoccuper. J'attire sur ce point l'attention des curés de la ville, du Comité de secours, des Comités de Dames, et celle de tous les honnêtes gens. Peu à peu des mesures sont prises pour restreindre les sorties des enfants, pour les grouper dans des réunions moralisatrices, et pour procurer du travail à un grand nombre de jeunes filles. Nos curés ont recommencé exactement leurs leçons de catéchisme, les Dames françaises, sous la direction de Madame d'Arcosse, ont monté un ouvroir ; le Comité de secours se préoccupe de cette situation et cherche quels moyens il pourrait employer. L'inspecteur primaire M. Ancey, se montre aussi tout disposé à nous donner son concours.

Mercredi 28. — Tandis que nous attendons avec grande impatience le résultat de l'immense bataille engagée dans le Nord, le feu se rallume vivement près de nous, et, pendant les journées de samedi, dimanche et lundi, nous entendons le continuel mugissement des pièces d'artillerie lourde dans la direction nord-ouest de la ville, vers Nouvron, Morsain et au delà. Mardi, pendant toute la journée, l'engagement est si violent, l'artillerie tonne avec tant de force et de continuité, que la population en est comme terrifiée et vit dans une attente angoissante. Il nous semble que nous sommes revenus aux plus mauvais jours du bombardement, on colporte avec persistance le bruit que les Allemands auraient encore tenté de revenir à Soissons dans la nuit du 26 au 27, qu'ils auraient passé l'Aisne en face de Pernant, et auraient été anéantis par notre artillerie. Cette perspective de les revoir dans notre ville suffit pour entretenir les habitants dans la plus vive appréhension.

Le lendemain, nous interrogeons partout, nous demandons le sens et le résultat de cette lutte ; les civils ne savent rien, et les militaires gardent le silence. Les communiqués officiels du 27 et du 28 se bornent à signaler « quelques légers progrès de nos troupes au nord-ouest de Soissons et dans la région de Craonne ».

Et cependant, la lutte continue plus intense. L'artillerie n'a pas de repos ; dans les journées des 28 et 29, mercredi et jeudi, elle tonne sans arrêt dans la direction de Crouy. Grande est donc l'erreur des journaux qui répètent à tout propos que la bataille de l'Aisne est finie, et induisent ainsi le monde en erreur. Jamais, depuis six semaines, on ne s'est autant battu près de nous qu'au cours de celle-ci.

Hier, jeudi, nous avons eu la douleur de perdre un de nos chefs les plus estimés, le général Arrivet. Il s'était rendu à Crouy pour visiter les tranchées et faire aux soldats une distribution de tabac, lorsqu'une balle le frappa à la tête et l'étendit mort sur le sol. Son corps ramené à Soissons sera enterré samedi à Vauxbuin avec les honneurs qui lui sont dus, et transporté de là à Paris.

Vendredi 30. — Est-ce pour venger cette mort ? Je ne le sais ; mais en tous cas, la lutte devient plus vive que jamais dans cette direction, et il y a, toute la soirée du 29, toute la nuit et toute la matinée du vendredi 30, un déchaînement inouï d'artillerie. La population en est profondément et douloureusement impressionnée.

Mais voici que de bouche en bouche vole la bonne nouvelle : Le fort de Condé est repris par nos troupes ! C'est l'heureux résultat de l'énorme effort de ces derniers jours. Déjà, précédemment ce fort avait été pris par les Anglais et repris par l'ennemi. Si nous parvenons à le tenir cette fois, ce sera un sérieux progrès et le point de départ de beaucoup d'autres ; ce sera la sécurité rendue dans la vallée à tous les villages de la rive gauche de l'Aisne, qu'il terrorisait et ravageait par ses feux ; ce sera un solide point d'appui pour s'avancer plus loin dans le massif montagneux situé entre Soissons, Vailly, Craonne et Laon, qui offre à

l'ennemi tant de ressources pour se défendre. Tout le monde est donc à la joie.

Malheureusement, à toute cette histoire il ne manque qu'un point, c'est d'être vraie. Informations prises, elle n'a rien de fondé, et le fort de Condé est toujours au pouvoir de l'ennemi.

Hier, c'était Lille qui était retombé en notre pouvoir. On l'affirmait sans hésiter. Aujourd'hui, on le dément.

C'est ainsi que l'opinion publique, toujours en travail, se repait inconsidérément d'erreurs ; d'où il résulte qu'on est réduit à douter de tous les bruits qui se colportent.

CHAPITRE VI

Nouveaux bombardements de Soissons

(*Novembre-Décembre 1914*)

Samedi 31. — Avec la fin du mois d'octobre, se rouvre pour nous une période aigüe de souffrances. C'est un nouveau bombardement de la ville.

Toute la journée du 31, la lutte, commencée les jours précédents, continue plus sourde et plus éloignée de nous, au nord-ouest et au nord-est de Soissons, derrière les collines ; la nuit suivante est fort agitée et les bombes incendient quelques maisons.

Dimanche 1^{er} Novembre. — Cependant, le premier novembre, la matinée étant tranquille, et le soleil se levant radieux, nous célébrons à la cathédrale les offices de la Toussaint. Mais que tout y est maigre ! J'officie pontificalement, entouré seulement de quelques prêtres. L'assistance des fidèles est médiocre, les soldats en forment la meilleure partie ; la cathédrale, dont beaucoup de vitres sont brisées, est froide et dangereuse ; et, s'il faut l'ajouter, la population absorbée par cent préoccupations diverses, montre trop peu d'empressement pour remplir ses devoirs religieux.

Ce que nous avons fait était peu, semble-t-il, et cependant pour nos ennemis c'était trop. Nous avons cru pouvoir revivre, nos cloches avaient sonné, nos orgues avaient joué, l'ennemi ne le pouvait souffrir. Nous avons

trop présumé de sa tolérance. Il allait nous le faire savoir.

J'étais à peine rentré chez moi, et je me mettais à table, lorsque siffle à ma porte une première bombe, puis une seconde, qui s'abat, sous mes yeux, dans mon jardin, et éclate en y creusant une large fosse, puis quatre ou cinq autres qui explosent à proximité. Inutile de dire ce qu'est le déjeuner, ni quel état d'angoisse résulte pour nous de ces continuelles et dangereuses surprises. Quand je sors pour les vêpres, je constate que, de ces bombes, trois ont maltraité l'hôtel de ville, deux, le collège et son ambulance, et une autre, la maison de l'Enfant-Jésus, que l'on commençait à réparer.

A côté des canons, un autre genre de péril tient notre population dans une continuelle anxiété. Ce sont les avions. Depuis quelque temps, leur passage au-dessus de nos têtes se multiplie, et il ne s'écoule guère de jours qu'ils ne lancent des bombes sur la ville. Déjà, l'hôpital en a reçu plusieurs ; il y a quelques jours, il en tombait une à quelques pas de la cathédrale ; hier, une autre, dans la rue du général Pill. Elles tombent le jour, elles tombent la nuit, incendient les maisons, blessent ou tuent les personnes, et ne nous laissent plus aucune sécurité. Aussi, dès que l'on voit apparaître ces sinistres oiseaux, chacun se gare soigneusement pour en éviter les coups.

Impossible, d'autre part, de ne pas être édifié de la bonne attitude de nos soldats au point de vue religieux. Nous ne manquons aucune occasion de célébrer pour eux des offices, soit au collège, soit à l'hôpital, avec le plus de solennité que nous pouvons. Les aumôniers y apportent un grand zèle, les médecins, qui y voient un puissant élément de réconfort moral pour leurs malades, s'y montrent très favorables, et les militaires correspondent avec empressement à nos avances, soit en assistant à ces offices, soit en s'approchant des sacrements. Ce matin, jour des Morts, j'ai moi-même officié solennellement à l'hôpital, assisté de deux prêtres brancardiens, MM. Pressoir et Moufflard, et tout le monde en a éprouvé une visible satisfaction.

Mais que dire de la fureur de l'ennemi ? Il y a chez lui une recrudescence d'hostilité, et les jours qui suivent la Toussaint peuvent bien être rangés parmi les plus dangereux et les plus pénibles pour nous. Le jour des Morts, à quatre heures, leurs batteries, qui paraissent plus reculées dans les collines, ont lancé en une demi-heure plus de trente bombes, dans la direction du pensionnat de la Croix, converti en ambulance. Quatre sont tombées sur cet établissement, et ont bouleversé de fond en comble la salle des pansements, qui heureusement était vide à ce moment, et ont fait sauter les vitres du cloître et des autres salles, qui venaient d'être renouvelées. Toute cette après-midi, pendant plus de cinq heures, c'est un feu continu dirigé vers l'avenue de la gare, et surtout vers le pont de Villeneuve, que l'on essaie de réparer. Avant le soir, on compte déjà au moins cinq morts et douze blessés, dont plusieurs très grièvement. La situation devient intenable, et l'on se demande ce que l'on deviendra. Chaque jour, nous sommes obligés de nous réfugier à la cave.

Mercredi 4. — Les jours se succèdent, et non seulement la position ne s'améliore pas, mais elle s'aggrave sensiblement. Tous les jours, pendant plus d'une demi-heure, l'artillerie lourde de l'ennemi nous crible de projectiles. Aujourd'hui elle s'est attaquée principalement à la cathédrale, et y a fait des dégâts considérables au dedans et au dehors ; elle a, entre autres, brisé la chaire et plusieurs fenêtres.

La ville est remplie d'artillerie. Il est à croire que tout le monde, militaires et civils, circule trop librement et que l'on provoque la colère de l'ennemi par de trop fréquents rassemblements. Un peu plus de prudence serait bien désirable. Le maire vient de le recommander de nouveau.

Nous savons très peu de chose de ce qui se passe le plus près de nous. Les communiqués officiels continuent à déclarer que nous progressons légèrement chaque jour au nord-ouest, en aval de Soissons, et qu'en amont, vers Vailly, nous avons des alternatives d'avance et de recul.

La situation générale ne se dénoue pas davantage. Au nord, dans les Flandres et en Belgique, on nous annonce quotidiennement quelques avantages remportés par les Alliés, rien toutefois de décisif. Dans la Prusse orientale les Russes progresseraient davantage. L'Allemagne ne semble pas beaucoup s'en émouvoir, comptant sur la solidité de ses places fortes ; car elle maintient sur notre pays le plus grand nombre de ses corps d'armée, plus nombreux qu'au début de la guerre, et que l'on évalue à soixante.

Voici maintenant que la Turquie entre en scène, et que, sous la pression de l'Allemagne, dont elle est l'humble vassale, elle déclare la guerre à la Russie et à l'Angleterre. On se demande quelle va être l'attitude de la Grèce. C'est donc une nouvelle extension du théâtre des hostilités, et la conflagration ne cesse de gagner du terrain. Je ne puis m'empêcher de songer à l'effroyable caractéristique par laquelle saint Malachie désigne le pape actuel : *Religio depopulata* ; la chrétienté dépeuplée ! Caractéristique qui est malheureusement en train de se vérifier.

Jeudi 5. — Dès le grand matin, un groupe d'artilleurs se présentent chez moi ; ils visitent, sans même me prévenir, tous les coins de mon jardin, et manifestent l'intention d'y parquer un certain nombre de leurs voitures et de leurs chevaux. Mauvaise idée, et dangereuse combinaison ! C'est pour ma maison la dévastation certaine et pour ceux qui l'habitent, l'extermination. Je leur représente à quel danger ils m'exposent, et je leur montre combien leurs voitures seraient peu en sûreté, mon jardin et ma maison étant placés sous le regard de l'ennemi, qui y lit comme dans un livre, et ayant déjà été criblés de projectiles dont les traces ne sont que trop visibles. Ils se rendent à mes observations, pour le moment du moins, et cherchent à abriter leurs équipages en quelque autre lieu plus sûr.

Le commandant d'armes, M. Gombart, m'envoie un chef artificier pour extraire la bombe enfoncée sous le perron de ma maison. L'opération ne paraît pas facile.

Étant tombée sur le soupirail qui sert de prise d'air pour le calorifère, la bombe se sera sans doute heurtée à une pierre dure, qui l'aura fait dévier, et selon toute apparence, elle s'est réfugiée sous le parquet du salon. Le commandant me demande de préparer le travail en enlevant les dalles sur une longueur de trois mètres ; ce que je fais exécuter immédiatement. Puis le temps s'écoule, l'artificier ne revient pas : cinq ou six fois j'insiste près du commandant. Chaque fois il me donne de bonnes paroles, toujours sans effet. J'en fais parler au général de Memprey, qui déclare que l'opération n'est pas possible actuellement. Nous sommes ainsi réduits à passer l'hiver sans allumer le calorifère !

Mais voici bien autre chose ! Leur offensive dans les Flandres paraissant bien près d'échouer, et n'ayant pu atteindre Dunkerque, non plus que Paris ni Varsovie, les Allemands préparent, dit-on, un nouveau plan. Ou bien ils chercheraient à arriver à tout prix à Calais et à Boulogne, en se faisant un chemin d'Ypres par Hazebrouck et Saint-Omer, pour, de là, attaquer ou inquiéter l'Angleterre ; ou bien ils tenteraient un grand effort sur l'Aisne et chercheraient à percer nos lignes vers Reims ou Soissons. Si leurs communiqués officiels ont étrangement exagéré leur récent succès en amont de Vailly, succès réel, mais léger, que notre presse a ramené à ses vraies proportions, ils semblent toutefois faire, en ce moment, des sondages sur notre front de l'Aisne.

En attendant qu'ils démasquent leur plan, nous vivons en face de cette redoutable perspective et les esprits sont très inquiets.

Notre artillerie lourde, qui s'était éloignée depuis les engagements des Flandres, revient sur nous dans les derniers jours de cette semaine, du 2 au 7 novembre, et elle dresse ses batteries de tous côtés. Le général Legay, qui commande ici depuis le 12 septembre, est relevé de ses fonctions et remplacé par le général Buisson d'Armancey. On augure très bien de ce changement.

Le bombardement des quatre premiers jours de novembre, qui a tué huit ou dix personnes, et causé de sérieux dégâts à la cathédrale, au pensionnat de la Croix, au collège, à l'hôtel de ville et dans une foule de maisons particulières, a replongé la population dans une sorte de terreur. La perspective d'une attaque générale des Allemands venant s'y ajouter, l'autorité militaire faisant évacuer nos ambulances et nos hôpitaux, la police de la ville procédant au recensement des jeunes gens de 17 ou 18 ans, qui courraient risque d'être enlevés par l'ennemi, la panique redevient générale et l'exode recommence. Plusieurs de ceux qui étaient rentrés en ville et qui n'avaient rien vu du premier bombardement, plus effrayés que les autres, se hâtent de fuir de nouveau, et leur exemple entraîne beaucoup de départs. On essaie de les raisonner, de leur montrer qu'aucune raison impérieuse n'explique cette panique, ils ne vous écoutent même pas et ne songent qu'à s'échapper. Quelques personnes influentes font pression sur les sœurs de Saint Vincent de Paul pour les décider à évacuer leur orphelinat, qui compte près de quatre-vingts jeunes filles. Mais comment émigrer ? Où trouver un abri pour tant de monde ? Un instant ébranlées, les Sœurs se ressaisissent et restent courageusement dans leur maison avec toute leur famille d'adoption. Notre Comité de secours se préoccupe de leur trouver du travail.

Dimanche 8. — D'autre part, ce second bombardement a eu pour effet salutaire de ramener les habitants à beaucoup plus de réserve dans les manifestations extérieures de leur vie ; depuis lors, la circulation a diminué sensiblement, les rassemblements dans les rues et les places ont disparu, les cloches se sont tues, les catéchismes ont été suspendus, les réunions à l'église, rendues beaucoup plus discrètes ; et aujourd'hui, dimanche 8 novembre, nous nous sommes bornés à des messes basses, célébrées à l'autel de la Résurrection, et à un petit exercice de piété à trois heures. Le calme le plus complet règne d'ailleurs tout autour de nous ; pas de canonnade, pas de bruit,

un silence de cimetière. Les uns fuient, les autres se terrent, et tout le monde attend avec anxiété les nouveaux événements que l'on ne cesse de pronostiquer.

En face de la misère qui s'est abattue sur notre département, et qui croît tous les jours, j'ai adressé, comme évêque, et comme président du Comité de secours, un appel à plusieurs grands journaux de Paris, la *Croix*, l'*Action française*, le *Gaulois*, l'*Echo de Paris*, le *Figaro* ; puis au *Comité de Secours national*, et à quelques notabilités du monde civil et religieux, afin d'en obtenir un concours charitable en faveur des pauvres de notre ville et de notre département, et surtout en faveur de notre clergé, qui est privé de toutes ressources et va être livré à une extrême détresse.

Ma voix ne reste pas sans écho. Chaque jour m'apporte un bon nombre de dons modestes, en argent et en nature, et j'espère pouvoir, par là, alimenter notre Comité central, secourir les nécessiteux, et soulager un peu la misère de mon pauvre et malheureux clergé, qui commence à tourner les yeux de mon côté pour me demander un morceau de pain.

Tandis que le calme règne et que le canon se tait presque complètement, du 7 au 10, l'autorité militaire concentre dans la ville et aux environs, de nombreuses troupes. L'artillerie arrive de tous côtés ; elle se place autour de la ville, à Sainte-Geneviève, près du cimetière, au mail, et ses batteries sont si habilement dissimulées qu'il est impossible à l'ennemi d'en repérer la position ; les artilleurs sont à leurs pièces jour et nuit et n'attendent qu'un signal ; les troupes sont fiévreuses et impatientes d'en finir. On sent qu'il y a maintenant un commandement ; et tout le monde s'attend, d'heure en heure, non sans grande émotion, à une attaque générale pour déloger enfin l'ennemi de ses redoutables retranchements.

Depuis quelques jours, les communiqués officiels nous donnent des nouvelles encourageantes de notre mouvement sur l'Aisne, au nord-ouest, et surtout au nord-est de

Soissons. Vailly a été repris ainsi que Soupir, Chavonne, Sapigneul ; nous occupons le plateau de Vregny, où nous n'avions pas encore posé le pied ; nous sommes sur les pentes de Crouy, à quelques centaines de mètres de la Perrière, et sur le plateau de Craonne, à la ferme d'Heurtebise. Bref, les choses semblent s'acheminer vers une heureuse solution.

Mercredi 11. — Enfin le signal de l'attaque, si impatientement attendu est donné. Aujourd'hui, mercredi, 11 novembre, vers quatre heures du soir, on ouvre le feu dans la direction nord-ouest vers Vauxresis, Tartiers, Bieuxy. La nuit vient vite, les ténèbres sont épaisses, on ne peut rien voir à quelques pas, le vent souffle en tempête et fait voler de toutes parts les ardoises et les tuiles, restées sur les toits ; pendant quelques instants, vers dix heures, la pluie tombe abondante, puis le vent s'apaise, le ciel s'éclaircit, et la lune brille de tout son éclat jusqu'au lever du jour. Mais au-dessus des rafales du vent et de la pluie, domine la puissante voix du canon, qui remplit l'air d'horribles mugissements, répercutés par toutes les collines de la ceinture. A tout moment, la terre tremble et l'on peut craindre que les vitres, replacées depuis peu dans les fenêtres, ne volent de nouveau en éclats. Tout le monde est en éveil, impossible de fermer l'œil. Peu à peu, le jour paraît, trop lentement à notre gré ; l'airain gronde de plus en plus fort, jusque vers dix heures, où il se tait soudain. Après quelques heures de tranquillité, il recommence avec la même intensité, et ne cesse qu'à la chute du jour.

Oh ! cette fois, ce doit être la délivrance ! Dès ce matin, les esprits enthousiastes ou inconsidérés crient victoire de tous côtés : « Les Boches ont plusieurs fois hissé le drapeau blanc ! c'est fini ! nous allons respirer ! » D'autres, plus avisés, attendent et observent. Les chefs se taisent, les soldats hochent la tête, les mots de « difficultés insurmontables » filtrent à travers les conversations. L'artillerie, dit-on, a fait merveille ; mais l'ennemi s'est entouré d'un vaste réseau de fils de fer barbelés, qui ne permettent pas à

l'infanterie d'avancer. Vainement, les sapeurs du génie s'emploient à les couper, ils ne peuvent y parvenir, et la barrière se dresse infranchissable.

En somme, nos troupes ont gagné quelques centaines de mètres, de ci, de là, mais l'ennemi reste dans ses positions. Nos soldats qui occupent Cuffies s'étaient groupés en un lieu dit *la Maison du Cochon* ; les Allemands ont incendié cette maison et celles qui l'avoisinaient, et, le soir, l'horizon apparaît au nord tout rouge de feu.

Le lendemain, nous lisons à l'officiel : « 13 novembre, nous avons progressé légèrement au sud-est de Novvron, ainsi qu'entre Crouy et Vregny, au nord-est de Soissons. Dans la région de Vailly, une contre-attaque allemande contre celles de nos troupes qui avaient repris Chavonne et Soupir a été repoussée. » Sur le théâtre de la lutte, on relève, de notre côté, quantité de morts et de blessés, et la conclusion qui se dégage de ce fait d'armes, capable de casser les bras aux plus confiants, c'est qu'il faudra recommencer.

Emportés par leur désir de revenir sur nous, les Allemands tentent, le lundi 16, un coup d'audace. Quelques détachements de l'ancienne armée de von Kluck essaient de franchir l'Aisne au nord de Vailly. Nos contingents cantonnés dans le voisinage, se mettent résolûment en travers de cette audacieuse tentative ; ils refoulent les assaillants sur la rive droite, et anéantissent impitoyablement les détachements ennemis, qui n'ont pas eu le temps de se garer de nos canons.

Malheureusement la saison s'avance ; les pluies sont venues, abondantes et froides, la terre est détrempée, et nos pauvres soldats, sortant de leurs tranchées, et obligés de traverser les champs en pleine nuit, rentrent en ville dans un état indescriptible de malpropreté. Tandis qu'ils se hâtent de nettoyer un peu leurs vêtements, l'ennemi s'acharne à démolir par une grêle d'obus leurs ouvrages et leurs abris. Notre artillerie riposte vigoureusement ; ses batteries, placées au mail et en divers points de la ville, ne cessent durant les 17 et 18, de battre les collines ; et

celles qui sont plus au nord de la rivière, dans la région de Craonne, prennent de sérieux avantages sur les batteries ennemies.

Nos soldats, qui sont dans les tranchées, font de temps en temps quelque heureux coup de main. Avant-hier, ils ramenaient prisonniers, quatre Boches, qui s'étaient rendus eux-mêmes ; hier, ils en ramenaient dix autres, qu'ils avaient capturés et dont le passage dans nos rues excitait un vif intérêt ; mais surtout ils abattaient un taube qui dut toucher terre près de Saint-Crépin, et dont le pilote et les deux officiers observateurs étaient carbonisés.

Tandis que l'on repousse l'ennemi, un autre péril menace tout à la fois les militaires et la population civile. C'est le manque de farine. Le battage du blé ne se fait pas régulièrement, faute de charbon, et le moulin de Chevreux, qui a subi des avaries, n'arrive plus à fournir que quinze quintaux de farine par jour, ce qui est insuffisant. L'administration municipale s'emploie activement à porter remède à cette inquiétante situation. M. Gabriel Hanotaux, vice-président du Comité national de secours, est venu cette semaine à Soissons, et a témoigné devant notre Comité réuni, de son vif désir d'aider au ravitaillement de notre département, auquel il appartient par sa naissance. Il s'offre à recevoir toutes les demandes de charbon et de farine qui lui seraient adressées, et d'y faire donner prompt satisfaction au moyen des syndicats industriels et commerciaux avec lesquels il est entré en relations. En attendant la réalisation de ses projets, on parvient à réparer les avaries du moulin de Chevreux, on met en marche celui de M. Debruyère au Pré-Foireux, et l'on estime qu'à partir de ce jour, 15 novembre, la crise de la farine est prévenue et écartée.

Reste la crise du charbon, qui est plus grave encore, le charbon étant le grand moteur de toutes les industries, et l'aliment nécessaire de tous les fourneaux domestiques. L'usine à gaz en avait plusieurs bateaux au port dans les premiers jours de septembre ; les Allemands devenus maîtres de la ville, les ont coulés à fond, et depuis lors, ils

restent submergés. Toute tentative pour les renflouer serait impraticable en raison de la menace perpétuelle du canon ennemi, et aussi en raison des défenses formelles de l'autorité militaire. Les habitants ne parviennent à s'en procurer qu'en très petite quantité et sur un « bon » de la mairie. Le passage de la rivière étant sévèrement interdit aux voitures, on est obligé de l'amener des dépôts de Saint-Vaast sur des brouettes et presque furtivement. Cependant l'autorité municipale, sous la vigilante direction de M. Muzart, se préoccupe activement de cette grave question, et l'on espère que cette seconde crise ne tardera pas elle-même à s'adoucir.

En attendant, la vie se traîne et languit. A l'animation extraordinaire que présenta longtemps l'hôtel de ville a succédé la solitude. Dans la cour d'entrée, dans les salles, et sur la place voisine règne un silence lugubre. La pluie, le froid, le vent en écartent les curieux et les flâneurs. La curiosité même semble s'amortir et s'éteindre. On croirait que, ne pouvant rien changer à cet état de choses, on finit par s'y résigner et s'en accommoder. Toute l'activité de la population se concentre sur la poursuite des objets indispensables à la vie, et ce n'est pas sans difficulté que l'on parvient à se les procurer. Tout continue à manquer à la fois, électricité, gaz, télégraphe, téléphone, service régulier de poste, charbon, chevaux, voitures. Que de démarches il faut faire et souvent pour n'arriver à rien ! Les pauvres, et combien nombreux ! se pressent en longue file, à certaines heures du jour, dans l'angle de l'hôtel de ville où l'on distribue le pain qu'accorde notre Comité de secours. Mais ce Comité lui-même est obligé de mesurer ses largesses sur l'exiguité de ses ressources.

Pour moi, je reste toujours privé de communications avec le clergé des arrondissements de Laon, de Vervins et de Saint-Quentin, et même avec une partie de celui de Soissons. Qui dira l'amertume de cette situation ? Vainement j'interroge, vainement je tends l'oreille vers tous les points de l'horizon, nul écho de ce qui s'y passe ne

parvient jusqu'à moi. Voilà trois mois entiers que nous sommes totalement séparés de ces quartiers. Je cherche tous les moyens de faire parvenir aux trois archiprêtres enfermés dans les lignes ennemies des pouvoirs de vicaires généraux pour la durée des hostilités. Mais j'ai tout lieu de craindre que mes instructions ne leur parviennent pas.

Sans cesse je fais en esprit le tour de mes paroisses et je me demande avec anxiété ce qu'en sont devenus les pasteurs. Je n'en puis rien savoir. Le peu que j'apprends me vient au hasard, par des correspondances de personnes réfugiées au loin et qui me content la triste odyssee de tel ou tel curé ou vicaire, parvenu à s'échapper avant l'arrivée des ennemis ou emmené prisonnier en Allemagne. Chacune de ces lettres me révèle de nouveaux et odieux détails sur l'incroyable barbarie de cette soldatesque sauvage, chez qui est éteint tout sentiment de justice, d'honneur et de pitié. J'ai besoin de comprimer les bords de mon cœur pour ne les point maudire, car l'idée qui les domine et les entraîne est une suggestion de l'enfer, et ils sont manifestement les suppôts et les instruments de l'esprit du mal, qui ne cherche qu'à nuire et à détruire.

Ce douloureux martyrologe de mon clergé s'allonge peu à peu, et où s'arrêtera-t-il ? Ce que je sais jusqu'ici doit n'être rien à côté de ce que j'ignore et de ce qui m'attend. Je voudrais savoir et j'ai peur d'apprendre. En qui, ô mon Dieu, mettre mon espoir si ce n'est en vous ? Cœur Sacré de Jésus, ayez pitié de tous mes prêtres ! Cœur immaculé de Marie, couvrez-les de votre protection ! Notre-Dame de Liesse, protégez mon diocèse !

Combien de nos pauvres familles, disséminées dans toute la France, passent elles-mêmes par de cruelles angoisses ! Chaque jour, continuent à m'arriver de toutes les directions, de pressantes demandes de renseignements sur des personnes domiciliées dans mon diocèse, et dont les parents ou amis n'ont plus aucune nouvelle. Pourquoi faut-il qu'à mon grand regret, j'en sois réduit à n'envoyer souvent que des réponses négatives et peu rassurantes ?

Samedi 21. — Voici que soudain et contre toute attente, notre situation s'aggrave et que le danger arrive tout de suite à son paroxysme.

A ce moment je suis seul avec ma sœur et ma domestique et je m'en félicite. Mon cher abbé Perrin et sa sœur, qui ont eu la douleur de perdre leur mère, retirée à Oulchy-le-Château depuis le commencement de la guerre, se sont éloignés depuis quelques jours pour l'assister à ses derniers moments. Tant mieux qu'ils ne soient pas à Soissons à cette heure critique ; car l'émotion s'ajoutant à leur chagrin, peut-être ne résisteraient-ils pas à une telle épreuve.

Aujourd'hui donc, samedi, 21 novembre, trois semaines exactement après le second bombardement, à deux heures de l'après-midi, les Allemands en recommencent un troisième. Ils auraient, paraît-il, ramené du Nord, après leurs infructueuses tentatives pour percer notre front sur l'Yser et la Lys, des pièces de canon de 320^{mm}, qu'ils tourneraient en ce moment contre nous.

Ils lancent, en effet, d'énormes projectiles, qui réduisent en miettes une multitude de vitres nouvellement posées, incendient plusieurs maisons, en détruisent un grand nombre d'autres, tuent une dizaine de personnes, et démolissent une partie du pont de péniches.

La nuit, vers onze heures et demie, après un moment d'accalmie, alors que chacun essayait de goûter un peu de sommeil, ils rouvrent le feu avec une telle violence, que les maisons en sont ébranlées.

Réveillés en sursaut, nous nous précipitons hors de nos chambres à peine vêtus, et nous gagnons en hâte notre abri au sous-sol. Tout le reste de la nuit se passe dans une indicible angoisse. Les explosions de projectiles font sans cesse trembler portes et fenêtres et nous font craindre à tout instant d'être ensevelis sous les ruines.

Dimanche 22. — Le jour venu, comme c'est aujourd'hui dimanche, je réussis cependant, grâce à un peu de tranquillité, à dire la sainte messe. Mais à peine avais-je quitté l'autel que la tempête recommence. J'essaie néanmoins

de gagner la cathédrale, voulant par ma présence soutenir le courage des rares fidèles qui assisteraient à la messe. En route, M. le chanoine Marchal, toujours sage et de bon conseil, me dissuade fortement et m'arrête en me montrant le danger d'une telle démarche ; je me rends à son avis et rebrousse chemin.

Alors se déroule au-dessus et à côté de nous un duel d'artillerie vraiment terrifiant. A l'attaque de l'ennemi, nos batteries, formées aussi de pièces de gros calibre, et habilement dissimulées en diverses positions, répondent par un déluge de mitraille. Cette horrible tempête ne s'arrête pas un instant, et nous restons tout le jour sous cette avalanche de feu. Les obus qui s'abattent de temps en temps autour de ma maison nous prouvent que l'ennemi ne cède pas.

Les avions se mêlent à la lutte. Un taube lance sur la salle de réunion de la Société des secours mutuels plusieurs bombes incendiaires. L'une d'elles s'abat dans mon jardin, qui est contigu, et projette, en touchant terre, une brillante gerbe de flammes. La partie de l'enveloppe, que nous recueillons aussitôt, dégage une puante odeur de soufre, le culot de l'engin porte sur un papier rouge-brun, l'inscription allemande suivante : « Attention ! Ne jeter cette bombe que par l'anse attachée au sommet » ; et au-dessous est écrit : « Carbonit ». Quelques mètres de plus, et notre maison était incendiée.

Le jour baisse de bonne heure, bien que l'atmosphère soit d'une parfaite transparence, et le duel ne s'arrête pas. Nos artilleurs sont prodigieux d'entrain, d'activité et de persévérance.

On voudrait se reposer, mais le moyen ? Au milieu de la nuit, la lutte, un moment apaisée, recommence aussi violente que la veille. Nos canons font rage, et les bombes de l'ennemi entremêlent trop souvent à ce fracas, leur sinistre sifflement.

Ainsi s'écoulent les lundi et mardi ; puis, avec quelques intermittences, les mercredi, jeudi, vendredi, samedi et

dimanche, les bombes partant toutes seules au moment où l'on s'y attend le moins.

Sous l'empire de ces pénibles émotions, en face des ruines qui s'accumulent, et devant la crainte inspirée par les journaux que les Allemands, repoussés des Flandres, ne fassent une tentative désespérée sur Soissons ou sur les environs, on fait évacuer l'orphelinat de Saint-Vincent de Paul, qui a beaucoup souffert dans ces derniers jours ; puis, de tous côtés, les départs se multiplient, et la ville se vide d'heure en heure. Et cependant, avec un peu plus de sang-froid, on peut se rendre compte que c'est toujours dans la région d'Ypres que se massent de nouveau les Allemands, et que c'est là, et non dans la région soissonnaise, qu'ils vont tenter un suprême assaut.

Toutefois, quoi qu'il en soit de leur plan général, ils exercent en ce moment sur notre front de l'Aisne une pression violente et manifestent clairement leur dessein de franchir de nouveau la rivière.

Ainsi le 25, à mi-chemin entre Soissons et Vailly, leurs détachements qui occupent toujours Chivres, ont prononcé une attaque furieuse sur Missy, dans l'espoir de s'ouvrir un passage, et ils ont été repoussés avec des pertes énormes, comme le mentionne le communiqué officiel.

Le 27, à neuf heures du soir, par un beau clair de lune, ils ont tenté de passer l'Aisne en face de Pernant, sur une passerelle rapidement établie. Ils étaient en nombre considérable. Notre artillerie les attendait ; elle les laissa s'approcher et les foudroya en quelques instants.

Aujourd'hui, 28, à la chute du jour, un engagement très sérieux se déroule au nord-est, du côté de Vailly, dont j'ignore encore le sens et la portée.

Entre amis, on déplore en baissant la voix, que nos défenseurs, qui témoignent tant de bravoure, ne se tiennent pas toujours sur leurs gardes. Ces jours derniers, une compagnie entière, composée de 140 hommes, imprudemment endormie dans une carrière, et ayant laissé ses armes dans les tranchées, a été surprise par les Allemands et emmenée prisonnière sans coup férir.

Le général D'Amade vient, lui aussi, après le général Legay, d'être relevé et remplacé par le général Berthelot, tiré de l'active.¹

Un espion ou traître, Louis Hirson, qui entretenait à Vailly des intelligences avec l'ennemi, a été condamné à mort, le 20 de ce mois, par le Conseil de guerre de Soissons, et exécuté à Villers-Cotterets.

Ce sont là de fâcheux incidents, qui serrent douloureusement le cœur des vrais patriotes, et que l'on évite prudemment de divulguer, dans la crainte de diminuer la confiance du public dans le succès final.

Ce succès pourtant, semble s'affirmer sur l'autre théâtre de la guerre. Les nouvelles qui arrivent de l'Est, des frontières de la Prusse, nous annoncent que les Russes, viennent de remporter à Lodz, une éclatante victoire sur les Allemands, et de détruire plusieurs de leurs corps d'armée. Ceux-ci ont donc hâte de frapper un grand coup à l'Ouest, dans les Flandres. Tout s'y prépare pour les jours qui vont suivre. S'ils échouent encore, comme il faut l'espérer, peut-être sera-ce la retraite forcée. Mais si leur orgueil déçu est acculé à cette extrémité, que de maux ils nous réservent avant de partir ?

Dimanche 29. — C'est la crainte de ces maux qui pousse aujourd'hui l'autorité à prendre des mesures extrêmes de précaution et de sûreté.

Dans l'après-midi, en effet, je reçois la visite des sous-préfets de Vervins et de Soissons, toujours fort obligeants à mon endroit. Au cours de la conversation, tenue debout dans mon salon dénudé et dont le plafond laisse tomber la pluie, M. le Sous-Préfet de Soissons me déclare que l'autorité civile, d'accord avec l'autorité militaire, a décidé

1. A l'heure présente, l'État-major, qui siège à Villers-Cotterets, se trouve ainsi composé : Général Maunoury commandant la cinquième armée ; général Berthelot, commandant de corps ; général Buisson d'Armancy commandant la division ; général Schmidt, commandant la 9^e brigade ; général de Memprey commandant la 10^e brigade.

de procéder à l'évacuation de la ville. On ne donnera pas d'ordre formel, afin de ne pas répandre l'effroi aux alentours ; mais on offre à tous les habitants, surtout aux pauvres, les facilités nécessaires, des voitures pour les conduire aux gares les plus proches, et la promesse d'être hébergés partout où ils se retireront.

Quel est donc, lui dis-je, le motif d'une mesure aussi radicale ? Craindrait-on le retour prochain des Allemands dans Soissons ? — Non, me répond-il, l'État-Major ne partage pas cette appréhension, et ce n'est pas cette considération qui le détermine. — Mais encore ? ajoutai-je. — C'est un si triste spectacle, me dit-il, de voir à tout moment des gens périr victimes du bombardement, parce qu'ils n'ont point de lieu sûr pour s'abriter ! Puisque les gens aisés peuvent s'éloigner, et s'éloignent tous les jours, ne convient-il pas que les pauvres ne soient pas condamnés à rester et à être tués à cause de leur pauvreté ? »

C'est donc l'évacuation qui va se poursuivre d'un commun accord entre les autorités civile et militaire. Chacun s'interroge pour savoir quel parti il lui convient de prendre en d'aussi graves circonstances.

CHAPITRE VII

L'Hivernage

(1914-1915)

Mardi 1^{er} Décembre. — Le mois de novembre s'est terminé dans les plus mauvaises conditions pour nous. Le bombardement a continué hier lundi, et l'évacuation de la ville s'est prononcée de plus en plus générale. J'ai préparé, moi-même, une caisse renfermant mes vases sacrés et mes principaux ornements pontificaux, et je les expédie aujourd'hui à Paris, pour les mettre en sûreté, bien résolu, d'ailleurs, quoiqu'il arrive, à rester à mon poste jusqu'à la dernière extrémité.

Nous vivons, tous ces jours-ci, dans une attente pleine d'anxiété. Le bombardement semble s'amortir, il est vrai ; les nuits sont redevenues tranquilles ; on pourrait prendre un peu de sommeil, si le sommeil ne fuyait la paupière de la plupart d'entre nous, chassé par une agitation fiévreuse, fruit de tant de violentes émotions, et signe non équivoque d'épuisement physique et moral. La canonnade, qui se poursuit quelques heures chaque jour, quoique bien ralentie, et surtout, l'éclatement des schrapnells, qui se produit à l'improviste dans les airs, au-dessus de nos têtes, accompagné d'un sinistre jet de flamme, entretiennent le sentiment si douloureux de l'insécurité, et empêchent tout repos du corps et toute détente de l'esprit. C'est cela, bien sûr, que les instructions allemandes appellent délicatement « l'effet moral » de leur tir, *die Schrecklichkeit*, la terrification, dont ils usent si largement.

Les habitants de Soissons et ceux de Crouy, surtout ceux de la classe ouvrière, continuent à émigrer, et ces départs journaliers contribuent encore à augmenter le trouble et l'inquiétude de ceux qui restent. Le curé de Crouy, lui-même, épuisé de fatigue, se décide, avec ma permission, à chercher un peu de repos dans la capitale.

Pour comble d'ennui, la Supérieure générale des Sœurs de Bon-Secours, en résidence à Troyes, donne ordre à ses filles de la maison de Soissons, chargées jusqu'ici de l'ambulance du collège, qui vient d'être supprimée à la suite du dernier bombardement, de regagner sans délai leur maison-mère. Cette retraite serait fort regrettable, parce qu'elle serait regardée par le public comme une défaillance. Aussi j'insiste, par une lettre très pressante, près de la Mère Supérieure, afin qu'elle revienne sur son ordre, et je mets dans nos intérêts mon vénérable collègue, l'évêque de Troyes. Au bout de quelques jours, j'ai la satisfaction d'apprendre que l'ordre de retraite est retiré et que les Sœurs de Bon-Secours resteront parmi nous.

Cette satisfaction est malheureusement compensée par une nouvelle épreuve. La vénérable Supérieure de l'Enfant-Jésus, Mère Sainte-Apolline, qui avait trouvé un refuge à l'hôpital avec ses filles après l'incendie de leur couvent, tombe gravement malade, et, brisée par les émotions et les chagrins, elle s'éteint pieusement, entourée du respect et de la vénération de ceux qui la connaissent. Nous lui faisons un beau service à la chapelle de l'hôpital, je donne moi-même l'absoute, et son corps est conduit au cimetière sans aucun appareil extérieur, l'ennemi tirant sans pitié sur les cortèges funèbres.

Constamment nos regards se tournent vers les Flandres et vers la frontière russo-allemande. C'est là, en effet, que doit se décider l'issue de la guerre. En Flandre, d'après l'opinion commune, les Allemands veulent tenter un suprême effort sur l'Yser, à moins que cette menace ne cache une ruse de guerre. Dans l'est, la bataille de Lodz, célébrée prématurément par la presse anglo caisemme une

victoire décisive des Russes, traîne en longueur, et ne paraît pas devoir donner tous les résultats escomptés. Quoi qu'il en soit, on s'attend à de graves et imminents changements sur le théâtre occidental de la guerre, changements qui affecteront sans doute notre région soissonnaise.

La première semaine de décembre s'écoule pour nous, dans un pénible piétinement, et prolonge sans changement le même état de choses. Bien que le bombardement paraisse tirer à sa fin, il ne finit pas. Tous les jours, à un moment quelconque, arrivent à l'improviste sur la ville huit ou dix bombes, qui en accentuent la ruine et entretiennent la terreur dans les esprits. Les sept et huit de ce mois, il en est tombé au moins une centaine, la plupart au centre de la ville, et paraissant dirigées sur la cathédrale. Aussi, peu à peu, ce bel édifice se couvre de plaies lamentables et devient inabordable aux quelques fidèles qui ont le courage de se rendre encore aux pieux exercices maintenus avec une rare persévérance par le clergé paroissial. Le chanoine Landais, curé-archiprêtre, qui suit les choses attentivement, a déjà constaté, à ce jour, la chute sur la cathédrale de trente-cinq bombes. Les collines de Sainte-Geneviève et de Belleu, deviennent aussi, en ce moment, un continuel point de mire, et sont presque chaque jour criblées d'obus. Les avions, amis et ennemis, multiplient leurs explorations, et, trop souvent, ceux de l'ennemi nous lancent de dangereux projectiles.

Malgré les difficultés croissantes de la situation, je finis par recevoir de Paris, par les automobiles de la Croix-Rouge, ou par les gares de Villers-Cotterets et de Vierzy, une énorme quantité de vêtements et de linge ; c'est la généreuse réponse de nos concitoyens français à mon appel suppliant. Madame Macherez, de son côté, reçoit beaucoup d'autres envois. De tous ces colis, nous formons, à l'école des filles de la rue du Bauton, un magasin considérable, vrai mont de piété, que des dames charitables mettent en ordre. M^{lle} Sellier y consacre tout son temps, et,

à jours fixes, ces dames sous la direction de M^{me} Descambres, font, sur le vu d'un « bon » de notre Comité, la distribution aux indigents. C'est au moins une consolation, dans nos malheurs, de voir ces pauvres gens, déguenillés pour la plupart, qui ont tout perdu et qui n'ont plus de quoi se couvrir, emporter de notre entrepôt, un peu de bonheur et de santé, avec de bons vêtements, toujours chauds, parfois même élégants. De tous ces vêtements, j'ai décidé, d'accord avec notre Comité, qu'il serait fait deux parts égales, l'une destinée aux pauvres du Soissonnais, l'autre réservée aux pauvres des trois arrondissements de Laon, Vervins et Saint-Quentin, dès qu'ils redeviendront libres et accessibles.

Des secours en argent m'arrivent aussi, grâce auxquels notre Comité, ravitaillé chaque semaine, peut continuer son œuvre de charité, et même étendre ses libéralités sur un plus grand nombre de malheureux.

Mais on ne peut que déplorer le brigandage qui se pratique dans les gares des chemins de fer. Les colis qui sont présumés renfermer des vivres sont audacieusement dépouillés de tout ou partie de leur contenu, et les destinataires doivent se résigner à recevoir ce qu'on leur laisse. Nous en faisons trop souvent l'expérience.

Nos amis de Soissons et du dehors viennent de lire, avec grande satisfaction, la mention insérée le 5 décembre au *Journal Officiel*, mention par laquelle le gouvernement français, porte à la connaissance du pays la belle conduite des fonctionnaires ou des particuliers qui n'appartiennent pas à l'armée. On y lit : « ... M. Leullier, préfet de l'Aisne... et plus loin : « Madame Macherez, présidente des Dames françaises de Soissons, Muzart, conseiller municipal faisant fonctions de maire, Mgr Péchenard, évêque de Soissons, d'Arcosse, publiciste, Blamoutier, notaire, ont volontairement assumé la charge et les risques de représenter la Ville devant l'ennemi et défendu avec énergie les intérêts de la population, en l'absence du maire et de la plupart des membres du Conseil municipal, malgré un bombardement intense qui a ruiné

une partie de la ville ; ont pris les mesures les plus efficaces pour maintenir le calme et l'ordre dans la ville, et protéger la vie des habitants. »

Cet hommage rendu au dévouement de quelques-uns est assurément un beau geste ; il est juste, mais il semble insuffisant à plusieurs. Pour être complet, il aurait dû comprendre les noms de plusieurs autres de nos concitoyens : MM. Lecat-Cercellier, conseiller municipal, Ancy, inspecteur primaire, Adolphe Littière, professeur au grand Séminaire et Arfeuille, pharmacien qui ont, eux aussi, fait preuve d'un rare dévouement, et dont les noms méritaient d'être signalés officiellement.

Durant tous ces jours, la France croyante est en prières. Passant outre à l'abstention lamentable et inexplicable d'un gouvernement, qui s'obstine dans l'athéisme par une fausse application d'un texte de la loi, l'Épiscopat français a invité tous les fidèles à s'unir dans une neuvaine d'ardentes supplications, pour obtenir de Dieu, par l'intercession de la Vierge immaculée, qu'il ait enfin pitié de la France et qu'il abaisse sur nous les regards de sa miséricorde. Puisque le peuple est, d'après notre Constitution, le vrai souverain de France, ne devons-nous pas estimer, qu'en cette circonstance, sa prière unanime constitue devant Dieu, un acte vraiment national d'adoration et de supplication ?

Ici, hélas ! dans la triste extrémité où nous sommes réduits, nous ne pouvons nous unir que du fond de nos cœurs à cette prière de tous nos frères dans la foi. Nos réunions à l'église sont, en effet, devenues à peu près impossibles, une très petite élite pouvant, seule, y assister. En outre, les communications avec la plus grande partie de mon diocèse n'existant plus, et les imprimeries étant fermées, il ne m'est pas possible de faire parvenir mes instructions, même aux paroisses du sud, redevenues libres, sinon par quelques correspondances manuscrites. Mais vous lisez, ô mon Dieu, au plus intime des âmes ; vous savez la vivacité de nos désirs et la profondeur de nos

misères ; et, s'il est vrai que vous nous avez punis à cause de nos péchés, nous croyons fermement que vous aurez pitié de nous et que vous nous sauverez à cause de votre miséricorde. Aussi est-ce d'un cœur confiant et d'une voix unanime que tous, évêque, prêtres et fidèles, nous consacrons aujourd'hui à votre Cœur immaculé, ô Marie, la France, dont vous êtes la Reine, et à laquelle vous avez donné tant de marques de votre prédilection. Souvenez-vous encore une fois de nous, montrez que vous êtes notre mère, et ne tardez pas à nous apporter le salut !

Dimanche 13. — Deux jours sans canon ni mitraille, quelle jouissance pour le cœur et les oreilles, quand on n'a cessé, depuis trois mois d'entendre résonner, le jour et la nuit, cette musique d'enfer !

Cette jouissance, nous venons de l'avoir. A peine osions-nous y croire et la goûter, dans l'appréhension de l'heure suivante. Et en effet, les Alboches n'ont pas tardé à se repentir de leur modération, car hier après-midi, et aujourd'hui matin, ils nous ont libéralement arrosés de leurs obus.

Cette modération ne leur serait-elle pas imposée par la crainte de l'affaiblissement de leurs ressources ? Une instruction sur le tir de l'artillerie, trouvée dans la chambre d'officiers allemands, dans un de nos villages des bords de l'Aisne, leur recommande fortement de ménager les munitions, « de ne tirer que sur des buts qui en vailent la peine, de faire taire les batteries pendant la nuit, d'éviter l'arrosage, de concentrer le feu dans le temps et l'espace », etc. « parce que, ajoute la note, l'industrie allemande, même en fournissant son effort maximum, ne pourra approvisionner indéfiniment notre armée en munitions ». Voilà un aveu important à recueillir.

L'Allemagne serait-elle donc préoccupée de l'insuffisance de ses munitions ? Cette crainte n'expliquerait-elle pas le changement complet que nous constatons depuis quelques semaines dans la tactique de l'artillerie ennemie, et les ménagements qu'elle apporte dans son tir ?

D'autre part, une proclamation du ministre du commerce de Prusse, affichée dans tous les établissements publics, recommande à la population « de ménager le pain, de n'en point donner au bétail, de le manger, même s'il n'est plus frais, de n'en prendre que la tranche que l'on peut consommer, et de manger du pain de guerre », c'est-à-dire du pain contenant 20 pour cent de fécule de pomme de terre.

Tous ces avis sont significatifs ; ils indiquent clairement que l'Allemagne entrevoit le jour où ses ressources en munitions et en vivres commenceront à fléchir.

Deux faits de guerre de première importance sont encore venus ajouter à ses inquiétudes : la défaite des Autrichiens par les Serbes, qui leur ont fait 60.000 prisonniers et sont rentrés à Belgrade ; et surtout la destruction d'une escadre allemande par une escadre anglaise, près des îles Falkland, désastre considérable, qui assure aux Alliés la maîtrise incontestée des mers, et qui va augmenter les difficultés du ravitaillement de l'Allemagne.

De tous côtés, la fortune commence à se tourner contre elle. Elle avait fondé, en Asie et en Afrique, plusieurs colonies importantes, qui assuraient des débouchés à son commerce ; et voici que l'on nous annonce que ces colonies tombent de jour en jour aux mains de ses ennemis.

Elle avait voulu s'appuyer sur la Turquie, et voici que l'Angleterre, d'un tour de main hardi et prémédité, enlève à celle-ci, complètement et à jamais, toute suzeraineté sur l'Égypte, sur laquelle elle proclame son protectorat, en même temps que, par voie de compensation, elle reconnaît notre protectorat sur le Maroc.

Elle avait cherché à entraîner dans son sillage les États Scandinaves, pour les dominer et en faire des satellites, et voici que les trois rois de Danemarck, Suède et Norvège, viennent de se réunir en conférence à Malmoë, et ont pris des mesures communes pour soustraire à la domination germanique leur marine et leur commerce.

Sur la frontière russo-allemande les Allemands et les Russes continuent à être aux prises dans une série de combats formidables, sans que la victoire se soit encore définitivement rangée d'aucun côté. Sur le front occidental, d'Ostende à Belfort, la guerre se traîne avec une lenteur qui menace d'épuiser les malheureuses populations qui en sont les victimes. Dans la Haute-Alsace, nous avons repris pied, et, chaque jour, notre armée reconquiert quelque solide position, ou occupe quelque nouveau village, et s'achemine vers Altkirch, Mulhouse, Colmar. Sur le reste du front, les communiqués officiels nous redisent sans cesse l'éternelle formule que « nous progressons légèrement ».

Sous nos yeux, sur les bords de l'Aisne, le progrès est si lent qu'on ne l'aperçoit pas. Notre artillerie lourde attaque pourtant l'ennemi avec vigueur, on dit même avec succès, car ces jours passés, elle a détruit toute une batterie d'obusiers allemands au nord de Vailly et culbuté des tranchées à Ailles et à Soupir. Mais autour de Soissons, la situation ne change pas ; ce qu'elle était il y a trois mois, elle l'est exactement aujourd'hui. Sans doute, l'ennemi a été débusqué de quelques positions ; mais il n'en reste pas moins que Soissons est à sa merci, et que pas un seul jour ne se passe sans qu'il soit atteint par un certain nombre d'obus.

C'est malheureusement dans notre région, dans le massif de collines situées entre l'Oise et l'Aisne, que les Allemands, après leur retraite de la Marne, ont trouvé le point d'appui de leur résistance. Il est donc bien à craindre pour nous qu'ils ne l'abandonnent qu'à la dernière extrémité et le plus tard possible.

Faut-il ajouter, non sans humiliation, qu'il se trouve dans les rangs de certains de nos régiments de réserve, des hommes trop peu doués de sens patriotique, et qui fraternisent avec l'ennemi. Pendant la journée, ils mangent, boivent et jouent avec les soldats allemands des tranchées voisines, et ne tirent sur eux que quand revient la nuit. Ils n'en font pas mystère, tout le monde le sait en ville, et l'opinion publique réclame une vigoureuse répression.

Aussi contrarié sans doute que les Soissonnais de cette pénible stagnation, l'État-Major vient de prendre une mesure, préparatoire peut-être à quelque grave résolution, mais qui navre la population. Le 12 de ce mois, le général Berthelot, qui commande le corps d'armée et siège à Villers-Cotterets, a décidé « *après entente avec l'autorité administrative, que tous les enfants qui se trouvent actuellement dans la commune de Soissons seront obligatoirement évacués sur l'arrière... Ne pourront être dispensés de l'évacuation que les enfants au-dessus de 14 ans, qui rendent effectivement des services dans leurs familles. Le maire est chargé, sous sa propre responsabilité, de dresser la liste exacte des enfants à évacuer.* »

Nous en sommes là. L'émoi est grand en ville et dans les communes voisines soumises à la même mesure. On discute vivement cette prescription, qui compromet de légitimes intérêts et froisse les sentiments les plus respectables. Plusieurs la trouvent draconienne et l'on peut craindre qu'elle ne se heurte à de vives résistances et ne devienne une cause de dissentiments.

Les parents alarmés vont et viennent, demandant conseil. Quel conseil leur donner ? Leur conseiller la résistance n'est ni sage ni prudent ; l'autorité militaire étant juge de la nécessité et jouissant d'un pouvoir discrétionnaire, si elle commande, elle doit être obéie. Peut-on les engager à tergiverser, à dissimuler la présence de leurs enfants ? C'est aussi dangereux qu'impossible. Pourrait-on espérer obtenir pour les enfants plus jeunes ou plus faibles des certificats de maladie ? Difficilement les médecins se plieront à ces sortes de demandes. Il semble donc que, quoi qu'il leur en coûte, il ne leur reste qu'à se soumettre. Mais ils objectent qu'abandonner leur maison, leur mobilier, leur commerce et leurs intérêts, et aller vivre au loin avec leurs enfants, c'est la dévaluation immédiate et la ruine certaine, et c'est cette perspective qui les désole et les irrite.

Durant plusieurs jours, la population se débat dans ces cruelles alternatives. Ceux qui ont au dehors quelque refuge assuré, émigrent individuellement et à leurs frais. Tous les autres attendent l'ordre d'exécution, et l'assurance qu'ils seront transportés et entretenus aux frais de l'État. Et le nombre en est grand ! On parle de trois mille enfants à évacuer de Soissons et des communes voisines.

Enfin l'ordre vient. Dans les journées des 21, 22, et 23 décembre, la population enfantine disparaît tout entière, emportée sur des chariots et des automobiles qui la conduisent, sous la protection militaire, jusqu'aux gares de Vierzy et Villers-Cotterets. On la dirige de là, par ordre militaire, sur l'Ouest, dans les départements d'Eure-et-Loir, de Loir-et-Cher, de l'Orne, à Chartres, Argentan, Nogent-le-Rotrou, la Ferté-Macé, et autres villes et villages. Une excellente institutrice du faubourg de Reims, Madame Gladieux et deux de ses parents, sont chargés par le maire de veiller, au départ et pendant le trajet, sur ce petit monde d'exilés.

J'écris de mon côté aux curés-archiprêtres de Nogent-le-Rotrou et d'Argentan et au curé-doyen de la Ferté-Macé, pour leur recommander ces pauvres enfants et les prier de les entourer de toute leur sollicitude au point de vue moral et religieux.

Bon nombre de ces jeunes exilés sont accompagnés de leurs mères, qui consentent à s'imposer ce grand sacrifice pour veiller sur eux. Mais il en est d'autres, hélas ! qui partent seuls et dont les mères, ou plutôt les mâtresses, se sont empressées de se débarrasser, pour être plus à l'aise. Ribaudes, truandes, qu'il faudrait évacuer avant tous les autres, ou plutôt chasser sans pitié ! Car elles déshonorent la ville par leurs désordres, et elles compromettent si honteusement par leurs vols et leurs pillages les troupiers logés chez l'habitant, que l'autorité militaire a dû faire fusiller, à Soissons même, plusieurs soldats qui étaient de connivence avec elles. L'autorité judiciaire,

de son côté, a prononcé de sévères condamnations contre un certain nombre de ces misérables femmes ; et l'autorité municipale a pris soin de former une nouvelle police, tout à la fois militaire et civile, pour faire, jour et nuit, la chasse à ce banditisme éhonté. Il n'était pas trop tôt ; car tout le monde se plaignait des vols audacieux commis à tout instant dans les maisons privées. Aussi est-ce une satisfaction pour les honnêtes gens d'entendre M. le Maire déclarer devant notre Comité de secours, qu'avant trois jours, plus de quarante de ces femmes, seront jetées hors de la ville. De fait, l'exécution de cette menace ne se fait pas attendre, et tout le monde en éprouve un vrai soulagement. Quelle tache sur l'honneur de la cité ! Et qui dira l'incroyable démoralisation dans lequel plongent notre ville et toute notre vallée le long séjour de ces régiments de territoriaux, et l'inconduite répugnante de ces femmes oisives, sans foi ni mœurs ?.

On se demandait dans quel but l'État-Major faisait évacuer tous les enfants. Songerait-il, comme le bruit s'en répand partout, à une prochaine offensive ? On peut le croire. Déjà quelques officiers supérieurs, qui se tenaient sur l'arrière, se sont rapprochés et sont logés en ville ; notre front se garnit d'artillerie lourde ; de nouvelles troupes, des Marocains et des tirailleurs algériens, sont arrivés dans les campagnes voisines, et l'on prépare des lits nombreux pour les blessés ; autant de signes précurseurs d'une pression prochaine sur l'ennemi. A dire vrai, tout le monde appelle de ses vœux ce grand effort, seul capable de nous faire sortir d'une situation qui nous épuise et menace de s'éterniser.

Nous sommes, en effet, enlisés dans un genre de guerre bien imprévu, guerre de tranchées, de mines et de sapes. Les deux armées sont campées l'une en face de l'autre, s'enterrant et se fortifiant pour se défendre, au point que la marche en avant leur est devenue impossible. Elles s'entredétruisent dans les duels d'artillerie et elles s'usent l'une l'autre sans pouvoir progresser. Nous en avons

depuis plus de trois mois, le plus bel échantillon dans la région soissonnaise. Les belligérants sont amenés à recourir à des procédés d'attaque et de défense empruntés à la guerre russo-japonaise, et qui n'étaient plus en usage dans les guerres modernes. Chacun d'eux, pour empêcher l'accès de ses tranchées, se barricade derrière un réseau de fils de fer barbelés. Il faut avant tout détruire ce réseau, et, pour y parvenir, on recourt à des procédés aussi hardis qu'ingénieux. On opère d'abord la nuit, en raison du danger ; on lance dans la tranchée des projectiles éclairants dès que l'on y soupçonne la présence de l'ennemi ; quelquefois des sapeurs s'avancent à la sourdine pour couper les fils ; d'autres fois des soldats intrépides se glissent jusqu'aux poteaux auxquels les fils sont attachés, les entourent d'une corde, et leurs camarades, en tirant fortement, arrachent tout le système ; on essaie encore de les détruire par des charges de dynamite ; plus souvent enfin par de nouveaux engins, qu'on nomme des « chariots » grenades à air liquide, dont la force d'explosion dépasse celle de la mélinite, et qui produisent dans les tranchées où on les jette des effets terrifiants.

C'est à ce dernier procédé que recourent, je crois, nos artilleurs de Soissons ; car je les entends s'exercer à ce genre de tir dans un parc établi au jeu de paume, à proximité de mon jardin.

Mais quelque ingénieux, quelque efficaces même que soient ces moyens, ils nous condamnent à piétiner sur place et à voir la guerre se prolonger sans fin. Aussi après cinq mois de lutte dévastatrice, appelons-nous à grands cris une offensive vigoureuse et générale, qui puisse faire reculer notre redoutable adversaire. Nous le tenons cloué dans ses carrières ; ce n'est pas assez ; il faut le refouler hors de nos frontières.

Cette heure tant souhaitée serait-elle enfin arrivée ? Hier, 23 décembre, on a lu au rapport, en présence des soldats réunis, une note du généralissime, déclarant que l'on

pouvait, dès maintenant, commencer le mouvement d'offensive jusqu'ici suspendu ; et aujourd'hui, 24, une forte canonnade de notre côté semble servir de prélude à l'action de demain.

Vendredi 25, Noël. — La nuit cependant est tranquille, et nous pouvons célébrer sans trouble la messe de minuit dans mon oratoire privé. Quant à la cathédrale et aux autres églises de la ville, il était bien entendu qu'il n'y serait célébré aucun office de nuit, et que, le jour de Noël, on se bornerait à dire des messes basses à chaque heure de la matinée. Si restreint qu'il soit, ce programme ne peut même s'exécuter.

Dès sept heures et demie du matin, le canon français commence à retentir tout autour de nous. Le ciel est pur, l'air est vif, la gelée a durci le sol, et les monts et la plaine apparaissent recouverts d'un léger duvet blanc. Soudain nos pièces d'artillerie lourde, placées de tous côtés et habilement dissimulées, éclatent toutes à la fois et vomissent le fer et le feu sur les collines de Crouy, vers la ferme de la Perrière qu'il s'agit d'enlever. « Il me faut cette Dent de Crouy, a dit le général Berthelot, j'en ai besoin. » C'est en effet un point stratégique dont l'occupation est indispensable pour engager avec chance de succès une action importante.

Jamais, depuis quatre mois, nous n'avons entendu vacarme aussi assourdissant. Bien que nous nous sentions, pour le moment, à l'écart de la lutte et à l'abri des bombes, nous ne pouvons nous soustraire à la violence des commotions, ni à l'impression douloureuse qui en résulte. Les pièces d'artillerie, placées à droite et à gauche de ma maison, dans les espaces libres du mail et des environs, éclatent avec une telle continuité et de tels mugissements que nous en sommes comme écrasés. A tout instant, les fenêtres tremblent sous les vibrations de l'air, les portes s'ébranlent, la maison semble vouloir s'écrouler, et ce qui reste d'ardoises et de tuiles sur les toits dénudés se précipite sur le

pavé des rues. On croirait assister à l'effondrement d'un immense édifice en ruines.

Oh ! le douloureux contraste qui s'offre à nos esprits en ce jour de Noël ! Noël, la fête par excellence de la paix, qui fut apportée par le Ciel à tous les hommes de bonne volonté et chantée par les anges au-dessus du berceau de l'Enfant-Dieu ; et cet horrible drame, fait de haine et de sang, qui se déroule sous nos yeux ! A cette pensée nos cœurs s'attristent et se serrent. Pour nous reconforter, nous nous réfugions dans une ardente prière, nous récitons les psaumes pénitentiels, nous réclamons l'intervention de tous les Saints et nous supplions le divin Sauveur de nous rendre enfin cette paix bienfaisante, que les passions humaines ont si profondément troublée.

Tandis que les heures de la matinée s'écoulent, les décharges de notre artillerie se succèdent sans interruption. L'ennemi répond, mais faiblement ; aucun de ses coups n'est dirigé sur la ville. Après un moment d'accalmie au milieu du jour, la canonnade reprend jusque cinq heures, et le silence ne se fait qu'avec le retour des ténèbres.

La nuit venue, nous cherchons à prendre un peu de repos, sans avoir pu, de toute la journée, mettre le pied dehors. De leur côté, les Allemands, retirés dans leurs repaires, célèbrent un joyeux et bruyant Noël, et l'écho de leurs chants, que quelques-uns des nôtres perçoivent, nous remplit d'une immense tristesse.

De cette violente démonstration, quels résultats avons-nous retirés ? A peine, aux premières lueurs du jour, osons-nous le demander, tant nous redoutons d'être de nouveau déçus. Bien vite, nous comprenons qu'il faut en prendre notre parti cette fois encore. Nos soldats, nous dit-on, étaient en position, prêts à donner l'assaut après l'action de l'artillerie. Mais l'ennemi veillait et les attendait. Ses canons criblèrent les Marocains dont un grand nombre furent tués dans leurs tranchées avant d'en pouvoir sortir ; les autres soldats se débandèrent. D'autre part, les « cha-

riots » préparés pour rompre le réseau de fils de fer ne fonctionnèrent qu'imparfaitement et en petit nombre. Ordre fut donné de s'abstenir et l'assaut n'eut pas lieu. Ainsi la journée était manquée, et nous enregistrons au moins cinquante tués et cent soixante blessés, dont deux lieutenants, qui meurent au bout de quelques heures.

Plus notre espoir avait été grand, plus profonde est notre déconvenue. Sur tous les visages se lit l'abattement, et de divers côtés, on entend la plainte monter du cœur aux lèvres avec les gémissements. Le canon continue à gronder toute la journée ; mais la plupart n'y prêtent plus attention, et ils essaient, en voyant s'éloigner la délivrance espérée, de se résigner une fois de plus à leur malheureux sort. Cependant les plus énergiques font hautement des vœux pour que nos troupes ne tardent pas à recommencer l'attaque ; et, grâce à leur fermeté, l'espérance nous reste au cœur. La population, qui est surtout composée d'hommes, est en ce moment réduite au chiffre de deux mille cent habitants, qui paraissent bien résolus à durer.

Si quelque chose peut soutenir cette résolution virile, et nous faire prendre patience, c'est la constatation que nous faisons, dans tous ces jours, du changement de ton de l'ennemi. De nombreuses citations de journaux, indiquent, en effet, que les Allemands dans leurs discours et leurs proclamations, ne parlent plus autant de conquêtes ni de victoires sûres et rapides, ni de marches foudroyantes en avant ; qu'ils en viennent au contraire, à parler « de défensive, de résistance, de dur labeur, de lutte terrible », et qu'ils iraient même jusqu'à envisager l'éventualité d'une retraite. C'est même de cette hypothèse, humiliante pour leur orgueil, que naissent les horribles menaces qu'ils ne cessent de proférer, jurant de mettre tout à feu et à sang, et de massacrer les prisonniers et les populations s'ils sont forcés de se retirer. Puissent-ils n'en avoir pas le temps !

Les choses en sont là, après cinq mois de guerre quand disparaît l'année 1914. Nous redoutions pour cette nuit, à

l'heure du passage d'une année à l'autre, l'explosion de quelque basse vengeance. Heureusement, il n'en fut rien, et la nuit s'écoula sans incident fâcheux. Mais nous n'avions rien perdu pour attendre.

Vendredi 1^{er} Janvier 1915. — Dès les premières heures du jour de l'année nouvelle, les Boches nous lancent sans arrêt de nouveaux et lourds engins, qui font entendre, en parcourant l'espace, un sifflement strident, et causent de graves dommages dans les différents quartiers de la ville où ils s'abattent. Parti de chez moi pour me rendre à la cathédrale, je me vois forcé, cette fois encore, de rétrograder, pour ne pas m'exposer inutilement à la mort et toute la journée se passe ainsi, assombrie par ce tir sinistre et par une pluie fine et froide qui ne cesse de tomber. Adieu visites, vœux et réjouissances ! Chacun se terre chez soi et songe tristement à ses parents et amis dispersés et aux malheurs de la Patrie.

Un instant, nous croyons qu'un nouveau bombardement va recommencer. Nos soldats, très imprudents, se montrent à découvert dans leurs avant-postes situés dans la direction de Pasly et dans les maisons qu'ils occupent de ce côté de la ville. L'ennemi, qui les voit aller et venir sous ses yeux, s'en irrite sans doute, et dans les deux ou trois premiers jours de janvier, il crible d'obus ce quartier excentrique, et maltraite surtout la rue du général Pill et la rue Desbordeaux ; des projectiles viennent tomber jusque près du théâtre. Certains journaux annoncent même déjà la reprise du bombardement. Heureusement il n'en est rien !

L'attention de l'ennemi est soudain attirée d'un autre côté. Nos troupes qui, depuis longtemps, occupaient Vingré, au nord-ouest de Soissons, ont réussi, le 3 janvier, après un tir efficace de notre artillerie, et l'explosion d'une mine, à mettre enfin le pied sur le bord du plateau de Nouvron. Elles se sont précipitées dans l'excavation creusée par l'explosion, avant que les Allemands aient pu s'en emparer, et elles s'y sont installées malgré les efforts de l'ennemi pour

les en déloger. C'est une position stratégique de haute importance, qui nous permettra de lutter avec avantage sur ces crêtes, et dont l'occupation par notre artillerie doit donner du souci à l'ennemi retranché dans les carrières de Pasly. Il est sans doute fortement attaqué par nos troupes, ou il contre-attaque lui-même, à en juger par le duel d'artillerie presque ininterrompu que nous entendons dans cette direction durant les six et sept de ce mois.

CHAPITRE VIII

La Bataille de Crouy. — L'Évacuation

(8-15 Janvier 1915)

Vendredi 8. — C'est aujourd'hui, 8 janvier 1915, que commence pour nous la série des plus douloureux événements. L'attaque contre la « Dent de Crouy », menée avec fracas le jour de Noël et restée sans résultat, est énergiquement reprise. De sept heures du matin à cinq heures du soir, par un temps froid et maussade, mêlé de pluie et de grêle, nos batteries donnent avec violence. L'ennemi répond vigoureusement. Il tire sur la ville à coups redoublés, et, à dix heures du matin, le tribunal civil, rue du Bauton, est en flammes. Tout le reste du jour, les bombes ne cessent de s'abattre sur la grand'place. Il est évident que cet orage nous est attiré par la proximité de nos batteries, établies au jeu de paume, et que l'ennemi cherche à découvrir pour les démonter.

Samedi 9. — Le lendemain, neuf, dès huit heures du matin, le déchaînement de l'artillerie recommence ; nos canons tonnent de tous côtés, et l'ennemi continue à lancer sur la ville, dans la direction de notre quartier, une pluie de bombes qui éclatent à proximité de ma maison, et nous font concevoir les plus vives inquiétudes sur notre propre sort. On en constate plus de quatre-vingts dans la matinée, dont la moitié sur la cathédrale. Elle est gravement endommagée ; les toits sont crevés, les voûtes percées, la tour fortement ébréchée, la galerie supérieure, reconstruite

depuis peu, est en partie détruite, la place du parvis est jonchée de débris, un lustre est tombé sur le pavé, les cloches ont été plusieurs fois touchées et ont tinté sous le choc, et l'une d'elles est cassée.

Comment expliquer cette irritation et cette vengeance de l'ennemi, sinon par l'échec qu'il vient d'éprouver hier ? Nous lui avons, en effet, enlevé une redoute et deux tranchées au-dessus de Crouy, pris un canon, tué beaucoup d'hommes, et fait quelques prisonniers ; et nous nous sommes emparés au-dessus de Soupir, de trois autres tranchées sur un front de six cent mètres. Dès le soir du vendredi, il avait tenté, par trois contre-attaques, de reprendre le terrain perdu, mais en vain ; il en tente une quatrième ce matin sans plus de résultat. Peut-être va-t-il essuyer aujourd'hui de nouveaux déboires.

Durant tout le jour, l'action est des plus violentes, le canon ne s'arrête pas un instant, pas même dans la nuit suivante. Les bruits les plus favorables continuent à circuler sur le résultat de notre attaque, et nos cœurs s'ouvrent à tous les espoirs.

Le dimanche dix, le temps est clair et le ciel radieux. Avant neuf heures du matin, l'ennemi rouvre le feu, et la lutte, qui se poursuit jusqu'à la soirée, redouble encore d'acharnement. Ce ne sont plus des coups distincts que l'on entend, c'est un mugissement et un roulement sans fin.

Von Kluck se sentant menacé dans les positions qui dominant la route de Soissons à Laon veut les sauver à tout prix et prendre la revanche de sa défaite de la Marne. Il a fait avancer rapidement, par automobiles, sur le plateau de Vregny deux corps d'armée. Le Kaiser est là, sur les lieux du combat. Pendant ces quelques jours, on le voit à Chavignon, à Allemand, à La Motte, à Vaudessons, à Pinon, à Montgarny, à la Perrière. Von Kluck voudrait sans doute lui donner un spectacle digne de sa majesté, et peut-être songe-t-il à profiter de l'heure propice pour reprendre Soissons.

Sur tout le plateau qui s'étend entre Cuffies, Crouy et Vregny, le combat est d'une violence inouïe. Notre artillerie fauche des rangs entiers d'Allemands. Malheureusement, ils nous tuent aussi beaucoup de monde. Dans la nuit du 11 au 12, ils bombardent nos positions sur le plateau de la Perrière et sur l'éperon 132. Tout le lundi se passe dans cet effroyable duel d'artillerie, sans que rien nous fasse pressentir le résultat de la bataille. Le mardi, il s'augmente encore. Après une nuit fort agitée, la lutte recommence de plus belle. Les Allemands s'élancent en masses énormes pour reprendre l'éperon 132. Nos pièces les accueillent par un horrible fracas ; ils ripostent avec non moins de vigueur.

Mercredi 13. — Du côté de Soissons, les Allemands en réponse à nos canons, accablent la ville d'obus ; c'est un bombardement en règle, dont nous avons failli, hélas ! être victimes à l'évêché.

A dix heures et demie, tandis que je travaillais à mon bureau, au rez-de-chaussée, soudain une détonation formidable retentit à nos oreilles, les vitres du vestibule volent en éclats, et un gros fragment d'obus s'abat sur le parquet. A peine étions-nous debout, M. Perrin et moi, mus comme par un ressort, que se précipite vers nous avec fracas, ma domestique, suivie de mademoiselle Perrin et de ma sœur, criant à pleins poumons : « Dieu soit loué ! Nous sommes saines et sauvées ! » Un schrapnell venait de s'abattre sur la cuisine, où se tenaient ces trois dames, avait criblé les murs de balles, brisé la porte et une armoire, mis tout sens dessus-dessous, percé la cloison qui la sépare de la salle à manger, et la fusée s'était amortie sur un des pieds droits de la cheminée, qu'elle avait mis en pièces.

Dire notre émoi serait impossible. Je rassure de mon mieux ces pauvres dames affolées, et un moment après, nous commençons à ramasser les débris de tout genre, gisant sur le sol.

Ce n'était pas tout. En éclatant, le schrapnell avait brisé les fenêtres de mon cabinet, et celles de la chambre de ma

sœur, et rempli les deux pièces et l'escalier de débris et de balles.

C'est au milieu de ces émotions, accrues encore par la continuité des détonations de l'artillerie, que s'achève cette effrayante journée. Nous attendons dans la plus vive anxiété pour connaître les résultats d'une aussi horrible mêlée. Peu à peu, nous acquérons la conviction que nos troupes, qui avaient eu la supériorité sur l'ennemi pendant les trois premiers jours de l'attaque, écrasées par le nombre sur les hauteurs de Vregny, ont fléchi aux abords du hameau de Moncel, et qu'elles ont dû abandonner les positions précédemment enlevées par elles.

Le colonel Nivelles, devenu depuis général, et combien illustre ! qui commande une brigade à l'ouest de Crouy, arrête, à la tête d'un groupe de quelques batteries la ruée des Allemands, et conserve la ville, avec une tête de pont sur la rive droite de l'Aisne.

Situation grave, dont nous ne tardons pas à avoir la douloureuse confirmation. La nuit venue, ne pouvant nous décider à réintégrer nos chambres dévastées et remplies d'odeur de poudre et de débris informes, nous nous blottissons tous ensemble dans l'antichambre de la salle du conseil, et nous cherchons en vain un sommeil qui nous fuit obstinément.

A trois heures du matin, retentissent plusieurs violents coups de sonnette. On court. C'est un gendarme, qui annonce la visite d'un capitaine d'État-Major. Le capitaine arrive, décline ses noms et qualités. « Je viens, dit-il, de la part du commandant de l'armée, (général Maunoury), pour vous informer de la situation. Les crues soudaines et considérables de l'Aisne ont détruit les ponts de péniches et de tonneaux lancés par le génie ; il ne reste plus que deux ponts, ceux de Venizel et de Soissons, qui courent risque d'être emportés eux-mêmes. Ce n'est pas suffisant pour tenir les troupes, avancées sur la rive droite, en liaison avec le corps d'armée. En cas de bataille, elles auraient en face l'ennemi, et à dos la rivière grossie et sortie de son lit, sans

ponts pour repasser l'eau. Impossible de leur envoyer les renforts nécessaires, impossible de les ravitailler en munitions et en vivres ; elles seraient fatalement et inutilement sacrifiées. En présence d'une situation aussi défavorable, le commandant de l'armée considère comme un devoir de ramener les troupes sur la rive gauche, et d'attendre pour l'offensive des circonstances plus propices. Le mouvement s'opère cette nuit même. »

Ainsi parla-t-il, sans aborder le point de vue des opérations militaires autour de la Dent de Crouy et du plateau de Vregny.

Mais, mon capitaine, lui dis-je, c'est un recul ! — C'est avant tout, me répond-il, un mouvement stratégique rendu nécessaire par les circonstances climatériques. — Et Soissons, que va-t-il devenir ? — Soyez sans crainte, Soissons n'est pas en danger ; nous avons de nombreuses troupes et une puissante artillerie établie de tous côtés ; jamais nous ne laisserons rentrer l'ennemi. — Mais la population ne va-t-elle pas s'affoler ! — C'est bien à craindre, parce qu'elle est mal renseignée. Aussi, ajoute-t-il, je viens précisément vous faire connaître cette situation, afin que vous nous aidiez à éclairer les personnes qui vous entourent et à calmer les esprits. » Et il prit congé de moi et se retira.

Précaution hélas ! bien impuissante et bien inutile ! Avant que le jour ait paru, toute la population est au courant. Le mouvement en arrière s'étant opéré cette nuit même, la rentrée des soldats en ville a jeté partout l'épouvante. On veut bien me croire quand je parle de la crue de l'Aisne et du danger qu'elle crée à nos troupes ; mais les esprits affolés ne s'en tiennent pas là, l'imagination ou la peur les emporte, et leur fait entrevoir les plus funestes conséquences. Il est bien vrai que, si l'ennemi osait pousser plus loin, il rencontrerait peu de résistance. Mais ignorant à quelles forces il peut se heurter, décimé lui-même pendant ces terribles journées, il s'arrête sur la rive droite de l'Aisne. Nos canons qui recommencent à gronder, et les obus qui

pleuvent plus drus que jamais, ne font que redoubler la terreur générale. Aussi les pessimistes reprennent vite le dessus. « Comment résister, disent-ils, en deçà de la rivière, sans un pli de terrain, sans défense naturelle, sans aucun ouvrage défensif ? » Déjà ils voient les Allemands rentrés à Soissons, et chacun ne songe plus qu'aux moyens de se mettre en sûreté.

Le communiqué officiel du 15 janvier dissimule à peine la situation. « La lutte, dit-il, a été extrêmement violente autour du village de Crouy, au nord-est de Soissons. Une crue très rapide de l'Aisne ayant emporté plusieurs des ponts et des passerelles que nous avions jetés, rendant ainsi précaires les communications de nos troupes, nous avons dû nous replier. Malgré ce succès qu'ils doivent à un accident, les Allemands sont dans l'impossibilité de prendre l'offensive. »

Je vois avec une profonde tristesse les personnes qui m'entourent plongées dans une morne inquiétude et un sombre abattement. J'essaie de remonter les courages. Vains efforts ; la panique paralyse toutes les âmes. « Il faut quitter ces lieux, me dit-on, il faut fuir tout de suite ! Dites où nous devons aller ! »

A neuf heures arrivent mes deux vicaires généraux. MM. Turquin et Parmentier et M. l'archiprêtre Landais. Nous examinons la situation avec le plus de sang-froid possible, et comme conclusion, chacun de ces Messieurs, tout en reconnaissant que la position est intenable, déclare s'en rapporter respectueusement à mon sentiment.

Dans cette lamentable extrémité, je déclare à ces messieurs que je les délie de toute obligation à mon égard, et que, quel que soit le parti auquel ils s'arrêteront, j'y donne d'avance mon assentiment. Pour moi, je resterai jusqu'au moment où la nécessité de partir sera si évidente que ce serait folie de vouloir rester plus longtemps.

M. le Supérieur du grand Séminaire, qui s'est toujours montré très courageux, vient aussi me consulter. Je lui expose la vraie situation et lui donne les mêmes conseils.

Une heure plus tard, j'embrassais tristement ma sœur octogénaire, qui voulait partir à tout prix ; je la bénissais, ainsi que M. Perrin, sa sœur et ma domestique ; et, un instant après, un petit paquet à la main, ils fuyaient à pied vers Oulchy, abandonnant une ville et surtout une maison devenues inhabitables. Je rentrai seul dans ce logement dévasté, l'esprit soucieux et le cœur attristé, et je passai quelques heures à y remettre une apparence d'ordre. Mais comment y vivre seul ?

A midi, je pris le chemin du séminaire. Dans la ville, je ne rencontrais plus une seule personne ; c'était le silence des tombeaux. Une seule voix se faisait toujours entendre, celle du canon. En approchant du séminaire, je m'aperçois que la porte cochère est en morceaux, et que tout le chartil est plein de débris fumants ; deux bombes venaient de les briser. Je traverse ces ruines au pas de course, je pénètre dans la cave où l'on était en train de descendre deux pauvres dames infirmes. J'y trouve aussi deux séminaristes qui venaient d'échapper à la mort. On peut deviner ce que fut le déjeuner.

Au moment où la nuit commençait à tomber, un de mes excellent voisins, M. Chambon, accourt à l'évêché. « Monseigneur, dit-il, il y a du nouveau. Ordre est donné à toute la population d'évacuer sans délai. » — « Il m'est impossible, lui répliquai-je de me déterminer et d'agir sur de simples rumeurs ; je veux être fixé. » Je me rends donc à l'hôtel de ville, accompagné de M. Chambon et de M. l'abbé de Larminat. Je descends dans la cave qui servait d'abri à M. le Maire, et, devant les personnes présentes, je lui pose nettement la série de questions suivantes : Y a-t-il un ordre d'évacuation, écrit et signé par le commandant d'armée ? — Oui, me répond-il. — Cet ordre est-il général et obligatoire ? — Absolument, pas d'exception. — Quand doit-il être exécuté ? — Tout de suite, pour ceux qui peuvent partir ; et, pour les autres, aussitôt que l'autorité militaire aura pu mettre à leur disposition les moyens de transport nécessaires. »

Devant de telles déclarations, il n'y avait plus lieu de discuter. Je me résigne donc à partir. Immédiatement je prends un sauf-conduit et nous regagnons l'évêché plongé dans les ténèbres. Après une nuit tristement passée en compagnie de M. l'abbé de Larminat, qui n'avait pas voulu me laisser seul, et après avoir, l'un et l'autre, célébré la messe de très grand matin, je fais quelques préparatifs sommaires, et le vendredi, 15 janvier, à sept heures, le jour commençant à poindre, je quitte ma maison, abandonnant à tous les hasards mes papiers, mes livres, mes souvenirs, toute ma vie, et je m'achemine, avec M. de Larminat, vers l'hôpital général, situé à l'extrémité opposée de la ville. Un domestique du séminaire traîne sur une brouette nos petites valises. Mais où diriger ensuite nos pas ? Où aboutir ? Je n'en savais rien, et nous partions à l'aventure.

J'avais supposé qu'à l'hôpital je parviendrais à trouver quelque moyen de gagner Oulchy-le-Château. Mon espérance ne fut pas vaine. Après d'assez longs pourparlers, un petit jeune homme accepta la périlleuse mission de nous conduire. Un cheval se trouvait là au repos, on me le prête et on l'attelle à une petite carriole. Or voici qu'au moment de monter en voiture, éclate sous nos yeux, dans le ciel à peine éclairé, un obus formidable, qui ouvre la journée. Enfin nous nous mettons en route dans le pêle-mêle confus d'une multitude d'autres fugitifs chargés de bagages. Après quatre heures de marche lente et pénible, par un temps brumeux et glacial, au milieu de convois de soldats et de voitures qui encombrent la route, nous atteignons Oulchy, où le doyen, M. Marly, nous accueille avec empressement, et où nous retrouvons ma sœur et M. Perrin. Nous sommes bientôt rejoints par mon vicaire général, M. Parmentier, qui a fait tout le trajet à pied, dans une boue épaisse, et auquel, chemin faisant, nous n'avons même pu offrir une place, en raison de l'exiguïté de notre véhicule. A sept heures du soir, nous gagnons la gare d'Oulchy-Breny, et nous prenons place, au milieu d'un étrange pêle-

mêle de fugitifs, dans le petit train de banlieue, le seul de toute la journée, et nous arrivons enfin à Château-Thierry, où nous demandons provisoirement asile à l'Hôtel-Dieu.

Dès le lendemain, je fais visite à M. le Préfet de l'Aisne, Robert Leullier, dont le siège administratif est depuis le mois de septembre établi à Château-Thierry, et que j'avais à cœur de remercier de ses bons procédés à mon égard ; ensuite à M. Chaloin, vice-président de la Commission des hospices, dont j'avais aussi, précédemment, éprouvé la bienveillance.

Le dimanche 17, à la messe paroissiale, devant un auditoire compact de fidèles, je monte en chaire, et, après un exposé de la situation, j'annonce que je transporte provisoirement à Château-Thierry le centre de l'administration épiscopale, pour laquelle je serai assisté de MM. Turquin et Parmentier, vicaires généraux, de M. le chanoine Viéville, secrétaire général, et de son auxiliaire, M. l'abbé Perrin.

La ville se montre très émue de l'arrivée des nombreux fugitifs soissonnais. Il n'est bruit que des malheurs de Soissons, et l'on prête une oreille anxieuse au bruit continu du canon qui parvient jusque Château-Thierry.

CHAPITRE IX

L'Émigration. — Misère et Charité

(Janvier 1915)

Soissons s'est peu à peu vidé de sa population civile. Commencée dès la fin d'août 1914, l'émigration n'a cessé de s'accroître, de gré ou de force ; avec la fin de janvier 1915, elle est à son comble, et, à ce moment, la ville, qui compte ordinairement quinze mille âmes, en est réduite à moins de cinq cents.

L'ordre d'évacuation a achevé de jeter tout le monde sur les routes de l'exil.

Le maire, M. Muzart, a cru prudent lui-même de s'éloigner et de gagner Paris. Puis, après quelques jours d'absence, il revient sur ses pas et établit provisoirement sa résidence à Hartennes, d'où il continue à remplir ses difficiles fonctions, en en partageant le poids avec M. Le-loutre, dont l'expérience et le dévouement sont justement appréciés de tout le monde.

Les archives et les collections archéologiques sont restées à l'hôtel de ville ; quant aux manuscrits les plus précieux de la bibliothèque municipale, un délégué du conservateur de la bibliothèque nationale, M. Omont, accouru de Paris, dès qu'un peu de tranquillité nous est rendue, les emporte loin du feu des canons, et les met en dépôt dans la capitale.

Le tribunal de première instance, dont le siège a été incendié le huit janvier, se transporte à Oulchy-le-Château, et s'y fait suivre de tout ce qu'il a pu sauver de ses archives¹.

1. En octobre 1916, un décret le transporta provisoirement, ainsi que le tribunal de commerce, à Château-Thierry.

Les bureaux de la Sous-Préfecture sont pareillement évacués et transportés dans ce même bourg d'Oulchy, distant seulement de dix-sept kilomètres, et d'où le sous-préfet peut, grâce à un service d'automobile, rester facilement en liaison avec Soissons.

Nos sœurs de l'Enfant-Jésus, recueillies à l'hôpital depuis l'incendie de leur maison, s'en vont à la recherche d'un nouveau refuge jusque dans la Sarthe, où l'on met à leur disposition, à Berny-en-Champagne, une maison spacieuse.

Dans leur triste hégyre, elles emmènent avec elles la Supérieure des sœurs Augustines, la vénérable Mère Saint-Jean, et deux de ses filles. Trois autres restent provisoirement à l'hôpital, avec les Sœurs de Saint-Thomas' pour continuer à donner leurs soins à nos soldats blessés.

Au lendemain de cet exode universel, il n'y a plus guère à l'hôpital de Soissons que deux cents personnes, tant valides qu'infirmes et vieillards. Déjà précédemment la plupart des malades civils ont été transportés dans la Corrèze, à Tulle, Brives et Cornil, et bon nombre de vieillards ont rejoint dans l'Eure les enfants assistés.

Parmi les deux ou trois cents personnes qui sont disséminées dans les divers quartiers de la ville, on compte principalement des vieillards, que rien ne pourrait décider à sortir de Soissons, des marchands qui continuent leurs affaires avec les troupes, et quelques propriétaires qui tiennent à veiller sur leur maison pour la mettre à l'abri d'un inévitable pillage.

Quant aux malades et aux invalides de la ville, ils ont été transportés, par les soins de l'autorité militaire, jusqu'à la gare de Vierzy et de là, emmenés dans des trains vers Paris. Parvenus à la hauteur du Bourget, la plupart ont été dirigés sur l'Ouest, où ils ont eu la joie de retrouver leurs enfants, évacués quelques semaines plus tôt.

Quelle n'est pas la surprise de nos pauvres émigrés, quel n'est pas leur mécontentement, quand ils lisent, au lendemain de cette lugubre dispersion, dans une feuille

parisienne très inexactement renseignée, qu'il n'y a pas eu d'ordre d'évacuation, mais simple conseil et pressante invitation, et qu'il était loisible à chacun de rester en ville ! et surtout quand ils sentent percer, sous de tendancieuses comparaisons d'attitude, l'intention d'amoindrir ceux qui ont cru devoir obéir aux injonctions de l'autorité militaire ! Il est pourtant incontestable que l'ordre a été donné, et donné à l'heure critique où l'on pouvait redouter de minute en minute, la rentrée des Allemands dans Soissons. Que cet ordre ait pu être retiré ou atténué, au cours de la nuit suivante, lorsqu'il fut constant que l'ennemi ne tentait pas de rentrer, cela peut être. Mais chacun, à ce moment, avait pris son parti, on n'avait pas eu le temps de tergiverser, il avait fallu se décider. Cette petite manœuvre n'a heureusement pas de succès, et le journal, mieux informé, et mû par un sentiment d'honnêteté, ne tarde pas à reconnaître lui-même que l'ordre d'évacuation avait été bien et dûment donné.

En même temps que la ville de Soissons, toute la vallée de l'Aisne continue à se dépeupler. Sur la rive gauche, s'allonge chaque jour le lamentable cortège d'émigrants, qui abandonnent leurs foyers sous la terreur du canon, et vont chercher au midi des lieux plus hospitaliers et plus cléments. En même temps, de sinistres rumeurs, circulant de groupe en groupe, nous révèlent que l'ennemi fait main basse sur les populations des villages de la rive droite et les emmène en captivité sur l'arrière ou jusqu'en Allemagne. Poignante douleur, dont je parlerai en détail plus loin ! Les imaginations s'enflamment, les cœurs se troublent, les visages se baignent de larmes ; la pensée se reporte avec effroi à ces époques lointaines où des conquérants païens et barbares traînaient derrière leur char de longues files de captifs et d'esclaves.

D'après les évaluations les plus sérieuses, on estime que le nombre des habitants du département de l'Aisne forcés d'abandonner leurs foyers, et dispersés aux quatre coins de l'horizon, s'élève, à ce moment, sans parler des soldats,

à 100.000 ; et celui des prisonniers civils ou militaires, à 20.000. Or de ce nombre la plupart ont déjà besoin de secours. Quel avenir en perspective !

Nos émigrés se dispersent au hasard des circonstances et s'arrêtent où ils espèrent trouver un asile et du pain. Ils affluent de partout, hommes et surtout femmes et enfants, de l'Aisne, de la Marne, des Ardennes, du Nord et de la Belgique. Les uns tirent droit sur la capitale, dont le mirage les fascine et les attire : les autres se dirigent plus loin sur le centre et l'ouest de la France, dans l'espoir d'y trouver plus de facilité de vivre ; le plus grand nombre se répandent sur l'arrière de nos armées, dans les campagnes, sur les bords de l'Ourcq et de la Marne. Les villes de Château-Thierry et de Meaux en sont remplies, ainsi que la vallée et les plateaux. On en trouve partout. Ils se logent comme ils peuvent, dans les fermes isolées, à l'entrée des villages et jusque dans les dépendances des gares. A la Ferté-Milon, la Compagnie des chemins de l'Est abandonne complaisamment une rame de wagons pour servir d'abri à plusieurs de ces pauvres familles.

Le logement, nos émigrés arrivent encore à le trouver et finissent par s'installer tant bien que mal. Mais les ressources, le travail, les vivres et les vêtements, tel est le grand problème à résoudre. Nous sommes au cœur de l'hiver, le travail des champs est suspendu, l'industrie est paralysée, les denrées alimentaires sont d'un prix élevé, et cependant il faut vivre.

Aussi que de douloureuses confidences je reçois chaque jour de tant de pauvres mères de famille dont les maris et les fils sont à la guerre, et qui luttent pour subvenir aux besoins les plus urgents de leurs enfants ! Leurs lettres, souvent très frustes de style, mais toujours émouvantes, dépeignent en termes poignants des tourments d'âme qu'elles n'osent exprimer de vive voix.

Des détresses que personne ne soupçonnerait ne tardent pas à se révéler, mais avec tant de réserve et de discrétion qu'il faut plutôt les deviner. D'honorables propriétaires,

d'anciens fermiers, des hommes de professions libérales, habitués à vivre dans une aisance proche de l'opulence, se voient atteints jusque dans les sources de leurs revenus, par l'incendie, la destruction de leurs immeubles, la suspension des loyers ou la cessation de leurs fonctions. Ils en sont donc réduits à lutter contre le besoin, à ne vivre que de leur crédit, ou même à recourir à des travaux manuels ou aux emplois les plus modestes. C'est surtout à mesure que la guerre se prolonge et que les mois s'écoulent, que ces détresses s'accroissent et se trahissent involontairement au dehors.

Parmi tant de misères il en est une qui, pour être moins apparente, n'en est pas moins digne d'intérêt, et dont la pensée m'émeut profondément : c'est celle de mon clergé.

Pour nos prêtres, en effet, la détresse devient navrante. Sans aucun traitement de l'État, sans secours des communes ni des églises, sans allocation de l'œuvre du Denier du culte, ils n'ont rien reçu pour vivre durant les six derniers mois de l'année 1914, et l'année 1915 ne s'annonce pas pour eux sous de meilleurs auspices.

Quelque part que je tourne mes regards, dans les paroisses, à l'armée, dans les camps de prisonniers, en Allemagne, c'est une égale souffrance ; et, de tous les côtés, malgré l'admirable réserve qu'on y apporte, c'est le cri du besoin et de la faim qui arrive à mes oreilles et me déchire le cœur. Il me semble qu'il ne peut y avoir pour moi de repos d'esprit tant que je n'aurai pourvu, au moins dans la mesure du possible, à d'aussi pressantes misères.

La charité, j'ai hâte de le dire, se montre admirable, et le cœur français, toujours sensible et bon, fait en ce moment des prodiges de générosité. S'il y a des héros qui combattent sur le front, il en est d'autres, hommes, femmes, jeunes filles et enfants, qui font, sous nos yeux, de l'héroïsme d'un autre genre, en se dévouant sans bruit et sans espoir de récompense humaine, au soulagement des souffrances de leurs frères.

L'État, venu à une plus juste compréhension de son rôle, distribue aux émigrés, comme aux femmes des soldats mobilisés, une allocation journalière d'un franc vingt-cinq centimes pour les adultes, et de cinquante centimes pour les petits enfants, qui les sauve du plus pressant besoin.

De nombreuses Sociétés s'organisent, sous des noms divers, qui pourvoient en partie à leurs frais de voyage, de logement et de chauffage et travaillent à assurer l'éducation des enfants que la guerre a rendus orphelins. Il s'en est formé une à Paris, entre autres, sous le nom de *Comité de Secours de l'Aisne*, qui prend une part active, sous la présidence et la direction de M. Gabriel Hanotaux, à ce déploiement de générosité.

De son côté, le préfet du département, M. Robert Leullier, animé des sentiments les plus humains, parcourt continuellement le pays, avec grande activité, pour distribuer des secours aux émigrés, aux soldats, aux prisonniers de guerre, aux communes, et, en général, à tous les nécessiteux. Il établit même, aux confins du département, à la Ferté-sous-Jouarre, une maison d'accueil pour les soldats permissionnaires ou convalescents de la partie envahie de l'Aisne, et il en confie la direction à sa parente, M^{lle} Marthe Leullier. Des dames patriotes de Château-Thierry, M^{me} Raison, M^{lle} Nérot, M^{me} Rémond, mettent aussi sur pied des comités et des œuvres qui s'intéressent efficacement au sort des émigrés et des militaires. Des *Soupes populaires* sont créées en faveur de tous les enfants, émigrés ou non, grâce à des souscriptions mensuelles des principaux habitants. Enfin il s'établit un peu plus tard, une Société de *Secours et d'Assistance par le travail* pour venir en aide aux familles pauvres de la ville.

Il est donc vrai que si la guerre donne naissance à bien des dérèglements, elle donne aussi occasion à la pratique des plus sublimes vertus.

Dans cet exercice de la charité, il me semble que la place du clergé ne peut être qu'au premier rang. Aussi j'entre moi-même résolument en campagne, et, privé personnelle-

ment de ressources par suite de l'inique loi de séparation, j'entreprends, au cours des mois suivants, une série d'appels à la charité, de voyages et de conférences à Paris, en vue de susciter en faveur de mon clergé et de mes infortunés diocésains, un mouvement de générosité chez nos amis et chez tous les bons Français.

Dieu bénit assez mes efforts pour me permettre sinon de donner satisfaction à tant de légitimes besoins, au moins d'apaiser les plus criantes misères.

Du même coup, je réussis à faire vivre et à développer contre toute attente, une œuvre appelée à rendre de grands services et sur la vitalité de laquelle j'avais conçu de vives inquiétudes : je veux parler de notre « Paroisse de l'Aisne à Paris ».

Je l'avais fondée un an auparavant, en faveur de nombreux habitants de l'Aisne (42.000) émigrés à Paris et dans la banlieue, qui vivent trop souvent privés de tout soutien moral et de tout secours religieux. Au milieu de ce fatal hiver, d'excellentes et généreuses chrétiennes, réfugiées elles-mêmes dans la capitale, avaient eu l'heureuse idée de faire de cette « Paroisse » un point d'appui et de se grouper autour de ce centre religieux, pour essayer de faire du bien à nos malheureux exilés. J'avais applaudi à leur intelligente pensée, et installé leur œuvre de guerre. A leur prière je me rendis à Paris pour une réunion qu'elles avaient préparée pour le 4 février à la Madeleine, et où j'étais invité à exposer les malheurs de notre Soissonnais.

L'affluence des fidèles dépassa toute prévision ; il ne resta pas dans cette vaste église une seule place inoccupée, tout fut envahi, même le chœur et les tribunes, au point que plusieurs milliers de personnes durent se résigner à ne pas pénétrer dans l'intérieur.

Une opposition haineuse, venue sans doute du parti des Boches, restés nombreux et puissants à Paris, se manifesta par des lettres anonymes et des menaces, et l'on put craindre un instant pour la tranquillité de la réunion ; mais devant un déploiement de police fort considérable,

les opposants se tinrent coi et ne tentèrent ni de troubler l'assemblée ni d'interrompre l'orateur.

Le succès fut donc grand, la collecte fructueuse ; et ces Dames purent subvenir, au nom de notre Paroisse, à de nombreux besoins. A leurs ressources se joignit encore le produit de quêtes organisées par leur zèle aux portes des églises et d'appels adressés à leurs nombreux amis. C'est ainsi que, par l'exercice de leur charité, elles donnèrent à cette Paroisse une âme et un baptême et en assurèrent le futur développement.

Sous l'impulsion de ces Dames, s'organise, 25, rue Bayard, une permanence, à laquelle s'ajoutent bientôt un vestiaire, un ouvroir, un patronage de jeunes filles, un bureau de placement et plusieurs sections pour la visite des familles et des malades hospitalisés, qui contribuent à faire à nos exilés un bien matériel et moral considérable¹.

Après avoir ainsi pourvu, pour notre quote-part, aux besoins de nos concitoyens réfugiés à Paris, nous établissons à Château-Thierry, pour ceux de la vallée de la Marne, un autre vestiaire, dont M^{lles} Joussaume-Latour acceptent la direction. Il serait superflu de louer ici leur dévouement au-dessus de tout éloge, auquel chacun s'est plu à rendre un juste hommage et dont profitent une multitude de réfugiés, qui trouvent dans un magasin bien pourvu et bien organisé des secours très appréciés.

Émule de cette charité chrétienne, M^{lle} Henriette Ferté utilise aussi les loisirs forcés de son exil à Neuilly-Saint-Front en y créant un autre vestiaire qu'elle alimente surtout avec le travail et les dons de jeunes Noëlistes de tous les pays de France.

Château-Thierry offre encore à la charité et à l'admiration générale un autre théâtre bien intéressant et bien émouvant, celui de ses ambulances et de ses hôpitaux.

1. Nous citerons au premier rang M^{mes} la comtesse Guy de la Rochefoucauld, la comtesse d'Ivry, M^{me} Perret, M^{me} Firino, M^{me} Paul Auger, M^{me} la baronne de Marcé, M^{lles} Bourboulon et d'Auvigny, M^{me} Piot, M^{me} Salanson et la sœur Saint-Augustin...

On y compte, en effet, au début de 1915, une douzaine d'établissements parfaitement installés, renfermant des blessés et des malades militaires de toutes catégories. On en a soigné jusque douze cents à la fois. Ce nombre est un peu diminué en ce moment. Ils sont entourés des soins les plus éclairés et les plus empressés par les Religieuses Augustines de l'Hôtel-Dieu, par les Sœurs de la Compassion de Domfront, par celles de Bon-Secours de Charly, par des infirmières anglaises et par de nombreuses dames du monde, soit de la ville, soit de la Croix-Rouge, qui se dépensent sans compter, sous la direction d'habiles médecins, pour adoucir les souffrances de nos braves soldats.

Aussi est-ce plaisir de visiter sur leur lit de douleur, ces victimes du devoir, et de se reconforter à leur contact. La bonne humeur qui ne les quitte pas, l'énergie avec laquelle ils supportent leurs souffrances, l'entrain de leurs conversations, le désir que la plupart expriment de sortir au plus tôt de l'ambulance pour retourner au feu, et surtout leur ferme conviction que notre armée sera victorieuse, rendent de la confiance aux plus hésitants, du courage aux plus craintifs, et inspirent une haute idée de la valeur des soldats français.

Avec quel empressement ils accueillent les visites du vénérable archiprêtre, le chanoine Rozelet, dont le dévouement a été si remarqué au moment du passage des Allemands. ! Combien ils aiment et apprécient leurs infirmiers, prêtres pour la plupart, soldats comme eux, qui les entourent des soins les plus délicats et les soutiennent moralement par la constante dignité de leur attitude ! Avec l'agrément de l'autorité militaire, dont je ne puis assez louer la noble courtoisie, ces prêtres-soldats viennent aussi en aide à nos pauvres paroisses du voisinage, abandonnées par suite de la mobilisation de leurs curés. De temps en temps, enfin, ils accourent à mon appel, et écoutent avec respect les simples et paternelles instructions que je leur adresse.

Qu'on ne nous parle donc pas ici de cette « rumeur infâme » qui travaille à propager contre le clergé d'odieuses et ridicules calomnies ! Ici, tout près du front, on voit le clergé à l'œuvre, on admire son dévouement obscur et l'on sait reconnaître son patriotisme. Ici, l'on hausse les épaules devant les insinuations intéressées d'un parti sectaire, qui voudrait, en noircissant autrui, faire diversion aux reproches trop mérités qui l'attendent. Ici, on pratique sincèrement l'*Union sacrée*.

Ce n'est pas que le vieux levain de la division entre les citoyens et de la lutte des partis ne continue à fermenter, mais l'heure ne lui est pas favorable. On s'en aperçoit à quelques faits particuliers. Le lendemain de Noël, une manifestation essaie de se produire à Château, sous couleur d'une visite patriotique, très louable en soi, au cimetière où reposent nos soldats. Mais l'autorité militaire s'apercevant du piège où veut l'entraîner une poignée d'individus sans titre ni mandat, interdit la manifestation à la dernière heure. — Quelques semaines auparavant, au cantonnement de Ploisy, près de Soissons, plusieurs médecins juifs montent une *Revue* de fin d'année, sous la présidence du général Julien, et se permettent, totalement oublieux des convenances, de la morale et du patriotisme, de bafouer N. S. Père le Pape en travestissant son attitude, et en mettant dans sa bouche des moqueries contre des religieuses belges outragées par de barbares ennemis. La partie honnête de l'assistance s'indigne de ce scandale, et, pour en effacer jusqu'au souvenir, les pieux habitants de Ploisy, M. et M^{me} Leroux, s'appliquent à donner à la fête de Noël un éclat tout exceptionnel. Cette « *Revue* » d'ailleurs ne porte pas bonheur à ses auteurs, et le public souligne avec satisfaction, que leur changement de situation, qui suit de près, n'a rien de reluisant pour aucun d'eux.

Ce m'est une grande consolation de constater, au milieu de nos ruines spirituelles, le zèle que déploient nos prêtres,

soit sur le front, soit sur l'arrière, pour soutenir et encourager leurs confrères, ou pour secourir leurs infortunés paroissiens. M. le chanoine Binet, brancardier divisionnaire, a organisé, d'accord avec les aumôniers officiels, une *Association de prières, d'étude et de sanctification* pour tous les ecclésiastiques de sa Division ; M. l'abbé Roy, publie son Bulletin *Qui vive !* pour tous les militaires qui fréquentaient le cercle de Soissons, ; M. Delorme, curé de Saint-Gobain, se tient en liaison épistolaire avec près de cinq cents émigrés de sa paroisse, et de la région Saint-Quentinoise ; M. l'abbé Aubain, vicaire de Saint-Jean de Saint-Quentin, mobilisé, se dépense avec un rare succès pour envoyer des colis de vivres à nombre de militaires et de prisonniers. Ainsi en est-il de beaucoup d'autres prêtres qui savent adapter leur charité et leur zèle aux besoins du moment et qui s'attachent les cœurs et gagnent la confiance universelle.

La petite cité de Château-Thierry est toute transformée par les nécessités de la guerre, qui y ont concentré toutes les administrations et en ont fait comme le centre du département. M. le Préfet y est établi à l'hôtel de ville avec son nombreux personnel d'employés ; l'inspecteur d'Académie M. Rémond, y a transporté sa résidence et l'école normale de jeunes institutrices ; les finances y sont représentées par M. Duchaylard, trésorier-payeur général du département ; le Président du Conseil général, M. Mazurier, parti de Crécy-sur-Serre sur la fin du mois d'août 1914, y a aussi planté sa tente, et autour de lui se réunissent les membres du Conseil général aux époques des sessions réglementaires.

Le séjour de cette ville a bien ses charmes ; la population en est hospitalière et affable, le travail n'y manque pas. Je ne puis toutefois oublier que la ville de Soissons est le siège régulier de ma résidence et que c'est par force que j'en suis éloigné. Aussi je n'en perds pas un instant le souvenir, je suis avec attention tout ce qui s'y passe,

j'en note avec soin les moindres incidents journaliers, j'en ressens les souffrances à chaque coup de canon qui parvient à mes oreilles, et j'appelle de tous mes vœux le jour où il me sera permis de rentrer sous mon toit et de retrouver réunis au milieu des ruines de leurs maisons les habitants aujourd'hui dispersés.

CHAPITRE X

Dévastation de Soissons

(Janvier-Février 1915)

Le lendemain de la bataille de Crouy et de la retraite de nos troupes, on avait craint tout d'abord que l'ennemi n'essayât de tenter un coup de main sur Soissons, en passant sur la rive gauche de l'Aisne, par Venizel, Ville-neuve-Saint-Germain et le faubourg de Reims. Il ne le fait pas. En revanche, il tente de foncer sur la ville par le nord-est. Ses avant-gardes descendent de Crouy sur la ferme de Saint-Paul, voisine de la Raffinerie, à un kilomètre du faubourg de Saint-Vaast, et à proximité de la voie ferrée de Soissons à Laon. Elles s'en emparent dans la matinée du jeudi 14 janvier ; mais comme elles ne sont qu'une poignée d'hommes, nos renforts venus de Soissons les culbutent sans peine, les forcent à se replier, et réoccupent définitivement ce groupe de maisons. Mais le château et la ferme n'offrent plus que des ruines.

Dès le vendredi 15, le fléchissement de nos troupes au nord-est semble complètement arrêté. Le bombardement de la ville reste toujours intense et la cathédrale est de plus en plus éprouvée. Dans ces huit derniers jours, elle a reçu soixante-quinze obus de gros calibre, qui lui ont fait de cruelles blessures. C'est sur elle et sur les ambulances que les Allemands semblent diriger leur tir, et plus spécialement sur les points de la ville où sont recueillis des blessés et où l'on travaille pour l'armée.

Quelle que soit leur fureur de destruction, leur avance est définitivement enrayée et nous continuons à tenir, sur la rive droite, les têtes de pont à Venizel et à Missy. Il a été impossible à l'armée de von Kluck de déboucher à nouveau de Crouy et de Vauxrot, et de faire de nouvelles tentatives sur Saint-Paul et sur Saint-Vaast. La ville est couverte et protégée efficacement par notre artillerie et nos troupes, et l'ennemi n'a pas plus de succès à l'est, ni à Missy, ni dans la région de Soupier.

Peu à peu, l'émotion intense produite par cette terrible alerte commence à se calmer. Le canon tonne toujours sur la région, mais ce n'est plus la formidable rafale de fer et de feu qui, durant six ou sept jours a ravagé sans trêve nos plateaux et les pentes de nos collines. On avait redouté que l'ennemi ne parvînt à faire une trouée dans nos lignes ; on en revient de jour en jour. Des hauteurs de la rive gauche, notre artillerie défend le passage de la rivière, et l'inondation de la vallée de Venizel ne permet pas à l'ennemi de songer à construire des ponts.

L'Allemagne entière n'en triomphe pas moins du succès de cette bataille de Crouy. Elle a organisé en Belgique de solennelles réjouissances ; à Laon, l'armée allemande a fait une grande démonstration à la cathédrale ; à Berlin, quelques écrivains, par une ridicule exagération, vont jusqu'à la comparer à la bataille de Gravelotte et de Saint-Privat (18 août 1870) ; et nous lisons avec stupeur dans des journaux scandinaves que les Allemands ne nous y ont pas fait moins de cent cinquante mille prisonniers ! Il faut bien frapper l'imagination des neutres et soutenir le moral des troupes ! En réalité, cette affaire de Crouy est un fait d'armes, brillant si l'on veut, fâcheux pour nous, mais plus retentissant que profitable à nos ennemis.

Le bruit toutefois se répand qu'ils chercheraient à convertir ce succès partiel en un triomphe décisif, et qu'une bataille se préparerait sur l'Aisne. Des troupes se massent des deux côtés de la rivière. Nos soldats attendent l'ennemi de pied ferme ; qu'il vienne, ils sont prêts à le recevoir.

Les jours qui suivent l'exode de la population soissonnaise, offrent peu d'événements notables. L'attention de toute la France, et presque du monde entier, reste cependant fixée sur notre malheureuse cité, l'opinion publique s'attendant toujours à un hardi coup de main des Allemands. Mais, soit hésitation de leur part, soit sentiment de leur impuissance, ils s'en tiennent là, et ne tentent aucun mouvement sérieux contre la ville.

Tout leur effort se borne, dans la nuit du 17 au 18, à bombarder de nouveau Saint-Paul, qu'ils n'ont pas réussi à garder le 14. Pendant la journée du 18, qui est d'un calme absolu, ils se retranchent à Crouy, et n'en sortent que pour une double tentative sur l'Aisne, à Missy et à Condé, mais sans succès. Von Kluck, rentré à Pinon, y élabore un nouveau plan d'attaque.

Les commentaires du public s'obstinent à aller leur train. On suppose que les Allemands songent à nous attaquer entre Soissons et Compiègne, pour marcher de nouveau comme ils s'en vantent, sur Paris, par la vallée de l'Oise.

En attendant, c'est dans la région de Berry-au-Bac et de Craonne que se reporte toute leur activité. Von Kluck voudrait sans doute offrir à l'empereur pour le 27 janvier, anniversaire de sa naissance, un pendant à son succès de Crouy. Aussi, dans les jours des 25, 26 et 27, les combats près de Craonne, présentent une physionomie effrayante.

Après un bombardement prolongé et intense de projectiles de fort calibre, l'infanterie allemande nous attaque sur le front Heurtebise-Bois-Foulon ; partout elle est repoussée avec de grosses pertes, excepté pourtant à la Creute.

Là, un éboulement, provoqué par la chute de gros projectiles, obstrue l'entrée d'une ancienne carrière, qui servait de magasin et d'abri à la garnison de nos tranchées et deux de nos compagnies se trouvent emprisonnées et capturées. L'ennemi ayant pris pied dans le bois Foulon, s'y infiltre peu à peu, et rend intenable les tranchées avoisinantes, que nous sommes forcés d'abandonner.

Bientôt de brillantes contre-attaques nous en rendent une partie. L'ennemi subit des pertes très élevées et laisse quinze cents cadavres sur le terrain. Les prisonniers tombés en nos mains appartiennent à quatre régiments d'infanterie saxonne, ce qui suffit à prouver l'importance de l'attaque dirigée contre nos positions. Mais nos pertes sont aussi fort élevées ; car nous voyons arriver, les jours suivants dans nos hôpitaux de Château-Thierry, une multitude de soldats blessés dans ces furieux combats, dont ils nous dépeignent les horreurs.

Dans les derniers jours de janvier, l'artillerie fait rage dans toute cette partie de la vallée. De Craonne, Craonelle, Heurtebise, il ne reste que des ruines, Roucy et les villages voisins sont cruellement bombardés, Pontavert est en partie détruit, l'église et le presbytère endommagés et les maisons pillées. A Pont-Arcy et Viel-Arcy, les églises menacent ruine.

A Soissons, la canonnade du 31 janvier est si violente, que les fenêtres de l'hôpital ne cessent de trembler. Il fait très froid ; la neige tombe, et c'est au milieu de cette nature désolée que l'administration hospitalière fait élever un grand calvaire au milieu d'un jardin qu'elle convertit en cimetière. C'est là que l'on est réduit à enterrer les morts, étant désormais impossible de les conduire au cimetière de la ville.

L'église de Sainte-Eugénie, jusqu'alors épargnée, est atteinte le même jour par un obus, lancé de Bucy, qui en perce les combles ; et, le lendemain, cinq ou six autres viennent s'abattre et éclater dans le pourtour.

Dans la journée du 8, un obus pénètre au grand séminaire, dans la salle des exercices, où se trouvaient réunis, vingt-cinq soldats ; il en tue deux et en blesse neuf.

La cathédrale surtout est visée par l'ennemi. Le 2 février, quinze obus l'atteignent et lui causent de grands dommages. Le 5, une des colonnes de la nef est frappée par un obus de 210 et s'écroule sous la violence du choc, la voûte est crevée en plusieurs endroits, et, sur le pavé, s'entassent,

dans un amas informe, pierres, portes, chaises, lustres, tuyaux d'orgue, statues, confessionnaux et boiseries. Seule la statue du Sacré-Cœur reste debout au milieu des ruines accumulées.

Le 12, à 4 heures du soir, trois nouvelles bombes s'y abattent avec fracas ; l'une d'elles frappe le contrefort placé derrière le trône épiscopal, réduit en poussière les vitraux de l'autel de Saint-Ruffin et fait tomber sur le sol d'énormes quartiers de pierre.

Averti de ces désastres, le sous-secrétaire d'État aux Beaux-Arts, M. Dalimier, accourt à Soissons le 14, pour se rendre compte des dégâts. Assisté de M. le Préfet, il visite la cathédrale, et constate avec une surprise admirative que la voûte, quoique privée de la colonne, continue à se tenir debout, supportée par le contrefort demeuré ferme au milieu de la trouée du mur, ce qu'il considère avec raison comme un triomphe de l'art gothique et de l'encorbellement. Il conclut que rien n'est à faire présentement, et que, si un nouveau coup n'achève la ruine de la voûte, tout sera encore réparable. Il donne des ordres pour l'enlèvement immédiat de la tapisserie des Gobelins, du plan en cuivre de Soissons et du tableau de Rubens, dont la toile est détachée de son cadre par des ouvriers du Louvre. Un photographe du ministère lève quantité de vues, et, quelques jours plus tard, les journaux illustrés mettent sous les yeux des lecteurs le triste spectacle de nos ruines.

Rien n'arrête la fureur et la vengeance de nos barbares ennemis. Le 15, le bombardement se poursuit au moyen de projectiles incendiaires. Le château de Saint-Crépin est détruit, celui de Villeneuve-Saint-Germain très maltraité, plusieurs maisons de la ville sont renversées ou incendiées, et quelques habitants sont mortellement atteints.

De son côté, notre artillerie déploie une grande activité, et répond au feu de l'ennemi par un tir très efficace, qui le retient dans ses positions, et commence à lui faire envisager l'avenir avec moins d'assurance.

Tandis que cette lutte se poursuit avec acharnement, et que les ruines s'accumulent tout le long de notre vallée, la ville de Soissons restée sans population, devient, comme on devait s'y attendre, un champ de pillage. Toutes les maisons inoccupées sont visitées et dévalisées. Les cambrioleurs, que rien ne gêne plus, opèrent le jour et la nuit. L'évêché est une de leurs premières proies, et ils l'envahissent de tous les côtés. La maréchaussée fait bien quelques rondes nocturnes, mais elle est impuissante à réprimer leur audace. Elle fait même de molles enquêtes et dresse des procès-verbaux ; vains simulacres, sans aucuns résultats. La police se voit obligée d'éliminer de force un certain nombre de ces citoyens indésirables, qui ne se sont maintenus en ville que dans des vues trop faciles à deviner.

Mais ce qui est plus déplorable encore que tous ces vols, ce sont les profanations sacrilèges exercées dans notre grand séminaire avec les linges et ornements de la chapelle, et contre lesquelles ce m'est un devoir de conscience de protester.

Enfin grâce à une énergique intervention en haut lieu, le maire obtient trente-six gendarmes pour la garde et la police de la ville, et, depuis lors, le cambriolage cesse ou s'atténue considérablement.

Par un heureux et consolant contraste, du milieu de cet effondrement matériel et moral émergent quelques figures de prêtres, au dévouement desquels je me fais un devoir de rendre un public hommage, hommage d'autant plus mérité, que leur modestie leur a fait déclinier tout éloge.

Ces vrais et modestes héros sont : MM. le chanoine Duchatel de Montrouge, qui s'applique avec un zèle infatigable, à faciliter le départ des infirmes et des pauvres et à sauvegarder le mobilier de la cathédrale ; M. l'abbé Rouillier, dont la calme intrépidité a été si remarquée dès le début du bombardement ; M. le chanoine Delloue, le fidèle aumônier de l'hôpital général ; M. le chanoine Huet, curé de Sainte-Eugénie, attaché de cœur et d'âme

à ses paroissiens, et M. l'abbé Hivet, curé, père et défenseur de tous les malheureux habitants de Saint-Vaast. Malgré le départ de presque toute la population, malgré le danger de mort auquel ils s'exposent, malgré la difficulté de s'alimenter et de vivre dans une situation si critique, ces prêtres vénérables refusent de s'éloigner de la ville, et restent au milieu des ruines avec les quelques centaines d'habitants qui s'y sont cramponnés. Puissent-ils trouver dans l'estime croissante des habitants de Soissons et dans l'affection de leurs confrères, une première récompense de leur charité et de leur courage !

Sur le même rang il convient de placer Madame Macherez et sa jeune compagne, M^{lle} Germaine Sellier, qui, avec une extraordinaire énergie, s'obstinent à rester dans cette ville déserte et cherchent à se rendre utiles jusqu'au bout, en distribuant aux malheureux évacués, les vêtements que la générosité publique nous avait permis d'amasser dans notre magasin ; action d'autant plus louable et d'autant plus opportune, que le rôle de notre Comité de secours cessait avec la dispersion de ses membres.

Je ne parlerai pas ici de nos Sœurs de Saint-Thomas de Villeneuve, chargées du service de l'hôpital, dont le nom est synonyme de charité et de dévouement. Elles sont restées, elles aussi, à leur poste de péril et d'honneur, poussant l'héroïsme jusqu'au sacrifice, comme tout naturellement, sous le seul regard de Dieu, sans recherche ni désir de la louange humaine. Admirable puissance de la foi chrétienne, devant laquelle tout le monde s'incline avec respect.

Cependant le temps s'écoule rapide. Déjà nous sommes au milieu de février, et la situation ne subit aucun changement. L'ennemi foule toujours notre territoire, c'est un vampire qui suce notre sang et vit de notre substance. Il s'est enterré lui-même dans les tranchées, il s'est mis dans l'impuissance d'avancer et se borne à se tenir sur la défensive. Enterrés nous-mêmes en face de lui, sans que nos chefs se décident à prendre l'offensive, nous languissons, et notre souffrance grandit avec cette longue attente.

Si nous en croyons les communications qui remplissent les colonnes des journaux, l'irritation de l'ennemi va croissant ; les menaces et les exagérations auxquelles il se porte trahissent un vrai désespoir, et font penser que, chez lui, la tête se prend.

Il avait, en effet, compté que la guerre durerait quelques mois, et il la voit se prolonger contre toute attente.

Il voit, par suite, s'user de jour en jour ses munitions de guerre, et peut-être n'a-t-il plus les éléments nécessaires pour les entretenir longtemps. Il manquerait, dit-on, surtout de cuivre. Il a beau piller les pays occupés, il n'en trouverait plus assez.

Il voit diminuer ses vivres, enserré qu'il est par l'Angleterre dans un blocus formidable, et il sent venir le jour où sa nombreuse population souffrira de la famine. Il en arrive à multiplier les mesures de police les plus rigoureuses pour réduire la consommation au strict nécessaire. Toutes ces choses sont connues, elles s'étalent dans toutes les feuilles publiques, et il lui devient impossible de dissimuler cette situation critique.

Aussi le gouvernement de l'Empire et les chefs de l'armée, obsédés par ces visions troublantes, paraissent pressés de trouver une solution. Tels des fauves, enfermés dans une cage de fer, qui se jettent sur les barreaux à droite et à gauche, ils cherchent à s'ouvrir une issue et ne la trouvent pas. Leurs mouvements sont précipités et violents, leurs attaques incohérentes. Sans cesse ils s'acharnent à percer nos lignes, et jamais ils n'y parviennent. Revenant toujours à leur système de terrorisme, ils essaient encore une fois d'épouvanter le monde en décrétant le blocus de l'Angleterre et en menaçant de torpiller par leurs sous-marins, tous les vaisseaux marchands, quels qu'ils soient, qu'ils rencontreront dans les eaux anglaises et françaises. Ils en arrivent ainsi à s'aliéner de plus en plus l'esprit des nations neutres. Cette levée de tous les peuples du monde contre leur insupportable tyrannie ne les ramène pas à la modération ; au contraire, elle les enfonce dans leurs

abominables desseins ; le Kaiser s'en fait un piédestal et tire gloire d'être combattu par l'univers entier. C'est la frénésie de l'orgueil.

Dans notre rayon de Soissons, sur tout le front de l'Aisne, le duel d'artillerie se poursuit à peu près sans interruption depuis l'affaire de Crouy. Presque chaque jour, les communiqués officiels enregistrent quelque avantage en notre faveur. Ainsi du 7 au 17 février, ils signalent que « nous avons maintenu l'ennemi sous le feu à peu près continu et généralement très précis de notre artillerie de campagne et de notre artillerie lourde ; que nous avons bombardé les routes de ravitaillement, les trains, les gares, les positions de batteries, les abris à mitrailleuses et les tranchées ; que, quand un duel s'est engagé entre les deux artilleries, c'est toujours la nôtre qui a pris le dessus ; et qu'enfin, souvent les Allemands n'ont pas tiré ».

Ces succès locaux et partiels sont sans doute de nature à nous donner confiance. Toutefois, la situation de la ville, loin de s'améliorer, devient chaque jour plus grave. Chaque fois que, dans le secteur de Soissons, ou dans celui de Reims, notre artillerie remporte quelque nouveau succès, les batteries du général Lochow, le digne émule du bourreau de Reims, le féroce Herringen, redoublent d'ardeur pour cribler d'obus incendiaires notre malheureuse cité. Reims et Soissons, les deux berceaux de l'antique France, ont le triste privilège d'exciter la fureur teutonique et d'en recevoir les coups meurtriers. Quand nos soldats tombent entre les mains des Allemands, ils sont victimes de leur férocité. Dans la soirée du 8 au 9 février, on entend partir des hurlements de douleur des tranchées qu'ils nous avaient reprises et ce cri plusieurs fois répété : Assassins ! Assassins ! Du 15 au 20, plus de vingt obus sont tombés sur Saint-Léger. Le nombre des maisons détruites ne cesse de s'accroître. Par suite du départ de la population, les décombres s'entassent sur le sol, et il est des rues qui offrent un aspect lamentable. Un certain nombre d'habitants sont rentrés en ville, mus par l'espoir de protéger

leur maison et leur mobilier ; mais comme ils ne peuvent rien pour l'entretien de la voie publique, le soin en est remis à l'autorité militaire, qui y applique chaque jour bon nombre de soldats et qui y rétablit peu à peu l'ordre et la propreté.

Le 29, le général de division, Loyseau de Grandmaison, homme de haute valeur, sortant dans le mail pour visiter les tranchées, tombe mortellement frappé en pleine poitrine par un éclat d'obus. Il meurt en chrétien comme il avait vécu, assisté par M. l'abbé Rouillier. Ses obsèques ont lieu le surlendemain à Écuiry, et, de là, à Saint-François-Xavier, à Paris.

Dans cette seconde période du mois de février, et au début du mois de mars, la colère des Allemands contre Soissons semble s'accroître de jour en jour, en raison des événements qui se passent sur les divers fronts et qui deviennent inquiétants pour eux.

Tout d'abord, en Champagne-Pouilleuse, a commencé, le 16 février, une sérieuse pression de nos troupes contre le front allemand. Le but avoué de ces opérations, entreprises de concert avec nos Alliés est de retenir l'ennemi sur place et de l'empêcher d'expédier des renforts sur le front oriental, et, en même temps, de lui imposer une grande consommation de munitions. Pour résister à cette pression, les Allemands amènent, en effet, sur le terrain, des forces considérables, plus de dix divisions, retirées du nord. Le résultat cherché par nous est atteint. Les Russes, forcés d'abord d'évacuer la Prusse orientale, y rentrent, à partir du 25 février, par une offensive hardie ; les Anglais progressent très brillamment sur la Bassée, à Neuve-Chapelle, et font de nombreux prisonniers ; et nos troupes conquièrent en Champagne, sur Perthes, Mesnil, Beauséjour, sept kilomètres de tranchées sur une profondeur de deux à trois kilomètres.

D'autre part, les Anglais et les Français, d'accord avec les Russes, ont entrepris de forcer et de libérer les Dardanelles et d'emporter Constantinople. A partir du 19

février, leurs flottes combinées, bombardent et détruisent les forts placés sur les deux côtes d'Europe et d'Asie, et relèvent les mines placées dans le détroit. Opération colossale, qui jette le monde entier dans la stupéfaction et dans une anxieuse attente, mais dont la préparation est insuffisante et le succès apparaît très problématique.

Enfin le 3 mars, les États-Unis ont rejeté les propositions qui leur étaient faites par l'Allemagne en vue de rendre possible son ravitaillement, et les flottes anglaises et françaises ont accentué le blocus austro-germanique.

Cet ensemble de menaces et de vigoureuses offensives porte à son paroxysme la fureur des Allemands. Tandis que leurs sous-marins torpillent sans pitié de nombreux vaisseaux marchands de toute nationalité, leur artillerie se venge sur notre malheureuse contrée, et l'écrase jour par jour sous la mitraille.

Le 21 février, tous leurs forts, réunissant leurs feux, lancent sur Reims, un ouragan de deux mille bombes ; et le 28, ils en lancent deux cents sur Soissons. La cathédrale est directement visée, et affreusement criblée ; les deux premières travées du mur de gauche, à partir du portail principal, sont abattues, les contreforts seuls restent debout. Le 2 mars, sous un nouveau choc de mitraille, la partie ébranlée de la voûte s'écroule dans la nef sur une première surface de deux cents mètres carrés.

Durant toute la première partie du mois de mars, il ne nous arrive, de ce côté, que des nouvelles sinistres. Chaque jour, nous percevons distinctement, à Château-Thierry, et avec quels serrements de cœur ! le grondement des canons qui vomissent, avec une incroyable fureur de destruction, le fer et le feu sur nos deux malheureuses cités. Deux bombes, tombées, le 9 sur le côté gauche de la cathédrale de Soissons, en agrandissent encore considérablement la blessure, et l'on redoute qu'elle ne finisse par être coupée en deux.

Devant cette dévastation croissante, ordre est de nouveau donné, le 3 mars, d'évacuer les quartiers de Saint-

Vaast et de Saint-Christophe. La menace reste suspendue quelques jours, et ne s'exécute définitivement que les 12 et 14 suivants. Le curé de Saint-Vaast, M. l'abbé Hivet, un homme d'une héroïque ténacité, sort le dernier de sa paroisse, et se réfugie au presbytère de Sainte-Eugénie. Avec son départ, coïncide, le 13, un nouveau et horrible bombardement de la cathédrale et des quartiers environnants, qui en augmente encore sensiblement la dévastation. Huit jours après, le 21, le communiqué officiel nous apporte cette effroyable nouvelle : « L'ennemi a de nouveau lancé vingt-sept obus sur la cathédrale de Soissons, qui a gravement souffert, et sur laquelle, contrairement aux assertions allemandes, aucun poste, ni observatoire n'a jamais été installé, pas plus que n'y a été arboré le drapeau de la Croix-Rouge. »

En même temps, tout périt dans les maisons, tout moisit dans les caves. De tous côtés, ce ne sont que meubles, vases, tableaux, pendules, objets d'art délaissés et livrés à tous les hasards et à tous les accidents. A Saint-Vaast, on fait ramasser les matelas abandonnés dans les logis et on les renferme dans des magasins, où ils courent encore le risque de devenir la proie des bombes incendiaires, ou de pourrir faute de soins. Pendant plusieurs jours, le peu qui reste d'habitants se livrent à un laborieux travail de sauvetage et opèrent, autant qu'ils le peuvent, un déménagement en règle.

Grâce au zèle de MM. Duchatel et Rouillier, les ornements sacrés de la cathédrale, ceux du séminaire et les objets les plus précieux du culte sont recueillis et amoncelés dans la sacristie, et attendent que des voitures, devenues presque introuvables, puissent les enlever et les mettre en sûreté dans l'intérieur du pays.

Pour sauver ces trésors, je fais personnellement des démarches auprès des autorités militaires à Château-Thierry et à Villers-Cotterets. Partout mes ouvertures sont accueillies avec une parfaite bienveillance ; des permis de circulation sont accordés, des militaires tout dévoués

notamment MM. Legrand et Baugras, deux Soissonnais, nous offrent leurs bons offices ; M. Muzart met une voiture à ma disposition, et M. le général Dubois, commandant de la sixième armée, m'offre des camions automobiles et des hommes. A l'aide de ces concours, tout ce que nous possédons de plus précieux, vases sacrés et ornements, est, en quelques semaines, soustrait au péril de destruction, et transporté à Oulchy-le-Château, ou à Château-Thierry.

Dans le même temps, l'autorité militaire accepte encore gracieusement de faire transporter à Château-Thierry le mobilier de la petite communauté des religieuses Augustines, qui furent tant d'années à la tête des services hospitaliers de l'ancien Hôtel-Dieu, et qui, après quelques années passées à l'hôpital général en collaboration avec les Sœurs de Saint-Thomas de Villeneuve, ont pris le parti de se réunir et de se fondre en une seule communauté avec leurs Sœurs de Château-Thierry.

Un déplorable accident, survenu au milieu de ces dégâts matériels, est encore venu remuer douloureusement notre fibre patriotique. Le 11 mars, au cours de l'inspection d'une tranchée de première ligne, tout près de Soissons, à trente mètres de l'ennemi, le général Maunoury, commandant de la sixième armée, et le général de Villaret, commandant d'un des corps de cette armée, sont blessés par une même balle, pendant qu'ils examinent les lignes allemandes à travers un créneau. La balle qui a atteint le général Maunoury lui crève l'œil gauche et lui brise le maxillaire, puis, faisant ricochet, elle va blesser au front le général de Villaret. Le lendemain, le Président de la République accourt leur faire visite, et, sur la proposition du généralissime Joffre et du ministre de la guerre, remet au général Maunoury la médaille militaire, et au général de Villaret la grand'croix de la Légion d'honneur.

La révérende supérieure de l'Hôpital, Mère Saint-Prosper, je suis heureux de le signaler au passage, est elle-même citée à l'ordre du jour de l'armée pour son admirable dévouement et celui de toutes ses Sœurs. Tout

le monde, sans exception, applaudit à une distinction si bien méritée.

Nous lisons aussi à ce moment au *Journal Officiel*, parmi les noms de fonctionnaires cités pour leur belle conduite, ceux de MM. Andrieu, sous-préfet de Soissons, et quelques mois plus tard, de M^{me} Andrieu, Constant, juge de paix, Cagniard, conseiller général de l'Aisne, Moret, maire de Brenelle, Lavergne, adjoint au maire de Chassemy, Averti, Prudence, Malézieux, Lahaye, ouvriers à Presles-et-Boves.

C'est encore le lieu de mentionner le témoignage que nos officiers, vivant depuis longtemps dans les villages au sud de la ville, me rendent du dévouement de deux de nos prêtres, M. Lahaye, curé de Fontenoy, et M. Boursier, curé d'Ambleny, qui ont prodigué, sans compter, leur temps et leurs fatigues à nos soldats cantonnés dans leurs quartiers.

Cependant, le vide continue à se faire dans Soissons, « la ville est déserte et abandonnée, m'écrit un témoin oculaire ; c'est l'image de la mort. M. le sous-préfet qui en a fait le tour par les rues du Commerce et des Cordeliers, n'y a plus rencontré une seule personne ! »

Dans cette triste extrémité, une petite lueur d'espérance vient tout à coup briller à nos yeux. Le 23, les Allemands continuant leurs excès, font une nouvelle tentative de bombardement, qui est, remarque le communiqué, « arrêtée presque aussitôt par notre artillerie ». Et le lendemain, nos canons donnent dans la matinée, et l'ennemi ne répond pas. « Serait-ce, se demande un critique militaire, que les grosses batteries du général von Kluck auraient fini par être repérées, et que nous aurions pu amener à la distance voulue, des canons dont le tir plongeant aurait réduit les batteries ennemies au silence ? Y aurait-il là un indice qui soit de nature à nous rassurer sur les chances qu'on a maintenant de dégager Soissons de la zone de feu de l'artillerie allemande ? Cette petite lueur éclairerait-elle une réalité ? Dieu le veuille ! » L'avenir ne tardera sans doute pas à nous apprendre que cette lueur d'espérance n'est encore qu'un mirage trompeur.

CHAPITRE XI

Rapatriement de nos Prisonniers civils

I. — Nos Prêtres prisonniers

(Mars 1915)

Tandis que, lentement et méthodiquement, se poursuit cette œuvre de destruction, commence un autre acte du drame, acte de réparation, celui-là, qui serait de nature à nous réjouir, s'il n'évoquait, à sa suite, tant de traits de brutalité et de sauvagerie de la part de nos cruels ennemis. Je veux parler du rapatriement de nos Prisonniers civils.

Depuis longtemps déjà, le Souverain Pontife Benoît XV, fidèle aux invariables traditions de l'Église catholique en faveur des captifs, ne cessait de travailler à l'adoucissement du sort des prisonniers de guerre, tant civils que militaires. Il avait obtenu des divers États belligérants d'abord l'échange des prisonniers militaires rendus inaptes au service ; puis le rapatriement des prisonniers civils. A l'appui de son intervention charitable et décisive s'était jointe, en faveur de ces derniers, une circonstance favorable : la difficulté de les nourrir par suite du blocus anglo-français. Pour ce double motif, le gouvernement allemand s'était donc décidé à nous rendre un certain nombre de prisonniers civils emmenés en Allemagne à diverses époques.

Sur la fin de février, nous voyons réapparaître tout d'abord, par la voie de la Suisse, plusieurs de nos prêtres, MM. Renard, curé de Chevreigny, Leveaux, curé de Brancourt, Lebourque, curé de Saint-Aubin, Rayé, curé de Guny, et son jeune séminariste, Simon Gardé.

Ces prêtres, comme beaucoup d'autres de la région d'entre l'Aisne et l'Oise, que nous aurons occasion de nommer, avaient été mis en état d'arrestation, plusieurs sans aucun motif avoué, quelques-uns, par suite de dénonciation, et la plupart, sur des allégations aussi futiles qu'erronées. Tel curé, par exemple, avait fait sonner les cloches de son église, ou laissé simplement sonner son horloge ; tel autre aurait installé au clocher un poste d'observation ; un troisième aurait lâché des pigeons voyageurs ; un quatrième possédait dans sa bibliothèque des cartes d'État-Major, ou même, dans sa chambre de travail, un projecteur dangereux, autrement dit une lanterne magique à l'usage de ses catéchismes. N'avait-on pas vu celui-ci regarder dans une jumelle et faire des gestes suspects ? celui-là, sortir fréquemment dans sa paroisse ou dans ses annexes ? Les chiens de tel presbytère avaient aboyé contre des soldats allemands ; pour sûr, ce ne pouvait être que sur l'excitation de leur maître. Et ce prêtre, qui possédait une arme de chasse, comment l'avait-il enfouie, au lieu de la livrer ? Pourquoi les persiennes de tel presbytère n'étaient-elles pas closes à l'heure réglementaire ? Ici, c'est un curé, faisant fonction de secrétaire de mairie, qui s'est permis de faire des observations sur le pillage des maisons, ou qui a osé essayer de protéger l'honneur de ses paroissiennes, ou qui a refusé de remplir le rôle de délateur ; là, ce sont des soldats français qui se sont cachés ou se sont évadés ; le curé, sans nul doute, non seulement ne les a pas livrés, mais ne doit pas être étranger à leur évasion ; ailleurs, on s'est aperçu de la présence d'espions dans le pays, le curé devait être de connivence avec eux et leur fournir des renseignements ; ailleurs encore, des mots français ont été perçus au récepteur téléphonique, des lueurs rapides ont brillé au sommet du clocher, nul doute qu'il n'y ait au presbytère un téléphone souterrain. Tel curé trop prévoyant avait cru bon de mettre un peu de blé en réserve pour ses paroissiens, il voulait assurément affamer l'ennemi ; tel autre s'était

permis de rédiger quelques notes personnelles sur les événements dont il était témoin ; un tel n'avait pas fait aux autorités allemandes le salut obligé, ou il avait trouvé mauvais qu'on occupât son église pour une cérémonie à l'heure même où il procédait lui-même à un enterrement, ou même il s'était plaint de l'enlèvement de ses cloches ou de la déportation des habitants. Tout était bon pour servir de thème d'accusation ; c'était toujours l'agneau qui avait troublé le breuvage du loup, et toujours l'agneau était sacrifié.

Pour tous ces faits et d'autres pareils, presque toujours inventés à plaisir et prétendus délictueux ou criminels, nos prêtres, surtout nos curés, avaient été arrêtés, grossièrement insultés, souffletés par des soldats brutaux, cravachés, cent fois mis en joue par le fusil ou le revolver, volés et dépouillés de leurs maigres ressources, blessés, traînés en prison, traités en forçats, tenus longtemps en cellule, laissés des jours et des nuits dans des étables, sur la paille, sans couvertures, quelquefois sans pain, souvent sans feu, entassés dans des wagons à bestiaux, traduits devant des conseils de guerre, menacés de mort violente, et finalement condamnés, comme prisonniers civils, tantôt à être déportés en Allemagne, dans des camps de concentration ou des forteresses, tantôt à être internés sur parole, comme suspects, dans les villes et villages de l'arrière du front, avec défense absolue de communiquer avec leurs paroissiens et de retourner dans leurs paroisses.

Se venger sur le curé, l'arracher à son ministère pastoral, tel est le but que paraissent avoir visé nos ennemis. Pour eux, le curé catholique est trop bon français ; il leur est naturellement suspect et ils ne s'en cachent pas. Ils redoutent son influence morale, ils voient en sa personne un foyer ardent de patriotisme et « *l'âme de la résistance* ». Aussi cherchent-ils à mettre la main sur lui et à paralyser son action en le tenant à distance de ses paroissiens. Ils affectent, malgré l'évidence et les démentis, de le consi-

dérer comme un espion ou un franc-tireur. C'est à ce titre qu'ils l'arrêtent et c'est comme tel qu'ils le représentent à leurs concitoyens d'Outre-Rhin, et qu'ils excitent contre lui leur colère, surtout celle des femmes. Aussi a-t-on vu plusieurs de ces dernières, oubliant tout sentiment de pudeur et de respect, abaisser leur main brutale et impie sur nos prêtres prisonniers.

On a remarqué d'ailleurs, au cours de cette guerre, que les luthériens du nord de l'Allemagne, bourrés de préventions contre le catholicisme, ont mis une sorte de rage à outrager tout ce qui le représente, églises, culte, prêtres. Excès bien naturels de leur part, quand on sait que Guillaume, leur chef, a écrit qu'il haïssait l'Église catholique et qu'il passerait sa vie à la détruire ! Aussi l'explosion violente de cette haine impuissante restera-t-elle comme l'une des caractéristiques de cette invasion.

C'est donc ainsi que furent traités, avec MM. *Renard, Leveaux, Lebourque* et *Rayé*, que j'ai déjà nommés, plus de cent ecclésiastiques, prêtres et séminaristes, du diocèse de Soissons, dont les noms qui suivent forment un émouvant martyrologe.

Furent arrêtés et expédiés dans des camps de concentration ou des forteresses d'Allemagne, MM. *Elie Michelin*, curé de Crécy-au-Mont, et son frère, *Marius Michelin*, curé d'Éuilly, *Roger*, curé de Juvincourt, enlevé avec son père, *Leroy*, curé de Condé-sur-Aisne, *Coquizart*, curé de Bichancourt, *Moreau*, curé de Juvigny, *Ducat*, curé de Corbeny, *Bouchez*, curé de Margival, *Blanchart*, curé de Courmelles, appréhendé, horriblement maltraité et disparu sans que l'on ait pu retrouver sa trace, *Génot*, curé de Leschelle, *Henri Noirel*, curé de Saint-Ermes, *Gallice*, vicaire de Montcornet, *Amboise*, curé de Chermizy, *Merlu*, curé de Chivy-les-Étouvelles, *Rasselet*, curé de Remigny, condamné à deux années de forteresse, *Hennino*, vicaire de Chauny, condamné à quinze mois, *Hinault*, curé de Saint-Michel, condamné à dix-huit mois de forteresse, *Gougelot*, curé doyen d'Hirson, condamné d'abord à dix jours de cachot

enténébré au fort de cette ville, puis expédié en Allemagne, *Defer*, curé de Veslud, *Bonna*, curé de Braye-en-Thiérache, coupable d'avoir mis en réserve du blé pour ses paroissiens ; *Bossus*, curé de Vaux-sous-Laon, condamné à quinze ans de travaux forcés pour avoir écrit son journal de guerre et avoir gardé les armes et agrées de ses Sociétés de jeunesse, et avec lui son ami, *le R. P. Adam*; *Desaint*, curé de Saint-Martin de Laon, *Gacoin*, curé de Viège, dénoncé pour recel d'armes recueillies après la bataille de Guize et condamné à dix ans de travaux forcés ; *Lorquin*, curé de Farguies ; *Ryckbusch*, curé de Maissemy, *Boudet*, vicaire de Saint-Jean de Saint-Quentin, accusé d'avoir caché des jeunes gens mobilisables, *Morel*, curé de Clairfontaine, arrêté, jugé et condamné pour avoir protesté contre l'enlèvement des cloches de son église ; *Maccaigne*, aumônier à Chauny, et *Robache*, curé de Chaource ; expédiés en Allemagne, sans motif connu ni condamnation.

A tous ces noms d'ecclésiastiques, déportés comme prisonniers civils, il en faut ajouter plusieurs autres, de prêtres et de séminaristes, qui furent emmenés en captivité comme prisonniers militaires : MM. *Lhotelin*, curé de Saint-Remy-Blanzay ; *Albert Gossel*, curé de Saint-Martin-Rivière ; *Carligny*, vicaire de Bohain, et les élèves du grand séminaire, *Levesque, Jean Moreau, Cabot, Barbier, Waroqueaux* et *Lucien Tripel*.

D'autres curés, en grand nombre, furent enlevés de leurs paroisses et consignés dans les lignes ennemies, ou sur l'arrière, sans pouvoir s'en éloigner : MM. *Delfolie*, curé de Soupir, emmené à Prémont avec toute sa paroisse et déporté plus tard au Quesnoy pour avoir baptisé un enfant à l'église pendant le prêche des Allemands ; *Henry Poindron*, curé de Saint-Paul-au-Bois, envoyé longtemps après à Saint-Gobain ; *Baumont*, curé de Vassens, chassé de sa paroisse au mois de septembre 1914, interné à Chauny, puis évacué à Brognon dans les Ardennes ; *Jules Jumeaux*, curé de Cuffies, vieillard de 87 ans, accablé

d'outrages et de mauvais traitements, et traîné de village en village ; *Ponsard*, provisoirement chargé du service de Saint-Gobain et plus tard de Fligny dans les Ardennes, et *Benoît Canel*, curé d'Aizy, tous internés à Chauny.

MM. *Lejeune*, curé de Pommiers, interné d'abord à Crécy-au-Mont, puis à Guise ; *Henry Brûlé*, curé de Neufchâtel et *Paul Poindron*, curé d'Orainville, internés à Neufchâtel et rejetés ensuite sur l'arrière ; *Maley*, curé de Braye-en-Laonnois ; *Jules Boulanger*, curé-doyen de Craonne ; *Lelombe*, curé de Martigny ; *Fontaine*, ancien curé de Boué, en retraite à Bouconville, arrachés à leurs presbytères, enfermés d'abord dans la citadelle de Laon, puis retenus en ville sans en pouvoir sortir.

Retenus aussi dans la même ville : MM. *Schœffer*, curé d'Essigny-le-Grand, *Dehant*, curé des Autels, envoyé depuis à Brunehamel, le *R. P. Chevalot*, envoyé plus tard à litre de curé à Crépy-en-Laonnois.

MM. *Moussu*, curé de Mons-en-Laonnois, transféré à Résigny ; *Grandin*, curé de Froidmont, déporté à Signy-le-Petit, dans les Ardennes et chargé du service de cette paroisse, et plus tard renvoyé à Martigny ; *Dubois*, curé d'Autreville, transporté à Brunehamel ; *Armand Lambert*, curé de Guignicourt, accablé onze mois durant des pires traitements, prisonnier dans son presbytère, déporté à Laon et ensuite à la Capelle, et chargé enfin du service de Buironfosse et du Boujon ; *Virgile Brancourt*, curé de Frosly-Loire, emmené successivement à Brancourt, près d'Anizy, où il fut logé six semaines dans des conditions honteuses et humiliantes, puis à Aubenton et à Besmont ; *Caillet*, curé de Manicamp, soumis aux plus barbares traitements et entraîné subitement hors de sa paroisse, sans linge ni vêtements et sans autre chaussure que des sabots ; M. *Catois*, curé de Sinceny, enlevé sans motif, conduit à Fourmies, détenu trois mois en cellule et en prison, et retenu depuis comme prisonnier libre.

Il y eut encore beaucoup d'autres curés qui eurent à souffrir des violences d'un ennemi implacable, mais qui,

ayant trouvé grâce devant les conseils de guerre, ne furent ni déportés en Allemagne, ni internés dans les lignes ennemies.

Citons parmi les victimes de cette catégorie, M. le chanoine *Dufour*, curé doyen de Coucy-le-Château, frappé à coups de baïonnettes par des soldats ivres, jeté en prison sur la paille, enfermé au château de Nogent-sur-Coucy, puis ramené chez lui et évacué plus tard à Chaumont-Porcien, M. *Payard*, son auxiliaire qui partagea son sort et fut aussi évacué en février 1917 à Erloy ; *Lecoq*, curé doyen du Nouvion-en-Thiérache, gravement molesté, traîné jusque Iron, après avoir eu, comme la moitié de ses concitoyens, sa maison systématiquement incendiée ; *Ledieu*, curé de Catelet, qui fut brutalement souffleté, jusqu'à n'avoir plus figure humaine, traîné sans pitié les fers aux mains, jusque Bellicourt, cent fois menacé de mort, et exposé durant de longues heures aux outrages d'une armée qui défilait devant lui, puis évacué plus tard à Hautrages, le tout par suite de la mort d'un uhlan, tué par des soldats anglais ; le chanoine *Oblet*, ancien doyen du Catelet, vieillard de 90 ans, mort depuis, après avoir subi toutes les humiliations imaginables ; le chanoine *Démaré*, archiprêtre de Saint-Quentin, condamné deux fois à trois jours de prison, et évacué près de Charleroi, et *Crinon*, curé de Saint-Jean, menacé d'être passé par les armes, pour avoir l'un et l'autre, manifesté trop ouvertement leur patriotisme ; *Sename*, curé d'Omissy, qui fut sur le point d'être fusillé ; *Deudon*, curé de Lesdins, emprisonné pendant dix jours, *Soufflet*, curé de Mondrepuis, qui ne fut délivré de sa prison que moyennant une rançon de 300 marks ; *Guillaume*, curé de Bussy-les-Pierrepont, sur le point d'être fusillé, pour deux ou trois coups de fusil partis de son clocher et dont les auteurs étaient des soldats allemands ; *Hazard*, curé de Watigny, emmené quelque temps à Montcornet ; *Henri Jacquemin*, curé d'Ébouleau, coupable d'avoir fait chanter dans son église : *Dieu de clémence !* ; *Amboise*, curé doyen de Moy, emprisonné huit jours à

Tergnier pour s'être transporté au chevet d'un mourant, à quelque distance du pays, sans l'autorisation de la Kommandantur ; *Lebergue*, doyen de Bellicourt, condamné pour avoir omis de saluer un officier allemand, d'abord à quarante jours de cellule, puis à cinq mois et demi de camp surveillé, privé de dire la messe, et de correspondre avec sa mère, obligé de travailler pendant six semaines sur les routes, et déporté à Avesnes et à Landrecies ; *Robertl*, curé de Verneuil-sous-Coucy, arrêté sous la prévention d'espionnage, maltraité, laissé sans nourriture pendant plusieurs jours, condamné à casser des cailloux sur les routes et tombé malade par suite des mauvais traitements ; *Varoqueaux*, curé de Pargny-Filain, retenu comme suspect sous une étroite surveillance ; *Lefebvre*, curé doyen de la Capelle, coupable de protestation contre la déportation des Lillois, déporté lui-même à Vervins, et tenu au cachot pendant cinq mois ; *Lefevre*, curé de Couvron, jeté plusieurs fois en prison pour avoir été célébrer la messe à Vivaise, son annexe ; *Bouchacourt*, vicaire à Saint-Michel, emprisonné dix jours au fort d'Hirson ; *Calay*, curé de Nouvion et Catillon, emprisonné plusieurs fois pour soupçon d'espionnage ; Mgr *Lesur*, protonotaire apostolique, maire de Mortiers, brutalement arrêté en pleine nuit à Marle et retenu en prison pendant que sa maison était fouillée de fond en comble, relaxé, puis arrêté de nouveau plus tard, emmené captif à Francfort et décédé subitement à Namur au moment d'être rapatrié ; *Vilforl*, curé de Folembay, trois fois cravaché pour insuffisance de l'angle d'inclinaison aux officiers allemands ; *Buire*, curé de Versigny et *Warcoïn*, curé de Fourdrain, coupables de s'être rencontrés sans être munis de laissez-passer ; *Poissonnier*, curé doyen de Crécy-sur-Serre ; *Boulangier*, curé de Montigny-sur-Crécy, condamné au cachot pour de vains prétextes ; *Charles Parmentier*, curé d'Urvillers, emprisonné dix jours à Saint-Quentin sans motif connu ; *Bourgeois*, curé d'Holuon, rigoureusement traité et trois fois jeté en prison ; *Bourbon*, curé de Bellenglise, emprisonné au Quesnoy pour avoir

prêché contre le travail imposé le dimanche à ses paroissiens ; *Lefebvre*, curé de Cilly, condamné à l'amende et à la prison pour recel de blé.

Au milieu de tant de victimes de la brutalité allemande, s'il fallait faire à quelqu'un une place à part, nous nommerions M. *Gury*, curé de Chamouille, dont le martyre fut indicible. Arrêté, comme tant d'autres prêtres, sur la banale imputation d'avoir fait des signaux à l'armée française, sous le vain prétexte que son presbytère surélevé permettait de voir et d'être vu de plus loin, il fut enfermé avec un de ses paroissiens dans le petit abri communal où logent les chemineaux sans asile, et y fut maintenu six longs mois, soumis aux plus indignes traitements, torturé par toutes les rigueurs de la faim, du froid, du désœuvrement, de la malpropreté, privé de tout, en proie à de cruelles douleurs et ne pouvant entrer dans son église que de loin en loin et toujours sous la surveillance d'une sentinelle.

Puis-je me flatter, dans cette lugubre énumération d'une centaine de nos malheureux prêtres, victimes de la férocité d'un ennemi sans entrailles, de n'en avoir pas encore omis quelques-uns ? S'il en était ainsi, et cela est possible, c'est qu'au jour où nous sommes, le cri de leur détresse ne serait point encore arrivé jusqu'à moi.

Malheureusement, à l'heure où j'écrivais ces lignes, j'étais loin d'avoir épuisé tout notre martyrologe et j'ignorais encore ce que l'avenir réservait de souffrances à mon vaillant clergé. Qu'il me suffise ici d'indiquer par anticipation les horreurs sans nom commises par les Allemands en février et mars 1917, au moment de leur recul dans le département de l'Aisne, avant cette effroyable dévastation qui les a voués à jamais à la malédiction du genre humain. J'en parlerai avec plus de détails en son lieu. Mais je dois à l'intégrité de mon récit de dire ici que, parmi les populations martyrisées des vallées de l'Aisne, de l'Oise et de la Somme, il se trouve, encore plus de soixante autres prêtres, curés et professeurs qui furent arrachés à leur

paroisse ou à leur établissement, rejetés sur l'arrière dans des conditions misérables, et qui ne purent qu'après de longs mois réintégrer leur foyer, changé bien souvent, hélas ! en un amas de cendres et de ruines.

Une page émouvante, cri spontané d'une âme sincère, que j'emprunte à la correspondance de M. Rayé, curé de Guny, projette une vive et sinistre lumière sur le traitement infligé à plusieurs de nos prêtres prisonniers en Allemagne. S'ils ne furent pas tous traités avec autant de dureté, il n'en est pas un seul qui n'ait eu beaucoup à souffrir dans son corps et dans sa juste fierté sacerdotale.

« Oui, m'écrivit-il, oui, je suis aujourd'hui rapatrié, mais aussi, je suis exténué, épuisé, étendu sur un lit d'hôpital, incapable de célébrer la sainte messe et pouvant à peine écrire. Grandes ont été mes souffrances durant mes cinq mois de captivité, moins grandes pourtant que celles de plusieurs autres vénérables prêtres.

« Vingt jours s'étaient écoulés depuis l'entrée des ennemis dans ma paroisse sans que j'eusse eu avec eux de rapports particuliers, si ce n'est pour les prier, bien vainement, de cesser le pillage des maisons restées vides. Soudain le bruit se répandit qu'ils arrêtaient les hommes et les jeunes gens pour les emmener ; je n'y voulais pas croire, et cependant il en était ainsi. Le lundi 21 septembre, une mère de famille vint me confier ses deux fils, pensant qu'ils seraient plus en sûreté chez moi. Vers trois heures, j'étais sorti un instant dans mon jardin, quand ces deux jeunes gens, avec mon élève Simon Gardé, se précipitent vers moi, me criant que les Allemands sont en face de l'église, qu'ils ont groupé les jeunes hommes du pays, et que plusieurs soldats se dirigent vers ma maison. Je leur ordonne de se cacher et je rentre. Trois soldats sonnent, pénètrent à l'intérieur et viennent à moi. J'avais au logis un chien qui m'appartenait, et un autre que m'avaient confié des amis. Ces bonnes bêtes tout naturellement se précipitent vers les soldats en aboyant. Que se passa-t-il

dans la tête des Allemands ? Crurent-ils à un coup monté ? Quoi qu'il en soit, l'un d'eux tire sa baïonnette, un autre arme son fusil et tous deux menacent les chiens. De mon côté, je me précipite et fais mon possible pour faire cesser les aboiements et apaiser les soldats. En entendant ce vacarme, Simon, croyant qu'ils vont perquisitionner, sort de sa cachette, afin de sauver ses camarades, et demande aux Allemands ce qu'ils désirent. Immédiatement, ils l'arrêtent. Ils m'arrêtent à mon tour, me placent en tête du groupe et nous conduisent jusqu'à la fabrique de sucre. Là, le caporal nous accuse, mon séminariste et moi, d'avoir excité et lâché mes chiens contre eux. Tandis que tous les autres civils sont expédiés sur Chauny, nous sommes retenus pour être jugés sur ce chef d'accusation, et l'on nous sépare l'un de l'autre. On m'enferme dans le corps de garde ; comme j'essaie de me défendre, on se rit de moi, on m'insulte, on me dépouille de mes habits et l'on me fouille. Simon est resté dehors entouré de baïonnettes ; on lui met le poing sous le nez et on lui annonce qu'il va être fusillé, lui et son curé, sur le bord du canal ; et cette scène se prolonge pendant trois heures. Le soir venu, on nous enchaîne l'un à l'autre avec des menottes cadencées, et l'on se dispose à nous mener à Coucy. Deux soldats nous tiennent en laisse, et le capitaine leur donne ordre de nous tuer immédiatement si nous faisons le moindre mouvement pour nous échapper.

« Arrivés à Coucy, on nous laisse sans nourriture, on nous jette dans un wagon à bestiaux et, en route pour l'Allemagne ! Nous étions là quarante-cinq civils, entassés les uns sur les autres, dans l'impossibilité absolue de nous reposer. Du mardi au vendredi, le wagon étant en marche, nous n'eûmes rien d'autre à manger qu'un peu de pain que nous donnèrent des habitants de Valenciennes et des Belges. Le vendredi soir, dans une ville du Hanovre, on nous donna une soupe au riz.

« J'étais en soutane, notre arrestation s'étant faite instantanément ; mon costume me valut bien des injures

tout le long du chemin : je ne rencontrai qu'une seule personne qui me témoigna un peu de sympathie. Mais ce fut surtout à notre arrivée à Zerbst (Anhalt), que ma position devint douloureuse. Toute la population de la ville était échelonnée d'un côté et de l'autre, depuis la gare jusqu'au camp qui allait nous servir de prison ; ma vue souleva des clameurs immenses, inouïes ; et le trajet, qui est de quatre kilomètres, fut pour moi un vrai chemin de croix. Au camp, je fus fouillé, comme tous mes compagnons ; mais cela ne suffisait pas. Des soldats vinrent soulever ma soutane pour montrer à leurs camarades mes vêtements de dessous et me signaler sans doute, comme un franc-tireur déguisé. Cette avanie ne m'était pas personnelle, ils la faisaient aussi subir à mes autres confrères.

Un genre de vexation qui nous était particulièrement odieux était de nous voir fréquemment fouillés. Dans quel but cet attentat à notre dignité ? C'était afin de s'emparer de nos carnets et de nos notes, et de savoir ainsi ce que nous pensions d'eux et des événements. Les chefs étaient là ; ils voyaient tout et laissaient faire.

Il nous fallut passer par une autre humiliation, la plus pénible de toutes, et que j'ai honte de rapporter. On avait creusé à l'extrémité du camp un fossé pour les nécessités naturelles des prisonniers. Il leur semblait que là ils avaient au moins le droit de s'appartenir un instant. Erreur ! De l'autre côté du fossé, sur le parapet, toute la population de Zerbst, même la plus distinguée, accourait avec une curiosité malsaine et par des rires insolents insultait à notre misère. Malgré nos incessantes réclamations, un mois entier s'écoula avant qu'on ne songeât à dresser quelques planches protectrices.

Le dimanche, il y avait, le matin, la corvée de café ; cette corvée était faite par les prisonniers anglais. On me joignit à eux, seul de tous les français, et je dus traverser le camp, portant un seau à chaque main. Les insultes à mon égard ne cessaient pas. A la cantine, on souleva de nouveau ma soutane pour montrer mes pantalons aux

femmes qui s'y trouvaient. Heureusement pour moi, le curé catholique, dont je n'eus jamais qu'à me louer, me fit apporter des habits laïques, et me fit élever au gradé de sous-officier, ce qui m'exemptait du travail manuel.

« Le régime de notre camp peut se résumer en quatre mots : la faim en permanence, la saleté, la vermine et les mauvais traitements pour les civils. Nous couchions dans des baraques, sur des copeaux d'emballage. Nous avions, nous prêtres, peut-on le croire ? chacun une écuelle, qui nous servait pour faire notre toilette, nous laver les mains et prendre nos repas ! Et c'était dans cette écuelle que nous étions obligés d'aller nous-mêmes chercher notre ration !

« Le 9 octobre, je fus envoyé à l'hôpital où je fus malmené par les prétendues sœurs protestantes ; puis d'accord avec le curé, je parvins à réintégrer le camp, où, du moins, je pouvais faire un peu de bien à mes compagnons.

« Le 27 octobre, nous fûmes transférés, avec mon confrère, l'abbé Moreau, au camp de Halle, et, comme prêtres, réunis aux officiers conformément à la demande du Souverain Pontife. Nous y fûmes mieux traités. Nous n'y jouissions d'aucun privilège, nous n'obtinmes jamais la chambre que nous avions demandée pour nous recueillir et prier ; mais nous pouvions, là où nous trouvions quelque coin favorable, dire la sainte messe chacun, à notre tour. Il me serait impossible de dépeindre les souffrances morales que nous eûmes à endurer pendant ces longs mois d'hiver. Si les chefs principaux nous témoignaient quelque déférence, jamais ils n'essayèrent de faire cesser les insultes dont nous étions l'objet. Ils ne négligèrent rien pour me faire libérer, moi et mes compagnons, MM. Moreau et Ducat ; mais l'épreuve avait été trop forte, les privations trop dures, et quand, dans les derniers jours de février, je touchai enfin la terre de France, ma santé était ruinée et l'hôpital fut mon premier hôtel.

« Mon élève, mon pauvre Simon Gardé, à peine âgé de 17 ans, resté au camp de Zerbst, avait encore plus souffert

que moi. Expédié au Vigan après son rapatriement, il ne réussit à vivre que grâce à des ménagements sans fin ; trois de ses jeunes compagnons, qui ne surent pas s'astreindre à la même sévérité de régime, ne parvinrent pas à triompher de leur épuisement et ne tardèrent pas à mourir.

« En résumé, la situation des prisonniers en Allemagne est ce qu'il y a de plus lamentable au monde. Si l'on n'y remédie, c'est une armée que la France y perdra. »

A Traunstein, où nous étions détenus, m'écrivit un de nos excellents curés, M. Élie Michelon, la vie des prêtres prisonniers était insupportable. Nous y étions encore une vingtaine en novembre 1915. Or pas un membre du clergé, depuis le cardinal-archevêque de Munich, qui a confirmé deux fois à Traunstein, jusqu'aux prêtres de la ville, n'est venu nous visiter. Bien des fois nous fûmes menacés d'être fusillés. »

Il est juste toutefois de reconnaître, pour rester dans les limites de la vérité, que tous nos prêtres captifs ne furent pas traités avec cette rigueur ou ce dédain. Plusieurs d'entre eux, ceux surtout qui étaient prisonniers dans les Provinces rhénanes, furent entourés de plus d'égards et n'eurent pas à souffrir dans leur dignité sacerdotale.

A mesure que parvient à ma connaissance l'arrestation et la déportation de quelqu'un de mes curés, je me fais un devoir de m'intéresser à leur triste sort et j'essaie de plaider leur cause par devant l'autorité allemande. Grâce à l'intervention bienveillante de sa Sainteté, le pape Benoît XV, de la Mission catholique suisse, de Son Éminence le cardinal Hartmann, archevêque de Cologne, de Mgr Schulte, évêque de Paderborn, et de Mgr l'évêque de Limbourg, je réussis à faire adoucir le sort et même à faciliter le rapatriement de quelques-uns ; mais je suis obligé d'avouer qu'un certain nombre de mes requêtes n'aboutirent à aucun résultat.

II. — Nos Civils prisonniers

Après la réapparition de ces premiers prisonniers, renvoyés des villes et des camps de l'Allemagne, nous en voyons rentrer, de jour en jour, beaucoup d'autres, prêtres, vieillards, femmes, enfants, qui appartiennent à une catégorie spéciale. Ils n'étaient pas, ceux-là, internés depuis plus ou moins longtemps, dans des forteresses lointaines, ni dans des camps de concentration ; c'étaient, hier encore, nos voisins, évacués depuis peu, de nos villages de la rive droite de l'Aisne, ou des régions de la Somme, de l'Oise et du Nord.

Par système ou par caprice, les Allemands les avaient d'abord chassés en masse de leurs maisons, puis les avaient refoulés du front, où ils étaient gênants, sur des villes et villages de l'arrière, à Crécy-au-Mont, Chauny, Sains-Richaumont, Landifay, Prémont, Puisieux, Prisches, Avesnes et autres lieux, les parquant à la façon de vils animaux dans les plus misérables conditions.

Ce sont ces prisonniers qu'aujourd'hui ils nous renvoient sous la menace de la famine. Comme ils veulent d'abord se débarrasser de bouches inutiles, ils se gardent bien de les remettre en liberté dans leurs foyers respectifs, où il faudrait encore les nourrir ; ils les rejettent sur la terre française non envahie. Mais pour bien accentuer que ce sont des prisonniers de guerre, ils leur imposent un long circuit par le sud de l'Allemagne, par Rastadt ou Landau, où ils les obligent à coucher quelques nuits sur la paille, et les déposent enfin, par convois quotidiens de mille ou cinq cents sur le territoire neutre de la Suisse. De là, ces malheureux, charitablement accueillis par cette sympathique nation, sont ramenés en France par Annemasse, Évian et Thonon, où des comités français en dressent soigneusement la liste.

Ceux d'entre eux, et c'est le petit nombre, qui peuvent justifier de moyens suffisants d'existence, sont autorisés à regagner la capitale ou le nord de la France ; tous les autres sont disséminés, par petits groupes, dans les villes du sud et du sud-est. Ils peuvent peu à peu se rapprocher du pays natal, mais sans qu'il leur soit possible de franchir les lignes ennemies pour rentrer chez eux.

Nous ne voyons, parmi ces rapatriés, qu'un très petit nombre d'hommes valides. Tous ceux qui sont âgés de quatorze à soixante ans, sont retenus par les Allemands dans les prisons de leur pays, ou dans nos villages, à quelque distance en arrière du front. C'est ici que nous pouvons nous poser ce problème redoutable, dont notre générosité chrétienne et française ose à peine envisager la solution. Que veulent les Allemands en enlevant nos concitoyens par milliers, hommes, femmes, enfants, et en les jetant hors de la terre française ? Ne songeraient-ils pas à faire le vide dans nos pays, afin d'en remplacer la population, après la guerre, par une importation de familles allemandes ? Il est permis de le croire, et quiconque est un peu au courant des théories de leurs écrivains, n'en peut même pas douter. Ils espèrent qu'en enlevant la population indigène et en la remplaçant par des familles venues d'Allemagne, ils ne se heurteraient plus aux résistances qu'ils ont rencontrées en Pologne, en Alsace et dans le Schleswig, et deviendraient facilement les maîtres incontestés des pays conquis. C'est un système préconisé depuis longtemps dans toute l'Allemagne, et déjà appliqué en Pologne, dont les habitants sont chaque jour dépouillés de leurs propriétés au profit des Allemands. Entre beaucoup de preuves que je pourrais apporter, je me borne aux quelques citations suivantes : « Il faudra donc écraser la France, écrivait Daniel Fryman, dans son livre *Si j'étais l'Empereur*. Nous exigerons en outre qu'on nous cède autant de territoires français qu'il nous en faudra pour être toujours en sûreté. *Ces territoires seront évacués par tous leurs habitants.* » « Dans un espace d'années qui sera court, nous devons voir ceci : le drapeau germa-

nique abritera 86 millions d'Allemands, et ceux-ci gouverneront un territoire peuplé de 130 millions d'Européens. Sur ce vaste territoire, seuls les Allemands exerceront des droits politiques, seuls ils serviront dans la marine et l'armée, seuls ils pourront acquérir la terre. Ils seront alors un peuple de maîtres. (*Gross Deutschland und Mittel Europa.*)

« Là où les non-germans habiteront parmi les Germains, écrivait Ludwig Réemen (*Une Allemagne Pan-germanique*), l'État expropriera les premiers, qui seront remplacés par l'excès de la population allemande. Quant à la population non-germaine, il s'agira de l'empêcher de se reproduire. » Et il en donne les moyens.

Quelle sinistre lumière sur leurs sauvages projets ! Et dire que ces monstrueuses propositions sont la fidèle expression de l'opinion allemande !

Les prisonniers qui nous reviennent dans la première quinzaine de mars appartiennent aux diverses localités situées entre l'Oise et l'Aisne : Vic-sur-Aisne, Pasly, Vauxrot, Chavigny, Juvigny, Vauxrezis, Épagny, Crouy, Vailly, Aizy, Condé-sur-Aisne, Margival, Laffaux, Nanteuil, Crépy-en-Laonnois, Saint-Mard, Folembray, la Fère, Surfontaine, Charmes, Bichancourt, Fargniers, Chauny, Bony, Juvincourt, Sery-les-Mézières. Quelque temps après, il en rentre un groupe d'environ cinq cents, évacués de Saint-Quentin ; et ce système se pratique tout le long du mois et dans les mois suivants, par intermittence, dans toute la suite de la guerre.

Beaucoup d'entre eux ont voyagé dix ou quinze jours sans arrêt, par la Belgique, l'Allemagne, la Suisse et la France. Ils sont pour la plupart épuisés de privations, déguenillés et souvent rongés de vermine. Mais volontiers ils oublient toutes les fatigues et toutes les souffrances pour ne songer qu'à leur liberté. « Enfin nous sommes hors d'esclavage ! enfin, nous sommes libres ! » tel est le cri qui s'échappe de toutes les poitrines.

Maintenant ces malheureux peuvent parler et écrire sans redouter de châtement. Sous leur parole et sous leur plume s'entr'ouvre et se déchire le voile épais, le sombre écran tendu entre eux et nous, qui dérobaient à nos regards l'abîme d'esclavage et de misère où étaient plongés nos populations envahies, et l'horreur des actes qui s'accomplissaient à nos portes, sur notre sol, derrière le front de l'ennemi.

Que de douloureuses exclamations s'échappent de leurs lèvres si longtemps comprimées ! Que de larmes coulent de leurs yeux ! Que d'atroces confidences renferment leurs lettres !

On ne lira pas sans émotion les lignes suivantes, que nous devons à l'obligeance d'un honorable cultivateur de Nanteuil-la-Fosse M. Guillaume Gaétan, qui fut arraché à son village le 21 janvier 1915, avec toute la population, hommes et femmes, vieillards et enfants, et qui, après un mois de séjour dans la commune de Leval, dans le Nord, fut interné à Rastadt jusqu'à son rapatriement en février 1916 :

« Les débuts de notre captivité, écrit-il, furent particulièrement durs. Logés dans des casemates ou autres logements similaires, nous n'avions comme literie qu'une couverture posée sur quelques centimètres de fibre de bois, laquelle, vu le long usage qu'elle avait déjà supporté, par suite du passage de nombreux captifs, était brisée, remplie d'ordures et de vermine.

« Notre nourriture était très mauvaise et insuffisante, composée, le matin et pendant quelque temps aussi le soir, d'un liquide noirâtre, n'ayant qu'une vague ressemblance avec le café, très peu sucré. A midi, les pommes de terre, la choucroute, les rutabagas, les betteraves et carottes fourragères, les féverolles, les vesces et la morue alternaient ensemble ou séparément pour la composition de notre ordinaire. Quelques rares morceaux de viande, de mauvaise qualité, gros comme des dominos, ornaient parfois nos rations. Certainement nous n'avions guère

que 150 à 200 grammes de viande par semaine et par homme, et 250 grammes de pain par jour ; et quel pain !

« Quand le café fut supprimé le soir, les farines de maïs et d'orge, les graines de sorgho et de sarrasin décortiqué, les poudres d'os nous étaient servies sous forme de bouillies qui exigeaient pour la digestion des estomacs de cheval. Aussi n'est-il pas surprenant que l'on ait constaté la mort de plusieurs porcs que nos gardiens avaient achetés pour consommer cette nourriture immangeable que nous ne pouvions absorber.

« A partir de juin 1915, il nous fut servi quelquefois des harengs crus, de la saucisse et du boudin de mauvaise qualité, fabriqués avec les déchets d'abattoir ; on y joignit aussi des pommes de terre en robe de chambre, et comme les chaudières étaient remplies d'eau froide avant de nous les servir, elles étaient de mauvais goût et indigestes.

« Aussi beaucoup de nos camarades n'hésitaient-ils pas à se procurer, au mépris des coups et des punitions, des rutabagas, pommes de terre et carottes, qu'ils préféraient manger le plus souvent crues ; au moins donnaient-ils satisfaction à leur estomac. On vit également, quand les premiers colis arrivèrent de France avec du pain moisi, des hommes affamés descendre dans les trous à ordure et y chercher ce pain que l'on y avait jeté.

« Le spectacle le plus terrible était ce que nous appelions la curée des os. Quand ces os avaient été dépouillés de leur chair et avaient bouilli dans les chaudières, ils étaient mis dans des fûts défoncés. Dès que ces fûts étaient pleins, ils étaient culbutés sur le sol, sous la surveillance d'un Allemand, et l'on voyait alors de malheureux affamés se précipiter, telle une meute sur une bête de chasse, sur ces os qui n'offraient pourtant que bien peu de chose à manger.

« La discipline allemande nous fut appliquée durement au début ; bousculades, coups, emploi de chiens, rien ne nous fut ménagé. Le feldwebel Hermann, du camp de Zeughaus à Rastadt, se signalait particulièrement par sa férocité. N'envoya-t-il pas au travail des hommes malades

qui en étaient exemptés par écrit du docteur ? Ses accès de colère contre nous prenaient un caractère épileptiforme. Lors du rapatriement du 10 février, un jeune Français, né en décembre 1899, porteur de son acte de naissance, se vit bousculé et enfermé parce qu'il refusait de signer une déclaration contraire à cet acte officiel ; le lendemain, nouveau rappel au bureau, toujours pour le même motif ; pour finir, il fut conduit au cachot par une sentinelle armée. Au père de l'enfant Hermann ne permit même pas de s'adresser au commandant du camp, et finalement, ces moyens tortionnaires n'ayant pas abouti, il lui rendit la liberté, mais quelques heures seulement avant le départ du convoi.

« A ces tortures corporelles nous devons ajouter les tortures morales causées par l'asservissement dans lequel nous étions plongés. Notre esprit, déjà affaibli par les privations, était encore attaqué par les fausses nouvelles colportées par les Allemands et surtout par cette feuille immonde qu'est « la *Gazelle des Ardennes* ». Heureusement que nous avons un réactif puissant dans notre patriotisme et dans la confiance sans bornes que nous avons toujours conservée en nos vaillants généraux et en nos braves troupes...

« Notre départ de Rastadt eut lieu le 10 février 1916 après une fouille minutieuse pour rechercher l'or et les lettres ; à la frontière, nouvelle fouille, et enfin le soir nous arrivions en Suisse où nous reçûmes un accueil magnifique ».

Nous soupçonnions déjà, d'après de vagues rumeurs, les dégâts causés aux maisons de nos pauvres exilés, la dévastation de leurs propriétés, et les barbares traitements qu'ils avaient eu à subir dans leurs personnes. Maintenant, qu'ils sont délivrés de la captivité, et qu'ils se retrouvent avec nous sur la terre de France, c'est de leurs lèvres que nous les apprenons.

Ils nous racontent comment, dans une série de razzias inhumaines, les Allemands faisant revivre les pratiques cruelles des antiques conquérants d'Égypte et d'Assyrie,

bannies de nos sociétés par le christianisme, ont arrêté en masse des populations paisibles, hommes, femmes, enfants, prêtres, qui n'avaient rien de commun avec la guerre, et les ont réduits en esclavage, les terrorisant au point de leur enlever jusqu'à l'idée de résistance, les dévalisant, les expulsant de leurs maisons, les chassant devant eux comme un vil bétail, les frappant avec brutalité, et les assujettissant aux plus dures et aux plus humiliantes corvées, sans ménagements ni pour l'âge, ni pour le sexe, ni pour la condition.

On nous cite un fermier, M. D..., de N..., qui n'ayant point voulu se plier à la contrainte qu'ils lui imposaient, fut déshabillé, envoyé presque nu dans les champs, sous les balles et les obus, les yeux bandés et les mains attachées, et dut rester ainsi une journée ; après quoi il fut enlevé comme otage en Allemagne.

« Les calamités dont on accable les vaincus, écrit un de leurs journaux, sont un moyen aussi efficace d'imposer la paix que les victoires militaires. » — Erreur ! tyrans barbares, vous ne connaissez pas l'âme humaine, surtout l'âme française. Votre terrorisme est stérile. Il vous fait connaître, il vous déshonore et ne vous sert pas. Il ne prépare pas la paix, il suscite au fond des cœurs une farouche énergie et prépare des vengeurs. Vous le verrez, un jour.

Par un raffinement de perversité et d'immoralité, ils s'attachaient à séparer les femmes de leurs maris et les enfants de leurs mères. Que d'infamies ils ont commises, par bestialité instinctive, ou même par ordre, et sous les regards approbateurs de leurs chefs ; d'autres l'ont déjà écrit, et l'écriront encore pour l'instruction des générations futures. Ce sont des choses que ma plume se refuse à retracer. Je ne puis que flétrir avec indignation de tels excès et détourner les yeux avec dégoût de ceux qui s'en rendent coupables.

De leurs beuveries et de leurs orgies, nos rapatriés n'en sauraient assez dire. Si leurs soldats eurent quelquefois

besoin, il est notoire que leurs chefs ne manquèrent de rien, et que les uns et les autres, grâce à leurs rapines sans pudeur, se gavaient honteusement en toutes circonstances. « Les officiers faisaient bombance, écrit M. Vasseur, instituteur à Allemant, partout et en tout temps, au château (à Pinon) comme au village. Ils ne rentraient jamais avant une heure du matin, pleins comme des huîtres ; souvent les docteurs qui logeaient chez moi n'arrivaient même pas à se déshabiller. »

C'est autant par leurs propres aveux et par leurs vantardises que par les confidences de leurs victimes que nous connaissons leurs actes odieux, et c'est sur leurs propres déclarations que nous pouvons juger de la valeur morale des soldats allemands. Il est devenu évident, et c'est un point important à retenir, que chez eux, à côté de l'instinct grossier, il y a une formation mentale d'un genre à part, qui leur permet de commettre le crime d'après certains principes, systématiquement, méthodiquement.

La plupart d'entre eux, en effet, dociles aux recommandations de leur *Règlement de Service*, convaincus qu'ils couraient à la victoire et au triomphe, rédigeaient quotidiennement leur « journal de guerre ». Beaucoup de ces carnets, tombés en nos mains, par suite de mort ou de captivité, ont été centralisés et consciencieusement dépouillés par l'autorité militaire. On y rencontre la fréquente mention d'excès et de crimes racontés en détail, avoués sans vergogne, et proclamés même avec enivrement par leurs propres auteurs.

Leur impudeur est telle qu'ils se révèlent comme des monstres, ivres d'orgueil, empoisonnés par l'idée folle de la transcendance et de la supériorité de leur race, laquelle doit arriver à ses fins dominatrices sans discussion, en vertu de sa force « kolossale », et s'arrogeant à ce titre le droit de commettre sans scrupule les plus abominables forfaits. Ils professent qu'étant la race la plus forte du monde, le peuple élu, c'est pour le bien de l'Univers qu'ils doivent le gouverner, qu'ils peuvent sup-

primer, au nom de leur supériorité, les peuples faibles ou secondaires, et que tout leur est permis, tout est bien pour eux, dès que c'est au profit d'une « plus grande Allemagne ».

Ces carnets de soldats morts ou prisonniers prouvent avec la dernière évidence, qu'ils sont imbus de ces doctrines d'orgueil, d'ambition et de violence, voués au culte exclusif de l'énergie, du vouloir et de la force, et qu'ils méprisent comme des faiblesses tous les sentiments d'humanité et de compatissance. Ils s'y montrent possédés d'un furieux appétit de conquête et de domination, ils veulent être un « peuple de maîtres », ils se font une spécialité et comme une industrie nationale de la guerre agressive, du vol et du pillage, et dès qu'il s'agit d'imposer leur mentalité, ce qu'ils appellent leur *kultur*, c'est-à-dire leur forme spéciale de civilisation, ils se déclarent bien décidés à ne reculer devant aucun genre d'oppression. Le succès ! rien que le succès ! le succès seul compte !

Toutes ces doctrines d'ambition, de force brutale, de lutte sans merci pour la domination, sans aucune considération morale, avaient été répandues à profusion, dans toute l'Allemagne avant l'ouverture des hostilités ; elles étaient inculquées aux esprits par les Universités, les écoles primaires et les lieds populaires, sans que personne élevât la voix ou prit la plume pour les combattre. Lancées et propagées par Nietzsche, Bismarck, Treitschke et surtout par Bernhardt dans son livre célèbre : *l'Allemagne et la prochaine guerre*, elles furent reprises et confirmées depuis la déclaration de la guerre, par un grand nombre d'hommes d'État, de professeurs, d'écrivains, de généraux, notamment par le général von Herringen, dans son atroce glorification de l'incendie de la cathédrale de Reims. Les Allemands, s'apercevant enfin de la révolte de la conscience publique dans les pays neutres, et sentant peut-être venir la défaite, essayent maintenant d'un mouvement de retraite, et esquissent un désaveu de ces monstrueuses théories, comme on peut le voir dans leurs journaux de mars et d'avril. Mais c'est trop tard.

Et ils s'étonnent après cela que personne ne les aime ! Il en faudrait du goût ! Ils se demandent pourquoi, dans le monde entier, ils ont tant d'ennemis ; et ils n'hésitent pas à répondre eux-mêmes que c'est à cause de leur supériorité et de leurs vertus ! On peut en juger !

« Enfin, disait à un commandant notre excellent abbé Gallice, pourquoi m'arrêtez-vous ? — « Vous n'aimez pas les Allemands ! » répondit le Teuton, et ce fut toute l'explication. — « Oh ! nous ne sommes pas des Barbares, disait un autre de leurs chefs à une pauvre femme en pleurs, *wir sind keine Barbaren* ! — Non, Monsieur, répliqua-t-elle, vous êtes des monstres incivilisables. »

CHAPITRE XII

Le sort de nos Villages sur le front ennemi

Le tableau que je viens d'esquisser, quoique bien sombre déjà, reste pourtant incomplet. Je le compléterai en faisant connaître, au moins sommairement, les souffrances qu'ont endurées nos villages situés sur le front ennemi, sur la rive droite de l'Aisne, au nord de Soissons. Il me faudrait pour traiter à fond ce sujet, passer en revue, un à un, tous ces villages de notre région soissonnaise, qui furent victimes des caprices et des brutalités de l'armée allemande. J'y renonce, car ce serait infini et hors du cadre de ce travail. D'autres, sans doute, l'entreprendront. Qu'il me suffise de prendre, à titre d'exemples, quelques-unes des localités, toutes proches de Soissons, qui eurent à subir les pires traitements, et de faire remarquer, une fois pour toutes, que ce sort misérable ne leur fut point particulier, mais qu'il s'étendit à un très grand nombre d'autres communes de la rive droite de l'Aisne ; je pourrais presque dire à toutes les communes situées sur le front ennemi dans son immense étendue.

Les faits que j'avancerai sont appuyés sur la déposition de témoins oculaires, personnes respectables et véridiques, souvent victimes elles-mêmes de procédés féroces. Leurs correspondances et leurs conversations sont pleines de traits précis et d'émouvants détails, que nul ne peut révoquer en doute.

Faisons d'abord cette remarque générale, que tous les pays voisins sans exception eurent d'abord à souffrir du pillage et du vol de leurs biens mobiliers. L'esprit de rapine paraît avoir été, avec les actes de cruauté, l'un des traits caractéristiques de cette guerre. Il suffit d'avoir entendu parler nos émigrés, nos paysans et nos châtelains et d'avoir parcouru les villes, villages et fermes où séjournèrent des troupes allemandes, et où même elles ne firent que passer, pour constater à chaque pas les traces de ce honteux dérèglement. Qu'on n'essaie pas d'établir en ce point de distinction entre les soldats et les officiers, même supérieurs. Ils se montrèrent également cupides, également rapaces, également voleurs ; il n'y eut de différence que dans la manière dont ils opérèrent. Et chose à bien noter, le gouvernement impérial, loin de les désavouer, les encouragea et les justifia, en prenant part lui-même à la curée, et en faisant vendre à son profit, dans les villes de l'intérieur, le butin provenant du pillage de nos régions du nord.

On avait cru jusque-là que la guerre se faisait entre les armées, et que les propriétés privées, les églises, les monuments publics étaient placés, comme les civils, les femmes et les enfants, sous la sauvegarde des lois internationales. Les Allemands ne l'entendent pas ainsi. Faire la guerre, pour eux, c'est sans doute entrer en lutte contre un ennemi armé et essayer de le réduire par la force ; mais c'est en même temps et avant tout faire une entreprise lucrative qui doit les enrichir.

S'ils pénètrent dans une maison privée, surtout quand elle est déserte, ou dans un magasin de marchand, ils s'arrogent le droit d'enfoncer à coups de crosse de fusil ou à coups de sabre et de hache fenêtres, portes, armoires et vitrines, de faire main basse sur tout ce qui est à leur convenance, de remplir leurs poches de bijoux et d'objets précieux et de se livrer à des scènes orgiaстiques.

S'ils pénètrent dans une mairie ou une école, ils n'hésitent pas à mettre en pièces les registres, plans, biblio-

thèques, archives, à les fouler aux pieds, à les disperser sur la place publique et à les livrer aux flammes.

S'ils pénètrent dans un château ou une riche maison bourgeoise, ils mettent leur bonheur à en briser les portes, à en éventrer les meubles et les coffres-forts, à voler tout ce qu'ils trouvent d'or et d'argent, à piller les collections de monnaies, de médailles, la vaisselle précieuse, le linge fin, les vases de prix, les œuvres d'art et les manuscrits rares, à crever les billards, à décharger leurs revolvers dans les glaces, à enlever les tableaux ou à les fendre à coups de sabre, à décrocher les panoplies, à dévaliser la cave et à serrer leur butin dans des caisses préparées d'avance pour le recevoir. Pour comble d'ignominie, ils appellent à la rescousse des femmes, qui aident leurs maris ou leurs amis à mieux faire leur choix. Et quand ils partent, qu'on ait le courage de l'entendre, le propriétaire en est réduit à l'ignoble besogne de désinfecter les coins et recoins de ses appartements, de nettoyer les cours et de passer à l'étuve les rideaux, les tapis, le linge et tout ce dont ils ont fait usage. Qui oserait le nier ?

Ces excès, je les ai constatés de mes propres yeux, et j'en appelle à tous ceux qui en ont été les témoins ou les victimes, dans le rayon de Soissons, ou dans le sud du département. Il n'en est pas un qui ne puisse mettre un nom ou un fait concret en face de chacune des assertions qui précèdent. Les noms des châteaux de Chézy, de Chiéry, de Brumetz, du Charmel, sur la Marne, et ceux des châteaux de Saint-Crépin, de Soupir, de Verneuil, de Craonne, de La Bove et de tant d'autres en disent assez.

Qu'il y ait eu des exceptions, qu'il se soit rencontré des soldats et des chefs probes et honnêtes, qui voudrait le contester ? Mais ces exceptions, même nombreuses, ne changent rien à la rapacité qui caractérise les armées allemandes. La guerre pour l'Allemand, est le brigandage organisé ; c'est dans cette perspective de rapine qu'il puise une partie de son ardeur guerrière. Il vole d'ailleurs sans scrupule, et n'éprouve nul besoin de se justifier. Ses

opérations sont couvertes par des principes idéologiques, et ne constituent pas à ses yeux ce que la loi morale appelle un vol ; elles ne sont qu'une simple application des lois de la guerre, interprétées suivant une mentalité philosophique, qui déclare bon et louable tout ce qui est fait pour « l'Allemagne au-dessus de tout ».

Un autre caractère non moins infamant et non moins général de la façon dont les Allemands entendent la guerre, c'est l'impiété avec laquelle ils s'acharnent sur les choses saintes. Nous avons dit précédemment comment ils se comportèrent envers nos prêtres, dont une centaine au moins furent faits prisonniers ou arrêtés sans motif sérieux et brutalement traités.

Leur conduite envers nos églises ne fut pas meilleure. On aurait pu croire que l'honneur de Dieu, la sainteté de la religion, le respect dû aux temples et aux choses saintes arrêteraient des hommes qui portent sur eux la fastueuse devise *Dieu est avec nous, Gott mit uns*. Il n'en fut rien. Ils n'ont pas eu plus de considération ni plus de respect pour les choses sacrées que pour les personnes, sans qu'ils puissent abriter ici leurs violences derrière des raisons stratégiques.

Qu'ils aient transformé certaines églises en ambulances, comme ils le firent à Épagny, à Vézaponin, à Barisis, à Saint-Martin de Chauny, au petit séminaire Saint-Charles et en beaucoup d'autres endroits, nous ne nous en plaignons pas. La guerre a de dures exigences, et nous nous inclinons. Mais que leur impiété en ait fait des prisons comme à Vassens, à Morsain, à Vauxrezis, des écuries comme à Bagneux, à Trosly-Loire et à Nanteuil-la-Fosse, le théâtre d'outrageantes parodies comme à Juvigny, Chavigny, Épagny, Pasly, c'est ce qu'on ne peut leur pardonner. Contre la pauvre église de Pasly leur impiété ne connut plus de bornes. Non contents d'en enlever le mobilier, les flambeaux et les candélabres pour leur jouissance personnelle dans les carrières, ils la livrèrent à la dévastation, au feu et à tous les genres de profanation. Ils employèrent

les linges et ornements sacrés aux plus immondes usages, éventrèrent la statue de la Sainte Vierge et décapitèrent celle de l'Enfant Jésus. Dans une autre église, ils mirent des pavés dans le tabernacle.

Sur quelque point des environs de Soissons, ou même de la vallée de l'Aisne, que nous jetions les yeux, nous y constaterons les mêmes dérèglements, les mêmes excès sacrilèges.

A seize kilomètres en aval de Soissons, la petite ville de Vic-sur-Aisne, éloignée de l'ennemi seulement de quatre kilomètres depuis la mi-septembre 1914, fut perpétuellement exposée au feu des canons, sans toutefois en souffrir d'abord de sérieux dommages. Ce fut seulement au commencement de juin 1915, au moment de notre offensive sur Tracy-le-Mont, que la canonnade devint plus intense et plus malfaisante. Grand nombre de maisons, parmi lesquelles le presbytère, en reçurent de rudes atteintes. Les habitants prirent presque tous la fuite et la population se trouva réduite à une centaine de personnes environ. Le maire, M. Raux, le doyen, M. Dentier et M. le vicomte de Reiset méritèrent par leur dévouement la reconnaissance et les éloges de tous leurs concitoyens. Le gouvernement accorda même à M. de Reiset l'honneur d'une citation à l'ordre civil, et rendit hommage à sa fermeté et à ses services.

Le nom de Fontenoy, bourg gracieux, assis un peu plus haut sur le cours de la rivière, restera comme celui de l'un des pays les plus torturés et les plus ravagés de toute cette vallée. Durant la longue période du drame Soissonnais, la commune, le hameau du Port, l'église, toujours entre deux feux, ne cessèrent d'être criblés par la double artillerie allemande et française. Ainsi en fut-il des villages de Saint-Christophe, de Berny-Rivière, d'Osly et de Nouvron-Vingré. Aussi les souffrances y furent extrêmes et la misère indescriptible. Le cimetière de Fontenoy étant devenu inabordable, on dut en ouvrir plusieurs autres pour y enterrer les très nombreuses victimes de la guerre. La tour

de l'église fut déchirée par la mitraille, l'un des murs en partie éventré, la sacristie renversée, l'ancien presbytère détruit, le nouveau, enclavé dans les travaux de défense, devint inhabitable, et un très grand nombre de maisons furent incendiées ou démolies. La population, par suite d'émigrations volontaires ou d'évacuation forcée, fut réduite des quatre cinquièmes. Une grande partie des habitants d'Osly et de Nouvron furent emmenés captifs en Allemagne, puis rapatriés au bout de quatre ou cinq mois et déposés dans le centre de la France. Ces malheureuses victimes furent heureusement l'objet de l'attention du Comité de Secours national, qui leur distribua, avec un peu d'argent, des vivres et des vêtements. Une Œuvre de charité, créée à Paris par M. Bachelet, leur procura aussi de grands soulagements. Le maire, M. Firino, et le curé, M. Lahaye, demeurés fermes à leur poste, malgré les plus effrayants périls, ont mérité d'être cités parmi les plus braves, et, à l'auréole de la bravoure, s'est ajoutée chez eux celle du dévouement et de la charité.

Si Vic-sur-Aisne et Fontenoy ne furent au pouvoir de l'ennemi qu'au moment de sa marche sur Paris, et ne sentirent ensuite que de loin sa cruelle étreinte, les localités situées en amont furent envahies dès les premiers jours de septembre et restèrent occupées depuis lors. Presque toutes, outre la commune misère, outre l'oppression et la famine, devinrent le théâtre d'odieux forfaits contre la vie ou l'honneur des citoyens.

La commune de Cuffies-Vauxrot, placée à la porte de Soissons fut témoin, du commencement de la guerre jusqu'au recul des Allemands, des luttes les plus acharnées. Continuellement bombardée, prise et reprise, démolie, incendiée, elle subit toutes les horreurs d'un long siège ; chaque maison devint une redoute. La verrerie de MM. Deviolaine fut entièrement détruite. Le village, plein de ruines, fut vidé de tous ses habitants. Une première et une seconde fois, la population fut évacuée par ordre de l'autorité militaire française ; puis les Allemands ne voulant plus la nourrir,

ou craignant l'espionnage, la contraignirent à disparaître. Le vénérable curé, Jules Jumeaux, âgé de quatre-vingt-sept ans, eut à souffrir tous les genres de vexations ; il fut exposé à tous les périls et fut l'objet des pires avanies, sans que rien pût le décider à partir de lui-même. Arrêté enfin, il fut maltraité par les Boches et interné sur l'arrière, à Chauvigny. Tandis que les derniers habitants se résignaient à quitter leur foyer, il s'y trouva une femme héroïque qui résista à toutes les pressions et à toutes les menaces. Son père était mourant ; elle refusa de l'abandonner, et resta seule auprès de lui, pour le soigner. Le vieillard étant venu à mourir, elle lui ferma les yeux, l'ensevelit dans un drap, et le laissa étendu sur son lit ; puis franchissant bravement la ligne ennemie, elle se précipita vers le poste français, levant les mains et agitant son mouchoir. Les sentinelles françaises l'arrêtèrent d'abord ; mais dès qu'elle eut conté son histoire, ils la laissèrent passer, et l'aiderent à se mettre en sûreté.

De Chavigny à peine ose-t-on parler. Le village fut totalement détruit, sauf une maison, où étaient restées deux femmes, une mère et sa fille, d'un commun accord avec les Allemands, et où furent enfumés et brûlés deux hommes enduits de pétrole. Il fut, dès le début, ensanglanté par une horrible exécution. Une dizaine d'habitants avaient abrité leurs bestiaux dans des carrières. Le soir venu, ils voulurent leur porter des vivres, mais ils commirent l'imprudence de s'éclairer avec des lanternes. C'était, aux yeux des Allemands, un crime irrémissible ; car c'était, selon eux, une façon de faire des signaux aux Français. Arrêtés sans pitié, ils furent impitoyablement fusillés.

Vauxrezis ne fut pas mieux traité. Neuf ouvriers carriers du hameau de La Carrelette avaient conservé chez eux un peu de poudre dont ils avaient besoin pour l'exercice de leur profession. Les Allemands ne voulurent rien entendre. Un matin, ils les prirent au lit, et, sans ombre d'explication, les conduisirent dans une carrière voisine,

les adossèrent au mur et les fusillèrent à bout portant. La femme de l'un d'entre eux, dont le mari et le fils étaient tombés sous les balles ennemies, finit par découvrir le lieu de l'exécution et eut le courage de donner la sépulture aux cadavres de ces neuf victimes.

Tout près de là, à Épagny, un étranger qui se trouvait au village, devint suspect aux Allemands. Ils le saisirent, l'obligèrent à creuser lui-même sa fosse, et, après l'avoir fusillé, ils y jetèrent son corps et firent combler le trou par un habitant du pays.

Juvigny, où s'abattirent en trombe, dès le 1^{er} septembre, 2.500 soldats, fut immédiatement pillé ; toutes les vaches du pays furent enlevées, moins une, à condition que son lait fût réservé aux petits enfants. Le président du syndicat agricole, Arthur Demarest, caché dans une meule de foin, y resta quinze jours, secrètement nourri par sa mère. Obligé enfin de se découvrir, il obtint la vie sauve, grâce aux services que sa mère rendait aux Allemands dont elle faisait la cuisine ; puis, le 8 octobre, il fut enlevé avec tous les autres hommes. Le maire, M. de Carpentier, rentré secrètement pour mettre en sûreté les archives de la commune, chercha en vain à s'éloigner, il fut pris et interné à Guny. La soldatesque se mit à dévaster tout le pays, brûlant portes et fenêtres, démolissant les maisons, remplissant le village de ruines au point de le rendre méconnaissable. L'église ne fut pas épargnée, son gracieux clocher, du XIII^e siècle, fut rasé, et dans sa chute écrasa les toits des deux chapelles. Après l'évacuation de décembre 1914, il y était resté soixante femmes ; un an après, elles furent toutes évacuées sur le Hérie-la-Viéville, dans la propriété de M. de Madrid. Les bois n'existent plus, les Allemands en ont abattu presque tous les arbres, et, par la ligne de chemin de fer de Soissons à Coucy, où ils tiennent constamment des machines sous pression, ils les ont expédiés en Allemagne.

Pommiers fut occupé par l'ennemi depuis le début de l'invasion. Il connut, avec la terreur perpétuelle des

combats, la ruine de son agriculture et de sa riche industrie sucrière, les privations prolongées de la plus atroce misère, et l'enlèvement de sa population, réduite à la plus dure captivité.

Dès le 4 octobre, tous ses hommes valides étaient emmenés prisonniers, et la rafle barbare enveloppait ceux d'Osly, de Nouvron, de Chavigny, de Cuizy, de Tartiers, de Juvigny, de Leury. d'Épagny et de beaucoup d'autres villages du plateau. Une partie d'entre eux étaient expédiés en Allemagne et internés à Cassel et à Zerbst, et d'autres dirigés sur Coucy, puis sur Chauny ou sur Crécy-au-Mont. Tandis que M. Desboves, de Pasly, était retenu à Coucy, plusieurs autres, parmi lesquels M. Brunehant, maire de Pommiers, M. Démarest, de Juvigny, étaient internés à Crécy au-Mont. Le premier dut prendre la conduite d'une sucrerie, le second, celle d'une ferme, le troisième, celle d'une batteuse. Les Allemands leur faisaient battre le blé et l'avoine, puis ils enlevaient le grain en Allemagne.

Le 8 et le 10 décembre, ce fut, dans tout le quartier, le tour des femmes et des enfants. Depuis quelque temps, de semaine en semaine, la razzia s'étendait aux pays avoisinants. Dès le 5 novembre, la population de Soupir et de Chavonne avait été enlevée ; le 19 décembre, quarante personnes d'Épagny, furent emmenées d'un seul coup. Le 25 janvier, de nombreux habitants étaient arrêtés et expulsés de Laffaux et de Nanteuil-la-Fosse. A Margival, le curé, l'abbé Bouchez, vieillard de soixante-six ans, le plus inoffensif des hommes, fut accusé d'entretenir un télégraphe souterrain. Des clartés ont été aperçues au clocher, des mots français ont été entendus au récepteur téléphonique ; le curé doit avoir des intelligences avec l'ennemi. On fouille partout, on ne trouve rien ; le curé a beau protester de son innocence, on l'arrête et on l'évacue à Cusse dans l'Oise. Relaxé au bout de quelque temps, il est de nouveau arrêté et emmené sur l'arrière avec toute sa population. On ne laisse à Margival que huit femmes.

Et l'enlèvement allait ainsi, continuant de village en village, sans autre raison que l'arbitraire des vainqueurs.

Quelque douloureuse que fût cette déportation, les populations finissaient par s'y résigner en gémissant, quelquefois même par la désirer, tant la vie leur était rendue intolérable sur place.

« Dans le village de Nanteuil-la-Fosse, écrit M. Guillaume Gaétan, où étaient groupés plus de 25.000 hommes et 1.500 chevaux, dépourvus de tout ravitaillement et mourant de faim, ce fut un pillage effréné. En quelques jours, toutes nos provisions furent épuisées, la soldatesque furieuse se ruait, menaces à la bouche, dans les maisons, terrorisant les habitants, qui étaient impuissants à satisfaire les demandes de ces barbares. En l'espace d'une semaine, des centaines de bêtes à cornes et de porcs furent tués, des quartiers de ces bêtes étant abandonnés et perdus. Les habitants mourant de faim, privés de pain pendant trois semaines, ne pouvaient que très difficilement obtenir ce que ces brigands aimaient mieux laisser perdre que de le leur donner. Les volailles furent rapidement prises et tuées. Les récoltes de blé et d'avoine furent gaspillées ; des meules entières étaient enlevées en moins de temps qu'on n'en avait mis à les construire ; la paille servait de litière aux hommes, le blé et l'avoine non battus étaient jetés en pâture aux chevaux, et, pendant ce temps, les soldats volaient et détruisaient le linge, les habits et les meubles. Les habitants, femmes et enfants, étaient chassés de leurs maisons et de leurs lits et s'abritaient la nuit où ils pouvaient. La situation hygiénique était détestable, les débris des bêtes abattues restaient sur le sol, et étaient parfois jetés dans les puits. Les cours et les rues formaient un cloaque infect. Les hommes et les jeunes gens étaient réquisitionnés pour des corvées de tout genre, et souvent brutalisés. Nous aimerions mieux, disais-je à un commandant, être sur un champ de bataille, le fusil à la main, que d'endurer de pareilles choses. » — Monsieur, répondit-il, je vous crois. »

Les quelques lettres qui vont suivre, écrites par des personnes très respectables et très dignes de foi, prison-

nières elles-mêmes et rapatriées, nous donneront une juste idée de ce qu'avaient à endurer les habitants de nos villages, sur le front ennemi, au nord de Soissons. On remarquera combien elles sont, jusque dans les détails, parfaitement concordantes. Nous leur laissons toute leur saveur de sincérité et d'éloquente simplicité.

Écoutons d'abord M. Victor Baraquin, âgé de 61 ans, contremaitre à la ferme de la Maison-Bleue, à Cuizy-en-Almont, ferme qui appartient à M. Brunehant, maire de Pommiers. Le régisseur de cette ferme, M. Caudron, partant pour la mobilisation, lui en avait laissé la charge, et il avait pour premier valet son propre frère Cardon. Il a écrit et signé de sa main le récit suivant. « Rien d'extraordinaire, dit-il, ne s'était produit au passage des Prussiens marchant sur Paris ; nous avions même continué les travaux de la moisson comme si rien n'était.

« Le 11 septembre, au cours de leur retraite après la victoire de la Marne, j'étais dans la cour de la ferme, quand se présentent deux officiers prussiens parlant couramment le français. — « C'est vous le patron de la maison ? me dit le plus élevé en grade. — « Le patron, lui répondis-je, est parti, c'est moi qui le remplace pour le moment. » — « Vous avez du champagne ? » — « Je ne sais s'il y en a, je ne suis pas patron et la ferme est conduite par un régisseur. » — « Si vous nous trompez, vous serez fusillé sur place. Montrez-nous les chambres. »

« Je les conduis au premier étage. L'officier supérieur examine la chambre de M. Caudron, la trouve à sa convenance. « Ce sera, dit-il, pour Son Excellence. » Il visite toutes les autres, paraît satisfait, puis nous descendons pour examiner celles du rez-de-chaussée. Hélas ! il n'était déjà plus possible de pénétrer dans la maison. Le second officier est là, muni d'une pince capable de soulever les plus lourds fardeaux. Déjà il a sondé les murailles et bouleversé tout l'appartement. Ce ne sont plus que plâtres et moellons. Une cachette avait été préparée par M. Caudron, dans laquelle il avait serré pour quinze ou vingt mille

francs de bijoux appartenant à M. Brunehant ; déjà elle était ouverte et dépouillée de son contenu. Des soldats avaient envahi la cave, ils en remontaient des bouteilles de champagne, et les vidaient avec avidité.

« A ce moment arrive du village un commandant, qui me demande : « Avez-vous de l'avoine ? » — Non, lui dis-je. — « C'est toujours non, reprend-il, prenez garde. Si nous en trouvons, vous serez fusillé. » Des menaces de mort proférées à tout propos ! Nous étions à la merci de ces barbares. Je lui réponds que je ne le trompe pas, que nous avons beaucoup d'avoine, mais qu'on vient de la rentrer et qu'elle n'est pas battue. Apercevant alors les chevaux de la ferme, il en désigne un tout attelé, et m'ordonne d'aller lui chercher 150 bottes de paille. Je m'empresse de m'exécuter ; puis, de retour, je fais le geste de vouloir continuer. — « Assez, dit-il, les autres s'en tireront comme ils pourront. »

« Je rentre chez moi, et trouve ma femme dans une profonde inquiétude. Elle était heureuse de me retrouver. Hélas ! ce ne devait pas être pour longtemps. Nous allions bientôt nous quitter pour ne plus nous revoir.

« La nuit venue, on enferme tous les hommes dans l'église, le lendemain on fait de même, puis on nous emmène dans les carrières placées dans le talus qui borde la route, et l'on nous y emprisonne.

« Les femmes sont laissées dans les maisons, avec les enfants. Comment dire leur frayeur et les trances de toutes sortes par lesquelles elles durent passer ? Une d'entre elles, âgée de plus de soixante-dix ans, et à moitié percluse, devient le jouet de ces bêtes luxurieuses, monstres à face humaine. Ce devait être un ramassis de condamnés de droit commun, destinés à jeter l'épouvante sur le passage des troupes allemandes. Ils appartenaient au 26^e et au 66^e régiments d'infanterie.

« Pendant ce temps, on ne s'inquiétait guère de savoir si nous ne mourions pas de faim. Or, du 4 septembre au 10 octobre, nous ne vîmes pas un morceau de pain ; toute notre nourriture consistait en riz cuit à l'eau.

« Du 20 au 28 septembre nous fûmes entassés, au nombre de soixante-six hommes, dans une même maison. Le 28, un premier triage fut fait parmi nous. Vingt-trois d'entre nous, âgés de moins de cinquante-cinq ans, furent dirigés immédiatement sur l'Allemagne. Les autres, et j'étais du nombre, furent parqués dans l'école ; puis, en attendant les ordres du quartier général établi à Épagny, on nous enferma au nombre de quarante-deux dans la ferme de la Maison-Bleue.

« Le 2 octobre, j'eus la joie de voir M. Brunehant dans la cour de la ferme, en compagnie d'un chef. Il m'aperçut et vint me serrer la main. « Eh bien ! mon pauvre Victor, me dit-il, il nous faut du courage. » Il me fit espérer, sur la parole du chef, que nous nous reverrions bientôt. Je n'eus pas ce bonheur.

« Ce même jour, on nous emmena à Épagny, où nous fûmes traités avec une brutalité révoltante. Un vieillard de soixante-dix-huit ans reçut un coup de pied dans le dos et un coup de poing formidable qui le firent tomber visage contre terre, comme Notre-Seigneur à la Passion. Nous y restâmes deux jours, parqués comme des bêtes. A tout propos nous étions menacés d'être fusillés par des soldats ivres. Souvent ils nous piquaient de la pointe de leurs baïonnettes, comme pour provoquer de notre part une plainte ou un mot de révolte, qui eût servi de prétexte à de plus mauvais traitements.

« Enfin on procéda à un nouveau triage, comme dans un troupeau de bêtes de boucherie. Les plus valides furent dirigés à pied sur Chauny, à vingt-deux kilomètres de distance ; les autres y furent conduits sur des charrettes.

« Chemin faisant, nous mourions tous de faim. Nous croisâmes une voiture de ravitaillement ; on jeta quelques pains aux soldats qui nous conduisaient, et ceux-ci, coupant quelques tranches avec leurs baïonnettes, nous les jetaient au hasard. Les plus agiles les saisissaient au vol, et nous partagions fraternellement cette maigre pitance.

« A Chauny, nous fûmes entassés dans le théâtre, plus malpropre que les étables à porcs du marchand Delaplace.

« Le lendemain, nouveau triage. Les infirmes et les plus âgés sont renvoyés sur Cuizy. On nous embarque et l'on se remet en route. A Vézaponin, on arrête le convoi, et l'on nous fait descendre. On ne savait que faire de nous et l'on nous envoyait ainsi de Pilate à Hérode et d'Hérode à Pilate. Soixante-douze jours durant, nous restâmes à Vézaponin. Nous étions au cœur de l'hiver, nous couchions en groupes sous des abris mal fermés ; à peine vêtus, mal nourris, nous étions obligés de travailler le jour à l'entretien des routes. Il fallait être sur pied dès cinq heures et demie. C'était bien dur pour des vieux comme nous. On devine notre misère. C'est bien miracle que la moitié d'entre nous n'y aient pas laissé leur vie.

« Il arrivait souvent que des obus français passaient au-dessus de nos têtes. Nous ne les craignons guère ; il nous semblait qu'ils devaient nous épargner. Un jour, l'un d'entre eux éclata en face de notre abri, tout près de la résidence du général prussien ; les deux soldats qui montaient la garde furent réduits en bouillie. Quel dommage qu'il n'ait pas frappé plus juste ! Il venait, selon toute apparence, de Novvron.

« Pour le travail, nous ne connaissions ni fêtes ni dimanches. Impossible de nous approprier. Nous étions, pour la plupart, rongés de vermine. Eux, les Boches avaient la messe pour leurs hommes ; mais pour nous, rien. On nous considérait sans doute comme des bêtes sans âme. Nous rencontrâmes un jour un prêtre allemand, qui s'en allait justement dire la messe pour la troupe, sur la colline voisine. Il écouta bien notre réclamation ; mais quand nous lui eûmes dit que nous avions déjà porté plainte sans résultat, il nous déclara qu'il n'y pouvait rien, et il passa son chemin, un peu comme le lévite de l'Évangile le fit pour le blessé sur la route de Jéricho.

« Un certain lundi qu'on nous avait laissés nous reposer, mon frère en profita pour laver son linge et ses vêtements.

Or voici que ce même jour fut donné l'ordre de partir pour Coucy-le-Château. Mon pauvre frère fut donc obligé de reprendre ses vêtements tout mouillés et de partir en cet état. C'était le 15 décembre.

« A Coucy, nous fûmes hissés dans des wagons à bestiaux, serrés comme des bœufs et conduits ainsi à Avesnes dans le Nord. Nous y restâmes deux mois et demi, travaillant sur les routes et employés à toute réquisition de l'autorité militaire. Les habitants du pays se montrèrent compatissants pour nous, sentant peser sur eux le même joug tyrannique, mais ils ne pouvaient nous soulager autant qu'ils l'auraient désiré.

« De France, pour quel motif, je l'ignore, nous fûmes emmenés à Rastadt, et occupés au démantèlement de deux forteresses. Quoique plus éloignés de notre pays et détachés de notre France bien-aimée, nous n'y fûmes pas plus maltraités qu'en terre française. Nous étions environ 8.500 prisonniers civils, de la région du nord de la France, classés par compagnies de 800. Près de là, 4.500 Russes étaient enfermés dans le camp proprement dit. On nous y traita avec une certaine humanité. Les quelques habitants avec qui nous eûmes des relations semblaient nous plaindre. Sans doute ils pensaient à leurs compatriotes, soldats et prisonniers comme nous, loin de leur pays. Les moins valides parmi nous étaient exempts de corvée et nous n'étions pas excédés de travail.

« L'exil cependant nous pesait lourdement ; les mois nous semblaient des années. Reverrions-nous jamais la France, et notre village et les nôtres ? Onze mois s'écoulèrent ainsi ; malgré tout, quoique privés de toutes nouvelles, nous gardions confiance. En mai 1915, j'appris que ma pauvre femme, rapatriée dans le Midi, était morte le 27 mars après quelques semaines de maladie, et que mon frère Cardon, avait ramené à Lizy-sur-Ourcq, chez ma belle-fille, mon petit-fils qui l'avait suivie là-bas.

« En fin de mars 1915, je demandai à consulter un médecin ; ma demande fut accueillie, et avec quatre cents

vieillards, malades ou infirmes, je comparus devant un jury de trois médecins, qui se montrèrent fort humains et nous classèrent, mon frère et moi, parmi les invalides.

« Enfin, en février dernier, j'eus le grand bonheur de rentrer en France par la Suisse ; mon frère plus malade dut rester là-bas. J'allais être dirigé sur le midi ; mais providentiellement j'obtins la faveur de regagner le nord. Arrivé à Paris, épuisé, mal vêtu, malpropre, je craignais d'être arrêté comme vagabond, dans cette grande ville que je ne connaissais pas, et où je n'étais guère en état de me débrouiller. Dieu permit que j'eusse affaire à un employé complaisant, qui m'embarqua dans le métro pour la gare de l'Est. Dans le train, de braves Parisiens, émus de compassion, au lieu de m'éviter comme malpropre, me cédèrent gracieusement leur place ; et j'arrivai ainsi sans encombre chez mes enfants à Lizy-sur-Ourcq. On devine aisément leur joie et la mienne. J'ai pu obtenir, comme ouvrier agricole, de venir chez mon autre belle-fille, à Chaudun, près de Soissons. De là, je vois, par-dessus la vallée de l'Aisne, les plateaux de Cuizy et son vieux clocher. Ma femme, hélas ! est morte de chagrin sans doute, et sans m'avoir revu. Ma maison est détruite, je suis ruiné. Mais enfin je vois mon village de loin. Comme le lièvre pourchassé regagne son gîte habituel, et le cerf poursuivi, son fourré favori, me voici revenu à mon point de départ, au pays natal, où j'espère finir ma pauvre vie dans le calme, non loin de mes bons maîtres que j'aime, près de l'église et de mes chers morts. S'il plaît à Dieu, je pourrai encore travailler un peu et finir mes jours dans la paix. Seigneur, chassez-en vite l'ennemi cruel et oppresseur et refaites-nous une France prospère et glorieuse. »

Lisons maintenant la déposition de M^{me} Elisée Lefèvre, née Emma Tabary, de la paroisse de Chavigny, située comme celle de Cuizy, au nord de Soissons :

« Les Allemands, écrit-elle, arrivèrent à Chavigny le 1^{er} septembre 1914, le même jour qu'à Soissons. A partir de ce moment, nous fûmes prisonniers, et il nous fut in-

terdit de sortir sans être accompagnés d'un soldat. Dès le premier jour, le pain manqua, et ce fut pour toujours. Ce mois fut pour nous le plus terrible de tous, car l'infanterie allemande était impitoyable. Les cavaliers qui la remplacèrent plus tard se montrèrent moins inhumains. Nous ne mangions que des pommes de terre, et encore, quand nous pouvions en arracher, car les bombes françaises arrivaient sans cesse sur nous.

« Le 27 du mois, tous les hommes valides de Chavigny et des environs, furent emmenés, les uns à Coucy, d'autres à Crécy-au-Mont, la plupart en Allemagne. Il ne resta à Chavigny et dans les villages environnants que des vieillards, des femmes et des enfants au-dessous de dix-sept ans. Le 4 octobre, ils furent emmenés aussi, malgré les larmes et les supplications de leurs pauvres mères.

« Et dire qu'il fallait, ayant la rage au cœur, sourire à ces monstres, qui ne respectaient rien ; leur faire à manger, et quelquefois laver leur linge et le raccommoder ! Ils volaient tout, brisaient tout, pour le plaisir de détruire, et nous restions-là, anéantis, sous peine d'être fusillés ! Toujours la menace à la bouche ! Que de fois, quand nous voulions les empêcher de prendre ce dont nous avions besoin, ils nous mirent le revolver sous le menton ! Ils brûlaient, déchiraient, pillaient, démolissaient portes et fenêtres. Nous étions obligés d'aller coucher dans les carrières, et de nous grouper, quelques familles ensemble, pour éviter d'être les victimes de la brutalité de ces lâches ! Mais combien de ces malheureuses femmes, jeunes et vieilles, sont devenues leur proie, sous la menace du revolver !

« Un soir que nous étions réunis une vingtaine chez nous, six soldats arrivèrent à l'improviste. Il était huit heures, la nuit était profonde. Ils voulaient faire sortir les jeunes femmes et les jeunes filles. Je me dressai contre eux. Comment suis-je encore de ce monde ? je n'en sais rien. Ils nous mirent en joue, les six canons de fusils braqués dans la porte. C'était terrifiant. Les enfants

criaient, tout le monde tremblait. A la fin, ils éclatèrent de rire et entrèrent dans la maison.

« Il nous fallut pourtant leur serrer la main, leur faire du café, et boire avec eux mais d'abord, avant eux, car ils ne buvaient que quand ils nous avaient vus boire. Ainsi faisaient-ils partout.

« Les chefs étaient encore pire que les simples soldats. Dès que l'on commençait à s'habituer avec leurs hommes, et à en avoir moins peur, ils les changeaient, c'étaient de nouvelles figures, et il fallait se mettre de nouveau à leur service. Nous en avons vu aussi de bons, mais le plus souvent, c'étaient de vrais sauvages. Il nous était impossible de sortir et nous ne savions rien de ce qui se passait dans les pays voisins.

« Puis-je parler de notre nourriture ? — Les cavaliers gaspillaient nos pauvres récoltes, blés, avoines, sans être battues ; nous manquions de tout, nous étions obligés de manger les restes de leurs gamelles, et de leur affreux pain noir. Nous allions où étaient leurs cuisines, mendier quelques vivres, heureux quand ils nous en donnaient. Il y avait pourtant des soldats qui avaient bon cœur et qui partageaient avec nous ; mais ce n'était pas facile, car ces gens-là mangent peu de pain et n'en touchaient guère. Ils avaient tout enlevé de nos écuries, bœufs, vaches, porcs, poules, lapins, et ils en gaspillaient la viande ; à nous, ils donnaient les têtes et les mous ; encore fallait-il souvent aller les ramasser sur les fumiers ! Ah ! si l'on nous eût dit que nous mangerions un jour les restes des Prussiens pour ne pas mourir de faim !

« Il en vint cependant d'autres qui furent meilleurs pour nous. C'étaient des Saxons, pères de famille pour la plupart. Ils avaient pris notre fils en affection, ils lui apprenaient l'allemand et nous fournissaient le nécessaire.

« Au début de décembre, le canon faisant rage, les Allemands nous disaient que les Français allaient essayer de monter la côte de Cuffies, que nous étions en danger et qu'on allait nous faire partir. Et c'était vrai. L'exécution eut lieu le 8 décembre.

« Quel triste défilé ! Plus de trois mille femmes et enfants, ramassés de quinze villages des environs ! Nous nous mîmes en route, emportant chacun un petit ballot d'effets. Tout le monde pleurait ; les femmes les plus âgées et les enfants étaient dans de grands chariots, les autres suivaient à pied. Il en arrivait de tous côtés. Des chefs à cheval, des soldats, baïonnette au canon, nous conduisaient, nous ne savions où : en Belgique, nous disaient-ils. Nous nous laissions mener, tel un troupeau de moutons. Les petits enfants pleuraient et criaient. Arrivés à la ferme de Limonval, on nous fit coucher dans des granges et sous des halles. Tout était plein.

« A minuit, on nous apporta un infect bouillon, et à quatre heures, du thé non moins affreux. A sept heures, départ pour la gare de Coucy, par la pluie et la boue. Les petits enfants pleuraient et criaient à fendre l'âme. A Coucy, nous fûmes enfermés dans des wagons à bestiaux qui avaient servi pour la mobilisation allemande ; nous étions entassés les uns sur les autres, sans autres vivres que les petites provisions que nous avions emportées. Mais on ne songeait pas à manger ; nous partagions tous, riches et pauvres, les mêmes souffrances. Après dix-sept heures de trajet, où nous roulions tantôt en avant, souvent en arrière, nous arrivâmes dans la gare d'une ville, transis de froid, mourant de faim. Il était trois heures du matin ; à sept heures seulement, on nous fit descendre du train, plusieurs étaient morts en route. Nous croyions être en Belgique, nous n'étions qu'à Guise.

« Là, il fallut chercher des logements. Ceux qui étaient sans ressources furent emmenés dans des villages aux environs. Pour nous, nous restâmes à Guise, à nos frais, ne trouvant pas grand'chose dans cette ville à moitié brûlée et pleine de Boches, et payant tout hors de prix. Beaucoup de malheureuses femmes, qui avaient eu peur, gagnèrent le typhus ; il en mourut de tous les pays, elles furent enterrées par l'abbé Michelon, curé de Crécy, et par son frère, qui se montrèrent pleins d'humanité et de dévouement.

« M. Brunehant, maire de Pommiers, prisonnier lui-même, et qui nous avait rejoints à Crécy, s'était fait notre protecteur ; il nous faisait avoir le pain nécessaire. Cela dura ainsi pour nous jusqu'au trois mars, où nous fûmes dirigés sur l'Allemagne pour être rapatriés. »

Madame Desboves, de Pasly, écrit, de son côté :

« Le 10 décembre, quand nous fûmes obligées, ma bonne et moi, d'évacuer Pasly, il y avait trois mois que nous n'avions mangé de pain, et nous avons appris qu'il en était de même dans tous les villages environnants. Nous ne vivions que de fruits tombés, de légumes cuits à l'eau et souvent sans sel, ou de croûtes. Il y avait tout près de nous une maisonnée de dix enfants, pour lesquels des soldats allemands s'étaient laissés toucher de pitié ; ils leur donnaient du pain, et comme parfois ils en avaient trop, nous ramassions leurs croûtes et nous les mangions après les avoir grattées.

« Nous avions à souffrir, non seulement du manque de nourriture, mais d'exactions et de vexations de toute nature. Les soldats ne toléraient chez nous aucune lumière ; ils nous enlevaient nos lampes, ainsi que les bougies, le pétrole et l'essence ; il fallait nous coucher à la chûte du jour et ne nous lever que quand il faisait clair ; et c'était l'hiver.

« Ils emportèrent presque tout notre mobilier, tables, chaises, fauteuils, literie, sans doute pour leurs tranchées et pour leurs carrières. Ils ne nous laissèrent notre cuisine qu'à la condition de leur fournir d'autres appareils de chauffage. Nous dûmes renoncer à coucher chez nous, car les soldats s'y introduisaient à l'improviste ; et d'ailleurs, la plupart des carreaux manquaient aux fenêtres, brisés par des balles de schrapnells. Des volailles, des lapins, inutile de parler ; ils étaient décapités sans merci ni avis, au fur et à mesure des besoins, et ce ne fut pas long.

« Les soldats fouillaient la maison de la cave au grenier, piochant partout, creusant des trous dans le jardin, sondant les murs, nous obligeant à assister à ces fouilles,

et se dépitant surtout de ne pas trouver de vin. La Providence permit qu'ils ne tombèrent pas sur nos cachettes.

« Sans cesse ils nous accusaient de faire des signaux, et prétendaient découvrir partout des moyens quelconques d'avertissement. Impossible de faire un pas hors du village, sinon ils tiraient sur nous.

« J'étais dans une mortelle inquiétude en raison des munitions de chasse de mon mari, qui n'étaient pas cachées. Je les enfouis d'abord dans le fumier ; mais comme il fut fouillé, il me sembla ne plus offrir de sécurité. Je les enlevai, déchirai les cartouches, fondis le plomb en un lingot, brûlai les cartons, semai la poudre un peu partout, et fis perdre les culots dans un champ où nous allions souvent arracher des betteraves pour les faire cuire.

« Ma petite bonne, une négresse, était l'objet particulier de leur haine. Ils prétendaient que c'était un noir déguisé. Ils imposèrent même une constatation. Ils commencèrent par me mettre hors de chez moi et me firent garder à vue par deux sentinelles, baïonnette au canon. Puis, seize soldats, le revolver au poing, entourèrent la pauvre fille. Heureusement, l'un d'entre eux, d'âge mûr, ému de son épouvante, dispersa la sinistre bande, fit un semblant de constatation et délivra à temps la pauvre victime, presque morte d'effroi. »

A cette émouvante déposition de M^{me} Desboves, ajoutons encore celle de son mari, M. Desboves, rapatrié au début de janvier 1916, et qui nous écrit de Calvignac (Lot).

« Emmenés de Pasly à Coucy-la-Ville, dès les premiers jours d'octobre 1914, nous y restâmes seize mois, plongés dans une affreuse misère, manquant de tout et bien insuffisamment nourris ; du pain noir, variant de 120 à 240 grammes par jour, de la soupe et de la fricassée, le plus souvent sans graisse et avec quelques pommes de terre. Il nous fallait travailler, arracher des pommes de terre, et des betteraves et les couvrir de feuilles et de terre, et ensuite les charger par tous les temps et les expédier en Allemagne ; aller à la batteuse dans les fermes d'Aumont et de Cranne,

enlever le fumier des chevaux allemands et le répandre, entretenir les chemins, aller au bois pour faire cuire notre nourriture ; et tout cela au milieu de vexations de plus en plus dures. Huit mois durant, nous avons couché sur la paille, nous étions gelés et ne pouvions plus marcher. Pour moi j'y ai pris une bronchite des plus graves, dont j'ai peine à me remettre. »

Quand vint le jour fatal de l'évacuation des femmes et des enfants, le 8 décembre, le convoi de nos malheureuses exilées, parti de Pasly et des environs, stationna le soir à Limonval, après un trajet de vingt-cinq kilomètres par des chemins changés en fondrières. Les évacuées couchèrent dans des hangars et des granges. Les femmes de Juvigny avaient couché à Malotal sur le fumier ; celles de Pommiers avaient passé la nuit dans l'église de Vauxrèzis et avaient été conduites sur des chariots jusqu'à la gare de Coucy-le-Château ; de là, elles rejoignirent les autres, rassemblées de tous côtés. Elles furent ensuite entassées dans des wagons à bestiaux jusqu'à Guise, où elles n'arrivèrent qu'après un long et douloureux trajet, privées de tout, de pain et même de paille. Les petits enfants sur les bras de leurs mères ne cessaient de pleurer. Pour remplacer le lait qui manquait totalement, on leur faisait tiédir un peu d'eau à la flamme d'une bougie. Combien moururent en chemin de privations, de fatigue et de l'infection des wagons ! Déjà, une pauvre femme de Pasly, entraînée malgré ses quatre-vingt-six ans, et quelques autres, avaient succombé en route.

Au moment où le lugubre cortège traversait Crécy-au-Mont, quelques-uns des hommes qui y étaient prisonniers, notamment M. Brunehant, avaient réussi à se glisser dans ses rangs, et s'étaient réunis, sans être inquiétés, aux membres de leurs familles.

A Limonval, ferme de Crécy, les prisonniers avaient été rejoints par trois prêtres du voisinage, M. Lejeune, curé de Pommiers, M. Élie Michelon, curé de Crécy-au-Mont et son frère Marius Michelon, curé d'Éuilly. Ils vivaient

tous trois, depuis deux mois, privés de toute ressource et languissant dans la plus profonde détresse. Ils avaient même dû passer quelque temps dans une étable à porcs. M. Lejeune en sortait en pitoyable état, ne pouvant plus se redresser et ne marchant qu'avec l'appui de deux bâtons. Arrivé enfin à Guise, il fut recueilli à l'hôpital, où il subit l'opération d'un phlegmon à la jambe et dut y séjourner de longs mois. M. Élie Michelon fut adjoint au doyen comme vicaire et son frère Marius devint aumônier de l'hôpital.

Ce régime brutal de dépopulation s'étendait au loin et au large, sans qu'on pût lui assigner d'autre règle que le caprice des Allemands. Il sévissait sur le cours de l'Oise comme sur celui de l'Aisne. Pour ne choisir qu'un seul exemple dans cette vallée, celui de Brissy-Hamégicourt : « Ils enlevaient, m'écrivit-on, quarante-cinq civils dès le 4 octobre, le 28 octobre, cinquante, et un grand nombre d'autres en décembre et en janvier. Ils n'y laissaient que les femmes, les enfants et les vieillards, leur imposant le plus dur rationnement pour la nourriture, les privant de toute lumière et leur interdisant toute sortie à plusieurs. » C'était partout à quelque variante près, le même arbitraire, le même esclavage.

C'est la ville de Guise, centre important de voies ferrées, qui paraît avoir été choisie, dans le plan des Allemands, pour lieu central d'évacuation de nos villages, ou pour camp de concentration. De là, les malheureux captifs étaient ensuite répartis de divers côtés.

Ceux qui possédaient quelque argent n'y souffrirent pas trop du besoin. Mais les indigents étaient évacués par charretées sur les pays environnants, dont les habitants étaient requis de les nourrir. Ainsi la population de Juvigny et de Leury fut versée à Puisieux ; celle de Soupir, après y avoir passé quinze jours, fut expédiée, le 20 novembre, à Prémont : elle s'y installa pour longtemps, avec l'abbé Delfolie, son curé, qui remplaça l'abbé Nègre, mobilisé dans l'armée française ; celle d'Épagny fut envoyée de

Coucy à Prisches, dont les habitants, d'ailleurs fort humains, furent obligés de la nourrir à leurs frais ; celle de Margival fut cantonnée à Avesnes. Chaque dimanche, on expédiait au dehors tous ceux dont les maigres ressources étaient épuisées.

Dans la ville, c'était le régime du rationnement des vivres : rien que du pain *K*, composé de seigle, de sarrasin et de tourteau; cent soixante grammes par personne et par jour, et soixante grammes seulement aux enfants au-dessous de quatorze ans. « Nous n'avions, écrit un des prisonniers de Juvigny, ni pommes de terre, ni légumes, nous ne mangions que des betteraves à sucre, des carottes blanches, des fêverolles, du bouillon d'avoine, et, pour café, de l'orge grillée sans sucre. »

Tous ces infortunés trouvaient un appui et un protecteur dans la personne du doyen, M. le chanoine Vincent, qui avait déjà sauvé la ville d'une complète destruction, et qui se prodiguait, lui et les quelques prêtres qui l'entouraient, pour le service des émigrés. Mais sa charité devenait forcément impuissante, en face de tant de misères.

Nos évacués de Pommiers, de Pasly, de Chavigny et des environs restèrent à Guise jusqu'aux premiers jours de mars 1915. Ils firent alors comme tous les autres, le circuit imposé, par la Belgique, l'Alsace et le sud de l'Allemagne, et, après huit ou dix jours de voyage, ils furent rapatriés par la voie de la Suisse. La Suisse leur apparut comme un paradis terrestre ; ils y furent rhabillés et bien traités. Aussi, en emportèrent-ils le plus reconnaissant souvenir et ne cessent-ils de chanter ses louanges.

A Landau, l'abbé Elie Michelin fut retenu prisonnier, et interné peu de temps après à Traunstein en Bavière. En passant à Landau, nos émigrés aperçurent dans la gare un placard où étaient affichés les noms des *Disparus*, et, parmi ces noms, celui du curé de Cuffies. Le curé de Cuffies, Jules Jumeaux, âgé de quatre-vingt-huit ans, un héros, un martyr, que j'ai nommé chanoine honoraire sous le canon des barbares.

On estime déjà à plus de 300.000, le nombre des civils français ainsi emmenés prisonniers et rapatriés, et, dans ce nombre, près de 20.000 du département de l'Aisne. Vingt mille témoins, vingt mille innocentes victimes, dont le témoignage irrécusable se dressera, écrasant contre les Allemands devant l'impartiale histoire et réduira toujours à néant les apologies intéressées de leurs Intellectuels¹.

1. Plus tard, en 1917, ce nombre fut presque décuplé quand les Allemands, lors de leur recul, firent le vide de tous les pays qu'ils livraient à la dévastation.

CHAPITRE XIII

Trois Mois d'Accalmie

(*Mars-Juin 1915*)

Nous sommes au 15 avril 1915 ; voilà huit mois et demi que dure cette horrible guerre. Les jours, les semaines, les mois s'écoulent et notre situation reste toujours la même. Partout des familles en deuil et de sombres vêtements, partout des gémissements et des larmes, partout des centaines et des milliers de réfugiés, sans travail, sans ressources et dans une profonde détresse.

L'ennemi, qui s'était rué sur la France en conquérant et en triomphateur, a été arrêté net dans sa course, et réduit à se mettre sur la défensive. Aujourd'hui, enterré dans des tranchées et des carrières, il ne peut faire un pas en avant. Il tente toujours de furieuses attaques, mais sans succès. D'autre part, il s'est tellement fortifié dans ses positions qu'il apparaît comme indélogeable, et que nos efforts pour le faire reculer et le rejeter hors de nos frontières n'ont abouti jusqu'ici, malgré l'habileté de nos chefs et l'héroïsme de nos soldats, à aucun résultat décisif. Le front de bataille occidental, qui s'étend d'Ostende à Belfort, sur une longueur de huit cents kilomètres, n'a subi, à notre avantage, depuis le mois d'octobre, que de légères modifications. Toujours on nous annonce un grand coup, toujours le grand coup tarde, et nous restons là dans l'attente. Tout le monde souffre, mais l'état moral reste bon ; grâce à Dieu, chacun est plein de confiance

dans une heureuse issue et personne ne se décourage. C'est un réveil de l'âme française qui offre vraiment un reconfortant spectacle.

Nos regards se portent sans cesse vers le front oriental, où les Russes infligent d'énormes pertes aux armées austro-allemandes ; et vers les Dardanelles, dont le forçement est commencé depuis deux mois. Car on nous fait présumer que c'est de ce côté que la balance penchera enfin en faveur de la Triple-Entente.

Dans cet état de calme relatif pour nous et d'expectative, notre chronique locale se trouve nécessairement réduite à des faits de moindre importance, qui ne sont pourtant pas dénués d'intérêt et qui méritent d'être consignés.

J'ai dit plus haut que, le 23 mars, les Allemands avaient tenté un nouveau bombardement de Soissons, qui fut arrêté immédiatement par notre artillerie ; et que les critiques militaires auguraient de ce fait que, peut-être, nous avions repéré leurs positions et fait avancer des pièces d'artillerie lourde, capables de les obliger à se retirer ; et qu'ainsi nous aurions quelque chance de dégager Soissons de la zone de leur feu.

En fait, si leur feu n'est pas éteint, il se ralentit très sensiblement à partir de cette date.

A quelques jours de là, le 29 mars, le commandant de l'armée allemande sur l'Aisne, le général von Klück, inspectant une position très avancée, est blessé à son tour par un schrapnell, comme l'ont été nos généraux Maunoury et de Villaret. S'il faut en croire ce qu'on raconte, ce personnage aurait eu avec le kaiser une scène orageuse au grand quartier général. Très surexcité, il se serait rendu à l'endroit le plus périlleux de toute sa ligne avec l'intention de se faire tuer. Quoi qu'il en soit de ce bruit, von Klück reçoit, peu de jours après, du kaiser lui-même, la décoration de l'Ordre du Mérite, qui représente la plus haute distinction militaire prussienne. Il rentre ensuite sous sa tente, au

château de Pinon, puis va soigner sa blessure à Wiesbaden, et reste trois mois sans prendre part à l'action.

Il s'écoule alors une série de semaines durant laquelle les Allemands ne tirent plus ou tirent peu sur la ville de Soissons. Nos canons sont aussi plus calmes. Ils se reposent, en parcs serrés, sur nos plateaux du sud.

Un jour, cependant, nous croyons que le bombardement va recommencer. C'est le vendredi saint, 2 avril. Un aéroplane allemand a été abattu dans la matinée, un peu à l'est de Soissons, par l'un de nos aviateurs, Navarre, et, le soir, nous percevons clairement de Château-Tierry le bruit d'une violente canonnade, qui reprend le samedi et dure une grande partie de la journée. Ce n'est heureusement pas un nouveau bombardement de la ville ; c'est une simple tentative des Allemands pour détruire le pont de Venizel, le seul par lequel les Français puissent passer sur la rive droite de l'Aisne, en dehors de Soissons. Le pont résiste à l'attaque, mais il est troué en cinq endroits, et, malgré les réparations qui y sont faites rapidement, il offre désormais, dit-on, peu de solidité et supporterait difficilement un passage de troupes. Venizel est criblé d'obus ; l'église est à ce point endommagée, que l'on ne peut y célébrer la messe le jour de Pâques et qu'on est réduit à s'abriter sous un hangar de ferme.

Si l'action de l'artillerie s'exerce moins contre la ville, elle ne s'arrête pourtant pas dans le voisinage. Nous sommes sur nos gardes ; toutes les collines du sud sont hérissées de bouches à feu, et, de temps en temps, la lutte se ranime et s'accentue, soit du côté de Nouvron, soit surtout dans la direction de Berry-au-Bac.

A la faveur de cette période d'accalmie pour Soissons, bon nombre d'évacués, rongés par l'ennui, ou désireux de se rendre compte de l'état de leur maison et de leur mobilier, reparaissent dans la ville, sans opposition de l'autorité militaire. Des amateurs et des artistes lèvent, à la dérobee, la photographie des édifices dévastés, surtout celle de la cathédrale. C'est à n'oser regarder celle-ci ; partout des

plaies lamentables, la tour est très gravement ébréchée, le mur du côté nord est renversé sur une étendue de deux travées ; une colonne de la nef git à terre, une partie notable de la voûte est écroulée et le toit dénudé laisse apercevoir le ciel. Le cœur se serre de douleur à la vue d'une aussi horrible et aussi dangereuse mutilation.

M. l'archiprêtre Landais est rentré, lui aussi, le jour du Vendredi Saint. « Quelle solitude ! m'écrit-il ; la ville déserte et silencieuse présente aux rares visiteurs l'image de la mort et du tombeau. » Le samedi il procède (dans la sacristie, hélas !) à la cérémonie de la bénédiction de l'eau, et célèbre la messe, assisté de MM. Duchatel et Rouillier, en présence de huit personnes ! Il réussit cependant à donner, le jour de Pâques, quelque solennité aux offices, grâce à la présence et au concours de nombreux officiers et soldats, et au zèle de l'abbé Delaplanche, leur aumônier, qui adresse à son auditoire une émouvante allocution.

M. le chanoine Littierre, supérieur du grand séminaire, revenu lui-même peu de temps après, met à profit le calme relatif qui règne autour de la ville pour réunir et mettre en sûreté la bibliothèque et le mobilier de cet établissement très éprouvé par les obus.

Le onze du mois, un coup de main fort habilement conduit, vient intéresser et réjouir la population. Le colonel du 298^e régiment d'infanterie, avisé que les Boches devaient être en très petit nombre dans les tranchées, croit nécessaire, pour s'en assurer, de faire quelques prisonniers que l'on puisse ensuite interroger. Il fait donc appel aux hommes de bonne volonté, et promet à ceux qui tenteront le coup une belle récompense, notamment la *Croix de Guerre*. Dix-sept soldats sortent des rangs. Au signal donné, conduits par un vaillant adjudant, ils s'avancent prudemment, en tapinois, vers la tranchée ennemie. S'apercevant du danger, vite les Allemands surpris, réclament du renfort. Mais pendant qu'ils téléphonent et avant que le renfort n'arrive, nos soldats en ont empoigné dix et les ramènent triomphalement en ville, sans avoir,

de leur côté, perdu un seul homme, et n'en ayant qu'un seul de blessé. A la suite de cette brillante action, le général Jullien, commandant le corps d'armée, organise une cérémonie publique et cite à l'ordre du jour tous les vaillants soldats qui y ont pris part.

Deux autres fois, dans les jours qui suivent, nos soldats recommencent pareille tentative, mais sans le même succès, les Boches se tenant sur leurs gardes. Le 26, par exemple, ils essaient d'enlever à Vauxrot un poste d'écoute situé en avant des tranchées et ils s'élancent avec un merveilleux ensemble ; mais le poste était vide, les guetteurs, attentifs, avaient eu le temps de l'évacuer, et il fallut se contenter de ramasser un petit butin de fusils, cartes et téléphones.

C'est aussi dans le même temps que deux femmes, dont la vaillance et le dévouement se sont affirmés avec éclat à Soissons depuis l'ouverture des hostilités, Madame Macherez et M^{lle} Germaine Sellier, reçoivent la récompense militaire que l'opinion publique sollicitait pour elles. On lit, en effet, au *Journal Officiel*, avec un sentiment unanime de satisfaction, les deux citations suivantes, signées par le général de Laporte d'Hust :

« Quartier général, 3 mai 1915. Le Général commandant la Division, cite à l'ordre de la Division :

« Madame Macherez : a fait preuve, pendant l'occupation allemande, de la plus grande ténacité pour la défense des intérêts français et a donné, pendant les mois qui ont suivi, un exemple magnifique du mépris du danger. Passionnément dévouée au Pays et à l'Armée, a fait face, dans les circonstances les plus périlleuses, à d'incessantes difficultés, donnant à tous le plus bel exemple du dévouement et du courage.

« Mademoiselle Germaine Sellier : a témoigné, en toutes circonstances d'une grande bravoure, se consacrant avec abnégation au traitement des blessés et des contagieux dans un bâtiment éventré sans cesse par les obus, a été

blessée au genou par une balle de schrapnell. » Général de Laporte d'Hust.

C'est encore avec une profonde satisfaction que nous apprenons que les Boches des grottes de Pasly, qui nous ont fait tant souffrir depuis sept mois, reçoivent enfin, à ce moment, le châtement qu'ils ont mérité. « Dans la vallée de l'Aisne, dit le communiqué du 17 avril, notre artillerie lourde a bombardé les grottes de Pasly, qui servent d'abri aux troupes allemandes. Des explosions successives ont témoigné de l'effondrement de plusieurs d'entre elles. » Deux de ces grottes, en effet, se sont enfin écroulées sous nos bombes. Malheureusement il y en a d'autres, et les Allemands, chassés de ces terriers, se réfugient dans les carrières voisines. Durant quelques jours, du 18 au 30 avril, ils se vengent, selon leur système, sur la ville, qui leur sert en quelque sorte d'otage ; ils arrosent Saint-Léger, la rue Matigny, et jusqu'aux villages voisins, Billy, qui devient intenable, et Vauxbuin, où un obus tue cinq militaires ; et ils mènent une violente action d'artillerie dans tout le secteur de Soissons.

Un peu en arrière du front, à Château-Thierry, nous voyons s'opérer, avant la fin du mois, un important mouvement dans le personnel militaire. Le bruit se répand partout que l'État-Major général songe à s'y établir. Cette nouvelle, qui n'était d'abord qu'une rumeur populaire, s'affirme et semble se préciser de jour en jour. Sur le quai de la rive gauche de la Marne, on élève de vastes baraques ; en ville, on cherche des logements pour officiers ; une partie des réfugiés, surtout des plus besogneux, sont envoyés d'office à l'intérieur ; toutes les ambulances, hors celle de l'hôtel-Dieu, sont évacuées ; les infirmiers et brancardiers, qui étaient fort nombreux, partent le 16 du mois pour Meaux et Épernay. Quelle est la raison d'être de ce mouvement ? Quelle en sera la suite ? On se le demande sans pouvoir rien répondre. Le résultat le plus clair, c'est que l'ennemi avisé sans doute, nous observe, et que les avions commencent à nous menacer.

D'autre part, le contact quotidien avec l'élément militaire, la vue des blessés, et les récits continuels de luttes épiques, font monter jusqu'au cerveau des enfants, une poussée de sève guerrière. Nos écoliers ne rêvent plus que de s'enrôler, et brûlent d'aller combattre les Boches. Ces nouveaux Pastoureaux dressent donc secrètement leur plan de campagne, et, un beau matin, sans vivres et sans argent, ils s'échappent, au nombre d'une douzaine, du foyer paternel, et sortent de la ville, bien décidés à gagner Soissons et les lignes ennemies. Les gens de la prévôté, qui les voient passer sur la route, ou à travers bois, ne soupçonnant rien de leurs ardeurs, les laissent s'avancer jusqu'au delà d'Oulchy-le-Château. Mais là, une patrouille, flairant quelque aventure, les arrête et les ramène au poste. Paraît bientôt un capitaine qui les interroge d'une voix grave et leur demande, non sans malice, s'ils n'ont pas oublié de prendre leurs biberons. Il leur assure d'abord pour la nuit un logement salubre, où ils font connaissance avec les hôtes que renferme la paille des camps ; et, le lendemain, il les fait escorter jusqu'à la gare de Breny, où on les remet simplement, et à leurs frais, dans le train pour Château-Thierry. Ils réintègrent le toit paternel épuisés, mais contents de leur exploit, et, après une juste correction, tempérée par la tendresse maternelle, ils reprennent livres et cahiers, remettant à des temps meilleurs, l'exécution de leur belliqueux projet.

Cependant, le mois de mai a fait depuis longtemps son apparition. Il dissimule, cette fois, sa parure habituelle de fleurs sous un sombre voile de deuil. Les esprits se tendent de plus en plus, et interrogent anxieusement l'avenir.

Un moment, l'inquiétude s'empare de notre paisible population. Le 7 du mois, un taube survole Château et lance plusieurs bombes qui, heureusement, ne causent que quelques dégâts matériels. Mais l'inquiétude devient plus vive, lorsque le jour de la Pentecôte, le 23, à midi, un autre taube jette sur la ville trois bombes qui paraissent dirigées vers la gare et qui détruisent une maison et tuent

un habitant, M. Thiercelin. Elle est à son comble les jours suivants lorsqu'on apprend, le 26, qu'un aviatik, chargé de quatre bombes, et venu de la direction de Meaux, vient d'être abattu dans la région de Soissons, à Braine, tuant par sa propre explosion les deux aviateurs allemands qui le montaient ; et surtout le 27, lorsqu'on nous rapporte qu'à Fismes, un avion allemand, passant au-dessus de cette petite ville, a lancé sur un dépôt de ravitaillement plusieurs bombes, qui ont tué neuf soldats, en ont blessé plus de vingt et abattu douze chevaux.

La prolongation indéfinie des hostilités engendre une lassitude générale, surtout chez les émigrés et les réfugiés répandus dans nos villes et nos villages, et l'on aspire plus ardemment que jamais vers une solution libératrice.

Le forçement des Dardanelles, commencé depuis trois mois, n'avance que très lentement. Entrepris par les Anglais avec élan, mais sans préparation et sans coordination entre les flottes et l'armée de terre, il a subi, par suite de la destruction de trois cuirassés, de longs retards, qui ont laissé aux Turcs le temps de se fortifier. Sur le front oriental, les armées austro-allemandes et russes passent par tant d'alternatives de bonne et de mauvaise fortune, que le « rouleau compresseur » fait peu de chemin. Sur le front occidental et dans les Vosges, les troupes alliées font des prodiges de bravoure et d'habileté, mais toujours pour la possession de quelque sommet ou de quelques tranchées, sans résultat décisif. L'Italie et les États balkaniques, livrés à l'action de la diplomatie, ont un jeu impénétrable, et paraissent surtout préoccupés des profits à retirer de leur coopération. Enfin les Allemands se livrent à de si monstrueux excès de terrorisation et d'inhumanité, torpillant sans merci et sans avis préalable les vaisseaux de toute nation, bombardant par leurs avions les villes ouvertes, pour le plaisir d'épouvanter et de tuer, employant des gaz asphyxiants, des balles explosives et des liquides enflammés, contrairement aux lois de la guerre et aux conventions signées par eux, empoisonnant les eaux, trai-

tant leurs prisonniers avec une rigueur barbare et affamant les populations tombées sous leur joug, qu'ils achèvent de soulever l'exaspération universelle et d'inspirer l'horreur de leur race.

On se bat furieusement partout, sans que le fléau de la balance s'incline encore d'aucun côté. Dans cette douloureuse incertitude, nous nous adressons au ciel avec plus de ferveur que jamais, attendant de Dieu seul l'événement inconnu qui pèsera d'un poids irrésistible sur l'un des plateaux et permettra de mettre fin à tant de calamités, par une paix fondée sur le droit et la justice.

Du 8 au 16 mai, dans toutes les églises libérées du diocèse, nous nous unissons ardemment à la *Neuvaine Nationale* en l'honneur de Jeanne d'Arc, ordonnée par l'Épiscopat français. A Château, l'empressement est général ; à Soissons, une brillante cérémonie groupe devant l'autel du Rosaire, dans la cathédrale mutilée, mais soigneusement nettoyée par les militaires, le peu de civils qui y restent et un nombreux cortège d'officiers et de soldats. La confiance est grande, nous prions, nous espérons et nous attendons.

La Neuvaine n'est pas encore achevée, qu'un premier rayon de lumière brille dans la nuit obscure. Sur le front occidental, au nord d'Arras, dans la région de la Bassée, nos valeureuses troupes, en liaison d'action avec les troupes anglaises et belges, obtiennent des succès, chaque jour répétés, emportant quelque sommet, enlevant quelques tranchées, occupant quelque village, affirmant partout leur supériorité sur l'adversaire, et préludant victorieusement à un mouvement général d'offensive, sans pouvoir toutefois, pas plus que dans les attaques précédentes, en Champagne et sur la Meuse, percer la ligne ennemie.

L'armée russe, qui avait un instant fléchi en Galicie, sous la pression des masses austro-allemandes, reprend une offensive pleine d'espérance.

Enfin l'Italie fait le geste tant désiré. Elle se lève avec enthousiasme, et tend la main à la Triple-Entente. La Triple-Alliance est dénoncée, la mobilisation générale

ordonnée, et, le 23 mai 1915, l'état de guerre est déclaré avec l'Autriche, pas encore avec l'Allemagne.

Je profite de cette tournure plus avantageuse que semblent prendre les choses pour rentrer à Soissons et y passer quelques jours. Cinq mois d'exil, quelle longueur de temps ! Sans cesse, j'ai ma ville épiscopale devant les yeux, et il me tarde de la revoir, et de serrer la main à ceux qui y sont restés malgré l'ordre d'évacuation. Certes, je n'ai qu'à me louer de mon séjour à Château-Thierry, car l'accueil que m'a fait la population n'a cessé d'être des plus sympathiques. C'est même grâce à la situation de cette ville en dehors de la ligne de feu, que j'ai pu circuler plus facilement dans la partie libérée de mon diocèse, et remplir une partie de mon ministère pastoral. Bloqué dans Soissons, j'aurais été réduit à une complète inaction. Je sens néanmoins que là est ma place naturelle, et j'aspire à reprendre contact.

Je m'y transporte donc, accompagné de M. le secrétaire général Viéville, le 14 juin, cinq mois exactement après notre évacuation. Quelle douloureuse impression produit sur moi la vue de cette ville dévastée, silencieuse, déserte et presque morte ! Je la parcours dans tous les sens, chaque jour et à toute heure, et je reste de plus en plus saisi de cet abandon général, de ce silence glacial et de ce froid cadavérique. Je ne vois que maisons ruinées, murailles éventrées, toits écroulés, magasins fermés ; presque pas de piétons dans les rues, à peine quelques soldats en faction ou allant à leur corvée ; pas une voiture, pas un cheval, pas un marchand, pas un cri, pas une voix humaine, pas un chien errant, aucune circulation ; et, en même temps, des tas de pierres soigneusement rangées et des rues proprement tenues par les soins de l'autorité militaire.

Parfois je m'arrête à l'intersection des rues, je regarde aux quatre points cardinaux, et, si loin que porte ma vue, je ne vois personne ; et, quelque attention que je prête, je n'entends rien, sinon d'assez nombreux coups de

canon, qui ravivent mes tristes souvenirs, et m'avertissent que l'ennemi est toujours là dans les mêmes positions.

A la vue de cette solitude, ma pensée se reporte mélancolique vers le tableau que nos Saints Livres tracent de Jérusalem au temps où les Macchabées, ces grands patriotes, luttèrent, eux aussi, pour leurs foyers contre le cruel envahisseur Antiochus Épiphane, roi de Syrie : « Et Jérusalem n'était plus habitée, mais était devenue semblable à un désert ; aucun de ses enfants n'y entraît plus, et aucun n'en sortait. Le sanctuaire était foulé aux pieds, et les fils de l'étranger occupaient la citadelle, devenue le séjour des païens. Toute joie s'était envolée de Jacob, l'on n'y entendait plus ni les accents de la flûte ni le son de la guitare¹. »

On me dit pourtant qu'il rentre du monde à Soissons et le chef de police estime à sept cents le nombre des présences. Pourquoi faut-il que parmi les personnes dont on tolère ou dont on favorise le retour, il y en ait beaucoup d'indésirables, dont la présence est un agent de démoralisation pour nos troupes ? Tout le monde s'en plaint à voix basse. Si l'autorité voulait comprendre ! On me parle aussi de joyeuses parties et de bals d'enfants organisés à Cuiry-House, à Muret-Chacrise et à Soissons. Serait-il vrai que l'on danse et que l'on festoie à quelques mille mètres des tranchées où nos soldats se font tuer ? Je refuse d'en entendre davantage et m'éloigne avec chagrin.

Sur toute la cité en ruines plane une sombre tristesse. Je visite l'hôtel de ville, jadis si animé ; ce n'est plus qu'un désert où errent deux ou trois employés ; je parcours le grand séminaire ; personne, sinon quelques soldats ; je me rends à l'hôpital général ; là, un peu plus de monde, deux cents personnes environ, mais guère plus de vie. Après la visite de quelques salles de blessés, je réunis la communauté des Religieuses de Saint-Thomas, restées si vaillamment à leur poste d'honneur sous le feu de l'ennemi.

1. MACHAB., I, I, chap. III.

Le zèle et le savoir-faire que ces Religieuses ont déployés au service de nos blessés, ont attiré sur elles, et à bien juste titre, les regards de l'autorité militaire, qui leur a témoigné sa haute satisfaction par la citation suivante à l'ordre du jour de l'armée, accordée à la mère Supérieure : « SŒUR SAINT-PROSPER (Marie Lemoine), Supérieure des Sœurs de Saint-Thomas de Villeneuve, hôpital de Soissons : A donné le plus bel exemple de courage et d'abnégation en maintenant sa communauté à l'hôpital de Soissons pendant l'occupation allemande de septembre 1914 et les bombardements successifs de la ville et de l'établissement, qui l'ont suivie. Son dévouement et celui du personnel ont permis de soigner des milliers de blessés et de malades dans des conditions exceptionnellement favorables, sous le feu de l'ennemi. »

Comme suite à cette citation, la *Croix de guerre de l'Armée* vient de lui être remise, le 10 de ce mois par le général Jullien, commandant de corps, dans une très touchante cérémonie.

« Ce sont, ma Sœur, lui dit-il, en épinglant la croix, les vivants et les morts qui vous disent par ma bouche leur éternelle gratitude, heureux de me voir placer sur ce cœur généreux, à côté de la croix qui marque votre dévouement à Dieu, celle qui témoigne d'une façon éclatante de votre dévouement à la Patrie bien-aimée. »

C'est pour moi une vive satisfaction, de pouvoir la féliciter, elle et toutes ses Sœurs, d'un honneur si bien mérité !

Quelques jours après, la même distinction, récompense du même genre de mérite, est accordée et remise par le général sur le front des troupes et au son du canon, pour les soins accordés à l'ambulance de Vauxbuin à Made-moiselle Canton-Bacarat, déjà décorée de la croix de la légion d'honneur, à M^{lle} Livon, et à M^{lles} Jeanne et Geneviève de Maistre, dont on a pu écrire que « leur vie, depuis le mois d'août 1914, fournirait ample matière à un poème épique. »

Après cette visite au personnel si intéressant de l'hôpital, c'est surtout sur notre cathédrale que se porte ma sollicitude et que s'arrête mon attention. Que de plaies lamentables ! surtout à la tour, dont l'angle nord est profondément ébréché, et à la voûte de la nef principale, écroulée sur une surface d'au moins deux cents mètres carrés. Deux travées de gauche démolies, une colonne brisée et renversée, les toits percés ou enlevés, quel lugubre spectacle ! J'y rencontre l'architecte, M. Brunet, qui étudie avec soin l'état du monument, et prend des mesures de prudence nécessaires pour mettre à l'abri de nouveaux accidents les parties intérieures les plus intéressantes. Il a fait démonter les plus beaux panneaux de la chaire et certaines parties des grandes orgues, et fait couvrir de sacs de ciment le grand autel, un autel latéral de gauche, le groupe de l'Annonciation, la statue de Mgr de Simonis, et celles de deux abbesses placées près de l'entrée principale. Tout en me communiquant ses craintes pour la conservation de l'édifice, il me laisse espérer que, sauf nouveaux accidents, la restauration sera encore possible, mais à quel prix et dans quel temps ?

Quant aux maisons particulières, et aux édifices publics, on ne pourra que plus tard se rendre un compte exact de la gravité du désastre. Aujourd'hui, le mal est encore caché et se dissimule en quelque sorte. Combien de voyageurs et de touristes, traversant rapidement nos rues, et se bornant à un superficiel coup d'œil, porteront sur les ruines de notre ville les jugements les plus inexacts ! Beaucoup de façades, en effet, sont debout et paraissent intactes, surtout celles qui regardent le côté opposé au canon de l'ennemi ; mais derrière ces façades, à l'intérieur des appartements, sous les toits, dans les cours, que de ruines amoncelées ! L'obus, en raison de sa vitesse, perce le mur sans presque y laisser de traces sensibles ; il éclate à l'intérieur, et c'est là qu'il faut regarder pour en constater les effrayants ravages.

Une visite dont m'honore le général Dolot me procure

entre temps une heure de la plus noble jouissance. C'est une vision réconfortante que la rencontre de tels hommes. Quelle fermeté de principes ! Quelle fidélité au devoir ! Chaque jour il passe plusieurs heures, au risque de sa vie, à inspecter les tranchées, et il trouve cette fonction toute simple et toute naturelle.

Un repas pris dans l'intimité, à la table du chef, de bataillon Lemaître, me met ensuite fort agréablement en contact avec un groupe d'aimables officiers.

Outre le charme inhérent au commerce de ces hommes intelligents et valeureux, ces entrevues amènent pour moi un résultat bien intéressant. Je déplorais toujours, depuis le 24 septembre, que ma maison restât sous la menace de la bombe qui y était entrée, sans exploser, et que je croyais égarée sous le parquet d'un salon. Or, quelqu'un vient de découvrir, au hasard, qu'elle a pénétré par le soupirail au fond d'une seconde cave, située au-dessous de celle où nous étions réfugiés, et qu'elle y gît à découvert sur le sol. Cette fois, l'autorité militaire avertie consent à me venir en aide. Le général Dolot envoie à l'évêché un groupe d'artificiers, qui examinent le redoutable engin. S'étant assurés qu'il n'est pas chargé de mélinite, ils le font éclater sur place, dans la cave même, sans que l'explosion cause aucun dégât appréciable. C'était un obus de 110, chargé de cheddite. Sa destruction est un grand soulagement pour moi et pour les personnes de ma maison. Mais combien n'en reste-t-il pas d'autres, d'un calibre énorme, semés par toute la ville et les environs ! Ils causeront inévitablement bien des accidents, si l'autorité militaire ne prend soin de les faire enlever ou de les faire exploser.

Mais ce souci m'est à peine enlevé que survient un autre contretemps. L'autorité militaire en examinant la situation de ma maison a trouvé qu'on pourrait y tracer un passage à couvert et à l'abri de la vue de l'ennemi, par lequel s'effectueraient, en cas de nécessité, le transport des blessés à l'intérieur de la place. Sans autre préliminaire, elle met la pioche dans les murs de mon jardin, et y ouvre

deux larges brèches, l'une du côté de l'intendance, l'autre du côté de la maison Mouton. La précaution doit être bonne, et je m'incline sans mot dire devant la discipline ; mais elle ouvre une perspective peu rassurante sur la sécurité de ma maison, surtout qu'on me laisse entendre que ce n'est là qu'un commencement.

Avant de quitter Soissons, je voulus payer ce que je considérais comme une dette de justice. Je nourrissais depuis longtemps la pensée de décerner une récompense publique à deux de nos prêtres, M. Hivet, curé de Saint-Vaast et M. Rouillier, restés vaillamment à leur poste au milieu du danger, et dont la charité et le dévouement à toutes les misères avaient excité l'admiration des habitants de Soissons. Profitant donc de mon passage, je convoque un soir chez M. l'archiprêtre les membres du clergé présent en ville, et là, dans une réunion d'une cordialité toute fraternelle, après un juste hommage rendu à leur mérite, je les nomme tous deux chanoines honoraires du chapitre de ma cathédrale.

Rentrant à Château-Thierry, je trouve l'État-Major, annoncé depuis si longtemps, en train de s'installer. Le 24 juin, arrive le général de Currières de Castelneau, commandant du groupe d'armées du centre. Son nom vole de bouche en bouche ; c'est le vainqueur du Grand Couronné de Nancy, celui qui joua un rôle décisif dans la défense de notre territoire et qui rendit possible la grande victoire de la Marne. Il s'établit sur la rive gauche de la fausse rivière, dans un très modeste hôtel. Tout entier aux travaux absorbants de sa haute fonction, il paraît à peine en ville et s'y laisse plutôt ignorer. C'est à l'église paroissiale qu'on est sûr de trouver ce grand chrétien, chaque jour à six heures du matin, s'approchant pieusement de la sainte table. Seuls les insignes de son automobile trahissent, aux yeux du public, sa présence et sa dignité.

L'État-Major de la sixième armée, établi depuis très longtemps à Villers-Cotterets, vient aussi d'être déplacé, et reporté un peu plus en arrière, à Verberie, dans l'Oise.

On attribue ce changement à des raisons stratégiques ; mais on doit aussi reconnaître qu'il n'était plus en sûreté ; car depuis quelques semaines, les Allemands ont lancé sur Villers-Cotterets, de Coucy-le-Château ou des environs, c'est-à-dire d'une distance de trente-deux kilomètres, des obus de 380^{mm}, qui n'ont heureusement tué personne, mais qui ont laissé d'effroyables traces dans les lieux où ils sont tombés¹.

1. L'avance de nos troupes, en mars 1917, permit de retrouver exactement l'emplacement de la pièce. Il est situé au milieu du bois nommé le Montoir, au sud-ouest de Coucy, à quelques centaines de mètres de la gare, et était relié avec le chemin de fer. La pièce avait vingt mètres de long. On croit qu'elle a éclaté au cours d'un tir le 9 septembre 1915.

CHAPITRE XIV

Le Quatrième Bombardement de Soissons

(*Juin et Juillet 1915*)

Au moment de regagner Château-Thierry (18 juin), je laisse la place de Soissons beaucoup plus mouvementée au point de vue militaire que je ne l'avais trouvée tout d'abord. Bien que la ville ne soit plus l'objectif habituel de l'artillerie ennemie, le canon ne cesse guère, depuis quelque temps, de s'y faire entendre, le jour et même la nuit. La bataille furieuse qui se livre en Artois, depuis le milieu de mai a sa répercussion jusque dans notre vallée. Une offensive de notre part a été engagée victorieusement à Tracy-le-Mont, le 5 et le 6 de ce mois, en vue de tourner le saillant de Soissons ; elle a repris le 13 et le 14 ; puis après une suspension de deux jours, elle recommence le 17. L'alerte est donnée à Soissons, la brigade part rapidement pour cette partie du front où l'on entend mugir le canon ; les consignes, dans l'attente du résultat, sont extrêmement sévères en ville, et les esprits fort anxieux. Mais au bout de deux jours l'alerte est levée, l'offensive est de nouveau suspendue et nos troupes reviennent.

Pourtant l'activité des Allemands ne s'arrête pas ; elle s'étend sur presque toute la vallée de l'Aisne, et se retourne contre la ville de Soissons et, plus particulièrement encore, contre sa cathédrale. Suivant leurs habitudes mensongères, ils ont fait publier par l'agence Wolf, dont on connaît l'effronterie, que la cathédrale sert aux Français

de poste d'observation, allégation d'une fausseté si manifeste, que le commandant de la sixième armée y a fait opposer un démenti officiel. Mais que leur importe un démenti ? Le bruit a été lancé, l'effet est produit, et la pauvre cathédrale, déjà si meurtrie, va de nouveau essayer une pluie désastreuse de gros projectiles.

A partir du 25 juin, ces projectiles tombent d'abord sur les maisons privées, au centre de la ville ; puis le 29, fête des saints Pierre et Paul, ils atteignent la cathédrale elle-même, frappent le sommet de la tour et brisent le meneau de la grande baie de la façade. En s'affaissant sur le pilastre qui forme l'angle sud-ouest de la tour, ce meneau laisse s'écrouler tous les abat-son et une partie des pierres du fronton, privées de leur point d'appui ; et, dans la nuit du 8 au 9, il s'effondre avec un épouvantable fracas sur la place du parvis, entraînant dans sa chute la clé de voûte de la tour, tandis que la voûte de la nef intérieure de l'église continue à s'écrouler. Encore quelques mauvais coups, et la tour elle-même s'effondrerait. Déjà certaines parties disloquées menacent ruine. Le ministre des Beaux-Arts, M. Dalimier, venu de Paris pour l'inspecter, déclare que la cathédrale est beaucoup plus endommagée dans ses œuvres vives et plus compromise que celle de Reims.

La nuit du 7 au 8 juillet est affreuse. Six heures durant, une avalanche de quelques centaines d'obus s'abat sur la ville, blesse plusieurs gendarmes, allume trois incendies, et atteint la partie jusque-là indemne du grand séminaire.

Dans cette cruelle agonie, Soissons ne fait, hélas ! que partager le sort de ses autres sœurs et compagnes de martyre, Reims et Arras, qui sont aussi quotidiennement bombardées. L'incendie de la cathédrale d'Arras, après celui de la cathédrale de Reims, nous fait présager pour la nôtre les derniers malheurs.

En ce moment, en effet, où l'offensive allemande s'étend sur tout le front occidental, à l'est, au centre et au nord, la fureur destructive des ennemis est à son paroxysme. Comme s'ils sentaient venir la fin, ils veulent à tout prix

percer nos lignes et atteindre Calais, l'objectif tant convoité, d'où ils se flattent de pouvoir attaquer l'Angleterre et lancer leurs flottes sur les océans. D'autre part, ils nous livrent depuis trois semaines, sous la conduite du Kronprinz, dont ils voudraient ombrager le front de quelques lauriers, de furieux assauts en Argonne, dans l'espoir de s'emparer enfin de la voie ferrée de Châlons à Verdun, et d'investir cette place forte qui fait leur désespoir. Ils renouvellent maintes fois leurs tentatives avec de gros effectifs, notamment les 20 et 30 juin et le 13 juillet. La coïncidence de cette offensive avec l'activité déployée autour de Soissons, prouve avec évidence que la recrudescence de leurs attaques dans la vallée, n'a d'autre but que de retenir nos troupes sur le front de l'Aisne et de faciliter la tâche du Kronprinz. Cet homme, dont la valeur militaire est fort contestée, qui commande à trente ans un corps d'armée, ou plutôt au nom duquel commande le général von Mudra, escompte d'avance ses problématiques succès, et l'on raconte que les comptes-rendus en sont déjà à la frontière, tout prêts à inonder l'Allemagne. Heureusement qu'il a compté sans nos officiers, sans nos poilus et sans nos canons. Le succès ne vient donc pas encore pour cette fois ; la vallée de l'Aisne n'en sentira que mieux la colère des Boches.

Pour faire goûter d'avance aux Soissonnais la douceur du sort qu'ils leur réservent, ils ont semé, au-dessus de la ville, des proclamations dans lesquelles ils déclarent qu'ils l'incendieront le 14 juillet, jour de fête nationale, qu'ils la reprendront, et qu'ils en enlèveront les femmes et les enfants. Ah ! peuple féroce, ton dépit t'aveugle ; songe plutôt à tes propres enfants, et tremble que bientôt, par un juste jugement de Dieu, ne s'accomplisse contre toi la menace lancée contre Babylone : « Heureux qui te rendra ce que tu nous as fait ! heureux qui prendra tes petits et leur brisera la tête contre la pierre¹. »

1. « Beatus qui retribuēt tibi retributionem tuam, quam retribuisti nobis. Beatus qui tenebit et allidet parvulos tuos ad petram ! » Ps. LXXXVI, 11-12.

Les jours se succèdent et le bombardement ne se ralentit pas. Les 11 et 12 du mois, les bombes continuent à pleuvoir. Beaucoup de maisons sont endommagées, le presbytère de la cathédrale, la banque Delaby, l'église et le presbytère de Sainte-Eugénie sont gravement atteints. Étrange coïncidence, les logements des chefs militaires, bien que dispersés sur divers points de la ville, sont tous bombardés ! Quatre soldats sont frappés à mort, et l'on relève plusieurs civils tués ou grièvement blessés. Le général Dolot quitte la banque pour la maison de M^{me} Ferté, rue Racine, dont il fait un fort ; le colonel Horve quitte la maison du chanoine Duchastel pour celle de M^{me} Quint, rue de l'Échelle du Temple, dont le génie a blindé les caves ; le chanoine Huet, curé de Sainte-Eugénie, cherche, pour un moment, un abri à l'hôpital, et le culte public interrompu à l'église se célèbre désormais dans la chapelle de l'orphelinat de Saint-Vincent de Paul.

Le 13, c'est surtout sur la ville de Fismes que s'abat la colère des Boches. Ils la bombardent au moyen de pièces à longue portée, placées, selon toute apparence, sur la rive droite de l'Aisne, soit au fort de Condé, soit dans les collines du massif de Craonne. Ils cherchent visiblement à ruiner les magasins de la gare, afin de contrarier le ravitaillement de Reims et des troupes campées aux environs. Les ambulances sont évacuées immédiatement et dirigées sur Château-Thierry, où sont rentrés, depuis quelques jours, les nombreux brancardiers et infirmiers, précédemment envoyés à Meaux et à Épernay.

La journée du 14, si justement redoutée pour Soissons, commence dans un grand calme. A onze heures seulement la canonnade éclate et le bombardement s'annonce formidable. Des projectiles de fort calibre, de 220 mm et au-dessus, sont lancés sur la ville dans toutes les directions. Ils s'abattent notamment sur l'hôpital, qui est six fois touché, dont l'économat est mis en pièces, et où un soldat a un bras amporté ; sur l'hôtel de la poste, sur la rue Saint-Christophe et l'avenue de la gare, dont quelques maisons

sont évantrées ; sur la machine hydraulique, sur Villeneuve-Saint-Germain, dont la population se réfugie en grande partie dans le faubourg de Sainte-Eugénie ; sur Billy, où deux personnes sont tuées ; sur le pont de Vénizel, qui est entièrement démoli, et jusque sur le château de Sept-Monts, où ils font quelques victimes. La cathédrale, quoique visée, n'est pas gravement atteinte.

Le lendemain 15, les Allemands entreprennent d'emporter un de nos bastions près de Fontenoy. Après avoir labouré le sol par une avalanche de quatre mille obus, ils lancent, le soir, leur infanterie à l'assaut ; mais elle est refoulée par nos vaillantes troupes, qui couchent victorieusement sur leurs positions. Ce qui reste de population dans ce village, si affreusement maltraité depuis six mois, continue à émigrer. Le curé lui-même, M. Lahaye, qui s'est héroïquement conduit, se voit contraint d'abandonner son presbytère, bombardé pour la septième fois, et de chercher sur l'arrière, un peu de tranquillité et de repos.

Vic-sur-Aisne n'est pas plus épargné. Depuis le mois de décembre, les enfants et les vieillards ont été évacués, et, dans ces derniers jours, la plupart des habitants, à la vue de leurs maisons évantrées ou écroulées, cherchent leur salut dans la fuite. A peine y reste-t-il cent personnes. Le vénérable doyen, le chanoine Dentier, échappé plusieurs fois aux plus grands périls, succombe enfin sous la fatigue et meurt d'épuisement. « Je suis à mon poste, écrivait-il à son ami M. Faroux, qui lui offrait un asile au dehors, parce que c'est mon devoir, et j'y resterai, coûte que coûte, tant que je ne serai pas forcé de l'évacuer ; car je suis un soldat attaché à un drapeau et portant un uniforme. Je ne me considère pas comme un héros pour être resté avec les débris de mon troupeau, parce que j'en suis le pasteur et que j'en ai la garde. »

La dévastation et la terreur s'étendent à tous les environs. Si Berny-Rivière n'est pas trop réduit, en revanche Saint-Christophe ne présente plus que des ruines. L'église est en grande partie démolie, les habitants fuient pour la

plupart, et, dans un vaste rayon, en remontant le cours de l'Aisne, toute vie paroissiale disparaît, sans qu'il soit possible actuellement d'y porter remède.

A l'est de Soissons, la ville de Braine et toute la partie basse de la vallée de la Vesle sont aussi très éprouvées au cours de cette dernière période. Le bombardement y est à peu près quotidien. Braine ne compte pas moins de sept victimes, l'église est encore épargnée cette fois mais « l'abbaye » atteinte déjà précédemment, est foudroyée par l'artillerie du fort de Condé, et les dames pensionnaires sont obligées de chercher ailleurs un asile. Chassemy est accablé en un seul jour sous une rafale de cent vingt-sept bombes ; l'église ayant été fermée par ordre militaire, le curé, M. Sermoize, déjà blessé peu de temps auparavant, n'a plus d'autres ressources, pour continuer le culte, que de transformer sa cave en chapelle. Brenelle, Serches, Acy, Dhuizel, Vauxtin et Angy sont bombardés par intermittence ; Presles, Saint-Mard, Cyr-la-Commune, Ciry-Sal-sogne, Vasseny, Vieil-Arcy, Pont-Arcy, sont en grande partie détruits. Dans les quelques paroisses dont les curés n'ont pas été mobilisés, Dhuizel, Longueval, Bazoches, Mont-Notre-Dame, Blanzay, le service religieux reste assez normal ; mais dans toutes celles qui sont privées de leur curé, ce service ne pouvant être fait que par des prêtres-soldats, et la population ayant en majorité disparu, la vie paroissiale s'éteint presque totalement.

Tant d'assauts inhumains de l'ennemi appelaient une réplique. Œil pour œil, dent pour dent, c'est la triste loi de la guerre. Aussi, dès le matin du 16 juillet, une escadrille de dix de nos avions se porte au-dessus de la gare de Chauny centre considérable d'approvisionnements pour l'ennemi, lance sur les dépôts quarante-six obus de 75 et six obus de grande capacité, allume deux foyers d'incendie, fait exploser une péniche sur le canal de l'Oise, et se retire indemne de tout accident. Quelques jours plus tard, le 30, une autre escadrille de dix avions, sortie du camp retranché

de Paris, arrose encore les mêmes dépôts de quarante-quatre obus.

Nos aviateurs déploient en ce moment une extraordinaire activité dans toute notre région et sur tout le front. Dans les journées des 17, 18 et 19 juillet, le ciel est tout moucheté d'avions. Le 18, l'un d'eux prend en chasse un aviatik, et l'abat à coups de mitrailleuse. L'appareil en feu tombe tout près de Soissons dans les lignes allemandes, complètement achevé par notre artillerie. Mais dès le lendemain, et dans la nuit du 20 au 21, les Boches se vengent sur la ville, en continuant de la bombarder.

En face de cette agitation persistante dans la vallée et de ce danger croissant, les autorités militaire et civile décident de procéder à une nouvelle évacuation des enfants, que l'on avait laissés rentrer à Soissons en assez grand nombre ; et de ce fait, la population, déjà si réduite, subit encore une sensible diminution. On l'estime à huit cents personnes environ.

Le Kronprinz redouble en Argonne ses coups de bélier et poursuit opiniâtrément son plan de s'emparer du chemin de fer de Sainte-Menehould et d'investir Verdun. Presque chaque jour les communiqués officiels signalent quelque nouvelle offensive de ses troupes, qui font une effrayante consommation de gaz asphyxiants et de liquides enflammés. Elles sont chaque jour repoussées, laissant le sol jonché de cadavres et, sans cesse, elles reviennent à la charge, le Kronprinz ne comptant pas avec les vies humaines. On se dit pourtant de bouche en bouche, à défaut de communiqué, qu'il s'en est fallu de bien peu qu'il ne perçât nos lignes. Ses troupes, par suite de l'imprévoyance de notre commandant d'armée, qui, adjure-t-on, ne s'était pas suffisamment muni d'artillerie, se sont avancées jusqu'au petit village de la Harazée, nous ont tué ou blessé deux mille hommes et fait quatre mille prisonniers. Heureusement que, doutant de leur force ou de leur sécurité, elles n'ont pas poussé plus loin leur action, et que, depuis lors,

le remplaçant de Sarrail, le général Humbert, leur a fait payer cher cette éphémère avance.

L'agitation continue donc dans la vallée de l'Aisne. Presque chaque jour, dans la dernière partie du mois de juillet, le communiqué officiel enregistre de nouveaux bombardements de Soissons, parmi lesquels celui du 26 achève la ruine de la chapelle des Œuvres à la cathédrale. Aussi les règlements militaires sur la circulation des voitures en arrivent à une extrême rigueur ; les départs ne peuvent s'effectuer qu'avant quatre heures du matin et les rentrées en ville qu'après neuf heures du soir ; de là, la difficulté croissante du ravitaillement.

L'avenir apparaît toujours fort inquiétant pour la région. Depuis le commencement de juillet, nous voyons affluer dans tous les villages du plateau entre l'Aisne et la Marne, à Oulchy, à Neuilly, à la Ferté-Milon, de nombreux régiments de zouaves, de marocains et de tirailleurs algériens, que le généralissime Joffre vient lui-même passer en revue. Nous sommes frappés de l'air de jeunesse d'un grand nombre de nos zouaves, qui, sans doute, remplacent les anciens déjà tombés au champ d'honneur. On explique leur présence ici par la nécessité de faire place, au nord du front, aux nombreux renforts que viennent de recevoir les Anglais, et on les croit destinés à occuper avant peu le dangereux secteur de Fontenoy et à attaquer le plateau de Novvron. Peut-être ont-ils simplement mission de défendre la région contre une offensive possible de von Klück, le vaniteux vaincu de la Marne, qui brûlerait, dit-on, du désir de signaler son retour sur le front, et qui y a fait avancer des troupes plus fraîches, retirées des environs d'Arras. Mais soudain cette menace s'évanouit, car nous apprenons que von Klück est relevé de son commandement. Il a 67 ans, le kaiser l'envoie à Breslau commander la landwehr silésienne.

Avec les derniers jours de juillet, la tempête s'apaise. Il tombe bien encore quelques bombes sur la ville et sur les environs, mais il semble que ce n'est plus que la queue

d'un orage qui s'éloigne, et l'on se flatte qu'après cet assaut, qui a duré plus d'un mois, Soissons et la vallée vont pouvoir de nouveau respirer.

Après quarante-cinq jours de résidence à Château-Thierry, le général de Castelnau, qui commande actuellement un groupe de quatre armées, quitte la ville le 6 août et s'avance plus à l'est, aux environs d'Épernay. Le matin, il est venu, comme de coutume, communier à l'église paroissiale. Il paraissait soucieux. « Vous êtes fatigué, mon général ? » lui dit respectueusement mon secrétaire. « Non, fit-il, mais attristé et inquiet. » Il s'éloigna, montrant du doigt la direction de l'est. La confiance de cet homme de guerre, dont chacun vante les talents, repose surtout en Dieu. Chaque fois que nous le rencontrons, il ne manquait pas de nous dire : Et surtout priez beaucoup ! Tandis qu'il s'éloignait, nous faisons des vœux pour lui et nous étions pleins de confiance. Aussi quelle ne fut pas plus tard notre joie, quand nous apprîmes ses succès en Champagne, et, bientôt après, son élévation à la dignité de Chef d'État-Major général.

CHAPITRE XV

Notre Offensive en Champagne et en Artois

Les premiers jours d'août, en ramenant le douloureux anniversaire de la déclaration de guerre, donnent lieu à de nombreuses et significatives déclarations de la part des chefs des États belligérants.

Le kaiser se pose en victime devant l'univers, lui et son empire. En face du fleuve de sang humain versé par sa faute, il ose, dans une solennelle proclamation, prendre Dieu à témoin qu'il n'a pas voulu la guerre et que sa conscience est pure.

En réponse à cet odieux parjure, les Alliés lui opposent sa longue et évidente préméditation, ses formelles déclarations de guerre et ses violations de traités sacrés, et ils protestent de leur résolution de poursuivre la lutte, tous unis pour le triomphe de leur juste cause, jusqu'à l'écrasement du militarisme germanique et du pangermanisme.

L'idée s'impose donc, partout acceptée, d'une campagne d'hiver. Elle est d'ailleurs rendue inévitable par la solidité des fronts fortement constitués de part et d'autre et considérés comme inviolables.

Les Russes viennent malheureusement de fléchir devant la supériorité des forces et des munitions des armées austro-allemandes ; ils évacuent successivement la Galicie et la Pologne, avec les places fortes de Przemischl, Lemberg,

Varsovie, Kowno, Vilna, pour s'établir en arrière sur un front plus solide.

Les Italiens, au contraire, depuis leur entrée en campagne, n'ont enregistré que des succès ; et ils poursuivent leur avance sur les territoires autrichiens, lentement, il est vrai mais méthodiquement.

Sur le front occidental, les Français et les Anglais continuent à briser les fréquentes et furieuses attaques des Allemands, et même à les repousser avec succès, sans que la situation respective subisse de changements appréciables.

Aux Dardanelles, les opérations, quoique poussées avec vigueur, n'ont abouti jusqu'ici à aucun résultat définitif, et le succès final en reste bien problématique.

Enfin les États balkaniques, profondément divisés dans leurs intérêts particuliers, discutent, hésitent et ne se déclarent pas. L'heure des événements décisifs n'est donc pas encore venue, et nous ne pouvons que prendre patience.

En attendant, du milieu du fracas des canons, à côté des déclarations des chefs d'États, monte partout un ardent soupir vers le retour de la paix. On ne cesse de répéter que c'est assez et trop de sang répandu, assez et trop de meurtres et de souffrances.

Quelle que soit pourtant la vivacité de ce désir au fond des cœurs français, tous sont prêts à le réprimer et à l'étouffer, s'il ne doit trouver de satisfaction que dans une paix boiteuse, sans réparation du passé et sans solides garanties pour l'avenir.

Il apparaît bien qu'au-delà du Rhin ce sentiment est beaucoup plus vif encore, et que les Allemands ne redoutent rien tant que la perspective d'une campagne d'hiver. Aussi le kaiser mène-t-il sournoisement en France et par tout le monde, surtout aux États-Unis, une propagande active en faveur de la paix, propagande dans laquelle se trahit l'angoisse qui déchire les cœurs allemands. Cette angoisse s'accroît tous les jours en raison de la prolongation des hostilités, de l'incertitude de l'issue finale, des vides

causés dans les familles, de la misère imposée à la foule, et surtout de l'immense déception d'un peuple cupide et rapace, qui, après s'être rué à la conquête de la France dans une pensée de crochetage et de rapine, avec l'espoir non déguisé de s'enrichir de ses dépouilles, ne voit pas venir ce qu'on avait fait miroiter à ses yeux, et s'aperçoit enfin que tant d'alléchantes promesses ne se réaliseront jamais. Le gouvernement s'applique à lui cacher la vérité, et à maintenir la façade ; mais par derrière, l'affaissement se fait sentir et la confiance populaire commence à s'effondrer.

Aussi le gouvernement du kaiser, qui n'oserait avouer son secret désir de la paix, en fait insinuer partout la nécessité. A côté de la campagne militaire, dont le succès devient de plus en plus incertain, il fait mener à travers toutes les nations de l'Entente une campagne de démoralisation, d'énerverment et de découragement, destinée à affaiblir la combativité de leurs soldats. Pour ne parler ici que de la France, il entretient à prix d'or, à Paris et dans nos grandes villes, un nombreux clan d'escarpes et de bandits, qui occupent des situations importantes dans la finance, le commerce, la presse, la politique et jusque dans nos Ministères, et qui trahissant les intérêts sacrés de la patrie, égarent l'opinion au profit de l'Allemagne. Ses diplomates travaillent à semer la division entre les Alliés en faisant offrir à la Russie, par des voix obliques, une paix séparée, ; ses hommes d'État et ses commerçants essaient d'entraver la production de nos munitions dans les usines d'Amérique ; ses émissaires s'appliquent à démoraliser nos soldats et à les provoquer à la désertion par des agences établies sur les frontières de Suisse et d'Espagne, et par de mensongères promesses lancées à profusion du haut de leurs avions ; ses publicistes agissent sur la sensibilité des femmes françaises afin de créer chez elles et par elles un courant favorable à la paix ; les grandes associations industrielles et commerciales de l'Empire sont autorisées à exposer au chan-

celier, c'est-à-dire au public, les bases sur lesquelles il leur conviendrait d'ouvrir des négociations préliminaires¹.

Partout leur jeu est percé à jour, partout leurs avances intéressées sont mal accueillies et repoussées. On leur fait sentir que leurs succès militaires, dûs à un demi-siècle de préparation et à d'inavouables procédés de déloyauté, de fourberie et de cruauté, ne sont qu'éphémères et que, s'ils se croient vainqueurs, ils ne le sont pas en réalité.

Pour que l'Allemagne fasse de telles tentatives, à l'heure où elle paraît être à l'apogée de sa fortune militaire, et pour qu'elle cherche à préparer ce qu'elle appelle non plus une paix victorieuse, mais une *paix honorable*, il faut donc ou qu'elle ait encore envie de nous duper, comme elle l'a fait précédemment par son rationnement de vivres, par sa chasse au cuivre, par ses plaintes sur le blocus, ou qu'elle sente vraiment le besoin pour elle d'une décision rapide. Dans le premier cas, nous ne saurions nous mettre assez en garde contre ses ruses, qui nous vaudraient de nouveaux mécomptes ; dans le second, nous n'avons, pour déjouer ses calculs, qu'à tenir bon et à affirmer hautement notre confiance dans l'avenir. Discuter, en ce moment, des conditions de la paix avec un empire qui, depuis un an, n'a cessé de violer toutes ses promesses, et dont la parole a perdu toute valeur au point de vue de la morale internationale, jamais l'Europe n'y peut consentir. La seule chose qu'elle puisse vouloir et qu'elle voudra, ce sera de lui imposer la paix par les armes, et de la réduire par la force à l'impuissance de la troubler désormais.

En ce qui concerne notre région particulière, la ville de Soissons est redevenue calme depuis la fin de juillet, et la vallée de l'Aisne est sensiblement moins agitée. Non pas que le canon se taise complètement et ne trouble plus le sommeil des habitants ; mais les coups en sont plus rares

1. Les retentissants procès qui amenèrent en 1918 devant la Haute Cour, et devant les Conseils de guerre les principaux agents de trahison ont dévoilé le péril extrême où cette campagne de corruption nous avait jetés.

et plus isolés, et, en somme, la ville a cessé, encore une fois, d'être l'objectif de l'artillerie ennemie. Plusieurs de mes auxiliaires, qui y sont allés passer quelques jours, en ont constaté la tranquillité.

Beaucoup d'étrangers en vont visiter les ruines. Ils rencontrent dans l'archiprêtre de la cathédrale, le chanoine Landais, un obligeant *cicerone*, dont les explications autorisées donnent ample satisfaction à leur curiosité. Parmi les visiteurs qu'il a guidés jusqu'ici dans la cathédrale, ministres, généraux, députés, ambassadeurs étrangers, architectes, peintres, romanciers, journalistes, photographes, on signale le sous-secrétaire des Beaux-Arts, M. Dalimier, le ministre de l'Instruction publique, M. Sarraut, un ancien ministre des finances, M. Klotz, le leader du socialisme belge, M. Vandervelde, ministre d'État, l'académicien Pierre Loti, qui fait de sa visite à Soissons l'objet d'une lecture à la séance solennelle des Académies réunies, et enfin le célèbre romancier anglais, Rudyard Kipling. Cet écrivain à l'âme poétique, au cœur sensible, fut si impressionné à la vue des ruines de notre cathédrale, dont il ne pouvait se lasser d'admirer la belle architecture, qu'il en oubliait ensuite la conversation avec ses compagnons de voyage. « Excusez-moi, leur disait-il, je ne saurais parler, cette cathédrale de Soissons me pèse sur la tête. »

Peut-être cependant, derrière ce calme momentané, s'amasse-t-il un orage et se prépare-t-il sur notre front quelque sérieuse affaire. Certains indices permettent de le conjecturer. L'ennemi se plait, pour l'effet moral auquel il attache tant d'importance, à entretenir l'inquiétude dans les esprits en bombardant de temps en temps à l'improviste, quelques-unes des villes du voisinage. On raconte couramment qu'il fait circuler tout le long de son front quelques pièces de très gros calibre, qui portent jusqu'à trente-cinq kilomètres, et au moyen desquelles il a frappé, à plusieurs reprises, Fismes, Braine, Villers-Cotterets, Compiègne, Montdidier. Il aurait même des desseins menaçants contre

Châlons et Épernay. Nos aviateurs auraient découvert et dénoncé la préparation, à proximité de Reims, d'une plate-forme en béton armé, d'où il pourrait atteindre ces deux dernières villes. Aussi l'autorité militaire a-t-elle pris et fait prendre des mesures de prévoyance. Ces mesures ne sont que trop justifiées ; car, au début d'octobre, Châlons reçoit plusieurs décharges de canons de 350^{mm} ; parties, croit-on, de Moronvillers.

Depuis la fin de juillet, les Anglais ont enfin amené sur le front, dans la région d'Arras, les renforts tant désirés, onze divisions de leur nouvelle armée, ce qui leur permet d'occuper aujourd'hui une étendue de cent soixante kilomètres. Pour leur faire place, nos troupes se sont retirées de ces quartiers et sont revenues en masse vers l'est. Nos voies ferrées sont à tel point militarisées, qu'il est interdit aux commerçants de la vallée de la Marne, pendant une longue période de jours, de recevoir ni d'expédier aucune marchandise.

La ville de Soissons et les environs se couvrent d'un formidable réseau d'ouvrages défensifs. Des tranchées d'une profondeur de deux à trois mètres, dessinées en forme de filet grec, courent de Saint-Paul à Saint-Vaast, au boulevard Jeanne d'Arc, à la Croix, au faubourg de Reims, à Belleu, à Courmelles, à Vauxbuin, à Mercin. Les caves sont reliées entre elles par des corridors souterrains, beaucoup de maisons sont converties en fortins et munies de créneaux. La miennne n'échappe pas à ces exigences, mon jardin est livré à la pioche des soldats et dévasté. Des ouvrages défensifs du même genre sont établis à l'est de la ville, dans le massif de collines situé entre la Vesle et l'Aisne, à Chassemy, Brenelle, Dhuizel, Vauxtin, Blanzzy-les Fismes et en beaucoup d'autres lieux.

Le président de la République se transporte lui-même sur les bords de l'Aisne, accompagné du roi des Belges et du généralissime Joffre, et y passe en revue cinq régiments de formation nouvelle.

En même temps, nos aviateurs déploient une activité

toujours croissante. Ils vont par escadrilles de dix, de vingt et de soixante avions réunis, semer le ravage et la terreur dans les dépôts de ravitaillement de l'ennemi. Les gares de Tergnier, Chauny, Noyon sont foudroyées par leurs projectiles. Cette nouvelle arme prend un tel développement, que le gouvernement français crée pour l'aviation un poste spécial de sous-secrétaire d'État.

Ainsi autour de nous tout tend à l'action, les troupes sont frémissantes d'ardeur et n'attendent que l'ordre de marcher. On pressent que tout se prépare pour un formidable engagement.

Durant ces derniers mois, le Kronprinz, secondé par le général baron von Mudra et par le maréchal Haessler, s'est montré extraordinairement entreprenant sur divers points de l'Argonne occidentale. Visiblement désireux de briser notre ligne pour encercler Verdun, il n'a cessé de lancer, dans la région de Marie-Thérèse et dans le secteur plus rapproché de la Harazée et de Vienne-le-Château, de redoutables attaques soigneusement préparées à grands renforts de gaz asphyxiants ou lacrimogènes et de liquides enflammés. Sa formidable artillerie a fréquemment bouleversé nos tranchées, il a réussi à s'avancer peu à peu sur quelques-unes de nos positions, et l'on présume que, disposant de douze ou quinze lignes d'ouvrages merveilleusement fortifiés, il va continuer son effort en septembre. Il semble l'annoncer à ses troupes dans de pompeuses proclamations.

Avant que ne disparaisse le mois d'août, nos communiqués officiels nous laissent entendre, cependant, malgré leur laconisme, que le changement opéré de notre côté dans le commandement porte déjà d'heureux fruits, et que, grâce à la rigoureuse méthode de défensive, pratiquée par de Castelnau, nous avons enrayé le mouvement d'infiltration par petits bonds qui devenait inquiétant. « Nous reprenons du poil de la bête, dit un critique, et les efforts de von Mudra et du vieux patriarche Haessler se brisent contre la volonté de nos belles troupes. » Septembre

commence et le Kronprinz ne se lasse pas de nous attaquer.

Ce n'est pas sans inquiétude que les habitants de Soissons envisagent le retour de cette date. Elle ramène, en effet, pour les Allemands un double anniversaire, le quarante-cinquième de la bataille de Sedan, et le premier de leur entrée à Soissons au début de la guerre. On a donc sujet de craindre que ce ne soit pour eux une occasion de donner libre carrière à leurs habitudes de violence. Comment, en effet, dissimuler leur dépit de n'avoir pu, depuis un an, rentrer dans une place dont ils ont été expulsés à l'heure même où ils se croyaient sûrs du triomphe ? Comment accepter comme irrévocable et sans appel leur défaite sur la Marne ?

L'appréhension n'était que trop fondée. Dans les deux premiers jours de septembre, ils lancent sur la ville et sur les environs une pluie de cinq cents bombes, dont une partie incendiaires. Le résultat, toujours déplorable, n'est point en proportion avec une telle prodigalité de projectiles ; ils tuent trois personnes, en blessent quelques autres, mettent le feu à deux maisons et atteignent maintes fois l'hôpital.

Quelques jours après, le 12, revient un autre anniversaire qui, pour leur être peu agréable, n'en est que plus menaçant. C'est le 12 septembre, en effet, qu'après leur complète expulsion de Soissons ils en ont commencé le bombardement criminel, resté jusqu'ici impuissant. Aussi nous font-ils sentir encore ce jour-là, leur sombre ressentiment, et leurs canons augmentent notablement les ruines de la ville.

Curieux et intéressant contraste ! Le gouvernement français ayant fait appel, depuis quelque temps, au patriotisme des citoyens, leur demandait d'échanger leur or contre des billets. L'agent de la Banque de France arrive de Paris à Soissons pour y faire sa récolte précisément dans l'un de ces jours critiques. Tandis qu'il se tient à son bureau, un certain nombre d'habitants sortent vaillamment de leurs caves dans les intervalles du bombardement,

et lui apportent pour quinze mille francs d'or ; puis, cette patriotique démarche accomplie, ils regagnent leurs retraites sans qu'aucun d'eux soit atteint.

Dans ces premiers jours de septembre, dans la vallée de la Marne, particulièrement à Meaux, on fête l'anniversaire de la glorieuse bataille qui a sauvé Paris, mais qui est devenue le point de départ des malheurs de la vallée de l'Aisne, Soissons n'est guère en état de s'associer à ces manifestations patriotiques. Mais à Château-Thierry, où nous sommes à couvert du feu, nous y prenons une part convenable ; je célèbre une messe d'action de grâces et j'adresse de réconfortantes paroles à un auditoire compact. Par les soins de la Ligue patriotique des Françaises, une messe est aussi célébrée dans un grand nombre de paroisses de l'arrondissement.

Grande victoire, en effet, que celle de la Marne, l'une des plus mémorables de notre histoire militaire. Ce que Charles Martel avait fait à Poitiers en faisant reculer les hordes sarrazines, Joffre et ses lieutenants l'ont fait sur la Marne en brisant l'assaut germanique et en sauvant, avec notre indépendance nationale, notre langue, nos lettres, nos sciences et notre foi catholique, la plus haute forme de la civilisation. C'est seulement à mesure que les années mettront les événements en un suffisant recul, qu'on en appréciera à leur juste valeur les immenses résultats.

Avec quelle passion nous suivons, à ce moment, les péripéties de la lutte gigantesque engagée sur le front oriental ! Après de longs repliements, les Russes, sans s'arrêter encore, se retournent sur l'envahisseur de leur pays et lui infligent de rudes et sanglants échecs. La présence du tsar, qui a pris en mains le haut commandement, l'habileté des chefs, la ténacité des troupes, l'abondance des munitions si longtemps insuffisantes, tout concourt à assurer leur succès. Ils forcent les Autrichiens et les Allemands à lâcher pied à Tarnopol, sur le Sereth, en Galicie, en Volhynie, ils leur enlèvent en moins d'un mois

100.000 prisonniers et regagnent une partie du terrain envahi.

Autour de nous, l'ardeur guerrière en est arrivée à son comble ; tous les esprits sont dans l'attente d'événements décisifs, depuis longtemps annoncés et ils courent impatiemment au-devant. Tout le monde aspire après une solution. Les chefs se taisent, mais leurs secrets transpirent tout seuls ; il suffit d'avoir des yeux pour voir et des oreilles pour entendre. Les moins observateurs sentent monter l'orage, on respire comme une atmosphère de poudre. A toute heure du jour et de la nuit, passent des trains bondés de soldats et de munitions de guerre, qui remontent le cours de la Marne et se dirigent vers Reims et Châlons. Plus de place pour le trafic des marchandises, les voies ferrées sont livrées à l'armée, les bateaux et les barques sont réquisitionnés et expédiés en amont de la rivière, les permis de circulation sur le front sont impitoyablement refusés, il n'est bruit que de l'imminence d'une offensive générale, et tout le monde l'appelle de ses vœux.

Les gens les mieux avertis prétendent que le généralissime Joffre et son auxiliaire, de Castelnau, envisageant les lourds sacrifices de vies humaines qu'entraînera l'attaque, et toujours ménagers du sang français, inclineraient à temporiser encore, et à attendre une heure plus favorable et moins onéreuse ; mais la pression qui s'exerce de toutes parts, dans les rangs populaires comme dans les sphères politiques, paraît devoir triompher de leurs honorables scrupules. On veut en finir le plus tôt possible et à tout prix.

L'action intensifiée de notre artillerie se poursuit depuis quinze jours sur l'ensemble du front avec des intentions très transparentes. Sur le devant de leurs tranchées, à Soissons, les Allemands ont planté un écriteau portant ces mots : *Nous vous attendons le vingt*. Avant le vingt, nous sommes au rendez-vous.

A partir du 12, il règne dans les airs un sourd mugissement ; c'est la voix du canon qui ne cesse de gronder.

L'assaut, dit-on, va se déclencher. Où se fera-t-il ? C'est le secret des chefs, qui depuis longtemps, cherchent le point faible des lignes ennemies.

Sur Soissons le calme est complet à cette heure. Mais l'orage gronde souvent en aval, entre Quennevières et Nouvron, et surtout en amont, autour de Sapigneul, dans le voisinage de Berry-au-Bac.

A Sapigneul, sur le canal de la Marne à l'Aisne, les Allemands occupaient, à droite, la maison de l'éclusier, d'où ils prétendaient nous empêcher, à coups de minenwerfers, de franchir le canal. Plusieurs jours durant, à partir du 11, notre artillerie les bombarde avec vigueur, et, malgré leur résistance désespérée, nous parvenons à nous établir de l'autre côté. Ils ont creusé, à quelque distance de là, une sape sous le canal ; mais dès qu'ils essaient de débusquer, ils sont refoulés et anéantis par nos canons. Leur artillerie est terrible, elle aussi ; elle fait des ravages dans les rangs de nos troupes, et chaque jour des trains venus de ce secteur amènent dans nos ambulances de Château-Thierry de nombreux blessés.

Soudain, le 25, à la nuit, des rumeurs favorables circulent de bouche en bouche. En Champagne, notre infanterie aurait enfoncé les Allemands et occupé leurs tranchées de première ligne sur un front de vingt-cinq kilomètres ; en Artois, nous aurions pris Souchez, et les Anglais se seraient avancés de cinq kilomètres à l'est ; les Russes auraient battu les Austro-Allemands en Galicie et leur auraient fait de nombreux prisonniers. Tout de suite la joie, l'espoir illuminent tous les visages, des éclats de fierté brillent dans tous les yeux. On court, on interroge, on se dispute les communiqués, et les heures ne s'écoulent pas assez vite pour satisfaire les impatiences.

Serait-ce le commencement de la délivrance ?

Si ce n'est pas encore la délivrance, c'est du moins un premier coup de clairon qui nous la fait entrevoir comme prochaine.

« En Champagne, dit le communiqué du 25 septembre,

23 heures, après un nouveau et très violent bombardement (de 70 heures) des tranchées, abris, blockhaus et batteries ennemies, nos troupes d'infanterie sont parties à l'assaut des lignes allemandes entre la Suipe et l'Aisne. Les premières positions adverses ont été occupées sur la presque totalité du front d'attaque. Notre progression continue. »

Le prochain communiqué va-t-il confirmer ces bonnes nouvelles ? — Oui, il est meilleur encore. « Nos troupes, y est-il dit, (26 septembre, 15 heures), ont pénétré dans les lignes allemandes sur un front de 25 kilomètres et sur une profondeur variant de 1 à 4 kilomètres.

« Elles ont, au cours de la nuit, maintenu toutes les positions conquises. »

« Le nombre des prisonniers allemands dénombrés dépasse 12.000 hommes. »

Et, à 23 heures : « Nos troupes ont continué à gagner du terrain. »

« Après avoir franchi, sur presque tout le front compris entre Aubérive et Ville-sur-Tourbe, les puissants réseaux de tranchées, boyaux et fortins établis et perfectionnés par l'ennemi depuis de longs mois, elles ont progressé vers le nord, contraignant les troupes allemandes à se replier sur les tranchées de seconde position à trois ou quatre kilomètres en arrière. La lutte continue sur tout le front.

« L'ennemi a laissé dans les ouvrages qu'il a abandonnés un matériel considérable, qui n'a pu être encore recensé. Dès maintenant, on signale la prise de vingt-quatre canons de campagne.

« Le nombre des prisonniers s'accroît progressivement et dépasse actuellement 16.000 hommes non blessés, dont deux cents officiers.

« Au total et sur l'ensemble du front, les troupes alliées ont fait en deux jours plus de vingt mille prisonniers valides. »

Les communiqués du maréchal French annoncent, en effet, de leur côté, que les Anglais, dans ces deux jours, ont

aussi brillamment progressé en Artois, près de la Bassée, qu'ils ont fait 2.600 prisonniers et pris 8 canons et un riche matériel.

Et dans la même région les Français ont occupé Souchez et les crêtes de Wimpy.

Le complément de ces communiqués, dans les jours qui suivent, ne fait qu'accentuer l'importance de nos succès. Ce n'est plus 16.000 prisonniers, c'est 25.000 ; ce n'est plus 200 officiers, c'est 350 ; ce n'est plus 24 pièces de canon, c'est 145, dont 121 sur le seul front de Champagne ; ce n'est plus seulement quelques divisions allemandes détruites, c'est trois corps d'armée, c'est-à-dire plus de 80.000 hommes ; ce n'est plus enfin une avance de deux ou trois kilomètres, mais de quatre ou cinq ; et la progression continue chaque jour en Artois et en Champagne.

L'alerte est grande au camp des ennemis ; le kaiser accourt sur le front pour soutenir le moral de ses troupes.

L'annonce de l'offensive anglo-française et de ses brillants avantages fait tressaillir le monde entier ; partout éclatent en joyeuses fanfares nos airs nationaux, partout on salue avec enthousiasme l'aube naissante du triomphe prochain. Les journaux allemands essaient de nier ou d'atténuer. Cela ne change rien.

Les lettres qui nous arrivent de nos soldats du front sont d'un entrain délirant et pronostiquent avec une superbe assurance l'issue favorable de nos opérations en Artois, en Champagne et sur le cours de l'Aisne.

Pendant tous ces jours, nous tendons l'oreille vers Soissons. Tout y est au repos. On canonne à droite, au-dessus de Vailly, et à gauche entre Quennevières et Nouvron. Mais le vrai terrain de la lutte reste en Champagne.

Les jours qui suivent s'écoulent dans une fiévreuse attente. Maîtresses de la première ligne des tranchées ennemies, nos troupes s'installent solidement et commencent le bombardement de la seconde ligne, plus forte encore, dit-on, que la première, et où ce ne seraient, paraît-

il, que redoutes, fortins, tranchées, filets en tous sens, abris à coupoles, caves profondes et blindées.

Le public est impatient ; mais le commandement se possède et tient à assurer avant tout par une savante préparation les succès ultérieurs. Nos avions, groupés en puissantes escadrilles, bombardent chaque jour dans les vallées de l'Aisne et de la Suippe, les voies ferrées et les gares de l'arrière des lignes de l'ennemi, afin de contrarier ses communications et son ravitaillement.

Pendant ce temps, l'Orient nous stupéfie par plusieurs coups de théâtre. Les Russes reviennent en masse sur les armées allemandes, leur infligent de sérieuses pertes en Galicie et arrêtent leur offensive sur tout le front. D'autre part, la Bulgarie, rancunière et toujours irritée contre les Serbes, se déclare, après bien de tortueuses hésitations, en faveur des Austro-Allemands et des Turcs. En réponse à son attaque, les Alliés débarquent des troupes à Salonique pour soutenir, contre les empires centraux, la Serbie et la Grèce. Mais la Grèce se dérobe et se renferme dans une neutralité armée et bienveillante. La Roumanie hésite et attend. Le monde observe, plein d'anxiété.

Les Austro-Allemands envahissent les frontières serbes avec l'intention de s'ouvrir un passage par la Bulgarie jusque Constantinople. Leurs chefs s'enivrent de plus en plus de conceptions mondiales. Leur mégalomanie les entraîne dans des calculs grandioses et des plans gigantesques. Leurs zeppelins, leurs manœuvres débordantes, leurs sous-marins n'ont abouti à aucun résultat décisif ; peu leur importe. Rien ne les arrêtera dans leur folie pour réaliser les fins idéales de leur Germanie. Si les soldats menacent de leur manquer en Europe, ils ont devant eux l'Asie, et ils essaieront de soulever tout le monde de l'Islam. « La guerre, écrit Richard Jugmann, était encore une fois nécessaire. Elle nous aide à avoir une grande Allemagne. La noble race des Allemands est appelée à former l'univers à son image et à sa volonté. Si la guerre est la mère de toutes choses, elle est pour nous autres,

Allemands, race d'élite, une incomparable renaissance et un bienfait indescriptible en vue de notre grand avenir. » Ainsi, on le voit, ils sont ivres de l'idée de domination impérialiste.

Tandis qu'ils s'égarèrent dans leur manie du « kolossal » et que s'embrouille à leur instigation l'écheveau balkanique, nos troupes de Champagne s'élancent sur quelques positions de dernière importance et, d'un bond magnifique, enlèvent, le 6 octobre, le village et la butte de Tahure. Puis, soudain, vers le 8 octobre, le silence se fait, notre offensive de Champagne se ralentit et même s'arrête. Notre victoire est réelle, mais incomplète, et n'apporte aucune décision. La préparation avait été prodigieuse, elle n'était pas encore suffisante, vu la grandeur de l'obstacle à vaincre. L'attente générale est déçue, mais on ne doute pas que cette expérience ne nous serve pour une autre offensive.

De la Champagne l'attention publique se reporte, durant le mois de novembre, vers les Balkans, sur lesquels plane le mystère, et même l'inquiétude.

Soissons connaît encore, à ce moment, une série de mauvais jours. Le 12 octobre, triste anniversaire de la reddition de la place en 1870, la colère des Allemands se rallume, et ils criblent la ville et les environs d'une avalanche d'obus dont plusieurs chargés de soufre. Grand nombre de maisons sont atteintes, surtout dans le centre. L'église de Saint-Léger, assez épargnée jusqu'ici, est horriblement mutilée ; l'angle nord-est de la tour s'effondre, enfonce le toit et crève les voûtes. A Saint-Vaast, un obus fait explosion dans le chœur de l'église et met en pièces une partie de l'autel. Un misérable soldat du 292^e étant passé la veille à l'ennemi, on put croire que le nouveau bombardement était le fruit des renseignements fournis par ce traître. Dans le même temps, dans la nuit du 13 au 14, un zeppelin lance sur Château-Thierry, en visant particulièrement la gare, cinq bombes, qui ne produisent heureusement que quelques légers dégâts matériels ; puis,

continuant sa course, il décharge sa provision d'explosifs sur Villers-Cotterets, sans y causer non plus de sérieux dommages.

Le calme règne donc à peu près complet dans la vallée de l'Aisne, pendant le mois de novembre. Mais la circulation y est toujours très difficile, presque impossible ; les rigueurs de l'autorité militaire vont sans cesse croissant, et c'est à peine si quelqu'un peut obtenir un laissez-passer pour entrer à Soissons ou pour en sortir.

Cependant les demandes de retour en ville se multiplient. Bon nombre d'émigrés, fatigués de l'exil ou dévorés par l'ennui, voudraient revoir leurs foyers, et y vivre à leurs risques et périls ; mais l'autorité militaire les écarte impitoyablement. Quelques-uns proposent de faire trancher le cas par le ministre de la guerre.

CHAPITRE XVI

Un Second Hiver sous le Canon

(1915-1916)

Que de douces espérances nous avait fait concevoir notre offensive de septembre ! Comme déjà nous caressions l'idée de rentrer avant l'hiver dans nos foyers ! Ce n'était, hélas ! qu'un mirage, suivi bientôt d'une amère déception. Voici arrivée, en effet, la fin du mois d'octobre, mois critique et plein d'anxiétés, et nul changement n'est survenu dans notre situation.

Les illusions et les erreurs de la diplomatie des Alliés, leur indécision et leur manque d'unité dans l'action, la trahison de la Bulgarie et l'inaction calculée de la Roumanie et de la Grèce ont bouleversé tout l'échiquier européen, la situation en Orient est devenue inquiétante, et l'on se demande en faveur de qui se résoudra le problème des Balkans.

Les Alliés délibèrent, les Austro-Allemands agissent. Tandis que la France, l'Angleterre et la Russie sentent le besoin de renouveler leurs ministères, et d'en venir à une action mieux concertée et plus intense, la Serbie, attaquée par les armées austro-allemandes au Nord, et par les Bulgares à l'Est, est mise en grand péril. La France d'abord, l'Angleterre ensuite lui envoient des renforts ; l'Italie et la Russie lui en promettent, mais laissent écouler en pourparlers un temps précieux.

Près de nous, en Champagne et en Artois, les Allemands, sur l'ordre du Kaiser, soit pour ne pas rester sous le coup de leur échec de septembre, soit pour soutenir le moral de leurs troupes et nous empêcher d'envoyer des renforts en Serbie, multiplient, en fin d'octobre et au début de novembre, les attaques furieuses, dans l'espoir de nous reprendre par parcelles le terrain qu'ils ont perdu. Vains efforts, partout ils sont repoussés avec d'énormes pertes, et ne parviennent à réoccuper que la crête de la butte de Tahure, au nord de la Courtine. Ils suspendent leurs assauts vers la mi-novembre ; mais tout fait présager qu'ils les reprendront bientôt. Le Kronprinz ambitionne le bâton de feld-maréchal, qui n'a encore été accordé à personne sur le front occidental. Il ne peut s'en tenir à l'Ordre du mérite, jugé jusqu'ici suffisant pour récompenser ses services. Il n'aura de satisfaction que lorsqu'il aura gagné, par quelque haut fait d'armes, le titre convoité, et l'on sait que nul sacrifice de vies humaines n'est capable d'arrêter son ambition. On s'attend donc à des reprises sanglantes.

Voilà déjà quinze mois que dure la guerre, sans que le temps ait modifié les conditions de notre vie. De nouveau les arbres se dépouillent de leurs feuilles, le ciel s'obstine à rester gris, la nature nous apparaît désolée et assombrie, et le froid commence à nous faire sentir ses morsures.

Toujours d'attristantes nouvelles de nos familles et de nos amis ; on ne voit plus que des vêtements de deuil et la mort s'est assise à tous les foyers. Jamais d'autres pensées que la guerre, jamais d'autres sujets d'entretien. La misère des émigrés grandit sensiblement, leurs ressources sont épuisées, leurs vêtements usés, le prix des vivres, du bois et du charbon, augmente chaque jour, les allocations de l'État sont insuffisantes pour faire face aux besoins. Aussi envisage-t-on le retour de l'hiver avec un sentiment d'angoisse. Si du moins le ciel de l'avenir s'éclaircissait un peu, mais, pour le moment, il s'assombrit plutôt.

D'autre part, en face des besoins croissants, la charité publique, il est consolant de le constater, se multiplie et enfante des prodiges pour le soulagement des soldats, des prisonniers, des émigrés et de tous les malheureux. Notre préfet donne l'exemple à tout son département ; il parcourt activement les communes, même les tranchées, pour distribuer, au nom de l'État, de l'argent, des vivres et des vêtements. Il organise à La Ferté-sous-Jouarre, dans le magnifique château de M. Blanc, une maison d'accueil pour les permissionnaires et les convalescents de l'Aisne sans famille ou sans asile, et il en confie la direction au zèle éclairé de sa parente, M^{lle} Marthe Leullier.

Avec moins de ressources, mais non moins de dévouement, les œuvres créées par la charité privée soutiennent généreusement la lutte contre la misère. A Soissons, notre Comité local de Secours continue par la main des curés à soulager, autant qu'il peut, les pauvres restés dans la ville, et l'ouvroir dirigé par M^{me} Macherez procure du travail à un certain nombre de jeunes filles. Notre vestiaire de Château-Thierry, bien approvisionné par des colis envoyés de tous les coins de la France et par une large offrande du Secours national, renouvelle la garde-robe d'une foule d'émigrés. Enfin notre *Paroisse de l'Aisne* à Paris, dirigée avec autant de cœur que d'intelligence, développe son action et sa bienfaisante influence, et, par le moyen de ses divers Comités, de son ouvroir, de son patronage, de son bureau de placement, et par d'amples distributions d'effets, elle vient au secours d'un grand nombre de nos concitoyens.

Malgré l'état de souffrance général, le moral populaire se soutient. Le peuple français a compris la nécessité de la lutte à outrance et il l'accepte avec courage et énergie. Nos troupiers surtout sont merveilleux. Bien convaincus que nous aurons la victoire finale, ils sont prêts, pour l'atteindre, à tout tenter, à tout endurer, et, par leur conviction, leur énergie et leur bonne humeur, ils remontent et entraînent les civils qui seraient tentés de se plaindre.

A mesure que l'hiver s'approche, l'idée de la paix continue à être colportée par la presse dans tous les pays du monde, habilement entretenue et sans cesse ramenée par nos ennemis, qui trouvent des points d'appui dans le parti socialiste, chez les pacifistes et chez certaines ligues féministes. Bien que les Allemands ne veulent pas avouer que leurs forces militaires sont en décroissance et que l'avenir s'annonce pour eux chargé de menaces, les souffrances de la population sont plus puissantes que toutes les consignes du silence, et, sous la pression des besoins populaires, ils sont entraînés à faire campagne pour obtenir d'un côté ou de l'autre une paix séparée.

Évincés d'abord du côté de la Russie, ils font des ouvertures officielles à la Serbie, qu'ils viennent d'envahir d'accord avec les Bulgares, et qu'ils considèrent déjà comme vaincue et écrasée. Les Serbes repoussent fièrement leurs propositions. Se sentant soutenus par l'Angleterre et la France, et espérant l'être bientôt par la Russie et l'Italie, ils refusent de se reconnaître vaincus et jurent de lutter jusqu'à leur dernier soldat.

Sous la pression de l'opinion publique, qui s'exaspère de la durée de la guerre, et peut-être aussi sous l'empire de la crainte que lui inspire l'avenir, le gouvernement du kaiser promet de porter cette question de la paix jusqu'au Reichstag. Mais sa promesse tourne à la comédie et le chancelier, Bethmann-Holwegg, contrairement à l'attente générale, refuse de formuler aucune proposition de paix, et déclare que l'Allemagne attendra les propositions de la Quadruple-Entente et soutiendra la lutte jusqu'au bout. La guerre continuera donc.

Sur la fin de novembre, les dépenses de la guerre, présentes et futures, menaçant d'atteindre un chiffre formidable, la France se décide à faire appel à ses enfants. Le gouvernement organise donc un vaste emprunt national, auquel le public donne le nom significatif d'*Emprunt de la Victoire*.

Or, phénomène remarquable, le Gouvernement qui a

jadis éliminé des cadres de la vie nationale l'Église, ses évêques et ses prêtres, sent d'instinct le besoin de mettre en jeu cette grande force morale, qui, pour n'être plus officielle, n'en est pas moins réelle, et, de tous côtés, il s'adresse aux représentants du clergé pour obtenir sa collaboration.

Le Préfet de l'Aisne, M. Robert Leullier, dont j'ai déjà signalé le sens droit et vraiment français, rédige une pressante circulaire qu'il adresse à tous les maires du département. Au moment de la lancer, il vient me voir dans mon humble retraite, m'en donne lecture et me demande de provoquer moi-même le concours de tous les curés et de les inviter à appuyer sa circulaire de tout leur crédit, même du haut de la chaire.

Trop heureux de marcher d'accord avec le représentant de l'autorité publique, et entraîné moi-même par un sentiment patriotique, je rédige une courte lettre pastorale, dans le sens de sa circulaire, par laquelle j'invite mon clergé à favoriser de tout son crédit, même du haut de la chaire, le succès de l'Emprunt national. Pouvais-je mieux accentuer « *l'Union sacrée* » de tous les Français, qui a été notre invariable règle de conduite depuis le début des hostilités ?

Le succès de l'Emprunt est d'ailleurs colossal, et dépasse tout ce qui s'était jamais vu en pareille matière. En trois semaines, du 25 novembre au 15 décembre, les souscriptions s'élèvent au chiffre presque fabuleux de plus de quinze milliards, dont six milliards et demi d'or. C'est le gage assuré de la victoire finale.

La Banque de Soissons a mis à profit la période de calme qui vient de s'écouler pour rouvrir ses caves, fermées depuis le début de la guerre, et son intelligent directeur, M. Delaby, a fait transporter à Paris les coffres-forts qui renferment les dépôts de ses clients.

Cependant la guerre, qui se traînait sur le front occidental depuis quelques semaines, reprend, sur la fin de novembre, une nouvelle activité. Le bruit s'accrédite de

plus en plus que les Allemands, libres du côté de la Serbie écrasée, et retranchés pour l'hiver du côté de la Russie, ont l'intention de porter sur notre front un suprême effort. Nous sommes prêts à les recevoir et nous les attendons.

Un audacieux coup de main, tenté par eux le 28 novembre, sur un de nos ouvrages placés à l'ouest de Berry-au-Bac, échoue complètement. Attaqué à la baïonnette, l'ennemi s'enfuit précipitamment, nous laissant des prisonniers et abandonnant sur le terrain de nombreux cadavres.

Autour de Soissons, le canon recommence à gronder avec le mois de décembre. Au nord-est de la ville, sur la route de Bucy à Vregny, nos batteries dispersent une colonne d'infanterie allemande. Entre l'Oise et la Somme, dans la région de Roye, l'ennemi bombarde violemment nos positions, mais nos batteries lui répondent avec succès.

A Château-Thierry, nous voyons de nouveau remonter des régiments et des canons qui vont se placer en Champagne ; et le service des vivres établi, sur la place Jous-saume-Latour et à Chiéry, des fours de campagne avec cinq cents hommes de troupes, qui cuisent chaque jour plus de cinquante mille rations de pain pour l'armée.

Le Kronprinz, dont on ne parlait plus depuis quelque temps, reparait et commande en Argonne. On sait qu'il veut faire brillante figure et jouer un premier rôle dans cette guerre, où son action est restée jusqu'ici effacée. On s'attend donc à quelque tentative du côté de Verdun.

C'est d'abord sur le front de Champagne, en se rapprochant de l'Argonne, que recommence la lutte d'artillerie. Le 6 décembre, les Allemands reprennent pied dans une tranchée au sud de Saint-Souplet. Aussitôt notre artillerie entre en action avec une grande violence, en quelques jours la tranchée est reconquise et notre progression s'affirme.

Cependant, vers le milieu de décembre, les Allemands font annoncer partout une prochaine et terrible offensive sur le front occidental. C'est là, en effet, et uniquement là,

au dire des critiques militaires, qu'aura lieu la lutte décisive. Déçus dans leur espoir de vaincre la Russie par les armes, il ne leur reste qu'une solution : un succès retentissant en France. Le branle-bas partout constaté est-il un simple bluff ou le prélude d'une attaque générale ? On ne peut le dire. Mais l'Allemagne étouffant, tout porte à croire qu'elle jouera bientôt son va-tout. Il est permis de le conjecturer d'après les énormes transports de troupes et de munitions qu'elle amasse sur notre front.

Si l'Allemagne paraît pressée d'aboutir, c'est qu'elle sent en elle-même les signes croissants d'un rapide épuisement ; la cherté des vivres commence à provoquer des émeutes, ses réserves en hommes diminuent de jour en jour, toutes ses colonies sont perdues, l'empire de la mer lui échappe, sa marine marchande est ruinée ; sa marine militaire, immobilisée, la baisse du mark ne cesse de s'accroître et, par surcroît, la santé du Kaiser donne les plus sérieuses inquiétudes. Rentré à Berlin vers le milieu du mois pour y passer les fêtes de Noël, il s'enferme dans son palais, atteint, dit-on, d'une grave affection du larynx, et la presse garde sur son état un lugubre silence trop significatif.

En face de cet épuisement progressif des Empires centraux, les Alliés voient au contraire s'ouvrir devant eux une période pleine de légitimes espoirs. Après de grandes erreurs commises, ils se sont enfin concertés et ont abouti à la formation d'un Conseil de guerre commun, qui donnera à leur action l'unité nécessaire. L'autorité militaire a été fortement concentrée dans une seule main, celle du général Joffre, qui a pris la direction de toutes les armées de l'Entente et qui a choisi pour chef d'État-major général le général de Castelnau.

En France, l'espionnage toujours survivant et actif, est plus énergiquement traqué, et la stérile agitation des parlementaires est un instant réprimée par un geste énergique du président du Conseil des Ministres ; en Grande-

Bretagne, la volonté de vaincre s'affirme par l'établissement de la conscription obligatoire.

Cependant l'Allemagne s'exalte de plus en plus. Guillaume II, toujours maître de l'initiative, porte le feu dans les Balkans. C'est sans doute son impuissance contre nous et contre les Russes qui le décide à créer ce quatrième front. Son ambition délirante rêve de Constantinople, puis du Caire, et même de Bagdad et des Indes. Pour échapper à la catastrophe qu'il entrevoit, il rendra la guerre mondiale.

Si la Serbie, attaquée par l'Allemagne, l'Autriche et la Bulgarie, et trop tardivement secourue par les armes anglo-françaises, a fini par succomber, du moins la plus grande partie de son héroïque armée s'échappe et va se reformer en Albanie, puis à Corfou. Les ennemis épuisés perdent dans l'inaction un mois entier, pendant lequel les Français et les Anglais évacuent les Dardanelles, dont l'occupation est devenue inutile, et s'établissent à Salonique sous le commandement des généraux Sarrail et Bryan Mahon. Là, ils s'entourent de fortifications redoutables, et se préparent à supporter le choc qui les menace de la part des quatre nations coalisées.

Tandis que se déroulent les péripéties de la guerre balkanique, la lutte d'artillerie s'est rallumée autour de Soissons et dans toute notre vallée de l'Aisne, de Berry-aux-Bac à Vic-sur-Aisne, et déploie, presque tous les jours, une activité intense. Le canon se fait entendre, malgré le mauvais temps qui règne pendant cette période, jusque sur les bords de la Marne.

Avec les premiers jours de décembre, nous voyons arriver sur le plateau qui sépare la Marne de l'Aisne, les jeunes recrues de la classe 1916. Ils sont répartis en divers cantonnements, à Charly, Oulchy, Vic-sur-Aisne, Fère-en-Tardenois. Jeunes, brillants de santé, pleins d'ardeur, ils attendent sur l'arrière qu'il leur soit permis de s'avancer sur le front et de prendre part au combat. Ils sont constamment en mouvement, faisant de longues marches,

s'exerçant au tir du fusil, de la mitrailleuse et du canon, lançant des grenades, creusant des tranchées et acquérant l'endurance nécessaire au genre de vie qui leur est réservé. Quoique bien jeunes encore, ils représentent déjà la Société française sous tous ses aspects et manifestent les tendances et même les habitudes les plus opposées. Beaucoup d'entre eux portent déjà l'heureuse et forte empreinte des œuvres catholiques de jeunesse qu'ils ont fréquentées ; ils ne craignent pas d'affirmer catégoriquement leurs convictions et savent s'organiser en groupes pour continuer à mener une vie chrétienne et morale. Les Chefs de la cinquième Armée, je suis heureux de le dire, favorisent hautement leurs bons desseins.

Durant cette période de fin d'année, les grandes opérations restent suspendues ; on s'en tient de part et d'autre à des combats d'artillerie et à une lutte de mines et de contre-mines, d'entonnoirs et de camouflets. Tout est localisé, rien de général.

Tout le monde estime pourtant que les grandes offensives viendront, peut-être bientôt, et l'on répète, des deux côtés, que c'est par elles, et sur notre front occidental, que se produira la décision définitive. Les Allemands excités par la tournure favorable des événements de Macédoine répandent le bruit qu'ils préparent une attaque gigantesque ; ils vont jusqu'à reparler d'une marche sur Paris ou sur Calais, et se flattent de l'espoir d'une paix prochaine qui serait dictée par eux. Personne n'y croit. En attendant, ils multiplient les attaques locales en Artois, mais sans résultat.

Les Russes, de leur côté, après quelques semaines de calme, s'étant considérablement renforcés, reprennent vigoureusement l'offensive dans le sud du front oriental, sur le Styr et la Strippa, et, dans les premiers jours de janvier 1916, ils infligent aux Autrichiens, en Galicie et en Volhynie, plusieurs sanglantes défaites, améliorent leurs positions et rendent confiance à la Roumanie toujours hésitante.

L'attention publique se porte avec passion vers Berlin, où nous avons dit que le Kaiser s'est retiré avant les fêtes de Noël pour soigner sa santé gravement compromise. Les commentaires et les pronostics vont leur train un mois entier, et ils ne cessent que lorsque le Kaiser, remis sur pied, peut reparaître sur le front des troupes.

La situation de Soissons et des environs, qui avait été un moment plus calme, redevient alors très agitée et très pénible. Tous les jours, ou à peu près, à l'improviste, à des heures indéterminées, les Allemands lancent sur la ville une dizaine d'obus ; bombardement intermittent, variable, capricieux, le jour, la nuit, qui ne permet de jouir d'aucune tranquillité. Aussi ne s'aventure-t-on dans les rues qu'avec précaution, et l'oreille tendue pour saisir à temps le sinistre sifflement des projectiles redoutés ; quelques habitants reprennent même le régime des caves.

Un obus de gros calibre, tombé le 15 décembre sur l'un des grands escaliers de l'hôpital, y cause d'importants dégâts : une religieuse est blessée en ville dans un magasin, un soldat est tué sur la voie publique, plusieurs personnes sont gravement atteintes, quelques maisons sont incendiées ou fortement endommagées. Un peu plus tard, au début de février, deux autres obus tombent dans des salles de malades, heureusement vides à ce moment, et une vingtaine s'abattent dans les terrains contigus à l'hôpital. Soupçonnant que derrière les bâtiments se dissimulent des batteries ou des rassemblements de troupes, l'ennemi tire fréquemment dans la direction de l'hôpital et en atteint les parties habitées qu'il ne vise peut-être pas. Tout le centre de la ville, la poste, le marché couvert, le grand bazar, la banque, la maison Brouilliaud, le grand séminaire, les rues Gambetta, de Saint-Martin et du Commerce ont beaucoup à souffrir. On constate de fréquents accidents de personnes tuées ou blessées.

Le 11 janvier, plus de cent obus s'abattent sur les usines Piat, dont on démontait le matériel, et sur les villages de Septmonts et de Vauxbuin, qui renferment

toujours d'importants cantonnements. Le surlendemain, la voûte du bas côté gauche de l'église de Sainte-Eugénie est crevée, puis le clocher de Saint-Vaast est gravement atteint. Le 19, un zeppelin survolant Soissons, l'escouade de soldats logés à la banque soissonnaise sort imprudemment sur la rue pour l'observer ; quelques instants se sont à peine écoulés que les batteries ennemies, prévenues télégraphiquement par le zeppelin, lancent sur la banque et sur la ville une volée d'obus de 220, qui causent de sérieux dommages.

Notre cathédrale n'a pas reçu de nouvelles bombes ; mais la pluie persistante en désagrège les pierres ; des blocs de la tour et même des quartiers de murs s'effondrent. Le 31 janvier, vers midi, se produit un sourd grondement, qui se répète trois fois coup sur coup. C'est la voûte principale qui continue à s'écrouler. Aux travées déjà tombées d'autres s'ajoutent, représentant trois cents mètres carrés, en sorte que, depuis la tribune du grand orgue, dont la voûte est encore intacte, jusqu'à la chaire, c'est-à-dire sur une superficie de six cents mètres, la voûte de la nef principale s'est effondrée. Comme il ne reste presque plus d'ardoises sur la partie correspondante du toit, la nef est au grand air et à ciel ouvert. Seule la charpente demeure, avec un plancher qui court sur les grosses poutres dans toute la longueur de l'édifice. Qu'arriverait-il, s'il se produisait quelque commotion violente ? On n'ose y penser. C'est ainsi que ce superbe monument, l'honneur de la cité, achève de mourir sous les yeux d'une population attristée et impuissante.

Et puis, tous les fléaux arrivent à la fois. Du milieu des ruines des maisons désertes s'échappent des nuées de vermines, des rats et des souris, que rien ne combat ni n'arrête plus, et qui dévorent le mobilier abandonné.

Ce qu'ils épargnent ou ne peuvent atteindre, des pillards l'enlèvent clandestinement, tandis que l'autorité responsable se croise les bras et néglige de sévir. Pour comble de malheur, le vice s'étale au grand jour, sans qu'aucune

répression mette un frein au désordre ; au contraire, et le peu qui reste de la morale publique s'effondre lamentablement.

Malgré cette accumulation de dangers et de ruines, il se maintient dans la ville un noyau de population de sept à huit cents habitants. Quoique vivant dans une continuelle appréhension des obus, ils vaquent néanmoins à leurs occupations habituelles, en s'entourant de précautions essentielles et se familiarisant peu à peu avec le péril. Ce sont pour la plupart de petits commerçants, épiciers, fruitiers, blanchisseurs, fournisseurs de l'armée, gardiens de maisons abandonnées, ou cuisinières des sous-officiers et soldats. Aux heures où les militaires de corvée font leurs courses, la ville prend un petit air d'animation, puis les rues retombent dans leur solitude et leur silence, enveloppées d'un manteau de deuil, et les rares passants qui s'y aventurent cheminent rapides, la tête courbée, au milieu des poutres noircies et des décombres tristement relevés sur les trottoirs.

Les cloches, qui jettent d'ordinaire sur la ville une note si joyeuse, sont depuis longtemps muettes, et aucun signal ne convoque plus les fidèles aux réunions sacrées. Les offices sont de plus en plus restreints et réduits aux limites de la sacristie de la cathédrale. L'archiprêtre tient bon quand même, et profite de toutes les occasions pour grouper les fidèles. Mais la population civile, préoccupée de ses besoins matériels, montre peu d'empressement. Les soldats eux-mêmes se font plus rares, ayant d'ailleurs des messes célébrées pour eux, au séminaire, au cercle ou dans quelque coin de tranchée. Quand revient le soir, quelques âmes pieuses se rassemblent pour la récitation du chapelet ou l'exercice du Chemin de la croix. C'est pour la pratique religieuse comme une agonie prolongée.

Les habitants dont les maisons ont été occupées par la troupe réclament les indemnités qui leur sont dues de ce chef et dont le montant a été versé dans la caisse municipale. Mais M. Muzart, qui continue vaillamment à remplir

les difficiles fonctions de maire, décline toute responsabilité, attendu qu'aucun état détaillé n'a été préparé par l'autorité militaire, et renvoie la solution de la question au temps où le conseil de ville aura recommencé à siéger.

Madame Macherez et sa fidèle compagne, M^{lle} Sellier, ne cessent de faire preuve d'un dévouement inlassable, et s'appliquent, pour le moment, à faire préparer des vêtements en faveur des émigrés pour l'époque de leur retour à Soissons. Par un très noble geste, l'Académie des sciences morales et politiques, leur décerne collectivement son grand prix Audiffred, de 15.000 francs, « pour leur dévouement qui a souvent touché à l'héroïsme ». Aussi grande par son désintéressement que par son dévouement, et se trouvant suffisamment honorée par la mention de l'Institut, M^{lle} Sellier refuse l'or qui lui est offert, et remet sa part aux mains de M^{me} Macherez, pour venir en aide aux infortunés habitants de la ville martyre.

M. le Préfet, de son côté, se multiplie pour procurer, au nom de l'État, les vêtements indispensables aux indigents du pays, et mérite, lui aussi, par son infatigable activité, les justes félicitations et les remerciements que lui adresse le Conseil général de l'Aisne.

Notre Comité de Secours, bien que réduit dans son personnel et ses ressources, continue à distribuer aux indigents, surtout par la main des curés de la ville, des bons de pain et de charbon.

Si l'artillerie de l'ennemi nous laisse peu de repos, la nôtre le lui rend bien, car le duel des canons ne s'interrompt pas dans toute la vallée, de Vic-sur-Aisne à Berry-au-Bac, et il est rare que les communiqués quotidiens ne nous relatent pas quelques nouveaux exploits de nos vaillants poilus.

Le 16 décembre nos soldats enlèvent près de Vailly un groupe de maisons, font quinze prisonniers, et renversent à la Ville-au-Bois des murs qui dissimulaient un dépôt de lance-bombes ; le 18, ils réduisent au silence des batteries de l'adversaire ; le 19, ils dispersent des

convois de ravitaillement ; le 27, ils culbutent à Moussy un ouvrage allemand ; le 29, un autre à Soupir et dispersent des patrouilles ; le 7 janvier, notre artillerie détruit les moulins de Châtillon, à l'est de Fontenoy, organisés défensivement par l'ennemi, et deux postes fortifiés sur le plateau de Nouvron ; le 8, elle démolit plusieurs tranchées près de Berry-au-Bac ; le 10, à l'ouest de Soissons, non loin d'Autrèches, elle fait exploser un dépôt de fusées ; le 12, elle bombarde efficacement, à l'ouest de Soupir, les ouvrages de l'adversaire ; et ainsi en est-il presque tous les jours. C'est de part et d'autre un tir de destruction acharné, dans lequel la supériorité nous reste le plus souvent.

On croit communément, sur la fin de janvier et au début de février, que l'offensive ennemie va se déclencher contre nous. Et de fait, dans l'espace de trois semaines, sur toute l'étendue du front occidental, les Allemands, sondant le terrain, foncent avec fureur dans l'Artois, la Somme, l'Aisne et la Champagne. Ils mènent plus de vingt attaques successives, dans lesquelles ils éprouvent de grandes pertes d'hommes, sans obtenir d'avantage appréciable. S'ils parviennent à nous enlever quelques tranchées, nous les leur reprenons immédiatement dans de vigoureuses contre-attaques, ou nous leur en enlevons quelques autres. Mais toutes ces bruyantes actions apparaissent isolées, sans cohésion entre elles, et semblent n'avoir d'autre but que de reconnaître l'endroit faible de notre front. Peut-être servent-elles à dissimuler les préparatifs que les Allemands, dit-on, font en vue de l'attaque de grande envergure dont ils nous menacent.

De ces sondages, deux ont plus particulièrement intéressé Soissons, ceux des 12 et 13 février. Nous possédions sur la rive droite de l'Aisne le faubourg de Saint-Vaast, organisé comme tête de pont. Les Allemands résolurent de s'en emparer. Le samedi 12, à neuf heures du matin, ils commencent contre nos tranchées, contre le faubourg et les routes qui y aboutissent, un violent bombardement qui dure jusqu'à cinq heures du soir, où se déclanche leur

attaque d'infanterie. Grâce à des conduits souterrains, pratiqués par eux sous nos réseaux de fils de fer, ils débouchent tout près de nos tranchées, tandis que d'autres soldats s'occupent à couper nos fils, et déjà plusieurs ont pénétré dans nos premières lignes. A ce moment, nos poilus foncent sur eux, les refoulent à coups de baïonnettes et de grenades, et nos mitrailleuses fauchent les autres assaillants. Ils s'échappent, laissant entre nos mains deux prisonniers, dont un officier qui meurt presque aussitôt. A six heures, l'attaque est repoussée, les mitrailleuses se taisent, et le calme dure toute la nuit.

Le lendemain, 13, dès huit heures du matin, les Allemands se vengent de leur échec par un nouveau bombardement plus violent encore, et leur infanterie revient à la charge par la route de Terny-Sorny. Ils lancent sur la distillerie de Vauxrot une averse de grosses torpilles qui endommagent gravement nos réseaux de fils de fer ; puis une de leurs sections se précipite sur nos ouvrages et y pénètre. Une vigoureuse attaque de nos troupes les arrête et les culbute, et une batterie de 75, prévenue à temps, les décime et les oblige à la retraite.

L'hôpital avait eu sa large part du bombardement. La veille ils en avaient copieusement arrosé les alentours ; ce jour-là, ils tirent directement sur les bâtiments, qui sont plus de vingt fois atteints. Les vieillards, les malades et tout le personnel sont obligés de se réfugier dans les caves. Personne n'est blessé, mais les dégâts matériels sont graves. En ville, on signale un certain nombre de victimes, surtout dans une section du génie, au milieu de laquelle un obus a éclaté en plein repas.

Le prisonnier ramené à l'hôpital déclare que le moral des soldats allemands est fort déprimé, et que les officiers, après avoir fait appel à des volontaires pour cette attaque, n'ayant pu en obtenir un nombre suffisant, ont dû pousser leurs hommes à l'assaut en les menaçant du revolver.

Pendant ces deux jours, le village de Chassemy est extraordinairement éprouvé, et reçoit plus de deux mille

bombes. Une dizaine de victimes civiles sont tombées depuis le début de la guerre ; plus des deux tiers de la population ont émigré, et l'émigration s'accroît de jour en jour. Le curé, M. Sermoise, se distingue par un dévouement et un courage qui lui conquirent, à bon droit, l'admiration de tous, civils et militaires.

Séparés que nous sommes de la partie nord du département, nous souffrons de plus en plus d'être privés de toute communication avec nos parents et amis qui gémissent, de leur côté, sous un joug dur et humiliant. Le milieu du mois de janvier nous apporte un peu de détente et de soulagement. Plusieurs convois de cinq cents personnes chacun nous sont de nouveau renvoyés d'Allemagne, par la voie de Genève ; quelques-uns obtiennent de revenir jusqu'à nous, mais la plupart sont dispersés dans les contrées du midi. En quelque lieu qu'ils soient, ils sont avides de nous donner de leurs nouvelles, autant que nous le sommes d'en recevoir. Ils sont unanimes à nous faire une sombre peinture de la situation créée aux habitants de l'Aisne par l'occupation ennemie. Ils parlent de l'insuffisance de la nourriture, de la rareté de la viande, des difficultés du ravitaillement, de la disparition de l'or et de l'argent français, de l'émission de billets communaux, des vexations arbitraires de l'ennemi, des fouilles, des visites sanitaires imposées, du déménagement du mobilier, de l'enlèvement des appareils industriels, de l'abattage des forêts, de l'expédition des gros arbres en Allemagne ; en un mot, ils s'étendent sans fin sur la ruine de toutes les ressources du pays, sur les souffrances matérielles et morales des habitants, et surtout sur le cruel tourment d'âme résultant de la privation de toutes nouvelles de leurs familles, de leurs amis et de la terre de France.

Ces nouvelles, palpitantes d'intérêt, j'essaie de les faire parvenir à nos diocésains dispersés par la voie de notre *Semaine Religieuse*, que j'ai remise sur pied, après dix-sept mois d'interruption forcée. Mais comme elles tombent parfois sous les yeux des Allemands, et qu'elles amènent

des représailles et des violences contre ceux des nôtres qui sont restés dans leurs lignes, l'autorité militaire s'oppose désormais par la voie de la censure, à toute publication d'informations relatives aux pays occupés par l'ennemi. Qu'il est difficile de dégager de tant de récits divers et incontestablement sincères, les mobiles auxquels ont obéi les Allemands dans leur conduite envers les populations de nos contrées envahies ! Leur façon d'agir semble, en effet, avoir beaucoup varié suivant les lieux. Ici, ils ont été impitoyables et barbares dans leurs procédés ; là, ils ont montré de la tolérance, presque de la bienveillance ; ici, ils ont outragé les personnes, ailleurs, ils les ont respectées ; ici, ils ont pillé impudemment, là, ils ont ménagé la propriété privée, autant que le permet le régime de la guerre ; ici enfin ils ont laissé les hommes et les jeunes gens en pleine liberté, ailleurs ils les ont arrêtés et enlevés au dehors. Il semble bien que les circonstances locales ont joué un grand rôle, et que l'humeur personnelle des commandants militaires a le plus souvent dicté leur manière d'agir.

Mais si nos concitoyens rapatriés nous parlent de leurs souffrances, il faut bien noter qu'en dépit de leurs misères ils ont toujours conservé la confiance dans la victoire finale de la France et qu'ils ont traversé l'épreuve sans défaillance.

Ils ont fini par apprendre, malgré les mensonges impudents de la trop fameuse *Gazette des Ardennes*, que les Allemands ont été battus sur la Marne ; ils ont expressément connu notre offensive de Champagne ; ils ont constaté, à ce moment, les préparatifs de départ de l'ennemi décontenancé ; ils ont même recueilli cet aveu expressif que, si le bombardement de ses positions avait duré quelques heures de plus, sa retraite était certaine.

Aussi ont-ils remarqué que, depuis lors, l'attitude des Allemands s'est modifiée, que leurs allures sont changées et adoucies. L'officier, disent-ils, n'a plus la morgue ni la raideur des premiers jours, le soldat songe au pays natal,

il gémit, il pleure, il se plaint. Il a vu tomber tant de ses camarades ! il est témoin de l'épuisement de tant de soldats qui ont parcouru tous les chemins de l'Europe ! il voit que l'on utilise les invalides, que l'on peuple de femmes les bureaux des administrations publiques, il craint pour sa vie, il redoute l'avenir, il aspire à regagner ses foyers.

En résumé, malgré leurs souffrances, nos rapatriés sont pleins de courage, et ils nous prêchent la confiance en une prochaine délivrance.

CHAPITRE XVII

Vers les Grandes Offensives

Verdun

L'heure paraît arrivée des grandes offensives d'où l'on attend la solution tant désirée. L'initiative viendra-t-elle des Alliés ? On l'espérait généralement. Elle vient, cette fois encore, des Allemands.

Le 21 février, leur attaque, mûrement préparée, se déclenche dans la direction de Verdun. Elle s'annonce formidable. Le Kronprinz, qui commande, s'est assuré des troupes de choix et des ressources exceptionnelles d'artillerie. « Il me faut Verdun, a-t-il déclaré à son État-Major, fallût-il sacrifier 200.000 hommes. » L'insensé, il en sacrifiera plus du double, il multipliera les fours crématoires pour faire disparaître ses victimes, il fera de la terre un vaste charnier, mais il n'aura pas Verdun, et il boira jusqu'à la lie la coupe amère de la défaite.

Les Allemands paraissent obligés, en raison de la gravité troublante de leur situation militaire et économique, de précipiter l'attaque et de chercher une décision. Sentant venir pour le printemps qui approche une poussée générale des Alliés, ils veulent la devancer ou la rendre impossible. La chute retentissante d'Erzeroum, la vigoureuse reprise des Russes, la résistance inattendue de Salonique, les embarras de leurs interminables discussions avec les États-Unis au sujet du torpillage des vaisseaux marchands, la baisse de plus en plus accentuée du mark, et la crise croissante des vivres en Allemagne leur font une nécessité

de frapper au plus tôt un grand coup sur le front occidental.

Le Kronprinz surtout qui, depuis le début de la guerre, n'a réussi à se signaler par aucune action d'éclat, sent le besoin de sauvegarder son prestige devant la caste militaire, et voudrait à tout prix, pour l'avenir de sa dynastie, conquérir, comme Hindenburg et Mackensen, un bâton de feld-maréchal. Assisté par le vieux maréchal von Haessler, son mentor, et par les généraux von Mudra et von Strantz, il veut mener durement l'attaque et aboutir promptement.

Le Kaiser accourt sur le champ de bataille, et, sa jumelle en mains, il suit fièvreusement le développement du plan qu'il a approuvé, et les péripéties de la lutte gigantesque qui commence. Comme première mise, sept corps d'armée, c'est-à-dire environ 300.000 hommes d'infanterie sont engagés du côté des Allemands, et leur artillerie, forte de 2.500 bouches à feu, prodigieusement pourvue de munitions et savamment installée, est la plus puissante et la plus formidable que l'on ait mise en jeu depuis le début des hostilités.

De notre côté, le haut commandement veillait, et ne s'est pas laissé prendre au dépourvu. Il a redoutablement fortifié nos positions, il a réuni sur le terrain le nombre d'hommes et de canons nécessaires, et on le dit en état de soutenir le choc.

La ruée teutonne est indescriptible ; « elle doit être irrésistible », écrit le Kaiser. Elle l'est, en effet, au début. Dès le 20 février, l'artillerie légère et lourde, commence à vomir sur le front nord de Verdun un ouragan de fer et de feu, qui dépasse toute imagination. Cinq jours durant l'infanterie se précipite en masses serrées à l'assaut de nos positions, elle occupe quelques kilomètres de terrain, que nos troupes ont abandonnés par un habile repli, et s'empare du fort de Douaumont ; mais nous l'encerclons dès le lendemain. Fauchés et décimés par les batteries et les baïonnettes françaises, les Teutons s'arrêtent. C'est la première phase de la bataille.

Ils sont épuisés, hors de souffle ; mais ils ont conquis sept kilomètres de terrain, et sont à peu de distance au nord de la ville. Les Français, aussi violemment assaillis, sont en pleine perturbation, et l'État-Major du général Heer est décontenancé. On parle de repasser sur la rive gauche de la Meuse.

L'offensive allemande va-t-elle s'imposer d'une manière définitive ? L'ordre de marcher en avant ne va-t-il pas suivre dans quelques heures ? Déjà le Kronprinz escompte le triomphe stratégique le plus retentissant. Encore un effort, et la chute de Verdun deviendra un nouveau Sedan. L'émoi est grand à Paris, et de sinistres rumeurs circulent déjà autour du Parlement.

Mais voici que le 25, au milieu de la nuit, arrive sur le front le général de Castelnau. D'un coup d'œil il se rend compte de la situation. Il estime que l'on peut tenir sur la rive droite de la Meuse ; on tiendra donc là où l'on est, coûte que coûte. Il porte les sanctions et prend les mesures nécessaires, appelle le général Pétain et lui confie la tâche d'enrayer l'ennemi, fait amener par automobiles le XX^e corps, éloigné de soixante kilomètres, ordonne un repli rapide sur une partie du front, fait exécuter à la hâte les ouvrages défensifs les plus indispensables pour protéger nos troupes et barrer la route à l'ennemi, oblige les Allemands à ne passer, pour avancer, que dans d'étroits défilés, place aux bons endroits une puissante artillerie, et ainsi, en un moment, il change la face des choses et rétablit une situation fort compromise.

Du 27 février au 1^{er} mars, les combats se ralentissent et sont presque suspendus. Puis, le 2 mars, l'assaut formidable recommence. De nouvelles vagues humaines s'avancent, toujours plus nombreuses, toujours plus furieuses, et, pendant dix jours, les combats titanesques se poursuivent le jour et la nuit et n'aboutissent qu'à démontrer aux Allemands qu'ils sont impuissants à forcer notre front. La seconde phase de la bataille est terminée avec le 10 mars.

L'attention de l'univers reste passionnément fixée sur Verdun, que l'Allemagne a juré de prendre et que la France a juré de garder. On sent que tout l'avenir de la guerre est lié à cette bataille, et l'on en attend l'issue avec une avide curiosité.

Tandis que se déroule cet effroyable drame devant Verdun, notre ville de Soissons et ses environs retrouvent un peu de tranquillité ; le bombardement s'amortit, le secteur est au calme et la population peut respirer plus à l'aise.

Comment expliquer ce calme relatif sur l'Aisne ? Par ce simple fait, que les régiments du XVIII^e corps, qui font partie de la deuxième armée commandée par von Bellow, successeur de von Bulov aux armées du nord, ont été enlevés soudain du front de Soissons et dirigés en droite ligne sur Verdun. En passant lui-même ces régiments en revue, le 18 mars, l'empereur Guillaume leur dit en substance : « Officiers et soldats, la décision de la guerre de 1870 eut lieu à Paris ; la décision de la guerre mondiale (*weltkrieg*) vous devez l'obtenir, et vous l'obtiendrez à Verdun. »

Ces régiments se battent donc avec vaillance sur le front entre Vaux et Douaumont ; mais au bout de trois jours de continuel assauts, ils sont à tel point décimés par nos feux de barrage et par l'indomptable énergie de nos valeureux soldats, que le Kronprinz se décide à renvoyer devant Soissons ce XVIII^e corps, qui a perdu en morts et en blessés plus de la moitié de ses effectifs.

Bien que l'artillerie ennemie ait réduit son action dans la région soissonnaise, l'inquiétude ne cesse d'y régner, le bruit s'étant accrédité que les Allemands voudraient à tout prix effacer leur défaite de la Marne et projetteraient de mener après la prise espérée de Verdun, une seconde offensive parallèle, sur l'Aisne ou sur l'Oise, pour marcher sur Paris. S'ils parvenaient, comme ils en nourrissent le fol espoir, à rompre notre front sur ces deux points, la guerre de positions prenant fin, ils s'élanceraient à

travers nos plaines vers la capitale de la France et nous imposeraient leur paix.

Ce qui entretient cette inquiétude, c'est l'activité qu'ils déploient au début de mars, dans la région de Berry-aux-Bac. Le 11 mars notamment, à la Ville-au-Bois, ils nous attaquent avec vigueur. Tandis que nos troupes stationnaient dans le bois des Buttes, leur artillerie accable ce bois, plusieurs heures durant, sous une pluie de marmites, qui rend tout mouvement impossible, et leur infanterie encerclant le bois s'empare de deux de nos compagnies. Tous les jours suivants, nos ambulances de Château-Thierry reçoivent de très nombreux blessés, frappés dans ce dangereux secteur.

A partir de cette troublante journée, la canonnade se ralentit dans la vallée, puis elle tombe, et pendant quelques semaines, Soissons vit de nouveau tranquille et respire. Néanmoins, grand nombre d'habitants ou d'émigrés déménagent hâtivement tout ce qu'ils peuvent emporter de leur mobilier, estimant que plus rien n'y est en sûreté. Loin de les en détourner, l'autorité militaire encourage et favorise ces déménagements.

L'administration hospitalière, qui avait dû abriter plusieurs fois ses vieillards dans les caves, étudie elle-même les moyens de les évacuer sur l'intérieur, et de mettre en sûreté tout le mobilier non indispensable au service. Mais devant les difficultés auxquelles se heurte la réalisation de ce projet, elle en ajourne pour le moment l'exécution. C'est seulement un peu plus tard qu'elle parvient à l'exécuter, c'est le 25 avril qu'elle fait transporter les vieillards, au nombre de soixante-dix, jusqu'à Pont-de-Beauvoisin, dans l'Isère. Opération d'une exécution difficile. Ces vieillards, accoutumés à une vie tranquille et confortable, n'étant pas d'humeur à rompre avec leurs habitudes et à abandonner les lieux qui leur étaient chers, il fallut user d'adresse pour arriver à les faire partir.

Cependant autour de Verdun l'orage ne s'apaise point, et le monde haletant suit avec un fiévreux intérêt les

péripiéties de ce drame sans précédent, de l'issue duquel dépend le sort de plusieurs grandes nations et l'avenir même de la civilisation.

Le 10 mars, les Teutons semblent se calmer, mais juste assez pour avoir le temps de se reformer et de recevoir des troupes fraîches et des munitions. Le 13, en effet, recommence l'infurnal vacarme de leur artillerie lourde et la ruée en masse de leurs bataillons. Cet effort extraordinaire leur est imposé par les circonstances. Au delà du Rhin, en effet, se fait, à ce moment, leur quatrième emprunt de guerre, et il faudrait en assurer le succès par un triomphe militaire éclatant. Aussi multiplient-ils les assauts, sans tenir aucun compte des hécatombes de vies humaines.

La bataille est entrée dans sa troisième phase. Le Kaiser est toujours là, au quartier général, surveillant avec le Kronprinz les préparatifs des attaques et assistant au massacre quotidien de ses meilleures troupes. Un de ses fils se marie ; il ne quitte pas le front et n'assiste pas au mariage. Trois semaines durant, se succèdent sans interruption les attaques et les contre-attaques, sans que les Allemands fassent le moindre progrès. Nos généraux, de Castelnau, Pétain, Balfourier, Nivelle s'immortalisent par leur savante et triomphante stratégie ; nos soldats électrisés vivent dans un indescriptible enthousiasme et ne connaissent qu'un refrain sans cesse répété : *Ils ne passeront pas ! on les aura !* L'univers applaudit à leur héroïsme et reste les yeux fixés sur Verdun, devenu comme le centre du monde.

Le 9 avril, le Kronprinz lance à l'assaut de nos positions du sud-ouest près de 100.000 hommes. Impuissant, refoulé, il recommence le 10, le 11 et le 12, sans plus de succès, laissant sur le sol détrempé de sang humain des montagnes de cadavres. Les 13, 14 et 15, l'infanterie, occupée à resserrer ses rangs et contenue par nos tirs de barrage, ne lance aucune attaque importante. Mais le 17, après un épouvantable bombardement, elle revient à la charge, sans

plus de succès ; et les 19, 20, 21, elle est refoulée avec des pertes énormes, nos troupes reprennent du terrain, font des prisonniers et progressent dans les tranchées ennemies, à l'est et à l'ouest de la ville.

Au milieu de cet élan superbe, le 18 avril, retentit la nouvelle de la prise de Trébizonde par les Russes. Le 20, éclate en fanfare l'annonce du débarquement à Marseille d'un contingent de leurs troupes. Le même jour, le télégraphe apprend au monde que les États-Unis ont enfin pris position dans la question des sous-marins et que le président Wilson a signifié à l'Allemagne d'avoir à cesser sa piraterie ou à rompre avec la grande république américaine. La confiance s'accroît aussitôt dans tous les cœurs.

Nous voici à la fête de Pâques, 23 avril. Tristes, bien tristes fêtes pour notre ville de Soissons au point de vue religieux. Pas de station de carême, pas de cérémonies dans la semaine sainte, ni de solennités au jour pascal. Les militaires, il est vrai, ont été bien servis, grâce au dévouement de deux aumôniers, les Pères Lauras et Mariès, deux jésuites, qui s'occupent de leurs hommes avec beaucoup de zèle, et qui ont assuré pour la fête de Pâques des messes à tous les cantonnements du secteur. La ville, en revanche, est bien moins favorisée ; M. l'archiprêtre continue, il est vrai, à maintenir fermement tout ce qu'il peut des usages paroissiaux, et n'omet aucun des offices du temps. Mais autour de lui, dans une population réduite et absorbée par les soins de la vie matérielle, l'indifférence domine et les moyens d'action extérieure font défaut. L'église paroissiale de Saint-Vaast est depuis longtemps abandonnée, et celle de Sainte-Eugénie est devenue veuve de son pasteur, le chanoine Huet.

Ce vénérable curé meurt victime de la guerre. C'est la guerre qui l'a tué, et elle l'a tué chez lui. Pas une journée il ne s'éloigna de sa paroisse. Il eut la douleur de voir sa chère église, après avoir été longtemps épargnée, devenir un des points de mire de l'artillerie ennemie. Les premiers coups ne furent pas trop désastreux, quoique déjà bien

cruels à son cœur sensible ; mais quand il vit les murs de son église démolis, la toiture percée, un des autels mutilé, la voûte en partie détruite, ce fut la désolation dans son âme. Il lui semblait que, depuis lors, l'ennemi s'acharnait contre lui. Ne pouvant plus célébrer prudemment à Sainte-Eugénie, il se décide à faire les offices du dimanche dans la chapelle des Sœurs de Saint Vincent de Paul. Les obus l'y poursuivent. Il se réfugie à l'église de Saint-Germain épargnée jusqu'alors ; et, en semaine, il se confine dans la sacristie, où il célèbre ses dernières messes. Mais voici que les obus atteignent aussi son presbytère. Une première et une deuxième fois il tient bon ; à la troisième, il croit prudent de s'éloigner un peu ; dès la première nuit passée hors de chez lui, les obus le cherchent avec une sorte d'acharnement. Un d'eux éclate à deux mètres du lit où il reposait. Ne sachant plus où poser le pied, il se décide à demander un abri aux hospices civils.

Bientôt, épuisé par les fatigues et les soucis, il tombe malade et, après avoir lutté quelques semaines contre le mal, il s'éteint pieusement le 4 mai. Sa paroisse qu'il a tant aimée, et à laquelle il a consacré trente-trois ans de sa vie, étant presque vide, un très petit nombre seulement de ses paroissiens sont là pour le pleurer et le conduire dans la fosse du jardin de l'hôpital où on le descend provisoirement.

C'est le vénérable chanoine Hivet, curé de Saint-Vaast, réfugié à la Croix, qui accepte de pourvoir, autant du moins qu'il le pourra, au service de la paroisse vacante.

Qui ne connaît et n'a maintes fois rencontré ou aperçu ce prêtre septuagénaire, filant à toute vitesse sur sa bicyclette, la tête enfoncée dans un chapeau qui eut son temps, étranger derrière ses lunettes à tout ce qui n'intéresse pas son ministère ? Il emporte sur son dos quelque pièce du mobilier de son église ruinée, ou quelques débris de son propre mobilier. Insouciant du danger, uniquement occupé à se rendre utile, il s'adonne au sauvetage de tout ce qu'il peut enlever. Dès l'entrée des Allemands à Soissons

il leur est devenu suspect pour avoir protesté contre leurs pillages, et il a été tenu à l'œil ; arrêté plusieurs jours comme otage, peu s'en est fallu qu'il ne fût conduit au mur d'exécution. Forcé de s'incliner, comme tout le monde, devant l'ordre d'évacuation, il n'a quitté son faubourg que pour se cramponner à la Croix, résumant bien le type du vieux Soissonnais, que rien ne peut arracher à son foyer. Mais il n'est pas de consigne, si rigoureuse soit-elle, qui puisse l'empêcher de franchir le pont de l'Aisne rétabli par les Anglais, de retourner dans son quartier, dans sa maison ou son église, et d'en emporter tout ce qui peut être utile à quelqu'un de ses paroissiens. Il sait manier tous les outils, aucune fatigue ne le rebute ; malgré l'état ruineux de son clocher, il en démonte l'horloge, s'il n'en descend pas les cloches, c'est que la tâche excède vraiment ses forces.

Malgré ses soixante-onze ans, il ne recule pas devant le service de Sainte-Eugénie. Doué d'une âme virile, le cœur tout rempli de charité, il se dévoue sans bruit ni éclat, et il donne à tous ses concitoyens, acteur modeste d'un grand drame, une fortifiante leçon d'énergie, de courage et de persévérance dans l'épreuve. Son rôle est d'autant plus méritoire que, dans l'état de désolation spirituelle des paroisses de la ville, il peut redire sans cesse la plainte de Jérémie : *Les rues de Sion pleurent, parce que personne ne vient plus aux solennités*¹.

On sent pourtant renaître chez beaucoup d'émigrés, avec le retour du soleil, le désir plus vif que jamais de réintégrer leurs foyers abandonnés. Malgré les obstacles et les dangers, on se risque et l'on revient peu à peu ; dès la fin d'avril, un premier recensement officiel accuse la présence, dans la ville, de onze cents personnes.

C'est que, malgré tout, l'espérance grandit dans les cœurs. Il semble vraiment que l'étoile des Austro-Boches pâlit, que le fléau de la balance s'incline de notre côté et que nous marchons vers une fin heureuse. Sans doute,

1. JÉRÉMIE. THÈRES, I, 4.

aucun fait capital n'a jusqu'ici amené de décision, mais un ensemble de faits significatifs donne quelque droit d'en entrevoir une favorable. Après la chute récente d'Erzeroum, celle de Trébizonde porte un coup funeste à la puissance des Turcs, qui, forcés de songer désormais à leur propre défense, deviennent pour l'Allemagne presque un poids mort. Salonique tient de plus en plus l'ennemi en arrêt ; Verdun constitue pour lui un échec retentissant ; le conflit imminent avec les États-Unis le menace d'un désastre ; son soutien à Constantinople, von der Goltz, disparaît mystérieusement ; la chute du grand amiral von Tirpitz, et celle du vieux maréchal von Hœsseler, sacrifié pour dégager la responsabilité du Kronprinz, rappelle trop la manière des Carthaginois pour n'être pas un présage de ruine ; enfin les débarquements répétés des Russes en France sont une menace sérieuse pour les empires centraux.

Ces motifs d'espérance, tout en soutenant le moral de nos populations, n'apportent pour le moment aucun adoucissement à une situation qui reste toujours critique et de plus en plus pénible. Le mois de mai, d'ordinaire si plein de vie, s'écoule à Soissons monotone, triste et sous la perpétuelle menace des projectiles ennemis. Sans cesse retentit le bruit du canon, aussi bien la nuit que le jour, soit que les Allemands lancent sur la ville quelques bruyantes torpilles, soit qu'ils tirent, eux ou les Français, sur les avions qui sillonnent constamment les airs pour faire des reconnaissances, soit surtout que l'on entende l'assourdissante lutte de l'artillerie toujours en activité autour de Nouvron-Vingré.

A ce moment, la ville, d'après un touriste qui l'a visitée, n'est plus que l'ombre d'elle-même. Les maisons y pleurent autour de la cathédrale éventrée. Dans les rues vides et silencieuses, chaque pan de mur semble un pan de linceul. L'aspect en est lugubre, surtout par un jour de pluie. Mieux que Bruges, elle est Soissons-la-Morte, mise au suaire et couchée au cercueil. On n'entend plus de voix d'enfants. Il n'y a plus un cri d'oiseau. Dans les jardins,

les roses cultivées jadis avec tant d'amour et semées partout à profusion, semblent s'épanouir à regret ; nul regard pour les admirer, nulle main pour les cueillir. Les bleuets et les coquelicots forment à l'envi des haies joyeuses et de chatoyantes corbeilles sur les bords des « boyaux » profonds, et protègent ainsi nos héros de toute l'épaisseur de leur voûte fleurie¹.

Les rares voyageurs qui abordent la ville par le côté sud ne peuvent plus y entrer par la grand'route qui vient de Château-Thierry et qui offre le grave inconvénient d'être à découvert sous les feux de l'ennemi. A partir de Vignolles, piétons et voitures abandonnent cette route et prennent à gauche un nouveau chemin, ou *défilé*, tracé et exécuté par le génie militaire, et qui est beaucoup mieux abrité. Il passe à Saint-Félix, parcourt la propriété de Mme la Comtesse Sieyès, longe le moulin du Pré-Foireux, traverse les cours et bâtiments de celui de Crèveœur, et débouche à Soissons près de l'octroi.

Tous les quartiers se couvrent de plus en plus d'ouvrages défensifs. Ils ont été longs à venir ; mais ils sont venus, et aujourd'hui, quelque part que l'on porte ses pas ou sa vue, on en trouve partout, au dedans, au dehors, sur les places, sur les boulevards, dans tous les alentours ; au loin dans les prairies, ce ne sont que tranchées, boyaux, redoutes, fortins et fils de fer barbelés. Sur le chemin de Chevreux sont dissimulés quatre magasins de munitions. La banque soissonnaise, où loge l'État-Major, est une vraie citadelle, solidement blindée à l'intérieur par d'énormes tas de pierres ou par des tampons de sacs de terre ou de sable soutenus par une forte charpente.

Le petit chemin de fer d'intérêt local, rétabli sur un nouveau tracé, fonctionne régulièrement, au prix de mille précautions, depuis l'extrémité extérieure du faubourg Saint-Vaast, passant par le pont et rejoignant par quelques détours l'avenue qui conduit à la gare et, de la gare à Noyant. Durant le jour, les wagons stationnent

1. Gaston Alphan.

près de la place de la République, à l'entrée de l'avenue, sous un abri formé de toiles tendues. Sur le pont de la rivière, ils sont dissimulés aux yeux de l'ennemi par des toiles maquillées, et, dans l'avenue de la gare, par des branchages et des palissades. On utilise ce train pour emporter tout ce qui se trouve encore sur la rive droite de l'Aisne, et pour vider les magasins généraux, la tannerie Henry, remplie de cuirs, la quincaillerie Bedaux, les docks de grain Despierres et toutes les maisons du faubourg. Les chargements se font le jour, et, la nuit venue, le transport s'opère à la sourdine. Les wagonets sont d'abord traînés à bras d'hommes jusqu'au pont, puis, du pont jusqu'à la place de la République, par traction animale, et, de là, entraînés par la machine à vapeur.

Si on lève les yeux en l'air, on aperçoit se balançant gracieusement dans le ciel, au sud et à l'ouest de la ville, huit ou dix ballons captifs, vulgairement dénommés *saucisses*, solidement amarrés à des chariots automobiles. C'est de ces observatoires aériens que nos aéronautes surveillent les agissements de l'ennemi, et transmettent par télégraphe sans fil leurs observations au bureau militaire établi au château de Chevreux, où sont concentrés et étudiés les renseignements qui arrivent de tous côtés.

Les environs de la ville, au midi et au couchant, sont aussi sillonnés de travaux défensifs redoutables. Dans les forêts et sur les plateaux d'Hartennes, de Villeneuve-sur-Fère, de Bruyères et en maints autres endroits, on creuse des excavations d'une profondeur de huit ou dix mètres, avec des boyaux ou ramifications dans tous les sens, et l'on y prépare l'installation d'énormes pièces d'artillerie. C'est à croire que l'on songe à quelque grande action pour un prochain avenir. Il est certain que le haut commandement prévoit tout, même l'hypothèse d'un recul, et qu'il assure la force de résistance du camp retranché de Paris et la défense de notre sol.

De temps en temps, la population de Soissons est alertée par des attaques soudaines et imprévues, ordinaires contre-

coups des échecs que les Allemands éprouvent devant Verdun. Depuis longtemps, ils occupaient sur la rive droite de l'Aisne, en face de Villeneuve-Saint-Germain, un petit poste qui gênait notre action. Le 2 mai, nos soldats tentent un coup de main pour l'enlever ; trop peu nombreux, ils sont forcés de reculer, non sans quelques pertes ; le lendemain, ils renouvellent l'attaque, sans plus de succès. Irrités, les Boches bombardent la ville avec violence, et endommagent gravement un certain nombre de maisons.

Le 12, des avions français ayant copieusement arrosé Vauxrot, qui renfermait quelque dépôt de munitions, et ayant allumé un incendie, les Allemands, pris d'un accès de rage, sautent à leurs pièces, et se vengent sur la ville en l'accablant pendant quelques instants d'une avalanche d'obus qui s'abattent presque tous sur la rue Saint-Martin.

Quelques jours après, le 21, ils renouvellent leur exploit en tirant vingt bombes à l'improviste, et leurs avions jettent sur la ville de sinistres avertissements, invitant les civils à déménager au plus tôt, parce qu'ils incendieront Soissons le samedi 27 mai ou l'un des jours suivants. Comme on connaît leur vantardise, dont on a déjà eu quelques échantillons, la population ne s'émeut pas de cette nouvelle menace. Nos soldats leur répliquent en abattant deux de leurs avions à Fontenoy et à Amifontaine, en faisant exploser avec succès deux mines près de Berry-au-Bac et en dispersant à coups de fusils deux fortes reconnaissances près de Nouvron. Quelques jours se passent, et l'on apprend que ces menaces de destruction n'étaient qu'une fumisterie de quelque mauvais farceur, qui avait cru spirituel de s'amuser aux dépens du public, et dont une sévère enquête n'arrive pas à faire connaître le nom.

Les environs de la ville continuent à souffrir. Si le secteur de Soissons est parfois tranquille, celui de Nouvron ne l'est jamais. Le canon tire perpétuellement d'un côté ou de l'autre pour attaquer ou pour défendre les ouvrages de ce point stratégique important. Ambleny, où se cachent

plusieurs de nos batteries, est fréquemment bombardé dans cette période du printemps ; le mobilier de l'église est transporté au château de Longpont chez M. le comte de Montesquieu ; l'église de Saconin est en partie démolie dans les derniers jours de mai, ainsi que les maisons voisines ; Vauxbuin est aussi fort éprouvé ; Vénizel reste le théâtre de fréquentes attaques et contre-attaques ; Braine reçoit en un seul jour, le 6 juin, une avalanche de deux cents bombes, qui causent de graves dommages ; Fontenoy, sans cesse sous le feu, est totalement évacué par ordre supérieur, et les derniers habitants s'en éloignent le 19 juin. Le 21, les Allemands, après avoir fait exploser deux mines, prononcent une violente attaque sur nos tranchées à la cote 108, au sud de Berry-au-Bac, et subissent un échec complet. Le 29, nos soldats effectuent, à leur tour, un coup de main sur une tranchée allemande, détruisent un abri, et ramènent des prisonniers ; et, le 30, ils prennent sous leur feu une patrouille au nord-est de Vingré.

Tout est donc agitation, tout est trouble autour de la ville, et l'on n'est pas sans craindre un coup de main. Aussi depuis longtemps déjà, le maire de Soissons a fait distribuer à tous les habitants des masques protecteurs contre les gaz asphyxiants, dont on redoute l'emploi par l'ennemi. Le 13 juin, dès la pointe du jour, on alerte la garnison, pour apprendre aux militaires à les bien ajuster, et, dans l'après-midi, on fait pour les civils une répétition du même exercice, auquel on assujettit quiconque descend dans la rue.

Si tous ces menus faits nous intéressent vivement comme Soissonnais, ils ne suffisent pas à détourner notre attention des péripéties de la guerre qui se poursuit plus loin de nous, et dont la tournure doit décider de la continuation de notre exil ou de la rentrée dans nos foyers. Le désir de voir la fin ne cesse de grandir dans toutes les âmes. Jamais on ne s'aborde sans se demander quand donc viendra l'offensive libératrice ; trop facilement, et bien injustement,

quelques-uns se plaindraient de la sage temporisation du haut commandement.

Cependant nos alliés, Russes et Anglais, mettent à profit notre héroïque résistance devant Verdun, pour accumuler les munitions et achever leurs préparatifs en attendant l'heure de la poussée générale.

De son côté le Kronprinz, qui sent venir le coup inévitable, renouvelle et multiplie contre notre forteresse de l'Est, des assauts furieux, insensés, désespérés.

Le 31 mai, la flotte allemande sort de sa retraite, et s'avance vers la mer du Nord. Elle se fait battre sur les côtes du Jutland par la flotte anglaise et est obligée de regagner ses ports d'attache. Les Allemands ne manquent pas, suivant leur habitude, de crier victoire dès la première heure ; mais dans le monde entier personne ne s'y trompe, et, quand la lumière se fait, il est démontré qu'ils ont voulu forcer le blocus, et que leur effort est resté impuissant.

Les Autricheins, à leur tour, attaquent les Italiens dans le Trentin, les refoulent d'abord et menacent sérieusement les plaines de la Vénétie.

Les Bulgares, traitreusement encouragés par les Grecs font irruption en Macédoine, et les Russes envahissent le Caucase.

Enfin les Allemands, accrochés depuis déjà plus de quatre mois aux flancs de Verdun, s'acharnent avec la ténacité de leur race à mener des assauts toujours plus nombreux, toujours plus violents. Ils sacrifient les hommes sans compter, grignotent quelques lambeaux de nos tranchées, s'emparent des forts de Douaumont et de Vaux, et s'ils n'arrivent pas à emporter la place, ils réussissent à immobiliser pour le moment une très grande partie de l'armée française.

C'est dans ces luttes meurtrières et indécises que s'écoulent les mois de mai et de juin 1916.

CHAPITRE XVIII

Offensive de la Somme

(*Juillet-Novembre 1916*)

Enfin l'heure tant attendue a sonné ! L'offensive des Alliés commence. Ce sont les Russes qui ouvrent la marche. Le 4 juin, ils se jettent en masses énormes sur les Autrichiens en Bukovine et en Volhynie, leur prennent en moins de trois mois 1.000 officiers et 400.000 soldats, s'emparent d'un immense butin, de canons, de mitrailleuses, de fusils, d'obus et de caissons, et s'avancent de nouveau sur la Galicie vers la Hongrie. Le général Broussilow se couvre d'une gloire immortelle.

Pour se défendre contre une aussi foudroyante agression, les Autrichiens retirent des troupes de leur front des Alpes. Les Italiens en profitent pour reprendre l'offensive et leur font lâcher pied dans le Trentin (25 juin).

Le 1^{er} juillet, les Anglais et les Français se lèvent à leur tour, et prennent, cette fois, l'initiative de l'offensive à l'ouest. Un immense frisson d'espérance secoue le front occidental. En étroite liaison et sur un plan bien concerté, ils attaquent les Allemands sur une étendue de quarante kilomètres au sud de la rivière d'Ancre et au nord et au sud de la Somme. Cette simultanéité d'efforts est partout acclamée comme le gage assuré de la victoire et comme l'aurore de la délivrance.

Dès le premier jour, ils affirment leur supériorité en pénétrant dans la première ligne des tranchées ennemies,

abattent de nombreux avions, enlèvent sept villages et font quelques milliers de prisonniers. Les deux jours suivants ils poursuivent leur avance avec un égal succès.

En même temps, la lutte aérienne déploie une prodigieuse activité. Dans nos parages, nos escadrilles bombardent les gares et les centres importants de chemins de fer à Commines, Combles, le Ham, Saint-Quentin, Tergnier, la Fère et Chauny, qu'elles accablent de centaines d'obus. Quelques reconnaissances s'avancent même dans les tranchées ennemies jusqu'en face de Vingré.

Malheureusement le bombardement de la gare de Saint-Quentin amène une conséquence inattendue et bien douloureuse. L'explosion d'un dépôt de munitions produit un tel ébranlement de l'air qu'il jette à terre plusieurs maisons du voisinage, brise les vitres d'une infinité d'autres, pulvérise une partie des précieuses verrières de la basilique, du côté sud, et fait concevoir des craintes pour la voûte de la nef principale ; d'où l'interruption momentanée des offices dans le grand chœur de l'église par ordre de l'autorité militaire.

A la première nouvelle de leur fléchissement sur la Somme, les Allemands du secteur de Soissons sont comme pris de rage. et c'est sur notre ville, suivant leur habitude, qu'ils exercent leurs représailles. Dans la nuit du 3 au 4 juillet, ils en arrosent tous les quartiers de plus de deux cents bombes, dont plusieurs incendiaires. Quelques habitants sont blessés, la cathédrale est de nouveau atteinte, de nombreuses maisons sont endommagées et le magasin Potin incendié. Le soir du 4, ils recommencent le bombardement.

Bien que l'offensive anglo-française se poursuive sans interruption, notre progression sur la Somme est extrêmement lente, surtout sur le front anglais, l'ennemi ayant tout de suite réagi et nous opposant une puissante artillerie, et les Alliés ayant adopté pour système de n'avancer qu'à coups sûrs, par petits bonds successifs et après une rigoureuse préparation.

L'opinion publique, toujours prompte à s'impatienter, se contient cependant avec une rare énergie ; elle comprend, comme le rappelle unanimement la presse, que le succès, pour être assuré, devant être mûrement préparé, ne peut être que fort lent.

Dès maintenant l'équilibre des forces des belligérants semble rompu en faveur des Alliés, qui se sentent désormais les maîtres de l'heure. Tout le monde est convaincu, même les neutres, que leur union sera couronnée par la victoire, et que ce sont eux qui dicteront les conditions de la paix. L'immense étau qui doit enserrer la coalition austro-allemande a commencé à se fermer, lentement mais impitoyablement. La France, qui forme le noyau du groupe, apparaît comme la grande force morale de l'Entente ; toutes les nations opprimées ou menacées tournent vers elle leurs regards, et sont prêtes à la soutenir dans la lutte qu'elle conduit pour l'humanité contre le germanisme. Les Serbes rentrent en scène et marchent contre les Bulgares en Macédoine. Le Portugal se déclare nettement et la Roumanie semble vouloir prendre enfin parti contre les empires centraux.

A mesure que notre offensive s'élargit sur la Somme, et que les Russes refoulent l'ennemi dans la Galicie et les Carpathes, nous assistons dans notre région soissonnaise à une préparation silencieuse mais significative. Sur les plateaux situés entre la Marne et l'Aisne, un mouvement continu entraîne, sans bruit et sans éclat, des forces puissantes, troupes, canons, munitions, dans une même direction, c'est-à-dire sur le cours de l'Aisne, en amont de Soissons, vers Berry-au-Bac. C'est là, répète-t-on souvent, que doit porter notre attaque et commencer le mouvement tournant destiné à rejoindre les troupes qui opèrent près de Péronne. Que cette opération réussisse, et que les forces allemandes du Soissonnais et du Laonnois, se sentant menacées d'enveloppement, soient forcées de battre en retraite sur la Meuse, notre département se trouvera ainsi libéré.

Nos pronostics seront peut-être bien lents à se réaliser. Car en fait, la situation reste flottante et indécise dans cette partie de l'Aisne. Presque chaque jour, les communiqués officiels nous font part de quelque attaque de l'ennemi, comme s'il voulait sonder le terrain, ou de quelque nouvelle initiative de notre côté, mais tout se borne à ces démonstrations.

Le 14 juillet, près de la Ville-au-Bois et sur le plateau de Vauxclerc, deux attaques allemandes sont arrêtées par nos feux de mitrailleuses ; le 15, près d'Oulches, nos troupes effectuent un coup de main sur les tranchées adverses et les nettoient ; le 19, nos canons spéciaux abattent à Braine un avion allemand, dont les aviateurs sont capturés ; le 20, près de Vendresse, nos reconnaissances pénètrent, à la faveur d'une explosion de mines, dans une tranchée et la nettoient à la grenade ; le 21, nos avions bombardent les gares de Laon et de Saint-Erme ; le 23, nos soldats envahissent des tranchées près de Vailly et en ramènent des prisonniers ; le 26, nos feux de mitrailleuses repoussent avec pertes les forces ennemies qui ont attaqué notre saillant du Bois des Buttes dans la région de Ville-au-Bois ; la nuit suivante, une de nos escadrilles lance des projectiles de gros calibre sur les voies ferrées au nord de Tergnier, sur la gare de Chauny, sur un convoi en marche près de Coucy, et sur les établissements militaires de Menneville ; le 30, un heureux coup de main près de Soissons nous vaut quelques prisonniers. Toujours de l'agitation, jamais aucun engagement à fond.

Le mouvement s'accroît avec le mois d'août. Dans la nuit du 4, notre escadrille lance 80 obus de gros calibre sur la gare de Noyon et sur une fabrique de munitions ; dans celle du 8 au 9, une autre escadrille jette sur la gare de la Fère et sur la voie ferrée de Tergnier une avalanche de 88 obus ; et dans celle du 9 au 10, une nouvelle avalanche de 138 obus sur la gare de Guny. Les avions allemands y répondent en lançant, les 12 et 13, de nombreuses

bombes incendiaires sur la ville de Soissons. Durant tout ce mois d'août, c'est partout la lutte intensifiée dans l'air, sur terre et dans l'eau. Les avions, de part et d'autre, déploient une croissante activité. Plusieurs raids de zeppelins vont bombarder le sud et l'est de l'Angleterre. Par voie de représailles nos avions sèment la destruction et la terreur dans la zone des armées ennemies, et même bien au-delà, dans le duché de Bade, en Saxe et en Wurtemberg.

Sur l'eau, la guerre menace de reprendre avec une nouvelle fureur. Les sous-marins allemands, quoique gênés par les menaces des États-Unis, n'épargnent rien de ce qu'ils peuvent torpiller.

Sur terre, tandis que les armées anglo-françaises, contrariées sur la Somme par les formidables retranchements des Allemands, ne reconquièrent notre territoire que par parcelles, et au prix de mille sacrifices, les Russes continuent leur foudroyante avance en Galicie, dans les Carpathes et jusqu'en Hongrie, et le 9 août, les Italiens s'emparent de Goritz, qui leur ouvre le chemin vers Trieste.

Le 27, jour historique, l'Italie déclare enfin la guerre à l'Allemagne, la Roumanie déclare la guerre à l'Autriche-Hongrie, et le roi de Grèce, Constantin, toujours énigmatique, fait un geste favorable à l'Entente en changeant le personnel de son État-Major, sans toutefois dissiper l'inquiétude qu'inspire son attitude.

A partir de ce jour, les Roumains envahissent la Transylvanie et y progressent d'abord sans arrêt. Pour faire face à l'invasion, le kaiser sacrifie son chef d'État-Major, Falkenhayn, qui avait fortement appuyé le kronprinz dans son entreprise contre Verdun, et le remplace par Hindenburg, l'idole provisoire du peuple allemand. On attend avec curiosité ce qui va suivre.

La lutte se poursuit sur la Somme avec une énergie et une violence sans précédents. Les armées anglo-françaises avancent progressivement d'une façon très lente,

mais méthodique et constante. Toute l'activité des belligérants se concentrant de ce côté, le secteur de Soissons reste relativement tranquille, et les nombreuses troupes qui y sont successivement cantonnées se considèrent comme au repos.

Ce repos n'est pourtant pas tel qu'on n'ait à signaler aux alentours de nombreux incidents. La ville est même encore une fois bombardée le 28 et le 29 août, dans la direction de la gare et de la place de la République. Mais à partir de cette date, jusqu'en milieu de décembre, elle jouit d'une vraie tranquillité.

Le 21 août, au nord-ouest de la ville, un de nos détachements enlève une tranchée allemande du plateau de Vingré, et, la nuit suivante, une de nos escadrilles lance 79 obus sur les gares et voies ferrées de Tergnier, la Fère et Noyon, et y allume de violents incendies ; le 25, nos canons antiaériens abattent un fokker près de Craonne, et nos aviateurs incendient un ballon captif dans la région de Paissy. Le 31, un hardi coup de main de nos troupiers enlève une tranchée allemande devant Nouvron et nous ramène des prisonniers. Les Allemands transportent en toute hâte du front de l'Aisne sur celui de la Somme une partie d'une division saxonne, qui va se faire battre le 6 septembre dans le voisinage de Chilly.

Notre aviation redouble d'activité pour faciliter notre action sur la Somme. Dans la seule nuit du 9 au 10 septembre, une de nos escadrilles lance 480 bombes sur les gares et les dépôts ennemis dans la région de Chauny ; plusieurs de nos appareils exécutent deux fois le trajet de leur terrain d'aviation au lieu du bombardement ; et, au cours de la même nuit, dix-huit de nos avions déversent une avalanche d'obus sur les établissements militaires de Ham et des pays au sud de Péronne, où ils allument de nombreux incendies. Dans toute la région au nord de Soissons, le front ennemi est harcelé par nos aviateurs, qui ne lui laissent de repos ni jour ni nuit. Les gares et les voies ferrées de Tergnier et de Chauny et les baraquements

de Guiscard sont foudroyés, dans la nuit du 14 au 15 septembre par 77 obus de 120 et 8 obus incendiaires; dans celle du 16 au 17, les gares et bâtiments d'aviation de Tergnier, d'Abbécourt, de Ham et de Saint-Quentin n'en reçoivent pas moins de 349 ; et, dans celle du 25 au 26, la gare de Laon en reçoit 22, et 20 autres bouleversent, deux jours avant, un dépôt d'automobiles au nord-est de Soissons.

Nous avons sans cesse les yeux tournés vers cette région de la Somme, d'où nous espérons que nous viendra bientôt la délivrance.

Quelque lente que soit notre progression, comme elle est méthodique et qu'elle ne recule jamais, elle finit par inquiéter sérieusement les Allemands. Aussi voit-on apparaître dans leurs journaux, au début de septembre, à côté des rodomontades obligées, l'idée d'un retrécissement de leur front, comme si leur presse voulait préparer les esprits à cette éventualité. Mais il en coûterait tellement à leur orgueil d'avouer implicitement leur défaite, qu'on se demande s'ils pourront s'y décider spontanément.

Cet orgueil les retient devant Verdun, et les empêche de cesser une lutte désormais impuissante. Peut-être le Kronprinz, qui ne tente plus d'attaque de grande envergure, voudrait-il bien en finir, mais il est rivé là et obligé de continuer à traîner son boulet. Cependant sur la fin de septembre, la lutte semble mourir lentement, après avoir duré sept mois. Le Kaiser, qui vient d'accorder le bâton de maréchal au kronprinz de Bavière et au roi de Wurtemberg, accorde à son propre fils, le Kronprinz impérial, les simples feuilles de chêne de l'Ordre du mérite ; et celui-ci, peu satisfait sans doute, en renvoie l'honneur à ses troupes dans une proclamation où il les félicite de leur vaillance, sans un seul mot d'espoir pour l'avenir. De son côté, le Président de la République française se rend à Verdun, et, dans une solennité militaire, décore cette ville héroïque au nom de la France et de ses Alliés.

Tandis que la guerre déploie sur la Somme une violence

inouïe, je mets à profit le calme relatif dont jouit Soissons pour y aller reprendre contact avec la population. Je préside les offices du dimanche 8 octobre, qui se célèbrent toujours dans la sacristie de la cathédrale, et où j'ai la satisfaction de rencontrer un nombre respectable de fidèles, d'officiers et de soldats. Cinq jours durant je parcours tous les quartiers de la ville, je visite les églises, les édifices publics, et beaucoup de maisons privées, et je constate avec douleur que les ruines, par l'effet des pluies autant que du canon, se sont beaucoup aggravées depuis ma précédente visite.

Le faubourg Saint-Vaast est particulièrement horrible à voir ; une multitude de maisons éventrées couvrent le sol de leurs débris, ou sont ouvertes à tous les vents et dévastées par les pluies qui les inondent. Il ne reste plus dans ce quartier ni habitant, ni trace de mobilier. Les portes des maisons, celles des appartements et des meubles ont pris le chemin des tranchées, dont elles contrebutent les parois.

Accompagné de M. l'archiprêtre et de M. le chanoine Hivet, je m'engage dans le long dédale de tranchées et de boyaux qui aboutissent à Saint-Médard. Je reste interdit devant cet interminable développement de fossés profonds, creusés en zigs-zags, où l'on rencontre à chaque pas des séries de créneaux, des postes pour mitrailleuses, des fortins, des blockhaus, des centres de résistance, le tout enveloppé d'inextricables réseaux de fils de fer barbelés, destinés à entraver la marche de l'assaillant. Saint-Médard est transformé en une vraie forteresse. Mais que les bâtiments ont souffert de la mitraille ! L'antique crypte sert de cagna pour nos soldats, et je constate avec une profonde tristesse que la sépulture du vénérable abbé Dupont, fondateur de l'établissement des sourds-muets, a été profanée et ses restes dispersés. Deux petits cimetières, établis dans l'enclos de la maison et dans les jardins de Saint-Vaast, sont, au contraire, tenus, et même décorés avec un soin religieux qui fait honneur à nos troupiers.

Avec le mois d'octobre les bruits de paix recommencent à courir. Ils sont mis en circulation par les Allemands, qui sentent sans doute venir le désastre final et qui voudraient conjurer la ruine de leur empire. Ils font à plusieurs reprises des offres de paix séparée à la Russie, qui repousse leurs avances. Mais tout d'abord ils s'abandonnent à des transports de frénésie contre l'Angleterre, qu'ils haïssent par-dessus tout à cause du blocus, et contre laquelle leurs zeppelins multiplient les raids sans grands résultats.

Leurs ressources toujours puissantes, leur ardent patriotisme, la discipline de fer sous laquelle ils sont habitués à se courber et surtout leur incommensurable orgueil leur interdisent d'avouer qu'ils seront vaincus ; mais au fond ils aspirent à voir cesser la lutte, afin de s'en retirer avec honneur, et la presse germanique, derrière les vantardises d'usage, laisse souvent percer la crainte de l'avenir.

Le Kronprinz impérial change soudain d'attitude. L'homme de la force brutale, qui a détrempe de sang humain nos champs et nos bois, et que ses troupes ont surnommé le *boucher de Verdun*, se montre plein d'une tendre compassion pour l'humanité, et, dans des interviews sensationnelles, il gémit sur la cruauté de la guerre et fait des vœux ardents pour le retour de la paix. Le sycophante !

A son exemple, la presse allemande est éprise d'un beau zèle pour la conservation de la vie des soldats et elle s'indigne de la cruauté des nouveaux engins de guerre, *les tanks*, employés par les Anglais. Elle ne se souvient plus, sans doute, du temps où elle poussait à la destruction de l'ennemi à outrance et par tous les moyens. Aussi personne n'est dupe de cette métamorphose, ni de ces larmes de crocodile, sous lesquelles se cache une dose prodigieuse d'hypocrisie ou d'inconscience. On leur répond fièrement de tous côtés : « Vous avez tiré le vin, il faut le boire, *patere legem quam fecisti.* »

A ce moment, une série d'heureux événements militaires entretient en nous les plus beaux espoirs. Les Roumains, rangés aux côtés de l'Entente, envahissent une grande

partie de la Transylvanie qu'ils désirent s'annexer ; les Italiens, maîtres de Goritz, s'avancent sur le Carso vers Trieste ; les Serbes reconquièrent Monastir et une bande de leur territoire national ; les Français avec une bravoure sans exemple, reprennent les forts de Douaumont et de Vaux, et arrachent en quelques jours aux Allemands le fruit de huit mois de durs combats ; sur l'Ancre et la Somme, les armées anglo-françaises libèrent plus de cinquante villages et s'enfoncent peu à peu dans les lignes ennemies ; et, en même temps, notre aviation, de plus en plus active, ne cesse de harceler et d'accabler de projectiles les stations ennemies placées à l'arrière du front de la Somme, Noyon, le Ham, Saint-Quentin, Chauny, Tergnier.

Les Allemands, il est vrai, se vengent, et, pour nous faire expier la reprise de Douaumont et de Vaux, ils bombardent à plusieurs reprises, suivant leur habitude, Reims et Soissons. Dans la nuit du 20 au 21 octobre, ils lancent 200 torpilles sur nos tranchées de Saint-Vaast, qu'ils bouleversent de fond en comble ; et le 17 novembre, ils atteignent deux fois notre cathédrale, et un schrapnell éclate dans la salle capitulaire.

Dans le même temps, sous l'impulsion et les ordres d'Hindenburg, devenu leur idole et leur maître absolu, ils prennent de tous côtés des mesures en vue d'augmenter leurs effectifs affaiblis ; mesures violentes, qui revêtent le caractère de moyens extrêmes et presque d'actes de désespoir. Ils redoublent leur piraterie sous-marine, et engloutissent, outre de nombreux vaisseaux de guerre ou vaisseaux marchands, plusieurs vaisseaux-hôpitaux ; ils proclament l'autonomie de la Pologne russe, afin de pouvoir en appeler les hommes sous leurs drapeaux ; ils décrètent la mobilisation civile de tous les citoyens allemands de 17 à 60 ans ; ils déportent en masse plus de cent mille habitants de la Belgique et du nord de la France ; et les réduisent en esclavage, en les condamnant à un travail forcé.

L'opinion du monde entier se révolte, et les neutres

protestent hautement contre ces procédés barbares par lesquels l'Allemagne se met au ban du genre humain. Mais les Allemands n'entendent rien et ne veulent rien entendre, si ce n'est la férocité de leurs instincts et ce qu'ils appellent les nécessités de la guerre.

Au milieu de ces effroyables agitations, qui tiennent le monde entier dans l'anxiété, l'automne tire à sa fin, l'hiver accourt à grands pas, et les premiers froids commencent. Avec la mi-novembre, les combats sur la Somme se ralentissent et les communiqués ne trouvent plus rien à signaler en dehors de canonnades plus ou moins nourries. Nos émigrés, qui avaient salué dans l'offensive de juillet l'aurore de leur délivrance, voient encore s'évanouir cette illusion dont ils s'étaient bercés cinq mois entiers, et doivent faire un nouvel appel à leur énergie morale pour se résigner à passer un troisième hiver hors de leurs foyers.

CHAPITRE XIX

Le Troisième Hiver. Grand Bombardement de Soissons

(*Janvier-Mars 1917*)

Il est bien angoissant le début de ce troisième hiver de guerre. A partir de la mi-novembre pèse sur tout le front occidental, surtout pour les émigrés, une atmosphère allourdie par les déceptions et les incertitudes. Notre poussée sur la Somme, qui nous avait donné tant d'espoir, est soudain interrompue ; de cuisants revers dus aux louches machinations d'un ministre russe-germanophile, Sturmer, s'abattent sur nos vaillants alliés, les Roumains, dont la capitale est prise par l'ennemi ; la Grèce attaque perfidement les marins français dans le guet-apens d'Athènes ; les partis politiques troublent notre pays par de bruyantes agitations ; tandis qu'en face de nous, l'Allemagne intensifie prodigieusement la fabrication de ses munitions de guerre, mobilise toute sa population civile pour le service de l'État, et, usant d'une manœuvre perfide, qui veut paraître humaine et généreuse, et qui n'est peut-être qu'un signe de faiblesse et un cri de détresse, fait officiellement proposer à tous les gouvernements de l'Entente d'ouvrir des négociations de paix. Cette proposition vague est presque aussitôt renforcée par une invitation que le président des États-Unis, Wilson,

adresse à tous les belligérants de faire connaître leurs buts de guerre.

Période sombre et lourde, durant laquelle les pessimistes reprennent le dessus, aidés sous main par les agents boches, qui répandent partout des rumeurs inquiétantes, et inconsciemment par les incorrigibles socialistes, très pressés d'entrer en pourparlers avec un ennemi dont ils sont dupes et qui leur prépare un nœud coulant.

Heureusement la situation, sur la fin de décembre, semble vouloir se détendre. Les gouvernements de l'Entente, en Russie, en France, en Angleterre, se raffermissent en concentrant le pouvoir aux mains d'hommes d'une compétence et d'une énergie connues. Ils repoussent avec un unanime dédain la manœuvre pacifiste de l'Allemagne, et affirment leur inébranlable résolution de rester unis pour la poursuite de la guerre jusqu'à l'écrasement du militarisme prussien et l'obtention de réparations pour les dommages du passé et de garanties matérielles pour la sécurité de l'avenir. Les Français soutiennent à propos ces déclarations par une très brillante victoire sur la Meuse, (15 décembre) qui les remet en possession, et au delà, des terrains qu'ils occupaient avant la grande attaque de l'ennemi. Le Pape, de son côté, flétrit énergiquement, dans une allocution consistoriale, les crimes des Allemands, notamment leur piraterie sous-marine et les déportations des Belges. Les Roumains s'arrêtent dans leur retraite, mieux soutenus par les Russes, et enfin les Grecs se résignent, sous l'effet du blocus, à ramener vers le sud leurs troupes déjà prêtes à se joindre aux armées des empires centraux. On attend avec impatience les événements graves, qui semblent inévitables dans un prochain avenir.

La région soissonnaise, durant la période estivale et automnale, n'avait pas connu d'événements saillants. La voix du canon s'y était fait entendre à peu près chaque jour, des obus avaient été lancés par intermittence dans toutes les directions, mais sans dégâts importants, et la

vie des rares habitants qui y étaient restés se déroulait monotone, morne et ennuyée. On s'accrochait au moindre symptôme d'espérance, et on le lâchait bientôt pour courir après un autre.

Quand fut suspendue l'offensive sur la Somme, à la mi-novembre, un grand mouvement s'opéra dans les troupes du front ; de nombreux corps d'armée traversèrent le pays en sens divers, se remplaçant mutuellement suivant les exigences du service. Les troupes du secteur de Soissons furent relevées et remplacées par une division de cavalerie, qui fut cantonnée sur les plateaux entre l'Aisne et la Marne, et dont les hommes, mis à pied pour la circonstance, furent chargés de la garde des tranchées. On rencontrait sur les mêmes plateaux des escouades d'ouvriers malgaches, occupés à l'entretien des routes, et quelques groupes de prisonniers allemands, à Fère, Villers-Cotterets, Brécy, que l'on employait aux travaux de l'agriculture et de l'industrie.

Le pays s'apprêtait ainsi à passer l'hiver dans le calme et dans l'attente de plus graves événements pour l'approche du printemps.

Le Conseil municipal de Soissons, qui n'avait pas siégé depuis plus de deux ans, s'était enfin réuni à Paris au début de novembre, et avait mis au point quelques-unes des plus importantes affaires. C'était un petit réveil de la vie municipale, qui répondait aux vœux de la population et qui semblait plein d'espérance. A peu de jours de cette courte session, M. Muzart, qui remplissait, depuis le commencement de la guerre, les fonctions de maire, ayant donné sa démission et pris du service dans l'armée, fut remplacé à la mairie par M. le conseiller Debout, vigoureusement secondé par M. Descambres.

Mais au moment où tout semblait se rasseoir, la population soissonnaise, toujours clairsemée, vit reparaître quelques-uns des mauvais jours qu'elle avait vécus jadis. L'artillerie ennemie, restée assez calme depuis plusieurs mois, manifesta une menaçante recrudescence d'activité.

Du 30 novembre au 9 décembre, la plupart des nuits furent troublées par des décharges d'artillerie qui visaient surtout la gare, où les Allemands soupçonnaient la présence de trains, et sur les ponts qui y donnaient accès. Malheureusement beaucoup de coups trop courts atteignaient en route l'hôpital et ses dépendances.

La bataille de la Meuse où nos troupes avaient regagné du terrain, fait 1.200 prisonniers et enlevé 115 canons, avait dissipé les miasmes de l'atmosphère et ramené dans tous les cœurs la joie et la confiance. Le succès était trop brillant pour que l'ennemi ne s'en vengeât pas à sa manière ordinaire. Soissons était tout désigné à ses coups, il ne les lui fit pas longtemps attendre.

Dès le 18, il lançait sur la ville 35 obus de fort calibre ; deux jours après, il en lançait 75, et le 23, 56 autres. Cette triple avalanche s'abattit sur la partie centrale de la ville et y causa de graves dégâts. La cathédrale ne fut pas épargnée. Les habitants durent se réfugier de nouveau dans leurs caves.

Nos aviateurs rendirent aux Boches coup pour coup. Dans la journée du 20, ils accablèrent la gare d'Anizy d'une cinquantaine d'obus, qui mirent à mal les dépôts ennemis.

Au delà de la ligne de feu, dans les régions envahies, nos malheureux concitoyens, courbés sous un joug de fer, ne cessaient de demander leur rapatriement dans la France restée libre. Les Allemands, mus par le désir de n'avoir plus à les nourrir beaucoup plus que par un sentiment d'humanité, avaient accordé ce rapatriement à un certain nombre d'habitants du nord. Chaque fois qu'ils pouvaient grouper cinq cents personnes, ils en formaient un train, et les rejetaient en France par la Suisse.

Le 4 décembre, un de ces trains partit de Laon, emportant des rapatriés de toute la région. Trois ou quatre jours après, passant par Mézières, Givet, Luxembourg, le duché de Bade et la Suisse, ils se retrouvaient sur le sol français.

Quelle joie pour nous de les revoir ! Quelle joie pour

eux de se retrouver enfin sur une terre libre, au milieu de leurs parents et de leurs amis ! Ils sont pour la plupart débilisés et amaigris par les souffrances qu'ils ont endurées ; mais ils ne pensent plus qu'à leur bonheur actuel. Par conversations et par lettres ils nous mettent au courant de ce qui se passe derrière ce rideau des tranchées qui nous sépare de nos malheureux frères. Que de tortures morales et physiques n'ont-ils pas dû supporter ! Vexations incessantes, humiliations, perquisitions, amendes, prisons, refus de circulation, profanation des églises, entraves au culte, inventaires forcés de leur mobilier, confiscation de leur argent, de leur linge, de leurs meubles, de leurs instruments de travail et des produits de leurs terres, travaux forcés et mal rétribués sur les chemins, dans les champs et les forêts, privation de la nourriture la plus indispensable et, pour un rien, évacuation sur l'arrière ou captivité en Allemagne. Il leur fallait tout accepter sans lever la tête et tout endurer sans mot dire. C'était le régime de la terreur et de l'esclavage.

Si nos vaillantes populations courbent les épaules sous ce joug de l'oppresseur, elles conservent cependant, nous disent-elles, la fière indépendance de leur esprit. « Surtout pas de paix ! criaient-elles à ceux qui partaient ; dites bien que nous préférons souffrir, et qu'on ne parle pas de paix tant que les barbares ne seront pas chassés et châtiés ! »

Ils nous racontent qu'en beaucoup d'endroits, notamment à Laon, la détresse du culte est extrême : plus d'huile sainte pour l'extrême-onction des malades, plus de vin pour le sacrifice de la messe, plus de cire pour les offices, plus d'huile pour la lampe du Saint Sacrement ; plus de farine pour les pains d'autel ; on les fabrique avec les grains des épis glanés à l'automne par les enfants des hospices. Les Allemands font main basse sur les cloches des églises et sur les statues et objets en cuivre ou en fonte ; ils dépouillent les cimetières de tout le métal qu'ils y trouvent, et expédient le tout en Allemagne. Dans une perquisition à l'hôpital de Laon ils ont pratiqué

des fouilles jusque dans la chapelle, et même tenté de forcer la porte du tabernacle, qui n'échappa à cette profanation sacrilège que par la fermeté de la Mère Supérieure ; A Vermand, ils ont brisé le tabernacle et outrageusement profané les saintes hosties. Ces rapatriés ont vu des ouvriers belges, au nombre de près de cinq mille, déportés des environs de Gand et amenés en quatre bataillons, civils, derrière le front allemand de Soissons, où l'ennemi les contraint à creuser des tranchées, à poser des fils de fer barbelés, à construire des quais de débarquement pour les troupes le long d'une voie de chemins de fer qui conduit à Marle. Comme ils refusaient tout d'abord de travailler pour le compte des ennemis de leur patrie, ils furent privés de nourriture et forcés de dormir dans la boue. Ils sont dans le plus complet dénuement, et ne reçoivent que deux marks par semaine. Les Allemands leur ont offert de les mieux nourrir et de leur donner des chaussures et quatre marks par jour s'il signaient un engagement de travail. Tous ont refusé de signer.

Nos voisins, habitants du département du Nord, sont eux-mêmes, nous disent-ils, soumis à un abominable régime d'esclaves qui a soulevé l'indignation du monde civilisé.

Sur un ordre formel de l'autorité militaire, les habitants sont obligés de se tenir sur le seuil de leur porte ; souvent, ils y restent des heures entières, jusqu'à ce que les officiers aient fait leur choix. Ceux-ci choisissent qui leur plaît, hommes, femmes, jeunes gens, jeunes filles, arrachent ces pauvres victimes aux bras de leurs parents, leur délivrent une « carte de maison » et un numéro d'ordre qui ne leur permettront pas de déménager. Ils les entraînent par groupes pêle-mêle, les plus pures jeunes filles confondues avec de viles prostituées. Toute résistance au caprice des officiers est punie d'amende, de prison et de forteresse. Les plus durs travaux sont imposés aux déportés, qui doivent subir un régime de terrorisme,

de pénalité, de privations, d'injures et d'ignoble malpropreté.

Aussi beaucoup succombent à ce régime ; leur santé s'altère profondément, et leur esprit même est souvent frappé d'une sorte d'hébètement.

Nous n'en finirions pas si nous voulions redire ce que nous racontent nos chers rapatriés. Nous n'insisterons pas ici ; car toutes ces horreurs, et cent autres du même genre sont fidèlement consignées par plusieurs d'entre eux dans d'émouvants récits, qu'ils conservent avec soin et qui, plus tard, seront mis au jour pour l'instruction des générations à venir. Replions-nous donc sur Soissons et ses alentours.

La situation y devient de plus en plus intolérable avec les derniers jours de l'année 1916. Loin de diminuer, le bombardement s'accroît ; il est à peu près quotidien et vise presque toujours le centre de la ville, parfois la gare, souvent l'hôpital. Les journées des 20 et 30 décembre, sont particulièrement désastreuses. « On ne sort plus qu'en tremblant », nous écrit un de nos amis.

Il faudrait, pour être complet, mentionner l'incroyable quantité d'obus, souvent des centaines, lancés chaque jour ; mais cette énumération ne pourrait être que fastidieuse. Bornons-nous à dire que la cathédrale, les maisons voisines et l'hôpital sont particulièrement maltraités.

A l'hôpital, le jour de Noël, au moment où l'on sortait des vêpres, une rafale de sept obus s'abattit près de la porte de la chapelle ; personne ne fut atteint. Quelques minutes plus tard, tout un groupe de jeunes filles eût été frappé. Deux femmes y avaient été blessées cinq jours avant ; l'une d'elles, M^{lle} Pierre, fut emportée à Muret et y mourut.

Quant à la cathédrale, elle est de plus en plus meurtrie de la tour au chevet. De nouveaux coups ont percé la partie de voûte qui tient encore, une grande brèche est ouverte au sommet d'une des fenêtres hautes du sanctuaire, le vitrail du fond, qui était de grande valeur artis-

tique, est percé de mille trous. Les abords immédiats sont aussi gravement atteints, une cheminée du presbytère est jetée bas, et l'appartement de la tourelle est bouleversé de fond en comble.

Les villages des alentours ne sont pas mieux traités que la ville. Septmonts, Villeneuve-Saint-Germain, Belleu, Billy, Braine, Vauxbuin ont de plus en plus à souffrir. À Braine, une bombe d'avion boche tombe sur un lavoir public, tue quatre femmes et un enfant, coupe le pied d'une personne et en blesse grièvement plusieurs autres. Vauxbuin, Villeneuve reçoivent des obus par centaines pendant une série de jours, particulièrement le trente-un décembre. La population vit dans l'épouvante.

Le commencement de 1917 n'amène aucun changement. L'ennemi semble s'acharner à détruire la ville. Le 3 janvier, le bombardement est si intense et le péril devient si grand, que l'autorité militaire, d'accord avec l'autorité civile, décide une dernière et complète évacuation de l'hôtel-Dieu et des hospices. Depuis la première évacuation, exécutée sur la fin de 1914, l'hôpital avait rouvert ses portes à un certain nombre de vieillards ; quelques employés y prenaient aussi leurs repas. La décision de l'autorité est cette fois absolue et irrévocable. Les civils doivent avoir évacué les locaux pour le 8 du mois. La basse-cour et les étables sont transférées dans des fermes de l'intérieur du pays, quelques serviteurs restent chargés de veiller sur les bâtiments, quinze religieuses sur trente-deux y sont maintenues, sur la demande formelle de la Mère Supérieure, pour prendre soin du mobilier. L'aumônier, le chanoine Delloue, continue vaillamment, à ses risques et périls, à occuper son appartement. Ce mouvement d'émigration s'opère également parmi les habitants de la ville, qui ne sont plus à ce moment que cinq ou six cents, et qui cherchent par tous les moyens possibles à sauver leur mobilier et à se mettre eux-mêmes en sûreté.

Il n'est bruit, dans toute cette période du début de l'année, que d'une prochaine offensive de grande envergure

dans le secteur entre Soissons et Reims, probablement dans la région de Berry-au-Bac. Nous sommes frappés, sur les bords de la Marne, du nombre extraordinaire de troupes qui sont dirigées vers ce secteur ; on parle couramment de 800.000 hommes. Et que dire des munitions de guerre ? C'est, le jour et la nuit, un perpétuel défilé de canons, de caissons et de voitures chargées d'un immense matériel. Partout on agrandit les quais d'embarquement, on élève de nouvelles ambulances et l'on prépare une multitude de lits pour les blessés. Le bruit se répand que les populations des rives de l'Aisne ne tarderont pas à être évacuées d'office.

Il est évident que les armées s'observent et se tâtent, pour reconnaître le point faible de l'adversaire. Il ne se passe guère de jour que les communiqués ne nous fassent part de quelque rencontre dans notre voisinage de patrouilles ou d'avant-postes ; mais ce ne sont encore que des actions de détail exécutées avec des fortunes diverses. La lutte d'artillerie se généralise entre l'Aisne et l'Argonne, sans se fixer non plus en aucun point. L'aviation se montre toujours fort active ; les gares et les établissements militaires de la ligne ennemie, Anizy, Folembay, Chauny, Tergnier, sont souvent criblés de projectiles par nos escadrilles. On sent que le feu couve partout et qu'on s'apprête pour une formidable rencontre.

En attendant les événements, nous vivons dans l'anxiété. Nous interrogeons les voyageurs, les nouveaux émigrés, les militaires qui viennent de Soissons à Château, et tous leurs témoignages s'accordent à dire que la ville et particulièrement la cathédrale, sont, depuis six semaines, cruellement bombardées. Aussi appelons-nous de tous nos vœux ce choc que l'on nous annonce depuis si longtemps, et nous nous entretenons dans l'espoir qu'il brisera enfin le joug odieux qui pèse sur nos épaules meurtries.

Sur ces entrefaites, nos journaux nous communiquent un article de la *Gazette populaire de Cologne*, répondant à une intervention de Notre Saint-Père le Pape relativement au

bombardement des cathédrales. Le Kaiser, y est-il dit, déclare « qu'il s'efforce d'épargner les horreurs de la guerre aux lieux vénérables consacrés au culte religieux, ainsi qu'aux monuments artistiques, qu'il considère comme étant la propriété commune de toute l'humanité. » Déjà nous nous réjouissions, espérant que désormais notre pauvre cathédrale serait à l'abri des mauvais coups de l'artillerie ennemie. Mais quelle fourberie ! tandis que le Kaiser prend des poses d'un homme humain et clément, ses artilleurs redoublent de barbarie ; la division saxonne qui occupe le secteur de Soissons ne cesse de prendre notre cathédrale pour cible, elle la déchire à ce point qu'elle en devient méconnaissable. « C'est une grêle d'obus, nous écrit-on ; on y est tellement habitué, qu'on ne songe plus à en parler. »

Un agenda d'un commandant de la *Ringkanonen batterie*, trouvé par une de nos patrouilles à la cote 132, au nord-est de Soissons mentionne en termes exprès, dans les mois de janvier et de février 1915, le nombre d'obus tirés de propos délibéré sur la cathédrale : « La batterie a tiré 19 obus fusants et percutants sur la cathédrale de Soissons. Le clocher et la nef ont été plusieurs fois touchés ; dans la nef on a observé un commencement d'incendie. On n'a pu faire jusqu'à présent de grands dommages matériels au clocher. » — Plus loin : « La batterie Stenger a tiré sur la cathédrale et en particulier sur le clocher 29 schrapnells, dont 16 au but. » Et enfin, dans une situation de munitions, du 25 février 1915 : « Obus existants : 199 ; consommation : 21 (cathédrale).

Indigné de tant d'hypocrisie et de mensonges, j'en écris directement à Sa Sainteté Benoît XV, et je lui montre par les faits ce que valent les déclarations du Kaiser.

La division saxonne ayant été remplacée au début de février par une division bavaroise, sans doute moins fanatique, le bombardement s'arrête soudain, après avoir duré six semaines, et la ville de Soissons rentre dans une nouvelle période de tranquillité.

Nous en étions là quand se produisent des événements d'une extraordinaire gravité, qui nous font présager un prochain avenir favorable à notre cause.

Décus et exaspérés de la réponse des Alliés qui ont repoussé leurs prétendues propositions de paix, les empires centraux proclament pour le 1^{er} février la guerre sous-marine à outrance et sans merci, contre tous les vaisseaux marchands et ils tracent sur la carte une ligne de blocus qui doit affamer l'Angleterre, la France et l'Italie. L'Allemagne se sent perdue ; avant de céder, elle va essayer une fois encore de terroriser le monde. Elle se trompe. Quoi qu'elle fasse, son blocus ne tiendra pas ses promesses, et son fameux plan, qu'elle invoque à tout propos, semble bien la conduire à la défaite définitive. Tout en effet lui devient contraire en ce moment.

A ses barbares procédés les États-Unis répondent par la mise à exécution de la menace formulée dix mois auparavant, et le président Wilson, en plein Sénat, annonce la rupture des relations diplomatiques entre les États-Unis et l'Allemagne. Tel un coup de tonnerre dans le ciel. L'univers stupéfié attend ce qui va suivre. L'Allemagne reculera-t-elle ? Ce serait une humiliation que son orgueil n'est pas encore en état d'accepter. Ira-t-elle de l'avant ? Ce serait la guerre et ses suites. Les neutres, invités par le président Wilson à suivre la ligne de conduite des États-Unis n'osent s'avancer dans cette voie, ce qui leur attirerait immédiatement une terrible vengeance. Tremblants devant l'ogre toujours prêt à les dévorer, ils s'enferment prudemment dans leur précédente neutralité. La Chine, plus résolue, rompt toute relation diplomatique avec l'Allemagne, et commence par confisquer les vaisseaux allemands mouillés dans ses ports.

L'Angleterre de son côté porte à l'ennemi commun un coup terrible par la prise de Bagdad (26 février) et bientôt après par la jonction de ses troupes avec celles de la Russie, ruinant ainsi les ambitieux projets du Kaiser sur l'Orient.

et forçant les Turcs à songer avant tout à leur propre défense.

A l'état de nervosité générale que crée cette situation, vient s'ajouter pour tout le monde une nouvelle et dure épreuve. La température se refroidit d'une façon extraordinaire, et, durant un mois entier, du 15 janvier au 15 février, l'Europe est sous la glace, la navigation fluviale est interrompue, la crise du charbon devient intense, et entraîne celle du gaz et de l'électricité; les transports ne suffisent plus au ravitaillement en vivres, les troupes souffrent cruellement dans les tranchées et la détresse des populations s'accroît de jour en jour.

Cette crise de la température amène des répercussions politiques inattendues ; en France, la Chambre harcèle sans répit le ministère présidé par Briand et l'accule à démissionner (16 mars). En Russie, de graves soulèvements, dus à l'insuffisance du ravitaillement, éclatent à Pétrograd ; l'empereur Nicolas, prisonnier des errements de l'autocratie et de la bureaucratie, ordonne la fermeture temporaire de la Douma ; la Douma résiste et se constitue en gouvernement provisoire, qui est soutenu par le peuple et par l'armée; et le tsar Nicolas, comprenant que la révolution qui s'opère est irrésistible, abdique généreusement en faveur de son frère Michel (17 mars). La Douma fait appel à une assemblée constituante, qui sera chargée de donner au pays une nouvelle constitution démocratique. Elle se prononce contre l'influence néfaste de l'élément germanophile, et déclare qu'elle continuera la guerre à outrance, au côté des Alliés, jusqu'à la plus complète victoire. Cette révolution ressemble d'abord pour les Allemands à une écrasante défaite. Mais ils ne se tiennent pas pour battus, et pendant de longs mois ils vont travailler l'élément anarchiste, si nombreux en Russie, afin de faire tourner la révolution à leur profit et d'obliger les Russes à abandonner la lutte.

Après avoir tourmenté pendant six semaines la ville de Soissons et les environs, les Boches avaient suspendu leur

tir à partir du 4 février, et une période de vingt jours s'était écoulée dans une tranquillité presque complète. La fatigue morale finissait cependant par peser si lourdement sur les habitants que plusieurs d'entre eux profitèrent de ce calme momentané pour achever d'enlever leur mobilier.

Soudain les événements reprennent une tournure violente et tragique. Les Anglais ont recommencé à exercer sur la rivière d'Ancre leur pression méthodique, et presque chaque jour, depuis le 1^{er} février, ils obligent les Allemands à abandonner leurs abris les mieux fortifiés et à céder du terrain. Ce recul les humiliant, ils ne veulent pas avouer qu'ils sont contraints de céder, et font publier partout que leur retraite est stratégique et conforme à un plan arrêté d'avance. D'autre part, en rapprochant les déclarations de nos rapatriés, on acquiert la conviction qu'ils reculent sur un front très étendu, mais qu'ils dissimulent ce mouvement en arrière avec le plus de soin possible.

Les bruits de plus en plus fréquents qui nous arrivent de la rive droite de l'Aisne trahissent chez les habitants de ces régions un état d'angoisse et de terreur. Les Allemands font évacuer tous les villages et en rejettent les populations sur l'arrière, ils pillent et incendient les maisons, les usines, les édifices publics, ils en ramassent tout le mobilier, qu'ils entassent dans des entrepôts, avec menace de le brûler, s'ils n'ont pas le temps de l'enlever avant de se retirer; ils veulent que les habitants qui y rentreront après leur départ n'y trouvent plus rien, ni vivres, ni logement. Il devient donc manifeste qu'ils songent à une retraite et qu'ils s'y préparent par la dévastation du pays. Au nord et à l'est de Soissons, on sent monter la tempête et l'on entend les grondements avant-coureurs de la foudre.

Soudain l'orage éclate au-dessus de Soissons et la ville est soumise au plus affreux bombardement. Ici j'emprunte le récit d'un témoin oculaire, M. l'archiprêtre Landais,

qui s'est vaillamment prodigué dans toute cette calamiteuse période :

« Les journées des 12 et 13 mars 1917, m'écrit-il, furent pour Soissons les plus mauvaises qu'elle eût connues depuis le début de la guerre, et elles laisseront dans l'histoire de notre ville un souvenir d'horreur ineffaçable.

« Le lundi 12, après une matinée assez calme, commença, vers quatre heures du soir, un bombardement intense qui ne prit fin qu'à sept heures et demie. D'autres bombardements avaient été aussi violents, plus violents même ; celui-ci fut de beaucoup le plus désastreux.

« Comme les coups n'étaient d'abord pas trop rapprochés, chacun, réfugié dans sa cave, attendait que la musique infernale cessât. Longtemps nos canons ne donnèrent pas la réplique, de quoi nous nous étonnions beaucoup ; à cinq heures et demie, ils commencèrent à tonner avec une telle vigueur que les Boches ralentirent sensiblement leur feu et que la confiance nous revint au cœur. Nous ignorions encore, à ce moment, que nous étions arrosés d'obus incendiaires.

« Cependant la nuit était venue. Voulant me rendre compte, je sors dans ma cour, vers six heures et demie, et j'aperçois, à travers les brèches de la cathédrale, des lueurs rougeâtres. C'est la maison Rocquigny, rue de la Buerie, qui flambe, et illumine toute la rue. Je rentre atterré. Ce n'était hélas ! que le prélude de mes émotions. Les yeux toujours fixés vers la cathédrale, je vois le ciel éclairé par d'autres lueurs au-dessus de la place Saint-Gervais. Je cours, je m'assure que la sacristie est intacte ; l'incendie était plus loin, dans la rue Saint-Quentin. Tout aussitôt j'en aperçois un troisième, rue du Beffroi ; puis un quatrième, au marché couvert. Plus de doute, les barbares brûlent systématiquement notre ville.

« Sur ces entrefaites, arrive le chanoine Rouillier, que rien n'est capable d'arrêter et que le péril attire. Après un bref échange de vues, nous sortons ensemble

dans le quartier pour nous rendre compte, et, au besoin, nous rendre utiles. Le spectacle est terrifiant ; nous nous guidons à la lumière des flammes partout allumées. Au-dessus de nous, sur tous les points de l'horizon, au sud de la ville, des lueurs vives et passagères s'échappent de nos canons qui ne cessent de cracher la mitraille. Nous sommes saisis d'une impression d'épouvante que je n'oublierai plus jamais.

« Rue des Minimes, c'est la maison de M. Choron qui s'allume, puis celle de M. d'Arcosse ; rue Saint-Martin, nous entendons le crépitement, sous l'action du feu, des immeubles Fournier, du café de Paris et de la maison Widmer.

« Nous regagnons tristement nos abris et nos couchettes de guerre, nous demandant avec anxiété ce que sera la nuit. Des centaines d'obus s'étaient abattus dans la soirée ; plus d'une cinquantaine tombent encore sur la ville pendant les heures suivantes. A peine le jour venu, j'étais sur pied, désireux de me rendre compte de l'étendue du désastre. J'apprends tout d'abord la mort de deux militaires, un lieutenant et un soldat, tués par les obus.

« Les flammes achèvent de consumer leurs proies. Au nord de la cathédrale, les immeubles Rocquigny et Clairambaux n'offrent déjà plus qu'un monceau de décombres, faits de meubles, de tableaux, d'objets d'art, de vaisselles, de literie, et de ces mille riens, chers souvenirs de famille, accumulés par la piété filiale comme des reliques d'un prix inestimable, et auxquels le cœur est si fortement attaché. Dans le fond, comme un décor de théâtre, la somptueuse demeure de M. Lemer montre ses savantes charpentes découvertes, et son troisième étage ravagé, lui aussi, par l'implacable flamme.

« Dans la rue des Minimes, à côté de la maison Choron, réduite en cendres, l'hôtel de l'Argus a déjà communiqué le feu aux deux magnifiques habitations des docteurs

Voimant ; et, dans la rue du Chaperon-Rouge, la maison Vion a commencé à s'embraser. Le dévouement et l'habileté de nos sapeurs-pompiers, appelés de tous côtés à la fois, ne peuvent suffire à arrêter la marche du feu, qui éclate sur un grand nombre de points. Et puis, chose fatale, l'eau se fait rare et s'épuise, Aussi le fléau gagne du terrain. Le café de la Croix d'or, rue Saint-Christophe ; la maison du tapissier Nicolas, rue du Collège ; la maison Lebert, rue du Beffroi ; l'étude Jouy, rue du Pot d'Etain ; les trois dernières maisons de la rue Saint-Quentin ; les trois maisons près du pont, rue de la Bannière ; trois maisons de la rue Gambetta, en face de la banque de France ; la maison Tassin, sur le port, une partie des classes de l'école Saint-Georges, et d'autres maisons encore brûlent en même temps.

« Dans l'après-midi du 13, comme on pouvait le redouter, le feu se communique de la maison Choron aux immeubles voisins. L'hôtel Ferté, où naquit le célèbre avocal Paillet, ne tarde pas à être dévoré ; les maisons de M. Forzy et de Lepaon sont atteintes à leur tour et réduites en cendres, sans qu'on puisse arrêter la marche du feu. Les murs et la tour de la cathédrale en sont si vivement éclairés qu'on peut croire un instant qu'elle est elle-même atteinte par l'incendie.

« Heureusement, dans la nuit du 13 au 14, une forte équipe de pompiers, mandés de Paris par télégramme, arrive à Soissons par train spécial, et maîtrise enfin le fléau qui menaçait de tout dévorer.

« La cathédrale a heureusement peu souffert de cet assaut ; il est pourtant manifeste que les Boches ont voulu l'incendier, comme le prouvent les brûlots, les uns consumés, les autres intacts, que l'on retrouve les jours suivants dans les combles. »

Le bilan de cette lamentable journée peut s'établir ainsi : 14 foyers d'incendie bien déterminés ; 10 commencements d'incendie étouffés avant de graves dommages ; au total, 30 immeubles complètement brûlés.

Si encore l'on était sûr du lendemain ! mais le 14 mars et jours suivants, l'ennemi ne cesse de lancer sur nous de nouveaux projectiles. Notre orphelinat de Saint-Félix, aux portes de la ville, épargné jusque-là, reçoit à son tour une trentaine d'obus asphyxiants qui y causent d'importants dégâts. Aussi l'anxiété de la population va toujours grandissant.

CHAPITRE XX

Premier Recul des Allemands

La Dévastation

Peut-être, nous disions-nous, en suivant heure par heure les ravages de l'incendie de notre chère ville, et en réfléchissant aux mœurs d'un ennemi barbare, peut-être les Boches nous font-ils leurs adieux. N'ont-ils pas juré de faire de notre pays, avant de partir, un désert inhabitable ?

Nous avons deviné juste, nous les avons bien jugés, ils préparaient, en effet, un recul, et ils voulaient, en incendiant nos maisons, nous laisser un dernier gage de leur *Kultur*.

Ce recul était forcé, en raison de l'irrésistible pression de l'artillerie anglaise ; il était aussi voulu, et correspondait à un plan d'Hindenburg, plan que les Allemands qualifiaient de *génial*, et qu'ils prenaient toutes les peines du monde de nous expliquer. Ils voulaient, disaient-ils, faire échouer l'offensive des Alliés, annoncée pour le printemps, et rendre inutile notre formidable préparation en se retirant sur un nouveau front définitif et en créant un désert entre eux et les armées ennemies. Mais la rapidité avec laquelle les armées anglo-françaises se mirent à leur poursuite compromit singulièrement l'exécution de ce plan, au point qu'on put douter s'il existait réellement et si ce n'était pas encore une de ces inventions destinées à ménager l'orgueil national et à lui faire accepter ce recul devenu inévitable.

Le 15 mars, les Anglais accentuant leur progression, s'avancent rapidement sur Bapaume, que les Allemands se plaisaient à comparer à Gibraltar ; le 17, ils enlèvent cette place forte avec treize villages des environs, et les Français, de leur côté, s'emparent de Roye et de Lassigny. Le 18, les Anglais se rendent maîtres de Péronne, de Nesle et de Chaulnes ; les Français, de Noyon et des plateaux entre l'Oise et l'Aisne jusque Crouy. En trois jours, l'avance conjuguée des deux armées couvre une surface de 35 kilomètres de profondeur sur un front de 150, et libère plus de 200 villages.

Il fallait se venger d'un tel échec. Les Boches n'y pouvaient manquer. Sur ordre et systématiquement, ils exercent sur tous les pays qu'ils abandonnent le plus abominable vandalisme. Ils pillent, volent, incendient les maisons, violent et profanent les tombeaux qui tentent leur cupidité, détruisent les routes, inondent les plaines, font sauter les ponts, bouleversent le sol, scient à hauteur d'homme les arbres fruitiers, renversent au travers des routes les peupliers plantés en bordure, infectent les sources et les puits, font passer la herse sur les champs ensemencés, et laissent les populations sans vivres aux prises avec la faim. Ils entendent, par cette mise en coupe sombre de notre territoire, saigner la France et la réduire pour de longues années à un état d'infériorité économique. Non seulement ils ravagent notre sol, mais ils dévastent nos établissements industriels et en emportent les matières premières, les produits et l'outillage. Leur rage jalouse s'en prend à nos monuments historiques qu'ils mutilent, à nos églises qu'ils souillent et dont ils volent les cloches et font sauter le portail ou le chœur. Avant de fuir, ils détruisent, par la déflagration de 28.000 kilogs d'explosifs, le donjon de Coucy, réputé le plus bel ouvrage militaire du moyen-âge, « cette vieillerie » ne valant pas, disent-ils, la tête d'un soldat allemand. De Bapaume à Péronne, de Péronne à Noyon, les villages n'offrent plus que des monceaux de ruines, et ainsi en

est-il de la partie de l'Aisne qu'ils sont forcés d'abandonner. Autour de Chauny beaucoup de villages disparaissent ; à Chauny plus de 1800 maisons, les églises, les édifices publics, deviennent, après trois semaines de préparation et de dévastation, la proie des flammes.

Non contents d'assassiner les hommes, ils voudraient, s'ils le pouvaient, assassiner notre terre. Ils ne font qu'exécuter à la lettre la froide menace de leur Kaiser. Ne disait-il pas, au début de la guerre, parlant de l'Alsace-Lorraine, que, s'il était forcé de l'abandonner, il ne la rendrait que nue comme la main ! Trouvant encore moyen de renchérir sur cette monstrueuse parole, les Boches disaient avec insolence aux habitants de Chauny : « Oui, nous partirons, mais nous ne vous laisserons que les yeux pour pleurer. »

Qu'on ne croie pas que leur conscience se trouble de tels excès. Loin de s'en excuser, ils s'en glorifient sans pudeur.

« Il est naturel, dit une note officielle, que nos troupes laissent les bandes de territoire qu'elles abandonnent selon le plan de notre commandement, dans un état tel que l'ennemi n'y trouve aucun plaisir... Nous agissons uniquement *selon les principes techniques de la guerre moderne* ; il ne saurait donc s'agir dans ce cas de destructions inutiles, encore moins de pillages. »

Qui n'admirerait une aussi haute vertu ? Ce sont sans doute ces principes techniques qui les ont autorisés à enlever, en se retirant, une multitude de jeunes filles et de femmes, sans même dire où ils les conduisaient et à quoi ils les condamnaient, cinquante de Noyon, cent cinquante de Roye, vingt et une de Chauny, quarante-deux de Villers-Saint-Christophe et d'Aubigny ? Ce sont ces principes techniques qui leur ont permis d'éventrer les coffres-forts des banques et d'en emporter le contenu, de ruiner le culte religieux en brûlant nos églises et en dispersant le clergé paroissial, de blesser et de tuer les enfants en laissant, derrière eux, dans les maisons et sur

les routes, des grenades meurtrières, dissimulées dans des porte-plume, des sifflets, des toupies et autres jouets ?

« Notre commandement, écrit la *Gazette de Francfort*, a voulu créer une sorte de glacis en vue des futurs combats, une large zone de dévastation a été créée, qu'on pourrait appeler zone de la guerre dans tout ce qu'elle a d'impitoyable.

« Des villages florissants, jusqu'ici habités, des champs cultivés, des jardins potagers ne représentent plus qu'un amas de cendres fumantes. Partout, j'ai vu les pionniers à l'œuvre qui mettaient la dernière main à l'ouvrage. Les magnifiques troncs des arbres qui bordent les routes françaises gisaient à terre, en partie sciés, pour être placés comme obstacles sur la route au dernier moment.

« Les croisements des routes, les ponts, les canaux, les écluses étaient minés, les chambres de mines étaient chargées.

« L'ennemi ne trouvera pas un rouleau de fils de fer, pas un brin de paille ni une botte de foin, pas une aiguille de chemin de fer, pas une bêche, pas une fourche, pas une source. Il ne trouvera non plus ni canons, ni cartouches, ni fusils. Les mâts bétonnés des conduites de transport d'énergie électrique sont abattus, les câbles pour la lumière électrique, pour le télégraphe, pour le téléphone ont été emportés. Les champs au bord de la route ont été retournés et labourés, afin que l'artillerie, trouvant les routes détruites et espérant se frayer un passage des deux côtés de la chaussée, soit contrainte de procéder à des réfections très difficiles¹ ».

« Dans les derniers mois, écrit de son côté le *Lokal Anzeiger*, une grande bande de territoire français a été transformée par nous, pour des raisons militaires, en un terrain mort, le long de toute notre position. Aucun village, aucune ferme ne sont restés debout dans ce glacis, aucun talus de chemin de fer n'a été laissé. Devant nos

1. *La Croix*, 23 mars.

positions se déroule, comme un immense ruban, un terrain où règne la mort¹. »

« Nous avons fait, dit encore le *Berliner Tagblatt*, des choses terribles pour arracher à l'ennemi tout couvert et tout chemin. C'est le comble de la destruction. Cette contrée ne porte plus un arbre, plus un buisson, plus une maison, plus une chaumière. C'est ainsi que nous avons répondu au refus d'offre de paix. Ceux qui ont voulu la guerre doivent apprendre à la connaître dans ses résultats les plus sérieux. Un désert doit nous séparer de l'ennemi². »

Et l'on pourrait citer cinquante articles semblables, qui remplissent, tous ces jours-ci, les colonnes des journaux allemands, et où s'étale une joie de cannibale en face d'une proie en lambeaux. « Il passe parmi nos troupes de l'Ouest, écrit la *Gazette de Woss*, une vague de joie, et j'oserai dire de joie devant le mal qui a été fait à autrui. » Joie immonde, joie de faire le mal pour le mal par férocité instinctive et réfléchie, dont les soldats français ont constaté les effets avec horreur, lorsqu'ils ont vu, dans les cimetières de nos pays reconquis, les cercueils ouverts, les os éparpillés sur le sol et remplacés par des ordures !

Non seulement les Boches reconnaissent leurs dévastations et se complaisent à en faire de longues descriptions; ils essaient même d'en plaisanter, avec la lourdeur qui leur est propre, et d'insulter leurs victimes.

« Les camions automobiles, dit le correspondant du *Berliner Tagblatt*, qui, ces jours-ci, transportaient vers l'Est des charges formidables, ont laissé de profondes ornières dans la boue de la route. Maintenant, les convois passent toujours; depuis le milieu du mois ne circulent plus que les voitures qui recueillent tout ce qui restait encore et, en quelque sorte, le mobilier des soldats. On dirait un déménagement de petites gens; des matelas et des chaises et, couronnant le tout, une machine à coudre

1. *L'Eclair*, 23 mars.

2. *L'Echo de Paris*, 23 mars.

ou une échelle de poulailler ; et aussi beaucoup de portes et de fenêtres enlevées aux habitations, et tout ce qui a semblé valoir la peine d'être pris dans ces maisons qui, dans quelques heures, vont sauter et flamber. On emporte aussi des troncs d'arbres, du beau bois, sans un défaut. — En avant !

« Aucun rouage de la puissante machine ne doit s'arrêter; il faut mettre à profit ces jours de brouillard sans aviateurs. On passe à travers le désert, un désert triste, qui dure des lieues, sans arbres, sans buissons, sans maisons. Tout a été abattu à coups de hache ou bien encore scié ; les arbres et les buissons sont tombés, et cela dura des jours et des jours, jusqu'à ce que tout ait été rasé. Il ne fallait laisser dans cette zone aucun abri, aucun toit ; il faut que l'ennemi altéré cherche en vain le puits, tous les puits sont détruits ; il n'y a pas un coin où il lui sera possible de s'installer : tout a été abattu et brûlé, les villages ne sont plus que des amas de décombres, les clochers sont étendus en travers des routes. La fumée monte de partout et empeste l'air ; dans tous les villages retentissent des explosions : ce sont les cartouches de dynamite qui accomplissent leur œuvre dernière.

« Il n'est pas facile de bouleverser de fond en comble, toute une localité. Des centaines de villages ont été exposés au bombardement, mais quelques murs se dressaient encore ; parfois un toit s'appuyait encore sur des pierres. Lorsque les pionniers mettent la main sur un village, tout semble en proie à un tremblement de terre, tout se brise et s'effondre, et les débris misérables reçoivent encore le coup de grâce. Sur le sol, pêle-mêle, s'amoncellent les briques et les pierres, tandis que les poutres sont consumées par le feu.

« Pauvre diable d'habitant, cherche ta maison maintenant !

« Il y avait là d'anciennes fermes, aux fondations puissantes, aux voûtes résistantes... on perçait un trou dans le mur, on faisait exploser la cartouche de dynamite, et

voilà que tout s'effondrait, comme on l'avait voulu, la moitié sur la route qui se trouvait obstruée, et la moitié dans la cave béante. Tout ce qui fut le village n'est plus que débris : la ferme importante a disparu avec la maisonnette ; celle-ci flambe facilement et les murs en pisé s'effondrent au premier choc ; les grands bâtiments des fermes résistent mieux, mais l'explosion accomplit son œuvre ; les ruines s'ajoutant à la misère du voisin s'étendent en véritables champs où ne sont que des débris¹. »

Ah ! qu'ils battent des mains aujourd'hui, les scélérats, qu'ils insultent à la misère de nos populations ruinées, mais surtout qu'ils tremblent pour eux-mêmes ! Qu'ils redoutent pour demain la colère qui est montée bouillante au cerveau des victimes de leurs forfaits et des soldats qui en sont les témoins indignés ! Par leur férocité, leurs rapines, leur luxure ils ont fait reculer la civilisation de vingt siècles, ils ont supprimé la morale évangélique, ils ont fait revivre tous les instincts violents de la brute païenne du temps de leur dieu Thor, et ils ont allumé au sein des nations une haine inextinguible, qu'on ne noiera que dans des flots de sang. Si jamais leur territoire est envahi à son tour, ils sentiront les conséquences terribles de ces prétendus « principes techniques de la guerre moderne » qu'ils ont inaugurés, et dont ils sont aujourd'hui si fiers. Ni nos prières, ni nos conseils de modération, ni rien, ni personne, ne pourra contenir la fureur des soldats. Dès maintenant, ceux-ci demandent que l'on proclame la loi du talion : Ville pour ville, village pour village ! et le Sénat français, entraîné par l'indignation et la douleur, vient de « vouer à la malédiction universelle les auteurs de ces forfaits », et de demander, au nom de la justice, que « la répression en soit assurée² ».

Et dire que les ravages dont nous sommes témoins dans la vallée de l'Oise ne sont peut-être qu'un commencement ! Ces monstres à face humaine déclarent qu'ils reculeront

1. *La Croix*, 1^{er} avril 1917.

2. Séance du 31 mars 1917.

par petites étapes, et que rien de vivant ne restera derrière eux. Ce n'est plus la guerre, c'est le banditisme et l'assassinat.

Nous tremblons pour Saint-Quentin et pour Laon, qu'ils sont bien capables de réduire en cendres. Qu'est-ce qui pourrait arrêter leur férocité ? Le seul reproche qu'ils se font, c'est d'avoir encore conservé trop de sentimentalité. Ce ne sont plus des êtres humains ; ce sont des brutes de marbre et d'acier, des démons destructeurs sortis de l'abîme. C'est une honte éternelle pour l'humanité. Déjà leur rage s'est abattue sur Saint-Quentin ; du 15 au 16 mars, il y ont fait le vide en évacuant 47.000 habitants. Désormais plus d'obstacle à leur rapacité.

Cependant nos armées avancent, et, chaque jour, en dépit des obstacles semés sur notre front, nous gagnons du terrain.

Le 19 mars, le communiqué officiel nous apporte cette mention qui nous cause une joie profonde : « Soissons est définitivement dégagé par la reprise de toute la région qui s'étend depuis l'Aisne jusqu'à l'Ailette. » Ce serait donc pour nous la délivrance ? Nous pourrions donc dès maintenant envisager la question du retour dans nos foyers ? Toutefois, attendons, notre empressement serait prématuré et périlleux.

Le fort de Condé sur l'Aisne reste toujours aux mains de l'ennemi, qui, de là, bombarde énergiquement nos positions sur la rive gauche, et surtout nos formations militaires, et peut encore atteindre Soissons. Il l'atteint même dans tous les jours suivants et y cause de nouveaux dégâts. Force nous est donc de modérer notre impatience.

Le 20, nous enlevons Tergnier et Jussy, nous franchissons le canal Crozat et nous sommes à sept kilomètres de Saint-Quentin, que notre cavalerie menace d'autre part sur la route de Cambrai.

Le 21, les Anglais n'enlèvent pas moins de 40 villages, et nos troupes en prennent quelques autres sur la route de Soissons à Laon. La nuit suivante, notre artillerie bom-

barde le fort de Condé, qui depuis si longtemps domine et terrorise la vallée de l'Aisne ; mais elle ne réussit pas encore à en déloger l'ennemi.

Où va s'arrêter le recul des Allemands ? Ira-t-il jusqu'à la Meuse ? Nous le souhaitons, sans oser l'espérer. S'arrêtera-t-il sur la ligne Douai-Cambrai-Saint-Quentin-La-Fère-Laon, que les Allemands dénomment « le Fossé d'Hindenburg » ? Cela paraît plus probable. La situation ne cesse donc pas d'être grave, et un retour offensif de l'ennemi reste assez possible pour que nous nous tenions encore sur une prudente réserve.

Cependant Soissons essaie déjà de revivre. La présence du 37^e corps d'armée, qui s'est porté en avant, donne à la ville une animation qu'elle ne connaissait plus ; on annonce le rétablissement imminent du service postal ; la voie ferrée est promptement remise en état, et les trains de Paris et de la banlieue commencent à entrer en gare. C'était trop vite. L'ennemi s'en aperçoit ; il lance des obus avec des pièces à longue portée, et l'arrivée des trains est de nouveau suspendue. Avant la fin du mois, l'hôpital, toujours militarisé, a repris son activité, bien que la présence des Allemands au fort de Condé laisse subsister une menace permanente. A chaque heure du jour affluent au quartier général et à la préfecture des demandes de rentrée en ville ; l'autorité militaire les écarte résolument jusqu'à nouvel ordre, et ne laisse rentrer, après examen et avis favorable du préfet, que ceux dont la profession peut profiter au bien public.

Le 22 mars, il devient évident que les Allemands veulent s'arrêter, au moins provisoirement, sur le « Fossé d'Hindenburg ». Ils commencent à opposer une énergique résistance aux Anglais près d'Arras, aux Français sur l'Ailette et le canal Crozat et sur le plateau de Vregny. Malgré les obstacles accumulés devant elles, les armées alliées continuent à progresser tous les jours, mais beaucoup plus lentement. Leur marche est retardée sur la route de Laon par les arbres jetés en travers sur une longueur de

600 mètres ; et surtout par ce fait que Condé et Vailly forment le point central, la charnière où se rejoignent les deux branches de l'armée ennemie, et dont la conquête demande une exceptionnelle préparation.

Tous les jours qui suivent, il se livre sur cette ligne défensive de violents combats, qui tournent à notre avantage et nous permettent de progresser peu à peu. Nos troupes s'approchent de Saint-Quentin par le nord et par le sud, elles s'emparent d'Essigny-le-Grand, de Vendeuil, de deux forts de la Fère, de Castres, de Montescourt, de Folembroy et de la basse forêt de Coucy, s'avancent au delà de l'Oise et de l'Ailette, et marchent à la conquête de la redoutable position de Saint-Gobain. Leur ardeur, toujours fraîche, est décuplée par le spectacle des ruines que les soudards allemands ont accumulées dans toute la région.

Les habitants de ces pays dévastés, ne pouvant plus trouver chez eux ni abris ni vivres, sont évacués par l'autorité civile vers Compiègne, et, de là, acheminés dans toutes les directions où l'on espère qu'ils seront reçus et hébergés. Les 26 et 27 du mois, nous en voyons arriver plusieurs convois à Château-Thierry ; quelques groupes sont cantonnés en ville et la plupart sont envoyés dans les campagnes environnantes. Quel navrant spectacle ! Comment retenir ses larmes à la vue de tant de misères imméritées ? Comment surtout les soulager et en adoucir l'amertume ?

« Lorsque les immenses véhicules s'arrêtent, écrit M. le Vicomte de Reiset, qui les a reçus à Compiègne, lorsque les bâches se soulèvent et que les portières s'ouvrent, on voit descendre péniblement des femmes à la mine défaite, des enfants amaigris et hâves et des vieillards chancelants. Tous ont le teint couleur de terre, le visage émacié, le regard effaré et anxieux. Le régime de terreur sous lequel ils ont vécu pendant près de trois années les a annihilés au physique et au moral. Le manque de nourriture, les privations de toutes sortes et le dur travail qui leur fut

imposé ont usé et épuisé leurs corps, tandis que les menaces incessantes et la crainte perpétuelle des mauvais traitements ont anémié leur volonté et paralysé leur esprit ! Presque indifférents à ce qui les entoure, ils ne lèvent les yeux que pour regarder autour d'eux avec une résignation morne, comme si, après tant de souffrances éprouvées, il n'était plus pour eux de nouveaux malheurs possibles !

« La plupart restent silencieux, et, lorsqu'ils répondent vaguement aux questions qu'on leur pose, leur parole sort hésitante et sourde, comme si les quelques mots qu'ils prononcent leur coûtaient un pénible effort ! Il en est quelques-uns, pourtant, qui pleurent et qui se lamentent, mais ce n'est qu'à voix basse qu'ils expriment leurs plaintes, et il semble qu'un effroi persistant les empêche de manifester leur douleur !

« Le costume de ces pauvres gens est d'une lamentable tristesse et les loques innommables qui les couvrent n'arrivent pas à les protéger contre la bise glaciale de cet interminable hiver ! Un vieillard enroulé dans une vaste couverture verte s'abrite la tête et le dos sous un édredon écarlate retenu par des cordes enroulées. C'est sa literie sauvée du pillage des Boches qu'il emporte ainsi avec lui ! A côté d'un vieux paysan coiffé d'un haut de forme aux dimensions démesurées, des petits garçons flottent dans des vêtements hors d'usage empruntés à la garde-robe paternelle, qui leur battent les talons et traînent jusqu'à terre ; mais personne ne songe à sourire, car le tableau est navrant. Les enfants les plus grands s'actrochent aux jupes de leurs mères, qui portent péniblement les plus petits enveloppés dans des lambeaux de châles, déchirés, minables et déteints !

« Ils parlent des durs travaux exigés d'eux, sans distinction de sexe et d'âge, et des brutalités qu'il leur a fallu endurer et subir.

« Enfin, c'est le tableau navrant de leurs maisons incendiées, de leurs meubles pillés, de leurs foyers détruits, de leurs terres ravagées et de leurs arbres fruitiers coupés au ras de terre !... Et les larmes nous viennent aux yeux,

larmes de pitié et de rage, devant une pareille suite d'épreuves et de souffrances, et devant cette succession de cruautés et de malheurs¹ ».

Peu à peu ces pauvres émigrés parviennent à destination sur les divers points du territoire français, et leurs lettres, en nous faisant connaître leur résidence, nous exposent en termes émouvants leurs longues et pénibles souffrances. Nos petites communautés hospitalières de Vendeuil, de Fayet, de Blérancourt, de Chauny, vouées au service des vieillards et des orphelins, errent de tous côtés avec leurs colonies, arrivant avec peine à trouver quelque abri suffisant. Les curés de nos paroisses, dispersés par l'ouragan, posent le pied où ils peuvent, et, de jour en jour, ils se remettent entre nos mains, sollicitant des secours, un asile et du travail.

Douloureuse conséquence à laquelle il fallait s'attendre. De ces émigrés, vieillards, femmes et enfants, un grand nombre s'éteignent sur les chemins et dans les hôpitaux, épuisés par les émotions, la misère et les souffrances de l'atroce nuit du 19 février, que les Barbares les ont forcés à passer debout sur le quai de Babœuf, sans abri, sans nourriture, et par un froid aigu.

L'indignation soulevée par cette explosion de barbarie est intense et se répercute dans tout l'univers. Le Président de la République, accompagné des présidents du Sénat et de la Chambre des Députés, se transporte sur les lieux ravagés, il visite à Soissons les quartiers les plus endommagés et la cathédrale, et distribue des secours à ceux des habitants qui sont restés dans la ville ; puis il se rend à Chauny et dans les villages de la zone du front français où il ne constate que des ruines. Il annonce lui-même aux quelques habitants restés sur place la motion par laquelle le Sénat vient de déclarer que la guerre ne prendrait fin que lorsque la victoire assurerait aux victimes la réparation de toutes les atrocités commises par les Boches sanguinaires.

1. Vicomte de REISET, *Echo de Paris*, 27 mars 1917.

La lutte continue chaque jour à prendre plus d'extension et devient vraiment mondiale. Les États-Unis y choisissent enfin leur place à côté de l'Entente. Le 4 avril, le Congrès déclare la guerre à l'Allemagne ; « non point au peuple allemand, dit le président Wilson, mais à son gouvernement responsable ». « Il faut que les Hohenzollern s'en aillent ! », tel est le cri qui retentit au delà de l'Océan. « Le peuple américain a suspendu son action jusqu'à ce qu'il fût complètement convaincu que la lutte n'était pas une méprisable et tumultueuse ruée pour la puissance et pour des possessions territoriales, mais une lutte désintéressée, ayant pour but d'abattre une conspiration sinistre contre les droits et la liberté de l'humanité¹. » La grande République nous paie aujourd'hui la dette qu'elle a contractée envers la France il y a plus d'un siècle ; nous avons aidé à son affranchissement, elle nous rend notre bienfait. Le phare de la liberté que nous avons allumé aux rives américaines resplendit aujourd'hui sur le monde et nous envoie sa lumière.

Son exemple entraîne les autres républiques américaines ; et, dans les semaines qui suivent, Cuba, Panama, le Guatemala, le Brésil, la Bolivie, le Chili, la République Argentine rompent leurs relations diplomatiques avec l'Allemagne et se déclarent pour la lutte en faveur de la liberté des peuples contre la tyrannie. On sent que l'heure de l'hallali approche.

Inquiet des grondements intérieurs qui se font entendre en Allemagne, Guillaume II songe à sauver sa dynastie et sa couronne en promettant à la Prusse une constitution politique libérale après la guerre. C'est son premier repli à lui. Cette promesse tardive ne trompe personne ; elle a déjà été tant de fois faite et éludée depuis un siècle, qu'on refuse généralement d'y croire.

Un mois s'écoule encore pendant lequel notre attente devient enfiévrée et tous nos regards se tournent anxieux

1. Message de Georges LLOYD aux journalistes américains.

vers ce secteur de Reims à Soissons, d'où il nous semble que doit venir le salut. Jours effroyables pour la ville de Reims, que le Kronprinz, à ce moment, écrase sous un torrent de plus de soixante-dix mille obus ! et pour la ville de Saint-Quentin, que les Boches ont vidée de tous ses habitants, et dont ils commencent à incendier les faubourgs, tandis que les troupes alliées l'encerclent.

Enfin le coup éclate, et le 9 avril, lendemain de Pâques, l'offensive anglo-française se déclanche avec l'impétuosité d'une mer démontée. Les Anglais remportent près d'Arras une brillante victoire, qui les met en possession de 12.000 prisonniers, de 160 canons et mortiers et de 165 mitrailleuses et leur permet un bond sérieux en avant. Les Français commencent sur l'Aisne l'attaque du secteur de Soissons à Reims. C'est la bataille de l'Aisne qui s'annonce comme la plus grande bataille de la plus grande des guerres.

Le lundi 16 avril, dans le secteur de Soissons à Reims, pressenti depuis longtemps comme le deuxième grand champ de bataille du front occidental, après un intense bombardement de destruction qui a duré six jours, nos troupes attaquent les lignes allemandes sur un front de quarante kilomètres.

Comme l'ennemi s'attendait à cette offensive et qu'il sentait qu'un recul sur cette partie de sa ligne compromettrait irrémédiablement toute l'aile gauche de son front Lens-Soissons, il y avait concentré une artillerie formidable et des troupes évaluées à 19 divisions. Il s'agissait pour lui de tenir, coûte que coûte, et d'empêcher tout progrès de nos troupes. La lutte fut donc terrible et sa bataille se prolongea durant cinq jours.

Le 16, nos soldats, admirables de courage et d'entrain, enlèvent la première ligne ennemie de Chivres à Craonne, puis la seconde, de Craonne à Loivre-Courcy, débordent le fort de Brimont, font plus de 10.000 prisonniers et capturent un butin immense.

Le 17, en face de l'incroyable résistance qu'ils rencontrent, ils consolident les positions acquises, tandis qu'à

l'est, la lutte s'étend au delà de Reims, en Champagne, sur un front de 20 kilomètres, et nous met en possession des fortes positions d'Auberive et de Moronvillers et de 2.500 prisonniers.

Le troisième jour, le 18, est encore plus brillant et plus fructueux que les précédents. Par le plus mauvais temps possible, sous des rafales de pluie glacée et sur un sol détrempe, nos troupes enlèvent une série de fortes positions et de villages au nord de Vailly, s'assurent toute la rive droite de l'Aisne, s'avancent jusqu'au *Chemin-des-Dames* et ajoutent à leurs prises 3.000 nouveaux prisonniers, 75 canons et 300 mitrailleuses.

Le 19, ils enlèvent Aizy, Jouy, le fort de Condé, et surtout Laffaux, la charnière du front ennemi.

Cette fois, Soissons serait-il entièrement dégagé et pourrait-il offrir à ses habitants une pleine sécurité ? On l'affirme, et tout naturellement, nous nous complaisons dans cette affirmation. Bientôt les Boches se chargent de nous détromper. Ils continuent, d'un point inconnu, à tirer sur Soissons, principalement sur la gare, autour de laquelle se trouvent de fréquents rassemblements militaires, et presque chaque jour, ils font quelques victimes. Et comme si l'ennemi n'entassait pas encore assez de ruines, voici que les nègres, qui foisonnent dans la ville, y causent un accident des plus déplorables. L'un d'eux laisse échapper de ses mains une grenade qui en flamme d'autres, et une explosion formidable jette à terre la vieille église romane de Saint-Pierre, le plus ancien monument de Soissons.

Soudain il se produit dans notre attaque un grand ralentissement. Les régiments qui reviennent du front sur l'arrière pour prendre un peu de repos nous rapportent que notre offensive s'est heurtée à une résistance extraordinaire, inattendue, et ils estiment que la victoire, dont d'ailleurs ils ne doutent pas, sera beaucoup plus difficile à obtenir qu'on ne l'avait supposé. Nos pertes en tués et en blessés sont très considérables et au delà de toute

prévision. L'ordre vient de Paris de suspendre les opérations.

On avait cru que nous serions capables, dans un pays plein de carrières profondes, hérissé de difficultés, de faire une brèche décisive à travers une épaisseur de douze ou quinze kilomètres de défense formidable. Grave erreur dont il faudra revenir. Bientôt nos alliés, les Anglais vont pratiquer avec succès une autre méthode, plus prudente et plus efficace.

Cet arrêt est pour nous, et pour la France qui observe, une nouvelle et amère déception ; mais c'est pour le parti des politiciens une belle occasion de faire du zèle verbal et de frapper sur les chefs.

Sur ces entrefaites, j'avais enfin obtenu, après bien des lenteurs, le permis de retour à Soissons que je sollicitais depuis longtemps. Le 25 d'avril, je reprends donc le chemin de ma ville épiscopale et j'y réinstalle mon administration. Mon retour n'est pas exempt de péril. J'avais choisi un très mauvais jour. Nous remarquons, en approchant de la ville, sur les bords de la route, d'énormes trous béants, que viennent de creuser, quelques instants auparavant, cinquante bombes lancées par l'ennemi dans la direction de la gare. Elles avaient tué, hélas ! plus d'une dizaine de soldats, soit à la gare même, soit surtout à l'usine Piat. La constatation était peu rassurante. Aussi tout autour de moi je lis sur les visages une profonde inquiétude, presque des reproches, pour être rentré dans de pareilles circonstances.

Les jours qui suivent ne sont pas meilleurs. Du moulin de Laffaux, transformé en forteresse, ou du fort de la Malmaison, peut-être d'Allemant, les Boches continuent à tirer sur la gare. Le canon ne cesse de gronder avec violence, la nuit et le jour, à l'est de la ville, en amont de l'Aisne ; les communiqués sont presque muets et n'annoncent rien de décisif.

Après quelques jours d'arrêt, nos troupes s'élancent de nouveau sur leur objectif, avec une indomptable ardeur, et, le 5 mai, elles enlèvent Craonne ; le plateau, le village,

une partie du Chemin-des-Dames, plusieurs points de résistance de l'ennemi, le moulin de Laffaux, Allemant, font 5.300 prisonniers et s'emparent d'un butin considérable. Trois fois, l'ennemi contre-attaque avec fureur et avec des effectifs très élevés, formés de troupes fraîches, trois fois il est repoussé avec d'énormes pertes et nos troupes restent maîtresses de ces positions.

A ce réel succès en correspondent d'autres analogues à notre aile droite, au delà de Moronvillers en Champagne, et à notre gauche, où les Anglais avancent quotidiennement d'Arras sur Cambrai et Douai. Les contre-attaques allemandes sur Craonne et sur Laffaux cessent dans les journées des 6 et 7 mai, le calme se rétablit sur le front et Soissons commence à respirer. A tout prix, nous voulions nous croire délivrés. Nous le désirons tellement ! Et cependant il nous faut en rabattre, et nous ne tardons pas à constater que nous sommes le jouet d'une nouvelle illusion. Nous apprenons à ce moment que le 5 du mois, Braine a été horriblement bombardé par des pièces à longue portée, que le moulin a été incendié, et que plus de cinquante soldats qui y étaient logés, ont péri sous les ruines.

Mon premier mouvement, en rentrant dans ma ville épiscopale, avait été d'aller tout d'abord rendre hommage à la mémoire de nos concitoyens tombés victimes de la guerre. A la première heure de liberté, je me rends donc au cimetière communal, puis au cimetière de l'hôpital, et enfin aux deux petits cimetières de Saint-Vaast et de Saint-Médard. Ce n'est pas sans une profonde émotion que je pénètre dans ces champs du repos et que j'adresse à Dieu une ardente prière pour les âmes de ceux qui y dorment leur dernier sommeil.

Nous arrivons au cimetière de la ville par un étroit et long boyau, et nous sommes tout d'abord frappés de l'aspect morne et désolé qu'il présente. Les tombes semblent pleurer et implorer la pitié ; elles sont pour la plupart en mauvais état, étant restées longtemps sans entretien et à l'abandon. Parmi les monuments funéraires, quelques-uns

portent les traces visibles du bombardement ; l'ensemble pourtant est bien conservé et accuse beaucoup moins de dégâts qu'on n'aurait pu le craindre. Depuis le mois de septembre 1914, aucune sépulture n'y avait plus été possible, parce que les Allemands, du haut des collines environnantes, tiraient sans pitié sur tout rassemblement. Les quelques personnes, en petit nombre, mortes en ville, depuis lors, ont été inhumées dans des jardins particuliers ou dans les nouveaux cimetières créés dans les dépendances de l'hôpital et sur la paroisse de Saint-Vaast.

Le cimetière de l'hôpital, dû aux exigences de la guerre, répond si bien aux besoins ordinaires de cet établissement et à ceux du quartier de la gare, que, dès aujourd'hui, la conservation en paraît réclamée par les vœux d'une partie de la population. Il présente un nombre assez restreint de tombes, 500 environ, presque toutes de soldats, quelques-unes seulement de civils. Si ce nombre paraît peu élevé par comparaison avec les cimetières d'autres villes, il s'explique par ce fait que les blessés amenés à l'hôpital de Soissons y restaient peu de temps, et étaient presque tous évacués, après les premiers soins, à l'intérieur du pays.

Les deux autres petits cimetières, que nous visitons avec le même sentiment patriotique, l'un à Saint-Vaast et l'autre dans l'enclos de Saint-Médard, ont été créés pour la sépulture exclusive des militaires décédés, qu'il eût été impossible de transporter ailleurs. Une remarque qui s'impose, et qui est tout à l'honneur de nos armées, c'est que l'ensemble de ces tombes est entretenu avec une remarquable décence et un respect vraiment religieux.

En saluant avec émotion sous leurs humbles tertres de gazon tous ces fils de la France, morts pour la défendre, notre pensée se reporte tout naturellement vers ce noble et héroïque régiment, dont la vie était si étroitement liée à celle des habitants de Soissons, qui a laissé dans leurs cœurs un impérissable souvenir, et dont le nom s'impose désormais à l'admiration et à la reconnaissance

de tous les citoyens français : *le 67^e Régiment d'infanterie.*

Établi à Soissons depuis 1871, ce Régiment avait eu à sa tête, soit comme colonels, soit comme généraux de brigade, des chefs du plus haut mérite, le colonel de Villebois-Mareuil, les généraux Michel, Pau, de Castelnau, Belin, et un grand nombre d'autres officiers de valeur, qui en avaient fait une troupe d'élite, et il avait toujours entretenu avec la population civile des relations marquées au coin d'une cordiale sympathie.

Dès la première heure de la mobilisation, le 30 juillet 1914, le 67^e quittait Soissons et était dirigé sur l'Est, dans la région de Verdun. Depuis ce jour, il ne cessa d'être exposé au feu dans les positions les plus périlleuses et d'offrir à la Patrie de sanglants holocaustes. Citer ici des noms propres serait s'exposer à de fâcheux oublis. Nous les saluons tous ensemble, Chefs et Soldats, avec l'admiration et le respect dont ils sont dignes ; jamais nous n'oublierons que ce corps héroïque dut être cinq fois renouvelé et que plus de vingt mille braves tombèrent ou disparurent sous les plis de son drapeau pour le salut de la Patrie. Honneur éternel à leur mémoire ! En leur rendant l'hommage qui leur est dû, nous confondons avec eux, dans un même souvenir ému et reconnaissant, tous les officiers et soldats du 267^e, qui en formaient la réserve, et qui les ont imités dans leur bravoure.

Cependant, nous voyons chaque jour rentrer à Soissons quelques-uns de nos concitoyens, alléchés par l'espoir d'une vraie délivrance, et vivement désireux, après un si long exil, de reprendre possession de leurs foyers. Pauvres foyers ! Dans quel lamentable état ils les retrouvent ! Les bombes, les pluies, la pioche, le feu, le pillage les ont dévastés pour la plupart.

Et notre ville, combien lugubre en est l'aspect ! L'œil n'aperçoit de tous côtés que portes et fenêtres brisées, toits dénudés, charpentes suspendues, tels des squelettes étendant dans les airs leurs bras décharnés, maisons éventrées, incendiées, écroulées, églises et édifices publics

ruinés, pierres amoncelées dans les rues, herbes épaisses sur les places publiques.

Et notre vallée de l'Aisne, qu'elle est triste ! Jadis si riante et si douce à habiter, elle ne présente aujourd'hui que désolation, solitude, pierres rougies, tertres surmontés de croix funèbres, sol creusé et bouleversé, populations éparses, sans abri ni ressources. Partout des images de mort, partout des visions de barbarie et de cruauté. Ah ! c'est que par là ont passés Allemands ; depuis trente-deux mois ils ont souillé ce sol de leur présence, ils sont encore à quelques lieues de nous, et ce que nous voyons sous nos yeux est le fruit de cette *Kultur*, de ce *summum* de la civilisation, qu'ils prétendaient imposer au monde.

Ne pouvant se résigner à la perte définitive des positions si avantageuses que nous leur avons enlevées au nord de l'Aisne, les Allemands se mettent à nous attaquer avec fureur et opiniâtreté, et lancent contre nous de gros effectifs dans la région de Laffaux, Vauxaillon, Pargny-Filain, le Chemin-des-Dames et Craonne. On croirait qu'ils veulent recommencer l'histoire de Verdun. Ils s'imaginent que la France est à bout de ressources et qu'avec de l'audace ils forceront notre front, et la vanité du Kronprinz voudrait à tout prix effacer sa retentissante défaite. Parmi un grand nombre d'attaques à gros effectifs, bornons-nous à signaler en particulier celles du 16 mai. Dès le matin ils reviennent à la charge jusque sept fois, réussissent à reprendre le moulin de Laffaux et s'avancent jusqu'au chemin de fer, à la Neuville-les-Margival ; partout nos admirables troupes les refoulent en leur infligeant de fortes pertes et leur arrachent tout le terrain qu'ils avaient repris. Sur le Chemin-des-Dames, à Craonne, Hurtebise, Vauclerc, leurs attaques sont incessantes et acharnées, mais sans autre résultat appréciable pour eux que d'énormes sacrifices d'hommes. L'enlèvement de leur formidable *Caverne du Dragon*, longue de 300 mètres sur 100 mètres de large, leur porte un coup très sensible, qu'ils n'arrivent pas à réparer.

Tandis qu'ils multiplient leurs attaques contre le nord de notre département, la ville de Soissons cesse d'être bombardée par leurs canons, pendant dix jours, du 15 au 25 juin. Mais en échange, l'aviation met à profit le temps très clair qu'il fait tout ce mois pour déployer sur l'arrière du front une prodigieuse activité. Jour et nuit, les avions allemands essaient de survoler nos lignes, malgré le tir continu de nos canons ; nos escadrilles lancent sur leurs dépôts de munitions des milliers de kilogs de projectiles. Sans cesse le ciel est sillonné d'appareils aériens, et l'air est plein de leur sourd ronflement. Leur action s'étend sur tout notre secteur. Le 1^{er} juin, des taubes lancent sur Saint-Germain des bombes qui écrasent une maison et tuent une femme ; ils en jettent sur Braine, Épernay, Châlons, partout où ils aperçoivent des rassemblements de troupes ou des convois de munitions ; le 5 de ce mois, ils font treize victimes à la gare de Château-Thierry, et le 14, ils célèbrent notre fête nationale en accablant de leurs bombes Soissons et les environs.

Malheureusement il se manifeste à ce moment, en France une dangereuse agitation en faveur de la paix, que le parti favorable à l'Allemagne voudrait faire conclure à n'importe quelles conditions.

Le renchérissement des denrées fait naître à Paris, parmi les corporations de femmes, de nombreuses grèves, que des meneurs gagés cherchent à envenimer. Les socialistes français et les utopistes pacifistes nouent de bruyantes relations avec les socialistes étrangers et prétendent se réunir en congrès à Stockholm pour y traiter, au-dessus des gouvernements, des conditions de la paix. Ce serait la paix allemande et le triomphe de nos ennemis. Fort heureusement, le gouvernement français et les autres gouvernements de l'Entente montrent une grande fermeté qui fait échouer ces honteux pourparlers.

D'autre part, l'insuccès trop évident de notre offensive sur l'Aisne, dont l'opinion publique attendait des merveilles, produit sur l'esprit de nos troupes une fâcheuse

impression, qui se traduit sur le front, et notamment à Soissons et à Château-Thierry, par de regrettables fléchissements et de coupables mutineries ; ce qui amène l'autorité militaire à prendre des mesures d'une extrême rigueur. Nous tombons sous un régime de blocus, la circulation devient presque impossible, et le ravitaillement des civils est de plus en plus insuffisant.

Cette période de juin est donc pénible pour la ville ; les coopératives qu'on nous faisait espérer ne se forment pas, le prix des vivres est exorbitant, la lassitude se manifeste partout et le découragement frappe à la porte.

Au milieu de ces alternatives de crainte et d'espérance, Soissons ne se repeuple que bien lentement. Sur la fin de juin, la mairie constate la présence de 1.200 personnes, parmi lesquelles à peine quelques enfants. Aussi le manque de main-d'œuvre pour les réparations à faire aux maisons continue à se faire durement sentir. On voit cependant avec plaisir les photographes de l'armée se mettre en mouvement et saisir dans leurs appareils les moindres groupements qui puissent leur permettre de composer un film de la *Rentrée des civils à Soissons*.

Désireux de faire jaillir un peu de vie du milieu des ruines, je célébrai pontificalement les offices dans notre cathédrale le jour de la Pentecôte. Les cérémonies eurent lieu à l'autel du Rosaire ; l'assistance, relativement considérable, et composée surtout de militaires, se tint dans le vaste espace formé par le transept. Le coup d'œil était original et saisissant, beaucoup d'assistants se tenant debout sur les ruines de la grande nef. La musique exécuta les plus beaux morceaux de son répertoire et la foule se retira réconfortée par cette reprise hardie de nos traditions.

Cette jouissance passagère nous mettait pourtant en perspective d'un avenir bien alarmant pour la célébration des cérémonies du culte. Que deviendrions-nous l'hiver, dans un édifice sans toiture ni fenêtres. Nos démarches près du ministère des Beaux-Arts, en vue d'obtenir les réparations indispensables à notre cathédrale furent

accueillies avec une parfaite bienveillance et rapidement couronnées de succès. Dès le 20 juin, le ministère approuvait un premier devis de 125.000 francs, dressé par M. l'architecte Brunet, et celui-ci commençait immédiatement les préparatifs pour nous mettre à couvert avant le retour de la mauvaise saison.

De mon côté, grâce à quelques ressources personnelles, je pouvais entreprendre, d'accord avec la mairie, de parer provisoirement aux besoins les plus urgents des deux églises de Saint-Vaast et de Sainte-Eugénie ; M. Crépeaux acceptait d'y exécuter les mesures de sécurité et de salubrité les plus indispensables : M. Leloutre se mettait immédiatement à l'œuvre en vue de consolider le clocher de Saint-Vaast et il rencontrait de la part du général Dolo et du capitaine Murcier le plus précieux concours.

Mon plus ardent désir, en rentrant à Soissons, était de franchir l'Aisne et de parcourir les parties dévastées de mon diocèse sur les plateaux et dans la vallée de l'Oise. Peut-être avais-je trop compté sans les restrictions apportées à la circulation. Enfin, après deux mois d'instances, je pus me rendre à Chauny, accompagné de M. le chanoine Viéville, secrétaire général de l'évêché. C'est là qu'il nous fut donné de contempler l'un des plus horribles spectacles de dévastation que l'imagination puisse concevoir.

Partis de Soissons de très bonne heure le 29 juin, nous ne rencontrons, tout le long du chemin, que maisons écroulées, amas de décombres, traces d'incendies. A Pommiers, Belval, Cuizy-en-Almont, Tartiers, presque tout est détruit ; pont sur l'Aisne, sucreries, raperies, fermes, églises, habitations privées ; les pans de murs qui restent debout sont de simples silhouettes, derrière lesquelles il n'y a plus rien qui tienne. Les routes ont été défoncées par de puissantes charges d'explosifs dans les endroits où la circulation est le plus difficile. Les hauts plateaux, jadis si richement cultivés, n'offrent à l'œil qu'un vaste désert, couvert d'herbes folles et surtout de chardons qui forment une véritable forêt. Ça et là quelques faucheuses et extirpateurs

essaient de lutter, mais bien impuissamment, contre un envahissement qui menace de compromettre la culture des années suivantes. Ils se heurtent même çà et là à des bombes non explosées, qui exposent les conducteurs et les chevaux à tous les périls.

A mesure que nous avançons, l'horreur du spectacle va croissant. Vezaponin, Épagny, les fermes du plateau ne présentent plus que d'informes amas de pierres rouges. A Trosly-Loire, sauf l'église bien conservée et changée en ambulance, toutes les habitations sont à terre, sens dessus-dessous; Saint-Aubin est beaucoup moins éprouvé, malgré bien des ruines; les arbres fruitiers, comme dans toute la région, sont abattus, sciés ou fortement entamés à un mètre au-dessus du sol. Blérancourt, très ravagé par l'incendie de soixante-quatre maisons, en possède encore beaucoup d'intactes, notamment l'hospice, le presbytère et l'église. A Manicamp, Marizelle, Besmé, Bichancourt, rien que des ruines.

Enfin nous voici à l'entrée de Chauny. Dieu ! quelle vision ! Depuis les établissements de la Soudière jusqu'au faubourg du Brouage à l'autre extrémité, la ville n'est plus qu'un monceau de décombres entassés dans un inexprimable désordre. Plus un toit, plus une maison debout; à peine quelques pans de murs noircis se dressent lugubres au milieu des ruines. Impossible de reconnaître son chemin, faute de signes pour se guider. L'hôtel de ville dresse encore quelques murs perforés; des trois églises, celle de la Soudière n'existe plus; de celle de Notre-Dame restent des murs ébranlés, et de celle de Saint-Martin, le sanctuaire. La destruction s'est arrêtée à la place Bouzier, et le faubourg du Brouage où se trouve le petit séminaire est à peu près intact.

Nous nous arrêtons au milieu de ce chaos, suffoqués, muets de surprise et de douleur; nous prenons gîte à l'ambulance de Saint-Charles, et, après vingt-quatre heures passées dans ces tristes lieux, nous nous éloignons

les yeux pleins de larmes, poursuivis par l'image de cette infernale vision.

Dans cette région de la vallée de l'Oise et dans celle de la Somme, les villes de Chauny, la Fère, Saint-Quentin et toutes les paroisses rurales sont sans prêtres. Ceux qui y restaient encore après les déportations individuelles ont été évacués avec les populations dans la vaste razia de la fin de février 1917, qui a précédé le recul des Allemands et la dévastation systématique du pays. Ils ont été jetés aux quatre vents du ciel, suivant le caprice d'une brutale kommandantur, quelques-uns en Allemagne, la plupart dans les départements de l'Aisne et du Nord, ou en Belgique. Leur patriotisme n'a cessé d'être considéré comme un crime ou un danger, et les Allemands ne le leur cachent pas. Un curé, qui était tout ensemble médecin, maire, infirmier et interprète, se plaignant à un religieux allemand d'être violemment séparé de ses ouailles au moment où elles avaient surtout besoin de lui, en reçut cette confiance : « Je déplore comme vous ce qui arrive, mais c'est une nécessité de guerre. On ne vous reproche rien, au contraire; mais tout homme intelligent, influent et patriote est considéré comme un danger pour nous; l'autorité militaire doit donc le supprimer ou l'écarter. » Rien de plus honorable pour nos prêtres. Que de choses s'expliquent par ces paroles !

CHAPITRE XXI

La Bataille du Chemin-des-Dames La Délivrance de Soissons

(*Octobre 1917*)

Nous avions beaucoup espéré, trop peut-être, de notre offensive d'avril dans l'Aisne. Nos espérances ne s'étant pas complètement réalisées, malgré de réels avantages obtenus par nos troupes, Soissons reste toujours exposé aux coups de l'ennemi. Notre population toutefois va-t-elle se laisser abattre ? Non, elle fait une nouvelle provision d'énergie et elle attend avec confiance des jours meilleurs, cherchant à fonder son espoir sur des motifs plausibles.

Ces motifs ne lui manquent pas. Avec le mois de juillet, en effet, l'atmosphère, un moment empestée autour de nous par les perfides agissements de l'Allemagne et par les menées pacifistes, se purifie, l'équilibre moral se rétablit et, sur le théâtre de la guerre, apparaissent des éléments considérables de succès final.

Tout d'abord la Grèce, qui nous avait longtemps inquiétés par ses louches attitudes, s'est métamorphosée. La démission du roi Constantin et le retour de Vénizelos aux affaires assurent à l'Entente la sécurité du côté des Balkans et, bientôt même, la coopération de ce petit royaume.

L'univers entier finit par se lever contre l'Allemagne, qui se voit encore déclarer la guerre par la Chine, le Brésil, la République de Libéria et un peu plus tard par la Répu-

blique d'Haïti, l'Uruguay, le Paraguay, et presque toute l'Amérique du Sud.

Les États-Unis commencent à nous apporter un concours très appréciable en refusant aux neutres toute importation capable de profiter aux Allemands, en nous fournissant en abondance argent, vivres et munitions, et en débarquant tous les jours sur le sol de la France de nouveaux contingents de soldats et d'ouvriers. Le 4 juillet, Paris les reçoit officiellement et leur fait fête avec un enthousiasme sans égal.

Les Anglais, de leur côté, poursuivent, avec la précision et la ténacité qui les caractérisent, l'offensive commencée par eux au printemps sur le front occidental, et infligent à l'ennemi d'énormes pertes ; ils paraissent avoir pour objectif Ostende et Zeebrugge, dont l'occupation par les Allemands est une perpétuelle menace pour leur île.

Les Russes, dont la révolution intérieure avait paralysé l'action militaire, rentrent brusquement en scène. Le 1^{er} juillet, avec Broussilof pour généralissime, et des chefs de haute valeur, tel Kornilow, ils déclanchent en Galicie une nouvelle offensive qui leur vaut tout d'abord de brillants succès. Malheureusement, l'indiscipline et l'insubordination, semées dans leurs rangs par les agents de l'Allemagne et par les partisans de la paix à tout prix, ne tardent pas à y mettre la discorde. Une partie de leurs troupes reculent lâchement devant l'ennemi, qui envahit de nouveau la Galicie, la Bukovine, la Podolie, s'empare de Riga et menace Petrograd. Tandis qu'une partie de l'armée se couvre d'opprobre, l'anarchie politique déchire les gouvernants, et la Russie est amenée sur les bords d'un abîme.

Bien que l'Allemagne puisse se prévaloir d'une telle défaillance, elle reste cependant surprise par ce retour offensif des Russes ; déçue dans ses projets de paix séparée, autant que dans les espérances qu'elle fondait sur la guerre sous-marine, elle commence à ressentir les douleurs d'une révolution intérieure, qui menace de mettre aux prises les

partis politiques, et dont on ne peut encore prévoir l'issue. Le parti plus modéré, qui serait disposé à négocier une paix sur la formule « sans annexions ni indemnités », succombe avec Bethmann-Holweg ; le parti pangermaniste, dont les prétentions sont toujours aussi exorbitantes, prend le dessus avec la caste militaire, et réclame la poursuite de la guerre à outrance. La guerre continuera donc avec plus de violence que jamais.

Les difficultés de notre situation locale dans l'Aisne ne cessent pas d'être graves. Depuis plus d'un mois, l'ennemi harcèle notre front dans la région de Laffaux, du Chemin-des-Dames et de Craonne, avec une indicible fureur qui semble croître avec ses insuccès. Il y a déjà plus d'un an qu'il est vaincu sur le front occidental ; mais il s'obstine à s'y accrocher. Il renonce à toute offensive de grand style, pour s'en tenir à une opiniâtre défensive en vue de résister le plus longtemps possible.

Le Kronprinz impérial qui commande, sacrifie sans pitié la vie de ses plus belles troupes. Jamais rebuté de ses infortunes, il se montre toujours aussi acharné à la recherche d'une victoire impossible. Dans la deuxième quinzaine de mai, il fait attaquer onze fois, en juin, vingt fois, en juillet, plus de vingt fois ; et, à mesure que le temps s'avance, il engage dans ces affaires des effectifs de plus en plus importants. Depuis le 16 avril jusqu'à la fin de juillet, il fait marcher sur le front de l'Aisne et de la Champagne soixante-onze divisions, et toujours avec les mêmes résultats négatifs. Il voudrait, coûte que coûte, reprendre les observatoires qu'il a perdus ; mais c'est en vain. Après trois jours de combats furibonds, les 22, 24 et 25 juillet, où il a remis un instant le pied sur l'est du Chemin-des-Dames, il en est chassé derechef, sans espoir d'y revenir jamais. Nos chefs entendent conduire victorieusement cette bataille des plateaux de Craonne, qui entre dans leur jeu d'ensemble, et ils laissent l'adversaire s'user, comme en 1916, à Thiaumont et à Fleury. Nos troupiers sont merveilleux d'entrain, et tiennent bon sous la mitraille. Ils

donnent au Kronprinz une réédition de la leçon de Verdun, et appuient fortement la marche en avant de nos alliés du côté de la mer du Nord. Si dans la grande victoire qui s'approche, ce sont d'autres combattants qui cueillent les lauriers sur un nouveau champ de bataille, il n'en restera pas moins que nos soldats de Craonne auront été les vaillants ouvriers d'avant-garde.

Ces attaques sans cesse répétées ont leur répercussion sur l'arrière, dans toute la vallée de l'Aisne, et nous ne cessons d'être inquiétés par les avions. Le 25 de juin, les bombes qui s'abattent sur la gare de Soissons y tuent un soldat et en blessent quelques autres. La nuit du 5 au 6 juillet, par un ciel très pur, vingt bombes sont lancées sur tous les quartiers de la ville. Vainement nos autocanons éclatent de toutes parts avec un bruit formidable ; les avions poursuivent leur œuvre, et dans l'espace d'une heure, ils tuent quatre personnes, en blessent beaucoup d'autres, abattent une quarantaine de chevaux et effondrent de nombreuses maisons. Ce raid audacieux, qui s'étend sur tout notre secteur, y cause d'importants dégâts, notamment à Mercin, où l'ennemi supposait la présence de dépôts de munitions. La nuit suivante, revient un avion, qui décharge ses projectiles sur l'avenue de la gare. Un violent orage, qui éclate le lendemain, et qui est immédiatement suivi d'une très puissante attaque des Allemands sur les hauteurs de Laffaux, ajoute encore à l'horreur de ces nuits. A peine commençons-nous à respirer que le 9 juillet, à l'heure de midi et au cours de la nuit, une nouvelle escadrille survole Soissons, et lance une vingtaine de bombes, qui tuent la concierge du théâtre, et pulvérisent dans la rue du Collège la façade de quinze maisons. Ainsi en est-il le 22, où soixante obus de pièces à longue portée, placées selon toute apparence à Vaudesson, s'abattent autour du pont de la voie ferrée de Soissons à Compiègne ; le 24, où l'ambulance de la Croix et l'hôtel de Saint-Jean des Vignes sont gravement atteints ; et le 28, pendant une nuit claire, qui nous procure dans les airs, par le jeu

des fusées et des traînées laiteuses des projecteurs, par le vrombissement des avions et les détonations de nos canons, le plus terrifiant et le plus magnifique spectacle.

Parmi les victimes de la guerre dans notre secteur au cours de ces journées critiques, il n'est que juste de signaler la mort de quatre de nos aumôniers militaires, qui, en moins de trois mois, ont péri sur notre front d'une façon tragique. Leur mort pour la Patrie, en plein exercice de leurs fonctions sacrées, ne fait qu'ajouter au renom de vaillance que nos aumôniers se sont acquis devant tout le pays par leur inépuisable dévouement.

La fréquence de ces alertes entretient l'inquiétude en ville, et contrarie beaucoup le mouvement de retour des habitants. Plusieurs de ceux qui commençaient à se réinstaller se hâtent même de quitter de nouveau des lieux restés si périlleux.

Un autre contre-coup plus regrettable, c'est l'inutilisation de la magnifique ambulance préparée depuis longtemps à l'usine Volberg. Cette vaste fabrique de caoutchouc avait été transformée à grands frais pour abriter près de deux mille blessés ; la dépense s'était élevée, dit-on, à plus d'un million de francs. Mais la proximité de la gare souvent bombardée ayant attiré des projectiles sur l'ambulance elle-même, on se voit dans la nécessité d'y renoncer pour le moment et d'abandonner en pure perte les avances faites jusque-là.

D'autre part, nous constatons avec bonheur que les rapatriements de nos malheureux aisnois, restés dans les pays envahis, ou rejetés sur l'arrière par l'ennemi, vont se multipliant de jour en jour. Sur la fin de juin et au début de juillet, presque chaque jour, on annonce d'Évian l'arrivée d'un train de près de cinq cents personnes, appartenant, pour la plupart, au nord de notre département ; et ce mouvement se continue durant les mois d'août et de septembre. L'autorité française ne laisse revenir dans notre région que ceux qui peuvent répondre de moyens de vivre suffisants ; les autres, elle les envoie en canton-

nement dans les villes et les campagnes du centre et du midi de la France.

Quant à ceux de nos concitoyens qui continuent à gémir sous le joug de l'ennemi, leurs familles partout dispersées les redemandent à grands cris, tant est vif le désir qu'elles ont de les revoir. Un grand nombre d'entre elles n'hésitent pas à solliciter l'intervention de Notre Saint-Père le Pape, qui a ouvert au Vatican un service spécial de rapatriement, ou celle de la Mission Catholique suisse, ou encore celle de Sa Majesté le roi d'Espagne. C'est pour moi une bien douce satisfaction d'apostiller leurs touchantes suppliques, et il ne se passe guère de jour que je n'en achemine plusieurs, avec de chaudes recommandations, soit vers Fribourg, soit vers l'ambassade d'Espagne à Paris, soit surtout vers le Vatican, où elles sont accueillies et suivies avec une faveur marquée.

Le public regrette toujours que le nombre de rapatriés, que l'on autorise à rentrer dans nos campagnes, soit encore si restreint. D'une part, l'autorité civile et militaire invite tous les citoyens à y rétablir le plus tôt possible la vie normale, et, d'autre part, les entraves apportées au retour des habitants, jointes au manque total de moyens de transport, opposent à l'exécution de ce plan des difficultés insurmontables. Le sous-préfet de Soissons, M. Andrieu, déploie, pour aboutir, une activité et un dévouement très appréciés des cultivateurs, mais qui se trouvent trop souvent contrariés et paralysés.

Depuis longtemps, le bruit courait partout d'une prochaine offensive anglaise dans les Flandres. C'est le 31 juillet, qu'après plus de huit jours d'un bombardement d'une violence inouïe, la bataille est enfin engagée par les troupes combinées anglaises et françaises. Elle ne fait que commencer, elle s'annonce comme devant être effroyable, et l'on croit, d'après la méthode adoptée, qu'elle durera de longs jours. Du premier bond, sur un front de vingt-quatre kilomètres, de Streenstraete à la

Lys, les Alliés enlèvent les lignes ennemies, font six mille prisonniers, et s'avancent de quatre kilomètres.

Aussitôt le silence se fait autour de Soissons, que les Allemands négligent pour porter leur activité vers les Flandres. L'État-Major de la sixième armée décongestionne alors la ville, en essaimant dans les campagnes les troupes nombreuses qui y étaient concentrées, et qui attiraient sur elle la mitraille ennemie. Plusieurs semaines vont donc s'écouler dans la monotonie d'une vie enkylosée, sans aucun événement sensationnel qui intéresse directement Soissons. Nous restons seulement en face d'incessantes attaques sur les hauteurs de l'Aisne, au Chemin-des-Dames et à Craonne, sans en voir sortir autre chose que des résultats négatifs. On prend et l'on reprend quelque bout de tranchée, après quoi l'on s'arrête pour recommencer bientôt après. Lutte obscure, ingrate, dans laquelle le soldat doit montrer plus de courage encore et plus d'endurance que dans l'entraînement des grands assauts. Cette façon de mener la guerre, imposée par la nature d'un terrain rempli d'immenses carrières naturelles, où l'ennemi trouve des abris indestructibles, n'a pour résultat tangible que la destruction sur place de beaucoup de vies humaines, mais ne peut amener de décision que par l'usure de l'adversaire.

A la faveur de cette passagère accalmie, notre hôpital général, tant de fois éprouvé par les obus, est le théâtre d'une fête intime, qui y fait briller un rayon de joie patriotique. Le 8 août, le général Maistre, qui commande la sixième armée, s'y rend accompagné de son État-Major, et, en présence de tout le personnel médical et d'une nombreuse et sympathique assistance, au milieu de laquelle j'avais eu à cœur de me placer avec le clergé de la ville, il décerne la Croix de guerre à sept des religieuses de Saint-Thomas de Villeneuve : M^{me} Lagneau, Sœur Saint-Maurice, supérieure ; M^{me} Barbot, Sœur Saint-Nicéphore ; M^{me} Daudin, Sœur Sainte-Melaine ; M^{me} Vadot, Sœur Saint-Pierre Fourier ; M^{me} de Ville-

neuve, Sœur Saint-Paul ; M^{me} Horsil, Sœur Saint-Mathias ; M^{me} Huel, Sœur Saint-Edbert.

D'une voix forte et émue, le général lit la citation suivante, qui s'applique à chacune des Religieuses :

« Restée à son poste depuis le début des hostilités, a été, en toutes circonstances, pour le service de santé, une auxiliaire incomparable, se prodiguant nuit et jour au service des blessés, supportant sans la moindre défaillance les plus violents bombardements et les plus dures fatigues, faisant preuve d'un dévouement, d'une abnégation et d'un courage exemplaires, alliés à une rare modestie. »

L'assistance applaudit chaleureusement, et chacun se plaît à répéter qu'en la personne de ces sept religieuses, c'est la Communauté entière qui est décorée, et que des quinze qui sont encore présentes, il n'en est pas une seule qui ne soit digne de porter cet emblème du courage et du dévouement.

Une Note émanée à ce moment (15 août) de la chancellerie pontificale dans le but d'amener les Belligérants à ouvrir des pourparlers pour la paix, soulève de vives discussions dans la presse de tous les pays. Tout en rendant hommage à la hauteur de vues de Benoît XV, et aux sentiments d'humanité qui sont bien dans le rôle du Ministre du Dieu de Paix, l'Entente ne trouvant pas les propositions concrètes de la Note en accord suffisant avec ses propres vues, ne les accueille pas favorablement. Les Empires centraux, de leur côté, baisent la main du Souverain Pontife et font semblant d'entrer dans ses vues ; mais en face des propositions concrètes, ils se renferment dans un absolu mutisme. Si cette seconde tentative pontificale n'obtient pas de résultat immédiat, elle ouvre du moins la conversation, jette en terre une semence et fortifie le courant vers la pacification mondiale.

L'attaque dans les Flandres, un moment contrariée par les pluies du 4 au 15 août, reprend avec le retour du beau temps. Le 15 août, et jours suivants, les troupes

anglaises et françaises se jettent sur les lignes ennemies, entre Ypres et Menin, et les enfoncent résolument. La menace devient grave pour les Allemands ; leurs journaux ne peuvent dissimuler leur inquiétude, et présagent pour eux de mauvais jours. Nous, au contraire, nous en concevons de grandes espérances, et déjà nous entrevoyons la probabilité d'un nouveau recul de leurs lignes.

Voici, hélas ! qu'une rumeur sinistre arrive jusqu'à nous : Saint-Quentin brûle ! La collégiale est en flammes ! Les Allemands y ont mis le feu le soir de la fête de l'Assomption ! Dire notre effroi et notre douleur ? Le fait n'est malheureusement que trop réel. Les premiers journaux qui nous parviennent apportent de navrants détails sur ce nouveau forfait. Ce n'était pas assez pour nos farouches ennemis d'avoir évacué une population de 50.000 âmes, ni d'avoir livré la ville à un pillage organisé et d'en avoir emporté tout ce qu'elle contenait, il leur fallait porter la torche incendiaire sur la merveille de Saint-Quentin, sur l'un des plus remarquables chefs-d'œuvre de notre architecture ogivale, l'orgueil de la cité picarde, l'honneur de notre diocèse et de nos contrées du nord. Encore une de nos gloires mutilée, une de nos supériorités détruite. La jalousie teutonne nous a de nouveau humiliés, elle doit être satisfaite, et peut triompher à son aise ! Les Allemands, il est vrai, se défendent de ce crime, et leurs journaux attribuent cet incendie à un accident. Dans l'impossibilité où nous sommes de rien contrôler, nous ne pouvons que suspendre notre jugement et déplorer cette catastrophe.

Cependant l'offensive des Alliés se poursuit avec vigueur sur un plan qui paraît bien concerté, et, en quelques jours, elle amène d'importants résultats. Les Anglais et Français réunis progressent du 17 au 20 à l'est d'Ypres et au nord de Lens ; les Français reprennent en quelques jours, sur les bords de la Meuse, les positions importantes restées aux mains des Allemands depuis leur attaque du 21 février 1916, et leur font 8.000 prisonniers ; les

Italiens sur l'Isonzo infligent une grave défaite aux Autrichiens, et leur prennent près de 150 canons, 350 mitrailleuses et 37.000 hommes, dont 1.000 officiers, et s'ouvrent ainsi le chemin de Trieste.

Comme conséquence de cette pression exercée sur toutes les parties du front occidental, les forces austro-germaniques sont immobilisées et entraînées vers l'usure totale de leurs dernières ressources. Cette usure déterminera-t-elle un nouvel acte de leur « recul génial », en attendant de notre part une poussée plus décisive ? On se plaît à l'espérer.

Au début de septembre, le bruit de ce recul prend de plus en plus de consistance. Autour de nous, nos chefs militaires paraissent n'en pas douter. Nous, nous le conjecturons d'après certains faits significatifs. Ainsi les trains de Paris à Soissons, par Villers-Cotterets sont autorisés à pénétrer en gare à partir du 1^{er} septembre, et une ambulance de 800 lits est aménagée dans les nouvelles casernes, spécialement destinée aux intoxiqués par les gaz. On serait donc rassuré sur les risques du tir de pièces à longue portée. Celles-ci auraient, en effet, été enlevées de Vaudesson, et reportées au château de Mailly. D'un autre côté, nos rapatriés, revenus des pays envahis, racontent unanimement que les Allemands exécutent de grands travaux en arrière de la ligne Hindenbourg, sur le cours de la Serre, et les aviateurs constatent que cette nouvelle ligne de résistance est fort avancée. De violentes détonations entendues au loin sont considérées par l'État-Major comme un signe que les Allemands ont recommencé à dynamiter les carrefours des routes. Enfin les bruits qui circulent sur les pillages et sur les incendies allumés de divers côtés indiqueraient que les scélérats continuent leur système de brigandage et qu'ils dévastent la zone qu'ils sont décidés à abandonner. Nous attendons la suite, avec autant d'inquiétude que d'espérance.

Le mouvement de retour des habitants de Soissons s'accroît néanmoins, tant est grand le désir de rentrer

chez soi. On constate, vers la mi-septembre, la présence de 1.900 habitants et ce nombre s'augmente de quelques centaines avant la mi-octobre. C'est encore peu, et pourtant c'est déjà trop pour l'autorité militaire qui n'est pas sans en être préoccupée. L'offensive locale, que l'on pressent, pourrait, en effet, amener une réaction violente de la part des Allemands, et une période de crise aiguë, comme celle du mois de mars, est à redouter pour la ville.

La question de la réouverture des écoles se pose de toutes parts. Elle reste jusqu'ici sans réponse, personne n'étant disposé à prendre sur soi la responsabilité d'une mesure aussi grave. Les Sœurs de Saint-Vincent de Paul n'attendent que l'autorisation légale, et elles essaient, en attendant, de grouper, dans une salle de patronage, sur la demande des familles et avec leur consentement écrit, les enfants de leur quartier excentrique, afin de les sauver de l'oisiveté et du vice. Mais l'autorité militaire, par prudence, s'oppose à tout groupement.

La presse universelle est de plus en plus inondée d'énerwantes discussions sur la paix. Pour ou contre, tous les journaux contiennent sur ce brûlant sujet des articles tendancieux. Il est trop évident que ce mouvement pacifiste n'a rien de patriotique, qu'il est créé et entretenu par les agents de la diplomatie des Empires centraux et soutenu par leur argent. Ne se sentant plus en état d'obtenir par la seule force des armes une paix victorieuse, ni même une paix honorable, l'Allemagne emploie toute sa diplomatie et tout son or corrompeur à faire prévaloir l'idée d'une paix de conciliation et d'entente entre les peuples.

À côté du fleuve de sang pur et généreux répandu par nos soldats pour le salut de la Patrie, elle essaie d'épandre sur notre France héroïque un infect marais de boue ; elle entretient chez nous une bande d'escarpes, de traîtres et de vendus, métèques de toutes races, qui travaillent à démoraliser notre opinion publique, à soulever des émeutes militaires, et à réclamer un gouvernement qui fasse une paix séparée, paix qui ne serait qu'une trêve et qui lui per-

mettrait de se reconstituer en vue d'une nouvelle agression.

« Nous ne comptons plus sur le front, écrit un de ses diplomates, mais sur les arrières. D'ici à l'automne, nous aurons semé la division dans tous les pays. Cinq cents Lénine nous coûtent moins cher qu'une journée de bataille. » (1)

En conséquence elle subventionne chez nous, et d'un bout à l'autre de l'univers, toutes les nuances de l'anarchie, qu'elle arrose de ses millions.

Les bons Français apprennent avec horreur que la corruption est montée jusqu'aux marches du pouvoir, et que notre trésor public a été employé à soudoyer chez nous les agents de trahison et la criminelle organisation qui travaillait à vendre le pays à l'ennemi. Démasquée et confondue, la diplomatie teutonnes fait mine de reculer ; mais le parti pangermaniste n'abandonne rien de ses prétentions ; il ne se risque pas jusqu'à formuler des propositions précises, se réservant de ressaisir la moindre occasion pour imposer sa paix, c'est-à-dire sa domination présente ou future.

Prétentions audacieuses, auxquelles ce qui se passe sous nos yeux, dans tout le secteur de Soissons, paraît devoir donner un prochain et sérieux démenti. Le mouvement des troupes, en effet, y est extraordinaire durant tout le mois de septembre. Le passage continu de l'artillerie est impressionnant ; on est saisi malgré soi à la vue de cette prodigieuse accumulation de forces, signe avant-coureur, à n'en pouvoir douter, d'une prochaine action offensive. Quel en sera l'objectif ? La prise du fort de la Malmaison ? Une attaque plus générale ? Nous ne le pouvons savoir. Mais ce ne peut être moins que l'occupation des points culminants, la rectification de notre ligne, en vue de l'action du printemps et la complète libération de Soissons. C'est là notre espoir.

L'ennemi nous guette, il devine notre projet, et ses

1. M. de Lancken, ancien secrétaire de l'ambassade d'Allemagne à Paris.

soldats plantent sur leur front de grands écriteaux avec ces mots : « Nous vous attendons, et nous vous souhaitons plus de succès qu'en Flandre ! » Vantardises, qui prouvent simplement dans quel degré d'ignorance on les tient plongés et comment on leur cache la vérité. Ils ne savent pas sans doute que dans la Flandre, le 20 septembre, les Anglais leur ont de nouveau infligé une humiliante défaite à l'est d'Ypres, leur ont fait 3.500 prisonniers, et leur ont mis plus de 40.000 hommes hors de combat ; ils s'obstinent à ignorer que les attaques anglaises se rapprochent toujours de plus en plus l'une de l'autre, et que cette progression par bonds qui varient de 1.000 à 3.000 mètres les oblige à reculer et désorganise leur défense à tel point qu'il leur faut aller la reconstituer en arrière.

Leur inquiétude se trahit par le redoublement de leur activité aérienne. Sans cesse leurs avions harcèlent l'arrière de notre front. Après deux mois presque entiers durant lesquels ils n'avaient plus bombardé ni la ville de Soissons, ni les alentours de la gare, ils sont repris soudain d'un accès de fièvre. Le 16 septembre, ils nous envoient, par leurs grosses pièces ramenées sur le front, vingt bombes qui blessent quelques personnes et causent quelques dégâts matériels. Mais tandis qu'ils nous bombardent, et qu'un de leurs avions règle leur tir, arrivent en coup de foudre deux de nos avions de chasse, qui assaillent l'appareil ennemi et le précipitent dans le vide. Le 22, ils nous tuent trois hommes près de Bucy, et douze hommes au château de Villeneuve, sans compter de nombreux chevaux. Le 24, ils réussissent encore à faire sauter près de Bucy un de nos dépôts de grenades, et, le 25, un de nos importants dépôts d'obus à Juvigny. Durant cette fin de mois, le ciel est continuellement sillonné par leurs appareils, auxquels nos canons et nos avions donnent une retentissante chasse. Les bombes de leurs grosses pièces se font plus rares ; on sent qu'ils ménagent leurs munitions.

Les semaines s'écoulent ; nous sommes à la mi-octobre, les pluies ont succédé au beau temps et le froid commence

à se faire sentir. Nous attendons toujours l'offensive qui nous est depuis si longtemps annoncée, et nous en suivons fiévreusement les préparatifs, qui sont formidables ; mais comme le mirage au désert, elle recule toujours. Cependant chaque jour nous apporte quelque nouvel indice de l'imminence de l'attaque ; tout se range, chefs, soldats, artillerie, ambulances, chirurgiens, médecins, brancardiers, infirmiers, camps de prisonniers, fouilleurs, interprètes, tout se met en place. L'encombrement est universel dans la ville et sur les routes, et le pêle-mêle des hommes, des chevaux, des automobiles et des camions est indescriptible. On dit que cinquante-quatre tanks anglais sont arrivés à la gare dans la journée du 16. Le mouvement entraîne tout vers les hauteurs de la rive droite de l'Aisne. Les avions sillonnent le ciel dans tous les sens, avec un vrombissement étourdissant, et une ceinture de ballons captifs entoure le massif des collines. violemment attaqués de part et d'autre, ils sont protégés et défendus par des avions de chasse. Plusieurs de nos « Saucisses », atteintes par la mitraille, s'abîment en flammes sur le sol ; mais leurs observateurs sont assez heureux pour descendre à l'aide d'un parachute, et échappent ainsi à la mort.

Vers le 15, le duel d'artillerie, qui n'a jamais cessé sur le Chemin-des-Dames, s'accroît sensiblement, et le 17, il devient évident que l'attaque se déclenche. C'est l'heure de la crise pour Soissons. Les mauvais jours prévus se réalisent. Le 17, les pièces allemandes à longue portée bombardent la gare et les alentours pendant plus de sept heures, lancent 75 obus de gros calibre, causent de graves dégâts matériels et blessent sept militaires, dont deux succombent à leurs blessures. Le 18, même réaction violente, cette fois sur la ville, où deux maisons s'effondrent dans la rue des Minimes. Les jours suivants, ces pièces tuent vingt-deux soldats qui passaient dans un camion sur le pont des Anglais, démolissent cinq ou six maisons, et blessent plusieurs personnes, parmi lesquelles M. le

vicaire général Parmentier et sa domestique. Ces accidents sans cesse renouvelés tiennent les habitants dans une vive inquiétude ; quelques-uns émigrent de nouveau, beaucoup reprennent le régime de la cave ; la poste, ne pouvant arriver que par Villers-Cotterets, n'est plus distribuée qu'une fois, et l'état d'anxiété va croissant dans la population.

Le canon ne cesse de gronder sur les hauteurs dans la direction du moulin de Laffaux et du fort de la Malmaison ; l'atmosphère est comme embrasée, et, la nuit, l'horizon est partout illuminé par les éclairs d'innombrables bouches à feu.

Dans la journée du 23 et dans la nuit suivante, une « canonnade monstre », telle qu'on n'en vit peut-être jamais, se poursuit sans interruption. L'artillerie lourde ne cesse de vomir le fer et le feu et remplit les airs de furieux mugissements. Les journaux allemands indiquent comme particulièrement marmitées et transformées en champs d'entonnoirs leurs lignes entre la vallée de l'Ailette au nord de Vauxaillon et Braye-en-Laonnais. Le terrain en est devenu inhabitable pour les occupants.

Le 23, à cinq heures quinze du matin, par un temps pluvieux et brumeux, l'attaque d'infanterie commence sur un front de dix kilomètres, allant de la ferme Moisy à l'ouest jusque la Royère à l'est, où les Allemands s'apprêtaient à nous attaquer un quart d'heure plus tard. Nos soldats, exaltés par la merveille de la préparation dont ils étaient témoins, se jettent avec une fougue irrésistible sur les formidables organisations de l'ennemi, défendues par les meilleures troupes de l'Allemagne et appuyées par une puissante artillerie. Rien ne résiste à leur impétuosité. En quelques heures, ils enfoncent des carrières réputées imprenables, telles, par exemple que celle de Fruty, celle de Montparnasse, longue d'un kilomètre large de 300 mètres, défendue par une paroi de six mètres de terre naturelle et de six mètres de béton, et capable de contenir plus de 10.000 hommes ; ils enlèvent le fort de la Malmaison, les villages d'Allemand, de Vaudesson, de Chavignon, les abords de Pargny-Filain, atteignent

la rivière de l'Ailette et les bords du canal de l'Aisne à l'Oise, font 7.000 prisonniers, s'emparent de 25 pièces de canon et d'un immense matériel de guerre. Les jours suivants, tout en organisant les positions conquises, ils continuent la poursuite de l'ennemi confondu et désarçonné, s'emparent de Pinon et de sa forêt, de Filain et pour un moment, d'Anisy-le-Château, et s'avancent jusqu'au réservoir du canal.

Le chiffre des canons qu'ils capturent s'élève peu à peu à 422, dont 200 canons lourds et de campagne et 222 canons de tranchée ; le nombre des mitrailleuses, à 720, et celui des avions détruits, à 69.

A chaque heure ils mettent la main sur de nouveaux prisonniers, dont le nombre finit par dépasser 11.000 soldats et 230 officiers.

Ces prisonniers défilent par groupes à travers les rues de Soissons, et sont conduits au camp préparé à Saint-Félix. Ils sont là, concentrés dans le petit vallon, entourés de simples fils de fer barbelés. A mesure qu'ils arrivent, ils sont fouillés, classés et interrogés. Beaucoup d'entre eux, toujours coiffés de leur marmite renversée, apparaissent déprimés, sales, loqueteux, mais visiblement satisfaits, pour la plupart, d'être pris, « *uns, zufrieden, nous contents, disent-ils... der Krieg, fertig, la guerre, finie.* » L'extrême jeunesse d'un grand nombre donne une triste idée de ce qu'ils appellent leur « matériel humain ». On voit pourtant aussi des hommes d'aspect solide, bien nourris et fortement charpentés. Leur moral paraît plus atteint encore que leur force physique.

Les officiers conservent leur morgue ; s'estimant invincibles, ils refusent, malgré l'évidence, de s'avouer vaincus, mais ils paraissent très humiliés.

La presse célèbre avec enthousiasme notre victoire du Chemin-des-Dames, et elle y voit une preuve éclatante de la supériorité de nos troupes sur celles des Allemands. Notre victoire est, en effet, complète. Notre objectif est entièrement atteint et même dépassé. Ce grand succès

est dû à la volonté tenace du généralissime Pétain, et à l'héroïsme au-delà de tout éloge de la sixième armée, commandée par l'habile et valeureux général Maistre. Il est de toute justice aussi de rendre hommage aux deux armées qui lui offraient de solides appuis, celle de gauche, commandée par le général Humbert et celle de droite, commandée par le général Duchêne, sous la direction suprême du général Franchet d'Espérey commandant ce groupe d'armées.

Nos magnifiques troupes ont enlevé, dans un élan superbe, le point le plus sensible de tout le front allemand en France, malgré la résistance d'un adversaire décidé à tout mettre en œuvre pour le sauver. Dès aujourd'hui les résultats immédiats permettent d'en espérer de plus importants encore. La conquête de ce coin de l'équerre des armées ennemies apparaît, en effet, comme le prélude d'actions plus décisives pour la suite de la guerre. Elle procure à nos troupes un hivernage tranquille, elle dégage entièrement la ville de Soissons, et lui assure une sécurité dont elle était privée depuis plus de trois ans.

L'un des caractères frappants de cette victoire est qu'elle a été gagnée en un jour. Elle restera comme l'exemple classique de la théorie de Pétain : offensive limitée, parfaitement préparée, lancée au bon moment avec une absolue certitude du succès et infligeant à l'ennemi de lourdes pertes. Si l'armée du Kronprinz, acculée dans une vallée marécageuse au canal de l'Aisne à l'Oise, est obligée d'accentuer son repli, il est permis d'espérer que la place de Laon, entièrement sous le feu de nos canons, ne pourra plus servir de point de concentration pour les troupes et le matériel de l'ennemi. Si ce recul lui est imposé, ce sera le signe certain de sa défaite.

Bien que le canon continue à faire entendre sur les hauteurs du nord-est sa puissante voix, et que les avions menaçants ne cessent de nous harceler comme tous les pays de l'arrière, nous tenant assurés d'être désormais à l'abri du bombardement, si ce n'est peut-être des pièces à

longue portée, nous chantons. dans notre cathédrale ruinée, le jour de la Toussaint, un solennel *Te Deum* d'actions de grâces, et, dans la pleine confiance que les cruelles épreuves de Soissons prennent fin aujourd'hui, nous terminons ici le récit de son « Martyre ».

Heureuse coïncidence ! Le communiqué du 3 novembre nous apporte la joyeuse nouvelle que les Allemands ont lâché le Chemin-des-Dames et repassé l'Ailette, et que nos troupes avancent sur un front de vingt kilomètres. Cette fois nous sommes donc bien dégagés ! Pourquoi faut-il que notre joie soit troublée par les mauvaises nouvelles venues de l'Italie, que les armées austro-allemandes ont réussi à envahir.

Nos cœurs sont pleins d'espoir ; et fils dévoués de la Patrie française, nous continuerons à nous unir de cœur à nos chers soldats, qui combattent pour l'arracher aux étreintes d'un ennemi féroce, et pour nous conserver notre indépendance nationale.

Et maintenant, à nos ruines ! Il nous faut travailler sans relâche à les relever. Mais nous allons nous heurter, et pour longtemps, à d'extrêmes difficultés : pas d'ouvriers, pas d'outillage, pas de chevaux, pas de voitures. Attendons-nous donc à de pénibles lenteurs.¹

1. Constatons que de cruelles émotions nous étaient encore réservées. Le 30 novembre, à l'heure de midi, les Allemands retranchés au delà de Coucy, vers Saint-Gobain, lancèrent d'un train blindé une quinzaine de bombes sur la ville de Soissons. Ils visaient le pont de bois que nos troupes venaient de construire pour le service du train de banlieue. La maison de M. Binet, rue des Framboisiers, fut écrasée; trois soldats furent tués, quelques dégâts eurent lieu à Saint-Vaast ; le pont visé ne fut pas atteint. La population fut très effrayée de ce retour offensif.

Nouveau bombardement, le 5 décembre ; le 10, autre avalanche sur Crouy : le 23, visite d'avions, qui rend la nuit affreuse. Dans la nuit du 29 au 30 janvier 1918, un autre bombardement par avions tue 8 hommes, en blesse 15, et renverse quelques maisons, dont l'école du centre, préluant au raid sur Paris ; autre incursion le 17, etc.

CHAPITRE XXII

Les Ruines

Pour donner au récit qui précède son indispensable épilogue et son entière signification, et pour permettre aux générations futures de se faire une idée exacte des ravages matériels causés à Soissons et à sa banlieue par cette guerre inexpiable, il faudrait dresser un inventaire complet des ruines accumulées dans notre ville et dans les communes voisines, à quelques lieues à la ronde, principalement sur les deux rives de l'Aisne.

Cette statistique, même réduite et incomplète, devant dépasser de beaucoup le cadre de ce travail, je renvoie le lecteur aux rapports officiels établis par les soins du Gouvernement ; et je me borne à esquisser ici un aperçu sommaire des principaux dégâts et des ruines les plus criantes de la ville et des pays circonvoisins.

La ville de Soissons, qui comptait naguère quinze mille habitants, nous apparaît à l'heure de sa libération, comme une solitude, qui demande avant tout à être repeuplée. Car plus de quatorze mille de ses citoyens ont été forcés d'émigrer, à divers moments, et de chercher un abri au dehors ; et combien, sur ce nombre, privés de ressources, ont dû tendre la main pour vivre ! Combien peut-être qui n'y reviendront pas !

Rentrant dans leurs foyers, ils ne retrouvent plus de travail organisé. Toute industrie, quelle qu'elle soit, a été supprimée, les éléments, les locaux, l'outillage en ont été

en grande partie détruits, et ce n'est que lentement et à grands frais qu'on pourra les remettre sur pied.

Le commerce, d'autre part, si l'on excepte les quelques maisons qui alimentent l'armée, s'est arrêté subitement et a disparu.

Les maisons d'éducation, écoles primaires, collège, séminaire, pensionnats de jeunes filles, orphelinats sont fermés, depuis bientôt quatre ans, et la plupart de leurs locaux sont détruits ou fort endommagés. Le collège municipal surtout a prodigieusement souffert.

Des édifices religieux, il n'en est aucun qui ne soit très gravement atteint. La cathédrale est outrageusement mutilée, la tour, le toit, les contreforts, les murs, les fenêtres, les voûtes, le mobilier, rien n'a été épargné. Les visiteurs ne peuvent retenir un cri d'effroi et de douleur à la vue du monceau de pierres verdâtres, de six cents mètres cubes, qui remplissent le bas de la nef principale. Le gros œuvre est plus sérieusement compromis que celui de la cathédrale de Reims, et la restauration en sera difficile, très longue et très coûteuse. A l'église de Saint-Léger, le toit est en partie enlevé, la voûte crevée ou tombée, les murs du nord éventrés, et la tour, fortement ébréchée, menace ruine. Les églises de Saint-Vaast et de Sainte-Eugénie sont couvertes de plaies béantes au dedans et au dehors, remplies de ruines et inhabitables. Le clocher de Saint-Vaast court risque de s'effondrer. La flèche du midi de Saint-Jean des Vignes, jadis si svelte et si gracieuse, est décapitée sur une longueur de huit mètres, et les parties inférieures du monument sont gravement atteintes. La chapelle du couvent de l'Enfant-Jésus est en cendres, et celle de l'orphelinat de Saint-Vincent de Paul, cruellement dévastée.

Comment, dans ces conditions, exercer décemment le culte ? Nous allons nous heurter à de douloureuses nécessités, qui obligeront les fidèles à beaucoup de patience et d'indulgence. Ce qui nous encourage et nous soutient, c'est la bonne volonté hautement déclarée des pouvoirs

publics, qui nous aidera certainement à adoucir cette pénible situation.

Si nous passons en revue les bâtiments et édifices publics, à peine en trouvons-nous un seul qui ne porte, à des degrés divers, les traces visibles de la mitraille ou de l'incendie. L'hôtel de ville, la sous-préfecture, le tribunal civil incendié, le collège municipal de garçons, l'ancien évêché, l'ancien petit et l'ancien grand séminaire, la chambre des notaires, les établissements militaires, les casernes, anciennes et nouvelles, la vieille église Saint-Pierre détruite, le théâtre, le marché couvert, la prison, la recette des finances, l'hôtel des postes, l'abattoir, les ponts, le cimetière, le jardin botanique, l'hôpital, la gare, le château d'eau, ont considérablement souffert et nécessiteront de longues et coûteuses réparations.

Il faut mettre sur le même pied de dévastation la plupart de nos grands établissements industriels et commerciaux : la distillerie Beauchamp, les Magasins généraux, la verrerie Deviolaine, les ateliers de fonderie Piat, la caoutchouterie Volberg, la banque de France, la Société générale, la bourse du commerce, les entrepôts généraux, l'usine à gaz et électricité, la tannerie Henri.

Le château de Saint-Crépin et la ferme qui en dépend ont été incendiées. Le château et la ferme de Saint-Paul, théâtre de combats acharnés, sont complètement démolis ; il n'y reste que quelques pans de murs, et le sol lui-même en est devenu incultivable.

L'établissement des sourds-muets et aveugles, situé à Saint-Médard, est ruiné dans une grande partie de ses bâtiments, et les vestiges si curieux de notre histoire nationale, surtout l'antique crypte, restent mutilés et méconnaissables.

Que de blessures à cicatriser au grand séminaire de la rue Matigny ! Il est aussi endommagé par les pluies que par les obus. Les portes du midi ont été fracassées et les murs traversés ; plusieurs salles entièrement dévastées n'ont plus ni portes, ni fenêtres, ni plafonds, ni parquets ;

les toits sont percés de larges ouvertures et tout le mobilier, les lits et les meubles ont été enlevés et emportés dans les cantonnements de Ploizy.

Le nouveau séminaire en construction sur la route de Paris présente, lui aussi, une douzaine de plaies béantes, qu'il sera heureusement facile de fermer. Le gros œuvre n'en est pas ébranlé, mais les échafaudages et même quantité de pierres taillées ont été transportées dans les tranchées aux alentours de la ville, et ne seront réintégrés qu'à grands frais et avec de grandes pertes.

Parmi les habitations particulières, on en compte bien peu qui n'aient reçu quelque atteinte plus ou moins grave. La plupart ont beaucoup souffert, particulièrement dans le quartier central, tout autour de l'église cathédrale, et dans tout le faubourg de Saint-Vaast. Sur les 2.300 maisons privées que comptait la ville, à peine 150 sont sorties indemnes. Les incendies allumés par le bombardement du mois de mai 1917 en ont dévoré près de quarante.

De tant d'arbres superbes qui embellissaient les places publiques, les boulevards et les jardins privés, un grand nombre ont été brisés par la mitraille et n'offrent plus aux regards des visiteurs que des troncs morts et des squelettes desséchés.

Aujourd'hui que l'ennemi a été enfin contraint de reculer et que le quatrième hiver de la guerre se termine, les habitants sollicitent en foule la permission de rentrer dans leurs foyers. Chacun éprouve le besoin de revoir sa maison et d'assainir des logements trop longtemps ouverts aux vents et à la pluie. Mais comment y arriver ? Tout manque à la fois, les matières premières les plus indispensables et la main-d'œuvre, sans parler du prix excessif de toutes choses. Toujours pas d'électricité, ni de gaz, ni de télégraphe, sinon pour l'usage exclusif de l'armée ; toujours pas de chevaux, ni de voitures, ni de moyens de locomotion ; toujours une poste irrégulière, des trains de chemin de fer intermittents, et l'extrême difficulté des transports. Aussi la joie du retour est-elle couverte d'un voile

de tristesse et de graves préoccupations. Nous devons nous résigner encore et accepter pour longtemps les gênes et les souffrances qui résultent de cet état de dévastation. Toutefois nous nous retrouvons chez nous, l'ennemi recule, la terre française se libère chaque jour, et, malgré notre gêne, nous sommes déjà contents et presque heureux.

Si maintenant nous voulions porter nos regards au delà de l'enceinte de notre ville et remonter le cours de l'Aisne, depuis Vic jusqu'à Neufchatel, c'est-à-dire sur une étendue d'environ 60 kilomètres, quelle voie douloureuse il nous faudrait suivre, à quelles lamentables ruines il faudrait nous heurter à chaque pas !

Dans cet espace, en effet, sont échelonnés, soit sur le cours de la rivière, soit à quelque distance de l'une et l'autre rive, environ cent cinquante villages. De ce nombre, il n'en est presque pas qui n'aient été plus ou moins complètement saccagés, soit par l'occupation prolongée des troupes, soit par le tir de l'artillerie, soit surtout par la criminelle dévastation dont les Boches ont fait précéder leur retraite. Un certain nombre sont totalement détruits ; les routes y sont défoncées, beaucoup de fermes incendiées, les forêts et les arbres des chemins coupés et enlevés, le sol, en maints endroits et sur une grande surface, a été déchiré par les tranchées, labouré par la mitraille, retourné à une grande profondeur et rendu impropre à la culture.

Tout d'abord sur la rive gauche de l'Aisne, débarrassée de la présence de l'ennemi depuis la victoire de la Marne, mais exposée depuis lors aux coups de son artillerie, et occupée par les armées alliées, les dégâts, bien que très graves en plusieurs endroits, sont cependant dans l'ensemble beaucoup moins considérables et peuvent être plus facilement réparés. Qu'il nous suffise de passer en revue, dans une rapide énumération, les villages les plus maltraités sur cette rive, dans un rayon de quelques lieues, en aval et en amont de la rivière.

A Ambleny, cinquante maisons sont ou détruites ou

fortement atteintes, l'église est meurtrie de tous côtés, le maître-autel, œuvre d'art remarquable, est brisé, et la grande fenêtre de l'abside est démolie.

A Pernant, beaucoup de maisons sont perforées et quelques-unes, près de l'église, ruinées ; l'église est elle-même très endommagée, le clocher menace ruine, les fenêtres du chœur ont disparu et le maître-autel est broyé.

A Mercin, une partie considérable du village est en ruines, et l'église, sans toiture, est couverte de meurtrisures et ébréchée de tous côtés.

Vauxbuin, qui possédait un État-Major et une ambulance, fut le point de mire de nombreux bombardements ; quelques maisons sont écroulées, beaucoup d'autres endommagées ; le château, l'église et les principales habitations bourgeoises sont à peu près intacts.

Villeneuve-Saint-Germain est beaucoup plus éprouvé, le château a beaucoup souffert, d'assez nombreuses maisons sont écroulées, l'église et le presbytère sont indemnes.

A Billy, pas une maison qui ne soit touchée, quelques-unes seulement sont en ruines et l'église est fort endommagée. Venizel fut cruellement bombardé, les habitants disparurent de bonne heure, l'église transformée en fortin tient à peine debout au milieu des maisons renversées ; les bâtiments de la sucrerie sont écroulés. A Acy-sur-Aisne, le presbytère est écroulé, le château, fort entamé ; l'église a peu souffert.

Sermoize est une des communes de cette rive les plus maltraitées ; on ne voit de chaque côté de la route, que d'informes amas de décombres ; le pont sur l'Aisne est détruit, et l'église démolie.

Ciry-Sermoize est à peu près dans le même état de désolation ; de l'église il reste à peine quelques pans de murs. Vasseny possédait une superbe église ; elle est, sauf la tour, presque détruite, et dans une moitié du village ; beaucoup de maisons sont écroulées ou dévastées.

Braine fut souvent accablé d'obus lancés par le fort de Condé, ou par les avions ; quelques maisons, dont celle dite

de l'abbaye, sont très endommagées, le moulin a été incendié ; la magnifique église n'a rien souffert de grave.

Brenelle est bien conservé.

Chassemy, sans cesse bombardé et de la façon la plus violente, est en grande partie démoli, l'église est dévastée et n'a plus de toit.

Saint-Mard, Presles et Boves, Cys-la-Commune offrent partout des amas de décombres ; à peine quelques maisons sont encore debout.

Pont-Arcy et Vieil-Arcy sont pleins de ruines ; les églises sont éventrées et en partie démolies.

Nous rencontrerions sur la même rive, en remontant la rivière, beaucoup d'autres villages non moins ravagés ; comme ils s'éloignent davantage de Soissons, nous n'entreprendrons pas d'en parler ici.

Ces ruines de la rive gauche sont déjà, sans doute, bien lamentables ; toutefois elles ne sont que jeu à côté de celles de la rive droite. De ce côté, presque tous les villages, durant la longue période de l'occupation par l'ennemi, et surtout au moment de sa retraite, ont été affreusement dévastés, ou même complètement détruits.

Sans nous écarter de Soissons de plus de quelques lieues, nous pouvons considérer comme totalement ou presque totalement détruites sur cette rive, la plupart des localités.

A Vic-sur-Aisne, le dixième de la population, qui refusa d'émigrer, s'abrita longtemps dans les caves, avec les soldats. La plupart des maisons, le presbytère, les écoles, l'hôtel de ville, le château de M. le Vicomte de Reiset, furent gravement atteints et la petite ville, jadis coquette, ne présenta plus que l'aspect d'un désert. L'église, protégée par sa situation, n'eut presque rien à souffrir.

Longtemps épargné, grâce à l'abri que lui fournissait la colline, Berny-Rivière finit par être endommagé. Actuellement tout y est bouleversé, l'église a reçu de gros obus, et les terrains contigus sont labourés par les projectiles. De tous côtés ce ne sont que boyaux, tranchées, chemins nouveaux, routes défoncées. Une partie de la

population, restée avec M. Soret, son curé, vécut péniblement sous la perpétuelle menace d'évacuation.

Saint-Christophe-à-Berry est à peu près anéanti.

L'antique et vaste ferme de Confrécourt, qui domine la vallée de l'Aisne, et dont les imposantes constructions remontaient à l'époque des Templiers, n'offre plus aux regards, qu'un immense amas de ruines.

Des bâtiments de la ferme de Moufflay, presque rien ne reste debout ; et ainsi en est-il de toutes les fermes établies sur les plateaux.

A Fontenoy, le château de M. Firino, est presque indemne ; l'église au contraire est en grande partie effondrée, la tour paraît difficilement réparable. Le reste du pays est affreusement mutilé et inhabitable.

Anéantis, ou à peu près, les villages de Morsain, Vassens, Audignicourt, Nouvron-Vingré, Bieuxis, Cuizy-en-Almont, Tartiers, Pasly, Bagneux, Vauxrexis, Chavigny, Crécy-au-Mont, Guny, Vezaponin, Trosly-Loire, Epagny, Cuffies, Juvigny, Leury, Leuilly, Crouy, Bucy, Sainte-Marguerite, Terny-Sorny, Vuillery, Missy-sur-Aisne, Vregny Condé-sur-Aisne, Aizy, Jouy, Vailly, Chavonne, Soupir.

Les églises de Morsain, Cuizy, Chavigny, Nouvron, Tartiers, Leuilly, Clamecy, Juvigny sont détruites ; celles d'Osly, Vauxrexis, Vassens, Audignicourt, Pasly, Epagny, Cuffies, Bagneux, Selens, Bourguignon, Trosly, Guny, Saint-Aubin, Blérancourt, Saint-Paul-au-Bois, Pont-Saint-Mard, sont restées debout, plus ou moins gravement endommagées ; mais de leur mobilier, en général, on ne peut plus parler.

Sur tous ces territoires, et beaucoup plus avant sur l'Oise, les routes ont été dynamitées aux endroits les plus difficiles, ou défoncées par les tranchées ; les gares et chemins de fer de banlieue ont été détruits ; le plateau n'était devenu qu'un affreux chaos, où l'on ne découvrirait plus de chemin, et où la circulation fut longtemps impossible.

A Pommiers, toutes les maisons sont gravement ébranlées, quoique non détruites ; le cimetière est intact, le pont sur

l'Aisne est rompu, le presbytère rasé, la toiture de l'église toute déchirée, plus un vestige de mobilier n'y est resté, la sucrerie de M. Brunehant est en grande partie démolie, ainsi que sa ferme et sa raperie sur le plateau.

A Pasly, fameux par ses carrières, la plupart des maisons sont écroulées, l'église, changée d'abord en atelier par les Boches, puis en ambulance par nos troupes, pourra être réparée.

A Cuffies-Vauxrot, on voit encore des murs, mais pas un seul toit, une seule maison ne reste debout, l'église, assez bien conservée, reste réparable. La verrerie de Vauxrot est totalement détruite, et ses ruines offrent l'image la plus épouvantable des destructions de l'artillerie.

Juvigny n'existe plus ; rien n'y est debout ; l'église, un chef-d'œuvre du XII^e siècle, s'est effondrée, le château, le presbytère, toutes les maisons ont été incendiés. On n'y retrouve que le calvaire Saint-Martin avec ses arbres et les deux bornes milliaires de l'époque romaine.

Leury est réduit à néant ; des fermes il ne reste qu'un amas chaotique de pierres, à part une grange qui est encore réparable. L'église est en cendres.

Leuilly est anéanti ; maisons, fermes, églises incendiées.

Crécy-au-Mont est très dévasté, mais non totalement détruit ; l'église subsiste très mutilée.

A Pont-Saint-Mard, restent quelques maisons et l'église ; le château est réduit en cendres.

De Guny quelques maisons ont échappé à l'incendie allumé et dirigé systématiquement ; l'église, qui servit d'écurie, est fort endommagée, mais reste debout dans son gros œuvre.

Trosly-Loire est totalement détruit ; la sucrerie et toutes les habitations ont été la proie des flammes ; l'église, changée d'abord en écurie, puis en ambulance, est bien conservée ; des écoles, de la mairie rien ne reste.

A Saint-Aubin, cinquante-cinq maisons sont conservées ; la mairie, l'école ont été incendiées ; l'église est intacte, ainsi que le presbytère ; tous les arbres fruitiers des jardins

ont été sciés ; une centaine d'habitants s'y sont maintenus, et le curé, M. Lebourque, rentré de captivité, est venu les rejoindre aussitôt après la retraite des Boches.

Selens a moins souffert, sauf la ferme du Mont-du-Crocq, qui est anéantie. Il y est resté cent soixante habitants.

Besmé n'est plus. Bourguignon est en ruines, il y est resté une douzaine de civils.

Manicamp est presque entièrement détruit ; cinq personnes y étaient restées ; la plus grande partie de l'église est en ruines ; ainsi en est-il de Saint-Paul-au-Bois, sauf l'église, qui est conservée.

Quierzy, quoique très éprouvé, a moins souffert ; la population y est restée en très grande partie, et l'église est debout.

Bichancourt ne présente que des ruines ; plus d'habitants, pas une maison pour s'abriter, le clocher est renversé et l'église fort endommagée.

A Blérancourt, soixante-quatre maisons ont été brûlées, et les plus belles ; l'hospice, le presbytère, l'église ont échappé à l'incendie ; cent quatre-vingts habitants sont restés au pays.

A Coucy-le-Château, le célèbre donjon a été dynamité ; la partie ancienne de la ville a été incendiée, le presbytère aussi ; la partie neuve a échappé à l'incendie ; l'église est intacte.

Coucy-la-Ville, Verneuil-sous-Coucy, n'offrent plus que des ruines.

A Folembray, le château est détruit, ainsi que la verrerie, le presbytère et la plus grande partie du village ; l'église est debout, en assez bon état.

A Autreville, à Sinceny, on n'aperçoit que des amas de décombres, la plupart des maisons sont détruites ; à peine découvre-t-on les traces des églises.

On a remarqué, chose assez étrange, que dans ces quartiers, les Boches, tout en incendiant et en ruinant de fond en comble un grand nombre de nos églises, paraissent en avoir conservé d'autres de propos délibéré. On croirait

qu'ils songeaient à se ménager un moyen de défense pour le jour terrible de la reddition des comptes. Mais s'ils en ont laissé subsister les murs, ils ne se sont pas fait faute d'en saccager le mobilier, de le profaner, de le brûler ou de l'enlever.

Plus près de Soissons, si nous visitons Crouy, nous en voyons presque toutes les maisons démolies ; partout des murailles noircies et renversées, des toits écrasés sur le sol, des restes de charpente consumées. L'église, quoique fort endommagée, pourra encore être réparée. Par une heureuse fortune, le *Devoir Social* de l'Ain, sur la proposition concertée du préfet de l'Aisne et de l'évêque de Soissons, a adopté ce village pour le reconstruire.

A Bucy-le-Long, la ruine est générale, ainsi qu'à Sainte-Marguerite.

L'église est affreusement mutilée, la toiture s'est effondrée, la voûte menace de s'écrouler sous l'humidité ; le clocher seul est indemne.

A Missy-sur-Aisne, plus une maison n'est debout ; tous les arbres fruitiers, comme dans la vallée de l'Oise, sont coupés et jonchent le sol de leurs débris.

A Chivres, même aspect ; la tour du château de la Prévôté est effondrée ; toutes les caves ont été dynamitées, quelques-unes ont échappé à la ruine, les Boches en fuyant n'ayant pas eu le temps d'allumer les mines toutes prêtes ; le hêtre de Lamartine a été entamé par la scie, mais il est toujours debout et plein de sève.

A Nanteuil-la-Fosse, le groupe de Nanteuil proprement dit est assez bien conservé, le groupe de Vauveny, est totalement détruit.

Condé-sur-Aisne et Celles sont des amas de ruines.

A Vailly, un grand nombre de maisons sont renversées, d'autres assez nombreuses ont échappé à la destruction. De la superbe église il ne reste que le chœur et la partie inférieure du portail.

Les villages de Vregny, Laffaux, Sancy, Vuillery, Ostel, Pinon, Allemant, Vaudesson, Pargny, Filain, Urcel, Mailly,

Clamecy, n'existent plus ; rien n'y reste debout ; ainsi en est-il de Margival, Bray, La Neuville-sous-Margival, et Vauxaillon et de tous les villages qui ont été le théâtre des furieux combats qui s'y sont livrés en 1917.

A Terny-Sorny, une partie des habitations sont conservées, la ferme est à demi-brûlée, le bâtiment de l'église est resté debout.

Au delà de Vailly, Chavonne n'est plus qu'un monceau de pierres. Le splendide château de Soupir est réduit en cendres, des maisons du village il ne reste rien ; et à peine si quelques pans de murs de l'église sont encore debout.

Si ce n'était sortir du cadre de ce travail, nous jetterions un rapide coup d'œil jusqu'au delà des collines du nord de Soissons, vers la vallée de l'Oise, sur notre infortunée ville de Chauny, si renommée par son activité, et sur ses environs. Ce ne serait, hélas ! que pour y contempler les plus lamentables destructions qu'il soit possible d'imaginer.

Autour de Chauny, tout ce qui faisait à l'industrielle cité une ceinture de verdure, vergers, forêts, arbres des routes, a été rasé. Au loin, la glacière de Saint-Gobain, dépouillée de sa machinerie, de ses archives et de sa comptabilité, apparaît dans un décor de désolation. A Chauny, qui était, après Saint-Quentin, la ville la plus industrielle de l'Aisne, depuis longtemps déjà les ateliers avaient été vidés. Le matériel de la Soudière, de la glacière, de l'usine des colles et gélatine, de la fabrique de perles, de la fabrique de caoutchouc, de la phosphaterie avait disparu. Dans les ateliers de construction, les tours, les machines-outils avaient été emportés, ainsi que tout le matériel de la raperie et de la sucrerie. Partout le cuivre et le bronze avaient été enlevés, enlevé le matériel des deux imprimeries, ramassé et emporté tout le mobilier des maisons particulières. Plus tard, quand vint l'heure de disparaître, les scélérats mirent le feu à la ville, et les quatre cinquièmes des maisons, les édifices publics, les églises et les hôpitaux devinrent la proie des flammes. Par une providentielle faveur, le petit séminaire Saint-

Charles, où ils avaient entassé quatre ou cinq mille habitants des villages voisins, échappa au désastre, ainsi que le faubourg du Brouage. En même temps, toutes les campagnes environnantes, comme nous l'avons dit en son lieu, furent livrées à la dévastation et à l'incendie par ces bêtes féroces, sans cœur et sans entrailles, qui n'ont d'autre culte que la force brutale et qui resteront la honte éternelle du genre humain.

Bien que nous nous sentions comme fatalement entraîné sur ce terrain désolant, force nous est, pour rester fidèle à notre plan, de nous arrêter et de nous renfermer sur l'Aisne, dans ce rayon de la ville de Soissons, dont nous venons de constater brièvement l'état misérable. Nous n'avons encore dit que peu de choses, et nous en laissons dans l'ombre une infinité d'autres que l'on peut deviner et qui ne sont pas moins lamentables.

Rien ne pourra donner une plus juste idée des ruines accumulées dans notre vallée soissonnaise que cette phrase que j'emprunte au prospectus de l'œuvre de « *L'Aisne dévastée* » : « Plus de 60.000 foyers sont actuellement détruits ! » C'est pour essayer de soulager tant de détresses que cette œuvre charitable s'est imposé le noble but de recueillir dans le monde entier le plus de secours possible et de le distribuer à nos infortunés concitoyens.

Pour l'honneur de notre pays et celui de l'humanité, nous regardons comme un devoir de constater en finissant et de proclamer bien haut que le spectacle de tant de misères provoqua dans un très grand nombre de cœurs un merveilleux élan de compatissance et en fit jaillir et briller du plus vif éclat des trésors cachés de charité et de dévouement.

Sans parler des organisations officielles, placées sous la direction de l'autorité préfectorale, ni des Associations destinées à favoriser le relèvement de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, comme la *Commission agricole* créée par le Conseil général, ou à assurer la réparation

des dommages de guerre, comme la *Fédération générale des sinistrés*, nous nous plaçons à signaler le *Comité de Secours de Soissons*, le *Comité de l'Aisne*, l'*Aisne dévastée*, la *Paroisse de l'Aisne*, les *Vestiaires de l'Evêché*, les *Œuvres d'orphelins*, l'*Œuvre des églises dévastées*, l'*Œuvre de M^{lle} Morgan*, à Blérancourt la *Croix Rouge Américaine*, qui rivalisèrent d'ardeur pour porter secours aux malheureux.

En résumé, on peut se demander si à aucune époque les paisibles et laborieuses populations de nos contrées en furent réduites à une pareille extrémité, et si les invasions des barbares des IV^e, V^e et IX^e siècles de notre ère causèrent une aussi horrible dévastation. Combien faudra-t-il d'années pour remettre nos pays sur pied ? Seules les générations à venir seront en état de le dire. Jamais la prétendue *Kultur* allemande, qui n'est qu'une barbarie scientifique, ne se lavera de cette souillure.

L'année 1917 s'achève, l'année 1918 commence et se déroule, et nos espérances de tranquillité locale s'évanouissent. A partir du 18 février, la ville de Soissons est troublée à peu près chaque jour par les avions boches ou par une pièce de canon à longue portée, placée sur un petit tertre près de Prémontré. Il y a souvent des accidents graves, des tués, des blessés et des maisons renversées.

Durant toute la grande offensive allemande, à partir du 21 mars, cette agitation va croissant, et plus de 2.000 personnes émigrent de nouveau sur 3.000 environ qui étaient rentrées. On attend avec anxiété l'issue de la grande bataille des Flandres, où les Allemands font un effort désespéré sans pouvoir atteindre la décision sur laquelle ils comptent pour nous imposer leur « forte paix allemande », c'est-à-dire la servitude. Espérons qu'avec l'aide de Dieu, ils seront impuissants et confondus.

CHAPITRE XXIII

L'Offensive allemande du 27 mai

Évacuation de Soissons

J'en étais là, chers lecteurs, de ces notes et de ces réflexions et je croyais avoir fourni ma tâche, lorsque soudain, d'une façon inopinée, la plus effroyable catastrophe s'abat sur notre ville et notre contrée. Je reprends donc la plume et je poursuis en quelques pages mon récit trop tôt interrompu, et qui vous intéresse au premier chef.

Nous attendions avec anxiété, comme je le disais, la grande offensive allemande, dont on nous menaçait depuis si longtemps. Elle se déclare enfin le 21 mars, juste, hélas ! au point où on ne l'attendait pas. Quelle surprise pour notre commandement ! Quelle nouvelle ruine pour nos pays !

Une ruée de 800.000 Allemands part de la Fère, se jette sur l'Oise, Chauny, Coucy, Noyon... Tout craque, tout cède sous l'avalanche. La 5^e armée anglaise, impuissante devant la supériorité numérique de l'ennemi, bat en retraite précipitamment et repasse l'Oise ; les Allemands avancent avec une rapidité foudroyante ; leur but est de disjoindre les deux armées, anglaise et française, à leur point de jonction et de les battre successivement. Ils réoccupent toute la zone de terrains

qu'ils avaient abandonnés un an auparavant, et où, pour leur châtement, ils ne trouvent plus rien à prendre. Grâce à l'incomparable habileté du général Pétain et au merveilleux concours de nos aviateurs, les Français réussissent à se substituer, en pleine bataille, aux Anglais, la rupture des deux armées n'a pas lieu, et le coup boche est manqué. Mais, jamais on ne dira quels périls court la France dans les journées du 21 au 26 mars ; elle est sur le bord de l'abîme. Enfin, le 27, l'élan de l'ennemi est brisé, et, pour le 30, après dix jours de lutte, la stabilisation est établie sur le front.

Ce ne pouvait être qu'une pause dans la bataille. La ruée recommence au début d'avril, se dirigeant sur Montdidier et Amiens, et, au bout de neuf jours, elle est encore contenue par nos admirables troupiers. Pour la troisième fois, sur la fin d'avril, elle reprend avec des masses d'hommes toujours croissantes, et se porte vers les Flandres ; même résistance des Alliés, même insuccès des Allemands, qui subissent d'énormes pertes.

Suit, pendant le mois de mai, une longue suspension de la bataille, due à l'épuisement de l'ennemi. Tandis qu'il reconstitue ses cadres et qu'il prépare un nouvel assaut, nous cherchons en vain à sonder l'avenir si menaçant, qui se dérobe à nos regards.

Dans notre ville de Soissons, et dans tous les environs, pendant qu'ils se disposaient à cette offensive du 21 mars, deux mois durant, en février, mars et avril, les Allemands nous avaient rendu la vie très dure, soit par le tir de pièces à longue portée, soit par les attaques nocturnes de leurs avions. Presque chaque jour, il y avait en ville des tués ou des blessés et des bâtiments démolis. Dans la seule journée du 12 avril, ils avaient lancé plus de 200 obus, dont un certain nombre incendiaires. Aussi, la population qui, peu à peu, s'était sensiblement accrue, avait recommencé, comme je l'ai dit plus haut, son douloureux exode,

surtout aux environs de la fête de Pâques ; et plus des deux tiers des habitants avaient de nouveau émigré.

C'était donc avec une très vive émotion que nous suivions les péripéties de la grande bataille en cours, et nous comptions fiévreusement les jours de sa durée, toujours pleins d'espoir en notre libération.

Voyant que l'orage avait suivi le cours de l'Oise, puis celui de la Somme, pour se diriger de là vers le Nord, nous nous flattions que notre vallée de l'Aisne échapperait à la catastrophe. Le secteur entre Coucy et Reims était redevenu, depuis six semaines, beaucoup plus calme ; on ne cessait de nous affirmer que jamais l'ennemi, à la prochaine reprise de l'offensive, ne songerait à attaquer sur ce point, et nous vivions dans une sorte de sécurité.

Quelle erreur était la nôtre ! Comme nous étions dupes d'affirmations légères et coupables ! Ce secteur, sous prétexte d'être inviolable, n'était pas gardé. A peine un rideau de troupes anglaises, sans appui sur ses derrières. L'ennemi, au contraire, par d'habiles manœuvres, nocturnes et silencieuses, avait amassé sur l'arrière plus de 600.000 hommes, sans que nos aviateurs parussent s'en douter. En un moment, par les ponts qu'il avait rapidement jetés sur l'Aisne, il les fit avancer sur ce front, et, dans la nuit de 26 au 27 mai, l'orage éclatait, horrible, épouvantable, et la poussée était irrésistible. Le fameux Chemin-des-Dames ne tint pas un instant, et le soir du 27, l'ennemi avait franchi l'Aisne et les collines entre l'Aisne et la Vesle, et le 28, il était à Fismes. Le même soir, par la route de Coucy, il était à Soissons, et dans les quelques jours suivants, il se répandait comme un torrent dans les campagnes situées au Sud, tirant droit sur Château-Thierry et la Marne, et progressait de plus de 50 kilomètres.

Qui dira les drames déchirants de l'évacuation de Soissons et de tous les pays voisins ? Rien au monde

ne se peut représenter de plus lamentable. Sur tous les chemins, c'étaient de longs cortèges de fugitifs chargés d'encombrants ballots, de lourds charriots, trainés par six ou huit chevaux, remplis à la hâte de meubles, de literie, de paille, sur laquelle étaient perchés, mornes et silencieux, les enfants et les femmes, des troupeaux de bœufs, de vaches et de moutons effarés, entremêlés aux soldats en marche et aux camions militaires qui soulevaient une aveuglante poussière et menaçaient à tout instant de broyer les piétons ; c'était un spectacle à troubler la tête et à fendre le cœur.

Pour moi, je n'étais pas dans Soissons à l'heure de cette débâcle. Trop confiant dans la situation, le 27 au matin, je m'étais mis en tournée pastorale dans la région de Fère-en-Tardenois ; j'avais voulu partir, malgré le canon et le refus du cocher, pour ne pas tromper l'attente des curés et de leurs paroissiens. Je donnai la Confirmation à Coulonges ; je ne pus réussir à le faire à Fère-en-Tardenois, et le troisième jour, je la donnai encore à Neuilly-Saint-Front. Mais au milieu de quel désarroi ! Etant à Fère, je voulus essayer, avec M. Parmentier, mon vicaire général, de regagner Soissons à pied. A peine sur la route, nous fûmes arrêtés par un officier et obligés de rétrograder. Nous dûmes monter dans un wagon à bestiaux au milieu de soldats irlandais et annamites, de blessés étendus sur des civières, et de pauvres fuyards désolés. De Neuilly, par une série de trajets pénibles, je gagnai Château-Thierry, où il me fut impossible de poser le pied à cause du désarroi général et du bouleversement de l'Hôtel-Dieu, puis Lizy-sur-Ourq, Meaux, Paris, et je parvins enfin à me réfugier au Mans, dans l'hospitallière maison de mon ami, le chanoine Hamonet. La ville abritait déjà plus 30.000 émigrés.

Pendant ce temps, à Soissons, la panique, le désordre,

la fuite générale, soit à pied, soit dans des camions militaires, étaient au paroxysme.

Le 28, à onze heures du matin, ordre d'évacuation est donné à tout le monde sans exception, deux ou trois heures à peine sont accordées pour les préparatifs. Le canon, qui ne cesse de tirer sur la ville, jette partout la terreur, plusieurs habitants sont tués ou blessés en attendant le départ dans les autos militaires, groupées sur la place de la République; chacun emporte péniblement quelques paquets de hardes qui entravent tous les mouvements ; à deux heures et demie, le signal est donné, et le soir du 28 mai, Soissons est vide, il n'y reste personne. On dit cependant que quelques habitants échappent aux recherches de la prévôté, en se cachant obstinément dans leurs caves. Mais que peuvent-ils devenir ?

Le même soir du 28 mai, l'ennemi pénètre en ville. Nos troupes lui opposent une énergique résistance, et soutiennent une bataille acharnée, dans les rues. Un moment, elles reprennent la ville, mais finalement, accablées par le nombre, elles sont obligées de se replier. Elles s'accrochent solidement aux positions situées au nord-ouest entre l'Oise et l'Aisne, et empêchent les Allemands de se développer de ce côté et de faire sauter le pivot de Soissons.

Les Allemands, sans perdre un instant, inondent de leurs masses le triangle formé par Reims, Soissons et Château-Thierry, tirent droit sur la Marne, et s'emparent de la partie de Château située sur la rive droite, sans réussir à franchir la rivière. Le ville est en partie détruite, et tous les jours suivants, il se livre sur les plateaux qui la séparent de Soissons des combats acharnés, qui nous sont en général favorables et auxquels les Américains prennent une glorieuse part.

Ivre de ses succès inespérés, le Kronprinz impérial veut en finir et vise ouvertement Paris. Il a juré d'entrer triomphalement dans la capitale de la France, où le Kaiser

LE MARIAGE DE SOISSONS

imposerait « sa paix allemande ». Sans cesse son Etat-major recommence ses attaques et précipite de nouvelles divisions dans la fournaise. Le 5 juin, il lance un assaut formidable entre l'Aisne et la Marne, visant la forêt de Villers-Cotterets et Compiègne. Héroïquement soutenu et repoussé par nos troupes et par les Américains, l'assaut dure cinq jours, et s'arrête le 14, par suite de l'épuisement de l'ennemi et des pertes énormes qu'il a subies.

L'offensive reste un moment suspendue ; mais les Allemands ne peuvent plus s'arrêter. Ils sont obligés de brusquer les événements, moins encore par crainte de nos vaillantes troupes que par crainte des débarquements Américains, qui s'intensifient de jour en jour, et surtout en raison de ce qui les menace derrière eux, la disette, l'épuisement, la révolte qui gronde et la décadence du moral chez un peuple las d'être toujours trompé par ses chefs.

Pendant ce temps, les Autrichiens d'accord avec les Allemands concentrent une armée de 900.000 hommes et déclenchent sur les Alpes une violente offensive. C'est pour eux un vrai désastre. Les Italiens résistent avec un merveilleux entrain et font échouer l'attaque, dont l'insuccès menace de porter un coup terrible à l'Empire déjà si ébranlé des Habsbourg.

Le Kaiser veut au moins triompher en paroles. Dans un de ces discours emphatiques, dont il est coutumier, il vient enfin de démasquer lui-même sa fourberie. Il se vante d'avoir, dès le premier jour, connu clairement le but que l'Allemagne poursuivait en faisant la guerre. Il s'agissait, dit-il, de réaliser la « *Conception allemande du monde*, en opposition à la conception anglaise », c'est-à-dire, en termes clairs, de *prussianiser* l'univers¹. C'est à

1. C'était donc bien un plan préconçu, une guerre voulue et offensive pour la domination, et non point, comme le gouvernement allemand n'a cessé de le faire croire à ses sujets, une guerre subie et purement défensive contre les plans ambitieux des Alliés.

cette conception monstrueuse, mais simple, que l'Amérique répond par une formule non moins nette : « Nous nous battons pour conserver la liberté au monde et l'arracher à la servitude allemande. » — Les positions sont nettement prises de part et d'autre ; un avenir prochain nous dira laquelle des deux conceptions l'emportera, et si le monde sera libre ou esclave. Nous restons pleins d'espoir dans le triomphe de notre cause. En attendant, nous sommes dispersés sur tous les points de la France, nous nous abritons où nous pouvons, nous mangeons un pain de larmes, et nous prions Dieu d'abrèger le temps de cette épreuve. Nous en sommes là au mois de juillet 1918, après quatre ans de guerre, et nous n'entrevoions pas la fin.

CHAPITRE XXIII (suite)

Un mois s'écoule durant lequel les Allemands reconstituent leurs armées et préparent un nouvel assaut. Le 15 juillet, lendemain de notre fête nationale, fête splendide où l'on avait vu groupés à Paris les représentants officiels des vingt-cinq nations liguées contre la Barbarie, ils déclanchent, sûrs de leur victoire et déjà triomphants, une attaque formidable sur un front de quatre-vingts kilomètres, de Château-Thierry à la Main de Massiges ; c'est le chemin direct de Paris.

Cloués immédiatement à l'est de Reims par l'armée de Gouraud, ils ne peuvent faire de ce côté un seul pas en avant ; au centre, près de Reims, en tirant sur Epernay, ils se heurtent sans succès aux extrémités du massif montagneux défendu par Berthelot ; à l'ouest, ils réussissent à franchir la Marne en plusieurs endroits entre Dormans et Fossoy.

Mais soudain, le 18, nos grands chefs, Foch et Pétain, par une manœuvre géniale, lancent une contre-offensive au sud-ouest. Le succès en est aussi complet que rapide. Tandis que Berthelot défend victorieusement la montagne de Reims, Mangin et Dégoutte attaquent, sur un front de 45 kilomètres, de Fontenoy à Belleau, le flanc droit de l'ennemi laissé à découvert. Dès le premier jour, ils reconquièrent une large zone de terrain ; le 21, les Américains obligent les Allemands à repasser la Marne et à refluer vers le nord ; le 22, ils entrent dans Château-Thierry, pillé, dévasté, ruiné. Tous les jours suivants, des combats acharnés se livrent sur les plateaux entre la Marne et l'Aisne ; l'ennemi recule, faisant des efforts opiniâtres pour protéger sa retraite, et chaque jour est marqué par une nouvelle avance des troupes alliées en direction de Fère-en-Tardenois, de Fismes et de Soissons.

Loin de s'amortir avec le temps, la bataille tend à s'amplifier. Pris entre trois lignes, les Allemands opposent une

résistance désespérée ; ils sont harcelés sans arrêt par nos aviateurs, qui interceptent leurs communications par routes et par voies ferrées. Ils ne veulent pas céder. « Nous ne nous trouvons, écrit von Ardenne, un de leurs critiques militaires, qu'au commencement de la bataille, qui sera vraisemblablement la plus grande de toute l'histoire du monde. » Ils lutteront donc jusqu'au dernier souffle plutôt que d'abandonner les positions stratégiques de Fère et de Soissons, qui sont les pivots de leur armée.

Cependant, les troupes alliées continuent à progresser chaque jour de quelques kilomètres dans le Tardenois ; le 27, nous rejetons complètement l'ennemi de la rive droite de la Marne et nous occupons Châtillon-sur-Marne ; le 28, nous franchissons l'Ourcq et nous sommes à Fère, et le 30 nous touchons aux lisières de Ville-en-Tardenois. L'ennemi se cramponne, il augmente ses effectifs, et veut à tout prix arrêter sa retraite sur les hauteurs entre l'Ourcq et l'Ardre.

Son Etat-Major se résigne enfin, non sans peine, à avouer sa défaite, et Hindenbourg déclare « qu'il a été conduit à la nécessité de renvoyer à quelque temps le coup décisif contre le front anglo-français en Occident ».

Mais si les Boches grincent des dents en constatant leur retraite, ils savent s'en consoler en se vantant de leurs crimes. Le général Finck von Finckenstein, digne émule de Guillaume, a donné l'ordre à ses soldats de ne rien laisser debout entre l'Aisne et la Marne, et le *Berliner Tagblatt* n'a pas honte d'écrire : « Ce qu'on ne saurait disputer aux armées allemandes, c'est la destruction totale d'un nouveau coin de France. La nuit, on peut contempler les incendies qui ravagent les moissons et les forêts. C'est là un spectacle bien consolant ! » Quelle moralité chez une race qui ose se vanter d'être la plus cultivée du monde ! Et ils s'indignent qu'on les appelle des « Barbares » et des « Huns ».

Leurs réactions continuent avec le mois d'août. Elles sont d'une particulière violence entre Oulchy et Fère, surtout à Cierges, Sergy et Seringes. Ils s'accrochent avec une farouche énergie aux points d'où dépend la suite de la bataille. Mais l'impétuosité des troupes françaises et amé-

ricaines est irrésistible. Elles bousculent partout l'ennemi, et poursuivent leur marche sans arrêt au nord de la Marne. Le 2 août, Mangin lance les Français sur Soissons, qui est enlevé par les chasseurs du général Vuillemot ; le 4, les Américains emportent Fismes d'assaut, et franchissent la Vesle à plusieurs endroits. Leur jeunesse, leur vigueur, leur enthousiasme, font l'objet de l'admiration universelle.

Puis il se produit une pause sur cette partie du front, les armées étant, de part et d'autre, à bout de souffle. Les Allemands en profitent pour se fortifier entre la Vesle et l'Aisne et y amasser une puissante artillerie.

Mais Foch veille. Dès le 8, le feu s'allume au sud et à l'est d'Amiens, où les armées britanniques et françaises lancent une nouvelle attaque sur un front de 35 kilomètres, et, du premier bond, enlèvent une large bande de terrain ; le 12, elles reprennent Mondidier, et s'avancent jusqu'aux abords de Roye et de Lassigny.

Quelque humiliant que soit pour les Allemands ce recul continu, telle est la bouffissure de leur orgueil, telle est leur outrecuidance, qu'il se trouve des chefs pour annoncer, des journaux pour publier et des esprits pour croire que leur retraite est purement stratégique et qu'elle n'est qu'une « manœuvre victorieuse conforme à leur plan ! » Quelle audace ! Toujours leur plan !

Il est un autre plan qui paraît bien arrêté, c'est celui de Foch : Activer la marche en avant sur tout le front et multiplier les attaques locales sans laisser à l'ennemi ni trêve ni repos. Mangin poursuit donc sa course victorieuse sur les plateaux au sud de Lassigny et de Noyon, enlève chaque jour de nouvelles positions, et, le 23, il arrive à l'Ailette et à l'Oise, tournant Soissons par le nord, et mettant l'ennemi dans la nécessité de battre en retraite.

Durant cette mémorable période où nos chefs font preuve d'une merveilleuse habileté et nos soldats d'un mordant prodigieux, Soissons, aux trois quarts reconquis, continue à agoniser et à achever de mourir. Les Boches, restés maîtres du faubourg Saint-Vaast, accablent la ville de leurs projectiles. « Quel désolant spectacle, m'écrivit un aumônier militaire, Mgr de Lhobbet, évêque de Gap, offre votre

pauvre Soissons ! A chaque visite, ma compassion s'accroît à la vue de pareille ruine. De la tour de la Cathédrale, il ne reste que deux malheureux moignons, qui s'écrouleront au premier jour ; le reste s'est effondré sur l'édifice même, anéantissant deux travées. La façade est méconnaissable. Votre ville infortunée n'aura bientôt plus rien à envier à Verdun. » Nul civil n'y peut pénétrer ; seule une escouade de gendarmes veille sur ce tombeau. Le centre n'est plus qu'un monceau de ruines, tous les alentours de la cathédrale sont incendiés, les plus belles rues n'ont plus une maison debout, les flèches de Saint-Jean-des-Vignes sont horriblement mutilées, l'évêché a été pillé de fond en comble ainsi que toutes les maisons.

Cependant, les Alliés ne lâchent pas l'ennemi, et la bataille continue à s'étendre. Les Britanniques, au nord de la Somme et à l'est d'Arras, et les Français plus au sud, lui arrachent une à une toutes ses positions, Albert, Bapaume, Comblès, Nesle, Roye, Lassigny, Noyon, et le refoulent vers la ligne défensive Hindenbourg, qu'il occupait en avril 1917.

Au nord de Soissons, entre l'Aisne et l'Ailette, où commande l'intrépide Mangin, le général von Bœhn lutte avec un extraordinaire acharnement et lui oppose de nombreuses divisions fraîches. Il veut à tout prix couvrir cette axe vitale des armées allemandes et les sauver d'une catastrophe. Non content de se défendre, il prend l'offensive. Sur les plateaux de Juvigny-Chavigny, nos progrès se ressentent de cette résistance, mais ils ne cessent pas ; le 30 août, nos troupes s'emparent de Chavigny, de Pasly, de Cuffies, franchissent l'Aisne dans Soissons, chassent les Boches de Saint-Vaast, et s'approchent de Crouy. Cette fois, nous tenons les plateaux, et Mangin nettoie tous les villages au nord. Tandis que les Anglais reprennent Péronne, Guiscard, Ham, marchent vers Cambrai, Douai et Lille, et enfoncent la fameuse ligne Hindenburg, les Américains franchissent la Vesle sur une étendue de 30 kilomètres et envahissent les plateaux ; Mangin gagne l'Ailette, enlève Coucy et trente villages et refoule l'ennemi vers le Chemin des Dames. Pas un jour ne se passe, qui ne donne plus d'air à notre ville de Soissons.

Ramené à ses anciennes positions, l'ennemi s'y arrête, s'y fortifie et s'y défend avec une sauvage énergie. Si notre progression est un moment ralentie sur ce point, elle se développe merveilleusement sur tous les autres points du front occidental, et jusqu'en Orient, en Palestine et en Serbie.

Il faut entendre, à cette heure de détresse, les gémissements de tous les chefs des Puissances centrales. Les Ministres d'Allemagne et d'Autriche, le Kronprinz allemand, le Kaiser lui-même remplissent le monde de leurs protestations de pacifisme. Ils sont purs de tout crime, jamais ils n'ont désiré que la paix, ils ont horreur du sang versé, ils n'écraseraient pas un ver de terre, et, s'ils font la guerre, c'est uniquement parce que les Alliés les y ont forcés. Au nom de l'humanité qu'ils aiment tendrement, ils aspirent vers la paix, et ils en osent faire des propositions aux Alliés. La paix qu'ils désirent, c'est une paix allemande, bien entendu, une paix sans indemnités, ni réparations, ni garanties, une paix qui laisserait debout leur puissance militaire, c'est-à-dire la perpétuelle menace contre le monde. On le leur fera voir. La paix, on ne la discutera pas, on la leur dictera, et il faut, auparavant, qu'ils soient vaincus.

Ils le seront, car Foch a juré de « ne pas les lâcher ». Il les fait attaquer successivement sur toutes les parties de tous les fronts, et la fin de septembre se change en une série de triomphes, qui grandiront encore avec le mois d'octobre.

Le 12 septembre, l'armée américaine entre en scène au saillant de Saint-Mihiel, l'emporte en entier, fait 15.000 prisonniers et marche sur le nord. Près de Soissons, Mangin poursuit la lutte malgré d'incroyables difficultés, et ronge les avenues du Chemin des Dames. Les Anglais, unis à nos troupes, enveloppent Saint-Quentin. En Palestine, le général Allenby détruit les trois armées turques, fait 100.000 prisonniers, capture 450 canons, et délivre définitivement les Saints Lieux. En Serbie et en Macédoine, Franchet d'Espérey met en déroute les troupes Bulgares et envahit la Bulgarie qui s'avoue vaincue, et, le 26 septembre, sollicite un armistice en vue de la paix. En Champagne et en Argonne, Gouraud et les Américains attaquent simultanément, chassent les Boches de l'Argonne et s'a-

vancent sur Vouziers ; les Belges dans les Flandres, remportent une brillante victoire et font 5.000 prisonniers ; les Anglais encerclent Cambrai et font d'innombrables prisonniers. Le 1^{er} octobre, Saint-Quentin retombe en nos mains ; le 3, Lens et Armentières sont reconquis ; le 4, la ligne Hindenbourg est profondément rompue par les Anglais entre Cambrai et le Catelet, et nos armées s'enfoncent à l'est sur Busigny, Bohain et Guise.

En face d'un tel effondrement, l'Autriche, la Turquie et l'Allemagne commencent à s'avouer vaincues et demandent au président Wilson un armistice général et l'ouverture de pourparlers en vue de la paix. Se sentant irrémédiablement perdus, nos ennemis se réfugient hypocritement dans les protestations de sentimentalité, et cherchent à échapper au châtement et à préserver leurs territoires de l'invasion qui les menace. La ruse est trop évidente. Ce qu'ils voudraient en obtenant un armistice serait de se ressaisir et de regrouper leurs forces. On ne leur en laissera pas le temps. « Le compte est ouvert, dit Clémenceau ; il faut qu'il soit réglé. » Wilson exige d'eux, comme condition préalable à toute proposition d'armistice, l'évacuation immédiate de tous les territoires envahis par eux, la cessation de leurs procédés féroces, et le renversement des Hohenzollern.

Pendant ce temps, les armées alliées continuent leur avance sur toutes les parties du front avec une prodigieuse rapidité. La bataille de Champagne, après 17 jours de durée, se termine le 12 et nous livre, avec tout le pays reconquis, 18.500 prisonniers dont 500 officiers et 600 canons. Le 12 octobre, nous enlevons tout le *Chemin des Dames* avec Craonne ; le 13, La Fère et le massif de Saint-Gobain ; le 14, la ville de Laon, et nous nous élançons à travers les plaines de Sissonne.

A partir de ce jour, les victoires des Alliés ne se comptent plus ; partout nos armées s'avancent triomphantes, partout les Allemands reculent, malgré leur furieuse résistance.

Conduits par leur vaillant roi Albert, et soutenus par les Anglais et les Français, les Belges reconquièrent rapidement l'est de leur pays ; le 17 octobre, Ostende est

repris, et la côte flamande est libérée ; Bruges et Courtrai succombent aussitôt ; Lille, Roubaix, Tourcoing, Douai, Valenciennes, le Quesnoy rentrent en notre possession. Bien que rendue plus lente par l'opiniâtre résistance de l'ennemi, notre progression s'accroît tous les jours dans les plaines de la Serre, de l'Oise, de l'Aisne et de la Marne et nos généraux et nos soldats se couvrent de gloire.

Tandis que Ludendorf démissionne, que le Kaiser discute son abdication et que l'Autriche se disloque et implore un armistice, la Turquie, à bout de souffle, capitule le 30 octobre, accepte toutes les conditions que lui imposent les Alliés et leur ouvre le passage des Dardanelles et du Bosphore jusqu'à la Mer Noire.

L'Italie, qui se recueillait depuis quelque temps, fond à son tour sur les armées autrichiennes, et leur inflige un désastre sans précédent : 400.000 prisonniers, 250.000 chevaux, 2.200 pièces de canon tombent entre ses mains.

Les Anglais enlèvent Valenciennes et dépassent l'Escaut ; les Français et les Américains avancent rapidement au delà de la forêt d'Argonne et nettoient la région entre l'Aisne et la Meuse. Dans le même temps, les Serbes reconquièrent leur patrie, rentrent triomphalement, le 1^{er} novembre, dans Belgrade, leur capitale, et le 4, l'Autriche-Hongrie capitule à son tour.

Nos infatigables armées refoulent l'ennemi dans le vaste triangle formé par la Meuse et la Sambre et, coup sur coup, les 5 et 6 novembre et jours suivants, elles enlèvent Guise, Marle, Montcornet, Rozoy, Vervins et Rethel. La prise d'Hirson, le 9, achève la libération totale de notre département de l'Aisne.

Le même jour, les armées Américaines enlèvent Sedan de haute lutte ; l'Allemagne, fléchissant enfin le genou, envoie des plénipotentiaires au maréchal Foch, et, le 11 novembre, ceux-ci acceptent les conditions de l'armistice qu'il leur impose, conditions dures et écrasantes, mais justes et méritées, qui mettent l'Allemagne dans l'impossibilité de continuer la lutte et de la reprendre de longtemps. Qu'elle ne chante donc plus son *Deutschland uber alles* ; mais qu'elle gémisses un *Deutschland unter alles*.

La guerre est finie, le droit triomphe de la force, et les peuples menacés de servitude peuvent respirer librement. Les diplomates se réunissent à Paris pour déterminer les conditions de la paix générale et celles de la reconstitution de l'Europe.

Dans cette série d'événements prodigieux qui n'admirent pas les justes jugements de Dieu ? Après une explosion d'orgueil satanique et une tentative odieuse d'asservissement du monde, ce plan s'écroule avec une vertigineuse rapidité. Le roi de Grèce est depuis longtemps rentré dans l'ombre ; le tsar de Bulgarie, Ferdinand, a dû abdiquer, et son fils et successeur, Boris, est en fuite ; le roi de Saxe..., le roi de Wurtemberg et le duc de Brunswick sont précipités du trône le même jour ; la Turquie est domptée et mutilée, l'empire d'Autriche-Hongrie est en pleine dislocation, tout le système féodal de l'Allemagne s'effondre, tous ses ducs et princes abdiquent et prennent la fuite ou sont chassés par leurs sujets. Le roi Louis de Bavière est détrôné, son fils Ruprecht est obligé de fuir ; le Kaiser Guillaume abdique enfin, malgré lui, et va se cacher en Hollande, poursuivi par la malédiction des peuples, en attendant que les Alliés le condamnent à mort pour ses crimes.

Tandis que l'empire d'Allemagne, né en 1870 de notre défaite à Sedan, s'effondre en 1918, le jour même où Sedan est repris, le roi de Serbie, Pierre, reconquiert son royaume, et le vaillant roi des Belges, Albert, rentre triomphalement dans sa capitale.

Grâces soient rendues au Dieu tout puissant, dont le Cœur miséricordieux a pris en mains si visiblement la cause de la justice contre l'iniquité. *Justus es Domine et rectum judicium tuum !* Quant à nous, infortunés habitants de Soissons et de l'Aisne, victimes de ce drame épouvantable, nous rentrons un à un dans nos villes et nos villages ravagés, nous nous abritons péniblement au milieu des ruines, et nous demandons à tous les cœurs français de nous aider à relever nos maisons, nos églises, notre culture, notre industrie et notre commerce qui ont payé la rançon de la Patrie commune.

CONCLUSION

Que conclure de cet horrible drame, le plus tragique, le plus meurtrier que le monde ait connu, et dont le souvenir, à jamais ineffaçable, restera gravé en caractères de sang dans la mémoire des hommes ?

La liberté, la civilisation, l'humanité viennent de subir le plus criminel des attentats, le plus formidable essai de mainmise par la Barbarie savante et organisée. Si elles parviennent à échapper à cette tentative d'asservissement, c'est que Dieu l'aura voulu ; car le coup était si bien monté contre elles, qu'elles devaient y périr.

Que voulaient les Allemands ? Sous l'infatuation de l'idée de la transcendance de leur race et d'une prétendue supériorité acquise, ils avaient rêvé de restaurer à leur profit l'antique empire de Rome, de le dépasser même en étendue et en puissance, et de courber sous leur joug l'Europe et le monde entier.

Résumant dans le pangermanisme les visées de sa race et ses visées personnelles, Guillaume II avait longuement mûri le projet de réunir, même par la force des armes, toutes les races de sang german en une confédération politique, avec la Prusse pour tête, et d'y rattacher par une union douanière, ou zollverein, tous les peuples limitrophes. Il entendait réaliser, sous le sceptre des Hohenzollern, un bloc qui s'étendrait de Calais à Riga et de Hambourg au golfe persique. Il se flattait d'arriver ainsi à dominer politiquement et économiquement l'Europe, à dicter ses lois à l'univers, et à substituer à l'antique

civilisation latine et chrétienne la Kultur germanique. Jamais aucun monarque, ni aucun peuple n'avait élevé d'aussi audacieuses prétentions, ni déclaré avec autant d'aplomb qu'il était en droit de s'emparer de tout ce qu'il trouvait à sa convenance. Pendant plusieurs générations, cette tendance dominatrice et annexionniste n'avait cessé de croître¹.

Elle était étroitement liée à cette extravagante idée, pour laquelle toute l'Allemagne, à la suite de ses poètes, et de ses romanciers, s'était passionnée, de l'avènement d'une religion nouvelle, qui romprait avec le Christianisme en le transformant et en le mettant au service de l'Empire, et qui rétablirait le contact entre l'Allemagne actuelle et le culte modernisé d'Odin, le dieu de la force et de la guerre, le dieu particulier des vieux ancêtres teutons. Ce dieu allemand n'est plus le Dieu unique, universel, créateur et conservateur du monde, mais un dieu spécial, le leur, leur totem, leur fétiche, qui n'appartient qu'à eux, qui est leur « bon vieux dieu. » Conformément à cette idée, Luther devenait toujours plus grand à leurs yeux, plus cher à leur cœur, plus vraiment allemand, parce que le premier, il avait résolument brisé l'union entre la foi catholique et l'âme allemande ; et si Guillaume aimait tant à le proclamer « son ami », c'est parce qu'il lui avait frayé la voie dans laquelle il s'engageait audacieusement pour régénérer le monde et le doter d'une nouvelle religion dont il serait le prophète.

La domination du monde, on ne saurait trop le redire, fut, dès les temps reculés, le rêve de la race teutonne ; et, pour le réaliser, il n'est rien que les Allemands d'aujourd'hui ne soient encore prêts à tenter, rien qu'ils ne soient encore prêts à sacrifier, même leur christianisme. C'est le triste exemple qu'est en train de donner le Centre,

1. CHÉRADAME, *Plan germanique démasqué*, Plon, Paris, 1916. — GRUMBACH, *L'Allemagne annexionniste*, recueil de 350 documents écrits par des Allemands.

jadis sincèrement catholique et actuellement livré, pieds et poings liés, au nationalisme germanique.

La preuve de cette lamentable déformation ressort clairement de ce fait que, malgré les atrocités dont les armées allemandes se sont rendues coupables au cours de cette guerre, horreurs qui ont révolté la conscience universelle, pas une voix ne s'est élevée en Allemagne ni du côté des fidèles, ni du côté du clergé, catholique ou protestant, pour les réprover au nom de la morale ; l'esprit national l'a emporté sur l'esprit de l'évangile. Ils sont teutons avant tout et par-dessus tout.

Un trait à retenir : Récemment le Supérieur général d'une Congrégation française ayant pu revenir de Belgique en France, se trouvait voyager avec un aumônier catholique allemand. Il lui demanda :

« Comment évacuez-vous la Belgique ? »

— Cela dépend. Si nous sommes les maîtres, nous l'évacuerons pacifiquement et dans la mesure qui nous conviendra. Mais si nous sommes contraints de partir, nous ne laisserons pas pierre sur pierre.

— Et vous, prêtre, vous approuvez cette conduite ?

— Oui. L'Allemagne d'abord ! »

Dieu, la conscience, la religion, la morale, c'est sans doute affaire de seconde importance.

Beaucoup d'Allemands, surtout dans le monde des intellectuels, en sont à regretter que leurs ancêtres, à l'époque de la grande migration des peuples barbares, aient abandonné l'Arianisme, qui rejetait la divinité du Christ, pour embrasser le Catholicisme. Cette adhésion à la doctrine du Christ-Dieu, en les faisant entrer dans le concert des nations chrétiennes, mettait des brides à leurs instincts et ne leur permettait plus d'assouvir leur appétit de domination. Aussi le Catholicisme reste-t-il, à leurs yeux le principal obstacle à leur ambition. Sans le Christianisme, il y a longtemps que leur instinct aurait pris le dessus, et qu'ils auraient accompli le dessein pour lequel ils se croient élus ; il y a longtemps qu'ils auraient soumis à leur joug

les races rivales, qu'il n'y aurait plus ni Slaves, ni Romains, et que les limites de l'Allemagne ne seraient autres que les limites de l'Europe¹.

Après avoir triomphé de Rome, écrit l'Anglais Cramb, qui a bien saisi le fond de leurs aspirations, « les Germains ont adopté la religion des vaincus. Il faut réparer cette erreur. Il faut que l'Allemagne, qui va créer un nouvel empire mondial, prépare aussi pour le monde une nouvelle religion¹. » Cette religion nouvelle, pense Cramb, devrait être une forme modernisée du culte d'Odin, qui est, d'après les Nietschéistes, « plus grand que Jéhovah ». Le christianisme, pour le Germain, est donc au second plan ; ce dont il se soucie avant tout, c'est le triomphe du germanisme, et l'imposition de sa *Kultur*, même par la violence.

Or la *Kultur* germanique, telle que nous la voyons aujourd'hui, qu'est-ce ? C'est, en philosophie le kantisme, en religion le protestantisme et le modernisme, en économie politique le socialisme, et, dans la vie nationale, c'est, avec de rigoureuses méthodes d'organisation, le caporalisme militaire, politique et administratif. Le triomphe de cette *Kultur* ne pouvait donc être que l'hégémonie de l'Allemagne imposée à l'Europe, au monde, à la liberté, au catholicisme. L'empire évangélique, c'est-à-dire le protestantisme, vidé de la foi en Jésus-Christ Dieu-homme, prêt à s'adapter à toutes les croyances, en serait la plus complète formule.

Cet audacieux projet avait besoin pour se réaliser d'une guerre victorieuse. Cette guerre, l'Allemagne la voulait par instinct atavique, par avidité et par conformité de vues avec son empereur, et elle s'y était préparée passionnément depuis un demi-siècle. L'impérialisme n'était pas seulement l'empereur et ses hobereaux, c'était l'Allemagne entière. Toutes les volontés étaient d'accord ; le chef de l'Empire, la caste militaire, les hommes du gouvernement, les intellectuels, les propriétaires terriens, les maîtres de la finance,

1. Otto Richard TANNENBERG. *La plus grande Allemagne*, 1911.

2. CRAMB. *Germany and England*. 1912.

de l'industrie et du commerce, et les gens du peuple aspiraient tous à nous battre, à nous asservir et à s'enrichir de nos dépouilles ; toutes leurs études, leurs forces et leurs ressources tendaient à un unique but : notre écrasement. C'est seulement à mesure que s'est déroulée l'horrible tragédie que l'on a pu se rendre compte, par une étude plus attentive de leurs écrits, de la profondeur et de la portée de leur projet et de l'invraisemblable préparation où ils avaient amené toutes choses pour s'assurer la victoire.

Chez nous, au contraire, un pacifisme amollissant, imbécile ou criminel, soigneusement entretenu par l'argent et par les émissaires de l'Allemagne, avait semé à pleines mains cette folle persuasion que la guerre était impossible, que l'Allemagne, restée la terre du sentimentalisme et des rêves poétiques, telle que l'avait dépeinte M^{me} de Staël, ne songeait pas à nous attaquer. Les socialistes français, bernés par les camarades allemands, prétendaient que ceux-ci, en cas de déclaration de guerre, refuseraient de marcher. On s'obstinait à fermer les yeux et à ne pas se rendre compte que nous avions près de nos frontières, dans l'Allemagne prussianisée, une vaste organisation de piraterie internationale, qui constituait pour tout le monde un péril menaçant, et ne laissait plus de sécurité à personne.» « On n'osait pas songer à la guerre. »

Dans cette funeste erreur, ceux qui tenaient en mains le pouvoir et ceux qui en étaient les conseillers, endormis dans une béate tranquillité, n'avaient rien prévu, rien préparé pour protéger la France contre une agression que les esprits clairvoyants annonçaient comme inévitable et imminente. Le Parlement avait systématiquement rogné sur tous les crédits de guerre, et notre grand État-Major n'avait pu, malgré un travail persévérant, contrebalancer suffisamment l'incurie de nos politiciens. Aussi, le jour où l'ennemi, aussi fourbe que féroce, se jeta sur nous à l'improviste en violant la neutralité de la Belgique, il nous prit au dépourvu ; en quelques jours, il fut aux portes de Paris et la France vécut des heures d'effrayante angoisse.

Mais soudain l'âme de cette vieille France se réveilla, son noble cœur, que l'on n'était point encore arrivé à corrompre, bondit sous l'outrage, son sang bouillonna, les bras de tous les enfants se tendirent, et il s'opéra dans tout son organisme un prodigieux rétablissement. Les partis imposèrent silence à leurs dissensions intestines, et ils jurèrent, dans l'étreinte d'une « Union sacrée », de réparer par leurs sacrifices les fautes accumulées par une coupable imprévoyance et de sauver à tout prix la Patrie menacée.

La lutte fut atroce. Elle fut menée par l'ennemi avec une férocité de cannibales, sans nul souci des lois de la morale ni du droit des gens, ni de l'humanité.

Les doctrines antichrétiennes dont leurs écrivains et leurs chefs étaient saturés avaient à ce point égaré la conscience de ce peuple qu'elle en était pour ainsi dire abolie ; elles avaient forgé une armée de barbares, qui ne rêvaient que d'empire et de domination, qui en étaient revenus à l'atavisme mental des hordes antiques, au culte d'Odin ou de la force, qui tournaient toutes leurs énergies natives et toute leur science acquise vers la guerre destructive et qui la conduisaient avec une abominable tranquillité d'esprit. Le succès à tout prix et par tous les moyens, telle était leur unique règle. « J'aime, écrivait Nietzsche, à être assis sur les églises détruites, semblable à l'herbe et au rouge pavot¹. »

Les instructions officielles données par l'État-major général aux officiers allemands ne reconnaissent plus aucune loi de guerre, mais de simples usages, que l'on peut observer ou non, à son gré. Elles déniaient toute force légale aux Conférences internationales de la Haye et aux Conventions de Genève que l'Allemagne avait signées. Elles les rejettent même comme ayant pour but de faire évoluer la guerre dans un sens opposé à sa nature et à ses fins. Elles repoussent et condamnent « la sentimentalité, les rêveries du cœur et les conceptions humanitaires », et

1. NIETZSCHE, Ainsi parlait Zarathoustra, p. 296.

avancent cet affreux paradoxe, que « la seule véritable humanité consiste souvent dans l'application brutale des rigueurs¹. » La guerre ne s'arrête devant aucune considération. Elle ne connaît qu'elle-même.

Conformément à ces principes sauvages, le terrorisme à outrance, les pillages, les incendies, les outrages aux mœurs, les assassinats furent comptés pour rien. La force créait le droit, le crime devenait vertu, dès là qu'il était accompli pour la grandeur de la patrie allemande. Plus de cœur, plus de sensibilité, plus de compatissance. Le succès, rien que le succès par tous moyens.

« Nous avons désappris la sentimentalité », déclarait le chancelier de l'Empire, Bethmann-Holweg. — « Qui aime sa patrie, écrivait la *Gazette du Rhin*, a pour devoir de haïr ceux qui ont juré sa perte. Les mots creux de réconciliation et de fraternité universelle sont de simples pavillons pour tromper les imbéciles. » — « A la guerre, disait Erzberger, le chef du Centre, la plus grande absence de scrupules, si l'on y va avec intelligence, coïncide en fait avec la plus grande humanité. Quand on est en situation d'anéantir Londres par un procédé que l'on possède, cela est plus humain que de laisser un seul de nos camarades allemands perdre son sang sur le champ de bataille. L'hésitation, la temporisation, la sensiblerie et les égards sont d'impardonnables faiblesses. » « Une action décidée et sans scrupules, voilà la force, et la victoire suit. » (*Der Tag.*) — « Le progrès n'avance, déclarait Martin Spahn, qu'à condition que la guerre soit plus effrénée et qu'elle ne connaisse de limites ni dans l'espace ni dans les procédés. » — « Ne faites pas de prisonniers, ordonnait à ses soldats le général Stenger, passez par les armes tous ceux qui tomberont entre vos mains, achevez les blessés, armés ou non armés ; vous ne devez laisser aucun Français vivant derrière vous. »

Telle était la mentalité des fauves, des bêtes de proie.

2. *Kriegsbrauch in Landkriege*. Usages de la guerre sur le Continent.

qui, depuis cinquante ans, aiguisaient leurs dents et leurs griffes, au moment où ils se ruaient par millions sur la France. Aussi tous les crimes que peut inventer l'instinct sauvage, excité par l'odeur de la poudre et la vue du sang, furent commis par nos ennemis en tous lieux, à toute heure, sans scrupule.

Par ces excès sans précédent ils soulevèrent dans l'univers entier un tel mouvement de dégoût et de réprobation, que l'Allemagne ne s'en relèvera pas. Les prescriptions de ses chefs l'ont déshonorée, les crimes de ses soldats l'ont souillée, l'apologie démente de ses intellectuels l'a achevée. Par les traitements qu'ils ont infligés aux prisonniers, par les procédés d'extermination qu'ils ont employés, par les déportations en masse et l'esclavage qu'ils ont fait revivre, ils ont fait retrograder la civilisation au-delà des temps historiques, et se sont mis pour jamais, eux et leur inassimilable *Kultur*, au ban des nations civilisées.

Ils ont voulu Paris, Calais et Verdun, et tous leurs efforts se sont brisés devant la Marne, l'Yser, la Meuse, la Somme et l'Aisne. Ils ont juré de « broyer les os de la France », ce sont leurs os qui maintenant recouvrent nos plaines. Le colosse qui dressait contre nous sa tête altière avait des pieds d'argile, et ses débris, grâce à Dieu, jonchent aujourd'hui notre sol. Les fers dont ils nous menaçaient serviront bientôt à les enchaîner eux-mêmes, et la France, ense sauvant de l'esclavage, sauvera la liberté du monde.

Leur projet contre nous n'ayant pas réussi cette fois, peut-on croire que leur délire d'orgueil soit guéri par une guerre dans laquelle ils se sont fait un point d'honneur de soutenir la lutte contre l'univers ? Vont-ils renoncer à leur rêve de domination universelle ? — Non, ils en sont incapables, c'est dans leur sang. Aussi dès maintenant annoncent-ils qu'ils préparent déjà la prochaine guerre, et chaque fois qu'il nous parlent de conditions de paix, ils songent beaucoup moins à la paix elle-même qu'à la guerre future. Mais à l'heure actuelle, espérons qu'ils en tiendront bientôt pour longtemps, surtout si on leur

brise les dents par le morcellement de l'Allemagne et par la destruction de leur militarisme et de leur Empire.

Ce sera pour la France un superbe triomphe militaire, une page de gloire ajoutée à tant d'autres, que rien ne fera oublier. Toutefois ce triomphe, s'il s'arrêtait là, ne serait pas suffisant. La France ne devra pas se contenter de libérer son territoire, de refouler l'ennemi et d'arracher de son flanc le vampire qui suce le meilleur de son sang ; il faudra qu'elle extirpe le cancer germanique en se libérant de toutes les influences d'Outre-Rhin, qui ont exercé sur sa pensée, sa foi, sa morale, ses arts, son industrie, son commerce et son tempérament national une si funeste influence.

Il s'opère, en ce moment, dans le monde entier, une élimination du Germanisme, de ses principes, de ses prétentions et de ses procédés ; tout le monde a reconnu sa nocivité et veut s'en débarrasser. Il appartient à la France, plus atteinte qu'aucune autre nation, d'entrer résolument dans cette voie libératrice.

Non seulement la Germanie a été, depuis les siècles les plus reculés, le réservoir d'où sont sorties les vingt-neuf invasions qui se sont périodiquement écoulées, comme des glaciers, du nord sur le midi, pour le ravager ; mais elle a été la génératrice de tous les grands courants d'erreur qui ont jeté le trouble et la division dans la société chrétienne ; le protestantisme de Luther, le subjectivisme philosophique de Kant, le socialisme de Karl Max, le modernisme des écoles contemporaines, et la suppression du cœur et du sentiment dans la conception de la société humaine.

Il faut aujourd'hui que la France, lorsqu'elle aura triomphé par les armes, rompe avec toutes ces erreurs, dont elle a que trop subi l'influence ; qu'elle rejette la philosophie et la morale kantienne, qui ont intoxiqué ses écoles à tous les degrés et imprimé une funeste direction aux actes de la puissance publique.

Il faut qu'elle se soustraie aux perfides agissements de

l'Allemagne, qui travaille méthodiquement à pervertir chez nous les esprits et les mœurs, nous inonde de ses produits pornographiques, et s'en va nous décrivant par le monde comme une race décadente et perdue.

Il faut qu'elle se dégage de la mainmise allemande au point de vue économique en rompant avec toutes les importations d'origine germanique, en reprenant d'une main vigoureuse, dans toutes les branches de l'industrie et du commerce, l'hégémonie qu'elle exerçait jadis, et en se protégeant par de sérieuses conventions avec tous ses Alliés, surtout par de solides garanties matérielles.

Il faut enfin qu'elle rejette le venin de toutes les erreurs doctrinales et de toutes les infiltrations philosophiques, protestantes et modernistes, venues d'Allemagne, qui tendent à altérer l'intégrité de ses croyances et qu'elle se montre, dans l'avenir comme dans le passé, par la pureté de sa foi catholique, par son attachement au Saint-Siège et par son zèle à porter partout le flambeau de l'Évangile, digne de son glorieux titre de Fille aînée de l'Église.

A ces conditions seules elle complètera sa victoire, elle assurera le triomphe du droit sur la force, de la pensée sur l'instinct, de la civilisation sur la barbarie organisée, de l'idée chrétienne sur le paganisme renaissant, et elle aura, une fois de plus, bien mérité de l'humanité tout entière.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.....	7
CHAPITRE I. Les débuts de la guerre à Soissons (août 1914).....	15
II. Les Allemands à Soissons (septembre 1914).....	27
III. La retraite des Allemands de Paris (septembre 1914).....	35
IV. Premier bombardement de Soissons (septembre 1914).....	47
V. Les Allemands se fortifient dans les carrières (octobre 1914).....	93
VI. Deux nouveaux bombardements (novembre-déc. 1914).....	129
VII. L'hivernage (1914-1915).....	147
VIII. La bataille de Crouy. — L'évacuation (8-15 janvier 1915).....	165
IX. L'émigration. — Misère et charité (janvier 1915).....	175
X. La dévastation de Soissons (janvier-février 1915).....	187
XI. Le rapatriement des prisonniers civils (1915-1917).....	201
XII. Le sort de nos villages sur le front ennemi.....	225
XIII. Trois mois d'accalmie (mars-juin 1915).....	251
XIV. Quatrième bombardement de Soissons (juin-juil. 1915).....	267
XV. Notre offensive en Champagne et en Artois (septembre 1915).....	277
XVI. Un second hiver sous le canon (1915-1916).....	293
XVII. Vers les grandes offensives. — Verdun (1916).....	311
XVIII. Offensive de la Somme (juillet-novembre 1916).....	327
XIX. Le troisième hiver. — Grand bombardement de Soissons (mars 1917).....	339
XX. Premier recul des Allemands. — La dévastation.....	359
XXI. Bataille du Chemin-des-Dames. — Délivrance de Soissons (octobre 1917).....	383
XXII. Les ruines.....	401
XXIII. L'Offensive allemande du 27 mai. — Évacuation de Soissons.....	415
CONCLUSION.....	423